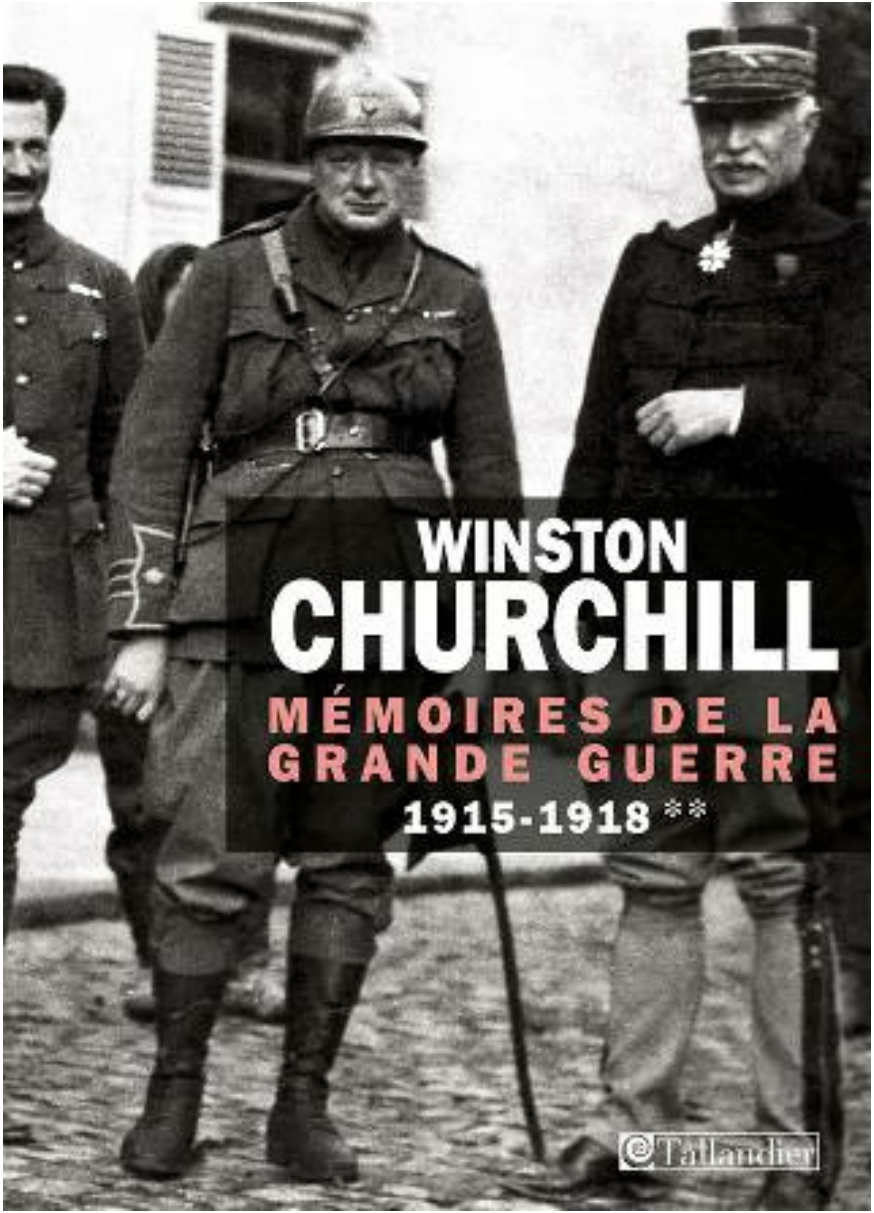


WINSTON CHURCHILL

MÉMOIRES DE LA GRANDE GUERRE

1915-1918 **

Tallandier

WINSTON S. CHURCHILL

MÉMOIRES DE LA GRANDE GUERRE

1915-1918

Traduction de l'anglais révisée, abrégée et annotée par Antoine Capet

TALLANDIER

Cet ouvrage est publié sur le conseil de Jean-Claude Zylberstein

Titre original : *The World Crisis*

En dépit de ses efforts, l'Éditeur n'a pu retrouver
les ayants droit des traducteurs.
Leurs droits sont réservés.

© Winston S. Churchill, 1931

© Éditions Tallandier, 2014 pour la présente édition
et l'avant-propos

Éditions Tallandier

2, rue Rotrou – 75006 Paris

www.tallandier.com

979-10-210-0689-8

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo.

AVANT-PROPOS

Lorsqu'il entreprend de rédiger ce livre en 1920, Winston Churchill est déjà un vétéran de l'écriture : il est l'auteur de huit ouvrages, dont sept sur les campagnes aux frontières de l'Inde, au Soudan et en Afrique du Sud, ainsi qu'une épaisse biographie de son père, lord Randolph Churchill. Les sept premiers narraient surtout ses aventures d'officier subalterne aux confins de l'Empire, tandis que la biographie de lord Randolph relatait, sur le mode hagiographique, des événements dont son fils n'avait eu que très indirectement connaissance. Par contre, le présent récit, entrepris deux ans après la fin de la Grande Guerre et intitulé en anglais *The World Crisis*, est celui d'un politicien expérimenté, ayant personnellement vécu les péripéties du conflit depuis les sommets du gouvernement jusqu'aux abîmes des tranchées.

Si Arthur James Balfour a quelque peu caricaturé l'ensemble en parlant d'une « brillante autobiographie déguisée en histoire de l'univers », il est vrai que cet ouvrage était conçu au départ comme une entreprise d'autojustification de l'action du Premier lord de l'Amirauté Winston Churchill : rendu responsable de l'échec de la sanglante opération des Dardanelles, il avait dû démissionner au printemps de 1915 sans pouvoir plaider sa cause, sous peine d'embarrasser ses collègues et de trahir des secrets d'État. Par la suite, une commission

d'enquête réunie en 1917 l'avait très largement exonéré, sans nécessairement convaincre une opinion publique plus influencée par la rumeur que par les rapports officiels. Mais la guerre une fois terminée, Churchill, bien qu'accaparé par ses nouvelles fonctions[1], a voulu à la fois faire taire les médisants et reprendre le rôle d'écrivain-journaliste-historien qui sommeillait toujours sous celui d'officier-député-ministre. Si, dans un premier temps, l'ancien Premier lord ne résiste pas à la tentation de se mettre en scène, il gagne bientôt des sphères plus élevées, de sorte que son œuvre ne s'achèvera que cinq volumes et 2 300 pages plus tard, avec une reconstitution des origines et des péripéties de la Grande Guerre aussi fabuleuse par le style que par l'ampleur de la narration.

En revisitant les coulisses de l'exploit, on constate que cet écrivain prodige a déjà une technique d'écriture peu orthodoxe : ayant repris ses documents de guerre, obtenu du gouvernement la permission de les publier et d'en emprunter d'autres aux archives du *Foreign Office*, de l'Amirauté et du *War Office*, il s'est mis en devoir de les assembler en un tout cohérent, et de les unir par des commentaires personnels tirés de sa mémoire comme de celle de ses collègues. Mais si la prose de l'auteur semble aussi originale pour son époque, c'est que Churchill écrit peu : il dicte à longueur de pages, ce qui donne un style particulièrement vivant que l'on recherchera en vain dans les Mémoires de ses contemporains. Et puis, soucieux d'exactitude mais réticent à perdre son temps en recherches et vérifications des détails, il a engagé un « assistant » expert en questions navales, le contre-amiral Thomas Jackson. Cet ancien directeur du renseignement naval se charge de vérifier le manuscrit *a posteriori*, de traquer les erreurs et de combler les lacunes. Quant au fidèle secrétaire Eddie Marsh, il remédie consciencieusement au seul véritable point faible de ce futur prix Nobel de littérature qui n'a jamais su où placer les virgules…

À partir du sixième et dernier volume de ce *magnum opus*, ajouté au début des années trente, Churchill va monter une sorte d'industrie de la production littéraire, en engageant un véritable consortium d'historiens chargé de rédiger à l'avance les canevas de ses chapitres. Ses écrits ultérieurs, notamment la vaste biographie de son ancêtre Marlborough et ses six volumes sur la Seconde Guerre mondiale, porteront la marque de ce travail collectif. Mais les *Mémoires de la Grande Guerre* que l'on va lire sont encore une œuvre purement individuelle, ce qui explique sans doute qu'ils comptent parmi les meilleurs des trente-sept ouvrages rédigés par Winston Churchill durant ses six décennies de vie littéraire.

François Kersaudy

---

1. Il est à l'époque ministre de la Guerre et de l'Air, puis ministre des Colonies.

PRÉFACE

Ce nouveau volume de Mémoires de la Grande Guerre aurait dû paraître il y a deux ans. Toutes les mesures nécessaires avaient été prises dans ce but ; la documentation en avait été réunie ; l'ouvrage avait été étudié, le plan achevé et la plus grande partie en était déjà rédigée, quand je fus appelé à faire partie du Cabinet actuel. Les charges de mes fonctions officielles[1] m'ont obligé à abandonner pour un laps de temps indéterminé tous mes projets littéraires ; et ce n'est qu'au cours de ces derniers mois qu'il m'a été donné d'achever et de corriger ce deuxième tome sans lequel l'ensemble du récit reste incomplet.

Pour traiter un sujet aussi vaste et qui embrasse les trois dernières années de la guerre mondiale, il m'a fallu procéder à un choix très serré et très sérieux. Je me suis efforcé de découvrir et de suivre les pas du Destin et à chaque étape je me suis posé ces questions : « Que s'est-il passé et pourquoi ? » Je cherche à mener le lecteur vers ces points où se décide la suite des événements, que ce soit sur le champ de bataille, dans un observatoire, au Conseil des ministres, au Parlement, dans un couloir, dans un laboratoire, ou dans un atelier. Une telle méthode ne peut prétendre à remplacer l'histoire ; mais elle permet à la fois de l'écrire et de l'étudier.

J'ai eu pendant la guerre des occasions multiples et variées de me renseigner. De novembre 1915 à mai 1916, j'ai commandé un bataillon sur le front, à « Plugstreet[2] ». Puis jusqu'en juillet 1917, je me suis consacré au Parlement et j'ai dû également défendre ma politique comme Premier lord de l'Amirauté devant la commission d'enquête de l'expédition des Dardanelles. Pendant ces deux périodes, j'ai été en contact étroit avec plusieurs des dirigeants civils et militaires chargés de la conduite des intérêts britanniques, ainsi qu'avec des personnalités françaises occupant des situations analogues, bien qu'à un degré moindre. J'ai donc pu, quoique dans une situation privée, suivre de près les événements politiques et militaires. En juillet 1917, je fus appelé à prendre le ministère de l'Armement dans le Cabinet de M. Lloyd George[3], et je fus chargé, pendant les dix-sept derniers mois de la guerre, de fournir tout le matériel de guerre nécessaire à l'armée et à l'aviation. J'estime intéressant de décrire, avant qu'elles ne s'effacent, l'impression et la force des événements dans la mesure où j'ai été personnellement à même de les juger.

Les faits rapportés dans ce récit datent déjà de près de dix ans. Presque tous les acteurs de ce drame, amiraux, généraux, présidents du Conseil, ministres des Affaires étrangères, chanceliers et même souverains ou présidents des États victorieux ou vaincus, ont raconté leur histoire, et la littérature de guerre constitue dès maintenant une bibliothèque imposante. Les volumes des histoires officielles des Grandes Puissances se succèdent régulièrement. En Angleterre, l'histoire officielle de la guerre navale a déjà dépassé la période de la bataille du Jutland, et l'on peut également se procurer un récit supplémentaire rédigé par l'Amirauté. L'histoire officielle du ministère de l'Armement a également été publiée. Il ne manque donc pas de documents pour vérifier et compléter les souvenirs personnels.

J'ai été très vivement frappé, au cours de mes lectures de ces cinq ou six dernières années, de l'immense supériorité de la littérature de guerre et de la critique françaises sur tout ce qui a paru d'analogue en Grande-Bretagne. Le nombre des ouvrages qui font autorité est non seulement beaucoup plus important, mais la qualité et l'érudition en sont incomparablement supérieures. Un très grand nombre de livres brillamment écrits par des personnes ayant occupé des situations importantes ont permis au public français de se former une opinion exacte sur tout l'ensemble de la conduite intérieure de la guerre, dans ses aspects politiques et militaires. Autant que je puis en juger, le nombre des publications et des polémiques est encore plus grand en Allemagne. Là aussi, l'ensemble des faits principaux et de la documentation a été révélé d'une manière ou d'une autre. Le moment viendra certainement où le public britannique disposera sous la forme de publications officielles d'une série complète de documents authentiques lui permettant de porter un jugement exact sur cette terrible époque. En attendant, je me borne à ne reproduire textuellement que les documents rédigés par moi et dont je suis personnellement responsable, ou ceux publiés antérieurement par d'autres soit en Grande-Bretagne, soit à l'étranger.

Alors que la rédaction de cet ouvrage se trouvait déjà très avancée, j'ai lu pour la première fois les *Mémoires d'un cavalier* de Defoë[4]. Dans ce délicieux ouvrage, l'auteur relie les récits et la discussion des grands événements politiques et militaires au fil des aventures personnelles d'un homme. En m'apercevant que j'avais suivi inconsciemment et d'un pas hésitant l'exemple d'un tel maître du récit, j'en ai été très vivement encouragé. Dans ce volume, je m'efforce d'abord de donner au lecteur une vue d'ensemble de l'imposant panorama et d'en dégager les traits dominants ; mais j'y raconte également ma propre histoire, et j'envisage la scène de ma position secondaire bien que responsable. Mes doctrines

personnelles sur les méthodes de guerre, les actes ou les avis dont je dois répondre ont fait l'objet de bien des critiques, exposées dans les ouvrages d'éminents écrivains professionnels. Je suis heureux de pouvoir les développer au moyen de documents authentiques rédigés par moi avant ou pendant le cours même des événements. J'espère que cet ouvrage encouragera à réfléchir sur le formidable cataclysme qui a bouleversé et transformé notre vie ainsi que le monde où nous vivons.

Je désire remercier ici ceux qui m'ont aidé à relire les épreuves et qui m'ont assisté de leurs conseils sur les questions techniques tout en respectant leur désir de conserver l'anonymat.

Enfin, et bien que cela soit à peine nécessaire, qu'il soit bien entendu que je porte seul la responsabilité de toutes les opinions et exposés contenus dans ce volume. Ils ne prétendent pas exprimer les points de vue officiels des autorités militaires, et n'impliquent nullement la sanction ni l'approbation du Cabinet dont je fais partie. Ils ne constituent qu'un jugement et un récit personnels d'événements qui, vieux d'à peine dix ans, n'en appartiennent pas moins déjà à l'histoire.

Winston S. Churchill
Chartwell, Manor,
1er janvier 1927

---

1. Churchill était devenu chancelier de l'Échiquier (ministre des Finances) le 6 novembre 1924.

2. *Plugstreet* : déformation anglaise de *Ploegsteert*, village des Flandres belges. Churchill n'a pas rédigé à proprement parler d'ouvrage sur ses mois passés dans les tranchées, mais il a copieusement rendu compte de son expérience quotidienne dans de longues lettres adressées à son épouse, aujourd'hui disponibles en français : *Winston et Clementine Churchill. Conversations intimes, 1908-1964* (Paris, Tallandier, 2013, p. 189-240).

3. Churchill lui avait envoyé les épreuves du premier volume du présent ouvrage, et après avoir reçu sa lettre de remerciements, il écrivit à son épouse Clementine le 29 décembre 1921 : « Lloyd George a lu deux de mes chapitres dans le train & il a été très content des passages qui font référence à lui. Il a fait l'éloge du style et m'a fait plusieurs suggestions judicieuses que je vais incorporer », *Conversations intimes, op. cit.*, p. 313.

4. *Memoirs of a Cavalier ; or A Military Journal of the Wars in Germany, and the Wars in England. From the Years 1632 to 1648* (Londres, 1720).

CHAPITRE I

L'EFFORT DU NOUVEAU GOUVERNEMENT

Le nouveau Conseil des ministres se réunit pour la première fois le 26 mai [1915]. Dès le début, ses défauts comme outil propre à la conduite de la guerre furent mis en évidence. Les anciens ministres avaient dû transiger avec leurs adversaires politiques non parce qu'ils appréciaient leurs mérites, mais parce qu'ils y étaient contraints. Les nouveaux étaient nettement hostiles à l'œuvre accomplie par leurs prédécesseurs. S'ils avaient été au pouvoir, la série d'erreurs qu'ils eussent commises eût sans doute été quelque peu différente. Les unionistes[1] faisaient peu confiance au Premier ministre [Asquith] ; en fait, ils avaient beaucoup hésité, lors de leurs délibérations, avant de consentir à ce qu'il reste à la tête du Gouvernement. M. Lloyd George[2], en position de force pour pousser à la formation de la coalition, se trouvait au lendemain de son succès dans une position exceptionnellement faible. Il avait cédé l'Échiquier à M. McKenna[3] ; dans le nouveau Conseil restreint qu'il avait tant contribué à créer, il trouvait un nombre assez important de dirigeants conservateurs qui considéraient son passé politique avec une vive aversion. M. Bonar

Law[4], le chef de file du Parti conservateur à la Chambre des communes, aurait très bien pu aspirer à ce poste éminent et, si les considérations d'ordre personnel lui importaient peu, ses amis étaient fort mécontents. Dans le dernier Cabinet, les grandes décisions portant sur la guerre étaient prises par quatre ou cinq ministres ; maintenant, au contraire, il fallait consulter au moins une douzaine de personnalités distinguées, capables et influentes, dont l'autorité était en mesure de s'affirmer.

La marche des affaires se fit alors extrêmement laborieuse, d'une pénible lourdeur, et, si tous ces maux étaient tempérés par une loyauté et un patriotisme certains, le résultat d'ensemble ne pouvait qu'être décevant. Les ministres instruits des choses de la guerre avaient leur passé à défendre ; ceux qui n'avaient pas eu ces responsabilités n'avaient pas non plus d'expérience. Il n'était pas de question importante où ne s'affirmassent cinq ou six opinions différentes, et l'on ne pouvait réussir à prendre de décisions efficaces qu'après des discussions prolongées et des digressions fatigantes. Il était encore plus fréquent que nos interminables travaux n'aboutissent qu'à des compromis boiteux. Pendant ce temps, la guerre continuait inexorablement de s'étendre à grands pas.

Bien que je n'eusse pas de pouvoir exécutif, le nouveau Cabinet me traitait avec beaucoup de considération, et je siégeais toujours à mon ancienne place, à gauche de Lord Kitchener[5]. Je fus nommé membre de la commission de neuf ministres qui, sous le titre de « commission des Dardanelles », constituait virtuellement l'ancien « Conseil de la guerre ». On me demanda de préparer deux rapports, l'un sur la situation navale, l'autre avec un panorama d'ensemble, et l'Amirauté mit à ma disposition toutes facilités pour la collecte et la vérification des faits. On invita aussi Lord Kitchener à présenter des rapports du même genre, mais du point de vue du War Office. Ces exposés furent préparés avec la plus grande rapidité possible. Cependant, la mise au courant des nouveaux ministres

se poursuivait ; on les initiait aux informations secrètes et spéciales dont le Gouvernement disposait.

Le 1er juin, je mis en circulation mes deux documents. Le premier traitait de la situation de notre marine. Le deuxième mérite que l'on s'y arrête ici.

NOTE SUR LA SITUATION D'ENSEMBLE

Le 1er juin 1915

Au moment où je quitte l'Amirauté après dix mois de guerre, pendant lesquels j'ai suivi attentivement le cours des opérations sur terre et sur mer, je crois bon de consigner par écrit l'opinion que j'ai de la situation générale.

I. – Théâtre oriental

Ma façon de penser reste celle que j'exprimais dans le tour d'horizon remis au Premier ministre le 25 février[6]. Le front russe peut varier quant à ses positions, il restera toujours une immense ligne de bataille où s'absorberont de très grandes forces allemandes. Le facteur le plus sérieux du problème russe reste que, depuis plusieurs mois, la consommation de fusils dépasse les ressources, et qu'en conséquence les effectifs de l'infanterie russe en campagne ne peuvent que diminuer. D'un autre côté, un retrait relativement faible de la ligne russe la soulage tellement de la pression qu'elle subit et augmente tellement les obstacles opposés à l'offensive allemande qu'il n'y a aucune raison de craindre la faillite des méthodes par lesquelles la Russie recréera et développera sa puissance militaire et que l'on peut être assuré

qu'elle continuera dans l'intervalle à fixer sur son front des forces ennemies considérables.
L'entrée en guerre de l'Italie (et presque certainement de la Roumanie) devrait contrebalancer et au-delà, sur le front oriental, toute infériorité des forces russes. Quel que soit le résultat du choc des armées italienne et autrichienne, le retrait des troupes autrichiennes – et, probablement, allemandes – du front russe sera forcément considérable. La possibilité d'une progression austro-allemande, à travers la Serbie, vers la Bulgarie – que j'ai toujours redoutée – semble moins menaçante qu'il y a trois mois. D'une façon générale, je ne crois pas que nous devions craindre, d'ici à trois mois, un effondrement général des Russes, ni un état de choses tel que l'Allemagne puisse envoyer 500 000 hommes dans l'ouest.

II. – Théâtre occidental

Je n'ai rien à changer à l'opinion que j'exprimais à ce sujet dans le tour d'horizon cité plus haut. Les Allemands n'ont pas encore et n'auront pas avant trois mois une puissance suffisante pour briser les lignes britanniques et françaises. En revanche, je doute plus que jamais que nous puissions, nous-mêmes, briser les lignes allemandes.
Certes, des attaques préparées par d'immenses concentrations d'artillerie ont réussi à modifier localement le tracé de la ligne de front. Mais l'effort est si grand et les progrès sont si faibles que, quelles que soient l'organisation et les ressources, on atteint l'épuisement avant d'avoir pu pénétrer assez profondément et largement pour obtenir un résultat stratégique. Il est inévitable, d'ailleurs, que l'ennemi ait quelque connaissance de la

concentration. Ultérieurement, il aura toujours le temps de redresser la ligne. Il en coûte donc beaucoup trop pour obtenir ce seul résultat d'infléchir simplement le front sur certains points particuliers, sans compromettre la solidité du reste. J'estime que nous avons perdu plus de 50 000 hommes depuis le début d'avril – les deux tiers en offensives avortées – sans obtenir de résultats appréciables ; et cela, malgré la résolution et l'habileté dont Sir John French a fait preuve dans la direction des opérations.

Je conserve, dans l'ensemble, l'opinion que j'exposais le 29 décembre, lorsque j'écrivais au Premier ministre :

« Il est tout à fait possible, à mon avis, que ni l'un ni l'autre des combattants n'ait la force d'enfoncer les lignes ennemies sur le théâtre occidental de la guerre. La Belgique, notamment, est, entre les mains de l'Allemagne, un atout pour la paix ; nul doute qu'elle ne soit plus qu'une simple succession de lignes fortifiées. Les Allemands ont probablement des réserves mobiles considérables de leurs meilleures troupes. Je ne voudrais pas donner d'opinion définitive, mais j'ai l'impression que les positions des armées en présence ne subiront guère de changements décisifs. »

Nous serions mal inspirés d'aller gaspiller nos armées toutes fraîches en efforts frénétiques et stériles pour percer les lignes allemandes. Ce serait faire le jeu des Allemands. Tant que l'usure reste la même pour les deux camps, nous allons droit à la victoire. Quelques semaines d'offensive peuvent nuire, de manière irréparable, à notre force militaire nouveau-née.

Le mieux que nous puissions espérer serait que les Allemands renouvellent leur offensive dans l'ouest. Il ne semble pas que cela doive se produire sur une grande échelle. Même s'ils pouvaient retirer un million d'hommes du front russe – et c'est impossible –

les armées britannique et française seraient à même de résister victorieusement et d'infliger des pertes décisives à l'ennemi. Le temps combat pour nous si nous ne gaspillons pas nos ressources. La politique suivie si obstinément, jusqu'à l'heure actuelle, par le général Joffre[7] semble être non seulement la meilleure, mais encore la seule possible. Ses raisons s'appliquent d'ailleurs encore plus à l'armée britannique qu'à l'armée française.

Sauf si nous devons continuer à attaquer de front des lignes fortifiées, notre pénurie d'obus explosifs n'est pas aussi sérieuse qu'on l'a soutenu. La défensive, les mouvements de troupes, appellent plutôt le shrapnell et seule la défensive est d'importance vitale pour nous. Évidemment, il faut porter remède le plus vite possible à notre manque d'obus explosifs, mais, en attendant, il ne faut pas gaspiller notre armée à attaquer sans ces munitions. Pour cette raison, comme pour bien d'autres, j'exprime le vœu que l'on ait la patience de ne pas recourir à nouveau à une offensive britannique de grande envergure.

Il serait essentiel, du point de vue militaire, que nous occupions toute la partie du front qui borde la mer. Depuis novembre, je n'ai cessé de préconiser cette mesure. Qu'une armée soit détachée et intercalée entre la gauche britannique et les Belges, c'est là une source inutile de faiblesse qui nous a déjà valu un sanglant désastre. Nos ressources militaires actuelles nous permettent d'aller relever les Français dans ce secteur et des considérations de prudence stratégique nous l'ordonnent.

On peut conclure, de manière générale et équilibrée, que l'on est dans une impasse à l'ouest et que l'on n'en sortira pas tout de suite. Celui des adversaires qui cherchera à percer les lignes de l'autre se fera du tort à lui-même.

Cette situation n'a rien de décourageant. Dans l'ensemble, elle est favorable à notre succès final. Il faut, évidemment, abandonner tout espoir de finir la guerre cette année ; nos plans doivent prévoir qu'elle durera encore dix-huit mois. Les forces relatives des antagonistes, au printemps de 1916, tant sur terre que sur mer seront telles que nous en serons satisfaits ; d'ici là, on aura trouvé d'autres moyens d'épuiser l'Allemagne, d'autres terrains où l'attaquer. Je reparlerai de cela plus tard.

III. – La mer du Nord et la protection de nos côtes[8]

J'ai traité séparément la question de notre situation navale sur le théâtre décisif qu'est la mer du Nord et celle de l'état général de nos ressources navales présentes et à venir. La conclusion à tirer de cette étude, c'est que, dans la réalité, la supériorité de notre Grande Flotte sur la Flotte de haute mer allemande est encore plus nette qu'au début de la guerre ; elle augmentera encore progressivement pendant les six mois à venir. J'espère que le Premier lord de l'Amirauté, qui a eu récemment l'avantage d'étudier toute la situation avec Sir John Jellicoe[9], viendra confirmer cela avec l'autorité du nouveau Conseil de l'Amirauté. S'il en est ainsi, on ne peut éprouver aucune inquiétude sur cette question suprême et essentielle, à savoir le résultat d'une bataille générale sur mer.

Mais la question d'une invasion de l'Angleterre par une armée allemande doit être traitée à part. La Grande Flotte britannique est concentrée, au nord, à Scapa Flow et dans l'estuaire de la Forth. La flotte de la Manche, qui, pendant les premiers mois de la guerre, était à Portland, est maintenant aux Dardanelles. La défense navale immédiate des côtes est de l'Angleterre, de la

Tyne à Douvres, est assurée par environ 60 sous-marins, 150 contre-torpilleurs ou torpilleurs, et 10 croiseurs légers ou bâtiments d'éclairage. Il y a aussi de vastes barrières formées par les champs de mines allemands et britanniques.

L'Amirauté a toujours considéré que c'était suffisant. Le 13 mai, à la Commission de la guerre, j'ai fourni, en plein accord avec Lord Fisher[10] et Sir Arthur Wilson[11], les assurances les plus formelles sur ce point. Le raisonnement de l'Amirauté est bien connu de tous ceux qui ont suivi les discussions des cinq dernières années, au Comité de défense impériale. Par ailleurs, l'Amirauté a l'expérience de dix mois de guerre et connaît les méthodes ennemies. Tant que j'ai été Premier lord de l'Amirauté, tous les officiers supérieurs au courant des faits étaient convaincus que les Allemands ne tenteraient pas de débarquer une armée de 70 000 hommes ou plus, dans les circonstances actuelles, et que, s'ils le tentaient, ils courraient à un désastre certain. Il ne s'agit pas seulement d'éviter la Flotte, mais aussi de transporter 70 000 hommes, c'est-à-dire de leur faire traverser quelque 400 kilomètres de mer face à une marine ennemie nettement supérieure, de les faire débarquer en force sur une plage ouverte (car tous les ports sont minés ou protégés), quel que soit le temps, et dans la certitude d'une attaque par sous-marins et contre-torpilleurs qui se produirait au plus tard au bout de quelques heures ; de débarquer toute l'artillerie nécessaire : artillerie de campagne et artillerie lourde – et l'armée allemande repose, peut-être plus que d'autres, sur son artillerie – avec tout le ravitaillement, les munitions, accessoires et moyens de transport sans lesquels une armée moderne ne peut ni combattre, ni survivre. Il faut que ces opérations s'exécutent en vingt ou vingt-quatre heures au plus ; après quoi l'ennemi sera

attaqué par mer par des forces nettement supérieures, son escorte sera défaite, ses transports seront détruits, ses communications seront coupées irrémédiablement. Ce qui aura pu débarquer, et cela seulement, devra aborder la conquête de la Grande-Bretagne. Telles sont les conditions de l'entreprise qui amènerait l'Allemagne à risquer accessoirement la bataille décisive avec sa flotte.

Tout le monde, à l'Amirauté, était convaincu – et doit l'être encore – qu'aucun gouvernement sensé ne pouvait envisager cela un seul instant. Cette opinion eût été absolument partagée par toute autorité militaire, parlant au nom du ministère de la Guerre, au début des hostilités. Il faut se rappeler que le corps de doctrine que l'on possède sur ce sujet, et qui date d'avant guerre, résulte de longues et pénétrantes discussions qui ont vu tout le monde d'accord, soldats, marins et hommes politiques. Les événements ont justifié et confirmé nos conclusions, qui, jusqu'à présent, ont été le fondement normal des actes si hardis de l'Amirauté et du ministère de la Guerre.

D'ailleurs, si l'on veut résoudre le problème et déterminer si nous devons craindre une invasion ou un raid, on ne doit pas s'attacher simplement à évaluer notre puissance navale. Les forces militaires de ce pays sont déjà considérables et augmentent rapidement. On ne peut prétendre que l'Allemagne réduira la Russie et l'Italie en six semaines (par exemple), transférera en même temps de grandes armées déjà présentes sur le front occidental vers nos lignes de l'ouest et organisera un corps expéditionnaire pour envahir l'Angleterre. Avant de prendre une décision sur l'important problème de politique militaire qui se pose actuellement, il semble que le Cabinet devrait savoir quelles forces seront prêtes, dans notre pays, à certaines dates, au cours

des trois mois à venir. C'est une question de chiffres et de dates et l'on devrait pouvoir se procurer ces renseignements sans difficulté.
L'Amirauté a toujours affirmé que le ministère de la Guerre devrait être en mesure de faire face à une armée de 70 000 hommes pourvue d'une artillerie légère, non pas qu'elle juge un tel débarquement possible, mais pour avoir deux certitudes au lieu d'une. On ne saurait satisfaire à cette condition dans les trois mois à venir et envoyer en même temps à Sir John French [12] les troupes nécessaires pour occuper le front de La Bassée ou même de Lens à la mer et fournir en outre à Sir Ian Hamilton [13] les trois divisions supplémentaires qu'il a réclamées. Il y a là un problème à étudier soigneusement et en détail, en s'inspirant des chiffres, des faits et des dates.

IV. – Les Dardanelles

La situation, aux Dardanelles, est pleine de promesses, mais aussi de dangers. Plus l'expédition durera, plus elle deviendra périlleuse. Plus tôt elle sera terminée, plus tôt la concentration pourra se refaire sur le front français et flamand. Les opérations militaires ont commencé avec des retards imprévus, les troupes ont été expédiées par petits paquets, aussi les Turcs ont-ils eu le temps d'organiser soigneusement leur défense, d'amener des renforts de Syrie et d'ailleurs, et de recevoir des sous-marins allemands. Si nous attendons davantage pour envoyer les renforts nécessaires ou si nous les faisons partir par petits paquets, il n'en faudra pas moins envoyer, en fin de compte, tout ce que l'on nous demande, peut-être même plus, et nous courrons un double danger : lutter contre l'armée turque tout entière

autour du plateau de Kilid Bahr et nous voir harceler par des hordes de sous-marins allemands qui y seront certainement attirés par le succès que s'y est taillé l'un d'eux. Il semble extrêmement urgent d'y obtenir une décision rapide et de liquider cette entreprise le plus vite possible et de manière satisfaisante.
La bataille de Neuve-Chapelle et d'autres batailles livrées en France ont montré que nos troupes et les Français, en nombre suffisant et avec l'artillerie voulue, pouvaient balayer les retranchements ennemis. Mais, comme le fait ressortir Lord Kitchener, on n'obtient pas de résultat stratégique par une progression de 5 ou 6 kilomètres achetée à un prix excessif. En effet, derrière le terrain si chèrement conquis, il y a toute l'étendue des Flandres avant même que l'on n'atteigne le Rhin, et, avant que l'artillerie n'ait pu suivre l'avance et se remettre en batterie, l'ennemi aura construit une nouvelle ligne de retranchements aussi forte que l'ancienne. Au contraire, la même progression sur la presqu'île de Gallipoli produirait des résultats stratégiques d'une importance décisive. Nous n'avons pas actuellement assez d'obus à forte charge pour soutenir une offensive continue en France, mais les quantités relativement faibles nécessaires aux Dardanelles, nous les avons. Et là il n'y a pas de place derrière pour établir de nouvelles lignes, il n'y a de retraite possible que dans la mer. Une progression de 500 mètres est un pas considérable fait vers le résultat, et quel résultat !
Dès que nos troupes auront pu occuper des positions telles que le plateau de Kilid Bahr soit rendu intenable, toute l'armée turque qui y est concentrée sera perdue. Si nous nous établissons sur ce plateau, l'ennemi devra évacuer les forts de la rive européenne. Ces forts dominent ceux de la rive asiatique. Ainsi la porte est ouverte à la flotte, qui avance alors à travers la passe de Tchanak

en draguant méthodiquement les champs de mines. Les forts et les champs de mines de la passe de Tchanak une fois franchis, rien ne l'empêche d'entrer dans la mer de Marmara, et, en quelques heures, elle est à Constantinople. Il lui est facile alors de détruire la flotte turco-allemande. Ainsi disparaît la menace qui empêchait jusqu'alors une armée russe de traverser la mer Noire et d'attaquer Constantinople par le nord. Je sais que cette armée russe, qui était prête à profiter de notre succès, a été retirée pour aller faire face, en attendant, à des nécessités plus urgentes, mais les Russes ne consentiront certainement pas à assister en spectateurs à la prise de Constantinople. Ces événements ne sauraient laisser la Bulgarie indifférente ; celle-ci marcherait sur Andrinople, et tous les États balkaniques, derrière elle, se joindraient à nous. Les troupes turques qui pourraient se trouver en d'autres parties de la presqu'île de Gallipoli seraient en outre coupées par la Flotte de leurs communications par voie martime avec Tchanak et l'isthme de Boulaïr serait fermé des deux côtés.

Ces événements affecteront aussi de manière décisive toutes les forces turques en Europe, aussi nombreuses soient-elles. Elles habitent l'Asie, elles reçoivent leur nourriture d'Asie, leur gouvernement aura fui en Asie. Elles tomberont entre nos mains avec leur ravitaillement et leur artillerie, comme un simple sous-produit de l'opération principale. Et tout cela dépend uniquement de la conquête de quelque 5 kilomètres de terrain ! Est-il un autre théâtre de la guerre où l'on puisse escompter, d'ici à trois mois, la victoire décisive, ou simplement des résultats aussi extraordinaires ?

Un échec, par ailleurs, aurait les conséquences que Lord Kitchener a exposées de manière complète, au paragraphe 32 de la note du ministère de la Guerre.

L'étude de Lord Kitchener sur le travail accompli par le ministère de la Guerre sous sa direction, où il exposait les progrès faits dans l'organisation des nouvelles armées, les ordres envoyés, ainsi que les mesures prises pour les équiper et leur fournir des munitions, constituait un récit impressionnant. L'effet sur les ministres unionistes fut semblable à celui que produit souvent sur la Chambre des communes un gouvernement attaqué par la presse et à la tribune qui, enfin, dans un grand débat, peut exposer les fondements de sa politique.

L'opinion se montra de plus en plus favorable à la poursuite de l'entreprise des Dardanelles et se rallia dans l'ensemble à mes avis sur le problème militaire. Pourtant, la première réunion de la commission des Dardanelles n'eut lieu que dans l'après-midi du 7 juin. En faisaient partie : le Premier ministre [Asquith], Lord Kitchener, Lord Lansdowne[14], M. Bonar Law, M. Balfour[15], Lord Curzon[16], Lord Selborne[17], Lord Crewe[18] et moi-même.

M. Lloyd George, bien que membre lui aussi, n'était pas présent ce jour-là. En fait, à partir de ce moment et pendant quelques mois, il s'absorba dans la production de matériel de guerre et concentra toute son énergie sur cette seule tâche.

La commission s'occupa des demandes de renforts faites par Sir Ian Hamilton dans son télégramme du 17 mai. Lord Kitchener prit très nettement position en faveur de la continuation très vigoureuse de la campagne des Dardanelles. Il déclara qu'il enverrait à Sir Ian Hamilton trois divisions de la nouvelle armée, en plus de la Lowland Territorial Division [réservistes écossais] déjà en route, en exécution d'ordres donnés avant la crise ministérielle. Il déclara qu'il ne pourrait pas accepter de continuer à assumer la responsabilité de la conduite de la guerre si l'on décidait d'abandonner l'attaque contre la presqu'île de

Gallipoli. Le Conseil fut non seulement soulagé, mais très satisfait de se voir ainsi nettement guidé. L'opinion fut unanime pour adopter les conclusions suivantes :

> 1. – On expédierait en renfort à Sir Ian Hamilton les trois divisions qui restaient de la première armée nouvelle en vue d'une offensive dans la deuxième semaine de juillet.
> 2. – On enverrait les unités navales suivantes, bien moins vulnérables aux attaques des sous-marins que celles de l'amiral de Robeck[19] :
> L'*Endymion* et le *Theseus* (croiseurs légers de la classe « Edgar » récemment munis de caissons protecteurs) ;
> Quatre corvettes[20] à canons de 355 ;
> Six corvettes à canons de 230 ;
> Quatre corvettes à canons de 150 et une autre plus tard ;
> Quatre sloops ;
> Deux sous-marins de la classe « E », déjà en route ;
> Quatre sous-marins de la classe « H ».

Ainsi, les mesures navales acceptées par le nouveau Conseil de l'Amirauté et par la nouvelle Commission de la guerre étaient dans leur principe, avec une ampleur légèrement accrue, celles que j'avais naguère pressé Lord Fisher d'accepter la veille de sa démission. Les mesures militaires, en revanche, étaient nettement plus importantes que Lord Kitchener ne l'avait envisagé jusqu'alors. Aux deux divisions qu'il pensait d'envoyer le 17 et le 30 mai (l'une était déjà partie), on en ajoutait deux autres ; et, des quatre divisions attribuées à Sir Ian Hamilton, trois appartenaient à la nouvelle armée, que l'on jugeait, peut-être à tort, supérieure aux divisions territoriales.

Les conclusions adoptées par la commission des Dardanelles à sa séance du 7 juin vinrent, le 9, devant le Cabinet. Une discussion enflammée s'entama sur le problème de fond, pour décider s'il fallait persévérer aux Dardanelles ou bien « arrêter les frais » en se retirant. Cela revenait en fait à rouvrir tout le débat qui avait précédé les conclusions auxquelles la commission était parvenue. Le Cabinet alla cependant nettement dans le sens de la commission et l'accord se fit au bout du compte sur l'envoi des trois divisions en renfort auprès de Sir Ian Hamilton.

Il y eut pourtant dès le début, et jusqu'à la fin, une dualité d'opinions dans le Cabinet qui ne correspondait peut-être pas aux démarcations des partis, mais qui créait une scission du même ordre ; elle fut, à chaque phase du reste des opérations aux Dardanelles, la cause de sérieux embarras. Si le Premier ministre avait eu alors ou avait pu acquérir une autorité pleine et entière, si on l'avait laissé l'exercer pendant les mois de mai et juin sans l'interrompre ni le distraire, j'ai la conviction – fondée sur mon expérience, au jour le jour, de ces événements – qu'il aurait pris les mesures qui, même à ce stade, eussent permis de remporter une victoire décisive. Mais, dès que la coalition fut formée, le pouvoir se délaya, les avis se partagèrent ; il fallut, pour emporter la moindre décision d'ordre militaire, recourir aux mêmes épuisants procédés de tact et de temporisation que ceux qui sont nécessaires pour faire voter un article d'un projet de loi très contesté à la Chambre des communes en temps de paix. Si ces faits sont rappelés ici, ce n'est pas pour formuler des reproches, car tout le monde fut également sincère et plein de bonnes intentions, mais pour expliquer la tournure malheureuse que prirent les événements.

Nous avions enfin obtenu ce 9 juin le type de décision indispensable pour mener l'entreprise à bonne fin. Il n'est pas de raison *militaire* qui puisse expliquer que les décisions prises les 7 et 9 juin ne l'aient pas été

quarante-huit heures après le télégramme de Sir Ian Hamilton en date du 17 mai. On disposait alors exactement de tous les mêmes faits, de toutes les mêmes troupes, de tous les mêmes arguments. Mais certaines causes, auxquelles l'ennemi n'eut aucune part, nées uniquement de la confusion où les institutions gouvernementales de notre pays étaient plongées, firent perdre à jamais quinze jours ou trois semaines.

Les conséquences en furent extrêmement lourdes. Le temps était le facteur dominant. La mobilité extraordinaire d'une puissance amphibie, l'élément de surprise dont elle dispose ne valent comme nous l'avons vu que pour un temps très limité. La rapidité, l'intensité, l'effet inattendu d'une attaque dépendent de l'état de préparation de l'ennemi à un moment donné. Chaque mouvement que l'on entreprend peut trouver son exacte contrepartie chez l'adversaire. Dans ce genre d'opérations, la force et le temps ont la même valeur et constituent les deux termes interchangeables d'une même équation. Une semaine perdue équivaut à une division. Trois divisions, en février, auraient pu occuper la presqu'île de Gallipoli sans grands combats. Il en eût fallu cinq après le 18 mars. Au début d'avril, sept ne suffirent pas, mais neuf auraient peut-être fait l'affaire de justesse. Onze auraient pu être suffisantes au début de juillet ; ce ne fut pas assez de quatorze le 7 août. De plus, un retard en amène un autre.

La date de la grande offensive suivante à Gallipoli dépendait de deux facteurs : l'arrivée de la nouvelle armée et, à un moindre degré, les phases de la lune. On considérait qu'il serait préférable de débarquer par surprise en un nouveau point de la côte, par une nuit sans lune. Il ne fallait donc pas manquer, en juillet, la période obscure, sous peine de devoir attendre jusqu'en août. Si l'on se reporte aux décisions prises le 7 juin par la commission des Dardanelles, on voit qu'elle envisageait l'offensive pour la deuxième semaine de juillet et pensait que les trois nouvelles divisions seraient arrivées d'ici là. C'eût été le moment le plus

favorable. On y serait sans aucun doute parvenu si l'on avait rapidement pris les décisions nécessaires, dès la réception du télégramme de Sir Ian Hamilton ; ou bien si, dans l'attente d'une décision sur la politique générale, on avait continué à envoyer les divisions de renfort une par une pendant que le gouvernement étudiait la question. Mais, telles que les choses se déroulèrent, il était impossible que les troupes dont on venait désormais de décider l'envoi arrivent à temps pour une attaque en juillet. En fait, les trois divisions issues de l'armée nouvelle ne finirent de débarquer qu'après la fin du mois de juillet. Aussi la grande bataille de l'anse des Anzacs[21] et de la baie de Souvla ne fut-elle livrée que pendant la deuxième semaine d'août et non au début de juillet, comme on eût parfaitement pu le faire. Pendant ce mois ainsi gaspillé, c'est-à-dire entre le début juillet et le début août, *dix nouvelles divisions turques* ou leur équivalent, outre d'importants détachements, vinrent rejoindre les défenseurs de la péninsule, comme nous le savons aujourd'hui de source sûre. Les nouvelles divisions que nous avions enfin décidé d'expédier et qui, si cela s'était fait à temps, nous eussent assuré une bonne supériorité virent donc cet avantage numérique disparaître avant même de parvenir sur place. D'autre part, les forces déjà à terre avaient été réduites par les pertes que nous avions subies et épuisées par la maladie, tandis que les sous-marins constituaient un danger continuel pour la flotte. L'Allemagne prenait de plus en plus les armées turques en main et par conséquent leurs méthodes de défense s'amélioraient notablement. Les défaites des Russes de juin et juillet en Galicie modifièrent nettement le moral des Turcs sur la péninsule. Lorsque l'armée du général Istomine eut quitté Batoum pour gagner les principaux champs de bataille russes, les Turcs purent disposer des forces considérables qu'ils avaient massées à Midia afin de se protéger contre un débarquement éventuel. Dès la mi-juin, il devint évident que nos renforts ne parviendraient pas aux Dardanelles à temps pour livrer la bataille en juillet. Ils y seraient, au

plus tôt, pour la deuxième semaine d'août, et les nuits seraient alors sans lune.

Toutes ces considérations étaient présentes à mon esprit et me remplissaient d'anxiété. Je m'efforçai donc, par tous les moyens en mon pouvoir, d'obtenir des renforts encore accrus et surtout une accélération de leur envoi. Je demandai aussi, le 11 juin, que fût étudié le plan qui consistait à placer la nouvelle armée en travers de l'isthme de Boulaïr.

MÉMORANDUM DE M. CHURCHILL POUR LA COMMISSION DE LA GUERRE

Le 11 juin 1915

Au début des opérations militaires des Dardanelles, la prise de l'isthme de Boulaïr n'eût pas amené de résultats décisifs ; en effet, les Turcs pouvaient tenir, dans les forts des Détroits, avec relativement peu de troupes ; on pouvait nourrir celles-ci à partir de l'Asie, et il leur était loisible d'attaquer, des deux côtés à la fois et avec leurs meilleurs régiments, nos forces sur les lignes de Boulaïr ou toute autre position semblable. Les Détroits seraient donc restés fermés à la flotte et l'armée dont nous disposions alors n'avait pas la puissance voulue pour opérer sur des étendues considérables.

Mais la situation a bien changé depuis. Toute la fleur de l'armée turque, ses Allemands, le gros de son artillerie, sont maintenant massés autour du plateau de Kilid Bahr. Les forces alliées du sud et le corps des Anzacs les maintiennent respectivement sur deux fronts différents. Il est impossible à l'ennemi d'y réduire ses forces, de peur que l'une des attaques alliées – ou toutes les deux – ne soit victorieuse, ce qui serait un grand désastre pour lui. D'un autre côté, nourrir cette grande armée turque,

probablement forte de 70 000 hommes, lui fournir ses munitions et ses renforts, c'est là un problème très compliqué qu'il faut résoudre sous peine de périr. Le ravitaillement de l'armée lui vient surtout par mer, de Constantinople ; sans la mer, il ne s'effectuerait plus. D'autres ressources lui arrivent par l'isthme de Boulaïr qu'elle considère sans doute comme sa voie de retraite. Une opération militaire qui réussirait là affecterait sérieusement son moral. Il serait impossible alors de ravitailler la grande armée turque de Kilid Bahr depuis Constantinople par la côte asiatique (400 kilomètres à vol d'oiseau, à travers une contrée montagneuse et sans routes). Un faible courant de vivres, de matériel et de troupes pourrait l'atteindre de Smyrne, mais ce serait tout à fait insuffisant pour une armée de cette importance.

Par conséquent, les Turcs risquent d'être complètement encerclés sur Kilid Bahr et réduits à la famine si l'on coupe leurs communications par mer avec Constantinople et si on leur ferme l'isthme de Boulaïr. Si donc nous plaçons une forte armée à cheval sur cet isthme ; si, d'autre part, le Premier lord de l'Amirauté poursuit sa politique et fait pénétrer le plus grand nombre possible de sous-marins dans la mer de Marmara, le résultat exposé ci-dessus sera obtenu. Les sous-marins seraient ravitaillés en nourriture, combustible et torpilles à travers l'isthme et n'auraient donc pas à franchir de nouveau les Détroits.

Il semble qu'il serait maintenant de la plus grande importance, pour nous, d'étudier cette opération en détail : elle pourrait servir d'alternative à la continuation des attaques frontales. Il faudrait voir aussi si les troupes des Dardanelles y suffisent. En effet, les forces britanniques et françaises que commande Sir Ian Hamilton et qui sont actuellement dans la péninsule sont si

affaiblies par leurs pertes, si épuisées par leurs efforts continuels, qu'elles ne peuvent détacher beaucoup d'hommes sur quelque nouveau point d'attaque ; il faut, d'autre part, qu'elles continuent à mettre la pression sur le Turc, qu'elles se tiennent prêtes à profiter de ses défaillances éventuelles. Les trois divisions de la nouvelle armée suffiront-elles à une semblable entreprise ? Ne serait-il pas prudent d'envoyer les deux premières divisions de ligne de réservistes pour constituer une force fraîche de cinq divisions, *plus* la division de réservistes qui est déjà partie (si l'on peut la détacher de Seddul Bahr), *plus* tout homme qu'il serait possible d'envoyer d'Égypte pour un temps assez bref et en vue d'un effort spécial ? Ne devrions-nous pas maintenant exposer complètement et clairement, par télégramme, ces possibilités à Sir Ian Hamilton ?

W. S. C.

Le projet contre Boulaïr échoua, surtout à cause des difficultés d'ordre naval. Les objections de l'amiral de Robeck sont énoncées dans ses différents télégrammes et ceux de Sir Ian Hamilton. Il fut décidé que l'action serait menée depuis l'anse des Anzacs ou ses environs. Selon la distinction faite par le Premier ministre, il ne devait plus s'agir d'affamer, mais de « prendre d'assaut ». Il me sembla alors, eu égard au temps perdu et au caractère des nouvelles opérations, que Sir Ian Hamilton avait besoin de plus de troupes qu'on ne lui en avait attribué. Je me mis immédiatement à harceler Lord Kitchener sur ce point.

M. Churchill à Lord Kitchener
Le 15 juin 1915

Il est clair que ce sont des raisons navales, plutôt que militaires, qui ont détourné Hamilton du projet Enos-Boulaïr. Si l'on décide, comme je m'y attends, à attaquer en partant de la position des Anzacs, il faudra être sûr de disposer de forces importantes et aussi de grosses réserves. Il ne s'agit plus d'affamer la principale armée ennemie, mais de lui donner l'assaut ; donc, d'approcher à portée de fusil de ses positions. En outre, le terrain s'élargit vers le nord, il faut donc nous attendre à ce que des forces considérables nous attaquent de cette direction, sur un champ de bataille plus étendu. Il est raisonnable de supposer que von Sanders a pris toutes les mesures en son pouvoir pour se protéger contre une poussée si probable et si décisive.

Supposez que nos trois divisions réussissent de grandes choses sans obtenir le succès complet, et qu'après trois ou quatre jours de combat et des pertes de 10 000 ou 15 000 hommes, elles ne puissent plus avancer, elles et l'ennemi étant également épuisés ; supposez qu'il faille alors deux ou trois divisions fraîches pour remporter une victoire totale et qu'il n'y en ait qu'en Angleterre. Il faudra encore attendre un mois et tout recommencer. Voilà ce que je redoute.

Il serait prudent de concentrer ces divisions supplémentaires en Égypte, sous votre direction. En quelques jours, elles pourraient être sur le champ de bataille ; si l'on n'en avait pas besoin, qu'il serait facile de les rapatrier !

À mon avis, vous avez maintenant l'occasion et les moyens de régler toute cette affaire. C'est une chance que l'on ne peut laisser échapper sans danger pour le gouvernement et le pays.

Lord Kitchener à M. Churchill
Le 16 juin 1915

> Tous nos transports disponibles collaborent à plein rendement à l'envoi de nos renforts aux Dardanelles. La Lowland Division, par exemple, est partie dès que nous avons eu des navires à lui affecter. Il en a été de même pour la 13e, samedi[22]. (J'apprends que les troupes sont embarquées, mais que les navires n'ont pas encore appareillé.) Les 10e et 11e divisions partiront ensuite, et cela nous mènera probablement jusque vers la fin de juillet, sans d'ailleurs, que nous puissions nous occuper d'autre chose d'ici là. Plus tard, on établira, si c'est nécessaire, un programme complémentaire, mais il vaut mieux d'abord voir comment les choses vont se passer.
>
> La Grèce peut se joindre à nous. La Bulgarie a l'air de désirer du territoire turc. On ne perdra pas de temps.

M. Balfour, cependant, put, au prix d'efforts considérables, entreprendre le transport de troupes supplémentaires. Il eut recours, une fois de plus, aux grands paquebots, l'*Aquitania,* le *Mauretania* et l'*Olympic.* Pendant plusieurs semaines, l'Amirauté s'était refusé à utiliser ces géants, dans la crainte de terribles conséquences susceptibles de se produire, s'ils étaient coulés avec 7 000 ou 8 000 hommes à bord. Le nouveau Premier lord commençait, en ces redoutables matières, à peser les dangers à l'aune des gains escomptés ; il se décida donc à adopter cette mesure comme je l'avais fait heureusement sans dommages cinq semaines auparavant. L'ordre fut donc enfin donné de faire partir les deux divisions supplémentaires et il semblait probable qu'elles arriveraient à temps pour la bataille d'août. Cependant, de leur côté, les Turcs ne pouvaient rester inactifs.

Le 18 juin, je terminai un mémorandum général pour le Cabinet par les mots suivants :

On ne peut pas douter que nous ayons maintenant les moyens, la puissance de prendre Constantinople avant la fin de l'été, à la condition de faire preuve de décision et d'avoir le sens des proportions. Réduire l'un des trois empires qui luttent contre nous, s'emparer d'une des capitales les plus fameuses du monde, ce sont là des succès qui, joints à nos autres avantages, nous assureront une influence profonde sur les Alliés et cimenteront une coopération indispensable. La Russie y puisera l'encouragement dont elle a tant besoin, ce sera sa récompense si longtemps désirée. Ses ressources en seront multipliées et la voie sera ouverte à la réorganisation de ses armées. D'autre part, la situation balkanique sera complètement modifiée et l'Italie en subira directement les effets. L'Asie elle-même en verra les conséquences. Voilà le prix, le seul prix de nos efforts qui soit à notre portée cette année. Il est possible de le remporter sans dépenses irraisonnées, en un temps relativement court. Mais il faut agir tout de suite et de telle façon qu'un succès rapide soit assuré.

---

1. Protestants d'Irlande du Nord qui ne voulaient pas être soumis à la majorité démographique des catholiques du Sud.

2. David Lloyd George (1863-1945). Homme politique libéral. Chancelier de l'Échiquier (ministre des Finances) de 1908 à 1915. Premier ministre de 1916 à 1922.

3. Reginald McKenna (1863-1943). Homme politique libéral. Premier lord de l'Amirauté (ministre de la Marine) de 1908 à 1911, lorsque Churchill lui succéda. Ultérieurement secrétaire à l'Intérieur (1911-1915), puis chancelier de l'Échiquier (1915-1916).

4. Andrew Bonar Law (1858-1923), futur Premier ministre conservateur d'octobre 1922 à mai 1923. Alors leader du Parti conservateur, depuis novembre 1911.

5. Horatio Herbert Kitchener, premier comte Kitchener de Khartoum (1850-1916), maréchal depuis 1909, secrétaire d'État à la Guerre depuis le 5 août 1914.

6. Voir volume I, p. 483.

7. Joseph Jacques Césaire Joffre (1852-1931), chef d'état-major général et généralissime de l'armée française de 1912 à 1916, année où il est nommé maréchal de France.

8. Ce passage visait à calmer les craintes persistantes de Lord Kitchener quant à une invasion ; les craintes en question venaient, à cette époque, compliquer toutes les discussions militaires. (WSC)

9. John Rushworth Jellicoe, premier comte Jellicoe (1859-1935), amiral d'escadre adjoint au commandant de la *Home Fleet* au début de la guerre. Voir volume I, p. 168-169.

10. John Arbuthnot Fisher, premier baron Fisher de Kilverstone (1841-1920). Promu amiral de la Flotte (équivalent de maréchal dans l'armée de terre) en 1905, il remplit deux mandats de Premier lord naval : de 1904 à 1910, puis en 1914-1915, rappelé au service à la demande de Churchill.

11. Sir Arthur Knyvet Wilson (1842-1921). Promu amiral de la Flotte en 1907, il fut rappelé au service comme Premier lord naval de 1910 à 1911, succédant à Fisher.

12. John Denton Pinkstone French, premier comte d'Ypres (1852-1925). Chef de l'état-major impérial de 1912 à avril 1914. Maréchal depuis 1913.

13. Général Sir Ian Hamilton (1853-1947), commandant en chef du corps expéditionnaire en Méditerranée à l'époque de la campagne de Gallipoli. Voir volume I, p. 508 *sq*.

14. Henry Petty-Fitzmaurice, 5e marquis de Lansdowne (1845-1927). Homme politique conservateur. Secrétaire d'État aux Affaires étrangères de 1900 à 1905, resté comme l'un des grands artisans de l'Entente cordiale avec la France.

15. Arthur Balfour, premier comte de Balfour (1848-1930). Homme politique conservateur. Neveu de Lord Salisbury, à qui il succéda comme Premier ministre de 1902 à 1905. Secrétaire d'État aux Affaires étrangères de 1916 à 1919. Parlant du présent ouvrage, il dira en 1929 : « Je suis plongé dans la brillante autobiographie de Winston, déguisée en histoire de l'univers » (voir préface du volume I).

16. George Nathaniel Curzon, 1er marquis Curzon de Kedleston (1859-1925). Homme politique conservateur. Vice-roi des Indes de 1899 à 1905. Successeur de Balfour aux Affaires étrangères de 1919 à 1924.

17. William Waldegrave Palmer, 2e comte de Selborne. Homme politique unioniste. Premier lord de l'Amirauté (1900-1905), haut-commissaire en Afrique du Sud (1905-

1910), ministre de l'Agriculture (1915-1916).

18. Robert Offley Ashburton Crewe-Milnes, 1er marquis de Crewe (1858-1945), homme politique libéral. Président de la Chambre des lords de 1908 à 1916.

19. Sir John Michael de Robeck (1862-1928), amiral d'escadre. Commandant en chef des forces navales alliées aux Dardanelles. Voir volume I, p. 517 *sq*.

20. Du type *Monitor*, c'est-à-dire d'une largeur inhabituelle par rapport à la longueur et avec un armement de fort calibre. Toutes les corvettes dont il est question dans la suite sont de ce type.

21. *Australian and New Zealand Army Corps.*

22. Si, dès la demande de Sir Ian Hamilton, les transports avaient commencé régulièrement à emmener des troupes, on n'eût pas rencontré de difficultés. La chute du Gouvernement et le manque d'esprit de décision furent les seules causes du retard. Les membres de la commission des Dardanelles ont évalué ce retard à six semaines. (WSC)

CHAPITRE II

LA SCÈNE S'ASSOMBRIT

Les mois de mai et juin virent commencer la grande retraite russe. Jusqu'à la fin du mois de mars, la stratégie de Hindenburg[1] et de Ludendorff[2] avait visé à l'encerclement et à la capture d'armées russes complètes. Ils avaient commencé par pousser sur Varsovie en novembre 1914, mais les forces allemandes et autrichiennes n'étaient pas assez importantes pour réaliser un plan aussi ambitieux et la tentative fut habilement déjouée par le grand-duc[3]. Ils tentèrent une deuxième poussée en janvier – cette fois-ci vers le nord, contre les armées russes de la Prusse-Orientale. S'ils réussirent à faire 100 000 prisonniers dans l'épouvantable bataille des lacs de Mazurie, le gros des armées russes s'échappa cependant avant d'avoir été encerclé, sans gains stratégiques. Selon une autorité allemande[4], « cette fois-ci, le plan était bon, les forces étaient suffisantes, mais la saison fut mal choisie et l'on sous-estima les difficultés d'une campagne d'hiver ». Au début de mars 1915, tout le front oriental en était revenu à la guerre de tranchées et, le 22 mars, Prömsel[5] tomba devant le groupe sud des armées russes, rendant libres d'importantes forces russes pour l'invasion de la Hongrie. Hindenburg et Ludendorff avaient échoué dans leur

seconde tentative pour obtenir des résultats décisifs à l'est. C'est alors que le chef d'état-major autrichien, Conrad von Hötzendorf[6], proposa de forcer les Russes à sortir de leurs tranchées en effectuant une percée sur un secteur limité du front. Hindenburg et Ludendorff, tout à leur désir de répéter Tannenberg, s'opposèrent au projet autrichien, car en dépit de leurs échecs précédents, ils voulaient tenter une nouvelle opération d'encerclement par le nord, sur une échelle encore plus vaste. Mais ils ne purent trouver ni les hommes ni le matériel nécessaires et, le 4 avril, Falkenhayn[7], qui avait succédé à Moltke[8] au commandement de l'État-Major général allemand, décida d'adopter l'idée autrichienne. Comme le proposait Conrad von Hötzendorf, on tenterait une percée entre Gorlice et Tarnow. Tarnow est en Galicie, près de Cracovie, au confluent de la Biala et de la Dunajec ; Gorlice, au nord des Carpates, est à quelque 35 kilomètres au sud-est de Tarnow. Le secteur de l'attaque était donc sur le côté sud du saillant russe en Galicie, si bien qu'une portion considérable du front russe s'étendait à l'ouest de la ligne de progression allemande et risquait d'être coupée de ses bases si l'opération réussissait. En boxe, on appellerait cela un uppercut.

L'offensive fut lancée le 2 mai, sous le commandement de Mackensen[9]. Grâce aux gaz asphyxiants et à une énorme artillerie, elle réussit immédiatement ; les premières et deuxièmes positions russes furent enlevées. L'instinct stratégique de Conrad von Hötzendorf devait triompher, car plutôt que de laisser prendre ses troupes de flanc, à gauche et à droite du saillant, le grand-duc Nicolas fit reculer la ligne tout entière en ce secteur du front. Cette technique d'offensive sur un secteur limité fut constamment réutilisée par les Allemands au cours des mois qui suivirent, provoquant à chaque occasion un recul considérable de l'armée russe, qui aboutit à nettoyer l'ensemble de la Galicie et de la Pologne, et à la prise, l'une après l'autre, de toutes les forteresses et de toutes les villes sur lesquelles le front russe s'était appuyé.

À mesure que nous suivions ces sombres événements sur nos cartes, au cours des mois de juin et juillet, Lord Kitchener s'inquiétait de plus en plus. Il craignait l'écroulement total de la Russie, autorisant l'envoi sur le front occidental d'immenses forces allemandes transférées de l'est. Plusieurs fois, il fut convaincu que ce transfert était déjà en cours et qu'une offensive allemande était imminente en France. Quant à moi, pour les raisons que j'ai longuement exposées, je ne partageais pas ces appréhensions et je m'efforçais de les combattre à chaque occasion. J'étais persuadé que les Russes réussiraient à retenir indéfiniment de vastes armées austro-allemandes sur leur front et que les Allemands n'avaient pas la moindre intention d'abandonner leur offensive contre la Russie, ni de reprendre l'offensive à l'ouest. Enfin, j'indiquais continuellement, comme le seul et suprême remède à nos difficultés, une victoire aux Dardanelles.

Pendant ces remaniements ministériels et ces discussions de Cabinet, la situation aux Dardanelles et dans la presqu'île de Gallipoli était passée par plusieurs phases critiques. Le 19 mai, les Turcs, ayant appris l'arrivée de sous-marins allemands, tentèrent avec la plus grande énergie de rejeter les Anzacs à la mer. Quatre divisions fortes de 30 000 fantassins turcs livrèrent l'attaque, qui dura plusieurs heures du jour et de la nuit. Elle aboutit partout à un échec complet et décisif. À la fin, les Turcs avaient perdu 5 000 hommes et 3 000 de leurs morts gisaient devant les tranchées des Anzacs. Les pertes britanniques, de l'autre côté, ne dépassaient pas 600. Le lendemain, le commandant en chef turc demanda un armistice pour que l'on pût enterrer les morts et ramasser les blessés ; Sir Ian Hamilton l'accorda.

> À partir du 19 mai, *écrivit le ministère de la Guerre turc après la guerre*, l'on comprit que la défense britannique, sur le terrain

tenu par les Anzacs, était trop forte pour nous permettre de rien faire contre elle sans artillerie lourde et sans de grosses quantités de munitions. Comme, d'autre part, notre position défensive était aussi très forte, deux faibles divisions restèrent seules dans les tranchées et les deux autres en furent retirées.

Les positions des Anzacs ne furent plus attaquées par la suite.

Le 4 juin, les Britanniques et les Français lancèrent un assaut général sur tout le front d'Hellès. La 29e division, la 42e, la 2e brigade navale et les deux divisions françaises y prirent part. Les forces alliées comptaient environ 34 000 fantassins et les forces turques 25 000. Bien que pitoyablement pauvres en artillerie et en munitions, les troupes britanniques prirent d'assaut les tranchées du centre de la ligne turque. Les Français gagnèrent du terrain à droite, mais les contre-attaques ennemies leur firent perdre le terrain conquis. Comme cela dégarnissait le flanc de la brigade navale et de la 42e division, elles furent à leur tour contraintes d'abandonner la plus grande partie de leurs gains, si bien qu'en fin de compte le front général allié ne progressa que de 200 ou 300 mètres. La bataille coûta cher aux deux camps en présence. Les Turcs y laissèrent 10 000 hommes et les Britanniques perdirent un chiffre égal de combattants à eux seuls. Comme ce fut constamment le cas sur la péninsule, l'issue du combat ne tint qu'à un fil. Les Turcs furent jetés dans une telle confusion que, sur 2 kilomètres seulement de front, il n'y avait pas moins de 25 bataillons (ou fragments de bataillons) mélangés et dépourvus de toute organisation supérieure. Devant la gravité de la situation, le commandant de la division turque rendit compte qu'il serait impossible de résister à une nouvelle attaque britannique. Il y eut une conférence mouvementée où le chef d'état-major de l'ennemi préconisa la retraite du front entier sur Achi Baba. Malgré de grandes difficultés et grâce à la chance des Turcs, une de

leurs divisions fraîches put relever ces troupes entremêlées au cours de la nuit du 7 juin.

Le 21 juin, le corps expéditionnaire français livra, avec le plus grand courage, une attaque importante sur la droite du front d'Hellès, s'empara de la redoute du Haricot et progressa sensiblement. Une contre-attaque turque, le lendemain, lui arracha une partie de ces gains.

Une semaine plus tard, le 28 juin, les troupes britanniques, renforcées de la 52e division, lancèrent à leur tour une offensive générale sur la gauche du front d'Hellès. Elles prirent cinq lignes de tranchées et avancèrent de près d'un kilomètre. Les forces turques engagées dans ce combat comptaient 38 000 fantassins, 16 batteries de campagne et 7 batteries lourdes. Le tir des navires fut très efficace et le succès de l'opération entraîna à nouveau de violentes discussions au quartier général turc. Le général allemand Weber, qui commandait désormais la zone sud, voulait replier tout le front sur le plateau de Kilid Bahr. Il fut toutefois obligé de se soumettre à Liman von Sanders[10], qui exigea au contraire une contre-attaque rapide. Deux divisions turques fraîches entrèrent en ligne et un violent assaut fut lancé, par surprise, avant l'aube du 5 juillet. Il fut repoussé et les Turcs y laissèrent 6 000 hommes.

> L'affaire du 28, qui prenait la suite immédiate de l'attaque de Gouraud contre l'aile opposée, *écrit le général Callwell dans le récit objectif et si bien informé qu'il a fait de la campagne*[11], amène à penser que si, à cet instant précis, nous avions pu jeter dans la balance des réserves abondantes sur le front d'Hellès, le moment psychologique était peut-être venu d'entamer une attaque contre Krithia, puis contre les hauteurs situées derrière ce village convoité, et même contre Achi Baba. Mais nous ne disposions pas de semblables réserves.

La paralysie du pouvoir exécutif britannique pendant la formation du gouvernement de coalition et la mise au courant de ses nouveaux ministres avait de fait exclu toute aide possible.

Une troisième offensive eut lieu, sur tout le front, les 12 et 13 juillet, avec les troupes et les munitions que l'on put rassembler. On conquit de 200 à 400 mètres de terrain, mais sans obtenir de résultats importants. Depuis le début de juillet, il était évident que les Turcs recevaient des renforts considérables. D'autre part, l'armée britannique était pitoyablement réduite par l'usure et les pertes qu'elle avait subies. Déjà, au milieu de mai, après les premières batailles, les 5 divisions de Sir Ian Hamilton ne comptaient plus que 23 000 fantassins, soit 60 % de leur dotation de guerre. Ce déficit ne fut jamais comblé par les détachements que le ministère de la Guerre envoya. La 52e division et divers autres renforts de moindre importance arrivèrent au compte-gouttes pendant le mois de juin, mais ils ne firent guère que compenser l'usure. Tandis que les nouvelles divisions étaient en mer, les anciennes fondaient. Jamais, en mai, juin et juillet, les forces britanniques de la péninsule et de l'anse des Anzacs ne dépassèrent le chiffre de 60 000.

Et le manque de munitions était plus décourageant encore que la faiblesse numérique des bataillons.

> Au cap Hellès, au cours des mois de juin et juillet, *rapporte le général Simpson-Baikie, qui commandait l'artillerie britannique*, le nombre total d'obus de 84 n'atteignit jamais le chiffre de 25 000. Le maximum, avant les attaques, variait de 19 000 à 23 000. On ne disposait donc que de 12 000, car il fallait en réserver de 6 000 à 10 000 pour les contre-attaques éventuelles des Turcs. Comme il n'y avait pas d'obus explosifs de ce calibre (excepté 640 coups qui furent tirés le 4 juin), on ne pouvait se servir que

de shrapnells, et c'est de peu d'utilité pour détruire les tranchées ennemies [12].

Le 13 juillet, il ne restait que 5 000 obus pour l'artillerie de campagne à Hellès et il fallut nécessairement suspendre toute opération active.

L'artillerie de campagne qui devait préparer et soutenir les assauts britanniques au cours de ces batailles dans la péninsule n'eut jamais plus de 150 tonnes de munitions à sa disposition. Si l'on veut juger de l'importance des préparations d'artillerie ainsi réalisées, que l'on rapproche ce chiffre des 13 000 tonnes qui furent consommées, en septembre de cette même année, au cours des deux premiers jours de la bataille de Loos, ou des 25 000 tonnes tirées en deux jours, à maintes reprises, lors de l'offensive d'août 1918. Le feu des fusils et des mitrailleuses de la défense demeurait une menace constante lors de chaque opération. Aussi ces troupes de Gallipoli avaient-elles une tâche très lourde, et la mesure de leur courage, de leur dévouement, apparaît dans le fait que l'issue de l'entreprise resta continuellement incertaine.

Cependant, comme la Flotte britannique n'attaquait ni même ne menaçait les forts de la passe de Tchanak, et comme elle ne tentait pas non plus de draguer les champs de mines, les commandants en chef allemands et turcs purent user de leur artillerie de petit et moyen calibre affectée à la défense de la passe pour secourir la 5e armée turque dans sa lutte désespérée. Les premiers transferts débutèrent le 27 avril. Le 23 mai, l'amiral von Usedom, placé depuis le 26 avril à la tête de la forteresse des Dardanelles et des défenses navales de la passe de Tchanak, informa l'empereur qu'à cette date il avait déjà livré à l'armée, non sans protester, l'artillerie suivante : 6 mortiers de 210, 8 obusiers de campagne de 155, 2 obusiers de campagne à tir rapide de 115,

9 obusiers de campagne de 115, 12 canons de siège de 115, et 12 canons de campagne. En tout, 49 pièces.

Pendant les mois de juin et juillet, la 5e armée turque, en détresse, effectua des prélèvements de plus en plus considérables sur l'artillerie de défense de la passe de Tchanak. Dans une lettre à l'empereur du 20 juillet, Usedom révélait une fois de plus son anxiété de se voir dépouillé de son artillerie de marine :

> La lutte de la 5e armée contre les forces débarquées par l'ennemi est la cause de grands sacrifices et n'a pas encore eu de résultats avantageux pour la défense. À mon avis, il n'y a aucune chance de rejeter l'ennemi à la mer. En réalité, je crois que l'on ne peut guère que le contenir dans les limites de ses gains territoriaux, à la condition de recevoir de gros renforts et de grandes quantités de munitions. Comme je le disais dans mon télégramme, le ministre de la Guerre a décidé, contre mon avis, que l'armée devrait recevoir tous les canons de forteresse et les munitions qu'elle réclamerait. J'envoie aussi très respectueusement une copie du résumé de mes vues personnelles sur la situation, que j'adresse au ministre de la Guerre, et le texte des ordres que j'ai donnés. […]
>
> Votre Majesté Impériale et Royale y verra où ont tendu mes efforts. J'ai cherché à conserver au système de fortification des Détroits un degré de puissance suffisant pour qu'il puisse ne compter que sur lui-même, au cas où la résistance sur terre viendrait à faiblir. Puis, le verdict du ministre est allé contre mes idées ; j'ai donc cédé plusieurs batteries à l'armée et la défense navale a faibli. […]
>
> Combien de temps la 5e armée tiendra-t-elle devant l'ennemi ? Je ne puis le prédire. Si elle ne reçoit pas de munitions d'Allemagne,

> la fin ne saurait être longue à venir. Les nombreuses demandes de secours et de relève qui nous parviennent, l'étude de sa situation, de ses pertes, le révèlent clairement. Notre système de fortifications aussi a souffert des transferts d'artillerie dont j'ai rendu compte ; pour lui aussi, la prompte arrivée de munitions allemandes est une question de vie ou de mort. Il me semble que l'opinion du Grand Quartier général turc incline vers un optimisme dangereux. On ne s'y rend certainement pas compte du péril que courra ici, aux Dardanelles, le commandement suprême des Puissances centrales si les moyens de guerre dont nous disposons actuellement se révèlent insuffisants. La Turquie doit faire tout ce qui est en son pouvoir, risquer même des sacrifices personnels, pour recevoir des munitions allemandes par la voie des États balkaniques. Ainsi elle pourra stabiliser la lutte.

Ces efforts n'eurent aucun succès, et, le 16 août, l'amiral von Usedom informa l'empereur que « toutes les tentatives pour faire venir des munitions d'Allemagne à travers la Roumanie avaient échoué ». Il lui fallut donc subir, pendant plusieurs mois, tout ce que cette situation avait de précaire. On doit cependant noter que la pénurie de munitions, du côté turc, dépendait de causes auxquelles on ne pouvait rien ; au contraire, du côté britannique, le même fait tenait uniquement à ce que l'on manquait de décision dans la répartition, entre les différents théâtres de la guerre, des quantités disponibles.

*
* *

Les mesures prises pour parer à l'offensive sous-marine allemande contre nos communications ne s'écartaient guère des directives que nous avons indiquées et, d'une manière générale, se révélaient pleinement

satisfaisantes. La Flotte était à l'abri au port de Moudros ; les cuirassés ne s'exposaient que lorsque c'était nécessaire pour quelque opération déterminée ; le soutien fourni à l'armée par l'artillerie navale fut assuré en juin par des contre-torpilleurs et des unités légères.

Cela s'avéra suffisant. L'observation et le réglage du tir des bâtiments augmentaient chaque semaine d'efficacité. Cette manière de procéder continua régulièrement jusqu'à ce que la coopération navale à l'action sur terre fût devenue un élément de la plus grande importance. En juillet, les corvettes et les croiseurs munis de caissons protecteurs commencèrent à arriver. À partir de ce moment, le feu de l'artillerie turque d'Asie fut maîtrisé et réduit en grande partie au silence. Dès la fin du mois étaient arrivés les quatre grandes corvettes armées de canons de 355, quatre corvettes moyennes armées de canons de 230 et de 155 et quatre croiseurs munis de caissons protecteurs (le *Theseus,* l'*Endymion,* le *Grafton* et l'*Edgar*). Si l'on avait agi dès le moment où la proposition en fut faite à Lord Fisher, ces navires seraient arrivés trois semaines plus tôt. Mais l'intervalle était passé sans que l'armée en eût beaucoup souffert et, quand toute la flotte des corvettes fut arrivée, le soutien apporté aux troupes terrestres par la marine fut non seulement complètement rétabli, mais encore grandement accru.

Pendant ce temps, on continuait à ravitailler l'armée en utilisant de grandes quantités de petits bateaux à faible tirant d'eau. Aucune interruption ne se produisit, si bien qu'au milieu de juillet, on avait accumulé vingt-quatre jours de vivres pour toutes les troupes débarquées à Hellès et à l'anse des Anzacs. Les renforts envoyés de Grande-Bretagne naviguaient en convois ; quelques-uns furent pourtant torpillés en cours de route et, dans un cas, 1 000 hommes perdirent la vie. Il importe de remarquer que ni les croiseurs munis de caissons protecteurs, ni les bâtiments à faible tirant d'eau ne furent jamais sérieusement attaqués ni menacés par les sous-marins. Enfin, les filets déployés sur de

grandes étendues furent très efficaces pour écarter les attaques sous-marines. Toutes sortes de navires de guerre croisaient sans cesse dans les parages ainsi protégés mais jamais, de toute la campagne, ils ne furent inquiétés. Ainsi des mesures appropriées, appliquées sur une grande échelle et avec esprit de suite, permirent de circonscrire un danger qui avait semblé de nature à devenir mortel.

Tandis que l'offensive sous-marine contre les communications maritimes de la Grande-Bretagne échouait complètement, nous faisions peser sur l'ennemi une pression autrement redoutable. En décembre 1914, le commandant Norman Holbrook avait reçu la *Victoria Cross*[13] pour avoir plongé, avec le sous-marin B 11 qu'il commandait, sous les champs de mines des Dardanelles, avant d'aller couler le croiseur turc *Messudieh*. Le 17 avril, alors que le débarquement de Sir Ian Hamilton était imminent, le sous-marin E 15 tenta de renouveler cette folle entreprise. Son effort fut vain. Il s'échoua dans le détroit, près de Dardanos ; son commandant, le capitaine de corvette Brodie, fut tué ; la plus grande partie de l'équipage tomba entre les mains de l'ennemi, qui nous disputa férocement l'épave ; finalement, elle fut mise en pièces par la torpille d'une vedette britannique. Le 25 avril, au cours du débarquement, le sous-marin australien AE 2, que le sort de son prédécesseur n'avait pas effrayé, plongea très habilement et très courageusement sous les champs de mines et réussit à pénétrer dans la mer de Marmara où, du 25 au 30, il s'attaqua à la navigation turque et coula une grande canonnière. Il fut toutefois coulé à son tour le 30 avril par un torpilleur turc, alors qu'une avarie l'empêchait de plonger convenablement, après une lutte de deux heures. Mais la voie avait été rouverte. Il avait été démontré que le passage, aussi périlleux soit-il, n'était pourtant pas impossible. La perte de ces deux unités, qui perturba tant Lord Fisher, n'empêcha pas les autres de persévérer magnifiquement. Le 27 avril, l'E 14, sous le commandement du

capitaine de corvette Boyle, plongea à 30 mètres sous le champ de mines, franchit Kilid Bahr à 7 mètres de profondeur, sous le feu de tous les forts, et torpilla une canonnière turque près de Gallipoli. Depuis cette époque et jusqu'à la fin, il y eut toujours un ou plusieurs sous-marins britanniques dans la mer de Marmara, et leurs attaques contre les communications maritimes de la Turquie précipitèrent la ruine de l'ennemi presque à elles seules.

L'E 14 resta dans la mer de Marmara du 27 avril au 18 mai, pourchassé sans trêve par les torpilleurs et autres patrouilleurs, en butte à un feu continuel, trouvant à peine le temps nécessaire pour recharger ses batteries et se maintenir en vie. Il put, néanmoins, causer un dommage décisif aux transports turcs. Le 29, il en attaqua deux, dont un fut coulé. Le 1er mai, il coula une canonnière. Le 5 mai, il attaqua encore un transport et réussit à en repousser d'autres dans le port de Constantinople. Le 10, il attaqua deux navires de transport qu'escortaient deux contre-torpilleurs et lança des torpilles sur l'un et sur l'autre. Le second était un gros bâtiment, rempli de troupes ; une torpille le toucha et il coula rapidement, après une explosion terrible. Une brigade entière d'infanterie et plusieurs batteries d'artillerie, en tout plus de 6 000 hommes, furent noyés. Cette catastrophe eut pour résultat d'arrêter en fait tous mouvements de troupes turques par mer. L'E 14 n'avait plus de torpilles, et, le 17 mai, il reçut par T.S.F. l'ordre de rentrer. Le 18, donc, il défia à nouveau les forts, les longeant à 7 mètres de profondeur, puis crut plonger sous les champs de mines. En réalité, il est probable qu'il passa juste au milieu, courant ainsi un danger extrême.

Le lendemain, le capitaine de frégate Nasmith pénétrait en mer de Marmara à bord de l'E 11. Son sous-marin venait d'être doté d'un canon de 57. Il croisa pendant quelques jours amarré au flanc d'un bateau à voiles, et coula une canonnière et plusieurs navires. Le 25 mai, le

capitaine Nasmith amena l'E 11, en plongée, littéralement dans le port de Constantinople, où il frappa d'une torpille un grand bâtiment à l'ancre près de l'arsenal. L'E 11 toucha plusieurs fois le fond et eut grand-peine à s'échapper du port ennemi. Il fit alors régner la terreur dans la mer de Marmara, s'attaquant sans succès au cuirassé *Barbarossa,* luttant avec des contre-torpilleurs, coulant des transports de vivres et des vapeurs, et n'échappant fréquemment que d'un cheveu à la destruction. Le 7 juin, il retraversa le champ de mines et en heurta même une qu'il porta longtemps sur son gouvernail de profondeur bâbord, cependant qu'il était en butte au feu nourri des forts. Il avait passé dix-neuf jours dans la mer de Marmara et coulé 1 canonnière, 3 transports, 1 navire chargé de munitions et 3 transports de vivres.

Le 10 juin, le capitaine Boyle retourna pour la deuxième fois dans la mer de Marmara. Il y resta vingt-trois jours, coulant un grand vapeur et 13 voiliers. L'E 12 (capitaine de corvette Bruce) et l'E 7 (capitaine de corvette Cochrane) franchirent les Détroits le 20 et le 30 juin respectivement. À eux deux, ils détruisirent 7 vapeurs et 19 bateaux à voiles ; ils tirèrent aussi fréquemment sur les routes et les chemins de fer qui longent la côte.

Mais un nouveau péril devait s'ajouter à ceux du passage. À la mi-juillet, les Turcs achevèrent la construction du filet protecteur de Nagara. Il était fait de mailles longues de 3 mètres et grosses de 8 cm, renforcées de fil de fer de 13 cm. À part une étroite ouverture, il fermait complètement le passage jusqu'à une profondeur de près de 70 mètres. Cette barrière était gardée par 5 canonnières à moteur munies de grenades sous-marines et par de nombreux canons disposés spécialement pour cet usage.

Le 21 juillet, le capitaine Boyle passa les Détroits pour la troisième fois à bord de l'E 14. Une mine l'effleura, mais n'explosa pas, et à Nagara il eut la chance de trouver l'ouverture du filet. Le 22 juillet, il

rencontra l'E 7 dans la mer de Marmara, et les deux sous-marins continuèrent ensemble leur œuvre destructrice à l'encontre des bâtiments ennemis. Ils épargnèrent les navires-hôpitaux, bien que l'accroissement de leur nombre montrât que les Turcs les employaient au transport des troupes.

Le capitaine Boyle décrit comme suit son sixième passage à travers le champ de mines, lors de son retour, le 12 août :

> Je manquai le passage et heurtai le filet. Peut-être, d'ailleurs, le filet bouche-t-il maintenant presque complètement l'entrée. En trois secondes, mon sous-marin remonta de 25 à 15 mètres de profondeur mais, heureusement, le cap ne dévia que de 15 degrés. J'entendis un bruit épouvantable : des raclements, des coups violents, des déchirures et des grondements sourds ; il semblait que nous nous heurtions à deux obstacles distincts, car le bruit cessa d'abord presque complètement, puis recommença, et le sous-marin fut, à deux reprises, notablement entravé dans sa course. Il nous fallut vingt secondes pour traverser le filet. On me tira dessus au moment où je doublais Kilid Bahr et, de Tchanak, on m'envoya une torpille qui émergea à quelques mètres derrière moi. À un mille au sud-ouest de Tchanak, je frôlai une mine, mais cela ne me ralentit pas. Après avoir refait surface, je trouvai du fil électrique autour de mes hélices… et diverses parties de la coque portaient la trace de rayures profondes imprimées par les mailles de fer du filet.

Le 5 août, l'E 11 (capitaine Nasmith) avait franchi les Détroits pour la seconde fois. Une mine avait frappé lourdement le flanc du sous-marin au large de la pointe de Kephez, à une profondeur de 25 mètres.

Pour briser le filet, à Nagara, il plongea jusqu'à 35 mètres et fonça droit devant lui. Son étrave se prit dans le filet, qui le propulsa violemment vers la surface. Mais, sous le choc, les fils d'acier cédèrent avec un gros craquement et le sous-marin se trouva libre. Une heure après, il torpillait un transport. Toute la journée, les patrouilleurs le harcelèrent. Le lendemain matin, à l'aurore, un aéroplane lui lança des bombes. Plus tard dans la journée, il torpilla une canonnière. Le 7, il se retrouva aux prises avec des troupes qui étaient sur les routes qui longeaient la côte. Le 8, il torpilla et coula le cuirassé *Barbarossa*, qui gagnait rapidement, escorté de deux contre-torpilleurs, la péninsule où se livrait la bataille de la baie de Souvla. Ces aventures et ces exploits continuèrent sans arrêt pendant vingt-neuf jours, au bout desquels l'E 11 revint sain et sauf. Il avait coulé ou détruit 1 cuirassé, 1 canonnière, 6 transports, 1 vapeur et 23 voiliers.

Cette œuvre périlleuse fut continuée par l'E 2, l'E 7, l'E 12, l'H 1 (lieutenant de vaisseau Pirie) et l'E 20 (capitaine de corvette Clyfford Warren), ainsi que par le sous-marin français *Turquoise*. Au total, le filet de Nagara fut franchi 27 fois. Chacune de ces expéditions est, à elle seule, une épopée. Des treize sous-marins britanniques et français qui réussirent à passer ou le tentèrent, huit périrent, dont quatre avec tout leur équipage ou peu s'en faut. Outre l'E 15 et l'AE 11 dont nous avons déjà exposé le sort, l'E 7, de Cochrane, se prit dans le filet le 4 décembre. Pendant seize heures, il fut assailli par des grenades sous-marines ; puis il essaya de franchir le fond du filet en s'enfonçant à la profondeur excessive de 75 mètres. Enfin Cochrane remonta à la surface ; les mailles du filet l'emprisonnaient si inextricablement qu'il ordonna à son équipage de sauter par-dessus bord, et, de ses propres mains, coula son navire. Ses évasions ultérieures de chez les Turcs, ses aventures de captivité constituent une histoire étonnante de courage et de persévérance. Des sous-marins français, trois furent détruits ou capturés

à l'entrée ou dans le filet : le *Saphir* en janvier, le *Joule* en mai et le *Mariotte* le 26 juillet. Le *Turquoise* fut le seul qui réussit à passer ; le 30 octobre, après une courte campagne dans la mer de Marmara, il subit des avaries et fut pris. Dans la cabine du commandant, l'ennemi trouva son carnet, qu'il avait oublié de détruire. Ce carnet contenait l'indication du lieu où le *Turquoise* devait rencontrer le sous-marin anglais E 20, le 6 novembre. Le sous-marin allemand U-14 était alors en réparation à Constantinople. C'est lui qui alla au rendez-vous, et l'E 20, qui comptait trouver un ami, fut mis en pièces par la torpille d'un ennemi.

Dans la mer de Marmara, les sous-marins anglais détruisirent en tout 1 cuirassé, 1 contre-torpilleur, 5 canonnières, 11 transports, 44 vapeurs et 148 voiliers. L'arrêt virtuel de toutes les communications maritimes des Turcs eut pour eux une conséquence très sérieuse, car vers la fin de juin, leur armée n'avait plus que des réserves insignifiantes de vivres et de munitions. Ce fut seulement grâce à des efforts inouïs et à la dernière minute que la voie terrestre put être suffisamment organisée pour supporter une circulation intense. Dorénavant, tout le ravitaillement de la péninsule allait dépendre de charrettes à bœufs, sur une seule route longue de 150 kilomètres et vulnérable aux attaques par mer.

Dans l'histoire navale de la Grande-Bretagne, rien n'est plus admirable que les prouesses de ses sous-marins aux Dardanelles. Leur audace, leur habileté, leur endurance, les risques encourus font de leurs exploits les plus beaux exemples d'action sous-marine de toute la Grande Guerre, et jamais, en outre, ils ne s'écartèrent de la stricte observation des lois acceptées de la guerre. Ces officiers et ces hommes, confinés au milieu des mécaniques compliquées qui remplissaient leurs bateaux allongés en forme de cigares d'acier, se frayaient une voie à tâtons à des profondeurs considérables, heurtaient et affrontaient des obstacles inconnus. Ils passaient au milieu d'engins explosifs dont un seul pouvait causer leur perte ou, s'ils s'élevaient un seul instant à la lumière du jour,

devenaient la cible des canons et des torpilles. Harcelés par les grenades sous-marines, pourchassés par les canonnières et les contre-torpilleurs, guettés par les sous-marins allemands, à chaque instant ils pouvaient être tués ou étouffés ou mourir affamés au fond de la mer. Quand on pense que rien ne les a arrêtés, qu'ils ont enduré de gaieté de cœur de telles épreuves pendant des semaines entières, en passant et repassant sans hésiter entre les mâchoires de la Mort, il est en vérité amer de se rappeler que leurs prouesses et leur dévouement n'ont pas été couronnés par la victoire.

À la fin de la première semaine de juillet, Lord Kitchener prit la décision de joindre les 53e et 54e divisions territoriales aux renforts que l'on dirigeait sur les Dardanelles.

Dans l'art militaire, il faut concentrer toutes les ressources disponibles en vue de la bataille – il n'est point de principe plus solidement établi. Cette règle, nous la trouvons prescrite à toutes les époques, et les leçons de l'histoire militaire en montrent le bien-fondé, tout autant que la pratique des grands chefs d'armée et les doctrines des manuels d'école de guerre. Avant de livrer bataille, Napoléon réunit tous les hommes qu'il peut atteindre ; il ne néglige aucune ressource, si minime soit-elle ; il accepte sans regret de courir des risques sur d'autres points ; il n'est satisfait que lorsqu'il a en main la puissance maximum dont il peut disposer.

Cette grande prudence, on n'en trouve pas la manifestation dans les préparatifs que faisait Lord Kitchener à l'époque qui nous occupe. Quand il se décida à joindre les 53e et 54e divisions aux renforts qu'il dirigeait sur les Dardanelles, il était déjà trop tard pour que la seconde pût arriver avant le commencement de la bataille. Elle dut ainsi entrer en ligne aussitôt débarquée, après une traversée de trois semaines. Jusqu'au dernier moment, la situation des troupes en Égypte resta

indéterminée. Y compris les effectifs désignés pour les Dardanelles, près de 75 000 hommes se trouvaient entassés à Alexandrie, au Caire et sur les rives du canal de Suez. Tant que nous menacerions Constantinople, il n'y avait à redouter aucune offensive sérieuse de la part des Turcs contre l'Égypte. En opérant des prélèvements sur les effectifs du général Maxwell, on aurait dû être à même de constituer une force supplémentaire de 30 000 fusils qui, gardée en réserve, pouvait être employée dans les opérations des Dardanelles et lancée au moment décisif, pour une période de temps limitée. Si le général Maxwell avait reçu l'ordre d'organiser ce corps expéditionnaire et si l'on avait dit au général Hamilton qu'il pouvait compter sur ces troupes pendant la bataille, elles auraient été intégrées dans les plans que l'on dressait, dont le succès en eût été grandement favorisé. La manière dont Lord Kitchener traita cette question fut pourtant extrêmement déroutante. Sa correspondance télégraphique avec Sir Ian Hamilton a été publiée : on y voit Lord Kitchener tantôt compter de nombreux effectifs qui se trouvaient en Égypte comme disponibles pour les Dardanelles, tantôt réprimander Sir Ian pour tenter d'y puiser. Par suite, les troupes britanniques stationnées en Égypte ne jouèrent aucun rôle dans les calculs ni dans les plans de Sir Ian Hamilton. Et quand on les a utilisées, comme en maints autres cas, il était trop tard.

Lorsque, à la veille de la bataille, le 29 juillet, Lord Kitchener télégraphia à Sir Ian Hamilton pour l'informer qu'il avait « un total de 205 000 hommes pour les opérations qui allaient avoir lieu », le général répondit :

> Le chiffre total que vous indiquez ne tient pas compte des hommes indisponibles pour blessure ou autre ; il comprend des renforts comme la 54e division et une partie de la 53e, etc., qui ne peuvent pas être ici à temps pour prendre part à mes opérations ;

il comprend aussi des réservistes de la cavalerie et des troupes indiennes que j'ignorais jusqu'à ce matin être à mon entière disposition. Pour l'opération que je dois entreprendre prochainement, le nombre de fusils qui peuvent entrer en ligne atteint un peu plus de la moitié du chiffre que vous indiquez, c'est-à-dire 120 000.

Ce chiffre ne fut pas sérieusement contesté par le ministère de la Guerre. Lord Kitchener avait englobé, dans son total de 205 000 hommes, 8 500 réservistes de la cavalerie et 11 500 combattants qui appartenaient aux troupes indiennes et à l'artillerie cantonnées en Égypte. Mais, lorsque Sir Ian Hamilton voulut utiliser certains effectifs, Lord Kitchener télégraphia :

Maxwell m'informe que vous prenez 300 officiers et 5 000 hommes de ses troupes montées. Je ne comprends pas très bien pourquoi vous avez besoin des troupes d'Égypte, alors que vous disposez de la 53e division à Alexandrie, et aussi de la 54e, dont les six derniers bataillons vont arriver dans cinq ou six jours, à bord de l'*Aquitania*.

Lorsque j'ai mis à votre disposition les troupes d'Égypte pour que vous puissiez les utiliser comme renforts aux Dardanelles en cas de nécessité, Maxwell m'a fait remarquer que l'Égypte se trouverait bien démunie. Je répondis que vous n'en auriez besoin que dans des circonstances exceptionnellement pressantes et pour peu de temps et qu'il fallait accepter ce risque. Mais je n'envisageais pas que vous feriez appel à ces troupes d'Égypte avant que celles qui vous étaient spécialement réservées eussent été épuisées. Combien de temps comptez-vous conserver les

> troupes de Maxwell et où allez-vous les envoyer ? Il ne faut les transporter hors d'Égypte qu'en vue de véritables opérations et pour le moins de temps possible.

Je n'étais pas à même de déceler l'insuffisance des renforts ; j'ignorais aussi les conditions ambiguës imposées à l'utilisation des troupes d'Égypte comme réserves. Mais un jeune officier d'état-major, venant des Dardanelles, arriva à Londres en juillet ; il me révéla quelle était la pénurie de munitions ; il m'indiqua aussi que, si on les faisait passer par chemin de fer jusqu'à Marseille au lieu de les expédier par mer, elles pourraient parvenir à l'armée en temps voulu pour la bataille. J'insistai alors auprès de Lord Kitchener pour que la production des dernières semaines fût envoyée par cette voie. Ordinairement aimable et bien disposé à l'égard de mes requêtes, il prit celle-ci fort mal. Je lui dis alors que je réclamerais une décision du Conseil des ministres et nous nous séparâmes sans autre forme de procès. Je passai mon après-midi et ma soirée à rassembler des soutiens et j'informai le Premier ministre de mon intention de soulever la question. Cependant, lorsqu'arriva mon tour de prendre la parole pour exposer mes arguments, Lord Kitchener mit fin à toute l'affaire en déclarant qu'il avait jugé possible de donner les ordres nécessaires. C'est ainsi que l'on expédia trois trains entiers d'obus à forte charge.

Les préludes étaient terminés, ils cédaient désormais la place aux événements.

---

1. Paul Ludwig Hans Anton von Beneckendorff und von Hindenburg (1847-1934). Parti à la retraite comme général en 1911, il est rappelé au service en août 1914, et nommé commandant en chef des troupes allemandes sur le front de Prusse-Orientale.

Maréchal, chef du Grand État-Major allemand de 1916 à 1919. Président de la république de Weimar de 1925 à 1934.

2. Général Erich Friedrich Wilhelm Ludendorff (1865-1937). L'un des deux grands chefs (avec Paul von Hindenburg) de l'armée allemande de 1916 à sa démission en octobre 1918.

3. Le grand-duc Nicolas, commandant en chef des armées russes.

4. Hermann von François (1856-1933). Général d'infanterie prussien d'origine huguenote qui s'illustra à la bataille de Tannenberg (août 1914).

5. Forteresse autrichienne en 1914 – l'une des trois plus solides d'Europe, avec Anvers et Verdun. Actuellement Przemysl, dans le Sud-Est de la Pologne.

6. Franz, comte Conrad von Hötzendorf (1852-1925), chef d'état-major de l'armée royale et impériale austro-hongroise depuis 1906.

7. Erich Georg Alexander Sebastien von Falkenhayn (1861-1922). Ministre de la Guerre de Prusse de 1913 à 1915. Chef de l'État-Major général impérial de septembre 1914 à août 1916. Remplacé par Hindenburg.

8. Helmuth Johann Ludwig von Moltke (1848-1916). Neveu du maréchal comte von Moltke (1800-1891), il devint lui aussi chef d'état-major de l'armée allemande de 1906 à 1914.

9. August von Mackensen, maréchal allemand (1849-1945). Commandant suprême du front de l'Est en décembre 1914. Commandant en chef du « groupe d'armées Mackensen » lors des campagnes de Serbie (1915), puis de Roumanie (1916).

10. Général Otto Liman von Sanders (1855-1929), conseiller et commandant militaire allemande auprès de l'Empire ottoman. Voir volume I, p. 539 *sq*.

11. Major-General Sir C. E. Callwell, *The Dardanelles,* Londres, Constable, 1919. (WSC)

12. *Gallipoli Diary.* Appendix I. Statement of Major-General Simpson-Baikie. (WSC)

13. La plus haute décoration pour fait de bravoure face à l'ennemi.

CHAPITRE III

LA BATAILLE DE LA BAIE DE SOUVLA

Les longues annales de l'armée britannique, d'une grande diversité, ne contiennent pas d'épisode plus désolant que la bataille de la baie de Souvla. Le but visé était grand, il fut manqué de bien peu. La lutte révéla des exemples opposés de vaillance, d'habileté et d'incompétence, d'efforts et d'inertie. Le mauvais sort s'acharna sur le champ de bataille. Il est bien difficile de trouver tous ces éléments rassemblés ailleurs dans l'histoire de notre pays. On en a souvent fait le récit et nous n'en pouvons donner ici qu'un aperçu général.

Le but essentiel du plan de Sir Ian Hamilton, c'était la conquête de la colline 971 (Koja Chemen Tépé), le point culminant de la crête de Sari Baïr. De là, il s'emparerait du cou de la péninsule, de Gaba Tépé à Maidos, avec un triple objectif :

1. – Lancer l'assaut à partir de l'anse des Anzacs et couper le gros de l'armée turque de toutes communications par terre avec Constantinople.

2. – Conquérir pour son artillerie des positions telles qu'il pût aussi couper le gros de l'armée turque de toute liaison maritime, soit avec Constantinople, soit avec l'Asie.

3. – Prendre la baie de Souvla et en faire une base d'hiver pour les Anzacs et toutes les troupes qui opéraient dans cette région.

À cet effet, trois attaques séparées furent mises au point dans leurs moindres détails par l'état-major au cours du mois de juillet. La première, à Hellès, menée par deux des six divisions qui s'y trouvaient, aurait pour objet d'y fixer les Turcs et de les empêcher d'en détacher des troupes. La deuxième, lancée depuis l'anse des Anzacs, viserait les points culminants de Sari Baïr et serait exécutée par les deux divisions australiennes, renforcées de la 13e division de la nouvelle armée et de deux brigades britannique et indienne. La troisième consisterait en un débarquement, dans la baie de Souvla, des deux divisions (la 10e et la 11e) qui composaient le 9e corps ; elles s'empareraient de la crête d'Anafarta, opéreraient en liaison avec les Anzacs sur leur droite et les aideraient dans leur progression.

Le secteur d'Hellès était tenu par 35 000 hommes sous le commandement du général Davies. L'assaut des Anzacs serait fort de 37 000 hommes commandés par le général Birdwood. Le débarquement à Souvla serait effectué par 25 000 hommes, sous les ordres du général Stopford. Avec les réserves de 20 000 ou 25 000 hommes qui se trouvaient alors dans les îles ou en mer, il y avait, en tout, 120 000 combattants.

Les Turcs croyaient que les Britanniques avaient reçu peut-être 100 000 hommes de renfort et ils s'attendaient à une offensive générale, accompagnée d'un débarquement, pour le début d'août. Ils étaient bien conscients que la crête de Sari Baïr était la clé des Détroits ; ils redoutaient des débarquements près de Kum Tépé ou de Boulaïr ; il leur fallait, en outre, garder la côte d'Asie. Ils savaient que les baies de Souvla et d'Ejelmer étaient des lieux de débarquement possibles, mais trop improbables pour leur faire éparpiller leurs forces encore davantage. Le soir du 6 août, leurs dispositions étaient les suivantes : à

Hellès, 40 000 fusils et 94 canons ; en face des Anzacs et entre les Anzacs et Hellès, 30 000 fusils et 76 canons ; à Boulaïr, 20 000 fusils et 80 canons ; sur la côte d'Asie, 20 000 fusils et 60 canons. En tout, avec certains détachements qui gardaient la côte en divers endroits, les Turcs avaient réuni 20 divisions, fortes de 120 000 fusils et 330 canons. Sur la presqu'île de Gallipoli, il y avait de 90 000 à 100 000 hommes et 270 canons.

Les forces disponibles pour la bataille étaient donc, des deux côtés, sensiblement égales. Les Britanniques n'avaient pas la prépondérance nécessaire pour une offensive. Une fois l'attaque lancée et la bataille engagée sur tout le front, on ne pouvait raisonnablement espérer défaire les Turcs. Il y avait pourtant une chance de pouvoir prendre certaines positions vitales par surprise avant que les Turcs ne fussent à même de rassembler leurs forces. En fait, la situation était identique à celle du 25 avril, mais sur une plus grande échelle. Une fois de plus, les retards avaient neutralisé les avantages de la puissance navale ; l'ennemi avait eu le temps de rassembler des forces égales aux nôtres. Une fois de plus, au lieu d'une opération solidement montée et relativement sûre, on était confronté à des épreuves peu rassurantes et aléatoires ; une fois de plus, il fallait mettre son espoir dans le dévouement des troupes et l'habileté des chefs ; une fois de plus, on était à la merci de la chance et du passage du temps.

La grande bataille fut déclenchée dans l'après-midi du 6 août. La division du Lancashire et la division des réservistes écossais [Lowland Territorials] attaquèrent la ligne turque à Hellès, sur un front de plus d'un kilomètre. Le hasard voulut que les Turcs eussent justement amené deux divisions fraîches sur ce front. Ils étaient donc en force et leurs tranchées fourmillaient d'hommes. Des combats acharnés s'entamèrent tout de suite, pour se poursuivre avec une intensité croissante pendant

plus d'une semaine. La lutte se concentra autour d'un champ de vignes dont les Britanniques s'étaient emparés dès le début. Ils y résistèrent jusqu'au 12 aux contre-attaques répétées de l'ennemi, qui le reprit, pour en être chassé le lendemain par les Britanniques, qui le conservèrent ensuite. Ce ne fut pas le seul gain conquis à force de valeureux sacrifices. De leurs 7 divisions concentrées à la pointe sud de la péninsule, les Turcs n'en purent retirer qu'une pour l'envoyer sur le point réellement critique de la bataille.

En coordination avec l'attaque d'Hellès, les Australiens s'élancèrent, le soir du 6, contre la crête du Pin solitaire, à droite de leurs positions. Cet assaut ne constituait qu'un préliminaire sans grande importance aux opérations principales des Anzacs. Le but était de tromper l'ennemi et de le détourner vers la droite, tandis que la manœuvre décisive visait à gauche. La crête et ses fortifications furent enlevées avant le coucher du soleil par la 1re brigade australienne. Les Turcs avaient couvert leurs tranchées de poutres qui en faisaient des galeries complètement protégées, puisque l'on ne disposait pas des obusiers nécessaires pour les détruire. Les Australiens mirent toute leur ardeur à briser ces poutres, plongèrent dans les ouvertures, en tuèrent ou capturèrent les défenseurs. Les Turcs contre-attaquèrent immédiatement en grand nombre et avec une extrême violence. Le combat, intense et sanglant, continua toute la nuit. Il recommença le 7, puis le 9 ; mais tous ces efforts de l'ennemi furent vains et la crête resta aux mains de la 1re brigade australienne, qui la tenait bon. Les Australiens livrèrent d'autres assauts analogues et complémentaires contre divers autres points fortifiés face au centre de leurs lignes, notamment une redoute baptisée l'Échiquier. En dépit de leurs énormes sacrifices, ils ne purent gagner de terrain et furent dans certains cas presque complètement anéantis.

Tandis que la canonnade d'Hellès et de la crête du Pin solitaire grondait à travers toute la péninsule, la grande sortie des Anzacs avait

commencé. Toutes les nuits, au cours de la semaine précédente, de gros renforts de troupes avaient été secrètement et habilement amenés à l'anse des Anzacs, où ils étaient dissimulés dans des trous et des abris, si bien que le 6 août, le général Birdwood[1] disposait de 37 000 hommes soutenus par 72 canons. Dans l'obscurité d'une nuit sans lune, 16 000 d'entre eux se glissèrent en deux colonnes hors des positions australiennes à gauche, s'avancèrent silencieusement le long de la plage sur plus d'un kilomètre, puis obliquèrent à droite et allèrent à l'attaque, par trois ravins cahoteux, embroussaillés, usés par les eaux, qui menaient aux hauteurs de Sari Baïr, où leur destin allait se jouer. La phase initiale de cette extraordinaire entreprise comportait la conquête des escarpements fortifiés situés à droite et à gauche des trois ravins. Les forces à qui cette tâche avait été assignée l'exécutèrent ponctuellement et avec succès, et les colonnes principales continuèrent à lutter dans la nuit contre l'obscurité, les cailloux, la broussaille et les avant-postes ennemis. Le général Birdwood, Sir Ian Hamilton et leurs états-majors espéraient qu'à l'aube, les têtes des colonnes australiennes et britanniques auraient mis la main sur les sommets décisifs de Chounouk Baïr et Koja Chemen Tépé. En plein jour et sans rencontrer de résistance, il n'eût pas fallu plus de deux heures pour couvrir la distance ; dans les conditions réelles, on avait prévu six heures. Mais, à l'aurore, les difficultés de la nuit et du terrain, la résistance opiniâtre et déconcertante des détachements turcs n'avaient pas permis de couvrir plus de la moitié de la distance. Les troupes étaient épuisées ; aussi, après quelques vains efforts, décida-t-on de consolider les positions prises, de laisser reposer les hommes et de les réorganiser, puis de renouveler l'attaque dans la nuit du 7 au 8.

On atteignit là le point culminant de la fatalité. S'il avait été possible de faire dépasser les troupes épuisées par une vague de renforts frais, toute la crête de Sari Baïr serait probablement tombée avant midi entre

nos mains. On n'avait pas jugé possible d'organiser ce mouvement, à cause du terrain et des difficultés d'approvisionnement. Mais l'ennemi connaissait désormais la direction et l'envergure de l'offensive.

Tournons-nous à présent vers la baie de Souvla. Un certain nombre des bateaux plats à moteur, recouverts de plaques d'acier, que Lord Fisher avait imaginés à la fin de 1914 pour débarquer nos troupes sur les plages ennemies étaient désormais achevés et arrivés aux Dardanelles. Ils étaient faits pour transporter 500 fantassins à la vitesse de cinq nœuds à l'abri des balles et ils étaient munis à l'avant de passerelles de débarquement. Leur aspect extérieur leur avait valu, dans la mer Égée, le surnom de « scarabées ». C'est dans treize de ces scarabées, escortés de nombreux contre-torpilleurs, allèges et transports, et d'un fort détachement de la Flotte, que la 11e division, suivie de la 10e, avait gagné la baie de Souvla par une nuit noire totale. Deux heures avant minuit, les trois brigades de la 11e division touchaient la côte, la 34e à la plage « A », les 32e et 33e aux plages « B » et « G », au sud de la pointe Nibrunesi. En dépit des balles de fusil tirées des avant-postes turcs qui gardaient la côte et de l'effet déconcertant de quelques mines terrestres qui éclatèrent près de la plage « A », et bien que certains scarabées se fussent échoués avant d'atteindre le rivage, les trois brigades réussirent à débarquer, sans grandes pertes, en deux ou trois heures. Leur tâche immédiate était d'occuper deux petites hauteurs, la colline 10 et Lala Baba, de part et d'autre du lac Salé, qui était à sec, et de monter à l'assaut des terrains au nord, vers Kiretch Tépé Sirt. Ensuite, en deuxième lieu, une attaque combinée des troupes de la colline 10 et de Lala Baba devait être lancée contre la colline du Chocolat. En cas de réussite, l'attaque devait continuer contre Ismaïl Oglou Tépé, contrefort escarpé à la topographie complexe et couvert de broussailles. L'état-major jugeait que ces positions pouvaient

parfaitement être entre les mains de nos troupes à l'aurore tant qu'elles ne se heurteraient pas à des forces ennemies considérables. Il en fut pourtant tout autrement.

Il était plus de 2 heures du matin lorsque le demi-bataillon de Turcs qui occupait Lala Baba put en être chassé. Pendant ce temps, le général commandant la 34e brigade, après avoir débarqué sur la plage « A », aperçut une dune, près du rivage, qu'il crut être la colline 10 ; il se contenta de l'occuper jusqu'à l'aurore. Aussi faisait-il grand jour lorsque l'on prit vraiment la colline 10 et que ses défenseurs survivants battirent lentement en retraite à travers les broussailles. Au matin du 7, donc, seule la première partie de la tâche de la 11e division avait été accomplie, et à mesure que la lumière augmentait, l'artillerie turque, dissimulée derrière les collines, commençait à arroser d'obus les plages et les troupes à intervalles imprévisibles. L'obscurité exerce une influence si mystérieuse et si déroutante sur les mouvements des troupes, même les mieux aguerries, que l'on est en droit de juger trop ambitieux l'horaire prévu par l'état-major. Toutefois, les résultats se situèrent bien en deçà de ce que l'on pouvait raisonnablement attendre. Le renseignement britannique estimait que cinq bataillons turcs de 4 000 hommes en tout, munis d'artillerie, gardaient ce point de la côte. En fait, il n'y avait que trois bataillons, dont deux de gendarmerie, soit 1 800 hommes et 20 canons, pour barrer la route à la 11e division.

La 10e division, sous le commandement du général Hill, approchait maintenant du rivage, près de Lala Baba, pour commencer à débarquer à l'aurore sous un bombardement intermittent. Dès 8 heures, 13 bataillons de la 11e division, deux batteries de montagne et les navires de couverture étaient déjà à l'action et derrière, la 10e division se développait rapidement. Au cours de la journée, ces forces atteignirent 20 000 hommes et il leur suffisait de progresser simplement de 5 kilomètres pour balayer ce qui pouvait rester des 1 800 Turcs et

occuper des positions où l'eau était abondante et dont l'importance était primordiale. Au lieu d'agir ainsi, de toutes les troupes qui avaient débarqué, les unes demeurèrent inactives près de Lala Baba pendant plusieurs heures, les autres suivirent péniblement la rive sablonneuse qui bordait le lac Salé, marchant 8 kilomètres en pleine chaleur avant d'attaquer la colline du Chocolat. Aussi le soir était-il déjà fort avancé lorsque ces jeunes soldats, épuisés et brûlés de soif, réussirent, par une courageuse attaque, à se rendre maîtres de la colline. Quand vint la nuit, les troupes étaient très fatiguées, leurs unités étaient mélangées, le ravitaillement en eau était mal organisé et seuls leurs premiers objectifs avaient été atteints. Les pertes se montaient à environ 1 000 hommes, presque entièrement subies par trois ou quatre bataillons. Ainsi passèrent les premières vingt-quatre heures à la baie de Souvla.

Le soir du 6, les téléphones de campagne apportèrent au général Liman von Sanders, au quartier général de Gallipoli, la nouvelle que la bataille était engagée, presque au moment où il commença à entendre la canonnade. De grosses attaques britanniques et australiennes commençaient à Hellès et au Pin solitaire ; les feintes britanniques dans le golfe de Saros et en face de Mytilène étaient annoncées comme des débarquements véritables ou probables. Les minutes avaient beau être précieuses, il n'en était pas moins impossible de prendre les mesures voulues avant de connaître les vraies intentions des assaillants. Avant minuit, la nouvelle arriva que des masses de troupes quittaient la position des Anzacs par la gauche et suivaient la côte vers le nord et, peu après, que beaucoup de troupes débarquaient dans la baie de Souvla. Deux divisions en réserve à Maidos reçurent l'ordre d'aller renforcer la défense de Sari Baïr. Elles pouvaient certainement entrer en action le lendemain. Les opérations de la baie de Souvla constituaient néanmoins une surprise inévitable, contre laquelle il n'eût pas été sage

de beaucoup se préparer à l'avance. Qui eût pu apprécier l'envergure de l'attaque ? Y avait-il une, deux divisions, tout un corps d'armée, deux peut-être ? Nul n'eût pu le dire. Mais, quelle que fût la force de l'envahisseur, il n'y avait, entre lui et les positions vitales de Kiretch Tépé Sirt, la crête d'Anafarta et Ismaïl Oglou Tépé, que le major allemand Willmer, un bataillon de gendarmes de Gallipoli, un de gendarmes de Brousse et un du 31e régiment avec 20 canons. Aucune aide ne pouvait venir du sud, où tout était engagé dans la bataille. Liman von Sanders agit à nouveau comme le 26 avril : il envoya immédiatement la 7e et la 12e division de Boulaïr à la baie de Souvla et fit venir à Gallipoli toutes les troupes d'Asie. Une fois de plus, il fallut dégarnir de troupes l'Asie et les lignes vitales de Boulaïr, proie facile offerte à tout nouveau débarquement. « Pour la deuxième fois, écrit le commandant allemand, il n'y avait plus de troupes dans le haut du golfe de Saros et, en Asie, à peine trois bataillons et quelques batteries assuraient la défense des côtes. » L'ordre de départ parvint aux 7e et 12e divisions turques le matin du 7 août, à 3 h 40 et 8 h 30 respectivement. Elles partirent toutes deux des environs de Boulaïr par deux routes qui allaient vers le sud, le long de la péninsule. *Elles avaient près de 50 kilomètres à faire pour arriver à la baie de Souvla.*

Le général von Sanders jugeait qu'il ne pouvait faire parvenir au major Willmer et à sa gendarmerie aucune aide effective avant la nuit du 8 et que l'on ne pourrait lancer aucune contre-attaque sérieuse avant la matinée du 9. Le 7 à l'aube, on prit la mesure des débarquements britanniques. La grande armada occupait la baie, ses canons fouillaient les collines, un fourmillement de troupes débarquait en vagues successives avant de se rassembler dans la plaine. Loin au nord, les 7e et 12e divisions turques, constituant le 16e corps d'armée, venaient de se mettre en marche. Pourtant, au cours de l'après-midi, Fezi Bey, qui commandait ce 16e corps, annonça, à l'extrême surprise de Sanders, que

ses deux divisions avaient atteint leur destination, à l'est d'Anafarta, après avoir parcouru la distance à marche forcée. Là-dessus, Sanders ordonna une offensive générale pour l'aube du 8, dans la plaine d'Anafarta. Le 8 avant l'aurore, il prit son cheval pour se rendre à l'endroit où devait se déployer l'attaque. Il erra quelque temps, cherchant en vain ses troupes. Enfin, il rencontra un officier d'état-major de la 7e division turque qui cherchait une position d'avant-poste. Il apprit qu'une grande partie des deux divisions était encore loin derrière et qu'il ne pouvait pas être question d'attaquer ce matin-là. Le commandant en chef ordonna alors l'attaque pour le coucher du soleil. Il passa la journée du 8 dans l'anxiété, n'ayant entre lui et les forces immenses de l'envahisseur qu'une gendarmerie épuisée et très réduite. À Ismaïl Oglou Tépé, il avait 400 hommes, ce qui restait des gendarmes de Brousse et des 2e et 31e bataillons ; à Kiretch Tépé Sirt, 300 hommes, le reste des gendarmes de Gallipoli. Pas de troupes entre ces deux points. Les collines de Kavak et de Tekke n'avaient pas un défenseur, non plus que les basses terres qui les séparaient. Dans ces circonstances, tous les canons turcs, sauf un, furent retirés derrière la crête d'Anafarta pour leur éviter une capture probable. Vers le soir, le général Liman von Sanders apprit du major Willmer que le 16e corps n'avait pas encore atteint sa zone de déploiement. Il fit convoquer son commandant et apprit alors que l'état d'épuisement des troupes ne permettait pas d'envisager la moindre attaque avant le matin du 9. Indigné d'avoir été trompé par de faux espoirs, il destitua le général en question et confia les destinées de tout l'Empire ottoman à un officier dont nous avons entendu parler précédemment – et depuis. « Ce même soir, explique-t-il, je transférai le commandement de toutes les troupes du secteur d'Anafarta à Mustapha Kemal Bey, alors à la tête de la 19e division. »

Il est temps de revenir aux Anzacs et à Sari Baïr. Les troupes du général Birdwood passèrent toute la journée du 7 à se réorganiser, se reposer et se préparer à la nouvelle bataille du lendemain à l'aube. La ligne des Gurkhas, des Britanniques et des Anzacs était perpendiculaire à la pente des montagnes et elle avait atteint environ les deux tiers de la distance qui la séparait des sommets. Mais les forces qui gardaient ces hauteurs étaient trois fois plus importantes que la veille au soir.

L'avance des Anzacs reprit avant l'aube du 8. Les colonnes de la droite et du centre quittèrent l'éperon du Rhododendron et s'élancèrent à l'assaut de Chounouk Baïr. La colonne de gauche déboucha du ravin le plus au nord, à l'attaque de la colline Q, monticule de la crête principale séparé de Koja Chemen Tépé par une dépression. Cela constituait une réduction du front d'attaque primitif. La lutte fut intense et fit rage pendant trois jours sans interruption. La colonne de droite, composée de troupes néo-zélandaises, s'empara d'une position essentielle, à l'extrémité sud-ouest de Chounouk Baïr, et s'établit ainsi définitivement sur la crête. Le centre et la gauche ne purent, faute de secours venu de la baie de Souvla, accomplir de grands progrès. La nuit apporta un peu de répit à ce conflit sanglant. Pendant ce temps, des troupes turques fraîches venaient continuellement prêter main-forte aux défenseurs tandis qu'à cause des difficultés du terrain et du ravitaillement en eau, les attaquants, eux, ne recevaient aucun renfort.

Le 9, la bataille reprit, aussi furieuse que la veille. La droite des Anzacs se maintint sur Chounouk Baïr ; leur gauche attaqua la colline Q, leur centre tâchant d'établir la liaison entre ces deux positions et d'occuper le dos d'âne qui les sépare. Ces opérations furent précédées et appuyées d'un bombardement intense effectué par tous les canons disponibles de la Flotte et de l'armée. L'attaque de gauche, retardée par l'obscurité et la nature du sol, échoua contre la colline Q. Malgré cela, au centre, le 6^{e} régiment Gurkhas et deux compagnies du 6^{e} régiment du

Lancashire du Sud s'emparèrent de positions décisives sur le dos d'âne situé entre Chounouk Baïr et la colline Q. Le colonel Cecil Allanson, le héros qui commandait le 6e Gurkhas et mena l'assaut, a retracé ses souvenirs de la tragédie qui suivit[2]. Il passa la nuit du 8-9 sur la ligne de combat :

> Les Turcs étaient à environ cent mètres de nous, sous un angle de quelque trente-cinq degrés… Pendant la nuit, je reçus un message de l'officier général qui exerçait le commandement : de 4 h 45 à 5 h 15, la flotte allait bombarder la cote 791 ; à 5 h 15, je tâcherais de m'y établir, avec l'aide de toutes les troupes qui étaient près de moi… Comme je ne pus rassembler que trois compagnies de troupes britanniques, je dus m'en contenter… Je n'avais que quinze minutes ; le grondement de la préparation d'artillerie était assourdissant ; la pente, presque perpendiculaire, semblait jaillir d'au-dessous de nous. Je compris que, si nous nous élancions dès la fin du bombardement, nous devrions parvenir jusqu'en haut. Je fis venir les trois compagnies dans les tranchées parmi mes hommes, et je les prévins que, lorsqu'elles me verraient sortir, un drapeau rouge à la main, tout le monde devrait s'élancer. Ma montre marquait alors 5 h 15. Je n'avais jamais vu de semblable préparation d'artillerie ; les tranchées adverses étaient mises en pièces avec une précision merveilleuse que nous pouvions apprécier, puisque nous étions juste en dessous. À 5 h 18, le feu ne cessant pas, je me demandai si ma montre n'était pas déréglée. À 5 h 20, silence ; j'attendis trois minutes pour plus de sûreté, car le risque était grand. Puis nous nous élançâmes la main dans la main, progression parfaite, spectacle merveilleux… En haut, les Turcs nous attendaient. Le Marchand tomba, d'un coup de baïonnette qui lui transperça le

cœur. Moi-même, j'en reçus un dans la jambe. Le combat me sembla durer dix minutes ; nous luttions corps à corps, avec les dents et les poings, à coups de crosse de fusil et de revolver. Là-dessus, les Turcs s'enfuirent et je me sentis rempli d'orgueil ; la clé de toute la péninsule était à nous et nos pertes n'étaient pas considérables pour un tel résultat. En bas, je voyais le détroit, des autos et des camions sur les routes d'Achi Baba. Je jetai un coup d'œil circulaire et je vis que nous n'étions pas appuyés ; je pensai que la meilleure chose à faire était donc de poursuivre les Turcs dans leur retraite. Nous nous élançâmes alors vers Maidos, mais nous n'avions pas descendu 30 mètres que les corvettes de la flotte nous envoyèrent six obus de 305 qui jetèrent une terrible confusion parmi nous[3]. C'était une erreur déplorable ; on nous prenait évidemment pour des Turcs et nous dûmes retourner en arrière. C'était un spectacle consternant ; le premier obus avait frappé un Gurkha en plein visage ; nous n'avions, autour de nous, que du sang, des corps et des cris ; il nous fallut fuir vers le sommet et nos anciennes positions[4]. Je restai sur la crête avec une quinzaine d'hommes ; la vue était admirable ; en contre-bas, on apercevait les Détroits, les renforts qui venaient d'Asie Mineure, les automobiles qui filaient sur les routes. Nous dominions Kilid Bahr, les arrières d'Achi Baba et les communications de toute l'armée ennemie dans ces parages.

… Je restais maintenant seul, très amoindri par la douleur de ma blessure qui me causait une impression d'engourdissement par la perte de sang. Je vis que l'offensive de la baie de Souvla avait échoué ; je ne découvrais pourtant pas plus de 1 000 ou 2 000 hommes du côté turc, mais de grands renforts arrivaient. Mes lignes téléphoniques étaient anéanties… Je me laissai tomber dans nos tranchées de la nuit précédente, et après avoir fait

> panser ma blessure je partis à la recherche de mon régiment. Je finis par le rassembler et j'attendis d'être appuyé pour réoccuper le haut de la colline. Hélas, aucune aide ne devait jamais venir, et l'on nous fit dire de nous maintenir toute la nuit du 9-10 sur nos positions. L'après-midi, des forces turques considérables contre-attaquèrent cinq fois entre 17 et 19 heures, mais n'approchèrent jamais à moins de 15 mètres de nos lignes… Le capitaine Tomes et Le Marchand sont enterrés au point le plus élevé du Chounouk Baïr… Je reçus l'ordre d'aller rendre compte de notre action. J'étais très faible et épuisé… Au rapport, je dis au général qu'il fallait nous faire monter de gros renforts, de la nourriture et de l'eau, sans quoi il faudrait que nous battions en retraite en abandonnant la clé de toute la presqu'île de Gallipoli. Le général me répondit que l'offensive avait échoué presque partout et que le régiment serait ramené le lendemain matin sur les collines basses.

L'aube du 10 se leva sur ces vains prodiges de dévouement. Douze mille hommes, la moitié au moins de ceux qui avaient pris part à ce combat si sévère, étaient tombés. Les terribles hauteurs brillaient, toujours invaincues. Pourtant, la droite des Anzacs conservait son importante conquête sur le Chounouk Baïr avec des troupes fraîches tandis que, contre elle, les réserves turques se rassemblaient dans les ténèbres.

Nous avons vu comment le général Liman von Sanders avait passé la journée du 8 mai à attendre avec impatience sur les collines derrière Anafarta des renforts qui devaient venir de Boulaïr. Que se passait-il, cependant, dans la baie de Souvla ? Nos annales militaires, qu'elles

soient anciennes ou récentes, sont tellement remplies de hauts faits qu'il n'y a pas lieu de redouter un compte rendu fidèle.

Le général Stopford, qui commandait le 9e corps, était arrivé avec son état-major, sur l'aviso *Jonquil,* à l'aube du 7. Il était resté à bord du *Jonquil* en raison de la facilité des communications par télégraphie sans fil et par signaux optiques. L'après-midi du 8, il descendit à terre. C'était un homme agréable et cultivé qui, quinze ans auparavant, pendant la guerre des Boers, avait servi de secrétaire militaire à Sir Redvers Buller. Après avoir été gouverneur militaire de la place de Londres, il avait quitté l'armée en 1909 et, jusqu'au début du grand conflit, il avait profité de sa retraite, malheureusement gâchée par des ennuis de santé. Il avait été arraché à sa solitude, comme beaucoup d'autres, par l'énorme expansion de nos forces terrestres. Lord Kitchener lui avait confié l'instruction d'un corps d'armée en Angleterre, et pour la première fois de sa vie, il assumait une haute responsabilité directe en commandant concrètement à des troupes en face de l'ennemi. Il est parfaitement justifié d'admettre qu'il fit de son mieux dans ces circonstances.

À peine la réussite de l'opération était-elle venue apaiser l'inquiétude naturelle avec laquelle il envisageait le débarquement de nuit sur un rivage hostile que d'autres sérieuses interrogations se présentèrent à son esprit. Peut-être les forces turques étaient-elles plus nombreuses que ne l'estimait l'état-major ; peut-être occupaient-elles plus de tranchées que les aéroplanes n'en avaient repéré. Bien plus, elles pouvaient à tout moment reprendre leur tir d'artillerie à cadence imprévisible contre les plages, qui s'était éteint au soir. Dans cette situation, le général jugea qu'il fallait prioritairement réorganiser les troupes qui avaient débarqué, améliorer leur ravitaillement, surtout en eau, creuser des tranchées pour assurer la conservation du terrain conquis et débarquer le plus d'artillerie possible pour soutenir la progression ultérieure. La journée

du 8 août – la deuxième après le débarquement – fut paisiblement consacrée à ces occupations. Le général Reed, chef d'état-major, qui partageait pleinement les vues de son supérieur, prépara les ordres et prit les dispositions nécessaires pour une attaque le 9 à l'aurore. « Le deuxième jour après son arrivée à Souvla, a écrit le général Callwell, alors directeur des opérations au ministère de la Guerre, fut pour le 9e corps, au moins en ce qui concerne la bataille, pratiquement un jour de repos[5]. » Arrêtons-nous pour faire un tour d'horizon de part et d'autre du front par cet après-midi ensoleillé d'août. D'un côté, le *gentleman* anglais, placide, prudent, vieillissant, entouré de ses 20 000 hommes qui, disséminés sur les plages et le long du front, assis en haut de leurs tranchées peu profondes, fument et font la cuisine. Parfois, un fusil part. D'autres soldats se baignent par centaines dans les belles eaux bleues de la baie où flottent les grands navires de guerre, à peine dérangés, de temps à autre, par un obus isolé. De l'autre côté, l'habile Allemand se ronge d'impatience dans l'attente de ses divisions en craignant de voir, d'un instant à l'autre, ses maigres troupes de couverture se faire balayer, cependant que Kemal, plein de furie, exhorte ses troupes fanatiques et les précipite vers la bataille.

*
* *

Le colonel Aspinall, officier de l'État-Major général de Sir Ian Halmiton chargé des opérations, avait reçu l'ordre de faire un rapport au commandant en chef sur la situation à Souvla. N'en croyant d'abord pas ses yeux devant la paisible scène qu'il trouva en arrivant au matin du 8, il fut pourtant édifié par la tournée qu'il fit sur le rivage avant de se rendre à bord du *Jonquil*, où le commandant du 9e corps avait conservé son quartier général. Voici les détails qu'il donne[6] :

En voyant les lieux à notre arrivée dans la baie de Souvla, nous pensâmes immédiatement que l'opération avait complètement réussi. La baie entière était en paix. L'eau était couverte de transports et de navires destinés au ravitaillement, qui débarquaient leurs cargaisons sans que l'ennemi songeât à intervenir. On n'entendait pas de coups de feu sur le rivage, et, tout autour de la baie, il y avait des groupes d'hommes nus qui se baignaient dans la mer.

Je descendis à terre du côté sud de la baie pour découvrir le quartier général du corps, mais je ne pus obtenir aucun renseignement à cet égard. Sur la plage où je débarquai, des centaines d'hommes se reposaient sous les falaises, et je remarquai, entre autres choses, qu'il coulait beaucoup d'eau douce le long de ces falaises, du haut des pentes herbeuses qui formaient leur sommet.

Comme je ne rencontrais aucun chef, j'avançai vers l'intérieur des terres. Je n'entendais toujours pas tirer et je me persuadais de plus en plus que l'on avait atteint les collines à l'est de la plaine de Souvla. Peu après, néanmoins, je rencontrai le chef du génie de la 11e division. À mon grand étonnement, il m'informa que nos lignes n'étaient qu'à peu de distance de la côte et qu'il ne semblait pas qu'une nouvelle progression soit prévue. Le commandant du corps, me dit-il, n'était pas à terre ; son quartier général était à bord du *Jonquil*.

Peu après, je tombai sur le général Hammersley, qui commandait la 11e division. Il me dit qu'il n'avait pas reçu l'ordre de progresser avant le lendemain matin ; il ne croyait d'ailleurs pas que ce fût possible avant que l'on eût débarqué davantage d'artillerie.

Je retournai au rivage pour me rendre au quartier général du corps sans avoir entendu le moindre coup de feu, à l'exception de quelques salves du côté de Kiretch Tépé Sirt.

Comme j'arrivais sur la plage, l'officier commandant l'artillerie de la 11e division me demanda si je venais du Grand Quartier général. Je lui répondis affirmativement et il me pria de faire tout en mon pouvoir pour que l'on « allât de l'avant ». Il était convaincu qu'il fallait attaquer tout de suite, mais que l'on ne faisait rien, et qu'apparemment on ne ferait rien.

Quand j'arrivai à bord du *Jonquil*, le général Stopford me reçut en me disant : « Eh bien, Aspinall, les hommes se comportent magnifiquement. » « Mais ils n'ont pas atteint les collines, mon général », répliquai-je. « Non, répondit-il, mais ils ont débarqué ! » Je lui dis que j'étais certain que le commandant en chef serait fort contrarié qu'ils n'aient pas atteint les hauteurs qui couvraient la baie, conformément aux ordres. J'insistai sur l'urgente nécessité d'entamer la progression le plus tôt possible, avant que les renforts de l'ennemi ne le devancent sur les collines. Le général Stopford me répondit qu'il se rendait parfaitement compte qu'il importait de ne pas perdre de temps, mais qu'il était impossible d'avancer tant que les hommes n'avaient pas eu de repos. Il prévoyait de passer à l'action le lendemain.

Je me rendis alors à bord du bâtiment amiral et j'envoyai au Grand Quartier général le télégramme suivant :

« Reviens du rivage où tout est calme. Ni tirs d'infanterie, ni tirs d'artillerie et apparemment pas de Turcs. 9e corps au repos. Suis convaincu que de magnifiques occasions sont gaspillées et considère la situation comme sérieuse. »

> J'appris peu après que le commandant en chef était déjà en route pour Souvla, et quelques minutes plus tard, il abordait le rivage sur le yacht de l'amiral.

La douceur harmonieuse de la baie de Souvla fut gâtée, vers la fin de l'après-midi, par l'arrivée du général commandant en chef. Son état-major l'avait persuadé que sa place, pendant cette grande et triple bataille, était à son quartier général d'Imbros. Il y resta donc toute la journée du 7 et la matinée du 8, à étudier les renseignements qu'il recevait par télégramme des différents secteurs du front. Mais au matin du 8, à 11 h 30, il était devenu si inquiet de n'avoir pas de nouvelles de Souvla qu'il ne put supporter davantage son isolement et qu'il décida de s'y rendre sur-le-champ. La marine avait mis spécialement un contre-torpilleur, l'*Arno*, à sa disposition pour la durée des opérations ; on signala donc à l'*Arno* d'appareiller immédiatement. Mais le vice-amiral qui commandait sur place avait fait éteindre la chauffe pour des raisons liées à l'état des chaudières ; le navire était donc immobilisé pour six ou sept heures. À être ainsi « abandonné sur son île », comme il le dit lui-même, le général commandant en chef se sentit envahir par l'angoisse et l'indignation. Ses protestations furent telles que le vice-amiral lui proposa d'emprunter le yacht *Triad*, qui partait pour Souvla à 16 h 15. C'est ainsi qu'il arriva dans la baie vers 18 heures, où il y retrouva le *Chatham*, à bord duquel étaient l'amiral de Robeck et le contre-amiral Keyes[7]. Ceux-ci se montrèrent très inquiets de la paralysie qui semblait avoir saisi les troupes. Le colonel Aspinall les rejoignit peu après. En entendant son rapport, le commandant en chef se rendit à bord du *Jonquil*, où il trouva le général Stopford fatigué de sa promenade à terre, mais satisfait quant au reste. Il était d'avis que « tout allait bien ». Ses hommes avaient été très fatigués ; il n'avait pas pu leur envoyer d'eau, ni faire débarquer ses canons aussi vite qu'il l'aurait espéré ; il

avait donc décidé de renvoyer au lendemain toute occupation des hauteurs « susceptible d'entraîner une bataille régulière » ; en attendant, les généraux de brigade avaient reçu l'ordre d'aller de l'avant le plus possible, sans pourtant engager vraiment le combat, mais ils n'avaient pas, en fait, occupé la moindre position dominante d'importance tactique.

Le général commandant en chef jugea ces résultats inacceptables. Il savait que des renforts avaient quitté Boulaïr dans la direction du sud. Il pensait que la crête d'Anafarta n'était pas encore occupée par des forces ennemies conséquentes. Il redoutait, à juste titre, que ce que l'on aurait pu conquérir sans combat le 7 au soir ne provoquât une lutte sanglante le 8 au matin. Il préconisa donc instamment une progression immédiate vers les collines d'Ismaïl Oglou et de Tekke. Le général Stopford souleva un certain nombre d'objections et le commandant en chef décida d'aller visiter le quartier général de la division à terre pour se rendre compte par lui-même. Le général Stopford ne l'accompagna pas.

Le général Hammersley, commandant la division, était incapable de faire clairement le point sur la situation. Après une longue discussion, le commandant en chef décida de prendre les choses en main lui-même. Le général Hammersley lui avait dit que la 32e brigade était disponible aux environs de Sulajik et était en état de se porter en avant. Sir Ian Hamilton lui répondit donc « dans les termes les plus précis, qu'il désirait voir cette brigade progresser et se retrancher sur la ligne de crête ». Le général Hammersley partageait apparemment cette idée ; il a affirmé depuis qu'il avait agi sous sa propre responsabilité, non en raison d'un ordre direct, mais à la suite d'un désir formulé par le commandant en chef. Après le retour de Sir Ian Hamilton sur le *Triad*, le général Hammersley envoya à la 32e brigade l'ordre de se concentrer et de tenter de prendre pied sur les hauteurs au nord de Kouchouk Anafarta. Il désigna spécifiquement le 6e bataillon du Yorkshire de l'Est

parmi ceux qu'il fallait rappeler pour se préparer à l'offensive. Ces décisions prises, la nuit tomba.

Toutefois, la 32e brigade n'était pas sur les positions que le commandant de la division imaginait. Au contraire, avec un esprit d'initiative digne d'éloges, deux bataillons avaient progressé beaucoup plus loin que le reste du 9e corps, sans rencontrer de résistance, et le premier s'était établi sur une forte position près d'Abrikjar tandis que l'autre creusait des tranchées sur la colline du Cimeterre. Il est extraordinaire que, par une journée si calme, on n'en ait rien su au quartier général de la division, à moins de 3 kilomètres de là. Ces deux bataillons furent rappelés des positions qu'ils avaient conquises pour rejoindre les autres en prévision de la percée sur Kouchouk Anafarta. Ces mouvements perturbèrent le plan général d'attaque prévu pour l'aube du lendemain et ils obligèrent à évacuer la position si importante de la colline du Cimeterre, que jamais, ensuite, malgré les plus grands efforts, on ne parvint à reconquérir. D'ailleurs, en définitive, il fut impossible à la 32e brigade d'attaquer avant l'aube.

Le 9, à l'aurore, l'avance britannique à partir de Souvla fut enfin relancée. La 11e division, la 31e brigade de la 10e division et quelques bataillons fraîchement débarqués de la 53e division de réservistes attaquèrent les hauteurs qui s'étendaient de Kouchouk Anafarta, à gauche, à la colline d'Ismaïl Oglou. Mais, simultanément, était lancée la contre-attaque que Liman von Sanders avait ordonnée. Les premiers renforts venus des 7e et 12e divisions turques étaient arrivés au cours de la nuit, l'ennemi avait peut-être trois fois plus d'hommes que la veille et il en recevait constamment de nouveaux. À peine le 6e bataillon du Yorkshire de l'Est avait-il évacué la colline du Cimeterre que les Turcs la réoccupaient. Il était indispensable de reprendre cette colline si l'on voulait opérer une avance effective à sa droite, contre la colline d'Ismaïl Oglou. En conséquence, la 31e brigade de la 10e division monta à

l'assaut de la colline du Cimeterre, mais ne réussit pas à la reconquérir, et toute l'aile droite de l'offensive en souffrit. À gauche de la ligne, la 32e brigade ne parvint pas davantage à atteindre ses objectifs, et en certains endroits du front, nos troupes furent rejetées en désordre par les Turcs nouvellement arrivés et pleins d'ardeur au combat.

Le reste de la 53e division débarqua le 9 et la bataille reprit le 10 dans la matinée. Elle dura toute la journée. Les collines du Cimeterre et d'Ismaïl Oglou furent partiellement capturées, puis reperdues sous la pression de violentes contre-attaques. Lorsque la nuit tomba sur le champ de bataille qu'éclairait la lumière blafarde de la broussaille en flammes, les positions du 9e corps ne marquaient guère d'avance par rapport à celles qu'il avait occupées au premier jour du débarquement. En revanche, de grosses forces turques s'étaient retranchées, victorieuses, dans toutes les positions décisives. Le 7, nos pertes n'avaient pas dépassé 1 000 hommes, mais le 9 et le 10, près de 8 000 officiers et soldats furent tués ou blessés à la baie de Souvla.

Il nous faut maintenant raconter le déroulement final de la bataille. Lorsque le jour se leva, le 10, les Britanniques des Anzacs occupaient toujours leurs positions, si chèrement conquises, de Chounouk Baïr. Deux bataillons de la 13e division – le 6e du Lancashire du Nord et le 5e du Wiltshire – étaient venus relever les troupes épuisées qui s'étaient emparées de la colline. À peine s'étaient-ils établis sur leurs nouvelles positions qu'ils furent en butte à une terrible attaque. Mustapha Kemal, après son succès du 9 à la baie de Souvla, avait passé la nuit entière à préparer un effort suprême pour reconquérir cette crête dont l'importance était inestimable. Toute la 8e division turque, ramenée d'Asie avec trois bataillons supplémentaires, appuyée d'une artillerie puissante et concentrée, fut emmenée à l'assaut par Mustapha Kemal lui-même. Les 1 000 fusils britanniques – le maximum que pouvait

admettre l'étroit sommet – furent engloutis et balayés par ce féroce raz-de-marée. Très peu d'hommes du Lancashire en réchappèrent et le bataillon du Wiltshire fut littéralement annihilé. Ivres de leur victoire, les Turcs se précipitèrent du haut de la crête pour se déverser en grosses vagues sur la pente abrupte de la montagne, résolus à rejeter l'envahisseur à la mer. Mais là, ils se heurtèrent de plein fouet au feu des canons de la flotte et de tous les fusils et mitrailleuses de la ligne britannique des Anzacs. Sous ce déchaînement de projectiles, les masses turques furent véritablement écrasées dans leur avance. Des 3 000 ou 4 000 hommes qui tentèrent de descendre le long des pentes de la colline orientées vers la mer, à peine quelques centaines purent regagner la crête. Mais ils y restèrent – et ce, jusqu'à la fin des événements. Ainsi s'acheva le 10 août la seconde grande tentative de conquête des Détroits, sans le moindre gain décisif où que ce soit.

Il devait se livrer encore deux combats importants avant que l'échec ne fût reconnu comme définitif. Soutenues par la 54e division territoriale qui venait de débarquer à Souvla, deux brigades de la 10e division irlandaise attaquèrent le long de la haute crête de Kiretch Tépé Sirt, qui borde la baie de Souvla au nord. Avec l'aide du feu de la Flotte, ces troupes, sous le commandement du général Mahon, commencèrent par effectuer une bonne progression. Mais, finalement, les contre-attaques et les bombardements d'artillerie les obligèrent à abandonner la majeure partie du terrain conquis. Les comptes rendus britanniques accordent peu d'importance à cette opération et son caractère déterminant ne paraît pas avoir été justement apprécié. Nous avons le témoignage de Liman von Sanders :

> Si, lors de leurs attaques des 15 et 16 août, les troupes britanniques s'étaient emparées de Kiretch Tépé et l'avaient conservé, elles auraient débordé les positions de la 5e armée et

> cela leur aurait permis de remporter une victoire décisive et définitive. La crête de Kiretch Tépé et ses pentes sud dominent, par le nord, la large plaine d'Anafarta. De sa pente orientale, l'offensive aurait pu facilement continuer et aboutir à des résultats décisifs le long et à l'abri de la dépression qui mène à Akbash, puis directement à travers la presqu'île. Il est indiscutable que la nette supériorité britannique eût rendu possible un succès complet.

Un autre effort fut tenté, le 21 août, cette fois pour capturer la colline d'Ismaïl Oglou. À cette intention, on fit venir la 29e division d'Hellès et une division des réservistes d'Égypte, pour renforcer les 10e, 11e 53e et 54e divisions, qui étaient alors toutes débarquées dans la baie de Souvla. De grosses forces de l'aile gauche des Anzacs, commandées par le général Cox, leur prêtaient également main-forte. Mais les Turcs étaient désormais parfaitement fortifiés et en grand nombre. L'attaque disposait à peine de 60 canons, dont 16 au mieux seulement de moyen calibre, et les munitions étaient comptées. La bataille fut acharnée dans les broussailles en flammes ; un brouillard subit, inhabituel dans ce pays, vint gêner l'artillerie des assaillants, et, bien que la gauche des Anzacs eût gagné et conservé du terrain d'importance non négligeable, on n'obtint pas de résultat d'ensemble. « Les Turcs, rapporte Liman von Sanders, réussirent à repousser les attaques, mais ils subirent de lourdes pertes et durent faire intervenir leurs dernières réserves, y compris la cavalerie. » Les pertes britanniques, en particulier pour les réservistes venus d'Égypte et la 29e division, qui montèrent à l'assaut avec la plus grande résolution, furent lourdes et inutiles. Sur ce champ de bataille, où se mêlaient brumes et flammes, tombèrent le général de brigade Lord Longford, le général de brigade Kenna, V.C.[8], le colonel Sir John Milbanke, V.C., et bien d'autres héros encore. Ce fut le combat le plus

important livré sur la péninsule, et ce devait être le dernier. Depuis le début de la nouvelle offensive, les pertes britanniques avaient dépassé 45 000 hommes, tandis que celles des Turcs dépassaient les 40 000. Déjà, le 16, Sir Ian Hamilton avait télégraphié à Lord Kitchener pour lui exposer que 50 000 fusils supplémentaires et 45 000 nouvelles recrues étaient indispensables pour permettre de poursuivre l'offensive. Ces renforts, ainsi que l'explique le chapitre suivant, le gouvernement britannique se trouva incapable de les fournir, et l'action cessa complètement sur le front des deux armées usées et épuisées.

Chaque péripétie de la lutte – et même cette dernière opération du 21 – vit la balance hésiter, oscillant entre la victoire et la défaite. La moindre modification dans cette suite d'événements sanglants eût suffi à la faire pencher en notre faveur. Si le 9e corps d'armée n'avait pas perdu quarante-huit heures précieuses à Souvla, il eût fatalement conquis des positions d'où il aurait été possible de mener des opérations décisives. « Nous avions tous l'impression, a écrit Sanders, que le commandement britannique, lors des débarquements successifs qui commencèrent le 6 août, perdait du temps sur la plage au lieu de s'ouvrir un chemin, à tout prix, à partir de chaque point de débarquement. » Si l'on avait utilisé la 29e division, bien entraînée, à ce moment-là ; si l'on avait disposé, dès le début, des réservistes d'Égypte, le succès n'eût guère pu nous échapper. Lorsqu'il fut trop tard, des chefs de la plus haute valeur – Byng, Fanshawe, Maude – quittèrent la France pour aller remplacer ceux dont l'inertie ou l'incapacité était la cause de résultats si déplorables. Nous pouvions nous passer de ces nouveaux généraux au lendemain du désastre, mais non au moment où leur présence aurait pu nous donner la victoire.

On a critiqué avec une sévérité minutieuse bien des détails de la bataille de la baie de Souvla, mais l'histoire prononcera que ce n'est pas sur la presqu'île de Gallipoli qu'elle fut perdue. On a rarement une

deuxième chance. Pourtant, en dépit des erreurs et des malheurs des opérations initiales, nous en avions encore eu une, non pas en août, mais à la fin de juin ou au début de juillet. Et, sans raison, on passa à côté.

> Après l'échec des attaques qui suivirent le premier débarquement, *ont écrit les membres de la commission des Dardanelles (conclusion n° 5)*, on attendit trop longtemps pour décider de la marche à suivre à l'avenir. Sir Ian Hamilton envoya son exposé de la situation le 17 mai ; le Comité de la guerre et le Cabinet ne l'examinèrent que le 7 juin. On s'occupait alors, en cette période si critique, de refondre le gouvernement, et ce fut la cause principale du retard. En conséquence, l'envoi des renforts réclamés par Sir Ian Hamilton dans son exposé n'eut lieu que six semaines après.

Cette perte de temps et le refus d'utiliser les troupes disponibles en Égypte nous privèrent de la supériorité numérique dont il était alors possible de disposer et qui était indispensable à la réussite de l'offensive. Si l'on avait fait le minimum raisonnable, même après le 17 mai, 14 divisions alliées[9], soit 150 000 hommes, auraient pu attaquer les 10 divisions turques de 70 000 ou 75 000 hommes en tout dans la deuxième semaine de juillet, comme le montre un simple calcul. Au lieu de cela, les fautes de Downing Street[10] et de Whitehall[11] nous condamnèrent sans motif valable à livrer bataille en août, à un moment où les forces étaient égales, et à courir des risques si élevés qu'ils eurent raison de nous. Les erreurs et les bévues du champ de bataille ne sauraient être passées sous silence, mais elles se situent sur un plan moins important que cet aveuglement irrémédiable des responsables au plus haut niveau.

1. Général William Riddell Birdwood (1865-1951), commandant des Anzacs. Voir volume I, p. 482 *sq*.

2. Écrits quarante-huit heures après l'événement. (WSC)

3. On n'a jamais établi le calibre de ces obus, ni qui les fit tirer. (WSC)

4. On dit que 150 hommes furent tués par ces obus. (WSC)

5. *The Dardanelles, op. cit*. (WSC)

6. Le colonel Aspinall a mis son compte rendu à ma disposition. (WSC)

7. Roger John Brownlow Keyes, 1er baron Keyes (1872-1945). Termina sa carrière comme amiral de la Flotte.

8. Titulaire de la *Victoria Cross*.

9. Grande-Bretagne : 9 venues de la métropole, 2 venues d'Égypte. Australie et Nouvelle-Zélande (Anzac) : 2. France : 1, plus des unités de soutien. Total : 14. (WSC)

10. Résidence du Premier ministre.

11. Avenue de Londres où sont situés les principaux ministères.

CHAPITRE IV

LE DÉSASTRE DES BALKANS

Les États chrétiens des Balkans sont nés de l'oppression et de la révolution. Pendant quatre cents ans, ils avaient vécu sous le joug du conquérant turc. C'est seulement au cours des cent dernières années qu'ils ont recouvré la liberté à la suite de luttes cruelles. Les traits caractéristiques de ces peuples ont gardé l'empreinte de ces dures épreuves. Leurs constitutions, aussi bien que les dynasties régnantes, en sont le reflet. Leurs populations étaient pauvres, redoutables et fières. Les gouvernements avaient entre eux de profondes divisions dues à l'antagonisme irréductible de leurs ambitions et de leurs rivalités. Chacun d'entre eux, en des temps très reculés de son histoire, s'était trouvé à la tête d'un grand empire occupant toutes ces régions, et même si l'éclat dont avaient brillé la Serbie et la Bulgarie fut bref en comparaison de la gloire de la Grèce, chacun de ces États tournait ses regards vers cette grandeur passée et considérait qu'elle marquait la mesure de ses droits historiques. Tous se croyaient donc au même moment les propriétaires légitimes de territoires dont ils n'avaient été, dans les siècles passés, que les possesseurs successifs. Tous passaient donc leur temps en querelles et en intrigues maladives.

Telle est la première et principale cause de leurs indicibles souffrances. Il n'était pas facile, pour l'un quelconque de ces États, de s'élever au-dessus de ce marais lugubre et dangereux, ni de trouver un terrain solide où prendre pied. À côté des communautés nationales qui agissaient et réagissaient les unes à l'égard des autres dans une grande confusion, il existait à l'intérieur de chaque pays des divisions politiques, des partis, des haines de clans qui auraient suffi à ébranler les assises d'un grand empire. Dans son pays, tout homme d'État balkanique devait se frayer un chemin vers le pouvoir à travers des complications, des embûches, des vicissitudes plus violentes, plus intenses que celles que l'on observe dans la politique intérieure des grandes nations. Il arrivait handicapé par son passé, poursuivi par des ennemis et des jaloux et puis, ainsi harassé et affaibli, il lui fallait faire face aux combinaisons toujours changeantes de la politique des Balkans, qui elles aussi subissaient à leur tour le contrecoup des immenses convulsions de la Grande Guerre.

Il faut ajouter à tout cela la politique suivie par chacune des trois grandes puissances alliées. La France et la Russie avaient l'une et l'autre leurs propres intérêts et leurs objectifs spécifiques. Chacune avait son favori parmi ces États et, dans chaque État, son parti politique favori. La Grande-Bretagne éprouvait, elle, un vague désir de les voir tous d'accord, ainsi qu'un détachement fait d'une hautaine impartialité difficile à comprendre. Il faut encore y ajouter l'influence délétère des souverains de ces États, qui étaient de souche allemande ou avaient des proches dans les pays germaniques. En conséquence, la situation était si chaotique, si instable, les points de vue opposés s'affrontaient à tour de rôle avec tant de véhémence que les hommes d'État britanniques, français et russes n'arrivaient jamais à établir une politique ferme et susceptible de régler l'ensemble des problèmes. Au contraire, ils se livraient à des interventions isolées, souvent

contradictoires, sans conviction, qui ne faisaient qu'aggraver le désordre qui précipita successivement chacun de ces petits États dans la ruine la plus horrible.

Et cependant les grands intérêts des puissances alliées et des quatre royaumes balkaniques ne cessaient pas d'être identiques et tous auraient pu être soutenus et protégés par une politique simple et cohérente. On aurait pu satisfaire l'ambition de chacun des États balkaniques aux dépens des empires turc et autrichien. Il y avait chez ces derniers tout ce qu'il fallait et plus encore. L'intérêt des trois grands alliés était de ranger les États balkaniques contre ces empires. Unis entre eux, les États balkaniques étaient à l'abri de tout danger. En rejoignant les trois alliés, ils ne pouvaient manquer de conquérir les territoires qu'ils convoitaient. L'adjonction de ces États aux forces de l'*Entente* ne pouvait qu'entraîner la débâcle de l'Autriche et de la Turquie et, par suite, amener une fin rapide et victorieuse de la guerre. Une part de butin bien déterminée était réservée à chacun d'eux. La Transylvanie irait à la Roumanie ; la Bosnie-Herzégovine, la Croatie, la Dalmatie et le banat de Temesvar à la Serbie ; Andrinople et la ligne Enos-Midia à la Bulgarie ; Smyrne et son arrière-pays à la Grèce – avec pour tous la sécurité, la richesse et la puissance.

Afin d'obtenir ces avantages, il aurait fallu que les États balkaniques se fassent entre eux certaines concessions. La Roumanie pouvait restituer la Dobroudja à la Bulgarie ; la Serbie pouvait rendre leur liberté aux régions bulgares de la Macédoine ; comme compensation, la Grèce pouvait abandonner Cavalla et, consolation suprême et immédiate pour elle, on pouvait jeter Chypre dans la balance. Il y avait enfin d'autres leviers à employer comme derniers moyens de persuasion, les ressources financières de la Grande-Bretagne et les forces militaires et navales que l'*Entente* pourrait se décider à employer sur ce théâtre de la guerre.

Il est étonnant de voir, alors qu'il y avait parfaite identité d'intérêts, alors que nous avions à notre disposition tant de moyens si puissants de pression et d'encouragement, que tout, sans aucune exception, est allé de travers. Si, en février 1915 ou peut-être après la déclaration de guerre de la Turquie, en novembre 1914, les gouvernements britannique, français et russe avaient pu se mettre d'accord sur une politique commune dans les Balkans – et s'ils y avaient envoyé des plénipotentiaires de premier ordre pour négocier avec chacun de ces États sur des bases claires et fermes –, on aurait pu mettre en œuvre un plan d'action uniforme et cohérent qui aurait procuré des avantages immenses à tous les intéressés. Au lieu de cela, on ne sut que suivre le cours effréné des événements, sans toujours les comprendre, au moyen d'expédients qui n'allaient jamais au fond des choses. Toutes les propositions des Alliés, toutes les mesures prises par eux, arrivèrent les unes après les autres et trop tard pour avoir de l'effet, alors que si tout cela avait été fait en bloc quand il en était encore temps, le but visé eût été atteint.

Jamais la diplomatie alliée n'a eu un champ d'action plus favorable devant elle qu'au début de l'année 1915, dans la péninsule des Balkans. On ne sut jamais y réfléchir et dresser des plans comme s'il s'agissait d'une grande bataille – alors que c'en était une dans les faits. Les hommes d'État de l'*Entente* ont été incapables de trouver autre chose que des expédients : leur action fut spasmodique, sporadique, hésitante, changeante, décousue. Il n'est point juste, d'ailleurs, de la part de l'opinion publique des nations occidentales de condamner sans appel les États balkaniques, ainsi que leurs hommes politiques et leurs souverains. Les tergiversations du roi de Roumanie, la rouerie du roi Ferdinand[1], les faux-fuyants et les réponses évasives du roi Constantin[2], tout cela était dû à la complexité du problème balkanique et à la carence politique des Alliés.

La Serbie, il est vrai, combattit désespérément et aveuglément, sans se préoccuper d'autre chose que de ses propres intérêts, avec des conséquences terribles pour elle que seule la victoire finale permit d'annuler. La Roumanie joua sa survie d'un bout à l'autre et elle subit des secousses qui l'ébranlèrent jusque dans ses fondements. Quand elle finit par entrer en guerre, à la suite d'hésitations, de précautions et de marchandages infinis, il était trop tard pour qu'elle pût faire pencher la décision ou abréger la lutte, mais elle avait encore le temps de se faire anéantir. La Bulgarie trahit à la fois son passé et son avenir et, après s'être grandement démenée, elle partagea le malheur des vaincus. La Grèce, sauvée à la dernière heure par des hommes de courage et de génie, sortit à peu de frais de la lutte et se trouva du côté victorieux mais, incorrigible jusqu'au bout, elle gaspilla tout ce qu'elle avait gagné. Et cependant en Roumanie, il y avait Také Jonesco[3], qui voyait toujours clair et juste ; en Bulgarie, Stamboulisky bravait la fureur du roi Ferdinand et marchait fièrement vers la prison où il devait passer de si longs mois[4], en murmurant les noms de l'Angleterre et de la Russie. En Grèce, Venizélos[5] était en proie à des embarras indicibles, mais il avançait, triomphant de difficultés inimaginables, et sauvait sa patrie malgré elle, pour un certain temps du moins, et il aurait peut-être réussi à abréger les souffrances de l'Europe.

Les désastres russes atteignirent leur point culminant en août 1915. Vers la fin du mois de juin, l'offensive austro-allemande avait chassé les Russes à peu près complètement de la moitié méridionale de l'énorme saillant formé par leur front en Galicie et en Pologne. Ce saillant avait été réduit à un demi-cercle d'un diamètre de 270 kilomètres, avec Brest-Litovsk en son centre et Varsovie presque sur sa périphérie. Lemberg[6] était perdue. Le front de l'armée Mackensen était maintenant orienté à peu près face au nord et devant lui se trouvaient les quatre voies ferrées

qui alimentaient le saillant. Le 13 juillet, à la tête d'une armée allemande et de deux armées autrichiennes, il entama une offensive dirigée contre la ligne la plus méridionale (Kowel-Cholm-Lublin-Ivangorod) pendant qu'à sa gauche, le feld-maréchal Woyrsch attaquait face à l'est. Le 1er août, il coupait le chemin de fer au centre de la ligne, à Cholm et à Lublin, et, quatre jours plus tard, Ivangorod et Varsovie étaient évacuées par les Russes. Novo-Georgievsk, où se trouvaient assemblés 85 000 hommes de troupe de valeur secondaire, fit un semblant de défense, mais capitula le 20. Les désastres ne devaient d'ailleurs pas se borner là. Dans le nord, en Lituanie, les 8e et 10e armées allemandes, sous le commandement de Hindenburg, ayant reçu des renforts venant du front sud où la ligne avait été raccourcie, prenaient l'offensive, pour entrer à Kovno le 10 août. Toutes les forces russes situées entre Kovno et Riga étaient de ce fait exposées à l'encerclement, et elles battirent en retraite. Brest-Litovsk elle-même, forteresse modèle dont le dispositif était vanté de toutes parts, ne résista pas longtemps. Investie sur trois faces le 11 août, elle fut évacuée le 26, après la prise d'assaut des forts situés sur le front sud-ouest. Les derniers vestiges du grand saillant avaient donc disparu, et le front russe, à l'exception d'une courbe qui couvrait Riga, présentait à peu près l'aspect d'une ligne droite dirigée du nord au sud. Les Russes avaient évité l'encerclement et la capture, mais tous les gains qu'ils avaient effectués en Galicie étaient réduits à néant ; ils avaient perdu la Pologne, 325 000 prisonniers et plus de 3 000 canons, sans compter les fusils et le matériel qu'il était impossible de remplacer. Pis encore, on poussa le Tsar à relever le grand-duc Nicolas de son commandement pour l'envoyer dans le Caucase.

Les défaites subies par la Russie depuis le mois d'avril avaient eu les répercussions les plus fâcheuses sur l'Italie. En 1914, l'Autriche ne pouvait confier la garde de sa frontière italienne qu'à des corps de

francs-tireurs. Au moment où l'Italie déclara la guerre, l'Autriche avait réussi à réunir 122 bataillons, 10 escadrons et 216 canons face à elle, et toutes ces troupes étaient massées derrière des retranchements édifiés avec le plus grand soin. Mais à partir de l'effondrement des Russes, les renforts affluèrent sans cesse du front de Galicie. L'offensive lancée par les Italiens en direction de Trieste en juin et en juillet 1915, désignée sous le nom de première et de seconde bataille de l'Isonzo, leur permit d'avancer d'une dizaine de kilomètres en territoire ennemi, avant de se voir immobilisés dans la guerre de tranchées d'une manière aussi complète que les armées du front occidental. Au Tyrol, les opérations des Italiens débouchèrent uniquement sur l'occupation de cinq petits saillants isolés les uns des autres en territoire autrichien. C'est ainsi qu'aux désastres de Russie vint s'ajouter la paralysie complète des Italiens, et ces deux faits exercèrent une influence néfaste sur l'esprit de la nation bulgare.

Malgré tout, dans tous les Balkans, les yeux étaient rivés sur la presqu'île de Gallipoli jusqu'au moment où furent connus les résultats de la bataille de la baie de Souvla. Tant qu'elle ne fut pas perdue, les Bulgares restèrent dans l'expectative, et encore au mois de juillet, on pouvait espérer les gagner à la cause des Alliés. L'attaque des Austro-Allemands contre la Serbie, qui paraissait si imminente en février, ne s'était pas précisée au cours des mois d'été. La profonde inquiétude que ce grand danger avait suscitée chez certains membres du Cabinet ne fut heureusement pas justifiée par la suite des événements dans les mois qui vinrent. Je ne puis expliquer l'ajournement de cette attaque autrement que par l'influence qu'exerçait l'expédition des Dardanelles sur les États balkaniques et sur la Bulgarie, où presque tout le monde était persuadé que jamais l'Angleterre n'abandonnerait une telle entreprise sur un échec. Les combats incessants qui se poursuivaient sur la presqu'île de

Gallipoli, les renseignements concernant l'arrivée de renforts considérables, l'imminence d'une grande épreuve de force, tout cela dictait l'action de la Bulgarie, et cette action de la Bulgarie était à son tour déterminante pour l'attaque austro-allemande contre la Serbie.

J'étais absolument d'avis, pendant le mois de juillet, qu'il ne fallait pas faire reposer l'ensemble de notre politique balkanique sur l'issue d'une unique bataille à Gallipoli ; mais je pensais que, tout en faisant notre possible pour y remporter la victoire, nous devrions aussi nous appliquer à gagner la Bulgarie à notre cause. Cela ne pouvait se faire qu'avec des concessions territoriales imposées à la Grèce et à la Serbie, conjuguées à l'octroi de prêts et à l'espoir de victoire aux Dardanelles. Le péril immédiat qui guettait la Serbie et les grandes difficultés que les Alliés éprouvaient pour lui apporter leur protection la conduisaient à devoir abandonner de gré ou de force la zone non contestée de la Macédoine aux Bulgares, à qui elle appartenait par la race, par l'histoire, par traité – et avant qu'ils ne la perdent à la suite de la deuxième guerre balkanique –, par la conquête. Même quand elle était à bout de souffle au cours de la première offensive autrichienne, en 1914, la Serbie avait été forcée de laisser des forces militaires considérables dans les régions bulgares de la Macédoine pour tenir la population en respect. Le droit et la raison, le sens de la justice, l'impérieuse nécessité concouraient pour persuader les Serbes d'abandonner tout au moins la zone non contestée. Aux exhortations ordinaires des diplomates vint se joindre l'appel particulier que formulèrent les souverains et chefs d'État des pays alliés. Le Tsar, le président de la République française, le roi George V supplièrent le prince régent de Serbie de consentir à une concession qui, outre qu'elle était juste en elle-même, servait à la fois la cause de tous les Alliés et celle des Serbes, du point de vue de leur sécurité. Mais, à tous ces appels, le gouvernement et le parlement serbes opposèrent une résistance inflexible. La diplomatie des Alliés, qui avançait à une allure

pesante – chaque mesure, chaque télégramme devant être soumis à l'approbation de tous les autres membres de l'alliance –, avait enfin abouti à la décision de refuser tout nouvel envoi de matériel et de crédits à la Serbie tant qu'elle ne céderait pas à leurs instances pressantes quand survint l'invasion finale.

Les mêmes errements se produisirent au sujet de Cavalla. M. Venizélos, doué d'une faculté d'appréciation presque infaillible en présence des vastes problèmes qui se posaient à lui, était prêt à risquer sa popularité personnelle en Grèce et à se placer dans une position fort désavantageuse dans ses désaccords avec le roi en laissant entendre qu'il serait disposé à accepter la cession de Cavalla aux Bulgares dans certaines circonstances. Si les Alliés avaient pu assurer à la Bulgarie la cession immédiate de la zone non contestée de la Macédoine et du port de Cavalla, il paraît très vraisemblable que cela l'aurait incitée, au mois de juillet, à nous venir en aide en allant marcher sur Andrinople.

Il semble certain, en tout cas, que même si ce résultat n'avait pas complètement été atteint, une cession de territoire à la Bulgarie, sur les instances des Alliés, aurait interdit au roi Ferdinand d'entraîner son pays dans le camp ennemi. En des termes d'une brutale franchise, M. Radoslavoff, alors président du Conseil de la Bulgarie, a fait un exposé absolument exact de la situation où se trouvait son pays au cours de ces mois d'attente. On ne prit cependant aucune mesure effective, en s'en remettant pour tout au résultat hasardeux de la bataille qui se livrait dans la presqu'île de Gallipoli.

Il serait injuste de ne pas reconnaître en même temps les difficultés extraordinaires qui se dressaient devant Sir Edward Grey. Il lui fallait concilier et combiner l'action diplomatique de quatre grandes puissances séparées, dans une affaire particulièrement délicate et pénible, qui revenait à contraindre une Grèce encore bien disposée à notre égard et une Serbie terriblement éprouvée qui était notre alliée, et que la Russie

protégeait tout spécialement, à faire des concessions territoriales auxquelles elles répugnaient profondément. Il se peut qu'une diplomatie unie eût été d'un grand secours, mais, à cette époque, dans les Balkans, seule une victoire décisive aux Dardanelles aurait pu contrebalancer la terrible défaite des Russes.

Quand s'acheva la troisième semaine du mois d'août, toute perspective de victoire immédiate en ce point d'importance vitale avait disparu. Lorsque les hautes autorités militaires de Sofia eurent pleinement pris la mesure de notre échec, le roi Ferdinand et le gouvernement bulgare se décidèrent à rejoindre l'Allemagne. Dès ce moment, la Serbie était irrémédiablement condamnée. La digue chancelante que constituait la campagne des Dardanelles avait fini par céder, après avoir retardé le déluge si longtemps. Désormais, il ne s'agissait plus que de voir quel calendrier les troupes austro-allemandes allaient adopter pour leurs mouvements. La Serbie, cependant, bien qu'elle se rendît parfaitement compte du danger qu'elle courait, restait sourde à tous les appels qui lui étaient adressés et refusait la moindre concession appréciable. Jusqu'au dernier moment, elle maintint son emprise sur les régions bulgares qu'elle avait conquises en Macédoine et fit obstinément face aux forces écrasantes qui se rassemblaient contre elle.

Un nouvel événement, aux conséquences énormes, allait survenir au milieu de cette situation qui s'assombrissait constamment. Au cours d'une conférence tenue à Calais au début de juillet, les représentants du Cabinet anglais, c'est-à-dire le Premier ministre [Asquith], Lord Kitchener et M. Balfour, conformément à l'opinion exprimée par l'écrasante majorité de leurs collègues, s'étaient élevés contre une nouvelle offensive franco-anglaise sur le front occidental en 1915. Ils avaient proposé que l'on se bornât à donner aux opérations menées par

les Alliés en France et dans les Flandres le simple caractère de « défensive offensive », ou, pour parler plus exactement, de défensive active. Les Français avaient accepté ; le général Joffre avait accepté. L'accord était officiel et explicite. C'est sur cette base que nous avions tourné nos regards vers la nouvelle bataille dont nous achevions les préparatifs et qui allait se livrer sur la presqu'île de Gallipoli. Cependant, à peine le général Joffre avait-il quitté la conférence que, en dépit de toutes ces conventions, il reprenait tranquillement l'élaboration des plans d'une grande offensive en Champagne, au cours de laquelle il était persuadé qu'il pourrait percer les lignes allemandes et les refouler. C'est seulement après la défaite de la baie de Souvla, alors que nous étions plus que jamais engagés dans la péninsule, que nous nous en rendîmes compte.

Afin de ne pas faire circuler les documents secrets plus qu'il ne convenait, il avait été décidé que les membres du Comité de la guerre qui désiraient lire les télégrammes quotidiens du ministère de la Guerre pourraient le faire chaque matin, au ministère, dans l'antichambre de Lord Kitchener. J'avais l'habitude d'aller lire ces télégrammes d'un bout à l'autre chaque jour. Le matin du 21 août, je me livrais à cette occupation lorsque son secrétaire particulier vint m'informer que Lord Kitchener, qui revenait du Grand Quartier général français, désirait me voir. J'entrai dans la pièce et je trouvai Lord Kitchener debout, le dos tourné à la lumière. Il me regarda de côté et son visage avait une expression étrange. Je compris qu'il avait quelque révélation importante à me communiquer et j'attendis. Après avoir hésité, il me déclara qu'il s'était entendu avec les Français sur le projet d'une grande offensive en France. Je répondis sur-le-champ que nous n'avions aucune chance de succès. Il m'expliqua que cette attaque aurait une ampleur qui dépasserait tout ce que l'on avait conçu jusqu'à ce jour. Si elle était victorieuse, tout serait réparé, y compris, bien entendu, l'insuccès des

Dardanelles. On lisait sur son visage une émotion contenue, comme chez quelqu'un qui a pris une décision importante sans être le moins du monde certain du résultat et qui est sur le point de la mettre en œuvre. Il rassemblait bien sûr toute son énergie en prévision de l'annonce qu'il allait devoir faire, dans le courant de la matinée, devant le Comité de la guerre et le Cabinet. Je restai dubitatif. Il était alors 11 heures du matin, et il m'emmena à Downing Street dans son automobile.

Le Comité se réunit. Il est hors de doute que Lord Kitchener avait déjà mis le Premier ministre au courant, car il lui donna tout de suite la parole. Il nous déclara que la situation créée en Russie par les derniers événements ne lui permettait pas de conserver l'attitude adoptée, d'accord avec les Français, à Calais, lorsqu'il avait été décidé que toute grande offensive sur le front occidental serait écartée jusqu'au moment où les Alliés seraient prêts. Selon sa présentation des choses, il avait lui-même insisté auprès du général Joffre pour que l'offensive fût effectuée. Cette démarche de Lord Kitchener apparaît aujourd'hui que nous connaissons les faits comme entièrement superfétatoire puisque les plans et les préparatifs des autorités militaires françaises étaient depuis longtemps sur le chantier et qu'elles n'avaient d'ailleurs jamais cessé d'y travailler. Je protestai aussitôt contre cette répudiation des décisions adoptées par le Cabinet après mûre réflexion et confirmées lors de la conférence de Calais, et contre une opération qui ne pouvait conduire qu'à un gigantesque massacre inutile. Je fis valoir que nous n'avions ni les stocks de munitions ni la supériorité numérique nécessaires pour justifier une offensive de ce genre contre les lignes fortifiées de l'ennemi ; qu'elle ne pouvait avoir lieu en temps utile pour soulager concrètement la Russie ; qu'elle n'empêcherait point les Allemands de continuer leurs entreprises ailleurs que sur le théâtre occidental de la guerre ; qu'elle aurait pour résultat fatal de bouleverser tous les plans

que nous avions dressés pour ouvrir les Dardanelles. Ces observations ont été conservées dans le procès-verbal :

> *M. Churchill* exprima son regret de voir adopter ces dispositions. Les forces allemandes qui se trouvaient sur le front occidental n'avaient subi aucune diminution. Leurs effectifs atteignaient le chiffre d'environ 2 millions d'hommes opposés aux 2 millions et demi des Alliés. Cela revenait à dire que la supériorité des Alliés était de 5 contre 4, proportion insuffisante pour lancer une offensive. Depuis notre dernière offensive, notre supériorité numérique était restée inchangée, tandis que les défenses des Allemands avaient été améliorées et renforcées.
>
> Il lui apparaissait que, dans l'espoir de diminuer la pression exercée sur le front russe et afin de donner satisfaction au grand et légitime désir que nous en avions, les Alliés couraient le risque de perdre 200 000 ou 300 000 hommes et de dépenser en vain de grosses quantités de munitions, cela pour peut-être conquérir un peu de terrain. L'attaque du 9 mai (Festubert-Arras) avait été un échec, sans modifier la ligne de front. *Après* un tel gaspillage d'effectifs et de munitions de notre part, les Allemands auraient une occasion à saisir, et ils auraient toutes les raisons de faire revenir de grandes forces du front oriental. Une supériorité de 2 contre 1 avait été jugée indispensable pour attaquer ; or, cette supériorité, nous (les Alliés) ne l'avions pas.

Cet avis ne fut pas sérieusement contesté, mais on fit valoir que les Français, eux, agiraient avec ou sans nous, et que si nous ne nous joignions pas à eux, ce serait la mort de l'alliance. Lord Kitchener s'abstenait très prudemment de présenter comme certain « un succès

décisif » et, comme on insistait pour avoir une définition de ce qu'il entendait par « un succès décisif », il accepta l'explication que je proposai, « une modification stratégique fondamentale des lignes ». « Il y a, poursuivit-il, beaucoup de vrai dans ce que nous a dit M. Churchill, mais, malheureusement, il faut que nous fassions la guerre dans les conditions que les circonstances nous imposent et non pas dans les conditions qui auraient nos préférences. »

À la séance du Cabinet qui eut lieu une heure après, je suppliai mes collègues de ne pas céder devant l'impatience des Français avant que ne se fût réunie une autre conférence où, ayant exposé tous nos arguments, nous pourrions leur adresser un suprême appel. Certains de mes collègues approuvèrent vigoureusement mes déclarations. Je fus contraint d'admettre que si, après avoir entendu nos raisons, les Français persistaient dans leurs intentions, il faudrait bien évidemment les suivre ; mais j'insistai beaucoup pour que l'on fît un dernier effort pour interdire cet énorme, futile et désastreux massacre vers lequel nous nous acheminions. Sir John French était alors à Londres : le Cabinet lui demanda son avis. Il se refusa aussi à envisager le succès comme certain. En outre, il était extrêmement mécontent du secteur où justement on lui demandait de passer à l'attaque. Ses stocks de munitions n'étaient suffisants que pour sept jours d'offensive. Malgré tout, il était prêt, s'il en recevait l'ordre, à aller de bon cœur à la bataille. Je lui fis une visite personnelle à Lancaster Gate, où il passait la nuit, et je lui exprimai ma pensée avec insistance. Il me répéta les arguments ordinaires sur la nécessité où nous nous trouvions d'agir en harmonie avec les Français et il me révéla que le général Joffre avait l'intention de n'employer pas moins de 40 divisions rien que dans le secteur où les Français se lanceraient à l'attaque. Les proportions exceptionnelles que l'on donnait à cette opération tendaient, je dois le reconnaître, à placer le résultat dans le domaine de l'inconnu, mais je n'en persistais pas moins dans

mon scepticisme et j'étais profondément inquiet en quittant mon ami. Je voyais se profiler un double désastre, à l'est comme à l'ouest.

La décision que l'on avait prise de lancer une offensive générale sur le front de France entraînait une disette de munitions et de renforts en hommes pour l'armée des Dardanelles, ou à tout le moins un régime plus sévère. Il fallut certes y dépêcher des détachements considérables rien que pour permettre aux unités de Sir Ian Hamilton de continuer la campagne, mais ces effectifs, dont l'absence dans d'autres zones d'opérations se faisait cruellement sentir, restaient tout de même trop faibles pour avoir la moindre utilité à Gallipoli. Les opérations aux Dardanelles furent mises au point mort, et les Turcs se hâtèrent de compenser leurs lourdes pertes et de réorganiser leurs formations ébranlées et, dans certains cas, mises en pièces. Pendant ce temps-là, la maladie et le découragement exerçaient des ravages dans notre armée. L'amertume d'avoir vu la fatalité lui faire manquer la victoire totale de si peu, l'impression que la mère patrie ne la soutenait que mollement, les incertitudes sur les intentions futures du gouvernement, la pénurie de munitions, la menace de l'hiver qui arrivait, les très sévères privations endurées par les officiers et les hommes : tout cela soumettait l'armée des Dardanelles à une affligeante torture. Les nombreux et puissants adversaires de cette entreprise, les partisans de l'évacuation, les apôtres de propositions rivales, tous trouvaient là matière à étayer leurs thèses. Au milieu de conditions aussi déprimantes, l'endurance courageuse des troupes britanniques, l'ardeur indomptable des Anzacs permirent seules à l'armée de conserver une attitude ferme et de sauver par la suite son existence même.

Mais il se produisit alors un incident très curieux, qui augmenta beaucoup l'embarras du gouvernement britannique. La puissance politique du général Sarrail[7], son influence, reposaient sur des bases

qu'il n'était facile à l'époque ni d'expliquer, ni de définir avec précision. Cet officier, après s'être vu retirer par le général Joffre, en juillet, le commandement qu'il exerçait à Verdun, où il s'était distingué, avait réussi, grâce à de fortes protections politiques, à se faire nommer chef des troupes françaises en Orient, comme successeur du général Gouraud, qui avait été gravement blessé. On peut discuter de ses succès militaires, mais son irréligion ne faisait aucun doute. Il semblait exister dans les cercles gouvernementaux français une sorte d'accord tacite pour lui confier un rôle indépendant et important en Orient, où il aurait la possibilité de conquérir les lauriers dont les généraux anticléricaux devaient, selon la volonté des milieux radicaux-socialistes, avoir leur part. On peut juger de notre surprise lorsque, le 1er septembre, au milieu des préparatifs accomplis en vue d'une bataille suprême en France, et alors que notre propre armée des Dardanelles n'obtenait plus que le strict minimum des renforts et des munitions dont elle avait besoin, l'Amirauté reçut soudain, par l'intermédiaire de l'attaché naval français, la demande d'aider le ministère de la Marine à expédier de Marseille 4 nouvelles divisions françaises à destination des Dardanelles ! On nous avisa alors que le gouvernement français avait décidé de constituer une armée d'Orient de 6 divisions, détachée des autres, qui, sous les ordres du général Sarrail, débarquerait au cours du mois d'octobre sur la rive asiatique des Dardanelles, avant de pousser sur les forts de Tchanak en liaison avec la reprise de nos offensives dans la presqu'île de Gallipoli. On nous demandait de prendre des dispositions pour relever les 2 divisions françaises qui opéraient au cap Hellès, afin de constituer l'armée chargée de cette nouvelle campagne en les ajoutant aux 4 divisions amenées de France. Il apparut alors, pour un temps, que ce qu'il était impossible d'obtenir en faisant valoir les arguments les plus irréfutables inspirés par la raison, l'audace, le sens du devoir, on allait le réaliser sans peine grâce à l'entregent des milieux politiques français.

Pour une fois, les difficultés terribles qui assombrissaient nos réunions furent dissipées par l'aube d'une ère nouvelle qui s'annonçait. Nous nous empressâmes d'accepter la proposition française. Sur-le-champ, Lord Kitchener promit les deux divisions qui devaient relever les troupes françaises au cap Hellès. M. Balfour se mit immédiatement en devoir de réunir les transports nécessaires. M. Bonar Law joignit ses instances aux miennes pour que l'on envoyât des forces britanniques encore plus considérables « pour bien faire les choses ». Hélas pour les ministres britanniques ! Ils avaient une claire vision de la vérité. Ce n'est pas par erreur de jugement qu'ils échouèrent, mais bien par manque d'énergie et de volonté. En des heures pareilles, le royaume des cieux ne se peut conquérir que si on le prend d'assaut.

Mais, à ce moment-là, une question se posa : comment se faisait-il que le général Joffre eût donné son consentement ? En allant aux informations, on sut qu'il l'avait donné à certaines conditions. Sa propre situation n'était pas assez assurée pour lui permettre de rester indifférent aux pressions exercées par l'aile gauche politique. Il avait été forcé de manœuvrer. Il avait posé comme conditions que les divisions à envoyer en renfort aux Dardanelles ne quitteraient pas le sol français avant le début du choc principal de la bataille qu'il préparait, et tant qu'on ne saurait pas si les résultats en seraient, oui ou non, décisifs. À Calais, le 11 septembre, Lord Kitchener le questionna avec insistance. Combien de temps lui faudrait-il pour savoir à quoi s'en tenir ? Il répondit qu'il serait fixé dans un sens ou dans l'autre à la fin de la première semaine de bataille. Si, à ce moment-là, il devenait évident qu'on n'était pas parvenu à forcer les Allemands à battre en retraite sur tout le front de l'Ouest – ce qui absorberait tous les hommes disponibles pour les poursuivre –, les troupes désignées pour les Dardanelles deviendraient libres. On retint le 10 octobre comme date d'embarquement des premières divisions. On remarqua toutefois que le

général Sarrail, au lieu de partir en hâte pour les Dardanelles, ainsi que Lord Kitchener l'en pressait, afin d'étudier la situation sur place et de parachever ses plans, préféra rester à Paris pour s'occuper de questions assurément importantes.

Le 20 septembre, une accablante nouvelle parvint à Londres : la Bulgarie était sur le point de mobiliser, et selon toute vraisemblance elle avait fait cause commune sans ambiguïté avec les Puissances centrales. Le lendemain, le Premier ministre de Bulgarie déclarait à ses amis politiques que la cause des Alliés était perdue, que la Bulgarie ne devait pas lier son sort à celui des vaincus, que la Quadruple-Alliance n'avait fait à la Bulgarie que de vagues propositions au sujet de l'occupation de la zone non contestée de Macédoine *après* la guerre et que, si la Bulgarie entrait en guerre, elle était assurée de la neutralité de la Roumanie. Le 22, à minuit, les Turcs signaient un accord avec les Bulgares, à qui ils cédaient le chemin de fer de Dedeagatch[8] ; le même jour, la Serbie alarmée signalait un accroissement des mouvements de troupes austro-allemandes en direction de ses frontières septentrionales. L'offensive lancée vers le sud, que l'on redoutait depuis longtemps, était sur le point de commencer.

Il faut noter que, tandis que la Bulgarie avait attendu avec patience le résultat de la bataille de la baie de Souvla pour perfidement sauter le pas, ses gouvernants n'avaient pas hésité à contracter des engagements à la veille de la bataille bien plus importante que l'on savait près de commencer sur le sol français. Les Allemands n'avaient pas manqué de remarquer l'artillerie et les troupes que l'on massait en Artois et en Champagne et, en fait, ils avaient pris toutes les mesures propres à parer le choc. Et la confiance qu'ils avaient dans le résultat de la bataille, l'État-Major général bulgare la partageait.

Le 26 septembre, au lever du jour, la grande bataille de l'Ouest commença. Elle comprenait une offensive complémentaire menée par une trentaine de divisions anglaises et françaises à Loos et une offensive principale en Champagne, avec 40 divisions françaises. Sir John French, afin de combiner son mouvement avec celui des Français, avait été contraint malgré lui d'accepter une zone d'offensive qui ne lui paraissait pas judicieusement choisie. Mais, ayant consenti à se conformer aux plans du général Joffre, il agit avec sa résolution ordinaire. Depuis cette époque, on a décrit l'attaque des Français en Champagne comme une application de la « méthode illimitée » : on lançait les armées droit en avant et elles devaient avancer aussi loin que possible « dans la nature », en ayant bon espoir qu'elles s'empareraient non seulement des premières défenses qui avaient été soumises au bombardement, mais encore de toutes les positions et fortifications intactes qu'elles rencontreraient vraisemblablement à l'arrière. L'état-major se faisait une idée si absurdement fausse des choses que l'on avait mis en place de grandes forces de cavalerie destinées à parachever la victoire rapidement. Au signal fatidique, ces vaillantes armées s'élancèrent dans l'ouragan de feu. L'ardeur des fantassins français se retrouva, à un degré non moindre, chez leurs camarades britanniques. L'issue, toutefois, ne fut jamais douteuse. Les supputations faites par les Allemands de la force de leurs lignes et des effectifs nécessaires pour les défendre étaient exactes et parfaitement fondées. Leur poussée contre la Russie, leurs projets contre les Balkans n'en furent aucunement retardés. Au cours de sa première semaine, l'offensive franco-anglaise réussit à grignoter du terrain en divers endroits sans intérêt stratégique, avec la capture de quelques dizaines de canons et de quelques milliers de prisonniers, au prix de pertes qui dépassaient 300 000 hommes.

L'heure où le général Joffre devait rendre leur liberté aux troupes destinées à l'Orient était maintenant venue ; mais, chose naturelle, il

n'était guère disposé à reconnaître sa défaite. L'écroulement de ses espoirs fut dissimulé par une prolongation de la lutte et le départ des divisions désignées pour les Dardanelles se trouva reporté de semaine en semaine. Pendant ce temps-là, l'hiver approchait à grands pas pour les troupes de la presqu'île, et la catastrophe des Balkans se produisit.

La mobilisation générale avait commencé le 25 septembre en Bulgarie. Ceux qui ajoutaient foi aux récits optimistes des combats en cours en France que publiaient les autorités militaires des deux côtés de la Manche ne parvenaient pas à croire que les Allemands, soumis à des attaques aussi formidables à l'ouest, tout en étendant leurs vastes opérations à l'est, pourraient réunir les effectifs nécessaires à une armée nouvelle chargée de conquérir la Serbie, et ils restèrent donc incrédules jusqu'au dernier moment. Pendant les troisième et quatrième semaines de septembre, il devint tout à fait évident que les Austro-Allemands concentraient des forces considérables au nord du Danube. Le 4 octobre, notre service de renseignements signala la présence de Mackensen à Temesvar[9]. Nos vigoureux efforts de dernière minute pour arrêter les Bulgares, où l'on épuisa toute la gamme des promesses et des menaces, furent accueillis par une impassibilité butée, et la mobilisation des armées bulgares continua de plus belle. Le roi Ferdinand poursuivit son action politique, à la fois périlleuse et mûrement réfléchie, avec une précision toute mécanique. Une discipline de fer fut imposée aux paysans mobilisés et une répression impitoyable réduisit les forces parlementaires au silence. La Serbie, déraisonnable jusqu'au bout, se prépara à subir son destin fatal en adressant de véhéments appels à ses alliés et en faisant preuve, sur le champ de bataille, d'un héroïsme indomptable.

Il convient maintenant d'étudier les répercussions de ces événements. La seule puissance à même de venir à l'aide de la Serbie avant qu'il ne fût trop tard était la Grèce. Aussi les Alliés, par une action concentrée et

énergique, tentèrent-ils enfin d'obtenir l'entrée de la Grèce dans la guerre générale. À deux reprises, elle s'était mise à leur disposition. Chaque fois, elle avait subi une rebuffade. Et maintenant, c'étaient les Alliés les demandeurs. Un traité obligeait la Grèce à venir au secours de la Serbie si elle était attaquée par la Bulgarie. Le roi Constantin, avec le soutien du peuple grec, déclara que ce traité ne s'appliquait pas à une guerre dans laquelle la Serbie se trouvait attaquée non seulement par la Bulgarie, mais aussi par une grande puissance. La Serbie invoqua les stipulations du traité, réclama l'aide de la Grèce, et demanda aussi aux Alliés de lui envoyer 150 000 hommes. M. Venizélos, redevenu Premier ministre et à la tête d'une majorité parlementaire fraîchement élue, pressa les Alliés d'envoyer des troupes à Salonique pour permettre ainsi à la Grèce d'entrer en guerre conformément aux obligations que l'honneur lui imposait. En l'occurrence, comme mesure militaire destinée à donner une aide directe à la Serbie, le débarquement de forces alliées à Salonique n'avait aucun sens. Il était certain que les armées ennemies qui se concentraient sur les frontières orientales et septentrionales de la Serbie envahiraient l'ensemble du pays avant toute arrivée possible d'aide effective venue de l'extérieur, sauf de Grèce. Mais comme geste politique destiné à encourager la Grèce et à influer sur ses décisions, l'envoi de troupes alliées à Salonique se justifiait. Mais une question se posait : où prendrait-on ces troupes ? Évidemment aux Dardanelles et seulement aux Dardanelles. C'est ainsi que, dans les derniers jours de septembre, l'armée si durement éprouvée de Sir Ian Hamilton se vit enlever deux divisions, une française et une britannique : c'était tout ce que l'on pouvait prélever sur ses effectifs et tout ce qui pouvait arriver à temps à Salonique.

Le lecteur qui possède un juste sentiment des valeurs en jeu dans cette question ne sera pas surpris d'apprendre que cet envoi de troupes en provenance des Dardanelles produisit l'effet diamétralement opposé à

celui que l'on cherchait à obtenir. Le roi Constantin avait été élevé en soldat. Il s'était livré à une étude minutieuse de la situation stratégique de son pays et il se considérait comme une autorité en la matière. Pour gagner son cœur, il aurait fallu lui présenter un plan de guerre fondé sur des bases solides, ce que les Alliés ne surent jamais faire. Quand il apprit que l'aide des Alliés devait se produire sous la forme du retrait de deux divisions des Dardanelles, il se dit tout naturellement que l'expédition allait être abandonnée. Il se représenta que, s'il entrait en guerre, il aurait bientôt sur les bras non seulement les Bulgares, mais la masse principale de l'armée turque, alors immobilisée dans la presqu'île de Gallipoli. Il discerna dans les mesures prises par les Britanniques et les Français l'aveu évident de l'échec prochain de l'opération principale dont le développement, tout au long de l'année, avait dominé la situation militaire à l'est. Il s'avéra impossible de chasser ces inquiétudes de l'esprit du roi, et ajoutées à ses sympathies pro-allemandes, elles eurent un effet décisif. « Sa Majesté, rapportait Sir Francis Elliot le 6 octobre, a été perturbée en voyant que l'on avait amené des troupes des Dardanelles à Salonique. Elle a cru que cela marquait le début de l'abandon de l'expédition, ce qui allait permettre à l'armée turque ainsi libérée de partir prêter main-forte aux Bulgares. »

Tandis que les troupes s'acheminaient vers Salonique et que la marine britannique posait des filets protecteurs autour du port pour le protéger des sous-marins, le roi Constantin écartait M. Venizélos, qui les avait conviées. Les Alliés se trouvaient donc en face d'une Grèce germanophile, résolue à répudier les obligations qu'elle avait contractées par traité à l'égard de la Serbie. L'expédition à Salonique n'avait donc plus d'objet. Mais les personnages influents qui l'avaient soutenue, en France comme en Angleterre, étaient bien déterminés à persévérer. Les malheurs de la Serbie, qui luttait désespérément contre des forces supérieures, ainsi que la honte et le chagrin de voir ce petit État allié

foulé aux pieds, se conjuguaient à l'aversion et à la lassitude qui entouraient l'expédition des Dardanelles pour constituer un courant d'opinion irrésistible. Je continuais, pour ma part, à identifier les Dardanelles comme la clef du problème et à préconiser une offensive navale pour forcer le passage des Détroits comme étant la seule chance d'influer sur les choix des Bulgares et d'empêcher la destruction de la Serbie. Jusqu'au dernier moment, l'arrivée d'une flotte britannique dans la mer de Marmara aurait peut-être pu transformer la situation. Les Bulgares, ayant mobilisé contre un camp, auraient peut-être pu au contraire le rejoindre. Le 6 octobre, je fis une dernière tentative auprès de M. Balfour.

M. Churchill à M. Balfour
Le 6 octobre 1915

Je ne peux m'empêcher de revenir sur la question d'une nouvelle attaque navale contre la passe de Tchanak. Il ne faut pas que vous perdiez de vue le fait suivant : l'amiral de Robeck a une opinion bien arrêtée sur ce point et son hostilité au projet est le résultat des événements qui se sont produits. Sa résolution et son courage, qui sont par ailleurs incontestables, subissent ici l'influence de la ligne de conduite qu'il a adoptée dès le début. S'il avait prévu, après le 18 mars, les événements terribles qui ont suivi et l'énorme développement des opérations militaires, on ne peut pas croire qu'il n'eût pas renouvelé cette attaque. Mais, à ce moment-là, on s'attendait à des pertes de 4 000 ou 5 000 hommes au plus et l'on comptait sur une victoire rapide. Depuis cette époque, il est probable que 150 000 hommes de troupes français et britanniques ont été tués ou blessés dans la péninsule. L'amiral se trouve donc dans une situation fort délicate. Une offensive navale, certes, comporte de grands

> risques. Si elle échoue, nous subissons de lourdes pertes : si elle réussit, on le taxera d'imbécillité. N'est-il point naturel que, dans ces conditions, son hostilité au projet soit profondément enracinée en lui ?
>
> Je remarque les plaintes qu'il formule à l'égard des corvettes, qui gouvernent mal, dit-il. S'il en est ainsi, il faut se servir de cuirassés. On pourrait les protéger contre les attaques sous-marines par des procédés variés. Quand nous n'aurions que quelques navires dans la mer de Marmara, leur présence isolerait complètement l'armée turque de ses bases et tous nos embarras s'en trouveraient dissipés. Je pense que, depuis plusieurs mois, nous nous trouvons dans la situation de ce prisonnier espagnol qui se morfondit pendant vingt ans au fond d'un cachot, jusqu'au jour où, un beau matin, l'idée lui vint de pousser la porte qui, pendant tout ce temps-là, était restée ouverte.

Cependant, M. Balfour, qui eût été tout prêt à assumer la responsabilité suprême de l'entreprise si l'amiral de Robeck et le Premier lord naval, Sir Henry Jackson[10], avaient été disposés à en tenter l'exécution, ne se jugeait pas autorisé à passer outre à leurs avis ou à les remplacer. Il ne restait donc plus qu'à attendre la catastrophe.

Le Cabinet ne se résignait pas à accepter plus longtemps une situation aussi désespérée et il semblait que le gouvernement français fût en proie aux mêmes angoisses. Un désir très vif d'envoyer des troupes au plus vite au secours de la Serbie se fit jour. Il était vain d'expliquer qu'il leur serait impossible d'arriver avant qu'il ne fût trop tard. Le 6 octobre, après des discussions passionnées et confuses, le Cabinet décida de soumettre cette situation embrouillée à l'examen conjoint des états-majors de l'armée et de la marine. La grande question – « Que faire ? » – fut donc posée aux experts navals et militaires réunis ensemble sous la

direction du chef de l'État-Major général impérial et du Premier lord naval. Ces officiers consacrèrent les journées entières du samedi et du dimanche à l'élaboration de leur rapport. Le lundi 9 octobre, les ministres reçurent communication de ce remarquable document. L'État-Major général, en plein accord avec le Grand Quartier général de l'armée qui combattait en France, et également avec la quasi-totalité de l'opinion militaire orthodoxe, émettait l'avis qu'il fallait concentrer tous les efforts sur la prolongation de la bataille de Loos, dont, pensait-on, l'on pouvait attendre des résultats décisifs. Sur ce point, ils avaient tort, comme l'ont démontré les événements non seulement de 1915, mais aussi de 1916 et de 1917. Bien que l'armée britannique eût poursuivi ses opérations en se battant jusqu'à ses dernières cartouches, non seulement elle ne parvint pas à percer les lignes allemandes, mais une proportion très grande de ses gains initiaux lui fut ravie par la suite, au cours de contre-attaques. Si Sir Douglas Haig[11], en faisant l'énorme consommation de munitions et de vies humaines qui a caractérisé les batailles de la Somme en 1916 et de Passchendaele en 1917, fut incapable d'obtenir des résultats décisifs, que pouvait donc espérer Sir John French avec les maigres ressources qu'il avait à sa disposition pour son attaque de 1915 ? L'opinion militaire la plus autorisée et la plus orthodoxe avait, à cette époque, si bien perdu tout contact avec la réalité que l'État-Major général envisageait encore l'irruption d'une masse de cavalerie à travers les lignes allemandes. Ce qu'aurait fait la cavalerie si elle avait réussi à passer, personne ne l'expliquait.

Mais, passant de la question de l'offensive en France aux problèmes spécifiques soulevés par la situation en Orient, l'État-Major général de l'armée et celui de l'Amirauté se prononçaient sans ambiguïté contre l'expédition de Salonique et en faveur de la poursuite des opérations engagées aux Dardanelles. Les partisans de Salonique étaient ceux-là mêmes qui avaient insisté avec le plus d'énergie pour que l'on soumît les

questions en litige au jugement tranchant et indépendant des experts militaires et navals. Mais ils se refusaient absolument à accepter le verdict du tribunal auquel ils avaient fait appel.

Lorsque ces questions furent soumises le 9 octobre au soir à l'examen du Comité de la guerre, qui avait été élargi aux personnalités qui soutenaient les deux thèses opposées, il apparut qu'à l'évidence aucune entente n'était possible entre les partisans de Salonique et ceux des Dardanelles. En revanche, tous tombaient d'accord pour dire qu'il fallait envoyer de grands renforts sur le théâtre oriental de la guerre dans le plus bref délai. Comme ces mouvements de troupes prendraient nécessairement plusieurs semaines, et que l'on pouvait avancer, non sans quelque vraisemblance, qu'un accord serait trouvé d'ici là au vu de l'évolution de la situation dans l'intervalle, il fut finalement décidé de retirer 6 divisions du front de France pour les envoyer en Égypte, en remettant à plus tard la question de leur destination ultérieure. Le Premier ministre se sentit lui-même obligé d'accepter cet arrangement. Mon opinion est que, du début à la fin, il resta fermement attaché à son intention de persévérer dans l'œuvre entreprise aux Dardanelles et qu'il fit usage de toutes les ressources qu'offrent la patience et le tact pour conduire et entraîner l'opinion dans ce sens et pour imposer dès que possible les décisions nécessaires. Une méthode moins conciliante aurait probablement conduit à la rupture au sein du Gouvernement. J'étais profondément convaincu alors, et je le suis encore aujourd'hui, qu'il aurait mieux valu aller à la rupture et laisser l'un ou l'autre des camps mettre en pratique ses conceptions dans leur intégralité, plutôt que de conserver ce que l'on appelait « l'unité nationale » au prix de la paralysie de l'exécutif. Mais nous aurions encore eu à régler les difficultés avec les Français.

Le gouvernement français avait désormais tranché en faveur de l'expédition de Salonique. Il déclara son intention d'envoyer l'armée du

général Sarrail à Salonique au lieu des Dardanelles et il nous incitait vivement à lui apporter tout le soutien possible. Par conséquent, de nouvelles querelles apparurent au sein du Cabinet lorsque certains proposèrent de détourner vers Salonique les troupes qui avaient reçu l'ordre de se rendre en Égypte, ce qui conduirait à l'abandon de toute autre entreprise d'envergure visant à l'ouverture des Détroits. On eut de nouveau recours à l'autorité militaire ; l'État-Major général, dans un rapport dont chaque mot fut justifié par les événements qui suivirent, démontra qu'il n'existait aucune possibilité de sauver les Serbes et que l'expédition de Salonique entraînait une dispersion et un gaspillage des troupes aussi dangereux que vains. S'appuyant sur l'avis catégorique de toutes les autorités navales et militaires, le Cabinet refusa d'accepter les propositions françaises, en insistant pour que les divisions britanniques de renfort fussent expédiées, comme il avait été convenu, en Égypte, où elles seraient pourvues de leurs équipements semi-tropicaux. Là-dessus, le gouvernement français envoya le général Joffre en Angleterre. Après sa défaite en Champagne, il n'était plus en mesure de résister aux idées en vogue dans son gouvernement, et il n'était peut-être pas non plus très désireux de conserver le général Sarrail à Paris. Il vint donc à Londres et, en l'absence du Premier ministre, immobilisé quelques jours par la maladie, il eut une entrevue avec les principaux membres du Cabinet. Je fus tenu à l'écart de cette conférence, sans doute parce qu'on savait que je m'y montrerais intraitable. La conférence terminée, le Cabinet fut informé que le général Joffre avait mis toute l'autorité qu'il possédait en matière militaire dans la balance pour expliquer que l'expédition de Salonique était à la fois nécessaire et réalisable, et qu'il avait menacé de renoncer au commandement des armées françaises si les Britanniques ne lui accordaient pas leur soutien plein et entier. En dépit de la résistance énergique de l'État-Major général britannique, et au mépris le plus flagrant de son avis, le Cabinet céda devant cette scandaleuse menace.

L'action politique du gouvernement britannique, bien qu'elle fût dans l'erreur et qu'elle arrivât trop tardivement, ne fut point dépourvue de grandeur. Le 12 octobre, la déclaration que voici fut adressée en même temps à la Roumanie et à la Grèce :

> Seule une déclaration de guerre immédiate aux Austro-Allemands et à la Bulgarie de la part de la Roumanie et de la Grèce peut fournir une aide véritable à la Serbie. Dans ce cas, le gouvernement britannique serait prêt à signer sur-le-champ une convention militaire avec la Roumanie, aux termes de laquelle la Grande-Bretagne prendrait l'engagement de mettre en ligne dans les Balkans, sans compter les forces qui se trouvent en ce moment à Gallipoli, une armée d'au moins 200 000 hommes. Si les Français, comme ils en manifestent l'intention, expédient aussi des forces, l'effectif de leurs troupes entrerait dans le total ci-dessus. Dans le cas contraire, le gouvernement britannique garantirait à lui seul l'envoi du nombre d'hommes indiqué.
>
> Cette armée comprendrait quelques-unes de nos divisions les meilleures et les plus aguerries ; elles resteront en campagne et combattront en faveur de nos alliés jusqu'à ce que l'objectif soit atteint. Le transport de ces troupes commencera aussitôt que des moyens de transport seront à notre disposition et se maintiendra ensuite à une cadence ininterrompue. Nous estimons que 150 000 hommes seront rendus à pied d'œuvre vers la fin de novembre et que le total de 200 000 sera atteint à la fin de l'année.
>
> La convention militaire indiquera avec précision les dates d'arrivée des divers éléments de cette armée. Nous adressons la même proposition à la Grèce et, si la Roumanie est disposée à

> agir tout de suite, nous sommerons la Grèce de remplir les obligations qu'elle a contractées à l'égard de la Serbie par traité.

Une telle énergie, si elle s'était manifestée trois mois plus tôt, aurait empêché les désastres dont l'imminence suscitait ce sursaut. Une pareille armée opérant en août ou en septembre, soit dans la presqu'île de Gallipoli, soit sur la rive d'Asie, aurait écrasé les Turcs déjà à bout de force, et elle aurait transformé la défaite en une victoire qui eût englobé l'Orient tout entier. Mais, à ce moment-là, ces offres considérables, n'étant plus inspirées par une vision d'avenir, mais dictées au contraire par la pression des événements présents, tombèrent dans l'oreille d'un sourd. Ni la Roumanie ni la Grèce n'était disposée à bouger d'un pouce.

Au milieu de toutes ces angoisses, Sir Edward Carson[12] donna sa démission parce que l'on n'avait pas réussi à secourir la Serbie et M. Delcassé[13] fit de même parce que l'on avait essayé.

Le 9 octobre, l'ouragan dévastateur s'abattit sur les Balkans, et Mackensen, traversant le Danube avec 9 divisions allemandes et autrichiennes, entra dans Belgrade par le nord. Deux jours plus tard, les Bulgares envahissaient la Serbie par l'est. Cette double offensive convergente s'avéra irrésistible. Üsküb[14] fut occupée le 22 octobre et Nich le 2 novembre. Un mois plus tard, c'était la prise de Monastir, et à la mi-décembre, l'armée serbe était détruite ou entièrement chassée du territoire serbe.

La poursuite menée par les Bulgares sans relâche et sans merci soumit les troupes serbes qui battaient en retraite et la population civile aux pires horreurs de la guerre et de l'hiver. C'est par dizaines de milliers que périrent des populations désarmées, et le pays tout entier fut ravagé et réduit à l'asservissement le plus complet. Pendant ce temps, de grandes forces franco-anglaises commençaient à s'accumuler à

Salonique, spectatrices impuissantes de ces événements, l'armée alliée qui occupait la presqu'île de Gallipoli, abandonnée à son sort, dépérissait sur place, et la Flotte britannique des Dardanelles demeurait immobile.

---

1. Ferdinand I[er], tsar des Bulgares. Voir volume I, p. 372-373.

2. Constantin I[er], roi des Hellènes. Voir volume I, p. 259.

3. Connu également sous le nom de Demetriu Ionescu. Homme politique centriste et diplomate roumain (1858-1922).

4. Alexandre Stambolijski (1879-1923). Homme politique bulgare, opposant pacifiste pendant la Grande Guerre et condamné à la prison à perpétuité en décembre 1915. Premier ministre de Bulgarie d'octobre 1919 à juin 1923.

5. Elefthérios Venizélos (1864-1936). Premier ministre de Grèce d'octobre 1910 à mars 1915, d'août à octobre 1915, puis de juin 1917 à novembre 1920. Voir volume I, p. 368-370.

6. Nom allemand de la ville appelée Lviv en ukrainien (son statut actuel), Lwów en polonais et Lvov en russe.

7. Le général Sarrail (1856-1929) était un franc-maçon très actif.

8. Alors port de Turquie d'Europe, sur la mer de Thrace. Depuis 1920, Alexandroupoli, en Grèce.

9. Alors en Hongrie (Empire austro-hongrois). Depuis 1918, Timisoara, en Roumanie.

10. Sir Henry Jackson (1855-1929), amiral de la Flotte. Premier lord naval de mai 1915 à décembre 1916. Voir volume I, p. 624.

11. Douglas Haig, 1[er] comte Haig de Bemersyde (1861-1928). Nommé commandant en chef du corps expéditionnaire britannique le 10 décembre 1915 en remplacement du maréchal French.

12. Edward Henry Carson, baron Carson (1854-1935), homme politique unioniste, leader de la *Irish Unionist Alliance* puis du *Ulster Unionist Party* de 1910 à 1921. Il était *Attorney-General* (ministre de la Justice) depuis mai 1915 quand il démissionna le 19 octobre. Il revint au gouvernement comme Premier lord de l'Amirauté en décembre 1916, pour être nommé ministre sans portefeuille en juillet 1917. Voir également volume I, p. 166.

13. Théophile Delcassé (1852-1923). Homme politique radical. Ministre des Affaires étrangères de 1898 à 1905, il sera l'un des principaux artisans de l'Entente cordiale scellée en 1904. Il occupa de nouveau ces fonctions du 26 août au 13 octobre 1915.

14. Nom turc de la ville jusqu'en 1912, où elle devint serbe sous son nom actuel de Skopje.

CHAPITRE V

L'ABANDON DES DARDANELLES

Les événements relatés dans le chapitre précédent conduisirent directement à l'abandon de l'expédition des Dardanelles. Tout d'abord, il semblait que l'ouverture de communications directes entre l'Allemagne et la Turquie offrait aux Turcs la perspective d'une abondance d'approvisionnements en tout genre, particulièrement en artillerie lourde et en munitions. Nos troupes occupaient des positions qui ne permettaient aucun recul sur la péninsule, et elles étaient menacées de bombardements considérablement plus intenses. En second lieu, l'expédition de Salonique ne pouvait que se poser en sérieuse rivale pour celle des Dardanelles, en occasionnant des prélèvements sur les effectifs d'une armée aux abois, tout en interceptant et en détournant les renforts et le ravitaillement. Beaucoup redoutaient l'échec à brève échéance, voire un désastre complet. Notre ligne de conduite politique divergeait de plus en plus de la conception que je m'étais faite de la manière dont il fallait mener la guerre. C'est seulement la crainte de voir un massacre sur les plages et de perdre une grande partie de l'armée qui retarda pour un temps l'évacuation de Gallipoli et l'abandon de cette entreprise. En

manière de mesure préliminaire, le 11 octobre, Lord Kitchener envoya la dépêche suivante à Sir Ian Hamilton :

> À combien estimez-vous les pertes que subiraient nos troupes si la décision était prise d'évacuer la presqu'île de Gallipoli et si l'opération était exécutée avec le plus grand soin ? On n'a adopté encore aucune résolution sur ce point, mais j'éprouve le besoin de connaître votre avis sur la question. Dans votre réponse, vous n'avez pas besoin de vous préoccuper du danger qui pourrait en résulter pour l'empire dans l'avenir[1].

Sir Ian Hamilton, qui avait déjà déclaré que l'évacuation était une chose « inconcevable », répondit le 12 :

> Il serait sage de ne pas compter pouvoir se retirer de Gallipoli avec des pertes inférieures à la moitié de l'effectif total. On y laisserait aussi des canons dont il faudrait faire usage jusqu'au dernier moment, des réserves d'intendance, du matériel de chemin de fer, des chevaux… Peut-être, avec beaucoup de chance, nos pertes seraient-elles très inférieures à mes prévisions.

Le 14 octobre, la décision fut prise de rappeler Sir Ian Hamilton et d'envoyer à sa place le général Monro, qui avait déjà commandé une armée en France[2] et qui était tout imprégné des conceptions qui régnaient sur le front de l'Ouest. Il appartenait à cette école dont la doctrine dominante en matière de stratégie au cours de la Grande Guerre était de « tuer des Allemands ». Tout ce qui tuait des Allemands était bon à prendre. Tout ce qui ne tuait pas d'Allemands était sans intérêt, même si cela permettait à d'autres gens d'en tuer et d'en tuer

davantage ou encore mettait fin au pouvoir des Allemands de nous tuer nous-mêmes. Pour de tels esprits, la prise de Constantinople était un vain triomphe, et l'élimination de la Turquie comme objectif militairement important ou le ralliement des États balkaniques à la cause des Alliés n'était que de la politique, que tout soldat a le devoir de traiter avec le mépris qui s'impose. Les idées bien spéciales du général Monro, le Cabinet les ignorait. Ses instructions, d'autre part, avaient un caractère purement militaire. Il lui incombait de dire s'il fallait évacuer la presqu'île de Gallipoli ou faire une nouvelle tentative pour s'en emparer. On lui demandait, en outre, d'indiquer les effectifs nécessaires : 1° pour occuper la péninsule ; 2° pour maintenir les Détroits ouverts ; 3° pour prendre Constantinople. On ne faisait aucune allusion au rôle que pourrait jouer la Flotte dans cette opération essentiellement amphibie. Des masses importantes de troupes étaient alors en route pour se rendre de France en Orient, et la question de leur utilisation restait entièrement en suspens. Dans ces circonstances, on attendait le rapport du général Monro avec la plus grande impatience.

On n'eut d'ailleurs pas à attendre longtemps. Le général Monro était un officier qui ne laissait pas traîner les choses. Il est venu, il a vu, il s'est avoué vaincu. Il arriva aux Dardanelles le 28 octobre et, dès le 29, entre son état-major et lui, il n'était question que d'évacuation. Le 30, il débarqua dans la péninsule. Sans quitter les plages, il n'eut besoin que de six heures pour se mettre au courant de l'état des choses sur le front des Anzacs, de Souvla et d'Hellès, qui se déployait sur plus de 20 kilomètres, et en chacun de ces points, il se borna à adresser quelques paroles décourageantes aux principaux officiers. Les commandants de division furent convoqués pour le rencontrer aux quartiers généraux de leurs corps d'armée respectifs, et il leur posa chacun à tour de rôle une question qui disait en substance : « À supposer que vous ne receviez plus d'effectifs supplémentaires, pourrez-vous vous maintenir sur vos

positions malgré l'arrivée de gros renforts ennemis, accompagnés d'artillerie lourde et de livraisons illimitées de munitions allemandes ? » Il recueillit ainsi un certain nombre de réponses douteuses, avec lesquelles il revint à Imbros. Il ne remit jamais le pied dans la péninsule pendant toute la durée de son commandement. Son chef d'état-major, chaud partisan lui aussi de l'évacuation, n'y débarqua pour sa part jamais. Le 31 octobre, le général Monro envoya le télégramme par lequel il conseillait l'évacuation totale de la presqu'île de Gallipoli et l'abandon définitif de l'expédition. Suivant ses propres déclarations, il envisageait, outre l'échec complet de toute cette entreprise, une perte s'élevant à 30 ou 40 % des effectifs, c'est-à-dire à environ 40 000 officiers et soldats, ce qu'il était disposé à accepter. Le surlendemain, il partait pour l'Égypte, confiant temporairement le commandement de l'armée des Dardanelles au général Birdwood.

La dépêche du général Monro sur l'évacuation frappa Lord Kitchener comme un coup de tonnerre. Sous le choc, à ce moment-là, il se redressa en déployant toute la force qui était en lui quand il incarnait l'âme indomptable de notre nation.

Lord Kitchener à général Birdwood
3 novembre 1915

Très confidentiel.
Vous connaissez le rapport envoyé par Monro. Je vais aller vous voir ; partirai demain soir. J'ai causé avec le capitaine [*sic*] Keyes et je suis convaincu que l'Amirauté acceptera de faire une tentative par mer pour forcer le passage des Détroits. Nous devons faire notre possible pour l'aider, et je crois qu'aussitôt nos navires dans la mer de Marmara, il faudra nous emparer de l'isthme de Boulaïr et l'occuper de façon à ravitailler la Flotte si les Turcs résistent encore.

Recherchez avec grand soin la position la meilleure pour y effectuer un débarquement près du marais situé à la pointe du golfe de Saros, de manière à pouvoir établir une ligne en travers de l'isthme, avec des navires aux deux extrémités. En vue de nous procurer les troupes nécessaires à cette expédition, il faudrait réduire au minimum celles qui tiennent les tranchées et peut-être évacuer la position de Souvla. Nous concentrerions à Moudros les meilleures troupes de combat disponibles, y compris vos gars des Anzacs et tous ceux que je pourrais rafler en Égypte.
Il y aura probablement un changement dans le commandement de la Flotte, Wemyss étant chargé d'exécuter la partie navale du travail.
En ce qui concerne les opérations militaires, vous auriez toutes les forces sous vos ordres ; il faudra choisir avec soin vos chefs et vos troupes. Je vous conseillerais Maude, Fanshawe, Marshall, Peyton, Godley, Cox, en laissant aux autres la garde des lignes.
Je vous prie de dresser un plan d'opérations pour cette entreprise, ou pour toute autre que vous jugeriez préférable. Cette fois, il faut réussir.
Je me refuse absolument à signer l'ordre d'évacuation : à mon sens, ce serait la mesure la plus désastreuse, qui condamnerait un pourcentage élevé de nos hommes à la mort ou à la captivité.
Monro sera nommé commandant de nos forces à Salonique.

Tout cela était du vrai Kitchener. Nous retrouvons ici, dans ce télégramme flamboyant (que Boulaïr fût l'endroit propice ou non), l'homme que se représentait l'Empire britannique, l'homme en qui des millions d'autres hommes plaçaient leur confiance – caractère résolu, sûr de lui, génie créateur au cœur de lion.

Malheureusement, le lendemain il télégraphia ce qui suit :

Lord Kitchener à général Birdwood
4 novembre 1915

> J'arrive, comme prévu… Plus j'examine le problème et moins je vois la solution. Aussi vous feriez bien d'établir tranquillement et secrètement un plan quelconque pour retirer les troupes de la péninsule.

Nous pouvons maintenant mettre encore une fois à profit le privilège que nous possédons de passer dans les lignes ennemies, afin d'apprendre ce que pensaient de la situation les autorités allemandes responsables. En ce même jour du 31 octobre, où le général Monro envoyait à Lord Kitchener son télégramme en faveur de l'évacuation, l'amiral von Usedom, qui, on se le rappelle, commandait les forts des Dardanelles et toutes les défenses maritimes des Détroits, rédigeait une dépêche adressée à l'Empereur dans laquelle il traitait des événements survenus au cours du mois écoulé :

> La grande offensive que nous attendions sur le front de terre ne s'est pas produite depuis que l'avancée des ennemis, entamée lors du nouveau débarquement du 7 août, au nord du front d'Aribournou, a été arrêtée. À la fin de septembre, les indications de mouvements de troupes et de véhicules sont devenues plus nombreuses. Des renseignements qui proviennent de Salonique confirment que des troupes y sont amenées des Dardanelles. Je considère comme improbable, cependant, que l'ennemi évacue ses positions sans durs combats. Pour l'en chasser, une préparation d'artillerie très complète sera nécessaire et, pour cela, les munitions à pied d'œuvre aussi bien que celles qui pourraient nous parvenir sont insuffisantes.

Il insistait ensuite sur le dangereux affaiblissement de la défense des Détroits, dû à la diminution de l'artillerie mobile, dont certains éléments, en particulier les obusiers, avaient été retirés successivement, et qui constituait la base essentielle de son système de défense. En sus des 49 obusiers et canons mobiles avec leur approvisionnement en munitions qu'on lui avait enlevés pendant les mois de mai et de juin, il lui avait fallu céder 21 autres pièces identiques, extrêmement précieuses pour lui, d'août à septembre. À cette époque, les « défenses intermédiaires » ne comportaient plus au total que 20 pièces mobiles – obusiers et mortiers.

Cependant, le contre-amiral Keyes, chef d'état-major de l'amiral de Robeck, ne pouvait plus supporter l'état de choses qui prévalait aux Dardanelles. Il était convaincu, depuis le début, que la Flotte pouvait, à tout moment, après une préparation appropriée, forcer le passage des Dardanelles et pénétrer en force suffisante dans la mer de Marmara. Pendant l'été, l'état-major naval dressa, sous sa direction, des plans détaillés de l'opération. Ces plans désormais achevés, le contre-amiral Keyes se déclarait certain de leur réussite. Son opinion était énergiquement appuyée par le vice-amiral Wemyss. Ce dernier était, en réalité, plus ancien en grade que l'amiral de Robeck. Mais nous avons déjà expliqué[3] dans quelles circonstances il avait accepté le poste de commandant en second à la veille de l'attaque du 18 mars. Les qualités de caractère et de jugement qu'il montra pendant la guerre devaient l'élever du rang de vice-amiral à la situation de Premier lord naval. À ce poste suprême, il allait, par la suite, supporter tout le poids des quatorze derniers mois de la guerre[4]. Son opinion revêt donc, rétrospectivement, la plus haute autorité. Cependant l'amiral de Robeck n'accepta pas les arguments présentés à la fois par le chef d'état-major et le commandant en second. Aussi le contre-amiral Keyes demanda-t-il à être relevé de ses fonctions, afin de pouvoir rentrer en Angleterre pour y exposer ses plans devant le Conseil de l'Amirauté. L'amiral de Robeck, d'un geste

magnanime, le pria de conserver son poste et lui accorda une permission, avec entière liberté de faire connaître ses vues, en précisant toutefois qu'en aucun cas il ne prendrait la responsabilité d'une nouvelle tentative de percée par la mer. Le contre-amiral Keyes se rendit donc aussitôt à Londres, où il arriva le 28 octobre.

Le plan Keyes était remarquable par son audace. Il rejetait toutes les méthodes de progression graduelle qui, seules, avaient pu jusqu'alors conquérir l'approbation des autorités navales. La Flotte serait divisée en quatre escadres ; trois d'entre elles participeraient à l'attaque, tandis que la quatrième servirait de soutien à l'armée. La deuxième escadre comprenait environ 8 vieux bâtiments – cuirassés et croiseurs ; 4 très anciens cuirassés serviraient au ravitaillement ; il y aurait autant de faux cuirassés que possible et un certain nombre de navires de commerce chargés de charbon et de munitions. Tous ces navires seraient munis de pare-mines. Précédée de 4 des meilleurs dragueurs, escortée de 8 contre-torpilleurs et de 2 éclaireurs, cette deuxième escadre devait s'engager dans les Détroits un peu avant le lever du jour. Elle resterait en dehors de la zone éclairée jusqu'au moment où le jour commencerait à poindre ; elle filerait alors à toute vapeur à travers la passe. Le contre-amiral Keyes proposait de prendre lui-même le commandement de cette escadre. Il était fermement convaincu qu'avec l'aide des dragueurs perfectionnés et des pare-mines, grâce d'autre part aux engins fumigènes, à l'obscurité et à la surprise, plus de la moitié de cette escadre dépasserait Nagara. Les cuirassés survivants attaqueraient aussitôt par-derrière les forts de la passe, qui seraient entièrement exposés à leur feu.

Simultanément, dès le lever du jour, la première escadre, composée du *Lord Nelson,* de l'*Agamemnon,* de l'*Exmouth,* de 2 bâtiments du type *King Edward,* de 4 navires français, du *Glory,* du *Canopus,* de 8 sloops et de 10 contre-torpilleurs occupés au dragage des mines, attaquerait les

forts de la passe, en se postant en deçà du champ de mines de Kephez. La troisième escadre comprendrait 2 corvettes, le *Swiftsure* et cinq croiseurs ou croiseurs légers ; elle couvrirait l'armée et coopérerait, en tirant par-dessus la péninsule, à l'attaque dirigée contre les forts de la passe. Le bombardement de ces derniers par les trois escadres et le dragage des champs de mines déjà éclaircis par le passage de la deuxième escadre devaient se poursuivre sans la moindre relâche. L'état-major avait établi un mémorandum détaillé qui réglait chacune des phases de l'attaque principale, qui devait être poursuivie pendant deux et même trois jours, si c'était nécessaire, avant l'entrée finale de la première escadre dans la passe. En somme, le plan Keyes était un retour à l'ancien plan qui consistait à paralyser les forts par un bombardement à courte distance tandis que l'on procédait au dragage des mines ; mais, en outre, cette action devait être précédée d'une irrésistible percée par surprise des plus vieux navires, qui avait pour objet de désorganiser la défense, draguer et détruire les champs de mines, et venir occuper des positions d'où il serait possible d'attaquer les forts à revers.

> L'action recommandée dans le mémorandum de l'état-major, *écrivait le contre-amiral Keyes*, conjuguée au raid préliminaire et à une offensive militaire énergique, représente, dans son ensemble, l'opinion d'un certain nombre d'officiers expérimentés qui préconisent absolument une attaque navale contre les Détroits en croyant à son succès. Si ce succès est atteint, l'armée turque de Gallipoli ne devra plus compter que sur l'isthme de Boulaïr pour recevoir son ravitaillement. Cette ligne de communication peut être harcelée jour et nuit par nos forces.

Dans sa dernière partie, le plan contenait tout le détail des mesures à prendre en vue de soutenir et ravitailler les navires qui auraient réussi à pénétrer dans la mer de Marmara et qui opéreraient contre les lignes de communication des Turcs.

Le 2 novembre, le Premier ministre reconstitua la commission des Dardanelles sous le nouveau nom de Commission de la guerre. Y siégeaient uniquement le Premier ministre, M. Balfour, Lord Kitchener, Sir Edward Grey et M. Lloyd George. M. Bonar Law fut ajouté dix jours plus tard, sous la pression des conservateurs. J'en étais exclu. On annonça que cette commission serait responsable devant le Cabinet de la direction entière de la guerre. Le 3 novembre, la nouvelle commission se réunit pour examiner la question de l'évacuation des Dardanelles. Le point de vue de Lord Kitchener ressort clairement de son télégramme au général Birdwod du même jour. Il avait, au préalable, demandé par voie télégraphique au général Monro si son opinion était partagée par les commandants de corps d'armée qui opéraient à Gallipoli. Il lui avait été répondu que le général Byng[5] était en faveur de l'évacuation et pensait que Souvla pouvait être évacuée sans grandes pertes, pourvu que la tentative eût lieu avant l'arrivée des renforts allemands ; que le général Davies, commandant à Hellès, partageait l'avis du général Monro ; mais que le général Birdwood, du secteur Anzac, était contre l'évacuation. Le général Maxwell, commandant en Égypte, avait télégraphié de sa propre initiative qu'il fallait encore tenter un effort pour continuer la lutte. L'opinion militaire était donc divisée. La commission avait aussi sous les yeux le plan du contre-amiral Keyes, approuvé par l'amiral Wemyss, sur lequel l'état-major de l'Amirauté ne s'était pas clairement prononcé. Keyes n'était encore que capitaine de vaisseau ayant rang de contre-amiral. Il avait la réputation d'être un officier plein de talent et d'audace, mais il n'avait exercé aucun commandement important ; aussi

son autorité personnelle ne pouvait-elle l'emporter sur l'opinion négative de l'amiral de Robeck. Si seulement il avait pu dès cet instant déposer sur la table du Conseil des ministres ses lettres de noblesse de Zeebrugge, avec la gloire conquise plus tard par le commandant de la patrouille de Douvres, l'histoire de la Grande Guerre en aurait sans doute été bien abrégée.

Dans ces circonstances, la nouvelle Commission de la guerre n'éprouva aucune difficulté à ajourner la date funeste où il faudrait prendre une décision. Lord Kitchener se rendit aux Dardanelles pour étudier la situation sur place afin de présenter d'autres propositions. Le secrétaire d'État à la Guerre quitta Londres le 4 novembre, paraissant très favorable au plan Keyes. En traversant Paris, il s'exprima en termes fort énergiques. Il chargea le contre-amiral Keyes d'expliquer ses plans au ministre de la Marine français, alors l'amiral Lacaze, avant de venir le rejoindre au plus vite. L'amiral Lacaze se déclara entièrement favorable au projet Keyes et promit aussitôt d'envoyer en renfort 6 cuirassés français de type ancien pour en assurer l'exécution.

Lord Kitchener arriva aux Dardanelles le 9 novembre. Après avoir inspecté lui-même les troupes et les défenses, il fut persuadé que l'armée pouvait se maintenir sur ses positions, à moins d'avoir à faire face à des renforts allemands considérables, ce qui restait une perspective lointaine. Ses entretiens avec l'amiral de Robeck l'amenèrent cependant, en l'absence du contre-amiral Keyes, à rejeter l'idée d'une nouvelle initiative navale. À la place de cette dernière, il traça les grandes lignes d'un plan de débarquement à Ayas, dans le golfe d'Alexandrette[6], ayant pour objet, d'une part, de barrer le passage à une invasion de l'Égypte par les Turcs, et, d'autre part, de masquer l'effet produit par une évacuation prochaine de Gallipoli. Ce plan ne séduisait ni l'Amirauté ni la Commission de la guerre. Ayant sur les bras les deux expéditions de Salonique et des Dardanelles, elles éprouvaient naturellement de la

répugnance à entreprendre une nouvelle tentative entièrement distincte des autres qui, si l'on mettait les choses au mieux, ne saurait conduire qu'à des résultats d'importance secondaire. Elles informèrent donc Lord Kitchener de leur désaccord en annonçant qu'elles avaient choisi de reporter la décision définitive concernant Gallipoli jusqu'à la conférence qui devait se tenir à Paris quelques jours plus tard.

Quand j'avais accepté de faire partie du nouveau ministère après avoir quitté l'Amirauté à la fin du mois de mai, j'étais inspiré par le sentiment qu'il était de mon devoir de soutenir de mon mieux l'expédition des Dardanelles et par l'espoir que je pourrais agir dans ce sens en occupant un siège à la commission des Dardanelles. C'était à cette condition seulement que j'avais cru possible d'accepter un portefeuille qui était une sinécure. Cette condition n'existait plus. Je n'étais plus en phase avec les idées qui triomphaient désormais et devant lesquelles le Premier ministre avait fini par céder. J'étais également consterné en voyant ces méthodes de gouvernement fondées sur l'indécision, dues à des manières de voir discordantes qui, à l'époque, imprégnaient la direction des opérations militaires en la paralysant. Le rejet des plans du contre-amiral Keyes et de l'amiral Wemyss me plongea dans le désespoir. J'étais convaincu que l'on avait l'intention d'évacuer Gallipoli, ce qui ne manquerait pas de se produire à la suite de ce qui venait de se passer.

Si effroyables que fussent les risques qu'entraînait cette décision, on ne pouvait l'éviter, à moins de tenter d'autres efforts, sur une grande échelle, par mer ou par terre. Il valait même mieux évacuer que de laisser l'armée moisir là-bas sans soutien ni mission bien définie. Si un Cabinet britannique ou si l'Amirauté se trouvait incapable d'assumer la responsabilité d'une tentative navale, il était encore temps de déployer de nouveaux efforts militaires. Les importantes armées nouvelles qui se

concentraient dans le Proche-Orient, en Égypte et à Salonique, auraient pu débarquer dans la baie de Besika pour avancer le long de la rive d'Asie ou bien en quelque point du golfe de Saros en vue de couper l'isthme de Boulaïr. Ces deux opérations auraient nécessité un grand nombre de petits vaisseaux supplémentaires – chalutiers, allèges, etc. –, mais on pouvait exécuter l'une ou l'autre avant que la situation de l'armée alliée occupant la presqu'île de Gallipoli ne fût devenue intenable à la suite de l'arrivée, en quantités importantes, d'artillerie et de munitions allemandes. Ni dans un cas ni dans l'autre, les Turcs ne disposeraient de réserves suffisantes pour repousser la nouvelle invasion. Et, dans les deux cas, la victoire aurait entraîné la destruction ou la capture de toute l'armée turque concentrée à Gallipoli, c'est-à-dire 20 divisions, ce qui aurait permis de libérer nos 14 divisions – élément nouveau dans la guerre. La Bulgarie avait rejoint nos ennemis ; la Serbie était envahie. Mais nous pouvions encore nous attacher la Grèce et la Roumanie. Nous pouvions toujours nous emparer de Constantinople et rétablir les communications avec la Russie, ce qui eût éliminé les Turcs de l'Europe, voire même de la guerre.

Mais il n'aurait servi à rien de prôner une telle politique, à rebours du climat d'opinion qui régnait alors, quand bien même on m'eût accordé un siège à la Commission de la guerre. Il valait mieux donner leur chance à d'autres plans, reflétant les conceptions stratégiques et politiques qui prédominaient alors, et en confier l'application dans leur intégralité à ceux qui croyaient en leur réussite. J'étais trop bien informé, j'avais un sens trop aigu des choses pour pouvoir accepter la responsabilité, en tant que ministre, de ce que je jugeais être une conception entièrement erronée de la guerre. Aussi, au milieu de novembre, demandai-je la permission de me retirer du Gouvernement.

Il était, à cette époque, impossible de discuter au Parlement aucune des questions graves et inquiétantes que ces pages exposent. Je

n'éprouvais que des sentiments très amicaux, personnellement, à l'égard de mes collègues et du Premier ministre, et je n'aurais pas voulu prononcer une seule parole qui fût susceptible de multiplier leurs difficultés ou celles de l'État. Je me bornai à motiver ma décision par le désir d'abandonner une sinécure bien rétribuée que je me sentais incapable d'occuper plus longtemps dans ces tristes circonstances.

Je me suis appliqué à montrer ce que fut, à mon avis, l'interaction des forces antagonistes et des événements dans ces moments dramatiques. Je pourrais produire de fort nombreux documents qui expliquent le développement de toutes les phases du récit, et il existe beaucoup d'épisodes d'importance secondaire que j'ai écartés pour éviter la confusion. Mais, à la lumière de ce que l'on vient de lire, il est facile de comprendre en présence de quelles terribles difficultés, de quels embarras cruels, se sont trouvés ceux qui se sont efforcés, quelles que fussent leurs opinions, de s'acquitter avec loyauté et application des devoirs dont ils avaient la charge. J'ai exposé les opinions que j'ai exprimées à cette époque. Nul ne savait ce que l'avenir nous réservait. Personne ne possédait les pleins pouvoirs. Les experts se trompaient souvent. Les hommes politiques étaient souvent dans le vrai. Les désirs des gouvernements étrangers, qui eux aussi étaient en proie aux mêmes difficultés intérieures, venaient constamment contrecarrer notre politique. Personne n'était auréolé de l'autorité née de la réussite de son action, et donc personne n'avait qualité pour donner les ordres clairs et nets qui auraient imposé un respect sans murmure. Le pouvoir était morcelé entre les nombreuses personnalités importantes d'où émanait à l'époque l'autorité du Gouvernement. Le savoir était très mal partagé. En présence de toutes ces questions si compliquées, on pouvait fournir des arguments innombrables pour et contre chaque point soulevé. La situation elle-même évoluait constamment et brutalement. Nous n'arrivâmes à aucun moment à reprendre l'initiative ; nous étions

toujours contraints de nous adapter aux événements. Nous ne sûmes jamais ni les devancer ni les prévenir. Il existait cependant des solutions claires et simples qui n'auraient pas tardé à retourner la situation en nous donnant les éléments de la victoire.

On me permettra peut-être de clore ce chapitre en reproduisant quelques remarques d'intérêt général que je fis en expliquant les raisons de ma démission devant la Chambre des communes :

> Il n'y a nullement lieu de céder au découragement devant l'évolution de la guerre. Nous traversons actuellement une mauvaise passe, et la situation va vraisemblablement encore se détériorer avant de se redresser – mais je ne doute point qu'elle va finir par se redresser si nous ne baissons pas les bras. Dans les guerres d'autrefois, c'étaient les différents épisodes et non les tendances à long terme qui emportaient la décision. Dans la présente guerre, ces tendances sont infiniment plus importantes que les épisodes. Nous pouvons très bien gagner la guerre sans jamais avoir remporté de victoire sensationnelle. Nous pouvons très bien gagner même si les événements extrêmement décevants et frustrants se perpétuent. Pour gagner la guerre, nous n'avons pas besoin de repousser les lignes allemandes en deçà de tout le terrain occupé, ni de les percer. Alors que les lignes des Allemands s'étendent bien au-delà de leurs frontières, alors que leur drapeau flotte sur des capitales conquises et des provinces subjuguées, alors que toutes les apparences de la réussite de leurs armes sont présentes, il se pourrait très bien qu'ils se fassent battre plus mortellement au cours de la deuxième ou de la troisième année de la guerre que si les armées alliées étaient entrées à Berlin au cours de la première.

… Il est certes déconcertant de voir que le gouvernement d'un État comme la Bulgarie est convaincu après avoir impartialement pesé les chances de chacun que la victoire va aller aux Puissances centrales. Tous les petits États sont hypnotisés par la pompe et la précision militaire des Allemands. Ils voient ce qui brille dans l'instant, mais ils ne voient pas la capacité des vieilles et puissantes nations contre lesquelles l'Allemagne est en guerre à endurer l'adversité, à accepter les revers et les erreurs, à rétablir et à renouveler leur force, et à traverser avec une ténacité sans bornes des souffrances sans bornes pour que leur cause l'emporte.

---

1. *Journal de Gallipoli,* p. 249. (WSC)

2. Général Sir Charles Monro (1860-1929), alors commandant de la 3e armée britannique en France.

3. Voir volume I, p. 518.

4. Sir Rosslyn Wemyss (1864-1933) devint Premier lord naval en 1917.

5. Futur maréchal Julian Byng, 1er vicomte Byng de Vimy (1862-1935).

6. Port situé près de la frontière avec la Syrie, actuellement connu sous son nom turc Iskenderun.

CHAPITRE VI

LES CONSÉQUENCES DE 1915

Les dernières opérations eurent lieu aux Dardanelles alors que j'étais à mon poste, au 2e bataillon des grenadiers de la Garde, près de Laventie (Pas-de-Calais) [1]. Je n'étais point dépourvu de renseignements sur le cours des événements grâce à mes amis du Cabinet et du Grand Quartier général. C'était pour moi un réconfort de me trouver au milieu de ces belles troupes, à un tel moment, et de partager leur existence quotidienne que rendaient si dure l'hiver et le feu de l'ennemi. J'étudiais leur façon, inégalée dans le reste de l'armée, d'organiser la discipline et la guerre de tranchées. Je me rappellerai toujours avec reconnaissance l'accueil bienveillant que je trouvai à la division de la Garde, pendant la période d'instruction que je fis alors. Par une sombre soirée de novembre, je conduisis pour la première fois une section de grenadiers à travers les champs gorgés d'eau qui donnaient accès à nos tranchées, tandis que çà et là les éclairs des canons ou le sifflement d'une balle perdue accompagnaient notre marche. Alors me vint la conviction absolue que ces simples soldats et officiers de terrain, forts de la cause qu'ils défendaient, finiraient grâce à leurs vertus par réussir à réparer les erreurs et les bévues des états-majors et des ministères, des amiraux, des

généraux et des hommes politiques – y compris, certes, bon nombre des miennes. Mais, hélas, à quel prix payé inutilement ! Que de massacres, que de mois interminables de courage résolu et de privations faudrait-il que ces hommes, qui n'étaient déjà que les survivants de maintes journées sanglantes, aient encore à endurer avant la victoire finale !

Le 22 novembre, Lord Kitchener, au vu du veto opposé à son projet de débarquement dans la baie d'Ayas, consentit à l'évacuation de Souvla et du secteur des Anzacs. Il espérait encore sauver le cap Hellès, dont l'amiral de Robeck prônait énergiquement la conservation. La Commission de la guerre décida cependant l'abandon de ces trois positions. L'amiral de Robeck se déclara en désaccord avec cette mesure. Il critiquait l'évacuation de Souvla et du secteur des Anzacs et, quand on lui demanda spécifiquement s'il approuvait l'évacuation du cap Hellès, il déclara carrément qu'il « ne pouvait la comprendre ». Il n'est toutefois pas possible de séparer tout cela de son attitude à l'égard de l'emploi de la Flotte. Sa santé était alors momentanément affaiblie par sa longue période de labeur intense. Il partit aussitôt en permission en métropole.

Le commandement échut alors à l'amiral Wemyss. Le nouveau commandant en chef, sans se laisser intimider par les événements récents, s'appliqua à tenter un dernier effort pour sauver la situation. Dans une série de dépêches, il fit ressortir les dangers d'une évacuation en plein hiver. Il s'étendit sur les difficultés que présentait une telle opération, en reprenant à son compte l'estimation du général Monro selon laquelle 30 % des effectifs seraient perdus dans l'évacuation. Il fit valoir qu'il fallait faire un dernier effort pour changer la défaite en victoire. Avec un état d'esprit que ne saurait renier la marine royale, il affirma que la Flotte jouerait son rôle et que, même si l'armée ne pouvait pas y collaborer, il exécuterait le plan Keyes et forcerait le passage des Dardanelles par les seuls moyens de sa flotte.

Ces avis énergiques remirent tout en question. Le Cabinet s'insurgeait contre la décision de sa nouvelle Commission de la guerre. On résolut d'ajourner toute décision jusqu'à un nouvel entretien avec les Français, et une réunion du nouveau Conseil permanent interallié fut fixée au 5 décembre à Calais. Lord Kitchener reprit courage. De même que l'État-Major général britannique, il était catégoriquement opposé à l'expédition de Salonique. Le 2 décembre, il télégraphia au général Monro :

Personnel et confidentiel

Le Cabinet a passé toute la journée à étudier la situation à Gallipoli. En raison des conséquences politiques qui en résulteraient, il règne un sentiment très fort contre une évacuation, même partielle. Tout le monde est d'avis que nous devrions conserver le cap Hellès.

Si l'on mettait à votre disposition quatre divisions de l'armée de Salonique en vue d'opérations offensives qui auraient pour but d'améliorer nos positions à Souvla, pourriez-vous exécuter ces opérations assez tôt pour que nous soyons en mesure de rester à Souvla, grâce à l'occupation de points plus élevés et à l'extension en profondeur de notre front ? La marine donnera également sa coopération à cette offensive.

Pendant ce temps, les opérations des sous-marins britanniques dans la mer de Marmara avaient presque entièrement coupé les communications par mer de l'armée turque, et elles gênaient aussi leur ravitaillement par les routes qui suivent le rivage. Pour parer à ce danger qui menaçait de toute évidence depuis deux ou trois mois et qui grandissait rapidement, l'état-major allemand avait construit une

nouvelle voie ferrée avec un embranchement à partir du réseau turc qui menait à Kavak, au fond du golfe de Saros. Cette ligne avait été achevée juste à temps, et, quand le transport par mer fit défaut, elle devint l'unique voie pour le ravitaillement et pour les renforts envoyés aux 20 divisions turques groupées dans la péninsule. Du nouveau terminus de Kavak, tous les transports étaient faits, par des charrettes à bœufs ou à dos de chameau, sur des routes qui traversaient l'isthme de Boulaïr et se trouvaient souvent sous le feu des canons de la Flotte. Le 2 décembre, l'amiral Wemyss réussit, grâce à un bombardement exécuté par l'*Agamemnon,* l'*Endymion* et une corvette, à détruire les trois arches centrales du pont de Kavak. La route était elle aussi endommagée par l'artillerie, à tel point que le passage des véhicules fut complètement interrompu. La 5e armée turque se trouvait alors dans une position critique. Le renseignement britannique annonçait chez l'ennemi une démoralisation grandissante qui résultait des pertes, des maladies, de la pénurie de ravitaillement, de la sévérité des conditions climatiques et de la précision croissante des canons de la Flotte. Nous savons maintenant que ces rapports étaient exacts. Il y avait une terrible insuffisance de vivres, de vêtements, de brodequins, de munitions. Les conditions où se trouvaient les soldats turcs, souvent nu-pieds, en haillons, affamés, et qui pendant des semaines s'accrochaient à leurs tranchées, excitaient à ce moment-là, chez leurs maîtres allemands, des sentiments de compassion mêlée d'inquiétude. Le comte Metternich, qui était alors ambassadeur d'Allemagne à Constantinople[2], visita le front turc de Gallipoli au mois de décembre, en compagnie de Liman von Sanders. « Si seulement vous aviez su dans quel état se trouvait alors l'armée turque, déclara-t-il après guerre en revenant sur ces événements, c'eût été catastrophique pour nous. » Mais ce n'étaient pas les renseignements qui nous manquaient : c'était la volonté agissante de tous pour tirer parti de ce que nous savions.

L'amiral Wemyss et son état-major étaient alors convaincus qu'ils avaient le pouvoir, même sans forcer le passage des Détroits, non seulement d'empêcher l'arrivée de renforts d'artillerie allemande de grande ampleur, mais encore de compromettre gravement l'existence de toute l'armée turque présente sur la péninsule. Donc, sur place, l'espoir renaissait. Ce fut à ce moment-là, alors que, pour la première fois, un chef naval à la fois résolu et compétent déclarait sa certitude du succès, que fut définitivement prise la décision mal avisée d'évacuer la péninsule. Le 8 décembre, la conférence des états-majors interalliés qui se tenait au Grand Quartier général français se prononça unanimement en faveur de la défense de Salonique et de l'évacuation immédiate de la presqu'île de Gallipoli. À partir de ce moment, les perplexités du gouvernement britannique prirent fin. Dès lors il campa résolument sur ses positions pusillanimes. Toutefois, l'amiral Wemyss, avec Keyes à ses côtés, ne céda point facilement, et la lutte de ces deux marins contre les forces conjuguées du Cabinet, de la Commission de la guerre, de la conférence interalliée franco-anglaise, de l'Amirauté et du ministère de la Guerre, est un épisode sur lequel, à l'avenir, les écrivains qui traiteront de l'histoire maritime de la Grande-Bretagne auront peut-être plaisir à s'arrêter. On ne saurait rendre justice à la Marine royale sans citer au moins quelques passages du télégramme de l'amiral Wemyss daté de ce même 8 décembre :

> J'ai bien peur que l'effet d'une évacuation ne soit très mauvais au sein de la Marine.
> Bien je n'aie jamais prononcé le mot d'offensive devant d'autres que mes amiraux et mon état-major, je suis persuadé que chacun des officiers et des matelots aurait le sentiment que la campagne a été abandonnée sans qu'on ait suffisamment eu recours à notre plus grande force, à savoir la Marine.

> La situation est si critique qu'il n'est plus temps de respecter les formes, et je propose que l'on sollicite l'avis du général Birdwood, officier qui serait chargé soit de l'offensive, soit de l'évacuation qui a été ordonnée.
> La seule démarche logique aboutit donc à choisir entre l'évacuation et le passage en force des Détroits. Je considère la première comme désastreuse sur les plans tactique et stratégique, et le deuxième comme faisable et, tout et autant que nos troupes restent dans le secteur des Anzacs, comme décisif.
> Je suis convaincu que l'heure est venue d'une offensive menée avec vigueur, et je n'ai guère de doute sur son succès.

Le 18 août, l'Amirauté avait télégraphié à l'amiral de Robeck pour l'autoriser et l'engager implicitement à faire usage des vieux cuirassés pour forcer les Dardanelles, et l'amiral s'y était refusé. Maintenant, les conditions étaient inversées. Le 10 décembre, ce même Conseil de l'Amirauté répondit qu'il n'était pas disposé à autoriser la marine à tenter seule le passage en force des Détroits. Cette triste interdiction était définitive.

Les risques que les hommes sont disposés à courir sous la pression des circonstances représentent l'un des plus étranges phénomènes de la psychologie. Une infime partie de la hardiesse qu'ils déploient pour fuir le désastre serait souvent suffisante pour obtenir le succès. Voyez, par exemple, le contraste que présentaient alors les deux dangers offerts au choix du gouvernement britannique et de l'Amirauté. D'un côté, il y avait la possibilité, sinon la probabilité, si nous en croyons l'avis des techniciens, de perdre 40 000 hommes au cours d'une évacuation qui, même réussie, ne pouvait aboutir qu'à l'échec total de la campagne. De l'autre côté, on risquait de perdre une escadre de vieux navires et un petit nombre d'hommes dans une opération qui, si elle réussissait, ferait

d'un seul coup passer toute la campagne du désastre au triomphe. Et cependant nous voyons le Cabinet et l'Amirauté capables d'envisager la première solution et de reculer devant la deuxième. Alors que l'on a du temps devant soi, alors que les circonstances sont favorables, alors que l'on peut s'assurer des avantages inestimables, on laisse dominer et paralyser son action par une prudence exagérée, par l'indécision et par les demi-mesures. Ce n'est qu'au sombre crépuscule d'une journée de combats malheureux que vient l'heure des résolutions prises avec l'énergie du désespoir. La démarche positive fondée sur l'espoir est écartée quand tous les succès sont possibles ; la démarche négative est adoptée en désespoir de cause lorsqu'il ne reste plus que la perspective de la fuite – et cette énergie, cette foi qui nous auraient assuré la victoire, nous les dissipons en nous contentant d'un sauve-qui-peut.

Le gouvernement britannique était désormais inflexiblement déterminé à abandonner la partie à tout prix. L'Amirauté renouvela ses ordres d'évacuation de Souvla et d'Anzac. Le 12 décembre, l'amiral Wemyss s'inclina devant ces ordres « avec le plus grand regret et les plus grandes réserves ». On avait passé un mois de travail soigneux à dresser le plan d'évacuation, qui était désormais achevé, et l'amiral fixa la nuit des 19 ou 20 décembre comme date de l'opération.

Tout espoir n'était pas perdu. En donnant l'ordre d'évacuer Souvla et le secteur des Anzacs, le gouvernement avait consenti à ce que l'on conservât pour le moment la position d'Hellès, qui laissait la possibilité, tant qu'elle serait entre nos mains, de tenter une nouvelle attaque navale. Afin de rendre Hellès sûr, l'amiral, en plein accord avec le général Davies qui commandait au cap Hellès, prépara des plans pour une attaque combinée de la flotte et de l'armée contre Achi Baba. La précision du tir de l'artillerie navale avait maintenant atteint un très haut degré de perfection. « Une attaque où collaboreraient l'armée et la flotte, écrivait le général Davies, est désormais entièrement réalisable. »

Il y avait donc accord complet entre les deux chefs, le marin et le soldat, qui commandaient sur place. Il n'est point nécessaire d'émettre un jugement sur les chances de cette opération, car, à ce moment-là, le général Monro revint de Salonique, où il résidait depuis sa visite d'un jour à Gallipoli et son voyage en Égypte. Déjà, le 1er décembre, il avait interdit au général Birdwood et aux commandants de corps d'armée de s'entretenir avec l'amiral sans sa permission. Le 10, en termes péremptoires, il défendit au général Birdwood de traiter d'aucune question militaire avec l'amiral Wemyss. Le 14, il télégraphia à Londres pour indiquer qu'il ne partageait nullement la manière de voir de l'amiral et pour protester contre tout avis que pourrait émettre l'amiral Wemyss sur des sujets touchant à l'armée de terre. Il pensait toutefois, comme les chefs de la marine et de l'armée qui étaient au cap Hellès, que l'on ne pouvait conserver indéfiniment cette position sans tenir aussi Achi Baba. Et c'est donc ainsi que, puisque la conquête d'Achi Baba était jugée impossible, l'on finit par décider de l'évacuation totale de la péninsule.

Ce fut avec mélancolie, mais avec un profond soulagement que j'appris, en France où je me trouvais alors, que cette opération critique avait été accomplie avec succès et sans pertes en hommes dans la nuit du 19. Le plus grand crédit en revient aux officiers de marine et de l'armée de terre qui réglèrent avec perfection tous les détails de cette opération, et aussi aux amiraux et aux généraux qui l'exécutèrent de si heureuse façon. Le temps, dont tout dépendait, fut favorable pendant précisément les quarante-huit heures cruciales et les Turcs n'eurent pas le moindre soupçon. En fait, quand le jour se leva sur des tranchées vides, sur des positions célèbres qui avaient coûté si cher à conquérir et qui maintenant étaient silencieuses comme les tombes qui les environnaient, les soldats turcs hagards et leurs indomptables chefs pouvaient à peine en croire leurs yeux. Leur propre situation – aussi bien

que celle de leur pays, dont ils avaient défendu la capitale[3] avec la plus grande opiniâtreté – se trouvait d'un coup transformée : hier tout semblait perdu, aujourd'hui, leur puissance était renouvelée, ressuscitée. Le haut commandement ottoman n'avait jamais cessé de maintenir chez eux la conviction, la détermination et la volonté de la victoire qui amenaient le triomphe de leur défense, en dépit d'effectifs moindres, de ressources inférieures et des dangers stratégiques inhérents à la position qu'elle occupait. Le manque de ces mêmes qualités de notre côté, au moment où nous étions à l'apogée de notre force, avait frauduleusement privé les attaquants, avec leur supériorité écrasante à tous égards, leur audace, leur dévouement et leurs terribles sacrifices, de leur récompense, ce qui eut de lourdes conséquences aux yeux du monde entier.

L'évacuation du cap Hellès fut effectuée avec le même savoir-faire et le même succès le 8 janvier et l'épisode des Dardanelles se termina enfin. Cette conclusion fut saluée par les esprits superficiels et ignorants comme s'il se fût agi d'une victoire[4].

Il est nécessaire cependant non seulement de relater les événements qui suivirent immédiatement, mais aussi d'indiquer dans leurs grandes lignes les conséquences fort importantes qui découlèrent de l'expédition des Dardanelles.

Toute la campagne des Dardanelles avait été privée de moyens et paralysée, d'un bout à l'autre, par l'opposition constante du haut commandement français et britannique chargé du front français au prélèvement d'hommes et de matériel sur le théâtre principal des opérations. L'abandon des Dardanelles amena une dispersion des forces militaires interalliées qui dépassa considérablement tout ce que ses plus ardents partisans avaient jamais imaginé. La Serbie avait été écrasée ; la Bulgarie avait fait cause commune avec nos ennemis ; la Roumanie et la Grèce, terrorisées, restaient figées dans leur neutralité. Cependant, tant

que le drapeau britannique flottait sur la péninsule, tant que la Flotte britannique demeurait au large des Dardanelles, la force principale de la Turquie restait immobilisée et paralysée. L'évacuation libéra 20 divisions turques et la Turquie se trouva alors en mesure de former un front commun avec les Bulgares en Thrace, d'attaquer la Russie, d'aider l'Autriche et de s'imposer en Roumanie par la terreur. La Turquie était désormais à même de menacer l'Égypte tout en envoyant des renforts en Mésopotamie. Les 13 divisions britanniques[5], après s'être reposées et rééquipées, reçurent la mission de parer à ces deux nouveaux dangers. L'ensemble de la nouvelle armée envoyée du front français par la France et la Grande-Bretagne, qui représentait 7 divisions supplémentaires, fut affecté à la défense de Salonique. À part les Anzacs, il n'y a à peu près aucune de ces 20 divisions de troupes alliées qui se soit trouvée en face des Allemands pendant tout le reste des hostilités. C'est à peine si une seule d'entre elles est entrée en contact avec un ennemi quelconque pendant près de six mois, alors qu'au cours de la même période, 13 des 20 divisions turques devenues disponibles vinrent s'ajouter aux forces hostiles qui combattaient sur d'autres fronts. Onze d'entre elles furent envoyées dans le Caucase, deux en Galicie, ajoutant dans les deux cas aux difficultés de la Russie. C'est ainsi que l'on peut estimer les premiers résultats de l'évacuation de Gallipoli à une perte totale, pour les Alliés, de 30 ou 40 divisions, soit la moitié des forces militaires d'une grande puissance. Il était évident que, rien que pour cela, elle ne pouvait amener qu'une prolongation considérable de la guerre.

Dès l'instant où se relâcha l'étreinte qui enserrait le cœur de l'Empire turc, dès qu'il put respirer librement, ses membres épars, stimulés par l'Allemagne, reprirent vigueur et développèrent leur action. Les trois campagnes déjà entamées ou imminentes, à Salonique, en Égypte, en Mésopotamie, devinrent bientôt de vastes entreprises, pour continuer jusqu'à la fin de la guerre à nécessiter de lourds prélèvements sur les

ressources de l'Empire britannique et, à un degré moindre, sur celles de la France. En 1918, 7 divisions britanniques et indiennes, formant une armée de 270 000 hommes (abstraction faite des auxiliaires non combattants), opéraient en Mésopotamie. La défense du canal de Suez et, par la suite, l'offensive menée contre la Turquie au moyen de l'invasion de la Palestine se développèrent pour former une guerre séparée qui, en toute autre circonstance, eût attiré l'attention du monde entier. Au lieu de pousser le glaive sur Constantinople, cœur de la Turquie, ou sur Alexandrette, que l'on peut comparer au creux de l'aisselle du duelliste, au lieu de frapper au coude, c'est-à-dire à Haïfa, nous avons porté nos premiers coups sur l'extrémité des doigts en remontant vers le centre vital. Lentement, douloureusement, au prix de peines et de dépenses infinies, grâce à d'admirables exploits et de grands efforts d'organisation, nous nous sommes frayé une route dans le désert, en entraînant avec nous des rivières artificielles à travers des centaines de kilomètres de sable brûlant. Nous avons conquis le terrain kilomètre par kilomètre et même mètre par mètre, en combattant avec acharnement de Gaza à Jérusalem et de Jérusalem à Damas. Et jamais, à aucun moment, l'ennemi n'eut à déployer le tiers de l'effort militaire qui nous était imposé. À l'armistice, 12 divisions britanniques, formant une armée d'environ 280 000 hommes (abstraction faite des auxiliaires non combattants), étaient engagées en Palestine et en Syrie. La campagne de Salonique prit la même formidable extension. À la fin de 1917, 12 divisions britanniques et françaises, ainsi que 2 divisions italiennes, étaient en ligne contre des forces turques qui auraient pu depuis longtemps être mises hors de combat si nous avions persévéré aux Dardanelles, et contre l'armée bulgare, qu'une politique prudente, pratiquée en temps opportun, aurait sans doute rangée à nos côtés. L'unique profit gagné par ce grand déploiement de forces alliées, ce fut le renfort de 6 divisions serbes amenées par mer après l'écrasement de

leur pays et celui de 4 divisions grecques levées par M. Venizélos après sa révolte contre le roi Constantin. À la fin, 630 000 soldats alliés étaient stationnés sur le front de Salonique.

Le ravitaillement par la mer de ces trois grandes expéditions en des régions lointaines réclama un effort considérable de la puissance maritime de la Grande-Bretagne. Si l'on y joint la guerre sans restriction menée par les sous-marins allemands, on verra que ces deux éléments combinés furent bien près de nous conduire à un désastre complet au printemps de 1917. Les amiraux qui ne songeaient qu'à la Grande Flotte, les généraux qui ne songeaient qu'à l'armée principale, peuvent ainsi apprendre que la Fortune se venge cruellement de ceux qui ont dédaigné ses offres précieuses venues à point nommé.

Quelles que soient la gabegie et les contorsions qu'entraînait la méthode, les conceptions stratégiques qui inspiraient notre politique orientale se trouvèrent justifiées. L'effondrement de la Bulgarie, au bout de trois ans de guerre, donna le signal de la catastrophe générale pour les Empires centraux.

Avec l'abandon des Dardanelles, il fallut renoncer à tout espoir d'établir des communications directes et continues avec la Russie. On pouvait bien construire une voie ferrée de près de 2 000 kilomètres pour conduire à Mourmansk, on pouvait toujours faire passer par Vladivostok des approvisionnements qui avaient à parcourir une distance de plus de 6 000 kilomètres – mais une coopération étroite, pour les hommes comme pour le matériel, l'exportation des énormes ressources en blé de la Russie méridionale, l'expansion d'un commerce intense que l'ouverture de la mer Noire rendait seule possible, tout cela nous fut à jamais refusé.

L'abandon de Gallipoli mit fin au rêve russe. Aux heures les plus sombres, sous les coups de massue que lui assenait Ludendorff, chassée

de la Pologne, chassée de la Galicie, tandis que ses armées subissaient des désastres sans nom et bravaient la mort souvent sans pouvoir combattre faute d'armes, tandis que le coût de la vie s'élevait sans cesse dans son immense empire isolé du monde, la Russie avait trouvé son réconfort en songeant à la grande récompense qui lui était réservée à Constantinople. Tout le peuple russe, du haut en bas, ressentit le frisson du désespoir et, en même temps, des soupçons graves l'envahirent. L'Angleterre n'avait pas réellement essayé de forcer les Détroits. Depuis le jour où elle avait acquiescé au désir exprimé par la Russie d'obtenir Constantinople, l'Angleterre n'avait pas agi sans arrière-pensée, elle avait cessé de s'intéresser au succès de la tentative. La mollesse de son action et la division qui régnait au sein de ses autorités provenaient de motifs secrets qui se dissimulaient dans les rouages de l'État. Et tout cela pendant que la Russie versait son sang à flots comme jamais on ne l'a vu depuis que les hommes font la guerre. Telles étaient les rumeurs auxquelles une habile propagande allemande donnait des ailes et qui circulaient d'un bout à l'autre de l'Empire des tsars, tandis que dans leur sillage, toutes les influences subversives augmentaient leur capacité d'action. Enfin, la prolongation, désormais inévitable, de la lutte était destinée à être fatale à la Russie. Dans cette guerre d'épuisement à laquelle nous étions définitivement condamnés et que l'on vantait comme la suprême révélation de l'art militaire, la Russie devait être la première à succomber, et sa chute allait provoquer un flot de désastres où ont péri une vingtaine de millions, peut-être, d'êtres humains. Les conséquences de ces événements, nous les subissons encore aujourd'hui. Elles assombriront l'existence de nos petits-enfants.

L'échec de l'expédition des Dardanelles fut fatal à Lord Kitchener. Il avait été seul à assurer pendant tout le cours de 1915 la direction pleine et entière des opérations militaires britanniques, et jusqu'au mois de

novembre sa volonté avait été respectée sur toutes les questions importantes. Le nouveau Cabinet, tout comme les membres les plus influents de l'ancien, n'avait plus confiance dans sa manière de diriger la guerre. La façon dont la campagne de Gallipoli avait été menée ne montrait que trop quelles étaient à cette période de sa vie et dans cette situation terrible les limites de cette grande figure, en tant qu'organisateur et homme d'action. Tout le monde savait qu'il s'était fait l'avocat de l'offensive déclenchée sur le front français et qui avait échoué si complètement à Loos et en Champagne. Les difficultés angoissantes de l'évacuation de la presqu'île de Gallipoli avaient complètement anéanti sa puissance de décision et la longue série d'ordres contradictoires qu'il avait donnés en vue de résoudre cette redoutable question n'avait pas échappé à tous ceux qui étaient au courant des faits.

Déjà, en novembre, il s'était vu infliger un camouflet évident. Le plan qu'il avait établi lui-même sur place en vue d'un nouveau débarquement dans le golfe d'Alexandrette avait été rejeté par l'ensemble de la nouvelle Commission de la guerre du Cabinet, ainsi que par une conférence interalliée. On l'avait invité par une série de dépêches, dont le sens n'était que trop clair, à transformer la mission bien définie qu'il remplissait aux Dardanelles en une vaste tournée d'inspection générale en Orient. Son retour rapide à Londres prouvait qu'il se rendait compte personnellement des changements apportés à sa situation. La répartition qu'il avait faite des troupes britanniques en Orient, après l'évacuation des positions de Souvla et des Anzacs, n'était pas de nature à raviver un prestige sur le déclin. Il était bien naturel que l'Égypte, où il avait passé la majeure partie de sa carrière et fondé sa réputation, prît dans son esprit une importance disproportionnée. Il croyait que ce pays qui lui était cher était menacé à brève échéance d'une invasion turque de grande envergure. Pour conjurer ce danger imaginaire, il entassait en Égypte division sur division, en envisageant évidemment dans un court

délai des combats désespérés pour la défense du canal de Suez. Au début des hostilités, à la fin de 1914 et au commencement de 1915, il s'était avéré payant pour les Turcs d'envoyer une vingtaine de milliers d'hommes menacer le canal et causer le plus de difficultés possibles en vue de retarder le transport des troupes des Indes, de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande vers les champs de bataille européens. Mais ce genre d'intervention avait été rendu à la fois inutile et impossible par l'importance de plus en plus grande prise au cours de l'année par les opérations militaires sur le théâtre de la Méditerranée orientale. Les états-majors allemands et turcs se contentaient de menaces et de fanfaronnades et de proclamations publiques de leurs intentions sans pour autant y envoyer leurs armées. « L'Égypte, s'écriait en décembre Enver Pacha[6], voilà notre objectif » : ce n'était rien là que de l'« intox », mais elle donna une nouvelle impulsion à la concentration des troupes britanniques en Égypte.

Les revers subis en Mésopotamie, dont Kitchener ne portait pas directement la responsabilité, vinrent couronner le tout. Le général Townshend s'était porté sur Bagdad, et la Commission de la guerre avait été amenée à croire qu'il était à l'initiative de l'entreprise. Le commandant en chef en Mésopotamie, le général Nixon, ne l'avait en effet pas informée que son audacieux subordonné, qui avait jusque-là des succès brillants à son actif, lui avait rendu compte par écrit de ses réserves sur l'opération. Finalement, la vingtaine de milliers d'hommes de Townshend avait été contrainte de se replier le 25 novembre, après avoir livré à Ctésiphon une bataille des plus disputées, et il n'avait réussi à s'échapper qu'en se jetant après une retraite rapide et désastreuse dans le refuge provisoire de Kut-el-Amara.

Le 3 décembre, la Commission de la guerre décida de reconstituer l'état-major impérial du War Office en lui donnant de réels pouvoirs. C'était là une décision draconienne. L'expérience qui avait consisté à

faire d'un maréchal un ministre de la Guerre était arrivée à son terme. Lord Kitchener conservait encore l'apparence du pouvoir, mais les fonctions si importantes qu'il avait exercées jusque-là, et qui le plaçaient à la fois à la tête de son ministère et de son armée, allaient se trouver réduites dans des proportions telles que peu d'hommes politiques s'en fussent contentés dans un poste ministériel. Sir William Robertson[7], chef de l'État-Major général britannique sur le front français, fut appelé au ministère de la Guerre et un décret lui conféra des attributions aussi vastes que précises en qualité de chef de l'État-Major général impérial. Lord Kitchener accepta non seulement de voir abroger les pouvoirs exceptionnels dont il avait joui personnellement jusque-là, mais encore ceux qui avaient toujours été attachés au portefeuille qu'il conservait.

Sa magnifique carrière touchait à son terme ; cette longue vie remplie d'action, illuminée par des succès durement acquis, couronnée par une autorité rarement conférée à des sujets britanniques et par toute la considération et tous les honneurs que l'Angleterre et son empire peuvent accorder, atteignait son crépuscule. L'arrivée soudaine de la nuit, les eaux profondes de la mer du Nord allaient sauver sa réputation d'une fin sans gloire.

Mieux vaut sombrer aussitôt sous le choc
Que lentement s'effriter sur le roc [8] .

Les jours solennels où la figure du Connétable de Grande-Bretagne se dressait, protégeant de son bras un peuple peu préparé qui s'armait pour la guerre, étaient terminés. Sa vie de devoir ne pouvait mieux s'achever que par une mort de soldat. C'est à d'autres générations que la nôtre qu'il appartiendra de juger son rôle de stratège, d'organisateur et de chef au cours de la Grande Guerre. Souhaitons qu'elles se rappellent

également le soutien que son caractère et sa personne ont offert à ses compatriotes aux heures de leurs plus dures épreuves.

Il est impossible de ne pas se sentir profondément impressionné quand on rassemble cette longue et fatale chaîne d'occasions manquées qui nous ont empêchés de forcer le passage des Dardanelles. Rétrospectivement, nous apercevons au moins une douzaine de situations dans lesquelles l'ennemi se trouvait à notre merci ; il n'en est point une seule qui, si elle avait été traitée par nous d'autre façon, ne nous eût assuré le succès. Si nous avions su, quand fut prise la décision de pratiquer une attaque par mer, qu'une armée serait à notre disposition et que nous pourrions l'utiliser pour l'exécution de notre projet, nous aurions résolu de lancer, avec le soutien de tous, une offensive surprise combinée terre-mer contre la presqu'île de Gallipoli. Si l'on n'avait jamais envoyé d'armée, la marine, grâce à la réorganisation de son service de dragage de mines, aurait renouvelé ses efforts après l'échec du 18 mars, ce qui eût tôt fait d'épuiser les munitions des forts turcs et d'éliminer les champs de mines. Si, le 20 février, on n'avait pas contremandé l'envoi de la 29e division, ou encore si on avait embarqué son matériel sur les transports de façon qu'elle fût prête à combattre aussitôt après le débarquement, Sir Ian Hamilton aurait lancé l'assaut contre la presqu'île de Gallipoli presque immédiatement après le 18 mars, et, dans ces circonstances, il l'aurait trouvée mal défendue. Les batailles de juin et de juillet tinrent à très peu de choses. Le moindre élément venu renforcer l'attaque aurait eu une influence décisive. La paralysie du pouvoir exécutif pendant la formation du gouvernement de coalition, au mois de mai, retarda l'arrivée des renforts britanniques de six semaines, permettant ainsi aux Turcs de doubler la force de leur armée. On laissa ainsi échapper le moment favorable du début de juillet. La bataille de la baie de Souvla, au mois d'août, fut marquée par une

combinaison d'incidents malheureux rarissime dans les annales militaires. Le récit des opérations du 9e corps, comme celui de tout le débarquement à Souvla, serait incroyable s'il n'était authentique. La démission de Lord Fisher, mon remplacement à l'Amirauté et l'impopularité qui s'attachait, à cause de l'ignorance générale, à l'expédition des Dardanelles, tout cela intimida nos successeurs au Conseil de l'Amirauté, en les dissuadant de prendre la responsabilité de risques pourtant nécessaires. Le refus de l'alliance et de l'armée grecques quand on nous les offrit en 1914 ; l'impossibilité d'obtenir cette alliance et cette armée quand nous les recherchâmes en 1915 ; la folie de la Russie lorsqu'elle les repoussa ; l'équilibre hésitant dont dépendait la fatidique décision du gouvernement bulgare ; les circonstances extraordinaires qui amenèrent, en septembre 1915, la nomination du général Sarrail, et la proposition faite par le gouvernement français d'organiser une grande expédition destinée à prendre possession de la rive asiatique des Dardanelles, suivie de l'abandon de ces plans qui présentaient tant de perspectives de succès ; le redéploiement de toutes les forces qui devenaient disponibles vers la fin de 1915, ôtées de l'objectif crucial, les Dardanelles et Constantinople, pour les employer, au prix de pertes élevées sans résultat décisif pendant près de trois ans, sur le front de Salonique ; la décision définitive d'évacuer Gallipoli au moment où la situation de l'armée turque était le plus désespérée et où la marine britannique était le plus certaine du succès – ce sont là d'autres tragédies du même ordre.

La fin de la campagne des Dardanelles marque la conclusion de la seconde grande période de la lutte. Sur terre, dorénavant, il allait falloir se confiner à la guerre d'épuisement – épuisement des nations autant que des armées. Plus de stratégie, désormais, et bien peu de tactique. Seules subsistaient l'usure graduelle et monotone de la coalition la plus

faible par la plus forte, en échangeant vies humaines pour vies humaines, et la multiplication des engins de mort, des deux côtés, pour accélérer cet échange. Le front continu ne s'étendait plus seulement des Alpes à la mer, mais il traversait la péninsule des Balkans, la Palestine, la Mésopotamie. Les Empires centraux avaient défendu avec succès leur flanc méridional dans les Balkans et en Turquie. Leur victoire rendait en même temps fort improbable toute tentative dirigée contre leur flanc septentrional, dans la Baltique. Toutes les inquiétudes de ce genre se trouvaient apaisées. De bonnes offensives de front, toutes simples, lancées droit devant soi, où des braves iraient sacrifier leur chair et leur sang en fonçant sur des mitrailleuses et des fils de fer barbelés, pour « tuer des Allemands », tandis que les Allemands tuaient deux fois plus d'Alliés ; l'appel sous les drapeaux des hommes de quarante, de cinquante et même de cinquante-cinq ans, ainsi que des jeunes de dix-huit ans ; le renvoi des blessés trois ou quatre fois à l'abattoir – c'était désormais uniquement comme cela que s'exercerait l'art militaire. Et lorsqu'à la fin, trois ans plus tard, la foule innombrable des fonctionnaires en uniforme qui, du fond de leurs bureaux, avaient présidé avec autosatisfaction au déroulement de ces terribles événements présentèrent la Victoire à leurs nations épuisées, on s'aperçut qu'elle n'avait guère été moins ruineuse pour le vainqueur que pour le vaincu.

---

1. Parti de Grande-Bretagne le 8 novembre 1915 pour les tranchées des Flandres comme chef de bataillon réserviste, Churchill y reviendra le 9 mai 1916 pour reprendre définitivement son siège aux Communes.

2. Paul, comte Wolff Metternich zur Gracht (1853-1934), avait été ambassadeur d'Allemagne à Londres de 1901 à 1912.

3. À l'époque Constantinople. Angora, rebaptisé Ankara, ne fut proclamé capitale qu'en 1923. Churchill, grand amoureux des chats, ne pardonna jamais aux Turcs d'avoir

rompu le lien millénaire entre les célèbres félins et la ville, et il refusa toute sa vie de dire autre chose qu'Angora.

4. Préfiguration des propos de Churchill tenus aux Communes le 4 juin 1940, après Dunkerque. « Nous devons surtout veiller à ne pas attribuer à cette délivrance de nos soldats les caractères d'une victoire. Les guerres ne se gagnent pas avec des évacuations. »

5. Le corps expéditionnaire français était déjà reparti. (WSC)

6. Ismaïl Enver, ou Enver Bey, ou Enver Pacha (1881-1922), l'un des chefs des Jeunes-Turcs. Homme fort de l'Empire ottoman à partir de 1913, il l'engage dans le camp allemand. Voir volume I, p. 365.

7. Maréchal Sir William Robert Robertson (1860-1933), *Chief of the Imperial General Staff* de décembre 1915 à février 1918. Seul maréchal britannique de l'histoire à avoir commencé comme simple soldat.

8. Lord Byron, *The Giaour* (1813).

CHAPITRE VII

L'ÉPREUVE DU SANG

L'aube de la nouvelle année 1916, en se levant sur un monde saisi par la frénésie et le malheur, révélait dans toute sa plénitude l'immense champ de bataille qu'était devenue l'Europe, et sur lequel les plus nobles nations de la chrétienté se mêlaient en une confusion meurtrière. Il ne faisait plus aucun doute que la lutte allait se prolonger jusqu'à l'anéantissement de l'un des deux adversaires. Les forces énormes des deux camps s'équilibraient si complètement qu'il était impossible de prendre la mesure des coups qu'ils se portaient. Il n'y avait pas de porte de sortie. Tous les combattants des deux coalitions étaient pris dans un étau dont aucun État ne pouvait se dégager seul.

L'invasion et l'occupation par l'Allemagne des provinces du Nord de la France poussaient impérieusement le peuple français à rejeter l'ennemi hors de son sol. Les lignes de tranchées où les armées étaient immobilisées face à face ne s'étendaient pas selon le tracé des frontières – là où des pourparlers n'auraient peut-être pas été impossibles – mais à travers le cœur même de la France. L'appel à débarrasser le territoire national de l'oppression étrangère avait été entendu dans toutes les chaumières et il fortifiait toutes les âmes. De son côté, l'Allemagne, dont

les armées s'étendaient presque partout en terrain conquis, ne pouvait, dans la plénitude même de sa force, céder ce qu'elle avait acquis au prix de tant de sang, ni accepter les conséquences de ses erreurs premières, ni réparer les maux qu'elle avait causés. Toute dynastie ou tout gouvernement allemand qui aurait proposé une solution d'une telle droiture et d'une telle sagesse se serait fait immédiatement tailler en pièces. Les pertes françaises de territoire et les gains allemands obligeaient donc également ces deux nations à poursuivre la lutte. Le même sentiment prévalait en Russie, où la résolution du Gouvernement était encore fortifiée par la conviction que toute défaite entraînerait la révolution. La Grande-Bretagne était liée à ses alliés dans le malheur, en particulier la Belgique, par des obligations dictées par l'honneur qui interdisaient toute idée de relâchement dans l'effort ou de recul. À ce rappel décisif des exigences de l'honneur s'ajoutaient un bouillonnement de passion farouche et contenue, une volonté de vaincre à tout prix, qui jaillissaient du cœur de cette race insulaire où ils étaient latents depuis la chute de Napoléon.

Les autres participants au conflit étaient sous la coupe de forces non moins péremptoires. L'Italie venait de le rejoindre sous l'effet de promesses de gains éclatants. Ces promesses, inscrites dans le pacte de Londres, imposaient à l'Autriche des conditions telles qu'elle ne pouvait les accepter sans déchoir définitivement de son rang de grande puissance. L'acceptation par la France et la Russie des revendications russes sur Constantinople condamnait la Turquie à un sort analogue. Pour les deux empires autrichien et turc, l'échec impliquait donc non seulement la défaite, mais encore la disparition. Quant à la Bulgarie, elle ne pouvait attendre de la victoire des Alliés qu'un sort aussi affreux que celui qu'elle avait fait subir à la Serbie.

Pour tous les belligérants, l'enjeu de la lutte était donc désespéré ou même mortel, et les membres des deux grandes coalitions étaient rivés

les uns aux autres, et enchaînés à leurs ennemis respectifs, par des liens que seul le creuset de la guerre pouvait faire fondre ou faire sauter.

Avant de pouvoir aborder le récit de la campagne de 1916 et en suivre les épisodes principaux dans leurs caractéristiques, leurs proportions et leurs rapports, il faut que le lecteur ait à l'esprit certains chiffres liés à l'ensemble des opérations qui ont eu lieu sur le front de l'Ouest.

Les événements se divisent tout naturellement d'eux-mêmes en trois phases : la première, celle de 1914, est la phase du premier choc ; la deuxième est celle de la paralysie (1915, 1916 et 1917) ; la troisième correspond à la convulsion finale de 1918. La première phase se trouve être à la fois la plus simple et la plus violente. Les armées bien entraînées de l'Allemagne et de la France se précipitent l'une contre l'autre, s'accrochent furieusement, se séparent un instant en tentant vainement de se déborder réciproquement. Puis elles se refont face à nouveau en une lutte désespérée, se séparent une fois de plus et s'arrêtent enfin à bout de souffle, des Alpes à la mer, en s'observant fixement sans plus savoir que faire. Aucune des deux armées n'est en effet assez forte pour écraser son adversaire, aucune ne dispose de la supériorité de moyens ou de méthode indispensable à une offensive victorieuse. Ces conditions se prolongent plus de trois ans, pendant lesquels les deux adversaires sont incapables de livrer une bataille générale, et encore moins d'exécuter une progression d'importance stratégique. Il faut attendre 1918 pour que la masse principale des armées soit simultanément engagée de part et d'autre dans une lutte décisive, comme en 1914. La guerre sur le front occidental se ramène donc à deux courtes périodes de vastes batailles capitales, séparées par une guerre de siège de trois ans.

L'ampleur et la violence du premier choc de 1914 restent insuffisamment perçues dans la population française, pourtant bien

informée, et totalement ignorées en Angleterre. Au début des hostilités, dans tous les pays combattants, une censure énergique s'opposait à la publication du chiffre total des pertes subies. Plus tard, au cours même de la guerre, quand on en sut davantage, personne n'eut le temps au milieu des dangers du moment de se pencher rétrospectivement sur les premiers jours de la campagne. Et depuis la guerre, on n'a jamais donné au public une impression exacte de ces événements. Les yeux des Britanniques demeurent rivés sur les spectacles impressionnants des combats de Liège, de Mons et du Cateau-Cambrésis, sur la partie de la bataille de la Marne qui s'est déroulée aux environs de Paris, et sur la lutte désespérée aux alentours d'Ypres. Les autres événements sont plongés dans une obscurité qu'il est possible maintenant de dissiper.

Les Français ont perdu 854 000 hommes, tués, blessés ou prisonniers[1] pendant les trois premiers mois de bataille effective, compris entre la dernière semaine d'août et la fin de novembre, moment où se termine la poussée allemande en direction des ports de la Manche, et où la grande invasion se trouve définitivement arrêtée. Au cours de cette même période, la petite armée britannique, le septième environ des forces françaises, a perdu 85 000 hommes[2], ce qui donne pour l'ensemble des pertes alliées un total de 939 000. En face, pendant le même laps de temps, les Allemands ont perdu 677 000 hommes[3]. Le fait que les Allemands, contraints à l'attaque par leur offensive même, ont fait subir à leurs adversaires des pertes supérieures aux leurs est dû aux graves erreurs de doctrine, d'instruction et de tactique de l'armée française, qui ont été décrites dans les chapitres précédents, ainsi qu'aux principes stratégiques fallacieux du général Joffre. Mais plus des quatre cinquièmes des pertes françaises sont dues au premier choc. Du 21 août, moment où se produisent les batailles les plus importantes, jusqu'au 12 septembre, date à laquelle la victoire de la Marne est un fait acquis (période d'à peine trois semaines), les armées françaises perdent près de

330 000 tués ou prisonniers, soit plus d'un sixième de leurs pertes totales pendant l'ensemble des cinquante-deux mois de guerre. À ces pertes définitives, il convient d'ajouter 280 000 blessés, ce qui fait un total de plus de 600 000 hommes, pour les seules armées françaises au cours de cette brève période. Et les trois quarts de ce chiffre effroyable s'inscrivent dans les périodes du 21 au 24 août et du 5 au 9 septembre, c'est-à-dire en moins de huit jours.

Aucun autre belligérant n'a connu pareille tuerie en aussi peu de temps, même si l'on prend en compte les premiers désastres russes, ainsi que la phase finale des opérations sur le front occidental en 1918. Le fait que l'armée française ait survécu à cette épouvantable boucherie, aux erreurs manifestes qui l'ont provoquée, aux longues et accablantes retraites qui l'ont suivie, et qu'elle ait cependant conservé les qualités combatives qui ont rendu possible un sublime rétablissement constitue dans son histoire la preuve la plus éclatante de sa martiale résolution et de son sens du devoir. Si cette héroïque armée avait été conduite avec précaution au cours du premier choc, selon un plan stratégique judicieux, avec une connaissance réelle des effets des armes à feu modernes, ainsi que de l'emploi de la fortification de campagne et du fil de fer barbelé, il est indiscutable que l'envahisseur allemand eût été amené, après avoir subi d'énormes pertes, à s'immobiliser à 30 ou 50 kilomètres des frontières françaises. Au lieu de cela, en raison de la direction imprimée aux événements, l'armée française a subi dans les toutes premières semaines de la guerre des blessures presque mortelles, dont elle ne s'est jamais complètement remise.

La plus grave de toutes était la perte des officiers d'active, qui s'étaient sacrifiés avec un dévouement sans bornes. Dans bien des bataillons, deux ou trois officiers seulement avaient survécu aux premières batailles, et les cadres de l'armée française ont été très fortement atteints par l'anéantissement massif de son personnel formé à

la carrière des armes. Il ne fait aucun doute que les pertes subies par les Français au cours des années suivantes ont été aggravées par cet appauvrissement de la connaissance technique des unités combattantes. Les Allemands, bien qu'ils aient coutume de se plaindre de leurs fortes pertes en officiers au cours des premières batailles, n'ont pas été atteints aussi complètement, et jusqu'à la période qui a suivi les offensives de Ludendorff, ils ont toujours disposé d'un personnel de carrière suffisant pour instruire et encadrer leurs contingents successifs de recrues.

La stabilisation de la fin de novembre marque le début de la longue phase de la guerre de siège sur le front occidental. Les Allemands se retranchèrent en territoire français et belge, sur des positions choisies en raison de l'excellence du réseau ferroviaire, et, pendant plus de trois ans, les Alliés vont s'efforcer, en échouant à chaque fois, de rompre leur front et de les contraindre à la retraite.

Les Alliés ont déclenché en tout cinq grandes offensives :

I. – L'offensive des Français en Champagne et en Artois au printemps et au début de l'été de 1915.

II. – L'offensive des Français en Champagne, à la fin de l'automne et pendant l'hiver de 1915, et l'offensive simultanée des Britanniques à Loos.

III. – L'offensive des Britanniques et des Français sur la Somme de juillet à octobre 1916.

IV. – L'offensive des Britanniques à Arras et des Français sur l'Aisne, d'avril à juillet 1917.

V. – L'offensive des Britanniques pratiquement seuls, à Passchendaele, au cours de l'automne et de l'hiver de 1917.

Dans ces offensives de guerre de siège, qui ont occupé les années 1915, 1916 et 1917, les armées françaises et britanniques se sont consumées en vain et, comme on le verra, ont subi des pertes presque doubles de celles qu'elles ont infligées aux Allemands. Pendant cette

même période, les Allemands n'ont déclenché qu'une grande contre-offensive : la longue attaque entreprise par Falkenhayn à Verdun, au printemps de 1916. Les traits caractéristiques de cette opération seront décrits en temps voulu.

Ces gigantesques luttes sanglantes qui se sont prolongées durant des mois sont souvent qualifiées de « batailles » par un certain abus de langage. De par les effectifs qui se sont succédé dans la lutte, les quantités immenses de canons et d'obus utilisés, et le chiffre effrayant des pertes, elles se placent indiscutablement au rang des plus grands événements de l'histoire militaire, chacune d'entre elles étant considérée comme un tout. Mais que la terminologie ne nous égare pas. Si en parlant de « bataille » il ne s'agissait simplement que de décrire une réalité par ailleurs difficile à cerner, il n'y aurait guère à redire. Mais des chefs militaires et toute une école de commentateurs se sont efforcés de présenter ces opérations interminables comme des événements comparables aux batailles décisives du passé, sauf peut-être qu'elles étaient de plus grande ampleur. Céder à ce raisonnement spécieux, c'est se laisser entraîner à une conception complètement inexacte de ce qu'est la science militaire, et de ce qui s'est réellement passé au cours de la Grande Guerre.

Qu'est-ce qu'une bataille ? Le 5 mars 1918, j'écrivais :

> La guerre entre des Puissances de force équivalente… doit être envisagée comme une suite d'efforts maximums pour l'exécution desquels tout est mis en jeu, vers lesquels aboutissent toutes choses, et qui permettent d'obtenir des résultats décisifs et durables. Ces efforts maximums sont généralement appelés batailles. Une bataille implique qu'au cours d'un seul épisode la totalité des ressources disponibles de chacun des deux adversaires est concentrée contre l'ennemi.

L'importance d'une bataille doit être proportionnée à la totalité de la puissance combative des armées. Cinq divisions livrent une bataille quand elles appartiennent à une armée qui en comprend sept, mais la même opération lancée par une armée de 70 divisions se réduit au rang d'une action secondaire, même si les souffrances et le carnage y sont équivalents. Une série de combats de ce genre n'a d'autres résultats que d'augmenter le chiffre des pertes, sans intensifier l'importance des événements.

En outre, une bataille ne peut, à proprement parler, être considérée indépendamment du facteur temps. Si nous écrasons l'aile droite ennemie, nous nous mettons en situation d'attaquer le flanc exposé ou les arrières de son centre. Si nous perçons son centre, nous rendons possible le débordement de ses flancs. Si nous enlevons telle ou telle position élevée, nous devenons maîtres de ses lignes de communication. Mais il est impossible d'obtenir le moindre de ces avantages si le temps nécessaire à l'opération préliminaire est tel que l'ennemi puisse modifier son dispositif – s'il peut par exemple se replier et se fortifier de part et d'autre de la brèche ainsi créée, ou s'il peut replier son armée avant la chute de la position élevée qui menace ses communications. S'il dispose du temps nécessaire pour rendre effectives des mesures de ce genre, la première bataille est terminée et l'opération suivante oblige à une nouvelle bataille. Or le laps de temps nécessaire à l'ennemi n'est pas énorme. Une nuit lui suffit pour creuser et organiser une position nouvelle. Des renforts importants en hommes et en canons peuvent être amenés par voie ferrée en quarante-huit heures sur les points menacés. L'assaillant se trouve donc en face d'une situation nouvelle, d'un problème différent, d'une autre bataille. C'est par conséquent un abus de langage que de décrire la reprise d'une attaque dans ces circonstances nouvelles comme faisant partie de la bataille initiale, ou de présenter une telle série d'efforts désunis comme constituant une même bataille

étalée dans le temps. Des opérations faites d'épisodes isolés, qui se prolongent pendant des mois, coupées par des intervalles de temps pendant lesquels se produisent une succession de situations entièrement nouvelles, ne peuvent, quelle que soit leur ampleur, être comparées – pour ne citer que des exemples modernes – à des batailles comme Blenheim, Rossbach, Austerlitz, Waterloo, Gettysburg, Sedan, la Marne ou Tannenberg.

Les véritables périodes de bataille de la Grande Guerre se distinguent de la longue suite d'opérations partielles, bien que coûteuses, non seulement par le chiffre des pertes subies, mais encore par le nombre des divisions engagées simultanément de part et d'autre. En 1914, pendant les quatre journées du 21 au 24 août, 80 divisions allemandes ont été mises en ligne contre 62 divisions françaises, 4 britanniques et 6 belges. On trouve des chiffres équivalents pour les quatre journées décisives de la bataille de la Marne, du 6 au 9 septembre. De part et d'autre, toutes les réserves ont été pratiquement jetées dans la bataille, et la puissance totale des armées a été utilisée au maximum. Pendant les opérations du printemps de 1915 en Artois, qui ont duré trois mois et coûté 450 000 hommes aux Français[4], aucun des deux adversaires n'a jamais engagé simultanément plus de 15 divisions. Dans la bataille de Loos-Champagne, commencée le 25 septembre 1915, l'attaque a été menée par 44 divisions françaises et 15 divisions anglaises (soit un total de 59), contre environ 30 divisions allemandes. Mais au bout de trois jours la période décisive de la bataille fut pour ainsi dire terminée, et les effectifs mis en ligne par le camp franco-anglais diminuèrent rapidement. Au cours de l'année 1916, l'année de Verdun et de la Somme, pendant laquelle la lutte fut presque continuelle et où plus d'un million et demi de soldats britanniques et français, et plus d'un million de soldats allemands furent tués ou blessés, il n'y a qu'une seule journée, celle du 1er juillet sur la Somme, où le chiffre de 22 divisions alliées engagées

simultanément ait été atteint. La suite des opérations de la Somme, toutes meurtrières qu'elles furent, n'a jamais compris d'engagements où plus de 18 divisions alliées fussent mises en ligne, et dans bien des cas la bataille s'est poursuivie entre 3 ou 4 divisions britanniques ou françaises et des unités ennemies dont l'effectif n'atteignait pas la moitié de ces chiffres. Pendant toute la durée de ce que l'on a appelé la « bataille de Verdun », on ne trouve jamais plus de 14 divisions françaises et allemandes qui soient engagées le même jour, et la première attaque, la seule vraiment cruciale, celle qui a failli décider du sort de la place, n'a été menée que par 6 divisions allemandes contre 2 ou 3 divisions françaises. En 1917, quand le général Nivelle[5] prend le commandement des armées françaises, on s'efforce de déclencher une offensive décisive et les forces françaises mises en ligne dans la même journée, avec cependant des résultats désastreux, atteignent le chiffre de 28 divisions. Puis les opérations dégénèrent une fois de plus en combats inutiles et sanguinaires. L'offensive de l'armée britannique en automne dans les Flandres n'est qu'une longue suite d'attaques exécutées par des forces comprenant de 5 à 15 divisions. J'avais écrit en octobre 1917 – nous y reviendrons :

> Le succès est uniquement fonction *de l'ampleur et de l'intensité* de notre action offensive pendant une période de temps limitée. Notre but est de venir à bout de l'armée ennemie et non de ses positions… La guerre d'usure entre des armées qui s'équilibrent si parfaitement ne peut amener de décision. Le problème ne consiste pas à user les réserves ennemies, mais à les user si rapidement que la relève et la reconstitution des divisions détruites en soient rendues impossibles… Tant que ce problème ne sera pas résolu d'une manière satisfaisante, l'usure réciproque

se perpétuera pour atteindre des proportions gigantesques et obligera à des sacrifices effroyables jamais récompensés.

Ce n'est que le 21 mars 1918, lorsque s'entama la troisième et dernière phase de la guerre, que Ludendorff rouvrit la période des grandes batailles. Le nombre énorme des bouches à feu rassemblées alors par les Allemands sur le front occidental leur permettait de monter simultanément trois ou quatre grandes offensives et la possibilité de les déclencher à volonté permettait à Ludendorff de profiter des avantages de la surprise. Les réserves importantes dont il disposait, et qu'il utilisa après quatre ans de carnage avec une impitoyable détermination égale à celle déployée au cours de la première invasion, firent s'étendre la lutte étape par étape sur tout le front occidental, jusqu'à amener à leur point de rupture toute la structure des armées en lice et l'ensemble de leurs dispositifs offensifs et défensifs. C'est en juillet que l'effort allemand atteignit son point culminant. Ludendorff avait usé son armée à la manière classique et grandiose, mais il l'avait usée à fond, au moment où commença l'offensive alliée, appuyée par une artillerie aussi nombreuse que la sienne. Cette offensive se développant, toutes les armées alliées prirent part à des batailles qui se déplaçaient continuellement, et dans bien des cas, près de 90 divisions alliées furent engagées simultanément le même jour contre 70 à 80 divisions allemandes. C'est ainsi qu'il fut enfin possible d'obtenir des résultats décisifs.

Le poids réel des événements que les faits et les chiffres précédents viennent de nous indiquer apparaît encore plus nettement si l'on prend comme base de calcul les semaines au lieu des jours. Multiplions donc le nombre de divisions par le nombre de jours pendant lesquels elles ont pris part à des opérations actives au cours d'une semaine quelconque. La bataille des frontières nous donne pour la période comprise entre le 21 et

le 28 août 1914 environ 600 jours de bataille/division ; la semaine de la Marne du 5 au 12 septembre se monte à un total de près de 500. La semaine de Loos-Champagne du 25 septembre au 2 octobre 1915 atteint les environs de 100. L'intensité de la bataille, pendant la première semaine de Verdun, n'est que de 72 jours de bataille/division, chiffre jamais atteint par la suite au cours de ces opérations de Verdun. Le chiffre correspondant de la première semaine de la Somme, la semaine la plus importante, est de 46. L'offensive du général Nivelle en avril 1917 se monte en une semaine à 135. Passchendaele n'a jamais dépassé 85 jours de bataille/division en une seule semaine. En 1918, ces chiffres s'élèvent pendant l'offensive de Ludendorff à 328 pour la semaine comprise entre le 21 et le 28 mars. Pour toutes les semaines de l'été 1918, on trouve à plusieurs reprises le chiffre de 300, pour l'ensemble des armées en lutte. Enfin, au cours de l'offensive générale de Foch[6] en août, septembre, octobre, nous arrivons au chiffre maximum de 554 engagements de division par semaine, avec une moyenne de plus de 400 pendant le mois où les combats ont atteint leur maximum d'intensité.

Maintenant que les résultats sont connus, je me sens le droit de reproduire les avis que j'avais exprimés par écrit avant que ces batailles n'eussent été livrées. Le 29 décembre 1914, j'écrivais au Premier ministre :

> J'estime comme tout à fait possible qu'aucun des deux camps en présence ne dispose jamais de la puissance voulue pour percer les positions de son adversaire sur le front occidental… Sans prétendre émettre une opinion définitive, j'ai l'impression que la situation relative des deux armées ne se modifiera pas sensiblement.

> On peut, *ajoutais-je en juin 1915*, admettre dans l'ensemble que la stagnation se prolongera encore sur le front occidental, et que le belligérant qui engagera le plus de moyens en vue de percer les positions ennemies se placera de lui-même dans une situation désavantageuse.

Les états-majors français et britanniques avaient coutume d'affirmer pendant la guerre que les pertes qu'ils infligeaient aux Allemands au cours de leurs offensives étaient bien supérieures à celles qu'ils subissaient eux-mêmes, sans qu'il fût possible à ce moment-là de vérifier l'exactitude de leurs affirmations. L'ennemi élevait des prétentions analogues. Sur ce point, Ludendorff partageait l'attitude des hauts commandements français et britannique. Bien après fin de la guerre, alors qu'il avait encore tous les faits présents à l'esprit, ou à sa disposition s'il s'était soucié de les chercher, nous le voyons écrire : « Des deux méthodes (offensive ou défensive) la première exige moins d'efforts de la part de la troupe sans occasionner de pertes plus grandes[7]. » Soumettons les affirmations et les théories des autorités militaires des trois grands pays belligérants à une « épreuve du sang » aussi impitoyable que celle à laquelle elles ont toutes à tour de rôle condamné leurs vaillants soldats.

Les faits sont connus depuis l'armistice, mais avant d'entrer dans le détail des chiffres, il est bon d'envisager l'ensemble des faits.

L'Allemagne, avec une population de moins de 70 millions d'habitants, a mobilisé pendant la guerre 13 250 000 personnes, et selon les dernières statistiques officielles allemandes pour tous les fronts, y compris le front russe, elle a connu plus de 7 millions de tués, blessés ou prisonniers, dont près de 2 millions de morts[8]. La France, sur une population de 38 millions d'habitants, a mobilisé un peu plus de 8 millions d'hommes (en y incluant cependant une proportion

importante de contingents africains qui ne figurent pas dans le chiffre de la population totale), dont 5 millions environ ont été mis hors de combat, y compris 1,5 million de tués. L'Empire britannique, sur une population blanche de 60 millions d'habitants, a mobilisé près de 9,5 millions d'hommes, et a subi des pertes s'élevant à plus de 3 millions d'hommes dont près d'un million de morts.

Les statistiques britanniques ne peuvent être cependant comparées *a priori* avec celles de la France et de l'Allemagne, car la proportion des troupes de couleur y est plus forte, et les effectifs tombés sur les autres fronts que le front occidental, ou employés par la marine, sont tous deux nettement supérieurs.

Les chiffres français et allemands permettent cependant une comparaison très serrée. Les deux armées ont engagé la totalité de leurs forces du début à la fin de la guerre. Les deux nations ont exigé de leurs populations l'effort maximum. Il n'est pas étonnant que dans ces conditions leurs chiffres officiels correspondent aussi précisément. Les Allemands ont mobilisé 19 % de leur population totale, et les Français 21 %, y compris leurs importants contingents africains. Même si l'on tient compte de ces derniers, on voit que dans cette lutte à mort, les deux pays ont imposé à leur population masculine un effort équivalent. Si cette base de calcul est exacte – comme tout porte à le croire –, la proportion des pertes françaises et allemandes par rapport au chiffre des mobilisés montre une similitude encore plus remarquable. La proportion des pertes allemandes par rapport au chiffre des mobilisés est de 10 sur 19, et celle des Français de 10 sur 16. La proportion des tués par rapport aux blessés est presque identique dans les deux pays, soit 2 sur 5. Enfin, les statistiques donnent la répartition des pertes allemandes entre le front occidental et tous les autres fronts comme étant d'environ 3 contre 1, tant pour les tués que pour les blessés. Tous les tableaux et

les calculs qui suivent ont été établis d'après ces chiffres concordants, qui font autorité.

Le ministère de la Guerre britannique a publié en mars 1922 ses *Statistiques de l'effort militaire de l'Empire britannique pendant la Grande Guerre*. Un chapitre de cette énorme compilation donne les chiffres comparés des pertes britanniques et allemandes sur le secteur britannique du front occidental de février 1915 à octobre 1918 inclus. Les chiffres concernant les Britanniques proviennent des archives officielles du ministère de la Guerre, et les chiffres allemands du bureau des Archives fédérales de Potsdam. Le résultat des calculs effectués peut se résumer ainsi : le chiffre total des pertes en officiers s'élève pour les Britanniques à 115 741 et pour les Allemands à 47 256. Le chiffre total des pertes en sous-officiers et hommes de troupe est de 2 325 932 pour les Britanniques et de 1 633 140 pour les Allemands. La proportion relative des pertes est donc de 5 officiers britanniques pour 2 officiers allemands, et de 3 à 2 pour les sous-officiers et hommes de troupe.

Il n'y a pas lieu de douter de l'exactitude de ces calculs officiels sur le fond, ni de la véracité du tableau d'ensemble qu'ils nous présentent. Il convient cependant d'en dégager les conclusions qui s'imposent, et dont l'importance ne semble pas avoir été saisie même dans les milieux les plus qualifiés. Je les expose ci-dessous sous la forme la plus simple.

Pendant toute la durée de la guerre, et quelle que soit la phase des opérations envisagée, les Allemands n'ont jamais subi de pertes supérieures à celles des Français qu'ils combattaient, et dans bien des cas ils leur ont infligé des pertes doubles des leurs. Pendant toutes les phases des opérations telles qu'elles ont été définies par les autorités françaises, les Français ont toujours été perdants du point de vue des tués, des prisonniers et des blessés. Qu'ils soient restés sur la défensive ou qu'ils

aient attaqué, les résultats n'ont jamais varié. Qu'il s'agisse de la ruée initiale subie pendant l'invasion, de l'offensive allemande à Verdun, ou des grandes attaques françaises lancées contre les positions allemandes, voire même des longues périodes d'usure de la guerre de tranchées, il a toujours été nécessaire de répandre le sang de 1½ à 2 Français pour faire subir l'équivalent à un seul Allemand.

La deuxième évidence qui se dégage de ce tableau, *c'est qu'au cours de toutes les offensives britanniques les pertes anglaises comparées aux pertes allemandes correspondantes n'ont jamais été inférieures à la proportion de 3 pour 2 et que bien souvent elles ont été presque doubles.*

Si l'on compare cependant les efforts fournis par les Français et les Britanniques sur le front occidental, on constate que les Français ont toujours, quelle que soit la période ou la nature des opérations, subi des pertes plus lourdes que celles qu'ils infligeaient à l'ennemi, tandis que les Britanniques, bien qu'ils aient subi au cours de toutes leurs offensives des pertes plus lourdes, inversèrent la situation quand c'étaient les Allemands qui les attaquaient.

Au cours des grandes poussées offensives déclenchées successivement par Joffre pendant le printemps et l'automne de 1915, les Français ont, sans obtenir de gains de terrain appréciables ou le moindre avantage stratégique, perdu près de 1 300 000 hommes tandis que les Allemands n'en perdaient que 506 000. Ce fut l'année la plus mauvaise du *régime* de Joffre. Si lourdes qu'aient été les fautes de la bataille des frontières, si flagrantes qu'aient été les erreurs lors du premier choc, elles furent éclipsées par l'opiniâtreté insensée et l'absence de vue d'ensemble qui, à défaut de disposer d'une supériorité numérique suffisante, de l'artillerie indispensable, des munitions nécessaires, d'aucun procédé mécanique nouveau, sans la moindre tentative de surprise ou de manœuvre, et sans espoir raisonnable de victoire, ne cessaient de lancer les populations héroïques mais restreintes de la France contre les retranchements les

plus solides, contre des réseaux de fils de fer barbelés intacts, et contre d'innombrables mitrailleuses utilisées avec une froide précision. La responsabilité de cette période lamentable est partagée, quoiqu'à un moindre degré, par Foch, qui a dirigé sous les ordres de Joffre, mais avec une ardente conviction, la longue offensive du printemps en Artois, la plus inutile et la plus coûteuse de toutes.

Pendant la bataille de la Somme en 1916, où la plus grosse partie des pertes échut aux Britanniques, les pertes françaises et allemandes furent moins inégales. Mais d'un autre côté, la rigidité de la méthode défensive mise en œuvre par les Français à Verdun, et dont nous parlerons plus loin, leur a fait subir des pertes très nettement supérieures à celles des assaillants allemands.

Que reste-t-il des arguments en faveur de la « guerre d'usure », si l'on considère les chiffres officiels désormais connus ? Comment pouvions-nous user l'ennemi, alors que nous perdions trois ou quatre fois plus d'officiers, et presque le double d'hommes de troupe au cours de nos offensives ? Chacune d'elles n'avait d'autre résultat que de nous affaiblir un peu plus, et dans certains cas beaucoup plus, que l'ennemi. Leur aboutissement cumulé de 1915 à 1917 (après déduction des pertes subies par les deux adversaires pendant l'attaque allemande de Verdun) est une liste de pertes franco-britanniques s'élevant à 4 123 000 en face d'une liste allemande de 2 166 000. Non seulement cela vaut-il pour les effectifs, mais encore pour la valeur combative des troupes. Ce sont les plus braves qui tombent pendant les attaques, et les pertes sont particulièrement lourdes dans les rangs des soldats les meilleurs et les plus audacieux. Dans la défensive, ces pertes se répartissent également sur l'ensemble des effectifs exposé au feu de l'ennemi. Le processus d'usure faisait son œuvre, mais c'était dans nos rangs et non dans ceux des Allemands qu'il exerçait ses ravages.

On peut soutenir que si l'un des adversaires est numériquement beaucoup plus fort que l'autre, il peut « user l'ennemi », même en perdant deux hommes pour un. Mais cet argument ne s'applique pas aux combats sur le front occidental, car en premier lieu les Alliés n'ont jamais disposé d'une supériorité numérique leur permettant des sacrifices humains aussi disproportionnés, et ensuite le contingent annuel de recrues allemandes était chaque année suffisant pour combler entièrement les pertes définitives subies au cours des mois précédents.

Examinons ici le total des pertes allemandes en ce qui concerne le front occidental.

Pertes infligées aux Allemands par

	les Britanniques	les Français[9]	Total
1914 (environ)	100 000	747 000	847 000
1915	116 000	536 000	652 000
1916	291 000	673 000	964 000
1917	448 000	436 000	884 000
1918	818 000	680 000	1 498 000
Total	1 773 000	3 072 000	4 846 000[10]

Du tableau précédent, qui comprend les tués, blessés, disparus et prisonniers, il faut dégager le chiffre des pertes définitives, c'est-à-dire le chiffre des hommes mis hors de combat pour la durée de la guerre. Additionnons dans ce but le nombre des tués, disparus et prisonniers, avec le tiers seulement du nombre des blessés. Calculées dans ces conditions, les pertes allemandes totales et définitives, pour les trois

années de guerre de positions sur le front occidental, se montent aux chiffres suivants :

1915	337 000
1916	549 000
1917	510 000
Total	1 396 000

Les pertes allemandes sur le front occidental pendant les trois années de guerre de siège s'élèvent donc à une moyenne annuelle de 465 000 hommes. L'incorporation annuelle des jeunes recrues arrivées à l'âge du service militaire dépassait 800 000 hommes, mais ces contingents annuels avaient été fortement entamés avant terme par suite de l'urgence des besoins et surtout par suite de l'ardeur patriotique de la jeunesse, qui devançait l'appel. Du mois de mai 1915, période normale de l'incorporation, jusqu'à la fin de l'année, 1 070 000 hommes furent appelés sous les drapeaux[11]. Au cours de la période correspondante de 1916, le recrutement total atteignit 1 443 000 hommes. C'est pourquoi les chiffres de 1917 ne purent dépasser 622 000, ce qui restait pourtant nettement supérieur à l'usure provoquée par les offensives alliées. Ce n'est qu'en 1918 que le recrutement des Allemands bons pour le service tomba à 405 000 hommes et, sans l'effondrement de la résistance nationale, il se serait vraisemblablement redressé en 1919, car l'abondante récolte de la jeunesse allemande augmentait régulièrement jusqu'à atteindre le chiffre de 800 000 hommes par an. Les chiffres des pertes et des incorporations allemandes au cours des trois années de guerre de siège peuvent donc s'inscrire comme suit :

	Pertes du front occidental	Total des incorporations	Différence pour tous les fronts
1915	337 000	1 070 000	733 000
1916	549 000	1 443 000	894 000
1917	510 000	622 000	112 000
Total	1 396 000	3 135 000	1 739 000

Comment, dans ces conditions, pouvoir compter sur un résultat décisif par la seule guerre d'usure ? Les ressources en hommes des Allemands étaient suffisantes pour prolonger indéfiniment la lutte dans les mêmes conditions qu'en 1915, 1916 et 1917. La réalité, c'est que pendant les trois années d'opérations offensives des Alliés sur le front occidental, ils ont recruté 1 739 000 hommes de plus qu'ils n'en ont perdu. Comme je l'écrivais au début de mars 1918, nous ne faisions en fait « qu'échanger des vies humaines, dans des conditions, qui quoique plus épouvantables que tout ce qui avait été vu jusque-là, n'en étaient pas moins insuffisantes pour amener une décision ».

Ce n'est qu'en 1918 que se produisit un changement fatal pour l'Allemagne. On vit alors la seule phase de la lutte engagée entre les Britanniques et les Allemands où les proportions relatives des pertes s'inversèrent spectaculairement. Cette période n'est pas, comme le lecteur peu informé pourrait le croire, celle où nos troupes avançaient en prenant les tranchées d'assaut, en réduisant les villages fortifiés en poussière, en multipliant les prisonniers et les affreuses prises de guerre, celle pendant laquelle notre propagande tant intérieure qu'étrangère proclamait haut et fort que le flot de la victoire montait. C'est au contraire celle qui apparaît sans doute, à la plupart des gens, comme la

plus alarmante et la plus angoissante, celle des plus grandes victoires allemandes et des revers britanniques les plus cruels. C'est au cours de la violente offensive de Ludendorff en 1918, pendant les batailles qui ont suivi l'offensive du 21 mars et les batailles de la Lys, que pour la première fois les pertes des Allemands en hommes et en officiers, blessés ou tués, et surtout en officiers tués, dépassèrent celles des troupes qu'ils croyaient battre et que, nous le savions, ils forçaient à se replier.

C'est leur propre offensive et non les nôtres qui a consommé leur ruine. Leur usure n'est pas l'œuvre de Joffre, de Nivelle et de Haig, mais celle de Ludendorff. Reportons-nous aux statistiques impitoyables qui courent du 21 mars 1918 à la fin de juin. En trois mois à peine, les Allemands perdirent devant les seuls Britanniques 16 000 officiers et 419 000 hommes. Au cours d'une période de temps presque équivalente[12], ils dénombrèrent contre ces seuls Britanniques 3 860 officiers tués, à comparer au chiffre de 3 878 officiers tués par les Britanniques au cours des vingt-six mois précédents. Pendant ces mêmes trois mois, mais surtout au cours des cinq dernières semaines, les Français leur infligent des pertes s'élevant à 253 000 officiers et hommes de troupe. Le chiffre total de leurs pertes se monte pour ces seules treize semaines à 688 000 hommes, dont un très petit nombre seulement put être renvoyé sur le front pendant la courte période de guerre qui restait. Dans les neuf derniers mois des hostilités, le chiffre des incorporés tomba à 405 000. Les Allemands ont donc perdu près de 800 000 hommes en un laps de temps où leurs incorporations ne dépassaient pas 150 000 hommes. C'est bien là qu'il faut voir l'usure qui, se produisant au moment où l'esprit national était affaibli par quatre années d'efforts et par les effets cumulés du blocus, provoqua la retraite allemande sur le front occidental et rendit impossible un repli sur la position Anvers-Meuse avec toutes les possibilités de négociations

qu'il ouvrait, avant de finir par entraîner l'écroulement aussi complet que soudain de la résistance allemande en novembre 1918.

Mais, nous dira-t-on, l'usure des effectifs n'est pas tout, il y a aussi l'usure morale consécutive à des offensives continuelles qui épuisent la volonté de l'ennemi. Il se voit contraint de céder le terrain, d'abandonner des prisonniers, des canons, et des trophées, il voit ses positions les plus solides prises d'assaut, sa ligne de bataille en constant recul. Ce sont ces revers qui l'épuisent, en dépit du fait qu'il inflige à l'assaillant des pertes doubles ou souvent triples des siennes. On peut concéder que dans la guerre moderne, les souffrances des troupes qui se défendent ne sont pas moins cruelles que celles des troupes assaillantes. Pourtant, il n'existe pas de stimulant plus grand pour le soldat dans l'angoisse de la bataille que le sentiment des pertes qu'il inflige à son adversaire. Tapi contre sa mitrailleuse, au milieu d'un bombardement épouvantable, il voit de longues lignes ennemies fauchées vague après vague, par centaines et par milliers. Il connaît le petit nombre et l'éparpillement des défenseurs, il voit toutes les cibles qui s'offrent à eux. Sa confiance s'accroît avec l'échec de chaque attaque, et quand il se trouve enfin débordé, d'autres sont derrière lui, qui savent ce qui se passe et lequel des deux adversaires souffre davantage.

Mais soumettons également la théorie de l'usure morale à l'épreuve des faits. Peut-il être contesté que la confiance des armées allemandes, en sus de leur force numérique relative, se soit accrue quand les Britanniques et les Français ont été repoussés en 1915 à Loos et en Champagne ? Ces batailles les ont-elles incitées à ralentir en quoi que ce fût leur pression contre les Russes ? N'est-ce pas au cours de ces batailles mêmes que les divisions allemandes se sont emparées de la Serbie et qu'elles ont envahi les Balkans ? N'est-ce pas à l'apogée de la bataille de la Somme que le haut commandement allemand a pu se permettre de retirer plus d'une douzaine de divisions des différents fronts afin

d'écraser la Roumanie ? Quelle est l'armée qui s'est le plus réjouie de la grande offensive de Nivelle en 1917 ? Qui a terminé avec un moral encore accru les combats prolongés qui ont suivi la bataille d'Arras ? Des armées britannique et allemande, laquelle avait la situation relative la meilleure à la fin de la bataille de Passchendaele – les Britanniques exténués, décimés, leurs divisions réduites par nécessité de 13 à 10 bataillons, ou les Allemands mis au repos, occupés à s'entraîner et à rassembler les renforts venus de Russie en vue de fournir un effort supérieur à ceux déjà fournis ?

Il est certain, considérant la guerre dans son ensemble, que toute offensive alliée – britannique ou française – déclenchée jusqu'à l'été de 1918 n'a fait qu'accroître la puissance relative des Allemands. S'ils n'avaient pas gaspillé leurs forces pendant l'offensive suprême de Ludendorff, rien n'eût pu les empêcher de maintenir leur front pratiquement intact pendant tout le cours de l'année, et de limiter à la ligne de la Meuse une retraite effectuée à loisir au cours de l'hiver.

Mais, dira-t-on encore, comment faire la guerre si pendant une longue période de temps les conditions sont telles que toutes les offensives soient également nuisibles à l'assaillant ? Les deux adversaires vont-ils donc s'installer avec des armées immenses en se regardant pendant des années, chacun persuadé que l'assaillant sera le perdant ? Est-ce là la conclusion stérile vers laquelle tend ce raisonnement ? Quelles étaient les méthodes pratiques à mettre en œuvre ? Nul besoin d'aller jusqu'à dire qu'aucune des offensives alliées n'aurait dû être exécutée, car on trouve en fait au moins cinq exemples d'attaques « classiques » courtes et soudaines – le début de la bataille d'Arras, la prise de la crête de Messines, la reprise par les Français des forts de Douaumont et de la Malmaison, ainsi que la première journée de la bataille de Cambrai – qui constituent par elles-mêmes de brillants cas de figure. Si toutes ces attaques s'étaient limitées aux résultats dus à la

surprise initiale, elles auraient été plus coûteuses en hommes comme en réputation pour les Allemands que pour les Alliés. C'est bien par des actions secondaires de ce genre que l'on aurait pu préserver le prestige de la « défensive active ». Mais la question qui se pose est de savoir s'il était d'une sage politique d'entreprendre et de poursuivre des offensives prolongées de grande envergure tendant à user l'ennemi, ou s'il n'aurait pas mieux valu que les Français et les Britanniques, au lieu de rechercher eux-mêmes l'offensive sur le front français, s'efforcent continuellement de saisir la moindre occasion de contraindre l'ennemi à l'attaque. La victoire finale n'aurait-elle pas été acquise plus tôt si toute notre stratégie et notre tactique avaient été dirigées dans ce sens ?

Si l'ennemi s'était vu forcé d'attaquer, nous aurions pu le lui faire payer cher. C'est lui, et non pas nous, qui eût été contraint de se casser les mâchoires sur les barbelés et de saturer la gueule des mitrailleuses en y sacrifiant le meilleur de sa jeunesse. Et fallait-il s'en tenir là ? L'emploi de la force dans la conduite des opérations ne doit pas être simplement subordonné à la fermeté de caractère des chefs ou à l'application des maximes des manuels. Ce que l'on demande à ceux qui sont à la tête de grandes armées, c'est de posséder dans la plus large mesure le talent, la prévoyance, la compréhension profonde des réalités non seulement particulières, mais générales, ainsi que l'art du stratagème, de la ruse et de la manœuvre.

Supposons que nous – Français comme Britanniques – ayons entraîné nos armées à l'arrière du front à présenter de très grandes qualités de souplesse et de manœuvre, supposons que nous ayons construit des fortifications permanentes sur les positions d'où nous ne pouvions accepter aucun recul avec du béton et autres moyens techniques modernes, supposons que nous ayons choisi de longue date et affaibli suite à des calculs avisés les secteurs où nous pouvions nous permettre d'abandonner 20 à 30 kilomètres de terrain, supposons que

nous ayons amené l'ennemi à attaquer à cet endroit et à former de grandes poches et de larges saillants dans un front mince et mal établi, et qu'au moment où il se voyait près d'obtenir la victoire finale, nous ayons déclenché une contre-offensive de grande envergure, minutieusement préparée en fonction de l'emplacement des voies ferrées, non pas sur ses positions fortifiées, mais sur les flancs d'un front mouvant et variable ! N'y a-t-il pas là un plan d'ensemble, qui dans ses différentes parties ferait énormément monter le prix du sang pour l'ennemi en échange de chaque pouce de terrain cédé, tout en débouchant sur la perspective de victoire rapide et glorieuse pour des troupes braves, fraîches et bien entraînées ?

Et pourquoi limiter cette façon de voir au seul domaine où s'affrontent les armées les meilleures et les plus fortes ? La puissance navale, les communications ferroviaires, la politique étrangère offrent la possibilité de découvrir des flancs d'attaque nouveaux en dehors des zones de paralysie. La science mécanique, née dans les forges ou dans les laboratoires, offre sur terre, dans les airs, sur toutes les côtes des possibilités illimitées d'innovation et de surprise. Que serait-il advenu, par exemple, si la puissance combative correspondant aux 450 000 Français et Britanniques tombés pendant la bataille de Champagne-Loos en 1915 avait été employée à forcer les Dardanelles ou à former une combinaison avec les États balkaniques ?

Abandonnons un instant, afin de conserver le sens des proportions relatives, le front occidental pour les théâtres d'opérations secondaires – ce qualificatif ne convenant guère dans beaucoup de cas –, afin d'y étudier la répartition de l'ensemble de notre puissance militaire. Le ministère de la Guerre a publié dans l'*Effort militaire* un calcul établi non sur la base du chiffre des pertes, mais sur celle des effectifs employés sur les différents fronts multipliés par le nombre de jours de

présence effective qu'ils y ont passés. Ce calcul donne les proportions suivantes en prenant comme unité l'effort fourni aux Dardanelles.

Journées d'hommes (non compris les officiers)

Dardanelles.....1,00
Salonique.....6,40
Russie du Nord.....0,08
Palestine.....12,20
Mésopotamie.....11,80
Afrique de l'Est.....9,20
France.....73,00

Et n'est-il pas également méritoire de savoir « économiser » ses forces ? Nous ne nous en sommes jamais donné les moyens. Nous avons contraint nos armées à l'improvisation en présence de l'ennemi. La fine fleur de la nation, ses hommes, ses énergies, ses intelligences, tout cela a été généreusement donné. Mais on n'a jamais trouvé le temps voulu pour instruire et organiser ces éléments avant qu'ils ne fussent gaspillés. D'un métal inestimable on a tiré des armes mal dégrossies, qui à peine forgées ont été utilisées et brisées, puis remplacées par d'autres aussi imparfaites. Il fallait tenir le front et mener la guerre, mais la *recherche* éperdue de l'offensive, avec des formations à demi prêtes, ou pendant des périodes où il n'existait aucune parade à la mitrailleuse, ne constituait certainement pas une méthode de guerre. Supposons que l'armée britannique qui a été sacrifiée sur la Somme, la meilleure dont nous ayons jamais disposé, ait été conservée, entraînée et portée à sa puissance maximum jusqu'à l'été de 1917, en attendant que peut-être 3 000 chars soient prêts, qu'une artillerie très supérieure soit constituée,

qu'une méthode scientifique de progression continue soit imaginée, que tout le dispositif soit au point – est-ce que dans ces conditions une offensive d'ensemble ne nous aurait pas donné un résultat décisif ?

On pourra dire – mais les Alliés ? – mais la Russie ? – mais l'Italie ? Auraient-ils tenu aussi longtemps, tandis que la France et la Grande-Bretagne affinaient leurs plans et accumulaient leurs forces ? Mais si l'on avait aidé directement la Russie en écrasant la Turquie, et l'Italie en rassemblant tous les États balkaniques contre l'Autriche, ces deux puissances n'auraient-elles pas évité les désastres auxquels elles ont été finalement exposées ? À quoi bon prolonger une action offensive dans laquelle l'assaillant subit des pertes presque doubles de celles de son adversaire sans obtenir de résultats stratégiques ? En quoi l'exécution d'une opération mal avisée, coûteuse et épuisante peut-elle être d'une utilité quelconque à un allié ? Ne paie-t-il pas beaucoup plus cher par la suite l'allègement momentané qu'il en reçoit ? À quoi bon attaquer quand on est sûr d'être battu ou s'efforcer « d'user l'ennemi » quand on s'use soi-même deux fois plus vite ? L'impulsion irrésistible de la guerre, les carences du commandement et le manque d'unité au sein des Alliés, la vague de fond des passions nationales *imposent* presque toujours des actes inconsidérés aux gouvernements ou aux chefs. Il faut leur accorder qu'il y a des limites à leur savoir et à leur pouvoir. Les chefs militaires britanniques ont été profondément influencés de bout en bout par l'état d'esprit et la situation qui régnaient en France. Mais que l'on ne dénature pas les faits, que l'on ne fonde pas des conclusions sur des erreurs, que l'on n'affirme pas que leurs douloureuses conséquences constituent le modèle parfait de l'art de la guerre, ou l'aboutissement triomphant d'un grand dessein.

La richesse, la science, la civilisation, le patriotisme, les transports modernes et le crédit mondial permettaient de consacrer

continuellement à la guerre la puissance totale de chacun des adversaires. Les populations entières, les hommes comme les femmes, combattaient et travaillaient, employant toutes leurs forces physiques à des buts de destruction. Dans chaque pays, l'industrie nationale se consacrait à la fabrication du matériel de guerre. Des dizaines de millions de combattants, des dizaines de milliers canons répandaient la mort sur des positions qui s'étendaient elles-mêmes sur des milliers de kilomètres. Une dévastation atteignant de telles proportions n'avait jamais été imaginée dans le passé et n'avait jamais été accomplie avec une rapidité pareille au cours de toute l'histoire de l'humanité. Porter ces ravages à l'extrême, tel était l'objectif le plus cher de chaque nation et de la presque totalité de ses éléments les meilleurs et les plus grands.

Mais au moment même où l'Europe était assujettie à cette effrayante servitude, l'art de la guerre était tombé dans une impuissance presque équivalente. Aucun moyen d'obtenir une prompte décision ne venait se présenter à l'esprit stratégique des chefs, ou n'existait sur les champs de bataille des opérations tactiques des armées. Les chaînes qui liaient à leurs tâches les nations combattantes ne devaient pas être rompues par le génie des militaires. Aucun parti ne disposait d'une supériorité suffisante ; aucune méthode pratique d'offensive décisive n'avait été imaginée, et les feux de la guerre mal dirigés brûlaient au cours de ces années fatales les chairs des nations captives, sans réussir à en briser les fers.

C'est en août 1914 que le nom de Joffre résonna pour la première fois aux oreilles britanniques. On ne savait rien à son sujet, sinon qu'il était le chef reconnu et accepté des armées françaises en cette heure de mortel péril pour la France, péril que nous avions décidé de partager. Le Gouvernement et le peuple britanniques se rendaient compte que l'existence même de la France était en jeu, et confiants dans la science

militaire légendaire de l'armée française, accordaient leur confiance franche et entière à ce massif et nouveau personnage qui surgissait si brusquement des coulisses du ministère de la Guerre et qui s'avançait tranquillement à la rencontre de l'orage menaçant. Qui était-il ? Et comment se trouvait-il en cette heure décisive occuper la situation la plus importante ? Quels étaient les talents dont il avait fait preuve ; quel rôle avait-il joué ? Quelles forces avait-il su utiliser ou vaincre ? Par quels hasards et par quelles épreuves était-il passé au cours de sa marche ascendante vers ce poste qui conférait à celui qui le détenait la responsabilité la plus grande qui pût incomber à un homme dans le domaine de l'action brutale ? Pour répondre à ces questions, il est nécessaire de remonter quelque peu le cours des événements.

Le général Michel avait des idées diamétralement opposées à l'opinion dominante des milieux militaires et comme nous l'avons vu cette divergence de vues lui fut fatale[13]. Le Gouvernement avait l'intention de lui donner comme successeur Gallieni ou Pau, mais ce dernier ayant réclamé la nomination d'officiers généraux que le ministre se refusait à accepter, on prit prétexte de son âge pour ne pas le nommer. Cette raison une fois rendue publique s'appliquait encore davantage à Gallieni qui était plus âgé. C'est à la suite de ces circonstances que le général Joffre fut choisi.

Joffre était un officier du génie, qui faisait partie en 1911 du Conseil supérieur de la Guerre, après avoir rempli des fonctions diverses à Madagascar sous les ordres de Gallieni ainsi qu'au Maroc. Il eût été difficile de trouver un type d'homme qui semblât à première vue aussi peu indiqué pour combiner et résoudre les questions complexes et redoutables posées par la guerre moderne. Il était le membre le moins ancien du Conseil et n'avait jamais commandé d'armée, ni dirigé de grandes manœuvres, même au cours d'exercices sur la carte. Dans ces

kriegspiels, il remplissait la fonction de directeur de l'arrière et c'est ce poste qui lui avait été assigné à cette époque en cas de mobilisation. On vint à bout de ses réticences face à cette responsabilité inquiétante en lui promettant que le général de Castelnau, très au courant des plans et des conceptions de l'état-major français, ainsi que de la conduite des grandes opérations de guerre, serait mis spécialement à sa disposition.

On a déjà fait mention dans le premier volume de cet ouvrage des fautes énormes et des erreurs presque fatales commises par le général Joffre, ou en son nom, pendant les premières grandes batailles de la guerre. La critique française n'a pas hésité à exposer impitoyablement et à flétrir les faiblesses du plan XVII. Les Allemands, comme l'avait prévu le général Michel, exécutèrent leur large mouvement débordant par la Belgique en mettant en ligne presque immédiatement 34 corps d'armée dont 13, ou leur équivalent, étaient composés d'unités de réserve. Sur les 2 000 000 d'hommes qui s'avançaient pour envahir la France et la Belgique, 700 000 seulement appartenaient à l'active et 1 300 000 étaient des réservistes. Le général Joffre ne pouvait leur opposer que 1 300 000 hommes, dont 700 000 étaient également des hommes de l'active, mais appuyés seulement par 600 000 réservistes. Les 1 200 000 autres réservistes qui avaient immédiatement répondu à l'appel du pays encombraient les dépôts où ils manquaient d'armes, d'équipements, de cadres et d'officiers. C'est la raison pour laquelle les Allemands disposèrent dès le début et sur tout l'ensemble du front d'une supériorité numérique de *trois à deux* et comme à leur gauche ils avaient économisé des forces, il leur fut possible d'exécuter leur mouvement débordant par la droite avec une supériorité écrasante de moyens. À Charleroi ils combattaient à *trois contre un*.

Le côté stratégique des conceptions du général Joffre ne valait pas mieux que les mesures prises pour l'utilisation des effectifs. Ses quatre

armées de droite et du centre lancées impétueusement dans des attaques en direction est et nord-est furent presque immédiatement arrêtées et rejetées avec des pertes si effrayantes que le monde n'en a pas encore saisi l'importance. Son armée de gauche, la 5e, et un groupe de trois divisions de réserve qui lui avait été envoyé au dernier moment pour la renforcer, ainsi que l'armée britannique, furent simultanément tournées et contraintes à se replier. Elles n'avaient échappé à un enveloppement complet et à l'anéantissement que grâce à la retraite opportune exécutée indépendamment et de leur propre initiative par le général Lanrezac et Sir John French, et grâce à la résistance opiniâtre et aux feux bien ajustés des soldats de métier parfaitement instruits qui composaient l'infanterie britannique. Le général Lanrezac, qui avait saisi l'ensemble de la situation et qui n'avait pas hésité à donner l'ordre de se replier, s'est acquis ainsi les titres les plus justifiés à la reconnaissance de la France.

C'est dans le domaine tactique que les erreurs du général Joffre et de son école de « Jeunes Turcs », comme elle a été appelée par la suite, allaient atteindre leur point culminant : nous l'avons vu lors de la bataille de la Marne[14]. Le choc avait été général sur tout le front et il avait été partout suivi de la retraite. Au cours de cette grande bataille des frontières, dont l'importance et l'horreur sont à peine connues en Angleterre, plus de 300 000 Français avaient été tués, blessés ou faits prisonniers. En dépit de ces surprises désastreuses, le général Joffre n'en conservait pas moins un sang-froid tel que les critiques l'ont déclaré impossible à distinguer de l'insensibilité. Impassible devant les responsabilités qu'il encourait, il destituait de tous côtés ses subordonnés, qu'ils fussent incompétents ou non. Il donna des ordres prescrivant la retraite générale de toutes les armées qui devaient se replier avant de reprendre l'offensive non seulement jusqu'à la Marne, mais même derrière la Seine, ce qui impliquait l'isolement ou l'abandon

des camps retranchés de Paris et de Verdun. C'est pendant que s'exécutait ce plan que se place l'intervention du général Gallieni, qui venait d'être nommé gouverneur de Paris – intervention qui a soulevé d'interminables controverses. Il existe toute une littérature d'ouvrages français traitant de cet événement resté célèbre. Les partisans de Gallieni cherchent à prouver le bien-fondé de leurs allégations par des lettres, des dépêches, des conversations téléphoniques, des ordres et des faits établis. Les défenseurs de Joffre réduisent la valeur de ces assertions au minimum et s'en tiennent à l'affirmation solide que rien ne peut enlever la gloire de la victoire à celui qui en portait la plus grande responsabilité.

Il est possible de tirer de ces divers arguments une conclusion équitable. La responsabilité écrasante du commandant en chef reste incontestable, et ne peut être mieux exprimée que par les paroles attribuées à Joffre lui-même. Une dame lui ayant posé cette question indiscrète : « Qui a gagné la bataille de la Marne ? », il aurait répondu : « C'est là, madame, une question embarrassante, mais je sais qui l'aurait perdue, si elle l'avait été ».

Joffre et le Grand Quartier général exécutaient leur mouvement de repli avec l'intention déclarée d'attaquer leurs poursuivants et de livrer le plus rapidement possible une bataille décisive. Où et quand ? Ces questions n'avaient pas été définitivement réglées, les armées étant au contact permanent de l'ennemi et les événements se modifiant à chaque instant. Mais il est certain qu'ils avaient l'intention d'exécuter cet effort suprême au moment où les cinq armées de poursuite allemandes se trouveraient placées entre les deux boutoirs de Paris et de Verdun.

C'est l'intervention de Gallieni qui a décidé de ce moment et qui en a décidé glorieusement. C'est lui qui avait insisté pour que l'on défendît la capitale au moment où Joffre demandait qu'elle fût déclarée ville ouverte. C'est également lui qui avait suggéré au Gouvernement

d'ordonner à Joffre de mettre dans ce but à sa disposition une armée de campagne. Quand les colonnes interminables de la droite allemande qui longeaient Paris obliquèrent vers le sud-est, il se décida aussitôt à attaquer leur flanc menacé avec la totalité de ses forces. Il fit avancer toutes ses troupes vers l'est, il convainquit Joffre que le moment de l'offensive était arrivé et le persuada de mener son attaque débordante sur la rive nord de la Marne et non sur la rive sud ainsi que Joffre en avait l'intention. Il lança enfin cette offensive avec toute la certitude et toute la spontanéité du génie, et entama ainsi la bataille dont les résultats allaient sauver l'Europe.

Quand un commandant en chef a été amené dans une période critique à modifier ses plans par suite de l'intervention efficace d'un de ses lieutenants les plus haut placés, d'une ancienneté supérieure à la sienne et jouissant d'une autorité au moins égale, et quand ce changement se traduit par une victoire décisive, il est certain que les controverses ne manquent pas d'éléments sur lesquels elles peuvent se fonder. On n'a pas manqué, dans la période de répit qui a suivi la Marne, de critiquer immédiatement la stratégie et le rôle du général Joffre. À l'échec de son plan d'opérations et au débat relatif à la victoire de la Marne, on ajoutait la responsabilité d'une préparation insuffisante à la guerre. Il avait été le seul en France à occuper, pendant les trois années qui précédèrent la guerre, une situation de cette importance et il était le seul à porter la responsabilité de l'état dans lequel se trouvaient les ressources militaires du pays. C'est à lui, et non pas à un autre, que l'on attribuait le nombre insuffisant de mitrailleuses, le manque d'artillerie lourde, l'absence même d'une tenue de campagne, sans qu'il fût cependant possible de dire qu'un autre eût obtenu de meilleurs résultats. C'est pourquoi, tandis que l'image de Joffre apparaissait aux yeux du monde et de l'ennemi, et il faut bien le dire aux yeux des hommes de troupe de l'armée française, comme une grande figure

triomphante de l'orage et comme celle du vainqueur de la bataille la plus importante et la plus décisive de l'histoire, il ne s'en répandait pas moins au même moment un courant souterrain et puissant de méfiance bien informée et d'opposition.

Il est certain que Joffre, sans être un grand général, n'en était pas moins une personnalité marquante. Sa situation s'était fortement établie en raison même de l'importance des événements. Il avait su dès le début étendre à l'ensemble du champ de bataille son sens de l'importance relative des faits. Personne ne possédait les avantages de sa façon de voir et de son entourage. Il était accoutumé à ne penser que par armée ou groupe d'armées, et il négligeait délibérément tout le côté désordonné et effrayant des détails comme indignes de son attention et n'appartenant pas à sa sphère d'activité. À cette vue d'ensemble qui dans tous les pays n'est l'apanage que de quelques privilégiés, Joffre alliait le physique et le tempérament convenant exactement au genre d'efforts qu'il avait à soutenir, et à l'importance des décisions qu'il avait à prendre. C'est sur ces fondations solides que la situation splendide qu'il occupait, jointe à l'importance des événements qu'il dirigeait, allait édifier rapidement un prestige immense. La censure, tant en France qu'en Angleterre, décourageait ou interdisait pour des raisons sans doute valables toute publication aux généraux, sauf au commandant en chef. C'est ainsi que les populations des pays alliés ne connaissaient que Joffre et qu'en France même, c'est vers Joffre, et vers Joffre avant tout autre, que fut dirigée pendant des mois et pendant des années la foi confiante des foules d'une manière voulue et presque mécanique.

Cependant, tandis que s'écoulaient les mois fastidieux de la guerre de tranchées de 1915, à peine coupés par les échecs coûteux des offensives françaises du printemps en Artois et de l'automne en Champagne, les courants hostiles ne cessaient de croître en importance et en intensité. La grande popularité de Millerand, qui avait pris le

portefeuille de la Guerre dans les premiers jours des hostilités, était lentement sapée par l'appui loyal et inébranlable qu'il prêtait à Joffre, et quand à la fin d'octobre 1915 le Cabinet avait été reconstitué par Briand[15], Millerand avait disparu de la scène. Gallieni lui-même lui succéda au ministère de la Guerre.

Les rapports qui existèrent par la suite entre Joffre et le nouveau ministre furent étonnants. L'âge seul avait empêché Gallieni d'occuper la place suprême au début de la guerre et Joffre avait effectivement servi sous ses ordres dans un poste secondaire à Madagascar. Au moment de la déclaration de guerre, Gallieni avait reçu une lettre de service du ministre, approuvée par Joffre, qui l'appelait à succéder à ce dernier si le commandement des armées françaises devenait vacant. On a brièvement esquissé ici le rôle brillant tenu par Gallieni pendant la bataille de la Marne, et Joffre se rendait certainement compte des revendications qui pouvaient en résulter. Dès que la victoire avait été un fait acquis, il lui avait enlevé la 6^{e} armée en ne lui laissant ainsi que ses anciennes fonctions de gouverneur de Paris. Quand, en décembre 1915, les armées françaises avaient été réparties en deux groupes d'armées, Gallieni aurait volontiers pris le commandement de l'un d'eux, mais le choix de Joffre s'était porté sur un autre. Quelques mois plus tard, on avait offert à Gallieni le commandement de la 6^{e} armée devenu vacant, mais il avait rejeté cette proposition, car ce commandement ne représentait qu'une fraction de celui qu'il avait exercé pendant la bataille de la Marne. Enfin le 1er octobre 1915, Joffre, désirant enregistrer une fois pour toutes son opinion sur le rôle joué par Gallieni dans la grande victoire, avait fait paraître à l'*Officiel* une citation qui constituait manifestement une offense publique[16]. On rapporte que Gallieni aurait alors fait cette réflexion : « Je ne pourrai plus jamais servir sous les ordres de Joffre ».

Mais en octobre 1915 leurs situations respectives viennent de s'inverser rapidement. C'est Gallieni qui occupe une situation

prépondérante non seulement parce qu'il est ministre de la Guerre, mais parce qu'il est un plus grand chef et que dans l'opinion de bien des gens il passe pour une personnalité supérieure. Rien ne prouve mieux la véritable grandeur d'âme de Gallieni que son attitude vis-à-vis de Joffre pendant la courte période de sa vie où il a joué un rôle de premier plan. Convaincu par Briand que Joffre, quelles que fussent ses insuffisances, était toutefois indispensable à cette époque à la défense nationale, il l'avait aidé de toutes les manières possibles sur le front et l'avait défendu à plusieurs reprises à la Chambre avec la plus loyale camaraderie. Mais tandis que Gallieni, au grand étonnement de ses amis et de ses admirateurs, enrayait à ce moment-là le mouvement d'hostilité qui se dessinait contre Joffre, il n'en faisait pas moins sentir son action en tant que ministre et demandait qu'il fût remédié aux abus nombreux et aux usurpations de pouvoir qui n'avaient cessé de croître au Grand Quartier général de Chantilly. Telle était la situation du haut commandement français à cette période, alors que Kitchener s'efforçait fébrilement de défendre l'Égypte et que Falkenhayn rédigeait son mémoire sur l'offensive de Verdun.

À la fin de 1915, deux convictions bien nettes prévalaient dans les vastes milieux renseignés français : ministères, couloirs, armée, presse, haute société qui s'occupaient à ce moment-là de la défense nationale. La première était que Joffre n'était pas un Napoléon, la seconde que son nom et sa réputation constituaient une valeur inestimable pour la France. Le « commandement unique » ne semblait pas encore réalisable mais l'« unité de front », c'est-à-dire tous les fronts considérés comme formant un tout, commençait à devenir le mot d'ordre. Si cette mesure devait se réaliser, et si la France obtenait ou conservait la direction stratégique des opérations des puissances alliées dans toutes les conférences et décisions communes indispensables à la coordination des

actions militaires, quelle personnalité militaire de premier plan pouvait-elle fournir qui fût comparable à Joffre ? La France, cette France qui menait la guerre et combattait pour son existence et son honneur, se persuadait que le nom et la présence de Joffre suffiraient pour impressionner et subordonner les Anglais inexpérimentés, quoiqu'au fond bien intentionnés, et feraient sentir leur action sur le lointain colosse russe. Mais on n'envisageait pas volontiers l'idée de le voir conduire ce qui restait des armées françaises dans de nouvelles offensives. Comment concilier ces deux désirs ? Dans ce but on élabora sur ces bases une série de procédures subtiles de manœuvres et de stratagèmes. Joffre serait nommé général des généraux, installé à Paris, sans liaison directe avec aucune armée particulière mais envisageant leur ensemble, présidant chaque conférence militaire interalliée, placé là par le Gouvernement français pour se prononcer avec une autorité souveraine vis-à-vis des cabinets ou des hommes d'État alliés, tandis que le commandement effectif des armées françaises serait confié à quelqu'un d'autre. On fit un premier pas dans cette voie en novembre 1915 en nommant Joffre commandant en chef de toutes les armées françaises de France et d'Orient, et en donnant à Castelnau les fonctions de major général au Grand Quartier général, nomination faite pour comporter dans le sens le plus complet du mot les attributions de chef d'état-major et qui impliquait un droit de succession ultérieur au commandement des armées en France.

Dans les chapitres qui vont suivre, le lecteur assistera à la chute de bien des hommes éminents, occupant des situations des plus brillantes, et il est peut-être bon de le mettre ici en garde contre des jugements injustes ou peu charitables. La Grande Guerre a usé et rejeté plus ou moins justement des dirigeants de tous genres, avec une profusion au moins égale à celle mise à gaspiller la vie de simples soldats : French,

Kitchener, Joffre, Nivelle, Cadorna[17], Jellicoe, Asquith, Briand, Painlevé[18] et bien d'autres, même chez les nations victorieuses. Ils ont tous apporté leur pierre, puis sont tombés du pouvoir. Quel que soit le chagrin personnel que l'on puisse ressentir sur le moment, ces chutes n'impliquent aucune circonstance humiliante. Ceux qui les ont remplacés, qui ont survécu à la tourmente et qui ont pu en sortir finalement avec bonheur sont les seuls à connaître par quels jeux obscurs du hasard ils ont pu échapper à un sort analogue. Le triomphe et le désastre, « ces deux imposteurs[19] », n'ont jamais exercé leurs mauvais tours avec autant d'impudence que pendant la guerre mondiale. Quand des hommes ont accompli leur devoir et fait de leur mieux, quand ils n'ont reculé devant aucune tâche ni esquivé les décisions que leur rôle leur imposait, ils ne doivent pas rougir d'avoir subi un échec personnel. Ils sont en effet les bons camarades qui tombent au début d'un assaut, que les autres, profitant de leurs efforts et de leurs expériences, transforment finalement en victoire.

---

1. *Journal officiel, Documents parlementaires,* 29 mars 1920. (WSC)

2. *Military Effort of the British Empire,* Monthly Returns. (WSC)

3. *Reichsarchiv.* (WSC)

4. Ce chiffre et les autres chiffres analogues comprennent les pertes normales de la guerre de position dans les secteurs calmes du front. Les statistiques dont je dispose ne me permettent pas de répartir les pertes entre les secteurs momentanément actifs et les autres parties du front. Une diminution uniforme d'un huitième peut être admise comme donnant dans tous les cas une précision suffisante. (WSC)

5. Robert Nivelle (1856-1924). Général de division, il succède au général Pétain au commandement de la 2e armée le 19 avril 1916, avec mission de défendre Verdun, puis il est nommé commandant en chef des armées en remplacement du général Joffre le 25 décembre 1916.

6. Ferdinand Foch (1851-1929). Alors général de division, vainqueur de la Marne (1914). Voir volume I, p. 228.

7. Ludendorff, Erich. *Meine Kriegserinnerungen 1914-1918*, Berlin, Mittler, 1919 (édition française. *Souvenirs de guerre (1914-1918),* Paris, Payot, 1920, 2 vol.). (WSC)

8. Zentral Nachweiseamt. Ce chiffre est donné également par le lieutenant-colonel Corda, l'historien militaire français (H. Corda. *La Guerre mondiale (1914-1918) : Les grandes opérations sur terre et sur mer,* Paris, Chapelot, 1922, p. 187). (WSC)

9. Y compris les pertes infligées par les Belges. (WSC)

10. Ce chiffre ne tient pas compte des pertes supplémentaires allemandes non réparties entre les diverses périodes. (WSC)

11. Ces chiffres comprennent les malades et les blessés guéris ainsi que les hommes provenant de l'industrie. (WSC)

12. Y compris le mois tranquille de juillet. (WSC)

13. Voir volume I, p. 70-72.

14. Voir volume I, p. 217.

15. Aristide Briand (1862-1932). Homme politique. Onze fois président du Conseil (notamment du 29 octobre 1915 au 17 mars 1917, où il assume en sus le portefeuille des Affaires étrangères) et vingt fois ministre de 1906 à 1932.

16. . « Est cité à l'ordre de l'armée : Gallieni, général, gouverneur militaire et commandant des armées de Paris.
Commandant du camp retranché et des armées de Paris et placé le 2 septembre 1914 sous les ordres du commandant en chef, a fait preuve des plus hautes qualités militaires :
En contribuant par les renseignements qu'il avait recueillis à déterminer la direction de marche prise par l'aile droite allemande.
En orientant judicieusement, pour participer à la bataille, les forces mobiles à sa disposition.
En facilitant, par tous les moyens en son pouvoir, l'accomplissement de la mission assignée par le commandant en chef à ces forces mobiles. »
(Ordre du 25 septembre 1915.) (WSC)

17. Maréchal Luigi Cadorna (1850-1928), chef de l'État-Major général italien jusqu'à la fin de 1917, limogé après Caporetto.

18. Paul Painlevé (1863-1933) mathématicien et député socialiste-républicain de 1910 à sa mort. Ministre de l'Instruction publique du 29 octobre 1915 au 12 décembre 1916. Ministre de la Guerre du 20 mars au 7 septembre 1917. Président du Conseil du

12 septembre au 13 novembre 1917. Il ne retrouvera un portefeuille qu'en 1925, comme président du Conseil et ministre de la Guerre.

19. Citation du célèbre poème *If* de Rudyard Kipling (1895) : « […] Si tu peux confronter aussi bien le triomphe que le désastre/ en traitant de même ces deux imposteurs […]/ Tu seras un homme, mon fils. »

CHAPITRE VIII

LE CHOIX DE FALKENHAYN

C'est au conseil du Grand Quartier général allemand que se joue la première scène de l'année 1916, dont le personnage principal se trouve être le général von Falkenhayn, commandant en chef virtuel des armées des Empires centraux. Ministre de la Guerre jusqu'au 14 septembre 1914, il avait été nommé ce jour-là par l'empereur chef du Grand État-Major allemand. C'est ce poste qu'abandonnait, brisé moralement et physiquement, le général von Moltke, celui-là même qui, au moment où le résultat de la bataille de la Marne se précisait, avait dit à l'empereur : « Sire, nous avons perdu la guerre. » Le nouveau chef de l'armée allemande conserva également le portefeuille de la Guerre jusqu'au début de l'année suivante, pour ne le céder qu'à un de ses protégés. Falkenhayn disposait donc des pouvoirs les plus étendus et il les exerça pendant près de deux ans sans que quiconque les lui conteste. Il héritait d'une situation déjà compromise ; son prédécesseur avait joué la partie décisive et l'avait perdue. La ruée sur Paris en foulant aux pieds la Belgique avait échoué, et tout espoir de terminer la guerre par un choc décisif avait par là même disparu. L'Allemagne avait sali sa réputation vis-à-vis du monde entier et avait dressé contre elle la puissance navale,

la richesse et la force militaire toujours croissantes de l'Empire britannique. Sur le front oriental, la défaite des Autrichiens à Lemberg neutralisait les victoires de Hindenburg et de Ludendorff, et les dirigeants allemands, les armées immobilisées, leurs territoires soumis au blocus, leur commerce maritime suspendu, se voyaient contraints de se préparer à une lutte prolongée contre une coalition d'États disposant de populations et de richesses au moins doubles des leurs, maîtresses grâce à leur puissance navale des ressources du monde entier, et à même à ce stade du conflit de choisir l'endroit où elles allaient lancer l'assaut suivant.

Les axiomes de la guerre sont absolus, mais les principes qui en gouvernent l'application devant être déduits en chaque cas particulier de circonstances toujours nouvelles, il n'existe pas par conséquent de règles auxquelles on puisse subordonner l'action. L'étude du passé est d'une valeur inestimable, car elle permet de former et de nourrir l'esprit ; mais elle ne sert de rien sans une analyse rigoureuse de la situation et de l'importance relative des éléments qui la composent, y compris leur interaction.

Tant du côté allemand que du côté britannique, les choix militaires ont hésité pendant toute la durée de la Grande Guerre entre deux conceptions stratégiques incompatibles. Réduites à leur plus simple expression, ces théories opposées peuvent s'énoncer ainsi : faut-il attaquer le fort ou le faible ? Une fois l'idée d'une offensive aux Dardanelles définitivement éliminée, la Grande-Bretagne n'avait guère d'autre choix que d'attaquer le plus fort. Les Balkans étaient perdus, et l'importance des armées indispensables à l'obtention de résultats décisifs dans la péninsule balkanique et en Turquie exigeait dès lors des moyens maritimes supérieurs à ceux dont on pouvait disposer. Les fruits à récolter n'existaient plus, ou leur importance avait sensiblement

diminué, et les efforts nécessaires pour y parvenir avaient été multipliés au-delà du raisonnable. L'Allemagne, elle, grâce à sa position centrale et à la perfection de son réseau ferroviaire, pouvait en permanence se permettre d'opter pour l'une ou l'autre de ces politiques, et ses dirigeants, en proie aux tourments de l'indécision, penchaient tantôt dans un sens, tantôt dans l'autre.

Ce serait pousser le raisonnement au-delà des limites du bon sens que de soutenir que l'une de ces manières de voir était absolument fondée, et en toutes circonstances. Il est bien évident que si l'on peut battre l'adversaire le plus fort de la coalition ennemie, il faut le faire. Mais si on ne peut vaincre son adversaire principal sur le théâtre d'opérations le plus important, et que lui non plus ne puisse y parvenir, ou s'il est très improbable qu'il soit possible de le faire, et que les conséquences d'un échec s'annoncent comme extrêmement graves, il va alors de soi qu'il est temps de se demander si la victoire sur le plus fort ne peut pas être obtenue par l'écrasement de son allié le plus faible, ou de l'un de ses alliés de moindre importance. Cela peut conduire à faire apparaître une multiplicité d'avantages politiques, économiques et géographiques qui va influer sur l'argumentation. Il faut examiner chaque cas en fonction de sa valeur particulière et dans son contexte. Il ne s'agit pas de prendre la décision à partir de principes rigides et absolus, mais de se laisser guider par une sérieuse analyse des faits, fondée sur de solides éléments théoriques, à travers leur apparence contradictoire et confuse.

Le présent ouvrage ne laissera aucun doute dans l'esprit du lecteur quant à l'opinion de l'auteur. L'argument qui l'imprègne du début à la fin, c'est que la stratégie qui s'imposait aux deux adversaires à partir du moment où la masse des armées s'était immobilisée sur le front français consistait à attaquer les partenaires les plus faibles de la coalition adverse avec le maximum de rapidité et des forces de grande ampleur.

Dans cette optique, l'Allemagne a eu tort d'attaquer la France en août 1914, et elle a eu particulièrement tort d'envahir la Belgique dans ce but. Elle eût mieux fait d'écraser la Russie, et laisser la France se casser les dents contre ses forteresses et ses positions retranchées. Elle eût ainsi probablement évité la guerre avec l'Empire britannique, tout au moins pendant la phase initiale des opérations, qui était pour elle la phase la plus importante. La décision initiale prise par l'Allemagne d'attaquer son adversaire le plus fort l'a conduite aux défaites de la Marne et de l'Yser, qui l'ont laissée déconcertée et immobilisée, face à la puissance militaire toujours croissante d'un Empire britannique implacable. C'est ainsi que se termina l'année 1914.

Mais en 1915 l'Allemagne opta pour la deuxième possibilité, et cette décision lui assura des succès importants. Laissant les armées britanniques et françaises s'épuiser contre ses lignes de tranchées en France, elle se lança, suivie de ses alliés, contre la Russie, si bien qu'en automne, elle lui avait arraché d'immenses territoires et s'était rendue maîtresse de tout son réseau de forteresses et de voies ferrées stratégiques, tandis que les armées russes étaient en grande partie détruites, et que le Gouvernement russe se trouvait cruellement affaibli.

Le seul moyen permettant aux Alliés de secourir la Russie et de mener la seule contre-offensive efficace consistait à forcer les Dardanelles. Réussie, cette opération aurait établi une liaison directe et permanente entre la Russie et ses alliés occidentaux, elle aurait éliminé la Turquie ou tout au moins la Turquie d'Europe du conflit, et aurait peut-être même permis d'unir tous les États balkaniques : Serbie, Grèce, Bulgarie et Roumanie, contre l'Autriche et l'Allemagne.

La Russie aurait ainsi reçu une aide directe et elle aurait été en outre soulagée par la pression que l'ensemble des États balkaniques auraient exercée immédiatement sur l'Autriche-Hongrie. Mais la myopie et l'absence de hauteur de vue des amiraux et des généraux britanniques

ainsi que du Grand État-Major français firent obstacle à cette opération indispensable. Au lieu de suivre une idée stratégique bien définie, et de l'appuyer sur tout ce que la science des états-majors et l'autorité des chefs pouvaient y apporter, on l'avait combattue, on l'avait entravée et privée de moyens et on l'avait finalement laissé dépérir. Le temps gagné par cette impéritie et la situation créée par les défaites russes permirent en septembre à l'Allemagne de pousser un cran plus loin sa politique d'offensive contre les petites puissances. Falkenhayn lança l'assaut sur la Serbie ; la Bulgarie fut gagnée à la cause allemande. Avec la conquête de la Serbie, une liaison directe fut établie entre les Empires centraux et la Turquie. L'échec et l'abandon définitif de l'expédition des Dardanelles décidèrent non seulement du sort des États balkaniques, mais de celui de la Russie elle-même. Une juste conception des conditions stratégiques qui régnaient en 1915 portait les Alliés à orienter leur effort vers l'Orient, vers les Balkans et Constantinople, contre les membres les plus faibles de la coalition ennemie ; et bien que tout ait été fait au mauvais moment, au mauvais endroit et de la mauvaise manière, la direction générale de l'effort était judicieuse et elle a donné finalement des résultats.

La défaite des armées françaises et britanniques au cours des offensives désastreuses de Champagne et de Loos confirma l'impossibilité de briser le front occidental allemand. L'adhésion de la Bulgarie assurait une liaison directe entre l'Allemagne et la Turquie, liait définitivement celle-ci, et ouvrait toute grande la route de l'Orient. L'année 1915 fut donc pour l'Allemagne une année de grands succès, et Falkenhayn pouvait affirmer avec raison que grâce aux erreurs de ses adversaires, et à sa décision de s'attaquer aux puissances les plus faibles, l'Allemagne venait de se remettre de la situation désastreuse dans laquelle elle avait été laissée à la fin de 1914. L'initiative et le choix des

occasions étaient revenus dans son camp ; c'était à elle qu'il appartenait de frapper le prochain coup, et l'année 1916 commençait dans l'attente angoissante de ce que ce pourrait bien être.

La décision de l'Allemagne n'était attendue nulle part avec plus de fébrile impatience qu'en Roumanie. La politique d'un petit État éclipsé par le voisinage de deux empires imposants et en conflit, et dont elle convoitait d'importants territoires, ne pouvait être qu'une politique de calcul. La Roumanie estimait, avant la guerre, que la Russie l'avait frauduleusement dépossédée de la Bessarabie à la suite de la guerre russo-turque de 1878. Ses aspirations du côté de la Hongrie étaient à la fois naturelles et importantes. Le Siebenbürgen[1], la Transylvanie et quoique dans une proportion moindre la Bucovine étaient en grande partie peuplés par une population de race roumaine, et le nationalisme roumain y était sévèrement combattu par le gouvernement hongrois, tout particulièrement en Transylvanie. Réunir ces provinces irrédentes, rendre à la mère patrie ses enfants qui se trouvaient dans les territoires limitrophes, réaliser sous une forme ou sous une autre l'unité intégrale et ethnologique d'une Grande Roumanie, tel était sans relâche le suprême objectif dominant de la politique de Bucarest. Ces aspirations étaient connues depuis des générations de la Russie et de l'Autriche-Hongrie, qui observaient sans la moindre illusion, et tout en conservant une forte puissance militaire dans les provinces irrédentes, tout ce qui bougeait dans les affaires roumaines. Sur ses autres frontières, la Roumanie se heurtait à deux États balkaniques. Ses ambitions concurrençaient celles de la Serbie en vue d'une annexion éventuelle du banat de Temesvar et elle avait profité de la guerre balkanique de 1912 pour enlever la Dobroudja à la Bulgarie. Aux graves préoccupations roumaines du côté de la Russie et de l'Autriche-Hongrie s'ajoutait donc la crainte continuelle d'une revanche bulgare

Ces relations extérieures peu engageantes étaient amplifiées par les complications de la politique intérieure et dynastique. Les conservateurs roumains, dirigés par Majoresco, étaient germanophiles, et les libéraux dirigés par Bratiano[2], le nouveau Premier ministre, étaient francophiles. Le roi était non seulement pro-allemand, mais allemand, et qui plus est un enfant fidèle de la maison de Hohenzollern. Le prince héritier était pro-français, et sa femme anglophile. Le roi et son successeur désigné avaient tous deux pour femmes des personnalités exceptionnelles. Les poèmes de Carmen Sylva jouissaient d'une grande réputation, et le courage de la reine Marie devait rester intact face à toutes les épreuves que lui réservait le tourbillon des événements. En résumé, si la guerre l'atteignait, la Roumanie pouvait se tourner dans un sens ou dans l'autre, attirée par les gains tentants qui s'offraient, en trouvant dans chaque cas un parti et une famille royale susceptibles et heureux d'exécuter ses desseins. Choisir, c'était s'exposer à d'effroyables dangers. Mais ne pas choisir, persévérer dans une futile neutralité, c'était risquer de laisser échapper l'occasion la plus belle de l'histoire nationale roumaine.

Un obstacle d'importance secondaire s'opposait à l'action immédiate : c'était le traité signé en 1883 par la Roumanie avec l'Autriche-Hongrie, traité auquel l'Allemagne et l'Italie s'étaient jointes par la suite. Il spécifiait que les deux parties contractantes s'engageaient à observer une politique d'entente et de mutuelle assistance et à ne prendre part à aucun engagement ni alliance dirigé contre l'autre. Si la Roumanie était attaquée sans provocation de sa part, l'Autriche-Hongrie s'engageait à lui donner en temps voulu aide et assistance. Et réciproquement, si l'Autriche était attaquée dans des conditions analogues sur la partie de ses territoires voisine de la Roumanie, cette dernière était obligée de lui porter secours.

Le secret le plus absolu avait été observé en Roumanie à l'égard de ce traité, connu seulement du roi et du Premier ministre au moment de l'ouverture des hostilités. Mais la Russie en soupçonnait fortement l'existence et tenait compte de la présence éventuelle de la Roumanie dans les rangs de ses adversaires, du moins en ce qui concernait ses transports stratégiques. Le traité, toujours en vigueur en 1913, n'en était pas moins devenu extrêmement précaire, et le comte Czernin, le futur ministre des Affaires étrangères autrichien[3], représentant à cette époque de l'Autriche à Bucarest, avait été spécialement chargé d'obtenir du roi Carol[4] des éclaircissements sur la valeur qui pouvait lui être accordée. Il y parvint en suggérant au roi que l'alliance devrait être ratifiée par les Parlements de Vienne, de Budapest et de Bucarest. L'épreuve fut convaincante. « L'inquiétude du roi à la suite de cette proposition, écrit Czernin, à l'idée même qu'une alliance tenue soigneusement secrète pourrait être divulguée me prouva l'impossibilité absolue dans les circonstances présentes d'infuser une vie nouvelle à un document aussi désuet. »

À tout cela vint s'ajouter peu après l'influence de l'attentat de Sarajevo. L'archiduc François-Ferdinand était bien disposé à l'égard de la Roumanie, et hostile à la prédominance magyare en Hongrie. On le croyait favorable à l'idée de formation, aux dépens de la Hongrie, d'une Grande Roumanie qui serait incorporée dans un empire tripartite remplaçant la monarchie dualiste. Son assassinat suscita donc en Roumanie non seulement des sympathies personnelles, mais encore une véritable déception nationale. Sa disparition rompait l'un des liens qui unissaient la Roumanie aux puissances germaniques. L'ultimatum autrichien à la Serbie allait achever de briser les autres.

Presque à la même heure où Sir Edward Grey lisait au Cabinet britannique, réuni à Downing Street, les termes brutaux de ce document, le comte Czernin les répétait au roi Carol à Bucarest.

> Je n'oublierai jamais, *écrit Czernin*, l'impression qu'ils firent sur le vieux roi quand il les entendit. L'homme politique âgé et sagace qui était en lui reconnut immédiatement les conséquences incommensurables d'une pareille mesure, et je n'avais pas achevé lecture du document qu'il m'interrompait en s'écriant : « Ce sera la guerre mondiale. » Il mit longtemps avant de retrouver son calme. […]
> L'ultimatum et les menaces de guerre amenèrent un changement complet dans l'attitude de la Roumanie, et l'on se rendit brusquement compte que celle-ci ne pourrait arriver à ses fins qu'en entrant dans la guerre non pas aux côtés de la monarchie austro-hongroise, mais contre elle. Je n'aurais jamais cru possible qu'un changement aussi rapide et aussi absolu pût se produire effectivement en quelques heures : le ton de l'ultimatum provoqua chez tous une indignation spontanée et sincère, et l'on se rangea à la conclusion générale que « l'Autriche était devenue folle ». Dans ce déchaînement de haine, le pauvre vieux roi Carol, isolé par ses sympathies allemandes, semblait un rocher battu par une mer furieuse[5].

La Grande Guerre était donc survenue en ajoutant aux complications de la politique ambitieuse de la Roumanie. La Russie et l'Autriche venaient de se lancer dans un conflit fatal, tandis que l'épée flamboyante de l'Allemagne s'élevait au-dessus de la scène européenne. Les deux adversaires rivalisaient pour gagner les faveurs de la Roumanie et lui faisaient des cadeaux pour obtenir son intervention. Mais leurs incitations n'allaient pas jusqu'à lui céder des portions de leurs territoires : elles consistaient en promesses d'attribution d'une partie du territoire de leurs adversaires s'ils gagnaient la guerre avec l'appui de la Roumanie. La question qui se posait à elle était donc : « Qui allait

gagner la guerre ? » Il était très difficile de le dire et cependant la ruine ou la puissance étaient fonction du bien-fondé de ce choix. La Roumanie hésita longtemps avant de se décider à répondre.

On savait sans aucun doute, au début du conflit, de quel côté se tournaient ses sympathies. Comme tous les États neutres, comme tous les observateurs impartiaux, la Roumanie s'était rendu compte à quel degré les Puissances centrales s'étaient mises dans leur tort, en commettant de plus des erreurs grossières. Elle avait d'autre part beaucoup plus à espérer de la chute de l'Autriche-Hongrie que de celle de la Russie. Le cabinet Bratiano, francophile, était au pouvoir ; Také Jonesco, tout comme Venizélos en Grèce, n'avait jamais douté que l'Angleterre finît au nombre des vainqueurs. Les sympathies, le bon droit, les intérêts, l'état d'esprit du pays – tous ces facteurs poussaient la Roumanie du côté de la Grande-Bretagne, de la France et de la Russie. Le camp d'en face était emmené par le roi Carol, dont la conscience ne pouvait oublier le traité et qui appréhendait dans son cœur l'idée de la ruine nationale.

La prudence commandait l'expectative, et dans ce climat politique, il ne pouvait être question d'honorer le traité d'alliance et de se ranger aux côtés de l'Autriche. Le gouvernement roumain suivit l'exemple de l'Italie, en déclarant que l'Autriche n'ayant pas été attaquée sans provocation, le *casus fœderis* ne s'appliquait pas. La Roumanie se déclara neutre, et le roi Carol dut s'en contenter. La politique roumaine à partir de ce moment a été décrite par Czernin en des termes acerbes qui ne peuvent être considérés comme conformes à la réalité que si l'on tient compte également des difficultés auxquelles la Roumanie avait à faire face :

> Le Gouvernement roumain s'est placé sciemment et délibérément entre les deux groupes de Puissances, et il s'est laissé guider et encourager par chacun d'eux pour en obtenir le maximum

d'avantages tout en attendant le moment où il lui serait possible de discerner le parti le plus fort afin de tomber sur le parti le plus faible.

Tant que le vieux roi vécut, son influence fut assez grande pour empêcher la Roumanie de déclarer la guerre à l'Autriche en dépit de la bataille de Lemberg et de l'avance des armées russes en Galicie. Mais le roi Carol mourut le 10 octobre 1914. Il était évident à ce moment-là que la guerre serait longue, et ses conséquences semblaient plus que jamais incalculables aux yeux des Roumains. Au printemps de 1915, les Allemands commencèrent à entamer le front russe, et les immenses désastres, ainsi que le recul des armées russes, firent sentir leur influence sur l'opinion roumaine, tout en paralysant l'unité d'action des diplomaties britannique, française et russe. D'un autre côté, l'offensive des Dardanelles et l'éventualité de la chute de Constantinople puis de l'arrivée d'une flotte britannique dans la mer Noire faisaient contrepoids. Pendant tout le cours de l'année 1915, tandis que se poursuivait la retraite ininterrompue des armées russes, l'attente d'une victoire franco-britannique du côté de la Turquie suffit pour que la Roumanie restât fidèle à ses convictions et pour que sa neutralité fût maintenue. Elle acceptait de l'argent des deux camps, elle vendait ses blés et son pétrole à l'Allemagne, mais elle interdisait le transit du matériel de guerre allemand destiné aux Dardanelles, et ne fermait pas complètement la porte aux Alliés. Mais l'échec de l'expédition des Dardanelles, l'adhésion de la Bulgarie à la cause des puissances germaniques, l'invasion et la ruine de la Serbie, ainsi que l'évacuation définitive de la péninsule de Gallipoli amenèrent une détérioration de l'ensemble de sa situation militaire, et au début de 1916 la Roumanie se trouvait isolée et entourée par les Empires centraux.

*
* *

Il existait toutefois un autre facteur qui n'échappait pas à l'attention de la Roumanie. Une armée alliée, ayant pour base Salonique, faisait face aux Bulgares le long de leur frontière sud. Nous avons vu les débuts singuliers de cette expédition, et pour autant qu'elles vaillent d'être rapportées, les causes encore plus curieuses qui en avaient fait confier le commandement au général Sarrail.

Sarrail était arrivé à Salonique en septembre 1915, pour trouver dans la ville ou dans ses environs une division britannique et deux divisions françaises. Les Serbes aux prises avec toutes les rigueurs de l'hiver battaient en retraite devant l'invasion des Allemands, des Autrichiens et des Bulgares. Quelques petits détachements français avaient été envoyés vers le nord, jusqu'à la vallée du Vardar ; mais il était évidemment déjà trop tard pour que Sarrail ou les puissances alliées puissent leur apporter un secours efficace. Sarrail ne disposait ni des troupes nécessaires ni des voies de communication suffisantes pour lui permettre d'agir efficacement. Comme l'état-major britannique l'avait précisé à son gouvernement, il était impossible de prélever ailleurs les troupes indispensables, et celles qu'on aurait pu lever n'auraient pu être débarquées à Salonique en temps utile. Par ailleurs, il n'eût pas été possible de les transporter et de les ravitailler en Serbie. Les routes et les voies ferrées, les wagons et le matériel roulant dont on disposait étaient insuffisants pour assurer le transport vers le nord d'une armée assez forte pour jouer un rôle sérieux dans la tragédie qui se déroulait en Serbie. Au même moment, l'attitude du roi Constantin était devenue si ouvertement pro-allemande que l'on pouvait craindre à bon droit que Salonique ne se transformât en une ville ennemie située sur les *arrières* des détachements avancés français dont elle constituait la base.

Dans ces conditions, Sarrail, résolu du moins à tenir cette base à tout prix, avait rappelé en hâte ses troupes à Salonique tandis que ce qu'il restait de l'armée serbe se frayait un chemin vers les côtes de l'Adriatique, où des navires de guerre français et italiens recueillirent les héroïques survivants et les ramenèrent par mer à Salonique. C'est ainsi que s'était terminée en novembre 1915 la première et futile phase de l'expédition de Salonique.

Mais ce n'était là, ainsi que les événements l'ont montré par la suite, que le début de l'histoire. Malgré la conquête de la Serbie, même si que ce qu'il restait de son armée avait été sauvé, malgré l'engagement de la Bulgarie aux côtés des Puissances centrales, et malgré l'impossibilité d'espérer une coopération efficace de la part de la Grèce, la politique qui nous avait conduits à Salonique allait être poursuivie. Au début de 1915, Lloyd George et Briand avaient eu tous deux l'idée d'envoyer une armée importante à Salonique pour peser sur les événements dans les Balkans. Ils ne disposaient pas à ce moment-là des pouvoirs nécessaires à l'exécution d'un plan qui promettait alors d'importants résultats. Mais quand tous les gains alors possibles se furent évanouis, ces deux personnalités brillantes, dont les tempéraments se ressemblaient sous bien des rapports, se trouvèrent à la veille de prendre le pouvoir. Tous deux restaient fidèles à leur idée première, sans jamais se rendre compte, ni l'un ni l'autre, à quel point s'étaient réduites les perspectives qu'elle offrait. Leur influence sur les événements fut telle qu'une armée alliée importante fut embarquée pour Salonique au prix de dépenses énormes, au corps défendant des milieux militaires, et ce, alors que la plupart des objectifs politiques initiaux avaient disparu. Initialement, les forces qui refusaient de voir l'expédition de Salonique prendre une grande ampleur paraissaient impressionnantes : la majorité du Gouvernement britannique y était opposée ; l'État-Major général en était l'adversaire résolu ; Lord Kitchener menaça à plusieurs reprises de

démissionner si ce projet était poursuivi. En face de cette coalition se trouvait Lloyd George. Des conditions analogues prévalaient de l'autre côté de la Manche : Joffre et le Grand Quartier général s'opposaient à cette diversion faite au détriment du théâtre principal d'opérations ; Clemenceau[6] s'en montrait l'adversaire acharné ; mais Briand, adroit, persuasif et désormais président du Conseil, ne manquait pas de ressources. La situation de Joffre ayant été diminuée par sa défaite de Champagne, le Gouvernement conclut avec lui un arrangement aux termes duquel l'armée de Salonique serait placée sous son commandement, tout comme les autres armées du front français, tandis qu'il s'engageait en retour à appuyer l'entreprise sans réserve dans les conseils interalliés, en prenant par ailleurs sur les moyens dont il disposait pour pourvoir à ses besoins. La France ainsi unie pesa de tout son poids sur le Cabinet britannique, ce qui, avec l'aide de Lloyd George, l'amena à plier.

Les controverses violentes que l'expédition de Salonique a provoquées de part et d'autre de la Manche ont été réduites au silence par le fait singulier que c'est sur ce front tant décrié que devait commencer l'écroulement définitif des Empires centraux. La chute de la Bulgarie, son alliée la plus faible, a eu en Allemagne des répercussions aussi démoralisantes que les plus violentes attaques subies sur le front français. L'entreprise de Salonique, en dépit de tout ce qu'elle a exigé de nos transports maritimes et de nos ressources, malgré la diversion de forces qu'elle imposait, malgré les espoirs trompeurs qu'elle a suscités en Roumanie, et malgré la futilité de ses opérations militaires, se justifia néanmoins largement par la grande valeur des résultats obtenus dans la pratique. Cependant, la chute de la Bulgarie est due au moins autant à la consternation consécutive aux défaites allemandes en France qu'à la pression militaire qui s'exerçait à ce moment-là sur ses propres troupes. Les réactions allèrent dans les deux sens : les défaites allemandes

minèrent la volonté de résistance bulgare et la capitulation de la Bulgarie fit sauter la clé de voûte de la coalition germanique.

Longues et troublantes furent les méditations auxquelles se livra le haut commandement allemand. Elles nous ont été minutieusement exposées par la personnalité responsable au premier chef, Falkenhayn, qui, à Noël 1915, entreprit la rédaction d'un mémoire destiné à l'empereur. Il l'a publié ensuite dans ses *Souvenirs.* Ce document ne produit pas une impression considérable, et il semble avoir été accommodé au goût de l'illustre maître du rédacteur, mais le raisonnement et la conclusion en sont parfaitement clairs. Falkenhayn critiquait la proposition autrichienne d'offensive contre l'Italie, mais il n'y opposait pas son veto. Il désapprouvait toute offensive dirigée contre l'Angleterre en Orient :

> Des victoires remportées à Salonique, sur le canal de Suez ou en Mésopotamie n'auraient d'autre utilité pour nous que d'intensifier les doutes déjà soulevés parmi les populations méditerranéennes et dans le monde mahométan quant à l'invulnérabilité de la Grande-Bretagne. Des expéditions semblables à celle d'Alexandre vers les Indes ou vers l'Égypte, ou bien un coup écrasant porté à Salonique, ne peuvent en aucun cas avoir, comme leurs partisans semblent toujours le croire, de conséquences décisives sur l'issue de la guerre.

Il repoussait également la poursuite de l'offensive contre la Russie :

> Tous les renseignements reçus indiquent que les difficultés internes de cet « empire géant » se multiplient rapidement. Si

nous ne pouvons espérer une révolution de grande envergure, nous sommes fondés à croire que les troubles intérieurs obligeront la Russie à abandonner la lutte dans un délai relativement court… Sauf à être prêts à imposer à nos troupes des efforts absolument disproportionnés – que nous interdit l'état de nos réserves –, il est hors de question d'imaginer une offensive qui viserait à obtenir des résultats décisifs sur le front russe avant le mois d'avril eu égard aux conditions climatiques et à l'état du terrain. *Les riches territoires de l'Ukraine constituent le seul objectif envisageable*[7]. Mais les voies de communication qui y conduisent sont tout à fait insuffisantes. Il y a tout lieu de penser qu'il faudrait, soit gagner l'adhésion de la Roumanie, soit nous résoudre à lui faire la guerre ; aucune de ces deux hypothèses n'est pour l'instant réalisable. Une poussée en direction de Saint-Pétersbourg, qui nous obligerait en cas de succès à ravitailler sur nos stocks restreints sa population d'un million d'habitants, ne peut faire espérer de résultats décisifs. Une avancée sur Moscou ne nous mènerait à rien. Nous ne disposons des troupes nécessaires à l'exécution d'aucune de ces entreprises. Pour toutes ces raisons, il faut exclure la Russie de nos objectifs d'opérations offensives.

Falkenhayn passe alors à l'examen du front occidental :

Dans les Flandres, et jusqu'à la crête de Lorette, l'état du terrain interdit l'exécution de toute opération d'envergure jusqu'au milieu du printemps. Plus au sud, le commandement local estime qu'il lui serait nécessaire de disposer d'environ trente divisions. L'offensive dans le secteur nord en exigerait autant. Il nous est

toutefois impossible de concentrer des forces de cette importance sur un seul point de notre front… Les enseignements tirés de l'échec des assauts massifs lancés par l'ennemi rendent par ailleurs inconcevable toute imitation de leurs méthodes de combat. Une tentative de percée en masse, même avec une concentration énorme d'hommes et de matériel, ne peut offrir des perspectives de succès contre un ennemi bien préparé, dont le moral est bon et dont les effectifs ne sont pas sensiblement inférieurs. Le camp défensif a le plus souvent réussi à combler la brèche. Cela lui est assez facile s'il décide volontairement de se replier, et il est presque impossible de l'en empêcher. Les saillants ainsi créés, très exposés au feu venu de leurs flancs, risquent tout simplement de se transformer en abattoirs. Les difficultés techniques du commandement et du ravitaillement de masses ainsi prises dans le goulet sont telles qu'elles semblent pratiquement insurmontables.

Nous devons également rejeter toute tentative d'attaque contre un secteur du front britannique sans être sûrs d'avoir les moyens suffisants. Nous ne pourrions y consentir que s'il était possible de fixer à des attaques de ce genre des objectifs que l'on puisse raisonnablement espérer atteindre. Il n'en existe pas : le seul but que nous puissions nous fixer consisterait à rejeter complètement les Anglais hors du continent, et à repousser les Français derrière la Somme. Si au moins ces deux objectifs n'étaient pas atteints, l'attaque aurait été inutile.

Après avoir ainsi rejeté tous ces projets différents, le général en arrive à la conclusion où l'ont conduit ses réflexions :

Il ne reste plus que la France… L'effort fourni par la France a presque atteint son point de rupture… Le procédé incertain de percée en masse, que nos moyens ne nous permettent du reste pas, n'est pas indispensable. Il existe à l'arrière du front français des objectifs qui sont à notre portée, et pour la conservation desquels l'état-major français se verrait contraint de lancer jusqu'à son dernier homme dans la bataille. S'il le fait, les forces de la France seront saignées à blanc – car l'idée d'un repli ne se posera même pas – que nous atteignions ou non notre objectif. S'il ne le fait pas, et que notre objectif soit atteint, l'effet produit sur le moral de la France sera énorme. Dans une opération limitée à un front étroit, l'Allemagne ne sera pas obligée de s'employer aussi complètement, car les ressources de l'ennemi sur les autres fronts sont pratiquement taries. Elle peut envisager avec confiance les attaques de diversion qui auront probablement lieu sur ces fronts, car elle peut compter disposer des troupes nécessaires pour y contre-attaquer, étant parfaitement libre d'accélérer ou de ralentir son action offensive, de l'intensifier ou de l'arrêter de temps en temps, à son gré.

Les objectifs dont je parle sont Belfort et Verdun. Les considérations exposées précédemment s'appliquent aux deux, toutefois la préférence doit être donnée à Verdun. Les positions françaises y sont à peine à une vingtaine de kilomètres du réseau ferré allemand. Verdun constitue donc le *point d'appui* le plus puissant (pour les Français) permettant à une offensive relativement peu coûteuse de rendre intenable la totalité du front allemand en France et en Belgique.

Il fut décidé à Noël, *ajoute Falkenhayn*, de mettre à exécution les idées exposées dans ce raisonnement.

La mise en œuvre de la conception nouvelle de Falkenhayn entraînait un arrêt presque complet de la pression exercée sur la Russie. Hindenburg et Ludendorff furent avisés qu'aucune opération importante ne pourrait être organisée contre la Russie en 1916, et qu'ils n'avaient pas à compter sur des renforts. On releva toutes les troupes allemandes situées au sud du front de Galicie, et ce théâtre d'opérations, si important à la fois par les dangers et par les possibilités qu'il présentait, fut entièrement confié aux Autrichiens. Ceux-ci ne furent pas non plus dissuadés à ce moment-là de préparer et de développer une offensive contre l'Italie dans le Trentin et ils retirèrent dans ce but une partie de leurs meilleures troupes du front de l'Est. Les Puissances centrales se désintéressaient donc tant au nord qu'au sud de leurs frontières orientales et des graves problèmes qu'elles présentaient, et laissant derrière elles la Russie reprendre des forces et la Roumanie surveiller anxieusement la scène, elles se lançaient à fond dans des aventures désespérées sur le front occidental.

Cette décision était de fait capitale. Elle impliquait un renversement complet des conceptions qui avaient permis au général von Falkenhayn de rétablir la situation de l'Allemagne en 1915. Loin de poursuivre les avantages acquis contre ses adversaires les plus faibles, il avait choisi de porter le grand effort allemand de 1916 contre le point le plus fort de l'ennemi le plus puissant. Les faits ont prouvé combien cette décision avait été funeste, mais on peut également soutenir qu'elle était erronée. Elle se fondait en premier lieu sur une appréciation inexacte des conditions de l'offensive et de la défensive sur les grands fronts de bataille de France, et sur l'idée fausse que la guerre pourrait y être terminée en 1916 par un effort puissant fourni par l'un ou l'autre des deux adversaires. Elle résultait en outre d'une conception bien trop étroite et trop strictement militaire de la situation générale de l'Allemagne et de ses Alliés.

La question vitale pour l'Allemagne était de rompre le blocus, car si elle ne parvenait pas à se procurer des ressources très supérieures à celles dont elle disposait à l'intérieur des frontières de la Quadruple-Alliance, la longue guerre à laquelle le monde était condamné ne pouvait se terminer que par son épuisement et sa défaite. Elle n'avait aucune chance de rompre le blocus maritime. Les agissements de certains pays neutres avaient pu en restreindre l'efficacité ; mais le vaste système qui privait l'ennemi non seulement des denrées alimentaires, mais encore des matières premières indispensables aux armées modernes, faisait son œuvre de façon impitoyable et continue. La puissance massive de la Flotte britannique atteignait des sommets, et le résultat d'une bataille navale ne faisait de doute pour personne. La puissance maritime et la puissance terrestre s'affrontaient, et puisque l'Allemagne ne pouvait vaincre la Grande-Bretagne sur les mers, dans quelle direction pouvait-elle donc agir ? Il n'en existait qu'une. Si elle ne pouvait rompre le blocus sur mer, il lui fallait le rompre sur terre. Si les océans restaient interdits, l'Asie, elle, était ouverte. Si l'Occident était cadenassé, l'Orient restait sans obstacle. Ce n'est qu'à l'est et au sud-est, ainsi qu'en Asie, que l'Allemagne pouvait trouver les terres nourricières et l'oxygène – voire les ressources en hommes – sans lesquelles sa puissance militaire, si impressionnante qu'elle fût, n'était qu'un capital en voie d'épuisement. Ce n'était qu'en étendant leurs frontières sur de vastes régions nouvelles que les Empires centraux pouvaient se transformer en un organisme doté d'une vie propre et autonome, et ce n'était qu'en se muant en ce type d'organisme qu'ils pouvaient priver leurs ennemis de leur mortelle arme suprême : le Temps.

Les véritables – et en fait les seuls possibles – objectifs politiques qui s'offraient à l'Allemagne en 1916 étaient d'abattre définitivement la Russie et d'amener la Roumanie à se joindre aux Empires centraux. Ces deux derniers desseins se complétaient, la réussite du premier aidant

puissamment à la réalisation du second. La Roumanie était essentielle à l'Allemagne. « Comme je le compris alors très nettement, *écrit Ludendorff au sujet de la situation en octobre 1916*, nous n'aurions pu continuer à subsister, et encore moins continuer à faire la guerre, sans le blé et le pétrole de la Roumanie… » Mais si la dépouille meurtrie d'une Roumanie envahie et conquise s'avérait ainsi indispensable à la fin de l'année, de quel prix eût été l'alliance dès le début avec une Roumanie disposant de ses ressources et de ses armées ! Un accord conclu entre l'Allemagne et la Roumanie en 1915 avait assuré aux puissances germaniques leurs approvisionnements essentiels en blé et en pétrole. Mais en janvier 1916, l'Allemagne pouvait raisonnablement espérer des résultats encore plus favorables. La Bulgarie s'était rangée du côté des Empires centraux. Le passage des Dardanelles était verrouillé. La Russie chancelait. La Roumanie se trouvait donc déjà presque encerclée et tout nouveau recul de la Russie conduirait à son isolement total. Si elle convoitait la Transylvanie, propriété de la Hongrie, ne réclamait-elle pas également la Bessarabie, qui appartenait à la Russie ? Une politique allemande habile aurait pu alors proposer à la Roumanie de se joindre à ses voisins en faisant agir conjointement tous les motifs susceptibles de la décider, les gains les plus élevés comme les menaces les plus sévères.

Ce qui précède montre que la mer Noire et la Caspienne constituaient en 1916 les véritables objectifs stratégiques de l'Allemagne. Ils se trouvaient à sa portée et n'exigeaient pas d'efforts supérieurs à ses moyens. Une poursuite de la progression vers les territoires du Sud de la Russie, en Ukraine et vers Odessa, aurait permis d'obtenir à relativement bon compte les denrées nécessaires aux peuples germaniques. Une offensive des armées turques en direction du nord, appuyée par des unités allemandes et dirigée par des généraux allemands, aurait permis de s'emparer du Caucase. Des flottes et des flottilles improvisées par la technique allemande auraient facilement pu imposer leur loi dans ces

deux mers intérieures. La maîtrise de ces eaux aurait été une menace constante et simultanée pour tous les points d'une ligne côtière de 8 000 kilomètres, et elle aurait immobilisé dans une défensive inutile dix soldats russes pour un soldat allemand, tout en multipliant indéfiniment les possibilités d'une progression ultérieure. La Roumanie, complètement encerclée, coupée de tout secours français ou britannique par la Bulgarie et la Turquie, séparée des armées russes par une avancée des Austro-Allemands allant de Lemberg à Odessa, n'aurait plus eu d'autre choix que se rallier aux Empires centraux. L'emploi judicieux de 15 à 20 divisions allemandes aurait permis d'entraîner les armées autrichiennes et turques, d'accroître certainement et aisément les territoires nécessaires au ravitaillement alimentaire de l'Allemagne, en occupant, à la fin de l'été 1916, tout le Sud-Est de l'Europe, la mer Noire, le Caucase et la Caspienne. Le front oriental des armées austro-allemandes aurait pu s'étendre de Riga à Astrakan sans exiger des effectifs très supérieurs à ceux qui se trouvaient déjà sur le front oriental. Au fur et à mesure de l'exécution de ce vaste dessein, la pression exercée sur la Russie et sur ses armées qui défaillaient se serait accrue, tandis que ses troupes et celles de ses alliés se seraient épuisées en vaines tentatives pour endiguer le flot montant de l'invasion en Orient, ou se seraient fait faucher au cours d'offensives irraisonnées contre les positions allemandes en France.

Ces opérations ne constituent qu'une des étapes du plan d'expansion terrestre et de menace stratégique qui s'offrait à la puissance militaire allemande. La supériorité navale une fois acquise dans la Caspienne, la Perse était une proie facile et peu coûteuse. Il n'était pas indispensable d'envoyer en Orient des armées comparables à celles d'Alexandre. En fait, quelques milliers d'Allemands auraient pratiquement suffi pour dominer le Nord de la Perse, et plus à l'est, par-delà la Perse, c'était l'Afghanistan et la possibilité d'une menace sur les Indes. Cette politique

aurait eu comme conséquence de paralyser tout l'effort de guerre que les Britanniques tiraient de leur empire des Indes. Des armées entières composées d'unités britanniques et hindoues se seraient vu forcées de demeurer inactives en Égypte, en Mésopotamie et aux Indes, dans la crainte d'une invasion ou d'une révolte imminente, tandis que le prestige des aigles germaniques et le sentiment d'un bouleversement prochain se seraient partout répandus parmi les peuples de l'Asie.

Mais l'Allemagne ne se laissa pas séduire par toutes ces perspectives qui miroitaient ainsi face à elle en Orient. L'anéantissement définitif de la Russie, l'intimidation et le ralliement de la Roumanie, la conquête sans fin de greniers et de puits de pétrole, la menace imprécise imposée à l'Empire britannique en Asie avec tout ce qu'elle impliquait pour lui de dispersion et de sous-utilisation de ses forces, tout cela fut rejeté par Falkenhayn en quelques courtes phrases. L'Allemagne fut amenée à concentrer toute sa puissance offensive sur l'ensemble des collines boisées et des ouvrages défensifs permanents qui constituaient la solide place forte de Verdun. La moitié de l'effort, le quart des sacrifices prodigués inutilement à Verdun auraient permis de surmonter l'obstacle des voies de communication défectueuses des « riches territoires de l'Ukraine ». Les armées russes du Sud auraient été mises en déroute longtemps avant de pouvoir remporter leurs étonnantes victoires sous les ordres de Broussiloff[8]. La Roumanie, avec ses 500 000 soldats et ses précieuses ressources en blé et en pétrole, serait entrée dans la guerre de bonne heure et non tardivement, comme alliée et non en ennemie. Mais l'école des formules avait triomphé de l'école des faits, l'esprit professionnel avait été plus fort que l'esprit pratique, la soumission à la théorie s'était substituée à l'aspiration à la réalité. Attaquer l'adversaire le plus fort en son point le plus fort, et non pas l'adversaire le plus faible en son point le plus faible, tel était le principe proclamé une fois encore comme le principe directeur de la politique militaire allemande.

En apprenant l'évacuation complète de la péninsule de Gallipoli, le général von Falkenhayn, chef du Grand État-Major allemand, pouvait saisir l'occasion pour prononcer le mot *Roumanie*. Au lieu de cela, c'est le mot *Verdun* qu'il prononça.

---

1. Littéralement « les sept places fortes » en allemand. Aujourd'hui en Roumanie, sous le nom d'Ardeal.

2. Jean J.-C. Bratiano, homme politique roumain (Ion I. C. Bratianu, 1864-1927). Président du Conseil au cours de la Grande Guerre, et jusqu'à sa mort en novembre 1927. Lui succède alors son frère cadet, Vintila Bratiano (1867-1930), ministre de la Guerre en 1916.

3. Ottokar Graf Czernin von und zu Chudenitz (1872-1932), diplomate et homme politique, ministre des Affaires étrangères de l'Empire austro-hongrois de 1916 à 1918. Auteur de mémoires : *Im Weltkriege* (Berlin, 1919) / *In the World War* (Londres, 1919) [pas de traduction française].

4. Carol I^{er} (1839-1914), roi de Roumanie depuis 1866.

5. Comte O. Czernin, *In the World War*. (WSC)

6. Georges Clemenceau (1841-1929). Homme politique radical-socialiste, président du Conseil de 1906 à 1909, puis de 1917 à 1920. Alors simple sénateur dans l'opposition, il siégeait à la commission des affaires étrangères du Sénat et à la commission de l'armée.

7. Italiques de Churchill.

8. Alexeï Alexeïevitch Broussilov (1853-1926), général commandant alors le groupe d'armées russe appelé « corps sud-ouest ».

CHAPITRE IX

VERDUN

On peut commencer le récit du drame de Verdun par celui de la visite faite au camp retranché, en juillet 1915, par une délégation d'une des commissions de l'armée de l'Assemblée nationale. Les députés s'inquiétaient des bruits qui couraient sur l'insécurité de la région devant laquelle se trouvait l'armée du Kronprinz [1]. La délégation fut reçue par le général Dubail, commandant le groupe d'armées de l'Est, et par le général Coutanceau, gouverneur de Verdun. Le général Dubail déclara que les enseignements de Liège et de Namur avaient démontré l'inutilité des forts permanents. Ils pouvaient à coup sûr se faire détruire par des obusiers de gros calibre, et ils ne constituaient plus que des nids à obus pour leurs garnisons. La seule défense vraiment efficace de Verdun reposait sur un dispositif avancé, pour tenir les lignes qui entouraient la forteresse. Conformément à ces avis très largement justifiés, on avait abandonné les forts, et leur artillerie, leurs garnisons et leurs approvisionnements, très convoités, avaient été répartis entre les armées. Le gouverneur de la place, le général Coutanceau, eut la hardiesse d'exprimer une opinion différente. Il estimait que les forts avaient encore une grande valeur, et qu'ils pouvaient jouer un rôle important comme

points d'appui des défenses de campagne. Le général Dubail fut si mécontent de cette intervention de son subordonné, et il le réprimanda dans des termes si sévères, que de retour à Paris la commission jugea nécessaire d'intervenir auprès du ministre de la Guerre pour éviter qu'une sanction et une disgrâce ne fussent infligées au gouverneur pour avoir parlé trop librement. En fait, quelques semaines plus tard, le général Coutanceau était malgré tout relevé de son commandement, et remplacé comme gouverneur de Verdun par le général Herr. Dans les premiers jours de février 1916, à la veille même de l'offensive allemande, l'armée dont faisaient partie les troupes de Verdun passait du commandement du général Dubail sous le commandement du général de Langle de Cary, commandant le groupe d'armées du Centre. C'est ainsi que se sont divisées les responsabilités encourues pour n'avoir pas organisé au mieux les défenses de cette zone et qu'il est difficile de les répartir.

Verdun ne possédait pas, ni pour les Français ni pour les Allemands, une importance militaire exceptionnelle. Ses forts étaient désarmés, il ne comprenait pas de dépôts de matériel importants, et il ne défendait pas de point stratégique essentiel. Il se trouvait à 220 kilomètres de Paris, et sa chute n'aurait entraîné de dangers sérieux ni pour la sécurité de la capitale ni pour l'ensemble du front. Falkenhayn et Ludendorff le dépeignent tous deux comme une base de départ dangereuse pour leurs principales lignes de communication ferroviaires, situées à peine à une vingtaine de kilomètres. Mais les Allemands auraient pu parer facilement à une menace de ce genre, car Verdun ne pouvait compter que sur deux voies ferrées à petite vitesse, tandis que la région qu'ils occupaient en face était desservie par pas moins de quinze voies ferrées. La prise de Verdun aurait tout au plus facilité la tâche aux armées

allemandes, tout en occasionnant, quoiqu'à un degré moindre, une gêne pour les Français. Mais on attachait à Verdun une valeur sentimentale.

> C'était la grande place forte dressée fièrement face à Metz sa rivale, et celle dont le nom n'avait, depuis des siècles, cessé de hanter les imaginations germaniques ; c'était la grande citadelle avancée de la France, bastion principal de ses frontières de l'Est, dont la chute aurait en Europe comme dans le monde entier, auprès des alliés de l'Allemagne comme auprès des neutres, un retentissement considérable et qui effacerait à jamais l'impression produite par les victoires de la Marne et de l'Yser, *dit un historien français*[2].

C'est donc là-dessus que Falkenhayn avait fondé son plan d'attaque sur Verdun. Il ne s'agissait pas de tenter une « percée ». Les assaillants ne se laisseraient pas entraîner dans des nasses où ils seraient pilonnés de tout côté. Ils allaient bombarder les Français et les attaquer sans trêve sur des positions que l'orgueil français rendrait absolument impossibles à abandonner. Les 19 divisions allemandes et la concentration d'artillerie assignées à cette tâche devaient user l'armée française et la « saigner à blanc ». Verdun devait être l'enclume sur laquelle les Français en âge de porter les armes seraient martelés à mort par le pilonnage allemand. Il fallait amener les Français à camper sur des positions d'où ils refuseraient de bouger pour des raisons sentimentales, pour s'y faire mettre en pièces par l'artillerie. Bien entendu, ce plan ingénieux s'effondrerait si les Français ne s'y prêtaient pas, et s'ils ne se considéraient pas tenus de faire des sacrifices disproportionnés pour conserver les quelques collines sur lesquelles se dressaient les forts abandonnés de Verdun.

Je n'ai pas l'intention de m'appesantir plus longuement sur cet argument. Verdun représentait un trophée. On se devait d'opposer au défi allemand toutes les ressources de l'armée française, mais on aurait dû au cours de la bataille abandonner du terrain avec un empressement au moins égal à celui mis à sacrifier les hommes, en se proposant uniquement d'imposer à l'ennemi le maximum de pertes au cours de chacune des phases de sa progression.

Si la défensive avait été plus manœuvrière, toute cette bataille aurait été beaucoup moins coûteuse pour l'armée française et aurait privé le général von Falkenhayn des rares justifications que son plan pouvait comporter. Mais le commandant en chef allemand, qui s'est si souvent trompé par ailleurs, avait correctement jaugé la psychologie de la nation française. Écrivant en août 1916, je m'efforçai de saisir et d'analyser les motifs vraisemblables qui poussaient les Allemands à attaquer Verdun :

> Admettons que vous vous soyez frayé une brèche – et alors ? Allez-vous vous y lancer vers Paris ? Qu'arrivera-t-il si vous enfoncez les positions d'une armée encore intacte ? Oserez-vous vraiment passer la tête dans le trou ?
> Non, *répond le Grand Quartier général allemand*, nous ne sommes pas si bêtes. Nous ne cherchons pas à prendre Verdun. Et nous ne cherchons pas davantage à nous frayer une brèche. Nous avons encore moins l'intention de nous engouffrer dans une brèche de cette nature. Notre but est complètement différent. Nous cherchons à user une armée, et non à faire une percée, à briser le cœur d'un peuple et non à briser ponctuellement ses défenses. Nous avons choisi Verdun parce que nous estimons que les Français se croiront tenus de le défendre à tout prix, et parce que nous pouvons disposer notre artillerie autour de cette pointe de leur front de façon à pilonner et à harceler leurs positions

> cruciales en ayant l'avantage sur le plan de la portée et de la puissance de feu des canons. Nous obligeons ainsi l'ennemi à amener ses divisions les unes après les autres sur cette enclume et à les exposer à nos coups[3].

Les conceptions stratégiques et psychologiques qui avaient amené Falkenhayn à prendre Verdun comme objectif de l'offensive allemande furent influencées au point de vue tactique par la réussite l'année précédente de l'attaque déclenchée à Gorlice-Tarnow contre les Russes. Un assaut direct, suivi d'un mouvement tournant exécuté sur un front limité, mais appuyés par une concentration foudroyante d'artillerie et de gaz, avait amené le repli général des lignes russes et le même procédé avait été employé à de nombreuses reprises par la suite.

Le plan que Falkenhayn se proposait d'appliquer à Verdun consistait donc à exécuter, sur un front étroit, un assaut intensif mené par des troupes de premier ordre et appuyé par un barrage d'artillerie sans précédent, puis à pilonner les Français immobiles sur leurs positions et en cas de succès à défoncer leur front de part et d'autre de la brèche, mais sans que cela soit l'objectif principal. Il mit dans ce but sous les ordres du Kronprinz près de 2 000 bouches à feu supplémentaires, comprenant les modèles les plus récents, ainsi qu'une énorme quantité d'obus, mais il ne renforça que de 4 corps d'armée les unités de la 5^{e} armée allemande qui tenaient le secteur. Il fixa exactement le front et la profondeur de l'attaque, et la limita strictement aux possibilités permises par ces modestes effectifs.

Les positions françaises s'étendaient en un saillant semi-circulaire, à 5 ou 6 kilomètres en avant des forts de Verdun. Elles étaient divisées en deux parties inégales par la Meuse, large à cette saison de près d'un kilomètre. On distinguait donc les défenses de la rive gauche (à l'ouest ou à la gauche française), les défenses de la rive droite (à l'est ou au

centre français), et plus à l'est (à la droite française) la plaine de la Woëvre et les fortifications des Hauts-de-Meuse. C'est sur le centre français, situé entre la Meuse et la Woëvre, que devait se déclencher l'attaque principale.

Le haut commandement allemand estimait que si ce centre était enfoncé sur une certaine profondeur, le repli des deux ailes s'ensuivrait automatiquement, ou qu'il serait possible de l'obtenir aisément par une nouvelle poussée. Les travaux tactiques d'étude du terrain exécutés avant la guerre l'avaient amené à considérer les positions de la rive gauche comme exceptionnellement fortes et redoutables tant qu'elles ne seraient pas compromises par la retraite du centre français. Toutes ces conclusions et ces décisions avaient été communiquées en temps opportun au Kronprinz, et à l'état-major de la 5e armée, dirigé par le général von Knobelsdorf.

L'âpreté des jugements portés sur le Kronprinz est due aux passions et à la propagande de la guerre. On l'a représenté à la fois comme un freluquet et comme un tyran, comme un blanc-bec et comme un Moloch, comme un touriste irresponsable et comme un chef coupable d'erreurs grossières et désastreuses. Aucune de ces images contradictoires n'est exacte. Les princes allemands placés à la tête d'armées ou de groupes d'armées jouissaient d'une très faible liberté. Les états-majors, grands ou petits, décidaient et réglaient toutes les questions, et le rôle de l'infortuné héritier du trône consistait surtout à porter la responsabilité de leurs erreurs et à recevoir, tout au moins pendant les premières années de la guerre, leurs hommages cérémonieux. Ces politesses elles-mêmes se réduisirent à mesure que s'intensifia ce conflit interminable. Néanmoins, le Kronprinz n'était pas sans avoir une influence personnelle. Il avait auprès du chef suprême les moyens d'accès que possède un fils auprès de son père. Il avait le droit d'exprimer ses vues, de poser une question, et d'exiger une réponse de tout général si haut placé qu'il fût. Il contribuait

également à former l'opinion souveraine de l'empereur. Enfin il défendait son patrimoine. Si la vie, la santé et la fortune de tous les combattants étaient en jeu au cours de la Grande Guerre, la succession au trône impérial dépendait tellement visiblement de son issue que cela avait produit dès les premiers jours de la guerre une action modératrice et un effort de concentration sur un esprit jusqu'alors insouciant. On peut dire également qu'aucun groupe d'armées allemand n'a remporté de succès aussi marqués que celui qu'il commandait, et on a tout lieu de croire que son influence personnelle – quelle qu'elle ait pu être – a souvent fait pencher la balance du bon côté.

Le Kronprinz n'était pas enthousiaste à l'idée d'attaquer Verdun en 1916. Il était d'avis qu'il valait mieux en finir d'abord sur le front oriental avec la Russie. Il ressentait, cela va sans dire, une impatience longtemps contenue « de conduire une fois de plus à la bataille ses troupes sûres et éprouvées, etc. ». Mais les affirmations de Falkenhayn, qui répétait que l'armée française allait être « saignée à blanc » à Verdun, l'inquiétaient, et il n'était pas persuadé que ce sort fût réservé aux seuls Français. Il pourrait bien échoir également à la maison de Hohenzollern. En outre, sur l'exécution tactique de l'assaut, ses réserves étaient appuyées, ou peut-être inspirées, par le général von Knobelsdorf et son état-major. Ils estimaient que l'assaut éventuel devait porter sur un front plus large, englobant simultanément les deux rives de la Meuse, et qu'il était nécessaire de disposer dès le début de l'opération de fortes réserves, afin d'exploiter les avantages de la surprise initiale. Le Kronprinz envoya Knobelsdorf exposer ces vues à Falkenhayn, mais ce dernier s'en tint à son plan. Il l'avait établi en fonction de sa conception de l'ensemble de la situation, et il n'entendait pas en changer le moindre détail. Il y aurait une enclume, il y aurait une attaque en force sur un front étroit. Il y aurait une artillerie d'importance inégalée, et juste assez d'infanterie pour exploiter le succès. Celle-ci devait s'avancer pas à pas,

le canon lui frayant la voie au cours de chaque phase. Que Verdun fût pris ou non, l'armée française serait anéantie et le peuple français dégoûté de la guerre. C'était là une solution peu compliquée pour des problèmes d'importance mondiale. Mais c'était la solution de Falkenhayn, et c'était lui qui détenait le commandement suprême. Sa détermination et l'ascendant de son autorité eurent tôt fait de surmonter les réticences de Knobelsdorf, et la hiérarchie militaire, avec son unanimité d'automate, l'emporta ensuite sur le Kronprinz. Tels sont les faits. Si la presse de l'époque et de nombreux récits contemporains se sont appesantis sur la vanité et l'orgueil impitoyable qui poussèrent l'héritier du trône impérial à jeter indéfiniment la jeunesse allemande dans la fournaise de Verdun, la vérité est tout autre. Le Kronprinz, opposé à l'opération, bouleversé et consterné par cette boucherie, usa continuellement de l'influence limitée dont il disposait pour y mettre un terme, et le témoignage de Ludendorff nous rapporte ses manifestations de soulagement et de satisfaction quand on finit par s'y décider.

C'est par une voie détournée que le gouvernement français apprit pour la première fois la médiocrité des dispositifs défensifs de Verdun. Le colonel Driant, député de Nancy, commandait un groupe de bataillons de chasseurs sur les lignes avancées de Verdun. Cet officier, membre également de l'Assemblée nationale, se rendit en permission à Paris à la fin de novembre, et il demanda à être entendu par la commission de l'armée de la Chambre des députés. Le 1er décembre, il exposait à ses collègues le manque d'organisation et l'imperfection générale des défenses du camp retranché. La commission entérina les déclarations du colonel Driant et transmit son rapport au ministre de la Guerre. Gallieni, toujours attentif et qui avait déjà reçu par d'autres sources des comptes rendus du même genre, écrivit à ce sujet au général Joffre le 16 décembre. On signale de différents côtés, disait-il, que

l'organisation du front est imparfaite sur certains points, particulièrement dans la région de la Meurthe, de Toul et de Verdun. Le réseau des tranchées n'est pas achevé comme il l'est sur la majeure partie du front. Une situation de ce genre, si elle est exacte, est de nature à présenter de graves inconvénients. La rupture du front dans de telles conditions engagerait non seulement la responsabilité personnelle du général Joffre, mais celle du gouvernement tout entier. Les derniers enseignements de la guerre ont prouvé surabondamment que les positions de première ligne peuvent être forcées, mais que la résistance des positions en retrait permet d'arrêter même une avancée réussie. Il demandait à avoir l'assurance que l'on prévoyait sur tous les points du front l'organisation d'au moins deux lignes de défense, et que celles-ci seraient pourvues de tous les obstacles nécessaires : fils de fer barbelés, inondations, abattis, etc.

Le commandant en chef s'empressa de répondre, le 18 décembre, par une lettre qui mérite de figurer dans les annales de la bureaucratie prise en défaut. Il affirmait catégoriquement point par point que rien ne justifiait les appréhensions du gouvernement, et terminait dans des termes bien caractéristiques de la profession, et dont les potentats militaires français n'ont pas le monopole :

> Mais puisque ces craintes sont fondées sur des comptes rendus vous signalant des défectuosités dans l'état de défense, je vous demande de me communiquer ces comptes rendus et de me désigner leurs auteurs. Je ne puis admettre que des soldats placés sous mes ordres fassent parvenir au gouvernement, par d'autres voies que la voie hiérarchique, des plaintes ou des réclamations au sujet de l'exécution de mes ordres. La dignité de mes fonctions m'interdit par ailleurs de me défendre contre de vagues imputations dont j'ignore la source. Le seul fait que le

> gouvernement encourage des communications de ce genre provenant soit de parlementaires mobilisés, soit directement ou indirectement d'officiers servant sur le front, est de nature à jeter un trouble profond dans l'esprit de discipline de l'armée. Les soldats qui écrivent savent que le Gouvernement met en regard leurs avis et ceux de leurs chefs. L'autorité de ces chefs est compromise. Le moral de tous souffre de ce discrédit.
>
> Je ne saurais me prêter à la perpétuation de cet état de choses. J'ai besoin de la confiance entière du Gouvernement. S'il me l'accorde, il ne peut ni encourager ni tolérer des pratiques qui diminuent l'autorité morale de mon commandement, faute de laquelle je ne pourrai plus continuer à en assumer la responsabilité.

Il était évident que les dangers qui menaçaient le colonel et député Driant dans ses tranchées, devant Verdun, ne provenaient pas tous du seul côté allemand.

On assure que le général Gallieni n'était pas disposé à en rester là, et qu'il rédigea un projet de réponse à la fois sec et autoritaire, mais ses collègues s'efforcèrent de calmer les choses. Le ministre de la Guerre réunissait, avec un soutien certain, les chefs d'une vaste accusation dirigée contre le Grand Quartier général. On le persuada de réduire sensiblement l'importance de cet incident-là. Quoi qu'il en soit, il mit finalement sa signature au bas d'une réponse de ton modéré. Joffre et le Grand Quartier général avaient affirmé leur autorité. Le ministère de la Guerre et les députés présomptueux et trop curieux avaient été remis à leur place. Il n'en fallait pas moins compter avec les faits – et avec les Allemands.

Les témoignages continuèrent à s'accumuler, et une certaine appréhension vint se mêler peu à peu à la confiance qui régnait à

Chantilly[4]. Les officiers du Grand Quartier général envoyés en mission à Verdun pour en visiter les défenses émirent en termes mesurés des doutes sur les affirmations confiantes par lesquelles le commandant en chef avait répondu au ministre de la Guerre. Les troupes du secteur et leurs chefs étaient convaincus qu'ils seraient bientôt attaqués. Les travaux de défense étaient encore insuffisants. Les commissions parlementaires ne cessaient de s'agiter. Enfin le 20 janvier, le général de Castelnau, major général des armées, l'adjoint virtuel de Joffre et son successeur potentiel, se rendit en personne à Verdun dès son retour de Salonique. Il y trouva beaucoup à redire, et donna un certain nombre de directives pour remédier aux négligences. Un régiment du génie fut envoyé en hâte sur les lieux. On réunit le matériel nécessaire, les voies de communication furent améliorées, et les travaux commencèrent. Mais on ne disposait plus que de peu de temps. Les masses allemandes se rassemblaient rapidement. Leurs énormes réserves de munitions augmentaient tous les jours. Leur formidable concentration d'artillerie lourde arrivait à son terme.

Dès le début de janvier, le 2e Bureau (Renseignement), avait donné les premières indications désignant Verdun comme le point choisi pour une offensive allemande. Ses rapports ne laissaient aucun doute sur un accroissement continu de troupes et de batteries nouvelles dans la région au nord de Monfaucon et sur les deux rives de la Meuse, on confirmait la présence de divisions d'assaut près d'Hattonchâtel, et l'arrivée d'obusiers lourds autrichiens. Le général Dupont, chef du 2e Bureau, exprimait sa conviction que Verdun allait être l'objet d'une attaque importante et immédiate.

Le 3e Bureau (Opérations), à en juger par l'excellent récit de Pierrefeu[5], semble avoir lentement abandonné son scepticisme. Le front français offrait certes bien des points qui semblaient présenter des conditions plus favorables à une attaque ennemie. Mais au milieu de

février, il n'y avait plus grand monde pour douter encore qu'une offensive de grande envergure allait être déclenchée sur Verdun. La plus grande partie de l'état-major s'était enfin convaincue que l'heure était proche, et tous, nous dit-on, attendaient impatiemment le grand jour pleins de confiance dans l'issue de la lutte. Personne cependant n'avait la moindre notion de ce qu'allait être la puissance matérielle de l'offensive.

L'explosion d'un obus de 355 dans le palais épiscopal de Verdun le 21 février, à 4 heures du matin, donna le signal de la bataille et après une préparation d'artillerie courte mais très violente, trois corps d'armée allemands, leur droite appuyée à la Meuse, s'avancèrent contre le saillant du front français. Les troupes des premières positions, sauf celles qui occupaient le flanc est, furent contraintes de se replier en direction de la forteresse. La bataille se poursuivit les 22 et 23 février. Le courageux colonel Driant fut tué dans les bois en couvrant la retraite de ses chasseurs. Le front se reconstitua sur les crêtes avoisinant Douaumont, mais l'artillerie allemande, avec ses canons de 150 amenés sur l'avant par des tracteurs, fit déferler sur la nouvelle position un tel déluge d'obus que la division française qui l'occupait presque seule s'effondra totalement. Le général commandant la région fortifiée de Verdun ainsi que le commandant du groupe d'armées intéressé (Langle de Cary) télégraphièrent tous deux dans l'après-midi du 24 à Chantilly pour conseiller un repli immédiat sur la rive gauche de la Meuse, ce qui impliquait par suite l'abandon de la ville et de la place.

Ces événements inattendus et inquiétants ne déconcertèrent pas le moins du monde le général Joffre. Il conserva d'un bout à l'autre l'admirable sérénité qu'on lui connaissait, et qui sans aucun doute l'eût tout autant distingué du reste sur les crêtes embrasées de Douaumont. Le 22, il consentait à mettre en marche les 1er et 20^{e} corps d'armée, et il

acceptait de demander à Sir Douglas Haig de relever les unités de la 10e armée française, afin de les diriger sur Verdun. Il garda par ailleurs son calme olympien, répandant la confiance dans son entourage par son sang-froid naturel, ses repas réguliers, son sommeil paisible. Castelnau voyait nécessairement les choses d'un point de vue moins détaché. L'accroissement des unités britanniques avait permis de relever la 2e armée française sur le front quelque temps auparavant. Cette armée se trouvait dans les meilleures conditions, elle était reposée et bien entraînée. Son état-major n'avait pas été touché par le nouveau règlement français qui obligeait tous les officiers d'état-major à effectuer un temps de service dans les unités combattantes. Son chef, le général Pétain, avait acquis au cours de la guerre une réputation des plus grandes. Le général de Castelnau vint trouver le général Joffre, le 24 février au soir, et lui proposa de diriger toute la 2e armée française sur Verdun. Le commandant en chef accepta. Le soir même à 23 heures, Castelnau, qui avait reçu de nouveaux rapports d'une extrême gravité, téléphona à Joffre pour lui demander l'autorisation de se rendre personnellement à Verdun muni des pleins pouvoirs. Pierrefeu nous a décrit l'incident qui suivit.

Le commandant en chef dormait déjà. Suivant son habitude presque invariable, il était allé se coucher à 22 heures. L'officier d'ordonnance de permanence déclara qu'il était impossible de le déranger. Castelnau n'insista pas tout d'abord, mais quelques minutes plus tard, au reçu d'un nouveau message venu de Verdun laissant prévoir l'évacuation immédiate de toute la rive droite de la Meuse, il se refusa à tolérer toute nouvelle obstruction. Il se rendit en personne à la villa Poiret, où le grand soldat se reposait. Sur l'ordre formel du major général, un aide de camp prit la responsabilité de frapper à l'énorme porte fermée à double tour. Le chef suprême, après avoir parcouru les télégrammes, donna immédiatement au général de Castelnau l'autorisation de se mettre en

route avec les pleins pouvoirs en déclarant qu'il ne saurait être question de battre en retraite, puis il retourna se coucher.

Castelnau partit sur-le-champ, peu après minuit. Arrivé à Avize, quartier général de Langle de Cary et du groupe d'armées du Centre, il y calma le pessimisme régnant, puis téléphona à Verdun pour annoncer son arrivée imminente et ordonner au général Herr de la part du commandant en chef « de ne pas céder de terrain, mais de le défendre pied à pied », l'avertissant que si cet ordre n'était pas exécuté « les conséquences en seraient des plus graves pour lui (Herr) ».

Le 25 à l'aube, Castelnau arrivait à Verdun, pour y assister aux scènes tragiques de confusion et de désordre qui hantent les arrières immédiats d'un front qui vient d'être battu en brèche. Tous les témoignages s'accordent à reconnaître que l'influence et l'autorité de Castelnau imprimèrent ce jour-là une vigueur nouvelle à la défense et rétablirent momentanément la situation. Où qu'il aille, l'indécision et le désordre disparaissaient. Il réitéra l'ordre de tenir à tout prix les Hauts-de-Meuse et d'arrêter l'ennemi sur la rive droite. Les 20e et 1er corps d'armée, qui arrivaient, furent jetés à cet effet dans la bataille. Tout en prenant ces mesures d'urgence, Castelnau avait télégraphié à Pétain, lui ordonnant de prendre le commandement non seulement de la 2e armée déjà en route, mais également de toutes les troupes de la région fortifiée de Verdun.

Le 26 au matin, Castelnau donnait à Pétain la direction des opérations, et ce dernier continua à livrer bataille tout en prenant la haute main sur la situation locale. Les troupes françaises héritaient d'une position des plus périlleuses, car il avait été décidé de défendre jusqu'à la mort une place forte dont les défenses permanentes et liées aux opérations avaient été négligées jusque-là. Il n'existait pas de lignes de tranchées continues, ni de dispositifs de points d'appui efficaces en avant des ouvrages permanents. Les lignes téléphoniques et les boyaux

qui reliaient les tranchées étaient rares ou inexistants. Les forts eux-mêmes étaient vides et désarmés, on en avait enlevé jusqu'aux mitrailleuses et aux coupoles, et leurs casemates de flanc ne contenaient plus de canons. C'étaient ces lacunes qu'il fallait maintenant combler, en pleine bataille et sous un feu effroyable. Tout en dirigeant les opérations, et tout en procédant au déploiement de ses forces et de l'artillerie qui se renforçait rapidement, Pétain prit un certain nombre de décisions d'ordre général. On se mit immédiatement à construire quatre lignes successives de défense. Pétain, qui partageait complètement les idées du général Coutanceau, injustement châtié, prescrivit de réoccuper et de réarmer immédiatement tous les forts. Chacun d'eux reçut une garnison permanente, pourvue de quatorze jours de vivres et d'eau, avec l'ordre solennel de ne capituler à aucun prix. On allait avoir bientôt la preuve de l'extrême utilité des grandes galeries souterraines de ces forts, dans lesquelles un bataillon entier pouvait attendre l'heure de la contre-attaque en toute sécurité. Enfin, le nouveau commandant organisa l'admirable service de transports motorisés reliant Verdun à Bar-le-Duc. Au bas mot, 3 000 camions parcouraient chaque jour cette route dans les deux sens, et ils transportèrent pendant les sept mois de la bataille une moyenne de 90 000 hommes et de 50 000 tonnes de matériel par semaine. Cette « Voie sacrée », comme on l'a justement appelée, allait être empruntée par pas moins de 66 divisions françaises, en marche vers le marteau-pilon et la fournaise de Verdun.

À la fin de février, la première attaque allemande était arrêtée. Des deux côtés, de vastes armées étaient aux prises aux environs de la forteresse, un afflux toujours croissant de renforts et de munitions y convergeait, de tous les points de la France et de l'Allemagne dans la direction du champ de bataille, tandis que des trains de blessés toujours plus nombreux en refluaient rapidement. La bataille se transformait en

épreuve de force, en duel pour l'honneur militaire, entre l'Allemagne et la France. Le sang leur montait à la tête, mais elles gardaient la tête basse. C'est en vain que Falhenkayn avait écrit à Noël que l'Allemagne serait « parfaitement libre d'accélérer ou de ralentir son action offensive, de l'intensifier ou de l'arrêter de temps en temps, à son gré ». Sa propre existence militaire et officielle était en jeu. Le vin était tiré, il fallait le boire. C'est pourquoi les armées française et allemande continuèrent à s'entre-déchirer furieusement, et l'artillerie allemande fit subir tous les jours des pertes extrêmement douloureuses aux Français, dont les effectifs s'étaient accrus.

Lors de leur offensive du 21 février, les Allemands n'avaient engagé, en exécution du plan prescrit par Falkenhayn, que les trois corps d'armée de leur centre, tandis que trois autres corps restaient inactifs sur les deux ailes. Il n'est guère douteux que si toutes les unités d'assaut avaient été lancées d'emblée dans la bataille, les Français, qui dès le début se trouvaient déjà dans une situation des plus critiques, n'auraient pas pu se maintenir sur leurs positions. Les trois corps d'armée des ailes entrèrent cependant en lice le 6 mars, et une nouvelle série de combats sanglants se déroula tout au long des mois de mars et d'avril, principalement en vue de s'emparer de la colline dite « le Mort-Homme » sur la rive gauche de la Meuse, et de la Côte du Poivre sur la rive droite. Mais les Allemands ne remportèrent pas de succès comparables à ceux du début. Les conditions de la bataille s'égalisaient. Les infanteries allemande et française, qui combattaient étroitement enfermées dans de vastes champs de trous d'obus, et sous le même ouragan d'acier, tombaient de part et d'autre par dizaines de mille. À la fin d'avril, près de 250 000 Français et Allemands avaient été tués ou blessés dans cette zone fatale, sans que l'issue de la guerre mondiale en eût été influencée de manière décisive.

À la guerre des batailles et des massacres s'ajouta bientôt la guerre de la propagande et des communiqués, et dans cette dernière, les Français eurent un avantage marqué. Ils ne cessaient de proclamer jour après jour les pertes énormes subies par les Allemands au cours de leurs assauts. Comme il était parfaitement clair que les Allemands s'attaquaient à des positions retranchées et à des forts, l'ensemble du monde était tout prêt à admettre qu'ils se trouvaient forcément contraints à des sacrifices beaucoup plus lourds que ceux des Français. « Jusqu'en mars, écrit Ludendorff, Verdun apparaissait comme une victoire allemande », mais l'opinion changea par la suite. Il est certain que pendant les mois d'avril et de mai, les Alliés, comme les neutres, étaient absolument convaincus que l'Allemagne avait connu à Verdun une grave déception, et qu'elle y avait gaspillé la fine fleur de ses troupes.

Je partageais moi-même cette impression générale, et j'étais persuadé que les pertes allemandes ne pouvaient qu'être plus lourdes que celles des Français. Tous les témoignages indiquaient cependant que la pression subie par l'armée française était énorme. Elle se trouvait forcée de tenir des positions de toute nature, bonnes, mauvaises ou sans intérêt, et de lutter pied à pied en contre-attaquant constamment sous un implacable feu d'artillerie, et l'on se rendait compte que les opérations de défense étaient conduites sans tenir compte des pertes.

> Les Français, *écrivais-je à l'époque*, subissent des pertes plus grandes que ne l'exige la défensive par suite de l'obstination et de la bravoure dont ils font preuve pour tenir certaines positions. Encaisser une attaque d'artillerie, c'est comme attraper une balle de cricket. Le choc est amorti si l'on ramène ses mains en arrière. Un peu de recul, un peu de souplesse et la violence du coup s'en trouve sensiblement diminuée. Cependant, malgré leur ardeur

> obstinée et leur désir glorieux de victoire, les Français ont subi à Verdun des pertes beaucoup moins lourdes que celles des Allemands[6].

C'est avec une surprise qui sera peut-être partagée par beaucoup d'autres que j'ai appris la réalité des faits. Au cours de la phase défensive comprise entre février et juin, l'armée française n'a pas perdu à Verdun moins de 179 000 hommes tués, disparus ou prisonniers (non compris les officiers) et 263 000 blessés, soit un total effroyable de 442 000 hommes, et vraisemblablement de 460 000 avec les officiers. Les Allemands par contre, et bien *qu'étant les attaquants*, ont subi, en demandant moins à leurs hommes et plus à leurs canons, des pertes qui ne dépassent pas 72 000 tués, disparus ou prisonniers et 206 000 blessés, soit un total de 278 000. Il y a lieu, afin de tenir compte des pertes correspondantes aux autres parties du front, de réduire d'environ un huitième ces deux chiffres globaux. Mais cela ne modifie en rien le fait général que pour deux Allemands tombés en attaquant, les Français ont sacrifié plus de trois hommes pour la défense de Verdun. On a donc là dans une certaine mesure une justification des conceptions tactiques et psychologiques qui sous-tendaient le plan de Falkenhayn.

La situation personnelle du général Joffre s'était détériorée dès le début de la bataille. La négligence apportée aux défenses de la place, le désarmement de ses forts, l'ignorance avérée du commandant en chef et de son état-major au sujet de cette importante question, le fait que le soin de donner l'alerte eût été laissé à la commission parlementaire, la résistance apportée à admettre le danger et à en tenir compte, tous ces faits étaient connus du Gouvernement et des milieux d'opposition de Paris. On s'était également parfaitement rendu compte des rôles respectifs joués par Joffre et Castelnau pendant la période critique du

début. Tout cet épisode n'était pas de nature à augmenter le crédit du commandant en chef ou du gigantesque organisme du Grand Quartier général que l'on dénommait aigrement « Chantilly ». L'examen de l'ensemble de ces faits fit parvenir le général Gallieni à toute une série de conclusions et de décisions. En premier lieu, il voulait faire venir Joffre à Paris, point central d'où il exercerait le commandement de toutes les armées françaises de France et d'Orient qui lui avait été confié. Ensuite, il voulait donner au général de Castelnau le commandement des armées sur le front français. Il se proposait enfin de restreindre sur certains points les pouvoirs excessifs que Chantilly s'était attribués, et de restituer au ministère de la Guerre le rôle administratif dont il avait été en grande partie privé. Gallieni soumit au Conseil des ministres du 7 mars 1916 des propositions allant dans ce sens, mais sans y prononcer le nom de Castelnau. La France trouvait donc désormais l'occasion d'assurer à ses armées et à ses alliés une direction militaire de premier ordre, sans perdre aucun des avantages qu'offrait le prestige mondial de Joffre.

Le Cabinet fut très effrayé, craignant de voir une crise politique et ministérielle se conjuguer à une crise du haut commandement, au moment même où les grandes batailles qui faisaient rage autour de Verdun atteignaient leur point culminant. Briand fit valoir des arguments habiles, mais Gallieni était décidé. Atteint par une maladie qui exigeait une opération grave et immédiate, il avait exposé à ses collègues ce qu'il considérait comme son testament, et le dernier service qu'il pût rendre à la France. Ses conseils n'ayant pas été acceptés, il démissionna immédiatement, et cette démission fut tenue secrète pendant plusieurs jours. Puis on l'expliqua par des raisons de santé, et le portefeuille de la Guerre fut pris provisoirement par le ministre de la Marine. Enfin, quand on se rendit compte que le général restait inébranlable dans sa décision, on lui trouva un successeur incolore et

inoffensif dans la personne du général Roques – son nom fut suggéré par Joffre, dont il était l'ami intime. Les pouvoirs du général Joffre ainsi renouvelés allaient lui permettre d'ajouter aux lauriers si chèrement acquis à Verdun les couronnes encore plus onéreuses de la Somme.

Gallieni allait disparaître définitivement de la scène. Quinze jours après sa démission, il entrait dans une clinique pour y subir une opération – très dangereuse à son âge – mais qui en cas de succès lui permettrait de revenir rapidement à la santé et à l'activité[7]. Il mourut des suites de cette opération le 27 mai. Ses concitoyens et leurs alliés aussi, qui ont bénéficié de son génie, de son discernement, de sa force morale, et qui auraient pu en bénéficier bien davantage, se doivent de rendre hommage à sa mémoire et à son souvenir.

Les désastres de 1915 avaient amené les gouvernements britannique, français et russe à accomplir un effort sérieux en vue de concerter leur action pour 1916. Briand n'avait pas plus tôt pris la présidence du Conseil qu'il lança une phrase qui exprimait avec force la nécessité la plus importante et la plus évidente qui s'imposait aux Alliés : « L'unité de front. » L'unité de front ne signifiait pas l'unité de commandement. Cette idée, bien qu'elle fût déjà venue à l'esprit de bien des gens, n'était pas encore réalisable. L'unité de front, ou le front unique, impliquait l'idée que l'ensemble du grand cercle de feu et d'acier tendu par les Alliés autour des Empires centraux devait être utilisé et organisé comme formant la ligne de bataille d'une seule armée ou d'une seule nation, que tout ce qui serait projeté sur une partie du front devait l'être en fonction de tout ce qui serait prévu sur toutes les autres parties, que les trois grandes puissances alliées, au lieu d'exécuter une suite d'offensives sans lien entre elles, devaient fournir un effort combiné et simultané, afin de surclasser et d'abattre la force de résistance ennemie. M. Asquith, M. Lloyd George, Lord Kitchener, M. Briand, le général Joffre, le général

Cadorna, le Tsar et le général Alexeieff[8], ainsi que les quatre gouvernements et les quatre États-Majors généraux donnèrent sans réserve leur aval à ces judicieuses conceptions de grande envergure.

Il avait été décidé, afin de poursuivre et de mettre à exécution ces idées, de mener pendant l'été une immense offensive combinée sur les fronts occidental et oriental, contre l'Allemagne et l'Autriche. Les Russes ne pouvaient pas être prêts avant le mois de juin, ni les Britanniques avant juillet. Il fut donc convenu que l'on adopterait dans la mesure du possible une politique attentiste pendant les six premiers mois de l'année, tandis que les Russes rééquiperaient et renforceraient leurs armées, que les nouvelles armées britanniques perfectionneraient leur instruction, et que l'on accumulerait d'immenses quantités d'obus et de bouches à feu. Les quatre grandes nations se mirent donc à l'œuvre en vue d'exécuter ces tâches colossales.

On convint, en outre, que les Russes s'efforceraient de fixer les Allemands le plus longtemps possible dans la partie nord du front oriental, et que leur attaque principale serait lancée en Galicie, sur le front sud. Au même moment, ou très peu de temps après, une offensive gigantesque, d'importance supérieure à tout ce qui avait été conçu jusque-là, serait déclenchée par les Britanniques et les Français, côte à côte, *à cheval sur la Somme*. L'intention était de tenter de faire une percée sur un front de 70 kilomètres, les Anglais attaquant au nord de la Somme, sur les 25 kilomètres compris entre Hébuterne et Maricourt ; les Français attaquant de part et d'autre de la Somme mais principalement au sud de la rivière, sur un front de 45 kilomètres descendant de Maricourt à Lussigny. L'offensive britannique serait menée par deux armées entières, la 3^{e} et la 4^{e}, placées sous les ordres d'Allenby[9] et de Rawlinson[10] et comprenant 25 à 30 divisions. Trois armées françaises (2^{e}, 6^{e} et 3^{e} armées), soit 39 divisions, seraient placées sous les ordres de Foch dans le secteur français. L'ensemble de ces cinq armées, qui

comprenait plus d'un million et demi d'hommes, appuyés par 4 000 à 5 000 canons, devait déferler sur les Allemands au moment où l'on espérait qu'avec leurs alliés autrichiens ils se trouveraient déjà lourdement et dangereusement engagés sur leurs frontières orientales. Le programme initial de cette bataille colossale fut ébauché au cours de la première conférence des états-majors alliés tenue à Chantilly en décembre 1915, et arrêté dans sa forme définitive dans une seconde conférence le 14 février.

L'encre de ces conventions était à peine sèche que les canons de Verdun commençaient à tonner et que les Allemands progressaient avec succès à travers les défenses négligées de la forteresse. Il est loisible d'avancer qu'il aurait été judicieux pour les Français de manœuvrer les Allemands dans la région de Verdun, en économisant au mieux leurs forces, en faisant payer très cher à l'ennemi tout abandon de terrain inévitable, et en s'efforçant de l'attirer dans une poche ou dans toute autre situation défavorable. Ils auraient pu par là infliger sans grand risque de très lourdes pertes aux Allemands, et nous savons actuellement qu'ils auraient ainsi complètement déjoué le plan de Falkenhayn consistant à user l'armée française et à la mettre en pièces sur l'enclume de Verdun. Les Allemands auraient pu ainsi avoir épuisé, à la fin de juin, la plus grande partie de leur puissance offensive, pour n'avancer peut-être que d'une vingtaine de kilomètres sur un terrain dépourvu d'importance stratégique cruciale, tandis que les Français auraient rassemblé les forces nécessaires pour leur porter sur la Somme un coup écrasant.

Mais d'autres idées – ou faut-il les appeler des passions ? – l'emportèrent, et toute la nation française et son armée se jetèrent à corps perdu dans la bataille. Cette décision a non seulement causé l'usure des réserves françaises et sapé la puissance offensive de l'armée, mais elle a diminué considérablement la puissance virtuelle de

l'offensive britannique qui se préparait. Avant même le déclenchement de l'attaque allemande, Sir Douglas Haig avait déjà occupé un nouveau secteur du front français, libérant ainsi la 2e armée française, comme nous l'avons vu, et lui permettant de rétablir la situation à Verdun. Dès le commencement de la bataille, Joffre avait demandé à Haig d'occuper un nouveau secteur, et cette relève, effectuée au début de mars, avait permis de rendre disponible la totalité de la 10e armée française. Le nombre de divisions britanniques mises au repos et à l'instruction en vue de la grande bataille se trouvait de ce fait sensiblement diminué dès le début. La bataille de Verdun, en se prolongeant et en s'aggravant pendant tout le cours des mois de mars, d'avril, et de mai avait entamé la force combative et les réserves disponibles de l'armée française dans des proportions croissantes et inquiétantes. Aux approches de juillet, les 39 divisions françaises prévues dans le plan initial d'opérations étaient réduites en fait à 18, ce qui diminuait considérablement le front d'attaque envisagé ainsi que la puissance de pénétration de l'offensive. Les effectifs disponibles étant réduits d'au moins un tiers, il fallut ramener l'étendue du front d'attaque de 70 à 45 kilomètres environ. Tandis que dans le plan primitif l'offensive principale était confiée à l'armée française et que les Britanniques y prenaient part avec une armée de moindre taille, les rôles étaient désormais inversés par la force des événements. L'effort principal revenait aux Britanniques, et c'étaient les Français qui y participeraient de leur mieux comme force d'appoint.

Tandis que le monde fixait ses regards sur la scène furieuse de Verdun, qui bouleversait les esprits, et tandis que s'achevaient les importants préparatifs de la contre-attaque alliée sur la Somme, de grands événements étaient à la veille d'éclater à l'est. Pour ceux qui savaient que la puissance de la Russie se rétablissait de jour en jour et presque d'heure en heure, et qui étaient au courant de la mise en œuvre

de ses inépuisables ressources en hommes, ainsi que de l'afflux continuel et sans cesse croissant des munitions qu'elle recevait, l'attaque allemande sur Verdun avait provoqué une sensation de soulagement indescriptible. La Russie était tombée très bas pendant l'automne précédent, avant que l'hiver ne vînt protéger son front déchiré et dégarni. Mais elle avait paré le coup fatal. Ses armées avaient réussi à se dégager, son front n'avait pas cédé, et derrière lui la Russie tout entière s'employait maintenant à rééquiper et à reconstituer ses forces.

Peu d'épisodes de la Grande Guerre sont plus impressionnants que cette résurrection, ce rééquipement et cet effort gigantesque renouvelé par la Russie en 1916. Ce fut la dernière et glorieuse tentative du Tsar et du peuple russe pour s'assurer la victoire avant de sombrer tous deux dans les abîmes de la ruine et de l'horreur. La Russie, qui dix-huit mois auparavant se trouvait presque désarmée, et qui avait subi en 1915 une suite ininterrompue de défaites effroyables, était parvenue au cours de l'été 1916, grâce à ses propres efforts et aux moyens fournis par ses alliés, à mettre en ligne 60 corps d'armée – organisés, armés et équipés – alors qu'elle n'avait commencé la guerre qu'avec 35. La ligne du Transsibérien avait été doublée sur une distance de 6 000 kilomètres pour atteindre le lac Baïkal. Une voie ferrée nouvelle, longue de 1 400 kilomètres, construite au plus fort de l'hiver, au prix d'innombrables vies humaines, reliait Petrograd aux eaux toujours libres de la côte de Mourmansk. C'est par ces deux voies que se déversait en Russie, en volumes de plus en plus en plus importants, le matériel provenant des usines toujours plus nombreuses de Grande-Bretagne, de France et du Japon, ou acquis aux États-Unis grâce aux crédits britanniques. La production intérieure en matériel de guerre de tout genre s'était simultanément décuplée.

Il était malheureusement exact que les nouvelles armées russes, bien que plus nombreuses et mieux approvisionnées en matériel que par le

passé, souffraient d'une lacune fatale, que ne pouvait combler aucune assistance alliée. Le manque d'hommes qui avaient été à l'école, d'hommes sachant au moins lire et écrire, ainsi que d'officiers et de sous-officiers bien formés, diminuait cruellement la valeur combative de ces énormes masses. Le nombre, la résistance physique, la puissance des canons et des obus, la science des grands chefs, la bravoure de troupes pleines de patriotisme furent réduits au tiers de leur valeur réelle par l'absence non pas d'une instruction militaire supérieure, mais simplement d'un enseignement primaire – par l'absence de 100 000 êtres humains capables de penser par eux-mêmes, et de remplir avec une efficacité suffisante les fonctions subordonnées mineures sur lesquelles repose tout vaste organisme, et particulièrement les forces de la guerre moderne.

Le géant tenait des armes dans ses mains puissantes, les conceptions de son esprit étaient claires, son cœur était encore fidèle, mais les nerfs qui permettaient de transformer les résolutions et les desseins en actes n'étaient que partiellement développés ou étaient inexistants. Cette imperfection, irrémédiable à l'époque et fatale par la suite, ne diminue en rien la valeur prodigieuse de ce qu'a accompli la Russie et qui restera toujours dans le souvenir des hommes comme un monument à la gloire de l'empire fondé par Pierre le Grand.

Le front russe, qui s'étendait sur 1 200 kilomètres de la Baltique à la frontière roumaine, était tenu au début de l'été par trois grands groupes d'armées, comprenant en tout plus de 134 divisions : le groupe du Nord, placé sous les ordres du vétéran Kouropatkine, le groupe du Centre (entre le Pinsk et le Pripet) dirigé par Evert, le groupe du Sud (au sud du Pripet) commandé par Broussiloff. Face à ce déploiement de forces, les Empires centraux avaient mis en ligne les armées allemandes de Hindenburg et de Ludendorff au nord, celles du prince Léopold de Bavière et du général von Linsingen au centre et dans la partie sud du

centre, et les trois armées autrichiennes de l'archiduc Frédéric au sud. Les réserves, les renforts, et pratiquement toute l'artillerie lourde, avaient été retirés ou éloignés du front oriental, aspirés par Verdun et les tentations du Trentin. Dans tout le secteur qui se trouvait au sud du Pripet et qui englobait toute la Galicie et la Bucovine, il ne subsistait plus une seule division allemande pour y appuyer les armées de l'archiduc d'Autriche qui se trouvaient face aux troupes de Broussiloff.

Le plan initial d'opérations avait fixé au 1er juillet le déclenchement de l'offensive générale alliée sur les fronts occidental et oriental. Mais on avait été amené à demander au Tsar d'intervenir, si possible, à une date plus rapprochée, en raison de la situation critique des armées italiennes dans le Trentin et de l'effort évident imposé aux armées françaises à Verdun. En conséquence, le 4 juin, après une préparation d'artillerie de trente heures, Broussiloff passa à l'attaque sur tout le front de 350 kilomètres compris entre le Pripet et la frontière roumaine avec ses armées de plus d'un million d'hommes. Les résultats obtenus surprirent aussi bien les vainqueurs que les vaincus, les amis que les ennemis. Il est possible que l'avancement même de la date de l'attaque ait constitué un élément de surprise qui eût fait défaut un mois plus tard. Il est de fait que les Autrichiens n'étaient aucunement préparés à recevoir un assaut de cette ampleur et de cette vigueur sur un front d'une pareille étendue. Les longues lignes discontinues du front oriental n'étaient en rien comparables à celles du front français. Les grandes concentrations d'artillerie, les systèmes fortifiés compliqués, les barrages continus de tirs de mitrailleuses, le réseau des routes et des voies ferrées ravitaillant le front, et permettant de jeter en quelques heures des milliers ou des dizaines de milliers d'hommes sur tout point menacé – tout cela faisait complètement défaut sur le front oriental. Enfin, les armées autrichiennes comprenaient un grand nombre de troupes tchèques

recrutées de force pour une cause qu'elles ne portaient pas dans leur cœur, et pour un empire dont elles souhaitaient la chute.

Personne ne fut aussi surpris que Falkenhayn, qui écrit :

> Après l'échec de l'offensive de mars en Lituanie et en Courlande, le front russe était redevenu complètement inactif… Rien ne permettait de douter que le front ne fût suffisamment solide pour résister aux attaques des forces ennemies qui s'y trouvaient à ce moment-là… Le général Conrad von Hötzendorf… affirmait qu'une offensive russe en Galicie ne pouvait être entreprise avec des chances de succès que dans un délai d'au moins quatre à six semaines à compter du jour où nous aurions appris qu'elle se préparait. C'était là le minimum de temps nécessaire à l'indispensable concentration préliminaire des unités russes… Cependant, avant qu'aucun indice d'un mouvement de ce genre n'ait été observé et encore moins annoncé, le Grand Quartier général allemand était saisi le 5 juin d'une demande d'assistance des plus urgentes adressée par notre allié.
>
> Les Russes, sous les ordres du général Broussiloff, avaient attaqué la veille sur la presque totalité du front, de la boucle de la Styr près de Kolki au-dessous de Loutsk, jusqu'aux frontières roumaines. Après une préparation d'artillerie relativement courte, ils étaient sortis de leurs tranchées et s'étaient simplement portés en avant. Sauf en quelques rares points, ils ne s'étaient même pas donné la peine de former des groupements d'attaque en y concentrant leurs réserves. Il n'y avait pas eu d'offensive à proprement parler, mais plutôt une reconnaissance de grande envergure…
>
> Une « reconnaissance » comme celle de Broussiloff n'est évidemment possible que si le général qui l'ordonne a des raisons

> péremptoires de tenir en piètre estime la force de résistance de son adversaire. Et là, il avait vu juste. Son offensive fut couronnée de succès éclatants, tant en Volhynie qu'en Bucovine. À l'est de Loutsk, le front austro-hongrois fut complètement enfoncé, avec en moins de deux jours une brèche béante qui frôlait les 50 kilomètres de large. Il ne restait plus des unités de la 4e armée austro-hongroise qui tenaient ce front que quelques malheureux débris.
>
> Cela ne se passa pas mieux pour la 7e armée austro-hongroise en Bucovine. Elle reflua sur tout le front sans que l'on pût prévoir le moment ou l'endroit où il serait possible de l'arrêter.
>
> Nous étions donc confrontés à une situation qui s'était modifiée du tout au tout. Un échec complet de cette importance n'était certainement jamais entré en ligne de compte dans les prévisions du chef d'état-major général (Falkenhayn). Il la tenait pour impossible[11].

Les armées russes s'avançaient sur toute l'étendue du front, traversant les positions autrichiennes ou passant dans les larges brèches qu'elles présentaient. Au nord, l'armée de Kalédine progressait de 50 kilomètres en trois jours sur un front large de 70 et s'emparait de Loutsk. Au sud, l'armée de Letchitsky forçait successivement les lignes du Dniestr et du Prout, et investissait Tchernovitz, après avoir avancé de 60 kilomètres. Les troupes allemandes commandées par Linsingen se maintenaient inébranlables sur tous les points attaqués, ou se repliaient en bon ordre pour se conformer à la retraite des unités autrichiennes voisines. Au cours de la première semaine de l'offensive, les Autrichiens avaient perdu 100 000 prisonniers, et leurs pertes à la fin du mois en tués, blessés, égarés et prisonniers se montaient à près de 750 000 hommes.

Les Russes avaient reconquis Tchernovitz et pratiquement toute la Bucovine, et leurs troupes occupaient à nouveau les pentes des Carpates. L'ampleur de la victoire et les pertes subies par les vaincus, en hommes, matériel et territoires, dépassaient tout ce qui s'était vu depuis le début de la guerre à l'est.

L'offensive autrichienne dans le Trentin fut immédiatement paralysée, et 8 divisions furent rapidement redirigées sur le front de l'Est ainsi mis en pièces. Alors que les combats de Verdun battaient leur plein, que Falkenhayn avait toutes les raisons de vouloir en retirer au moins un avantage moral, et qu'il pouvait observer les nuages qui s'amoncelaient sur la Somme, chaque semaine plus épais et plus menaçants, il se vit contraint de retirer 8 divisions allemandes du front français, pour reconstituer les digues du front oriental qu'il avait négligées avec tant d'imprévoyance, ou tout au moins pour y ralentir le torrent qui se déversait impétueusement dans tant de directions différentes. Les armées de Hindenburg et de Ludendorff, qui avaient contenu victorieusement les attaques secondaires déclenchées sur leur front par les Russes, furent également mises à contribution pour envoyer des renforts importants vers le sud, où les Allemands déployaient un effort énorme pour colmater les brèches du front et le reconstituer. À la fin de juin, l'échec de la campagne austro-allemande de 1916, qui s'était ouverte sur des perspectives si brillantes, était évident. L'offensive du Trentin était immobilisée, Verdun était devenu selon Ludendorff « un ulcère ouvert et dévorant qui rongeait les forces de l'Allemagne[12] », et un désastre de première grandeur s'était produit sur cette partie même du front oriental qui offrait tant de possibilités avantageuses à l'initiative germanique. Mais tout n'était pas terminé, la bataille la plus importante de l'année était sur le point de s'engager à l'ouest et la Roumanie, enthousiasmée par l'arrivée à ses portes mêmes des armées russes

victorieuses, apparaissait à l'horizon germanique comme un nuage noir gros des menaces d'une guerre imminente.

---

1. Frédéric-Guillaume de Prusse (1882-1951). *Kronprinz* (prince héritier) de l'Empire allemand de 1888 à 1918. Nommé par son père, l'empereur, au commandement de la 5e armée, avec mission de toujours prendre conseil auprès de son état-major en août 1914, il sera mis à la tête du *Heeresgruppe Deutscher Kronprinz* (« groupe d'armées prince héritier allemand ») de novembre 1916 à la fin de la guerre.

2. Corda, *La Guerre mondiale*, p. 187. (WSC)

3. Article publié en novembre 1916 dans *The London Magazine*. (WSC)

4. Où fut établi le Grand Quartier général français de novembre 1914 à décembre 1916.

5. *G.Q.G. secteur 1 : Trois ans au Grand Quartier général,* par Jean de Pierrefeu [Paris, l'Édition française illustrée, 1920]. Cet officier fut employé pendant toute la guerre à la rédaction des communiqués officiels du Grand Quartier général. Il était excellemment placé pour savoir exactement ce qui se passait. C'est un écrivain d'une force et d'une distinction extraordinaires. (WSC)

6. Ces phrases écrites en août ont été publiés en novembre 1916 par le *London Magazine*. (WSC)

7. Il était atteint d'un cancer de la prostate.

8. Mikhaïl Vassilievitch Alekseïev (1857-1918), chef d'état-major général de l'armée impériale à partir d'août 1915.

9. Général, puis maréchal (1919), Edmund Allenby, 1er vicomte Allenby (1861-1936). Connu principalement comme commandant du corps expéditionnaire britannique en Égypte en 1917, d'où il lança son offensive victorieuse contre les Turcs en Palestine et en Syrie.

10. Général Sir Henry Rawlinson, ensuite 1er baron Rawlinson (1864-1925).

11. Falkenhayn, Erich von, *Die oberste Heeresleitung 1914-1916 in ihren wichtigsten Entschließungen,* Berlin, Mittler, 1920 [WSC] (Nouvelle édition française : *Le Commandement suprême de l'armée allemande, 1914-1916, et ses décisions essentielles*, édition annotée et commentée, présentée par Rémy Porte, avant-propos de François Cochet, traduction par le général Niessel, Saint-Cloud, SOTECA, 2006).

12. Ludendorff, Erich, *Souvenirs de guerre (1914-1918).* (WSC)

CHAPITRE X

LA BATAILLE DU JUTLAND : PRÉLIMINAIRES

Il existe de profondes différences entre une bataille où les deux protagonistes recherchent l'épreuve de force décisive, et une bataille où l'un des deux n'a pas l'intention de combattre jusqu'au bout et s'efforce seulement de se retirer sans désavantage ou sans déshonneur d'un combat inégal qu'il n'a pas cherché. Les problèmes qui se posent au commandement, les conditions de la bataille elles-mêmes, diffèrent très largement dans une confrontation fugace, quelle qu'en soit l'ampleur, de ceux qui se présentent dans une lutte acharnée. Dans une confrontation entre des forces visiblement inégales, l'adversaire le plus faible n'a d'autre but que de s'échapper, tandis que le plus fort s'efforce de le rattraper et de le détruire.

La plupart des procédés tactiques et des manœuvres qui conviennent à une bataille où les deux parties jettent toutes leurs forces dans la balance, et se livrent un combat à mort jusqu'au moment où il atteint son point culminant et où la victoire se dessine, ne s'appliquent pas à une situation où le plus fort se doit de garder le contact et où le plus faible a pour devoir de s'échapper.

Ce qui précède vaut tout particulièrement pour les préliminaires de la bataille : les formations d'approche, le déploiement de la flotte, la conduite du feu, les méthodes à employer pour répondre ou parer aux attaques des unités lance-torpilles sont naturellement fonction des intentions prêtées à l'ennemi. Si l'on s'attend à une lutte jusqu'au bout, il est inutile de se hâter. On a toute raison d'éviter les pertes au cours des premières phases, et d'attendre le stade décisif pour utiliser à plein tous les bâtiments et toute leur artillerie. Mais si l'on est d'autre part certain que l'ennemi se repliera dès qu'il se verra en présence de forces très supérieures, la flotte la plus forte est obligée de courir des risques plus grands si elle est décidée à le forcer à se battre. Il faut non seulement pousser en avant les forces légères et les gros bâtiments rapides en vue de l'attaque, mais il faut conduire la flotte de bataille elle-même à une vitesse telle que les escadres et les unités les plus lentes ne puissent pas suivre. C'est ainsi que les escadres restées en arrière ne parviendront à s'engager que successivement et non simultanément.

La flotte qui bat en retraite bénéficie en outre des avantages des inventions modernes. Elle peut attirer son adversaire dans des champs de mines dont elle est seule à connaître les chenaux, ou dans une embuscade de sous-marins soigneusement préparée. Elle peut mouiller des mines derrière elle. Elle peut lancer des torpilles en direction de la flotte poursuivante, tout en restant elle-même en dehors du rayon d'action de ces engins. Ces conditions et d'autres raisons techniques rendent indiscutablement beaucoup plus dangereuse la tâche de la flotte la plus forte, qui cherche à engager la bataille contre les souhaits de l'ennemi, que si elle avait à livrer un combat volontairement accepté ou recherché de part et d'autre. Quand on étudie la rencontre navale du Jutland, il faut en premier lieu se demander jusqu'à quel point la Flotte britannique pouvait justifier une prise de risques qui dépassait les risques inhérents à toute bataille rangée dans l'espoir de forcer les

Allemands à la bataille et de les anéantir. Cette question ne peut être tranchée sans tenir compte de la situation stratégique sur l'ensemble des mers.

Si la flotte allemande avait été écrasée le 31 mai 1916 dans la bataille livrée au large du Jutland, les Alliés y auraient gagné un allègement considérable et de grands avantages. L'effet psychologique produit sur le peuple allemand, sans qu'il soit possible de l'évaluer, n'eût pas manqué d'être profond. L'élimination de la flotte de bataille allemande aurait facilité fortement la tâche de la Grande-Bretagne, en lui permettant d'utiliser pour l'armée les hommes et les matières premières que l'Amirauté exigeait pour la Grande Flotte. Elle aurait placé l'entrée dans la Baltique parmi les possibilités pratiques immédiates. Se demander si la présence des escadres britanniques dans ces eaux pendant l'hiver de 1916 et le printemps de 1917 aurait permis d'empêcher la révolution russe est une question qui, bien que spéculative, ne peut pas néanmoins être négligée. Les conséquences d'une grande défaite navale sur les attaques sous-marines de 1917 que les Allemands préparaient alors activement sont variables. D'une part la disparition de la plupart des vaisseaux de ligne allemands aurait peut-être permis de rassembler un plus grand nombre de spécialistes et de moyens, et d'accroître ainsi l'importance de la guerre sous-marine. D'autre part, la libération des flottilles attachées à la Grande Flotte et la conscience plus affirmée d'avoir la maîtrise des mers auraient peut-être amené l'Amirauté à agir d'une manière plus offensive contre les estuaires des fleuves allemands, et à faire ainsi plus rapidement échec aux attaques des sous-marins.

Il faut néanmoins comparer ces avantages importants aux conséquences qu'aurait immédiatement entraînées pour la Grande-Bretagne et ses alliés une défaite britannique décisive. Le commerce et l'approvisionnement des îles Britanniques en auraient été paralysés. Nos

armées du continent auraient été coupées de leurs bases par des forces navales supérieures. Tout le système des transports alliés aurait été compromis et entravé. Les États-Unis n'auraient pas pu prendre part à la guerre. La famine et l'invasion se seraient abattues sur le peuple britannique. La cause des Alliés aurait été complètement et définitivement ruinée.

La forte disproportion des résultats mis en jeu dans une bataille entre les Flottes britannique et allemande doit s'imposer continuellement à nos pensées. Notre prépondérance a toujours été suffisante pour que l'on pût raisonnablement escompter la victoire à la suite d'une bataille rangée menée jusqu'au bout entre les Flottes britannique et allemande, et cette prépondérance était si grande au printemps de 1916 que cette probabilité était devenue une certitude. Mais on ne pouvait avoir la même confiance, en tout cas aux premiers temps de la guerre, quant aux résultats d'un combat au coup par coup mené en poursuivant un ennemi en retraite. S'il parvenait à attirer une partie de notre flotte dans un traquenard de champs de mines ou de sous-marins, où huit ou neuf de nos unités les plus puissantes seraient coulées, le reste pouvait être détruit par le feu des pièces de la marine allemande avant que la totalité des forces de la ligne de bataille britannique n'ait pu atteindre le lieu du combat. C'était là, comme nous le savons, le rêve des Allemands, mais un chef qui aurait exposé la Flotte britannique à des dangers de ce genre alors que la situation navale nous était entièrement favorable eût été inexcusable. Une Amirauté britannique qui aurait fait pression sur son amiral pour l'amener, contre son gré, à tenter d'obtenir des résultats spectaculaires en courant des risques excessifs, quand les enjeux étaient si déséquilibrés dans les deux camps, eût été elle aussi indéfendable. La possibilité de poursuivre sans entrave appréciable le mouvement des affaires maritimes dans toutes les parties du monde, d'assurer le transport des armées, de nourrir les nations, d'alimenter le commerce au

milieu même de la guerre, impliquent la possession de la maîtrise des mers. Si ce sont là les éléments qui constituent cette maîtrise qui n'a pas de prix, elle nous appartenait déjà. Nous avions l'avantage de la supériorité et le temps – comme on le supposait alors et comme les résultats l'ont démontré – travaillait pour nous. Rien ne nous obligeait à livrer une bataille navale, si ce n'est dans des conditions où l'on avait l'intime conviction que la victoire était certaine et où l'entendement humain faisait apparaître une grave défaite comme impossible. On ne peut reprocher à un amiral commandant la Flotte britannique de fonder son raisonnement sur ces considérations de grand poids et de les prendre en compte pour toutes ses décisions.

La bataille du Jutland a donné lieu à une controverse des plus vives, au cours de laquelle les esprits les plus fins de la Marine ont passé au crible les moindres détails des témoignages recueillis. Tous les rapports ont été examinés. On a épluché la vitesse, la route, la position de chaque bâtiment, grand ou petit, à chaque stade de l'opération. On a étudié, pesé, débattu les renseignements reçus par chaque amiral au cours des différentes phases du combat. Les critiques les plus sévères à l'encontre de Sir John Jellicoe sont venues de l'école de pensée qui domine actuellement en matière de doctrine navale. Elle fait fi de toutes les questions de personnes, elle affirme que la tradition et l'avenir de la Marine britannique se conjuguent pour exiger qu'une doctrine différente, d'autres méthodes, et surtout un autre état d'esprit règnent chez nos commandants d'unités si jamais elle est de nouveau appelée à faire la guerre. Elle déclare qu'une affirmation de ce genre est plus importante pour le public que l'amour-propre des individualités concernées, la sauvegarde bienséante des apparences, le maintien d'une unanimité de façade, ou le respect que peut à bon droit réclamer un commandant en chef qui pendant la plus grande partie de la guerre a assumé une responsabilité immense et véritablement inestimable.

L'expérience et les qualités d'organisateur de Sir John Jellicoe étaient incontestablement supérieures à celles de tout autre amiral britannique. Il connaissait son métier sous tous ses aspects et dans tous ses détails. Ses qualités intellectuelles, son énergie, son efficacité lui avaient gagné sur mer comme à l'Amirauté la confiance de ses subordonnés comme celle de ses chefs. C'était en outre un marin émérite, capable de manier dans les circonstances les plus difficiles de gros temps et de navigation la flotte immense qui lui avait été confiée. Il avait servi avec courage et distinction dans plus d'une campagne. Dès avant la guerre, il était plus que tout autre désigné pour prendre le commandement en chef. Quand elle éclata, et qu'il assuma cette lourde charge, tant le pays que la Marine applaudirent à sa nomination. Les rudes efforts de près de deux années de guerre n'avaient fait qu'accroître la confiance et l'affection que lui témoignaient ses officiers et ses matelots. Pour juger la façon dont il a rempli son rôle, nous devons considérer d'abord ce qu'il savait et sa manière de voir, puis les conditions particulières de la guerre, enfin l'état d'esprit qui doit animer la Marine royale.

La situation du commandant en chef de la Grande Flotte était unique au monde. Ses responsabilités étaient d'un autre ordre que celles de qui que ce fût. C'était le seul homme – souverains, hommes d'État, amiraux ou généraux inclus – appelé à avoir à donner des ordres qui, dans l'espace *de deux ou trois heures,* pouvaient décider d'emblée de l'issue de la guerre. La destruction de la Flotte britannique mettait un point final à tout. Jellicoe était le seul homme dans les deux camps adverses à pouvoir perdre la guerre en une après-midi. Son refus absolu d'engager la flotte de bataille dans un combat hasardeux resta d'un bout à l'autre le principe directeur du commandant en chef. Les dangers sous-marins présentés par les torpilles et les mines, qui pouvaient réduire la supériorité britannique en cuirassés à néant, pesaient lourd dans ses décisions. Leur poids l'emportait nettement sur toutes les spéculations

quant aux résultats d'un duel d'artillerie. Cette préoccupation passait avant toute autre aux yeux de l'Amirauté avant la guerre, et ce sentiment ne fit que s'accroître constamment après le début des hostilités par le spectacle de grandes unités disparaissant en quelques instants à la suite d'une explosion sous-marine.

Parmi les plus hautes autorités navales, Sir Reginald Custance avait été le seul à soutenir le point de vue contraire, et il n'avait eu de cesse de relativiser ce qu'il considérait comme l'importance exagérée attachée à la torpille autopropulsée. Combien de fois l'ai-je entendu soutenir que la torpille ne jouerait qu'un rôle secondaire dans une grande bataille navale, dont le résultat ne dépendrait que de la combinaison du feu et de la manœuvre. Les résultats du Jutland semblent justifier cette opinion qui n'est pas au goût du jour. Les flottes de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne se sont trouvées en contact pendant douze heures, tant de jour que de nuit, au milieu de dizaines de flottilles de torpilleurs les plus puissants et les meilleurs, et seuls trois grands bâtiments sur plus d'une centaine furent sérieusement endommagés par les torpilles. Ce résultat peut s'expliquer en partie par le rôle purement passif qui avait été prescrit aux destroyers britanniques pendant la nuit. Il contredisait en tout cas les prévisions faites avant la guerre par la plupart des hautes autorités navales britanniques.

La sécurité et la puissance écrasante de la Grande Flotte constituaient l'objectif suprême de Jellicoe. Il fallait augmenter sa force de façon continue, développer les services auxiliaires de la flotte de bataille dans la plus large mesure, et porter leur efficacité au maximum. Il voulait pouvoir disposer de toutes les unités que pourraient contenir les ports du Nord. Dans ce but, le commandant en chef insistait continuellement, tant dans sa correspondance officielle avec l'Amirauté que par les autres moyens qui s'offraient à lui, sur la faiblesse et l'imperfection des forces mises sous ses ordres, tout en amplifiant en

même temps la puissance de l'ennemi. Il avait acquis cette tournure d'esprit en luttant pendant des années avec les gouvernements d'avant guerre pour en obtenir les crédits nécessaires, et cette façon de faire lui était devenue par la suite naturelle.

Selon lui, les forces de l'ennemi seraient plus importantes que ne l'estimait le service de renseignements de l'Amirauté. On trouverait ses meilleures unités nouvellement pourvues de pièces beaucoup plus lourdes et dotées d'une vitesse supérieure à celle que l'on connaissait. L'ennemi nous réservait certainement quelque surprise stupéfiante.

> Les Allemands, *avait-il écrit à Lord Fisher le 4 décembre 1914*, auraient huit flottilles comprenant 88 contre-torpilleurs qui seraient certainement tous prêts au moment voulu. Ils seraient armés chacun de cinq torpilles : il faut donc compter sur une attaque de 440 torpilles, sauf s'il m'est *possible de les attaquer le premier*. Vous connaissez, *ajoutait-il ensuite en soutenant qu'il pourrait ne pas disposer de plus de 32 ou même de 28 contre-torpilleurs*, les difficultés et les objections qui dissuadent de tourner le dos à l'ennemi au cours d'une bataille rangée, mais ce danger m'y contraindra, à moins que mes propres contre-torpilleurs ne puissent arrêter ou neutraliser cette attaque.

Il était convaincu, à l'époque dont nous parlons maintenant, que la distance de 9 000 mètres donnée à juste titre par le service de renseignements de l'Amirauté comme étant la portée maximum des torpilles allemandes était trop faible, et que la distance de sécurité sur laquelle il devait tabler dépassait 13 000 mètres. Même à la toute fin de son commandement, alors qu'une grande partie de la Flotte américaine était aux côtés de la nôtre et que la force des flottes alliées était plus de

quatre fois supérieure à celle de leurs adversaires, on le voit encore fort inquiet sur sa force relative en croiseurs de bataille. Il est évident qu'il existe des limites au-delà desquelles cet état d'esprit ne contribue plus à assurer la victoire en temps de guerre. Mais cela n'affecte en rien l'argument central.

Toutes les pensées de Jellicoe se concentraient avec raison sur la bataille navale qu'il aurait à livrer un jour ou l'autre. Le 14 octobre 1914, il adressait à l'Amirauté une lettre révélatrice de ses convictions les plus profondes et de la fermeté de ses intentions. Elle mérite que l'on en cite de longs extraits.

> … Les Allemands ont montré qu'ils comptent dans une très large mesure sur l'emploi des sous-marins, des mines et des torpilles, et il est indiscutable qu'ils s'efforceront de les utiliser au maximum au cours d'une action navale, surtout qu'ils possèdent une réelle supériorité sur nous en ce domaine-là. Il faut donc envisager les méthodes tactiques que nous pourrons opposer de notre côté à ces différentes formes d'attaque…
>
> Les sous-marins allemands, s'ils opèrent comme prévu de concert avec la flotte de bataille, peuvent être employés de deux manières différentes :
>
> (*a*) Avec les croiseurs, ou peut-être avec les contre-torpilleurs.
>
> (*b*) Avec la flotte de bataille.
>
> Dans le premier cas, les sous-marins seront probablement emmenés par les croiseurs jusqu'à une position favorable pour l'attaque de notre flotte de bataille quand elle s'avancera pour se déployer. Dans le second cas, ils peuvent être maintenus soit à l'arrière, soit sur les flancs de la flotte de bataille ennemie qui se portera dans la direction voulue pour attirer notre flotte à portée des sous-marins.

La première manœuvre peut être déjouée par nos propres croiseurs s'ils sont en nombre suffisant, car ils pourront forcer les croiseurs ennemis à l'engagement à une vitesse qui entrave l'action des sous-marins…
La seconde manœuvre peut être contrariée par un emploi judicieux de notre flotte de bataille, ce qui peut avoir et aura sans doute pour résultat de nous refuser à nous prêter à la tactique ennemie en nous portant dans la direction qu'il désire. Si la flotte de bataille ennemie fait par exemple demi-tour devant une flotte qui s'avance, j'en déduirai qu'elle a l'intention de nous attirer sur des mines et des sous-marins et que je dois me refuser à me laisser entraîner dans cette direction.
Je tiens à attirer particulièrement sur ce point l'attention de Vos Seigneuries, car il peut faire croire à un refus d'engager la bataille, et il peut nous amener en fait à ne pas forcer l'ennemi au combat aussi rapidement qu'on l'attend et qu'on l'espère.
Un semblable résultat serait absolument contraire à l'état d'esprit des officiers et des marins britanniques, mais il est nécessaire d'imaginer une tactique nouvelle pour faire face à des méthodes de guerre nouvelles dont les effets ne sont pas encore connus.
Je me rends compte à quel point, si elle n'est pas comprise, une tactique de ce genre peut m'attirer de discrédit ; mais aussi longtemps que je jouirai de la confiance de Vos Seigneuries, je me propose de m'en tenir à ce qui, après y avoir longuement réfléchi, constitue selon moi la seule façon de battre et d'annihiler la flotte de bataille ennemie, sans tenir compte des critiques qui pourraient émaner d'une opinion peu avertie.
C'est une situation difficile. Il est tout à fait possible, si nous faisons un faux pas, que la moitié de notre flotte de bataille soit mise hors de combat par une attaque sous-marine avant même

que les canons n'aient ouvert le feu, et je me sens tenu d'avoir toujours présente à l'esprit la forte probabilité d'une attaque de ce genre, et de me tenir prêt à prendre les mesures tactiques nécessaires pour la contrecarrer.

La manière de se protéger contre les sous-marins consistera à faire avancer la flotte de bataille à très grande vitesse sur un flanc, avant d'exécuter le déploiement ou de commencer le tir. Cette manœuvre nous éloignera du point où l'ennemi a l'intention de combattre, mais elle peut évidemment amener son refus de me suivre…

L'objet de cette lettre est d'exposer mes vues à Vos Seigneuries, et d'attirer leur attention sur les changements apportés aux idées préconçues relatives à la tactique de la bataille, qui nous sont imposés par la présence probable de sous-marins et de mouilleurs de mines dans toute action navale…

Lord Fisher, Sir Arthur Wilson et l'amiral Sturdee[1], qui à cette époque était chef de l'état-major naval, examinèrent soigneusement cette communication, qui n'était bien entendu qu'une des pièces d'un courant régulier de rapports, de dépêches et de lettres privées adressées par le commandant en chef. Ils n'hésitèrent pas sur le sens de la réponse à envoyer, et me conseillèrent de faire approuver l'exposé de Sir John Jellicoe par tout le Conseil de l'Amirauté. Je me rangeai complètement à leurs avis. Il était évidemment impossible de répondre dans un sens opposé. C'eût été pure folie, dans la situation stratégique du moment, de prescrire au commandant en chef de la Flotte britannique de poursuivre directement la Flotte allemande, même s'il soupçonnait que celle-ci ne battait en retraite que pour l'attirer dans un traquenard de mines et de sous-marins, et de lui dire qu'on le tiendrait pour coupable s'il ne parvenait pas à la forcer à la bataille en exécutant une manœuvre

contraire à ce que lui dictait la raison, et sans tenir compte des dangers qu'elle impliquait. Un chef dans la situation qu'il occupait avait le droit absolu de jouir de la plus grande latitude de manœuvre et d'être assuré de la plus complète confiance. Notre marge de sécurité se trouvait en outre à son minimum en octobre 1914, et nous ne pouvions compter avec certitude que sur une supériorité de six à sept *dreadnoughts*[2]. Nous n'avions jamais eu à livrer bataille aux grandes unités ennemies. L'efficacité de leurs tirs ou de leurs torpilles n'était exactement connue par personne, et l'on ne savait pas jusqu'à quel point il fallait s'attendre à quelque nouveauté totalement imprévue dans leurs projectiles ou leur tactique. Rien ne nous obligeait au cours de cette première phase de la guerre navale à rechercher la bataille, sinon dans les conditions les plus favorables.

Je prends l'entière responsabilité d'avoir approuvé à cette époque la réponse qui m'avait été soumise par le Premier lord naval, Sir Arthur Wilson, et le chef d'état-major. Si je n'avais pas été d'accord avec eux, je n'aurais pas permis qu'elle fût admise sans discussion. Mais j'étais loin de partager l'opinion du commandant en chef en ce qui concernait la puissance et la valeur relative des Flottes britannique et allemande. J'ai toujours estimé que la ligne de bataille britannique pouvait se mesurer, nombre pour nombre, avec celle des Allemands, et qu'elle ne devait jamais se refuser à une confrontation dans ces conditions. J'ai toujours considéré tout ajout à l'égalité comme un avantage pris par précaution, qui ne constituait pas une condition indispensable à la victoire, mais qui était justifié par les enjeux beaucoup plus élevés qu'impliquait une bataille navale pour la Grande-Bretagne. Le bien-fondé de ce raisonnement semble avoir été démontré trois mois plus tard, le 24 janvier 1915, quand l'amiral Beatty rencontra avec ses cinq croiseurs de bataille les quatre croiseurs de l'amiral Hipper[3]. Le lendemain de cette bataille, le 26 janvier, j'écrivais à l'amiral Jellicoe :

> L'engagement de dimanche confirme ce que j'ai toujours pensé de la valeur relative des forces britanniques et allemandes. Il est manifeste qu'à cinq contre quatre, l'ennemi ne songe pas à autre chose qu'à la fuite, et qu'une bataille livrée dans ces conditions ne pourrait avoir qu'une seule conclusion. La puissance formidable des pièces de 340 a des conséquences très nettes sur la décision de l'ennemi, ainsi que sur le développement de la bataille. Je n'éprouverais pas la moindre inquiétude à l'idée d'une rencontre à nombre égal. J'estime cependant que ce serait une erreur de notre part de ne pas maintenir notre supériorité plus voisine de la proportion de six à quatre, plutôt que de cinq à quatre, même dans les conditions les plus défavorables.

J'écrivais également au Premier ministre le 24 janvier 1915 à 15 h 45 :

> Cette rencontre nous donne de solides éléments pour préjuger des résultats d'une bataille générale. On peut dire en gros que nous combattrions au moins dans la proportion de six à quatre, alors qu'aujourd'hui nous étions cinq contre quatre.

Au cours de la grande bataille qui va maintenant faire l'objet de notre récit, la supériorité britannique n'était pas de cinq contre quatre ni même de six à quatre, elle était au moins de deux contre un. Sir John Jellicoe a parfaitement raison d'attirer l'attention sur sa lettre du 14 octobre pour prouver que sa conduite dans le feu de l'action s'accordait avec ce qu'il s'était depuis longtemps proposé de sang-froid, ainsi qu'avec la direction tactique des opérations déjà exposée au Conseil de l'Amirauté. Mais je rejette au nom du Conseil de l'Amirauté de 1914

toute responsabilité quant à la direction donnée par le commandant en chef à une opération qui a eu lieu dix-huit mois plus tard, dans des conditions de puissance relative qui n'étaient plus celles d'octobre 1914 et qui, ainsi qu'on le verra au cours de ce récit, s'est livrée dans des conditions tactiques absolument différentes de celles qu'il avait exposées dans cette lettre. Il ne faut pas que le sentiment qu'une bataille décisive ne s'impose pas à un moment déterminé, et qu'il vaut mieux ne pas la rechercher en courant de gros risques, se transforme en mentalité ou en doctrine tactique purement défensive. Ces observations préliminaires étant faites, il ne nous reste plus qu'à exposer les événements le plus simplement possible, en s'arrêtant de temps à autre sur ce qui se jouait aux moments cruciaux.

J'ai fait mention, dans le premier tome, des faits qui donnèrent à l'Amirauté l'avantage inappréciable de pouvoir lire les plans et les ordres ennemis avant même qu'ils ne fussent mis à exécution. Sans le service du décryptage, il n'y aurait pas eu de bataille du Jutland. Si ce service n'avait pas existé, tout le cours de la guerre navale en eût été changé. La Flotte britannique n'aurait pu tenir continuellement la mer sans user rapidement son personnel et ses machines, et si elle n'était pas restée continuellement en mer, les Allemands auraient eu la latitude de bombarder deux ou trois fois par mois toutes nos villes de la côte est. Une étude sommaire de la carte montre en effet que leurs croiseurs de bataille et autres bâtiments rapides pouvaient atteindre nos côtes, y causer des dommages et rentrer chaque fois dans leurs bases en toute sécurité, ou tout au moins sans avoir été attaqués par des forces supérieures. Ces opérations n'auraient pas forcément modifié les résultats de la guerre. La destruction des villes de la côte est aurait forcé la nation à comprendre qu'elle avait, tout comme la France dont tant de provinces avaient été ravagées, à prendre sa part des épreuves et des

souffrances. Une fois que le ressentiment national se serait satisfait par le renvoi d'un ou de plusieurs gouvernements ou Conseils de l'Amirauté, un peuple résolu aurait affronté la réalité et en aurait tiré en fait une nouvelle force de résistance.

Mais le hasard voulut que des épreuves de ce genre lui fussent épargnées. Quand le croiseur léger *Magdeburg* avait été coulé dans la Baltique en octobre 1914, les Russes avaient pu se saisir de carnets contenant le code secret de la Marine allemande et le transmettre à Londres. Ce code et les cartes correspondantes avaient fait l'objet à Whitehall d'une étude où le zèle pour la cause commune et le génie intuitif avaient atteint leur apogée. En utilisant ces carnets et les déductions tirées de leur emploi, l'Amirauté était parvenue à lire une grande partie des messages radio allemands. Si strictement gardé que fût le secret, les soupçons des Allemands n'en furent pas moins éveillés par l'étonnante coïncidence des faits. Ils savaient que les escadres britanniques ne pouvaient tenir continuellement la mer, et cependant il arrivait fréquemment qu'au moment de l'exécution d'un raid allemand, il se heurtât au point d'interception ou dans ses environs immédiats à des forces navales britanniques importantes. Ils redoublèrent donc de précautions dans l'emploi de leurs codes. Ils étaient en outre parvenus eux-mêmes à déchiffrer jusqu'à un certain point les codes britanniques, et avaient installé à Neumünster un poste qui transmettait à leur flotte les messages britanniques qui avaient été interceptés. L'Amirauté fut néanmoins en mesure de fournir à la Flotte quantité de renseignements intéressants pendant la phase centrale de la guerre.

Au cours de la dernière semaine de mai 1916, l'état-major naval découvrit des indices d'une activité imminente de la part de la Flotte allemande. Le Renseignement avait appris par d'autres sources la nomination de l'amiral Scheer[4] au commandement en chef. Cet officier avait à cette époque la réputation d'être l'avocat d'une politique navale

agressive. Il était partisan de la guerre sous-marine sans restriction. Il devait sa nomination à Tirpitz le Hardi. Fini donc la tactique prudente, voire timorée, adoptée par la marine allemande sur ordre direct de l'empereur depuis que Beatty avait fait irruption dans la baie d'Héligoland à la fin d'août 1914. L'amiral Scheer projetait une action offensive contre la côte anglaise afin d'attirer la Flotte britannique dans une embuscade de sous-marins et, si la Fortune était de son côté, de livrer à la flotte ainsi affaiblie ou mieux encore à une de ses parties isolées un combat décisif pour la maîtrise des mers. L'ensemble des renseignements recueillis permettait à l'Amirauté de conclure à l'imminence d'une opération importante.

Le 30 mai à 17 heures, l'Amirauté avertit la Flotte que selon certaines indications les Allemands paraient à appareiller. La Flotte, à qui l'on avait déjà ordonné de faire monter la vapeur, reçut mission de se concentrer à l'est des *Long Forties*[5] (à environ 60 milles à l'est de la côte écossaise) et de s'y tenir prête à toute éventualité. Les deux flottes qui prirent la mer dans la soirée du 30 mai 1916 constituaient le déploiement de force navale le plus considérable de l'histoire du monde. Si formidable cependant que fût la puissance de la Flotte allemande, elle ne pouvait se comparer à celle des unités britanniques du point de vue du nombre, de la vitesse ou de l'armement. Les Britanniques alignaient 28 *dreadnoughts* et 9 croiseurs de bataille face aux 16 *dreadnoughts* et 5 croiseurs de l'amiral Scheer. Les Allemands possédaient en outre 6 bâtiments pré-*dreadnought* de la classe *Deutschland*, dont la vitesse restreinte et la médiocrité de l'armement constituaient une source d'inquiétude pour le commandement allemand. La vitesse de la Flotte britannique était nettement supérieure. Son cuirassé le moins rapide pouvait filer 20 nœuds, tandis que la 5^{e} escadre de bataille qui comprenait quatre navires du type *Queen Elizabeth*, les unités les plus puissantes et les plus rapides qui fussent en service, pouvait filer 24 ou

25 nœuds. Le cuirassé allemand le plus rapide ne pouvait faire plus de 21 nœuds, tandis que les six *Deutschland* réduisaient à 16 nœuds la vitesse maximum de l'ensemble de la flotte de bataille.

La supériorité britannique en puissance de feu était encore plus grande. Les cuirassés et les croiseurs de bataille de Sir John Jellicoe portaient 272 pièces de gros calibre, alors que les Allemands n'en possédaient que 200. Mais cette supériorité numérique était amplifiée par une énorme supériorité dans les calibres : du côté britannique 48 canons de 380, 10 de 355, 142 de 340 et 144 de 305 s'opposaient à 144 pièces de 305 et 100 de 280 du côté allemand, soit pour les Britanniques une bordée totale de 180 tonnes contre 85 tonnes aux Allemands[6].

La puissance en torpilles des deux flottes, y compris les unités de toutes classes, était sensiblement la même. Les Britanniques disposaient de 382 tubes lance-torpilles de 21 pouces (533 mm) et de 75 de 18 pouces (457 mm), les Allemands de 362 de 500 mm et de 107 de 450 mm. Les catégories de torpilles à faible portée étaient difficilement utilisables de part et d'autre dans une opération de jour, et les torpilles britanniques de 21 pouces étaient légèrement supérieures en portée et en vitesse aux torpilles allemandes de 500 mm. Les Britanniques conservaient donc une nette supériorité même dans cette catégorie d'engins.

La supériorité de la Flotte britannique en cuirassés s'étendait également à la catégorie des croiseurs et des contre-torpilleurs. Les Britanniques disposaient de 31 croiseurs, dont huit étaient les plus puissants croiseurs cuirassés de la période d'avant les *dreadnoughts* : les Allemands en avaient onze. Au jour si longuement attendu de la bataille, Sir John Jellicoe, bien que ne disposant pas des croiseurs et des contre-torpilleurs de l'escadre de Harwich, pouvait cependant mettre en ligne 85 contre-torpilleurs contre 72 allemands. Comme c'était déjà le cas

pour les plus gros bâtiments, la supériorité numérique en croiseurs et en contre-torpilleurs était accrue par une forte supériorité en artillerie de tout calibre, ainsi que par un net avantage dans la vitesse des croiseurs et la taille des contre-torpilleurs. Il est donc impossible de trouver le moindre point faible, côté armement ou autre, dans la flotte qu'alignaient les Britanniques.

En exécution des ordres de l'Amirauté, le 31 mai au matin, Sir John Jellicoe concentrait dans la zone des *Long Forties* 24 *dreadnoughts*, 3 croiseurs de bataille, 3 escadres de croiseurs et 3 flottilles de contre-torpilleurs qui arrivaient de Scapa Flow et de Cromarty. Il avait envoyé depuis la Forth l'amiral Beatty[7] à 65 milles en avant de lui, avec 6 croiseurs de bataille, 2 escadres de croiseurs légers, 2 flottilles et – renforcement massif – les 4 cuirassés du type *Queen Elizabeth*. Tous deux devaient s'avancer dans cette formation vers la baie d'Héligoland jusqu'à 14 heures, moment où si l'on n'avait rien aperçu, Beatty rebrousserait chemin jusqu'à se trouver en vue de la flotte de bataille qui se porterait vers l'est pour exécuter par la suite une opération de balayage vers le Horns Rev[8] avant de retourner à ses bases. On a critiqué la distance de 65 milles qui séparait le gros de la Flotte de ses puissantes forces d'éclaireurs comme étant trop grande. Elle excluait toute liaison à vue entre les deux parties de la Flotte, et entravait leur emploi simultané pendant les phases les plus importantes qui précèdent la bataille. Si Beatty, en arrivant à son point de rassemblement ou dans ses parages immédiats, rencontrait la flotte ennemie, Jellicoe n'avait plus de liaison tactique avec lui et se trouvait trop éloigné pour forcer l'ennemi à la bataille. Ce dispositif avait cependant été employé plusieurs fois auparavant et Beatty, avec ses unités puissantes et rapides, pouvait parfaitement agir indépendamment. Les deux amiraux avaient pris la mer si fréquemment pour procéder à des opérations de balayage de ce genre que ni l'un ni l'autre, tout en prenant toutes les précautions

voulues, ne s'attendait particulièrement à rencontrer l'ennemi, en raison des renseignements très fragmentaires dont ils disposaient.

La journée était claire et calme et, à mesure que la matinée s'écoulait, les espoirs qu'ils avaient caressés s'évanouissaient progressivement. La dernière lueur d'espérance disparut à 12 h 35, suite à un message de l'Amirauté indiquant que des recoupements (c'est-à-dire des recoupements radiogoniométriques) avaient localisé le navire amiral ennemi dans la baie de Jade[9] à 11 h 10. Les deux amiraux s'étaient attardés en cours de route pour arraisonner des chalutiers suspects, et tous deux se trouvaient à quelques milles en deçà des positions prescrites, et à une certaine distance de leur position estimée à l'heure où les croiseurs devaient faire route vers le nord et se rapprocher de la flotte de bataille[10]. L'amiral Beatty avait déjà donné le signal d'un demi-tour presque complet, et toutes ses grosses unités l'avaient exécuté à 14 h 15. Son rideau de croiseurs était en train de mettre le cap sur la nouvelle direction lorsque le croiseur léger *Galatea* aperçut à environ 8 milles un vapeur qui semblait arrêté et inquiété par deux navires inconnus. À 14 h 20, il signalait : « Ennemi en vue ; deux croiseurs, probablement ennemis direction sud-est, route inconnue. »

Les navires inconnus étaient deux torpilleurs avancés du 2e groupe d'éclairage allemand. Tous les croiseurs légers britanniques se portèrent spontanément vers le *Galatea*, qui ouvrit le feu huit minutes plus tard. Les croiseurs légers et les contre-torpilleurs allemands émergeaient et se détachaient l'un après l'autre sur l'horizon indistinct, et derrière eux un long nuage de fumée décelait la présence de forces ennemies importantes.

Le message envoyé à 14 h 20 par le *Galatea* et le bruit de ses canons à 14 h 28 suffirent à alerter l'amiral Beatty. Les hostilités avaient débuté. Il y avait des navires de guerre allemands dans les parages. À 14 h 30, le *Lion,* après avoir averti par signal les autres bâtiments de ses

intentions, faisait encore une fois demi-tour, et poussant sa vitesse à 22 nœuds se mit en chasse, cap vers le chenal du Horns Rev, afin de couper de ses bases toute force ennemie qui se trouverait au large. Tous les croiseurs de bataille suivirent le *Lion* et exécutèrent l'ordre du vice-amiral. Mais la 5e escadre de bataille qui se trouvait à 4 ou 5 milles en arrière n'en continua pas moins à exécuter les ordres antérieurs et gouverna pendant huit minutes dans une direction exactement opposée, vers le nord, comme si elle ne se rendait pas compte du changement vital survenu dans la situation. Pendant ces huit minutes, la 5e escadre perdit la liaison avec les croiseurs de bataille à raison de plus de 40 milles à l'heure. Quand elle fit enfin demi-tour à 14 h 40, elle se trouvait déjà à 10 milles en arrière de l'avant-garde. Elle ne put, malgré tous ses efforts, rattraper cette perte de distance et de temps avant que l'action ne s'engageât.

L'une des nombreuses controverses suscitées par la bataille du Jutland porte sur ce retard dans le changement de direction de la 5e escadre. On soutient d'une part que le vice-amiral Evan-Thomas qui la commandait n'a pas déchiffré avant 14 h 40 les pavillons de signalisation. On affirme d'autre part qu'il savait à 14 h 20 que des navires ennemis étaient en vue, que le *Barham*, son vaisseau amiral, avait reçu à 14 h 30 par T.S.F. l'indication du cap approximatif qu'allait suivre le *Lion,* que la teneur de ses ordres généraux lui commandait de se tenir en soutien à 5 milles du *Lion*, que quelle que fût la difficulté d'interpréter les signaux, le mouvement des croiseurs de bataille était évident, que personne sur le pont du *Barham* ne pouvait manquer de voir les six énormes navires britanniques qui n'étaient guère à plus de 8 000 mètres faire brusquement demi-tour et gouverner vers l'est en direction de l'ennemi, et que du reste aucun signal par pavillon ou aucun ordre par T.S.F. n'était requis pour que l'escadre de bataille du vice-amiral Evan-Thomas suive le mouvement de la flotte et du chef

qu'il avait la mission et le devoir d'appuyer. Telles sont les opinions opposées, entre lesquelles il n'est pas très difficile de trancher. Mais tout le monde s'accorde à reconnaître que l'amiral Evan-Thomas, dès qu'il se rendit compte de la situation, fit tout ce qu'il put pour rattraper la distance perdue et que, profitant des détours occasionnés par les manœuvres des deux lignes de combat qui convergeaient, il parvint à regagner plus de 4 milles. Ce retard de huit minutes a eu cependant pour conséquence inévitable de l'empêcher de prendre part à l'action avec ses redoutables canons pendant la première demi-heure, la période la plus critique et la plus meurtrière, et de le maintenir par la suite à l'extrême portée de ses pièces.

Mais on s'est également demandé si l'amiral Beatty avait eu raison de faire immédiatement demi-tour et de se lancer à la poursuite de l'ennemi. N'aurait-il pas dû rallier tout d'abord la 5e escadre de bataille et faire virer l'ensemble de ses dix grosses unités à 180 degrés en même temps ? La réponse à cette question semble elle aussi évidente. C'est le devoir du chef de concentrer chaque fois qu'il est possible des forces supérieures en vue de la bataille. Mais les six croiseurs de bataille de Beatty étaient en eux-mêmes supérieurs en nombre, en vitesse et en artillerie à la totalité des croiseurs de bataille allemands – en admettant même, ce qui n'était pas certain, que tous ou une partie d'entre eux fussent présents. Il ne s'agissait donc pas pour l'amiral britannique de concentrer une force qui fût ou non supérieure, mais de savoir si, disposant déjà d'une force supérieure, il devait s'éloigner pendant six minutes de l'ennemi, afin de rassembler des forces d'une supériorité écrasante. Et six minutes d'éloignement de l'ennemi pouvaient se traduire par une perte de terrain de plus de 5 000 mètres. Beatty n'avait pas vu de navires allemands depuis l'engagement qui s'était livré seize mois auparavant au Dogger Bank, où les croiseurs de bataille de Hipper s'étaient évanouis devant le *Lion* désemparé. L'idée de l'importance de

chaque minute s'imposait à son esprit. Pourquoi attendre afin de se renforcer, alors que tous les chiffres théoriques et tous les souvenirs de bataille lui confirmaient que ses forces étaient suffisantes ? Si la 5e escadre de bataille avait viré en même temps que lui, elle aurait pu lui assurer un soutien immédiat dans le cas où il y aurait bataille et si elle tournait mal. La doctrine d'après laquelle un amiral disposant de forces suffisantes doit temporiser afin de concentrer des forces encore plus importantes, au risque de laisser passer l'occasion favorable, est une doctrine qui ne pouvait guère s'appliquer même à la flotte de bataille et qui paralyserait l'action des forces rapides de reconnaissance. Il est cependant indéniable qu'il eût été préférable de faire prendre aux croiseurs de bataille et à la 5e escadre une formation de marche plus resserrée. Mais le fait que Beatty ait décidé à 14 h 32 que l'ennemi était présent et en force suffisante pour justifier le demi-tour de ses grosses unités lui imposait évidemment de faire route immédiatement sur eux à toute vapeur. L'amiral avait sans doute été poussé par son ardeur, mais il s'était également conformé à tout ce que la science la plus réfléchie de l'art de la guerre et la tradition séculaire pouvaient lui dicter.

Il était peu vraisemblable qu'il n'y eût pas de forces ennemies plus importantes derrière le rideau d'éclairage allemand, mais jusque-là on n'avait vu que des croiseurs légers et des contre-torpilleurs. C'est alors, vers 15 h 20, que le *New Zealand* aperçut 5 navires ennemis à tribord avant ; et à partir de 15 h 31 le *Lion* distinguait les uns après les autres tous les 5 croiseurs de bataille allemands. La situation dans laquelle se trouvait depuis une heure l'amiral von Hipper[11] était semblable à celle de l'amiral Beatty. Ses croiseurs légers étaient tombés sur les navires de reconnaissance britanniques. Il s'était porté rapidement en avant pour les soutenir. Soudain, à 15 h 20, il vit foncer sur lui les 6 croiseurs de bataille de Beatty, accompagnés de leurs flottilles et de leurs croiseurs légers, avec de surcroît la menace constituée par des bancs de fumée

épaisse qui se détachaient sur l'horizon à l'ouest. Il agit avec la même rapidité que le 24 janvier 1915, et fit immédiatement demi-tour pour rentrer apparemment à ses bases. Mais cette fois deux facteurs nouveaux étaient en jeu. Beatty se tenait pour assuré qu'en raison de leurs positions relatives sur la mer, il pourrait contraindre l'ennemi à la bataille. Hipper savait qu'il attirait Beatty sous le feu de la flotte de haute mer qui s'avançait. On croit voir ces magnifiques escadres fendre les eaux qui vont bientôt être cinglées par leurs projectiles, leurs chefs remplis des espoirs les plus grands : l'amiral britannique exultant parce qu'il est certain d'atteindre son adversaire, l'Allemand ravi du piège secret qu'il lui tend. Les deux flottes s'avancèrent ainsi en silence pendant un certain temps.

Le combat des croiseurs de bataille qui précéda la rencontre des flottes principales au large du Jutland constitue en lui-même un événement à part. Les deux amiraux, toute question tactique mise à part, désiraient mesurer leurs forces et leur valeur. Jamais êtres humains n'ont employé sans hésiter le moins du monde d'aussi redoutables machines de guerre, avec des moyens aussi dévastateurs. Les canons les plus puissants qui aient été jamais employés, les explosifs les plus destructeurs qui aient jamais été inventés, les navires de guerre les plus grands et les plus rapides qu'on ait jamais lancés, l'élite des officiers et des matelots des nations britannique et allemande, tout ce que la science militaire de chaque marine avait pu réaliser allaient se heurter dans un duel en règle bien qu'intermittent.

Chaque amiral eut à faire face à tour de rôle à un adversaire supérieur en nombre, chacun disposait derrière lui de forces de soutien qui, si seulement il avait été possible de les faire entrer en lice, auraient amené la destruction de l'autre. Hipper comptait sur la flotte de haute mer et Beatty pouvait toujours se rabattre sur ses quatre *Queen Elizabeth*. Chacun des deux se déroba à son tour devant des forces

supérieures, et s'efforça d'amener son adversaire à subir des conditions d'infériorité écrasantes. Les engins terrifiants dont se servaient les deux flottes l'une contre l'autre n'avaient le moindre effet ni sur les décisions ni sur la conduite de leurs officiers et de leurs matelots, et la lutte qu'ils se livrèrent représente dans toute son intensité le sommet de ce que peut atteindre l'effort de l'homme en guerre. La confrontation des croiseurs de bataille aurait été naturellement éclipsée par l'importance d'un engagement général des deux flottes principales. Mais celui-ci n'ayant jamais pris des proportions considérables, le combat de deux heures qui s'est livré entre Beatty et Hipper constitue le plus haut fait de la guerre navale moderne.

Le récit détaillé de la bataille a été donné si souvent et si bien qu'il suffit de le répéter sommairement ici. Les études allemandes et françaises sont excellentes, et le rapport officiel de l'Amirauté est un modèle d'exactitude, certes très technique, mais néanmoins passionnant. Les épisodes les plus saillants s'imposent d'eux-mêmes au lecteur.

Les deux adversaires convergèrent délibérément pour se placer à distance effective de tir. Le *Lützow* ouvrit le feu et le *Lion* lui répondit un peu après 15 h 45. Chaque navire prit comme objectif le bâtiment correspondant de la ligne ennemie. Mais les croiseurs de bataille britanniques se trouvant à six contre cinq, le *Lion* et le *Princess Royal* purent concentrer leur feu sur le navire amiral ennemi, le *Lützow*. Les aléas de la bataille causèrent de part et d'autre des erreurs dans le choix des objectifs et par instants deux navires britanniques tiraient sur un navire allemand tout en négligeant un autre et vice versa. Deux minutes après l'ouverture du feu par les grosses pièces, à près de 13 000 mètres, le *Lion* fut touché à deux reprises et la troisième salve du *Princess Royal* atteignit le *Lützow*. Des deux côtés les navires faisaient tirer quatre pièces simultanément et à chaque décharge une salve de quatre obus pesant chacun près d'une demi-tonne frappait en même temps l'objectif

ou la surface des eaux. Le tiers des unités britanniques fut détruit pendant les trente-sept premières minutes d'une bataille qui dura plus de deux heures. À 16 heures, l'*Indefatigable*, après douze minutes d'engagement avec le *Von der Tann,* atteint par trois obus d'une salve de quatre, fit explosion et coula en engloutissant presque tout son équipage. Vingt-six minutes plus tard, le *Queen Mary*, frappé en plein milieu par une salve plongeante du *Derfflinger*, se couvrit de flammes, chavira sur le flanc et explosa trente secondes plus tard, avec une colonne de fumée qui s'éleva jusqu'à 250 mètres, en projetant en l'air, jusqu'à 60 mètres notamment, une vedette à vapeur de plus de 15 mètres de long. Le *Tigre* et le *New Zealand*, qui le suivaient à la vitesse d'un train ordinaire et à moins de 500 mètres, eurent à peine le temps de s'écarter à bâbord et à tribord pour éviter son épave. Le *Tigre* traversa le nuage de fumée aussi sombre que la nuit, et l'officier de tir, dans l'impossibilité de faire feu, profita de l'obscurité complète pour ramener à zéro les contrôles de direction de ses tourelles. Pendant ce temps, le *Lion*, après un engagement de huit minutes, était atteint dans sa tourelle milieu par un obus qui aurait entraîné sa perte sans un acte sublime de présence d'esprit et de dévouement personnel.

Tous les occupants de la tourelle, à l'exception de l'officier qui la commandait, le major Hervey (artilleur de l'infanterie de marine), qui eut les deux jambes fracassées ou arrachées, et de son sous-officier, furent tués sur le coup. Sur un cuirassé, chaque tourelle constitue une unité autonome. Elle est greffée à la coque du navire comme une place forte qui part de la casemate blindée visible de tous pour descendre jusqu'à la quille, une quinzaine de mètres plus bas. Ses machines hydrauliques compliquées, son puits de ravitaillement en munitions communiquant avec les soutes à obus et les magasins à poudre, tout l'ensemble tourne en même temps dans la direction où sont pointés ses canons jumelés. L'obus du *Lützow* défonça la tourelle et incendia les

débris. Le choc projeta et coinça un des deux canons vers le haut, et vingt minutes plus tard, la douille qui se trouvait dans la culasse en sortit en glissant. Elle prit feu et enflamma celles qui se trouvaient dans la casemate. L'incendie se communiqua par le puits du monte-charge jusqu'aux munitions situées à fond de cale. Il ne restait plus dans la tourelle que des morts et des mourants. Tous avaient été emportés par l'explosion initiale. Les hommes qui se trouvaient dans la chambre du tableau de commandes et le personnel de manutention de la soute à obus furent tués instantanément par l'explosion de la cordite. La déflagration se propagea d'un bout à l'autre de la tourelle, dans tous ses passages et dans ses fondations, et s'éleva à plus de 60 mètres au-dessus du trou béant. Mais les portes des soutes à munitions étaient fermées. Le major Hervey, déchiqueté, ruisselant de sang, suffoqué et brûlé, avait eu l'énergie de donner par le tube acoustique l'ordre salvateur : « Fermez les portes des soutes et noyez les magasins. » C'est ainsi que le *Lion* put continuer sa route, inconscient du péril et sans savoir que le souffle d'un mourant l'avait efficacement conjuré. On ne trouve pas dans la longue, rude et glorieuse histoire des *Royal Marines* d'acte qui, par son caractère et ses conséquences, le surpasse.

Pendant ce temps, l'amiral d'escadre, qui arpentait la passerelle parmi les éclats d'obus qui rebondissaient de l'eau, et qui comme autrefois Nelson se trouvait exposé à toute la violence du feu ennemi, avait appris que l'*Indefatigable* et le *Queen Mary* avaient été détruits et que ses propres soutes risquaient de prendre feu. Il est difficile de comparer la guerre terrestre et la guerre navale. Chaque croiseur de bataille pouvait cependant être comparé à au moins une division d'infanterie entière. Deux divisions sur six venaient d'être anéanties en un clin d'œil. L'ennemi que Beatty n'avait pu vaincre avec six navires contre cinq combattait maintenant à cinq contre quatre. Dans le lointain, les 5 croiseurs de bataille allemands – taches grises qui par instants se

transformaient en nappes de flammes ondulantes – étaient encore intacts et en apparence invulnérables. « Néanmoins, comme l'écrit le récit officiel, l'escadre continua imperturbablement sa route. » Mais les mouvements de ces forteresses d'acier aveugles et inanimées dépendaient alors complètement de la volonté d'un seul homme. S'il avait hésité, s'il n'avait pas été aussi confiant dans les chances de victoire britanniques, tous ces grands instruments de puissance navale et guerrière auraient pris la fuite en pleine débandade. Ce sont là des circonstances sur lesquelles les historiens navals britanniques se pencheront volontiers dans l'avenir, et ces faits méritent d'être rapportés dans toute leur véracité. L'*Indefatigable* venait de disparaître sous les flots. Le *Queen Mary* venait d'être projeté en l'air sous forme d'une colonne de feu. Le *Lion* était en flammes. Une salve terrible venait d'atteindre le navire qui le suivait, le *Princess Royal,* qui disparut dans un nuage d'écume et de fumée. Un sémaphoriste s'élança sur la passerelle du *Lion* en s'écriant : « Amiral, le *Princess Royal* vient de sauter. » Sur quoi Beatty s'adressa à son capitaine de pavillon[12] : « Chatfield, décidément, rien ne marche pour nos f… bâtiments aujourd'hui. Corrigez de deux quarts sur bâbord », c'est-à-dire de 22 degrés dans la direction de l'ennemi.

C'est ainsi que l'on parvint à triompher de la période critique de la bataille. Tout le mal causé par les Allemands l'avait été pendant la première demi-heure. À mesure que l'engagement se poursuivait, les croiseurs de bataille britanniques, bien qu'inférieurs en nombre, commencèrent à affirmer leur supériorité sur l'ennemi. Leurs tirs augmentaient d'efficacité, et ils ne subirent plus de nouvelles avaries sérieuses. Pendant l'heure et demie qui suivit, l'on put constater la diminution de la cadence et de la précision du feu allemand. Les deux escadres manœuvraient pour se rapprocher ou s'éloigner alternativement l'une de l'autre, afin de gêner le réglage du tir ennemi.

À 16 h 10, la 5e escadre de bataille ouvrait le feu à plus de 15 000 mètres sur les deux derniers bâtiments de l'amiral Hipper. L'influence de cette intervention tardive mais opportune n'a guère retenu l'attention des rédacteurs officiels britanniques. Les témoignages allemands, eux, lui rendent pleinement justice. Les quatre puissants navires de l'amiral Evan-Thomas lancèrent leurs obus de 380 avec une précision étonnante en dépit de la distance considérable qui les séparait des navires allemands de queue. S'ils avaient pu être à 10 000 mètres, la défaite, sinon la destruction, de l'escadre de Hipper aurait été rendue inévitable. S'il leur manquait ces 5 000 mètres, c'était uniquement à cause de leur lenteur à saisir la situation au moment du premier contact avec l'ennemi. Cependant, le tonnerre de leurs pièces se faisait entendre maintenant dans la bataille, et leur arrivée à bonne portée aurait amené en moins d'une heure des résultats décisifs – si d'autres forces allemandes ne s'étaient pas trouvées en mer ce jour-là. Les croiseurs de bataille continuaient à se canonner avec une rapidité extrême, à des distances variables. Mais leur combat diminua sensiblement d'intensité à partir de 16 h 30, moment où la 5e escadre de bataille augmentait la cadence de ses tirs en se rapprochant, et où des attaques et des contre-attaques acharnées de contre-torpilleurs se développèrent de part et d'autre.

L'amiral Scheer, qui avançait avec toute sa flotte de haute mer, avait reçu la nouvelle de la prise de contact des croiseurs légers à 14 h 28, presque aussitôt qu'elle avait eu lieu. Il apprenait à 15 h 25 la présence des croiseurs de bataille britanniques. Un message adressé par le commandant des forces de reconnaissance, et reçu à 15 h 45, lui indiquait que l'amiral von Hipper était aux prises avec 6 croiseurs de bataille ennemis en route vers le sud-est. Scheer comprit parfaitement que Hipper se repliait sur lui dans l'espoir d'attirer les croiseurs de bataille britanniques sous le feu du gros de la flotte allemande. Il

gouverna d'abord en conséquence, de façon à prendre si possible les poursuivants britanniques entre deux feux. Mais apprenant quelques minutes plus tard que les *Queen Elizabeth* venaient également d'apparaître sur le lieu du combat, il crut de son devoir de se précipiter directement au secours de ses croiseurs de bataille, qui se trouvaient maintenant très inférieurs en nombre. Laissant ses cuirassés les plus anciens le suivre à leur vitesse maximum, il se porta en ligne vers le nord un peu après 16 heures à la vitesse de 17 nœuds. Les forces en lice se rapprochaient alors l'une de l'autre à la vitesse combinée de 80 kilomètres à l'heure.

La 2e escadre de croiseurs légers qui précédait Beatty, et qui la protégeait des surprises, fut la première à apercevoir la flotte ennemie. À 16 h 33, le *Southampton*, qui arborait le pavillon de marque du contre-amiral Goodenough, entrevit la tête de la longue ligne des navires de bataille allemands se dessiner à l'horizon et transmit les mots magiques « cuirassés en vue. » Les renseignements venus des croiseurs légers avaient à peine atteint le *Lion* que Beatty apercevait lui-même la flotte de haute mer. Il comprit instantanément la situation. Sans perdre un moment, il fit faire un demi-tour complet aux quatre unités qui lui restaient et mit le cap en sens inverse en direction de Jellicoe. Hipper, qui avait établi la liaison avec Scheer, vira aussitôt dans la même direction. La situation respective des deux amiraux s'était exactement inversée : Beatty cherchait à attirer Hipper et la flotte de bataille allemande en direction de Jellicoe, tandis que Hipper poursuivait son ennemi en retraite sans savoir qu'il se rapprochait à chaque instant de la Grande Flotte britannique. Pendant cette phase de la bataille qui a été appelée la course vers le nord, les croiseurs de bataille continuaient à tirer de part et d'autre. La position du soleil était désormais bien plus favorable aux instruments de visée des canons britanniques et les croiseurs de bataille allemands souffraient cruellement de leur feu.

Beatty avait tourné si rapidement en apercevant le gros de la Flotte allemande que ses navires rencontrèrent bientôt la 5e escadre qui arrivait à toute vapeur en faisant toujours cap au sud. Quand les deux escadres se croisèrent, marchant dans des directions opposées, le *Lion* signala au *Barham* de faire demi-tour pour prendre son sillage. Ce signal de ralliement fut hissé à 16 h 48 sur le *Lion*, qui passa à 2 milles du *Barham* à 16 h 53. Quand le vice-amiral Evan-Thomas le vit, il y répondit trois à quatre minutes plus tard. Evan-Thomas, qui avait été assez lent à s'engager dans la bataille, inclinait peut-être à la quitter avec la même lenteur. Mais si court que fut cet intervalle de temps, il n'en était pas moins suffisant à la vitesse à laquelle les navires se déplaçaient pour exposer la 5e escadre de bataille au feu de l'avant-garde de la flotte de bataille allemande. Celle-ci était formée par la 3e escadre, qui comprenait les unités du type *König* et *Kaiser,* les plus puissantes et les plus récentes de la flotte allemande.

Les quatre *Queen Elizabeth* se trouvèrent alors soumis à un feu terrible qui se concentrait particulièrement sur le point où chacun d'eux faisait successivement demi-tour. Les deux navires de tête, le *Barham* et le *Valiant*, étaient aux prises avec les croiseurs de bataille ennemis, tandis que les navires de queue, le *Warspite* et le *Malaya*, s'engageaient contre la totalité de la meilleure escadre de la Flotte allemande. Cette lutte en apparence inégale dura plus d'une demi-heure. Tous les bâtiments, à l'exception du *Valiant,* furent atteints à plusieurs reprises par les obus de plus gros calibres, le *Warspite* à lui seul fut touché treize fois et le *Malaya* sept. Mais leur résistance aux obus était telle qu'aucune de leurs tourelles ne fut mise hors de service et que leur vitesse n'en fut pas le moins du monde entamée.

Le gros de toutes les forces convergeait avec rapidité sur le lieu du combat, y arrivant en même temps par un grand mouvement d'ensemble. Tous les navires s'avançaient simultanément et après une

pause presque imperceptible le duel des croiseurs de bataille se confondit avec le prélude de l'engagement général des deux flottes.

---

1. Voir son rôle dans la bataille des Malouines (1914) dans le volume I, p. 331-332.

2. Cuirassés ainsi nommés car ils reprenaient les caractéristiques du *Dreadnought* (« Rien ne me fait peur ») lancé en 1906, notamment l'armement de très gros calibre.

3. Voir « Le bombardement de Scarborough et de Hartlepool », volume I.

4. Reinhard Scheer (1863-1928), promu amiral en janvier 1916 et placé à la tête de la Flotte de haute mer. Commandant des escadres allemandes lors de la bataille du Jutland (31 mai-1er juin 1916).

5. Vaste zone maritime ainsi nommée car la profondeur y est uniformément de 40 brasses (73 mètres).

6. Poids d'explosifs atteint lorsque tous les canons tirent simultanément.

7. David Richard Beatty, ensuite comte Beatty (1871-1936). Amiral d'escadre commandant la 1re escadre cuirassée aux batailles d'Héligoland (1914), du Dogger Bank (1915) et du Jutland (1916).

8. Hauts-fonds situés à une dizaine de milles des côtes ouest du Jutland (Danemark).

9. Le port de Wilhelmshaven, alors base de la marine impériale allemande en mer du Nord, est situé au fond de cette baie.

10. Les événements principaux et les heures données dans ce récit sont extraits du rapport officiel de l'Amirauté sur la bataille du Jutland. (WSC)

11. L'amiral Franz Hipper (1863-1932), d'origine bavaroise, fut fait chevalier par le roi Louis III en juin 1916 – il est désormais connu sous le nom d'amiral von Hipper.

12. Rappelons que c'est le titre donné au commandant du navire amiral. L'amiral commande l'ensemble de l'escadre, le capitaine de pavillon le navire où est embarqué l'amiral.

CHAPITRE XI

LA BATAILLE DU JUTLAND : LA CONFRONTATION

Nous avons assisté jusqu'ici à des événements qui bien que d'un caractère terrifiant ne constituaient rien de bien nouveau. Les croiseurs de bataille s'étaient déjà affrontés auparavant, et leurs amiraux connaissaient la nature du combat, la puissance des armements et ils savaient à quoi s'attendre. En outre, la flotte des croiseurs de bataille ne présentait pas, ainsi qu'il a été dit précédemment, un enjeu d'importance capitale pour l'un ou l'autre des deux adversaires. Mais les flottes de bataille se rapprochaient maintenant l'une de l'autre à une vitesse combinée de 80 kilomètres à l'heure et chaque minute qui s'écoulait entraînait tout le monde vers le royaume de l'Inconnu et de l'Irrémédiable.

L'heure décisive, en vue de laquelle les Amirautés britannique et allemande avaient concentré pendant tant d'années toutes leurs pensées et tous leurs efforts, allait bientôt sonner. Dans les deux camps, la presque totalité de l'effort naval du pays avait été consacrée à l'organisation de la flotte de bataille. Dans la marine britannique tout au moins, l'idée de la grande bataille navale avait primé tout autre

considération, et les moyens qu'elle impliquait avaient eu la priorité sur tous les autres besoins. On avait prodigué tout ce qui était nécessaire pour la constitution d'une ligne de feu dotée d'une telle supériorité et d'une telle organisation qu'elle devait mettre en pièces et anéantir *avec certitude* la flotte de bataille allemande en un laps de temps extrêmement court. La nation et la science britanniques avaient donné au commandant en chef le maximum de ce qu'elles pouvaient fournir en ce qui concernait les effectifs, la puissance de feu, la qualité et l'entraînement des hommes. Il n'y avait pas lieu de douter, à moins que quelque facteur absolument imprévu n'intervînt ou que quelque accident incalculable ne se produisît, qu'un échange de tirs d'une demi-heure entre deux lignes de bataille parallèles à une distance de moins de 10 000 mètres n'aboutît à une victoire complète.

C'est la raison pour laquelle toutes les pensées de Jellicoe s'étaient concentrées pendant des années sur la forme la plus simple de bataille navale : une seule ligne marchant parallèlement à celle de l'ennemi, livrant une bataille d'artillerie à longue portée, tout en se protégeant contre les attaques par torpilles. Tout ce qui pouvait se passer après cette phase du début relevait de spéculations compliquées. Si elle donnait des résultats satisfaisants, la suite de la bataille se terminerait probablement de même. L'Amirauté ne pouvait faire plus que de donner à son commandant en chef une forte supériorité en navires de toutes classes. C'était à lui, et à lui seul, qu'il appartenait de fixer la méthode et le moment de livrer la bataille, ainsi que la tactique à y employer. On soutient maintenant qu'il eût été préférable, au lieu de fixer toute l'attention et tous les efforts sur le seul duel d'artillerie à longue portée entre deux flottes suivant des directions à peu près parallèles, d'adopter la méthode beaucoup plus souple de l'engagement par divisions, en employant séparément les cuirassés les plus rapides et les plus lents, et de résoudre chaque cas particulier en fonction des besoins du moment.

C'est peut-être exact, et si les Flottes britannique et allemande s'étaient livrées plusieurs batailles rangées ou même plusieurs combats de rencontre au cours de la guerre, il est hors de doute que l'on eût mis au point une méthode tactique très supérieure. Mais rien d'analogue à l'événement en question ici ne s'était jamais produit et rien d'analogue ne devait se reproduire par la suite. Il a fallu plusieurs années de combats entre les plus gros bâtiments de l'époque pour donner naissance à la « touche » personnelle de Nelson. Le génie de Nelson lui permettait d'évaluer exactement les conséquences de toute décision. Mais ce génie s'appuyait sur des données pratiques précises. Il avait vu les mêmes événements se répéter bien des fois à moindre échelle avant la bataille de Trafalgar. Nelson n'avait pas à s'inquiéter des dangers sous-marins. Il avait le sentiment de savoir ce qui se passerait pendant la bataille. Jellicoe ne l'avait pas. Personne ne l'avait. Il ne savait qu'une chose, c'est qu'une victoire complète n'apporterait aucun élément de valeur décisive à une situation navale déjà favorable, et qu'une défaite totale signifierait la perte de la guerre. Il était prêt à accepter le combat dans les conditions qui lui convenaient, il n'était pas prêt à l'imposer à l'ennemi en s'exposant à de sérieux dangers. La bataille serait livrée comme il l'entendait, ou elle n'aurait pas lieu.

Mais si d'impérieuses raisons de politique nationale nous permettent de justifier l'attitude prise par le commandant en chef en ce qui concerne les conditions particulières dans lesquelles devait se livrer la bataille décisive, les méthodes de commandement et de manœuvre qu'il avait introduites dans la flotte n'appellent ni l'admiration ni même l'approbation. Tout y était centralisé autour du navire amiral, et les commandants d'escadre et de division ne jouissaient pas de la moindre initiative, sauf pour éviter une attaque par torpilles. Pour diriger les évolutions de la flotte et assurer la répartition du tir, il fallait donc que le navire amiral transmît continuellement des séries d'ordres par

signaux. C'étaient ces signaux qui prescrivaient le cap et la vitesse de chacun des bâtiments, ainsi que toutes leurs manœuvres. Cette centralisation pouvait peut-être donner d'excellents résultats au cours des exercices. Mais dans la fumée, le désordre et l'incertitude de la bataille, cette façon de procéder était beaucoup trop lourde. La Flotte était trop importante pour combattre comme s'il s'agissait d'une seule unité, ou pour être minutieusement dirigée par la main d'un seul homme. Les Allemands, en appliquant le système de commandement en usage dans l'armée, s'étaient rendus compte avant la guerre que lors d'une grande bataille navale il fallait remplacer la direction rigide et centralisée par la coopération intelligente de subordonnés parfaitement au courant de la façon de voir et de l'esprit de leur chef. Au moment dont nous parlons, leur formation d'approche se composait en fait de trois divisions successives, organisées en unités séparées et manœuvrant indépendamment les unes des autres. Au contraire, le système de commandement de Jellicoe enlevait toute initiative non seulement à ses escadres de bataille, mais encore aux flottilles. Pendant tout le cours de la bataille, il s'efforça de diriger personnellement tout l'ensemble de la Flotte. Et cependant ainsi que le montre son propre témoignage[1], il ne voyait ou ne connaissait qu'une faible partie de ce qui se passait, et comme l'esprit humain ne peut simultanément enregistrer qu'un nombre limité d'impressions, son commandement, qui ne s'exerçait plus en tant que force dirigeante, n'eut d'autre résultat que de faire obstacle aux entreprises des autres.

Examinons maintenant la situation de l'amiral Scheer. Il n'avait pas du tout l'intention de livrer bataille à l'ensemble de la Flotte britannique. Il ne se faisait aucune illusion sur la puissance relative des deux artilleries. Rien n'aurait été plus risible que de ranger sa flotte parallèlement à celle d'un adversaire dont la puissance de feu était deux fois supérieure à la sienne, et qui disposait d'un personnel dont la

technique, les qualités nautiques et le courage lui inspiraient un respect non déguisé. Il n'était pas sorti avec le moindre désir de livrer une bataille rangée. Il n'avait jamais eu l'idée de mener un combat sans espoir dans des conditions désavantageuses. S'il rencontrait des forces inférieures ou égales, ou s'il pouvait courir sa chance dans des conditions raisonnables, il se battrait avec toute la science martiale et le courage inséparables du nom allemand. Mais dès l'instant où il apprit qu'il se trouvait en présence de la Grande Flotte et qu'il vit sa puissance se déployer à l'horizon, il n'eut plus qu'une idée, celle de se dégager aussi rapidement que possible et sans déshonneur d'un piège fatal. Il y réussit complètement.

Il avait exercé assidûment la flotte à exécuter le mouvement de demi-tour synchronisé qui, sous la protection d'attaques de torpilles et de rideaux de fumée, permettait à tout bâtiment de la ligne de décrire individuellement un cercle, et de repartir sans difficulté dans la direction opposée, même si la ligne s'était incurvée ou disloquée suite aux à-coups ou au désordre inévitables dans la violence de l'action. C'est grâce à cette manœuvre parfaitement comprise par ses commandants que la Flotte allemande put s'échapper haut la main à deux reprises différentes.

Si l'on tient compte des dispositions d'esprit et des intentions des deux commandants en chef, des problèmes stratégiques différents qu'ils avaient à résoudre, de leur situation géographique, de leurs vitesses relatives, et des trois heures de jour qui leur restaient seulement au moment de leur rencontre, on comprend pourquoi une bataille générale avait peu de chance de se produire dans la journée du 31 mai.

Il me faut demander maintenant au lecteur de se transporter en pensée sur la passerelle de l'*Iron Duke*[2], qui pendant tout ce temps avait couru en tête du centre de la flotte de bataille britannique. Sir John

Jellicoe connaît tous les signaux envoyés par les croiseurs légers et les croiseurs de bataille de Beatty. Il a donc pu suivre sur la carte la marche des événements depuis le premier renseignement envoyé par le *Galatea* relatif à des navires suspects, jusqu'au message capital du contre-amiral Goodenough annonçant que la flotte de haute mer était en vue. Les forces dont il dispose s'avancent en un vaste croissant dont la corne sud est formée par les unités détachées sous les ordres de Beatty qui constituent une flotte à elles seules. Au nord, sur le flanc le moins exposé, se trouve l'amiral Hood avec des forces analogues quoique inférieures à celles de Beatty, constituées par la 3e escadre de croiseurs de bataille accompagnée de deux croiseurs légers et contre-torpilleurs. L'avant de la flotte a un bouclier de 8 croiseurs cuirassés pré-*dreadnought*, suivis par 4 croiseurs légers du type le plus récent *(Caroline)*.

Le commandant en chef sait que la totalité de ses puissantes forces de reconnaissance du flanc sud est engagée, et que les croiseurs se livrent de violents combats depuis près de deux heures. Dès que l'alerte a été donnée, il a fait prendre à sa flotte sa vitesse synchronisée maximum, et l'ensemble de ses 24 cuirassés[3] file actuellement 20 nœuds. Dès qu'il a su que les croiseurs de bataille allemands étaient en mer, il a donné l'ordre à l'amiral Hood d'aller renforcer Beatty avec ses *Invincible* et ses autres unités. Il trouve le temps de télégraphier à l'Amirauté le message solennel « bataille imminente » et le long des côtes lointaines et dentelées de la Grande-Bretagne, les arsenaux, les ports, les hôpitaux mettent activement en œuvre tous les moyens préparés depuis longtemps.

Il s'agit maintenant de déployer la Flotte. Et tandis que les deux armadas se rapprochent, il nous faut abandonner pendant quelques instants le cours du récit pour permettre au lecteur profane de se faire une idée des considérations techniques dont il fallait tenir compte.

Les évolutions de la cavalerie, à l'époque où elles reposaient sur le choc frontal, ressemblent à celles d'une flotte moderne. Les deux armes progressent en colonnes et combattent en ligne, et la manœuvre à exécuter consiste fondamentalement à passer rapidement et en bon ordre d'une formation à l'autre. La Grande Flotte s'avançait alors en une masse de six colonnes de quatre unités avec un intervalle d'un mille entre chaque colonne. Le vaisseau amiral, l'*Iron Duke*, se trouvait en tête de la quatrième colonne à partir de la droite. Bien que le front de ce dispositif dépassât 9 000 mètres, il ne s'en trouvait pas moins complètement dans la main du commandant en chef. Les conditions idéales pour lui au moment du contact consistaient à se trouver juste en face de la flotte ennemie et pour ce faire il pouvait corriger sa route dans certaines limites, exactement comme un cavalier expérimenté amène son cheval droit devant l'obstacle. Mais la formation en masse, si souple qu'elle soit pour la marche d'approche et la manœuvre, ne s'en expose pas moins, qu'il s'agisse d'une division de cavalerie aussi bien que d'une grande flotte, aux plus graves périls dans le cas où elle se présente ainsi devant un ennemi qui a déjà effectué son déploiement.

Avant de pouvoir combattre, la Flotte britannique devait se déployer en ligne. Le commandant en chef serait d'autant plus certain de la placer droit devant l'ennemi qu'il parviendrait à l'amener en masse le plus près possible de lui ; mais plus il attendrait et plus il se rapprocherait avant d'exécuter son déploiement, plus il courrait de risques d'être surpris dans une situation extrêmement désavantageuse. Le problème qui se pose est analogue à celui d'un atterrissage en avion, où il faut savoir choisir le moment propice entre deux séries de dangers différents. Si le commandant en chef a été assez habile, ou assez heureux, pour amener sa masse de cuirassés exactement face à la route que suit la flotte ennemie, et que celle-ci se trouve absolument droit devant lui, son déploiement sera rapide et facile. Il lui suffira suivant le

cas de faire virer à droite ou à gauche les navires de tête de ses colonnes, et en quatre minutes la flotte entière se trouvera déployée en une longue ligne de bataille en faisant feu de toutes ses pièces. Si pourtant, par suite de circonstances qui échappent à l'action ou au jugement de l'homme, il n'a pas pu diriger sa masse dans la bonne direction, ou s'il est encore indécis quant à la position exacte de l'ennemi, il dispose encore d'une autre méthode de déploiement. Il peut faire avancer l'une de ses deux colonnes d'aile et la faire suivre successivement par les autres unités, jusqu'à ce que la longue file qui constitue la ligne de bataille soit complètement formée. Cette seconde méthode a l'avantage de s'adapter beaucoup mieux à une situation inattendue. Dès que l'ennemi apparaît à l'horizon, le navire de tête de l'ancienne colonne de flanc peut recevoir l'ordre de prendre le cap le mieux adapté à la ligne ennemie, et tous les bâtiments prennent son sillage l'un après l'autre. Mais si le déploiement de la Grande Flotte telle qu'elle était constituée ce jour-là n'exigeait pas plus de quatre minutes en utilisant la première méthode, le « déploiement sur l'aile », comme on appelle la deuxième, exige en revanche vingt-deux minutes avant que la flotte ne puisse faire plein usage de son artillerie. Pendant ce temps, toute la flotte ennemie peut passer à l'attaque alors que seule une partie de la nôtre est déjà en position de combat.

Pour se déployer correctement, il est primordial de recevoir instantanément des renseignements exacts sur la position de la flotte ennemie. C'est pourquoi le commandant en chef est sous la protection de croiseurs et de croiseurs légers, placés directement sous ses ordres, qui s'efforcent d'observer continuellement la flotte ennemie, et de lui faire connaître à tout instant sa constitution et son cap. Dans le quart d'heure qui précède le déploiement, il faut que ces navires de reconnaissance, ou au moins un certain nombre d'entre eux, se trouvent à la fois en vue de l'ennemi et de leur propre navire amiral. Les moyens les plus simples

s'avèrent les meilleurs dans ces situations d'extrême complexité. Dans ces moments de crise, il ne faut faire confiance qu'à la signalisation optique par projecteurs, qui ressemble à un échange de conversations entre deux personnes. C'est une méthode primitive, mais c'est la seule qui permette d'avoir des informations absolument sûres en ce domaine absolument capital. C'est courir des risques inutiles que de se fier pour des questions aussi graves aux informations envoyées par T.S.F. par les croiseurs qui se trouvent hors de vue. Les renseignements de cet ordre sont d'une très grande importance, et ils permettent parfois de se faire une idée nette de la situation qui se présente. Mais s'il est un moment où la certitude s'impose, c'est celui où la flotte se déploie, et cette certitude ne peut être assurée par des croiseurs qui échappent aux vues du commandant en chef ou qui ne sont pas en liaison à vue avec des unités qu'il puisse voir.

Les deux flottes et tous les croiseurs avancent rapidement en modifiant à chaque instant leurs positions respectives. Les croiseurs qui sont hors de vue sont très vraisemblablement engagés dans de violents combats, accrochés à la flotte ennemie, en zigzaguant et en virant de bord brusquement pour éviter le feu de l'artillerie ou les torpilles. Ils se trompent forcément dans leur position estimée. Leurs messages doivent être rédigés, chiffrés, transmis, reçus et déchiffrés avant d'atteindre le commandant en chef. Toutes ces opérations demandent facilement dix minutes et l'on n'a pas dix minutes à perdre. En outre, les renseignements envoyés par les divers navires de reconnaissance peuvent ne pas concorder. Le commandant en chef est exposé à recevoir simultanément trois ou quatre versions différentes, dont aucune n'est absolument exacte. C'est pourquoi la manœuvre du déploiement, où toute la suite se joue, ne doit s'exécuter qu'au reçu d'un signal optique envoyé par un éclaireur qui voit effectivement la flotte ennemie.

C'est aux croiseurs légers de la force de reconnaissance de Beatty qu'incombait au premier chef la mission de s'accrocher à la flotte de haute mer allemande et de signaler ses mouvements par des messages radio qui puissent être lus simultanément par Beatty et Jellicoe, et le contre-amiral Goodenough et son escadre s'acquittèrent admirablement de cette tâche. On ne peut reprocher au *Lion* de n'avoir pas transmis les signaux envoyés par les croiseurs légers alors qu'il se trouvait sous le feu de l'action. L'*Iron Duke* recevait en même temps tous les messages transmis par T.S.F. Mais les renseignements envoyés par les croiseurs légers qui se trouvaient à 60, 50, 40 ou même 30 milles se trouvèrent être contradictoires et erronés. On sait maintenant que Goodenough se trouvait à 4 milles au-delà de sa position estimée, et que l'*Iron Duke* à plus de 6. Les informations envoyées par l'un ou l'autre des bâtiments de Beatty qui se trouvaient tous hors de vue et au-delà de l'horizon constituaient pour Jellicoe un moyen précieux de se tenir au courant de la marche générale des événements et de l'approche de l'ennemi. Mais ils ne remplaçaient pas, et l'on n'aurait jamais dû se fier à eux pour cela, les renseignements recueillis par ses propres croiseurs de reconnaissance.

Et cependant le commandant en chef ne manquait pas des navires nécessaires. Sans compter les 14 croiseurs légers qui faisaient partie de la force avancée de Beatty, Jellicoe s'était réservé 4 croiseurs légers du modèle le plus récent de la classe *Caroline*. Il disposait en outre des 8 croiseurs cuirassés du modèle antérieur aux *dreadnoughts* (*Defence, Warrior,* etc.) Dès qu'il avait été averti du danger, il avait donné l'ordre à ces vieux navires de se porter en avant à toute vapeur pour protéger son front, mais ils ne pouvaient faire plus de 20 nœuds et comme il filait lui-même 18 nœuds tout en poussant sa vitesse jusqu'à 20, ces unités ne progressèrent pas très sensiblement par rapport à lui pendant ces deux heures si importantes. En revanche, les *Caroline* étaient conçus pour atteindre 29 nœuds et le commandant en chef, sachant que Beatty

livrait bataille au-delà de l'horizon, aurait agi prudemment en utilisant uniquement ses quatre *Caroline* pour lui fournir les renseignements anticipés et précis nécessaires à l'exécution de son déploiement. Ses propres ordres de bataille indiquaient du reste que lorsque la visibilité était inférieure à 12 milles, les indications relatives à la longitude et à la latitude de l'ennemi n'avaient pas la moindre valeur, et ils insistaient sur la très grande importance de maintenir la liaison à vue au moyen d'une chaîne de croiseurs.

En deux heures, les *Caroline* déployés en éventail auraient pu gagner facilement 15 milles sur l'*Iron Duke* dans la direction générale de l'ennemi. Ils se seraient trouvés dans ce cas en vue des croiseurs cuirassés britanniques, eux-mêmes parfaitement visibles de la Grande Flotte. À ce moment-là, le champ de vision des *Caroline* atteignait au moins 7 milles. Le commandant en chef aurait donc pu, s'il l'avait voulu, connaître exactement par signalisation optique la position et le cap de la Flotte allemande jusqu'à une distance de plus de 20 milles. Cette mesure de précaution supplémentaire lui aurait permis en toute sécurité d'amener sa flotte en formation de masse au point exact où il aurait pu la déployer dans la bonne direction par la méthode des quatre minutes.

Dans la demi-heure qui précéda le déploiement britannique, toutes les unités des deux flottes convergeaient vers une concentration gigantesque. Pendant ce laps de temps, la plupart des événements importants allaient se produire presque simultanément. Les croiseurs de bataille de Beatty, suivis par la 5e escadre de bataille, faisaient cap au nord à toute vapeur pour entrer en contact avec l'ennemi et l'attirer sur la Grande Flotte. Hipper et le vice-amiral Boedicker, avec les 1er et 2e groupes de reconnaissance allemands, allaient également vers le nord en couvrant l'avance de la flotte de haute mer allemande. Beatty et

Hipper se canonnaient en suivant deux lignes sensiblement parallèles, et la 5e escadre de bataille se trouvait fortement engagée avec les premiers cuirassés allemands ainsi qu'avec les croiseurs de bataille de Hipper. Pendant ce temps, l'amiral Hood, sur l'*Invincible* avec la 3e escadre de croiseurs de bataille et précédé par les croiseurs légers *Chester* et *Canterbury*, progressait vers le flanc nord du dispositif britannique. C'est ainsi que vers 17 h 40 les deux groupes d'éclairage allemands s'enfonçaient dans le centre du croissant britannique (qui avait pris désormais la forme d'un fer à cheval) dont la branche sud (Beatty) se repliait rapidement tandis que la branche nord (Hood) s'avançait à toute vitesse.

Hipper et son 1er groupe de reconnaissance venaient de reprendre le combat vers le sud-ouest quand le *Chester*, que l'amiral Hood avait envoyé en reconnaissance, se heurta à 17 h 36 au 2e groupe de reconnaissance allemand, formé de 4 croiseurs légers. À 17 h 40, trois de ces unités surgissaient rapidement de la brume et le *Chester* fut, nous indique l'histoire officielle, « presque immédiatement écrasé par une grêle de projectiles » qui détruisit la presque totalité de son artillerie, et transforma son pont en charnier. Mais le centre du croissant britannique s'avançait également très rapidement, et à 17 h 47 le *Defence* (navire amiral du vice-amiral Sir Roberts Arbuthnot) ainsi que le *Warrior,* qui formaient le centre de la ligne des croiseurs cuirassés couvrant immédiatement l'avance de la Grande Flotte, aperçurent le 2e groupe de reconnaissance dans la direction opposée et ouvrirent sur lui un feu nourri. Les croiseurs légers de Boedicker, heureux de poursuivre le *Chester* déjà endommagé, ne s'éloignèrent de ces navires puissants bien que déjà anciens que pour tomber sur un adversaire encore bien plus redoutable.

L'amiral Hood, virant de bord avec ses trois croiseurs de bataille en direction de la canonnade, surgissait brusquement de la brume et

tombait à 17 h 55 sur les croiseurs légers allemands, et en quelques instants ses pièces de 305 désemparaient le *Wiesbaden* tout en endommageant sérieusement le *Pillau* et le *Frankfort*. L'apparition de gros bâtiments au secteur nord « fit l'effet d'un coup de foudre sur l'amiral Boedicker », poursuit l'histoire officielle. Il entendait loin derrière lui les échos de la canonnade des croiseurs de Beatty, et ce nouvel adversaire appartenait sans doute à la tête de la flotte principale britannique. Pour éviter d'être pris en tenaille, Boedicker fit immédiatement demi-tour, laissant le *Wiesbaden* se traîner hors de la zone de danger à la vitesse que lui permettaient ses plaies. Le bruit des canons de Hood allait, comme on le verra par la suite, donner à Hipper un avertissement du même genre.

Cependant Arbuthnot sur le *Defence,* suivi du *Warrior* qui poursuivait le 2e groupe de reconnaissance, tombait sur le *Wiesbaden* qui s'éloignait péniblement, et bien résolu à le couler « se précipitait sur lui à toute vitesse », pour reprendre les termes du rapport officiel. Le *Lion,* qui se trouvait en tête des croiseurs de bataille britanniques qui venaient de reprendre le combat avec Hipper, rejoignait lui aussi la mêlée. Arbuthnot, poussé par son ardeur irrésistible, se jeta sur le travers de Hipper, l'obligeant à modifier la route de ses croiseurs en les empêchant de tirer en masquant leurs objectifs par la fumée de ses cheminées. Il se trouvait à moins de 6 000 mètres du *Wiesbaden* et avait viré à tribord pour pouvoir utiliser toute son artillerie quand Hipper, qui s'avançait à nouveau, ainsi que certains cuirassés allemands qui arrivaient aussi à ce moment-là à bonne portée, braquèrent leurs canons dans sa direction. Il ne fallut qu'un instant pour faire sauter le *Defence,* atteint par une succession d'obus de très gros calibre, avec une explosion effrayante, et à 18 h 19 il sombrait avec près de 800 hommes dans une énorme colonne de fumée. Le *Warrior*, grièvement touché, semblait près de partager le même sort. Mais des événements de plus grande importance se jouaient

au même moment. La Grande Flotte avait commencé son déploiement à 18 h 15.

Pendant que se produisaient ces événements, la course vers le nord avait pris fin, et Beatty avait repris le combat avec Hipper à 17 h 25. Les conditions de visibilité étaient devenues favorables aux Britanniques. Les pièces de 380 du *Barham* et du *Valiant* tiraient également sur les croiseurs de bataille allemands, et ceux-ci commençaient à souffrir cruellement. C'est à ce moment-là, à 17 h 42, que l'on entendit le bruit des canons de l'*Invincible*, qui attaquait au nord-est le 2e groupe de reconnaissance. Hipper, qui avait des motifs sérieux de se juger entouré par des forces supérieures et dominé dans le combat d'artillerie qui se livrait, fit donc faire rapidement demi-tour à ses bâtiments et se replia sur la flotte de haute mer. En voyant son adversaire s'éloigner par tribord, Beatty se conforma d'abord à son mouvement, mais la suite de la bataille et le désir d'empêcher Hipper, quelque route qu'il adopte, de découvrir la flotte de bataille britannique l'amenèrent à décrire par la suite un grand cercle cap plein est autour de ce dernier. C'est à ce moment que le *Lion* fut aperçu par l'*Iron Duke,* et son apparition fut une surprise pour Jellicoe. L'estime déduite des signaux par T.S.F. de Beatty avait amené l'*Iron Duke* à croire que celui-ci se trouvait beaucoup plus loin vers l'est. L'erreur cumulée sur la position des deux navires était d'au moins 11 milles et les faits démentaient instantanément les estimations. Le *Lion* se trouvait à une distance de 6 milles et à près de 4 quarts plus sur tribord de l'*Iron Duke* qu'on ne l'avait supposé. On pouvait donc raisonnablement présumer que la flotte de bataille ennemie se trouvait également située plus à l'ouest et dans des conditions d'éloignement analogues, ce qui impliquait que Jellicoe ne la rencontrerait pas de front, mais dans une direction oblique par tribord avant.

La situation était critique, pressante et peu claire. Le commandant en chef pouvait sentir le souffle de l'ennemi tout près de son visage et il désirait tout naturellement pointer sa flotte dans cette nouvelle direction. Mais ce « coup de barre » exigeait quinze minutes et il ne disposait plus de ce laps de temps. Dès qu'il aperçut Beatty, passant en avant de lui à toute vapeur et en train de combattre, il lui adressa par optique la question suivante : « Où se trouve la flotte de bataille ennemie ? » (18 h 01). Une minute plus tard, après avoir compris ce qu'impliquait l'apparition et la position de Beatty, et se rendant compte qu'il n'avait plus le temps voulu pour effectuer son « coup de barre », il se décidait à faire obliquer vers le sud les navires de tête de ses divisions, afin d'améliorer sa ligne d'approche vers l'ennemi en gagnant de la distance dans cette direction. Ce mouvement ne lui faisait pas perdre de temps et se trouvait absolument justifié, mais il avait l'inconvénient de donner à la Flotte une formation en échelons qui n'était pas favorable au déploiement, à un moment où la Flotte allemande se trouvait sans doute très rapprochée. Celle-ci pouvait surgir de la brume d'un instant à l'autre à une distance de 6 à 7 milles, et ouvrir immédiatement le feu. Aussi le commandant en chef reprenait-il à 18 h 06 sa formation précédente, qui, bien que n'étant pas parfaitement dans la bonne direction, lui assurait néanmoins la plus grande liberté quant à sa méthode de déploiement.

Cependant Beatty, qui n'était alors qu'à 2 milles en avant du *Marlborough* (le bâtiment de droite de la masse des cuirassés), répondait : « Croiseurs de bataille ennemis en direction sud-est. » Au reçu de ce message, le commandant en chef répéta sa question : « Où se trouve la flotte de bataille ennemie ? » Le *Lion* ne pouvait pas répondre à cette demande, car Hipper avait disparu pour le moment et le *Lion* n'apercevait plus de bâtiments ennemis. Scrutant anxieusement l'horizon plein de menaces, ou les yeux fixés sur la carte pleine de

contradictions et d'énigmes, Jellicoe poursuivit sa route pendant huit autres minutes dans l'incertitude la plus grande. La situation s'éclaircit enfin. À 18 h 10, le *Barham* avait aperçu les cuirassés de Scheer au sud-sud-est, et ses appareils de T.S.F. étant détruits, ce fut le *Valiant* qui transmit le renseignement que Jellicoe reçut à 18 h 14. Presque au même instant le *Lion* faisait connaître que la flotte de haute mer était en vue au sud-sud-ouest. Ces deux renseignements indiquaient donc que l'ennemi se trouvait à quatre quarts par tribord avant ou, pour employer le langage militaire, 45 degrés à droite. Cette direction était exacte, mais le cuirassé de tête, le *König*, avait été situé à 3 milles plus près qu'il ne l'était réellement. Dans ces conditions, il semblait impossible d'attendre plus longtemps, et le moment était venu de se décider. « Le déploiement de la Flotte, comme l'écrit le récit de l'Amirauté, s'imposait de toute urgence. »

La rencontre ayant eu lieu sous cet angle peu favorable, il n'était plus possible de déployer rapidement la Flotte par division sur bâbord ou sur tribord. Ce mouvement l'aurait amené à tenir une ligne mal adaptée au front de bataille supposé de l'ennemi. Il fallait donc se résoudre à employer la méthode de déploiement sur l'aile d'une durée de vingt-deux minutes. Jellicoe se jugeait placé en face d'une unique alternative : soit de faire avancer sa colonne de droite, la plus rapprochée de l'ennemi, et la faire suivre par les autres colonnes, soit de faire prendre la tête à sa colonne de gauche, qui s'en trouvait le plus éloignée. S'il adoptait la première solution, il courait le risque d'exposer ses navires de tête à une concentration de feux ennemis sans que le reste de la Flotte pût répondre. S'il choisissait la seconde, il déployait sa ligne de bataille en s'éloignant de 9 000 mètres de l'ennemi, et au lieu de se déployer tout en s'engageant et en ouvrant immédiatement le feu, il se déployait hors de portée de ses canons et sa première manœuvre était un repli.

Ce que nous savons aujourd'hui de la situation nous permet de dire qu'il aurait pu se déployer sans inconvénient sur l'aile tribord. La 5e escadre de bataille, qui disposait d'une artillerie, d'une protection et d'une vitesse inégalées, était d'ailleurs sur le point de se porter à l'avant de la division des plus anciens *dreadnoughts* de la classe *Marlborough*. Les croiseurs de bataille de Beatty se trouvaient déjà en tête et dans la direction voulue. Plus loin encore, en avant de tout le monde, Hood, qui se rendait parfaitement compte de la situation, s'apprêtait à virer pour prendre sa place dans la ligne de bataille. La Flotte tout entière aurait donc pu se déployer en bon ordre, en commençant la bataille à bonne portée, en ayant tous ses navires rapides et puissants à la bonne extrémité de la ligne, prêts à couper l'ennemi de ses bases. Le commandant en chef opta pour la solution la plus prudente, et personne ne peut dire qu'au vu de ce qu'il connaissait alors de la situation cette décision n'était pas la bonne. Il y a du pour et du contre dans les deux choix et de toute façon il avait été nommé pour cela. S'il avait effectué son déploiement sur l'aile du côté de l'ennemi, et si les escadres de tête britanniques avaient été écrasées sous le feu de la Flotte allemande ou si l'avant-garde de la Flotte avait fait l'objet d'une attaque vigoureuse par torpilles qui aurait contrarié et perturbé le déploiement, et si quatre ou cinq navires avaient été coulés (ce qui pouvait se produire en quelques minutes), on n'aurait pas manqué de critiquer l'imprudence de la décision prise par l'amiral. Et les critiques n'en auraient été que la moindre conséquence.

Mais Sir John Jellicoe disposait encore d'un troisième moyen qui ne présentait aucun des inconvénients de ces solutions difficiles à mettre en œuvre. S'il impliquait des évolutions compliquées, ce moyen était en principe des plus simples. Il constituait même la solution la plus simple et la plus élémentaire de toutes. Il aurait pu se déployer sur son centre en prenant lui-même la tête de la ligne. La Marine britannique dispose

d'un signal très ancien et bien connu qui aurait permis au commandant en chef de faire sortir sa propre division de la masse tout en la faisant suivre par les autres dans l'ordre qui lui convenait. Il suffisait de hisser la flamme « A » au-dessus d'une série de chiffres indiquant l'ordre de succession des divisions. Ce signal obligeait tous les bâtiments des deux divisions de bâbord à réduire leur vitesse, ou, s'ils voulaient éviter de réduire leur vitesse, à décrire un cercle à main gauche, tandis que les divisions de tribord prenaient leur place derrière le commandant en chef. La Flotte ne se trouvant pas exposée au feu de l'ennemi, la manœuvre était parfaitement réalisable. Elle revenait tout simplement à dire « Suivez-moi » et dans le dilemme difficile qui se posait, dans l'embarras et l'incertitude du moment, elle constituait une solution moyenne, sûre, prudente et gagnante. En l'adoptant, Sir John Jellicoe aurait conservé la maîtrise la plus complète possible de sa flotte après son déploiement. Il aurait disposé d'une distance de 3 milles et de dix minutes de plus qu'en se déployant sur l'aile en direction de l'ennemi. Il n'aurait pas eu à se replier devant son adversaire qui s'avançait. Il se serait trouvé en tête de sa flotte et celle-ci l'aurait suivi.

On peut s'étonner que Sir John Jellicoe n'ait pas envisagé cette solution dans les rapports et dans les explications qu'il a fournis. Il y a peut-être une explication évidente. Il agissait suivant un système préconçu et bien précis. Dans le tonnerre de la canonnade et dans l'incertitude d'une action qui pouvait être le prélude de la plus grande bataille navale du monde, il se conformait strictement et aussi longtemps que possible aux règles qu'il s'était fixées. Toutes ses dispositions en vue de la bataille avaient toujours prévu un déploiement de ses cuirassés sur la colonne de bâbord ou sur la colonne de tribord. C'est pourquoi le répertoire de signaux couramment utilisés par la Grande Flotte en ordre de bataille ne comprenait pas celui du déploiement derrière le navire amiral. L'ancien signal était bien connu. Il

aurait été immédiatement compris s'il avait été hissé. Mais il était tombé en désuétude et à aucun moment, semble-t-il, le commandant en chef n'a songé à l'utiliser à cette occasion.

Il n'eut pas non plus l'idée de prendre les mesures de précaution qui s'imposaient pour empêcher l'ennemi de s'échapper sans compromettre la sécurité de la Flotte britannique. Son déploiement prudent sur l'aile extérieure lui commandait encore davantage de s'assurer que l'ennemi serait contraint à la bataille. Il suffisait pour cela d'ordonner aux quatre *Queen Elizabeth* de la 5e escadre d'attaquer séparément le flanc libre de l'ennemi au lieu de les laisser se placer simplement à l'arrière de la ligne, en gaspillant ainsi les qualités de vitesse et de puissance qu'ils étaient seuls à posséder. Ces unités n'auraient pas été exposées à être surclassées par la supériorité numérique de l'ennemi, car leur vitesse était supérieure de 8 à 9 nœuds à celle de la flotte de Scheer aussi longtemps que celle-ci marchait réunie. Il leur était toujours possible d'abandonner le combat si la pression devenait trop forte. Dans ces conditions, quoi de plus facile pour elles que de fondre sur l'escadre des vieux *Deutschland* et de désemparer ou de couler en quelques minutes trois ou quatre de ces bâtiments ? Scheer se serait presque vu forcé de s'arrêter pour les secourir, et pris ainsi entre deux feux, il aurait été inévitablement contraint de s'engager. C'était pour faire face à une situation précisément semblable à celle-là que l'on s'était donné tant de peine et que l'on avait consenti de si lourdes dépenses afin de créer cette division de super-*dreadnoughts* rapides qui réunissaient vitesse, puissance de feu et blindage au plus haut degré, ce qui avait constitué l'un des actes les plus importants qui avaient marqué mon passage à l'Amirauté. Mais il ne vint pas à l'idée du commandant en chef ou de l'amiral qui était à sa tête de les employer autrement qu'en la faisant marcher inutilement en queue de la flotte à une vitesse de 17 nœuds, alors qu'elle pouvait faire plus de 24 nœuds.

À 18 h 15 précises, on donna donc l'ordre par signaux et par T.S.F. de se déployer sur l'aile bâbord. Les pavillons qui allaient décider de la suite de la bataille claquèrent au vent, puis ils furent amenés. L'ordre devenait donc exécutoire, et les cinq sixièmes de l'immense ligne des cuirassés britanniques s'éloignèrent en augmentant la distance qui les séparait de l'ennemi. La flotte de bataille venait d'exécuter la première manœuvre de la bataille du Jutland.

Beatty ainsi que la 5e escadre de bataille se trouvaient placés dans de bonnes conditions pour se déployer sur l'aile tribord. Le déploiement à bâbord obligea Beatty à traverser à pleine vitesse le front de la ligne de bataille, afin de prendre sa place en tête. Hood vint se placer dans la ligne en avant de Beatty. La fumée des croiseurs de bataille bouchait la vue des cuirassés et à 18 h 26 Jellicoe réduisit la vitesse de la flotte à 14 nœuds afin de permettre aux croiseurs de bataille de se porter en tête. Mais le signal ne fut transmis que lentement et des cafouillages commencèrent à se produire dans la ligne, particulièrement lors des manœuvres de retournement. La 5e escadre de bataille, qui se trouvait trop en arrière pour traverser le front de déploiement de Jellicoe et ne recevait pas l'ordre de s'engager indépendamment, décida de se poster en retrait, et exécuta un virage à gauche sous une concentration de tirs émanant des croiseurs de bataille allemands et des cuirassés de tête ennemis. Une fois de plus, les canons de 380 et le blindage de 330 mm de ces unités rapides furent mis à contribution contre des forces très supérieures et les obus volaient de partout. Le *Warspite*, dont la timonerie se trouvait temporairement coincée, était devenu ingouvernable et, décrochant de son escadre, il décrivit un vaste cercle sous un feu nourri. Ce cercle l'amena à tourner autour du *Warrior* déjà presque réduit à l'état d'épave, qui profita de la mêlée pour aller tant

bien que mal se mettre en sécurité, tout en bénissant le geste chevaleresque quoique involontaire de son sauveur.

À 18 h 25, tandis que le déploiement se poursuivait, la Flotte ouvrit le feu, le tiers environ des navires trouvant des objectifs soit sur le malheureux *Wiesbaden*, qui n'était plus qu'une épave en flammes entre les deux lignes, soit sur la 3e escadre (les *König*), qui se trouvait en tête de la Flotte allemande. La fumée rendait difficile l'appréciation des distances et la visibilité était médiocre. Mais la manœuvre exécutée par Jellicoe avait placé les Britanniques dans la position la plus favorable par rapport au soleil et l'ennemi n'apercevait que les lueurs de leurs canons. Au moment où la moitié de la Flotte avait effectué son virage, Jellicoe semble avoir eu l'intention de se rapprocher de l'ennemi en fractionnant ses divisions. Il se rendit sans doute compte que le L formé à ce moment par la Flotte rendait l'exécution de ce mouvement infaisable, car il annula l'ordre avant même le début de la manœuvre. La moitié de la Flotte tirait au moment où le déploiement s'acheva (18 h 47), et la 3e escadre allemande fut touchée à plusieurs reprises sans qu'aucun des cuirassés britanniques eût été atteint.

Pendant ce temps, l'amiral Hood et sa 3e escadre de croiseurs de bataille livrait combat avec des résultats positifs aux croiseurs de Hipper. Toutefois, l'*Invincible* était atteint à 18 h 31 par une salve du *Derfflinger*, ainsi que le décrit le récit officiel :

> Plusieurs fortes explosions se succédèrent rapidement ; d'énormes nuages de poussière de charbon sortaient par les déchirures de la coque, de grandes langues de flammes se répandaient sur le bâtiment, les mâts s'écroulèrent, le navire se fendit par le milieu et une énorme colonne de fumée noire s'éleva vers le ciel. Quand elle se dissipa, on put voir la proue et la

poupe émerger de l'eau comme pour indiquer la place qui servait de tombe à un amiral.

Sur un équipage de 1 026 officiers et matelots, seuls six échappèrent à la mort.

Reportons-nous maintenant pour un instant à ce qui se passait dans la Flotte allemande. Depuis 18 h 25, Scheer se trouvait lui-même sous le feu de la ligne de bataille britannique. Il avait pris les croiseurs de bataille de Hood pour l'avant-garde de la ligne britannique et se croyait par suite sur le point d'être encerclé. Il lui semblait que c'étaient les Britanniques et non lui qui dominaient dans ces parages. Il fit donc faire demi-tour à sa flotte avec la plus grande célérité à 18 h 35, chaque unité virant simultanément, et il s'éloigna vers l'ouest *en direction de l'Angleterre* tout en lançant une flottille pour couvrir son repli par une attaque de torpilles et des rideaux de fumée. Cette manœuvre, que les Allemands avaient travaillée à fond, fut exécutée avec succès, et même avec précision, en dépit de la tension et de la confusion de la bataille. Devant la menace de torpillage, conformément à la règle qu'il s'était depuis longtemps fixée, Jellicoe fit demi-tour. Les flottes s'éloignèrent rapidement l'une de l'autre, les Allemands disparurent dans un banc de brume et Scheer se retrouva seul une fois encore.

C'est alors que se produisit l'un de ces événements étonnants qui dépassent tout ce qu'il est humainement raisonnable de prévoir et qui constituent si souvent les tournants décisifs de l'histoire. Scheer ne se sentit pas plutôt libéré, après vingt minutes de route vers l'ouest, qu'il fit faire demi-tour à tous ses navires à la fois et remit le cap à l'est. Que se proposait-il ? À son retour à ses bases, il déclara qu'il avait eu l'intention de retourner en découdre avec la Flotte britannique. « Quand je me rendis compte, déclara-t-il après la guerre, que la pression britannique avait complètement cessé, et que la flotte que j'avais sous mes ordres

demeurait intacte, je fis demi-tour avec le sentiment que la bataille ne pouvait se terminer ainsi et qu'il me fallait rechercher à nouveau le contact avec l'ennemi[4]. » L'histoire officielle allemande reprend cette explication à son compte. Néanmoins, il est plus vraisemblable de croire qu'il escomptait pouvoir passer à l'arrière de la ligne britannique, écraser les unités qui s'y trouvaient, et se retrouver ainsi dans la bataille en se rapprochant de ses bases. Nous savons qu'il était convaincu que les croiseurs de bataille britannique constituaient l'avant-garde de la ligne anglaise. Il en concluait tout naturellement que celle-ci se trouvait à 5 milles en avant de la position qu'elle occupait réellement. S'il en avait été ainsi, sa manœuvre l'aurait amené très exactement en travers de l'arrière de la ligne britannique. Mais il donna au contraire en plein sur son centre, ce qui était bien la dernière chose qu'il souhaitât. Cette erreur aurait pu être fatale aux Allemands et il leur était difficile de choisir une situation plus dangereuse. La flotte de Jellicoe se trouvait sans conteste dans un dispositif qui présentait certains inconvénients, car il marchait vers le sud par divisions échelonnées. À 19 h 12, il se trouva effectivement aux prises avec les Allemands dans la situation même qui l'avait rendu si mal à l'aise avant d'effectuer son premier déploiement. Mais en pratique, cela ne présenta aucune sérieuse difficulté. Quand les navires allemands émergèrent successivement de la brume, ils furent soumis à un feu terrible venu de tous les cuirassés britanniques dont la visibilité était bonne. La tête de la ligne allemande composée des redoutables *König* vit tout l'horizon s'illuminer d'éclairs. Il s'ensuivit une violente canonnade d'environ six minutes, pendant lesquelles les navires allemands furent soumis au choc de cet ouragan d'obus. Le groupe de reconnaissance de Hipper, qui portait les cicatrices des combats antérieurs mais n'en restait pas moins redoutable, supporta cette fois encore tout le poids de la lutte. Le *Seydlitz* prit feu, le *Lützow*

fut contraint de quitter la ligne. Ce fut la canonnade la plus violente qui ait jamais été tirée sur mer.

Elle ne dura pas longtemps. Dès que Scheer se rendit compte du danger dans lequel il venait de se jeter, il renouvela – avec cependant moins de sang-froid – la manœuvre qu'il avait déjà exécutée à 18 h 35. À 19 h 17, il faisait faire demi-tour une fois de plus à la flotte de bataille en direction de l'ouest, tout en lançant ses flottilles à l'attaque, en tendant de nouveaux rideaux de fumée et en ordonnant aux croiseurs de bataille, qui n'en pouvaient mais, d'attaquer à tout prix pour couvrir sa retraite, avant de mettre de nouveau cap à l'ouest à toute vapeur. Jellicoe, toujours fidèle à sa règle, vira une fois encore pour éviter le flot de torpilles, d'abord de deux quarts puis de deux autres quarts. C'était là en tout cas un moment, et un regard sur une carte suffit pour s'en convaincre, où il était des plus faciles de diviser la Flotte britannique en mettant la 5e escadre de bataille à la tête de la division de tribord pour prendre ainsi l'ennemi entre deux feux. Mais le commandant en chef était absorbé par sa manœuvre pour éviter les torpilles en leur tournant le dos. La distance augmenta, les flottes se séparèrent et Scheer échappa de nouveau à la vue de Jellicoe – cette fois définitivement.

Entre 18 heures et 19 h 30, les flottilles allemandes n'avaient pas déclenché moins de sept attaques contre la flotte de bataille britannique. La vraie riposte consistait à contre-attaquer en utilisant les flottilles britanniques et les escadres de croiseurs légers, deux de ces dernières se trouvant disponibles à proximité immédiate. On aurait dû leur donner l'ordre de se porter en avant pour briser les formations de torpilleurs ennemis, ce qu'elles étaient parfaitement capables de faire. Mais Jellicoe, au lieu d'employer cette parade offensive, faisait chaque fois tourner le dos à ses cuirassés, ce qui conduisait à perdre contact avec l'ennemi. Pendant toute la durée de cette phase, les flottilles allemandes ne

perdirent qu'une seule unité, tout en permettant à leur flotte d'échapper au sort fatal qui la menaçait.

Toutefois, Beatty s'efforçait encore de relancer la bataille. Ce qui importait avant tout, c'était de pousser les Allemands vers l'ouest et de les éloigner de leurs bases. Le *Lion* était encore en vue de l'ennemi, mais la flotte de bataille n'arrivait pas, et les croiseurs de bataille ne pouvaient s'engager seuls contre la flotte de Scheer. À 19 h 45, Beatty signalait la position de l'ennemi au premier cuirassé de la ligne britannique par l'intermédiaire du *Minotaur* et, à 19 h 47, il adressait au commandant en chef le message qui a fait l'objet de tant de discussions : « Je suggère que la tête des cuirassés me suive : nous pourrons alors couper la flotte ennemie. » Presque aussitôt après il corrigeait sa route pour se rapprocher de l'ennemi. Pendant ce temps, Scheer, résolu à rentrer, avait progressivement modifié le cap de la flotte de haute mer, le faisant passer de l'ouest au sud. Les flottes convergeaient donc une fois de plus. Les croiseurs légers et les contre-torpilleurs ouvraient le feu de part et d'autre. Les croiseurs de bataille britanniques allaient bientôt s'engager. Où se trouvait l'avant-garde de notre flotte de bataille ? Après avoir reçu le message de Beatty, Jellicoe avait laissé passer un quart d'heure avant d'envoyer les ordres voulus à la 2e escadre de bataille – sans par ailleurs les rédiger en termes pressants. Le vice-amiral d'escadre Jerram, qui la commandait, ne força pas l'allure, il ne remonta pas en avant du gros de la Flotte et il ne demanda pas au *Minotaur* la position du *Lion*. Il se contenta uniquement de poursuivre sa route, très incertain sur l'ensemble de la situation. C'est ainsi que le *Lion* et ses homologues se retrouvèrent seuls dans le dernier comme pendant le premier combat de grands bâtiments, à la bataille du Jutland et d'ailleurs jusqu'à la fin de la guerre. Les croiseurs de bataille allemands, fortement endommagés, n'étaient plus guère en état de combattre et la lumière du jour était encore favorable aux Britanniques. Le *Tiger* fut le

premier à ouvrir le feu sur divers bâtiments à des distances variant de 8 000 à 12 000 mètres. L'une des deux tourelles restantes du *Derfflinger* fut mise hors de service. C'est tout juste si le *Seydlitz* et le *Lützow* pouvaient encore tirer un coup de canon. Soudain, les vieux cuirassés de la classe *Deutschland* vinrent au secours des héroïques navires de Hipper qui avaient tant souffert, et c'est avec eux que les dernières salves des grosses pièces s'échangèrent dans le crépuscule. Quinze minutes plus tard, les Allemands viraient une fois de plus vers l'ouest pour s'éloigner avant de s'évanouir dans la ligne d'horizon qui s'assombrissait.

La nuit était maintenant descendue et, à partir de 21 heures, l'obscurité était totale sur la mer. Les conditions de la guerre navale se trouvaient dès lors complètement modifiées. La prédominance de la flotte la plus forte se réduisait à une équivalence indistincte. Les croiseurs aveugles ne pouvaient plus utiliser la forte portée de leur artillerie. Les contre-torpilleurs devenaient un danger pour les navires mêmes qu'ils protégeaient. Les grosses pièces perdaient tous les avantages de leur portée. Maintenant ou jamais commençait le règne de la torpille. Les deux flottes adverses, distantes d'à peine 6 milles, s'avançaient silencieuses et invisibles dans les ténèbres. Chacune d'elles pouvait virer en moins de cinq minutes dans une direction quelconque sans que personne pût savoir ce que ferait l'autre ou ce qui allait se produire par la suite.

Mais l'amiral Scheer avait pris sa décision et sa manœuvre, bien que dangereuse, était simple. C'était un homme qui fondait ses plans sur le raisonnement, et s'y tenait. Il savait qu'une flotte ennemie supérieure à la sienne se trouvait placée sur sa route de retour. Il savait qu'une rencontre dans ces conditions, à la lumière du jour suivant, impliquait très probablement la destruction complète de sa flotte. Les nuits étaient courtes. Il commencerait à faire jour à 2 h 30. Il lui fallait donc agir sans

perdre un instant. Son plan était simple : il consistait à rentrer à tout prix à ses bases, en courant tous les risques, à la vitesse maximum et par la route la plus courte. S'il rencontrait la Flotte britannique, il forcerait le passage. De nombreuses unités seraient coulées de part et d'autre, mais le gros de la Flotte allemande rentrerait à bon port. Tout valait mieux que de se laisser surprendre en mer par une flotte d'une supériorité écrasante disposant de dix-huit heures de jour pour la bataille. À 21 h 14, il envoya par T.S.F. l'ordre suivant : « Le gros de nos unités va rentrer. Garder le cap sud-sud-est 1/4 est, vitesse 16 nœuds. » La flotte de haute mer qui se dirigeait vers le sud modifia donc sa route et, précédée par ses flottilles et ses escadres de croiseurs légers, fila directement vers le Horns Rev à la vitesse maximum que pouvait atteindre l'ensemble. On ne peut douter que l'amiral Scheer ait fait ce qu'il fallait.

Le problème qui se posait à Sir John Jellicoe était plus complexe. Il avait l'ennemi face à lui dans une situation que les Allemands n'avaient évidemment pas voulue. Il repoussait à juste titre toute idée d'un combat de nuit. Une bataille livrée au point du jour lui permettrait de ne craindre ni les surprises ni les embuscades soigneusement préparées. Ce serait une bataille au large classique, menée jusqu'au bout, dans laquelle il disposerait d'une supériorité double. Le plus impérieux et le plus évident de ses devoirs était de contraindre l'ennemi à la bataille dans ces conditions. Mais comment ?

Les Allemands avaient dès le début des hostilités mouillé deux champs de mines dans la baie d'Héligoland, afin d'empêcher une attaque de la Flotte britannique. Pour des raisons qu'il serait trop long d'exposer, l'Amirauté britannique les avait aidés en agissant de même, et une grande partie de la baie se trouvait fermée par les mines britanniques et allemandes. Les Allemands y avaient dragué trois larges chenaux, l'un au nord du Horns Rev, un autre un peu plus au centre près d'Héligoland

et le troisième au sud près de l'Ems. On était fort bien renseigné de part et d'autre sur l'emplacement des champs de mines ennemis, qui étaient indiqués sur les cartes aussi clairement que peuvent l'être les récifs et les hauts-fonds et qui pouvaient être évités avec une certitude presque égale. L'Amirauté britannique connaissait non seulement les champs de mines, mais encore les trois chenaux allemands. Les trois passages qui s'offraient à l'amiral Scheer étaient donc parfaitement délimités sur la carte que Sir John Jellicoe avait devant lui.

Il se présentait encore une quatrième solution. Scheer pouvait complètement éviter de pénétrer dans la baie d'Héligoland s'il virait vers le nord dès la tombée de la nuit et rentrait dans ses bases par le Kattegat et la Baltique. Quelle était celle de ces quatre solutions qu'il allait adopter ? Personne dans la situation où se trouvait le commandant en chef britannique ne pouvait espérer le déterminer avec certitude. Quelle que fût la décision prise par Jellicoe, elle laisserait toujours une grande part au hasard. Tout ce que l'on pouvait lui demander, c'était d'agir en fonction des probabilités logiques et de s'en remettre pour le reste à la chance. La dernière question qui nous reste à examiner dans ce chapitre, c'est s'il a ou non fondé son action sur ces probabilités logiques.

On pouvait éliminer immédiatement les solutions les moins vraisemblables. La retraite par la Baltique en passant par le Kattegat ne prémunissait pas Scheer contre la possibilité d'avoir à livrer bataille en plein jour. Cette solution impliquait une traversée de près de 350 milles, qui permettait aux Britanniques dont la vitesse était supérieure de le prendre en chasse pendant une journée entière. Jellicoe aurait pu parer à cette éventualité en envoyant simplement (ce qu'il ne fit cependant pas) quelques croiseurs légers pour surveiller cette zone, et lui fournir en temps voulu des renseignements à l'aube. On aurait pu également éliminer comme improbable la route de l'Ems, qui était longue et indirecte. Les quatre solutions possibles se réduisaient donc à deux : la

route du Horns Rev et celle de la baie d'Héligoland, toutes deux par ailleurs relativement proches l'une de l'autre. Sir John Jellicoe aurait eu toutes les raisons de conclure que l'ennemi pouvait utiliser également l'une ou l'autre de ces deux routes. Malgré cette incertitude, une parade adéquate apparaissait clairement. En allant prendre position sur un point situé à environ 10 milles au sud-ouest du feu du Horns Rev, il se serait trouvé au petit jour dans une situation favorable pour contraindre Scheer à la bataille, qu'il mît le cap sur le chenal du Horns Rev ou sur celui d'Héligoland. La vitesse de la Flotte britannique était au moins supérieure de 3 nœuds à celle de la Flotte allemande, et elle se trouvait plus rapprochée de ce point à la tombée de la nuit.

Il semble pourtant que Jellicoe ait jugé que le choix se limitait au chenal d'Héligoland et à celui de l'Ems, et il ne mentionne nulle part la route du Horns Rev qui semblait à première vue être la plus vraisemblable. « Je répugnais, nous dit-il[5], à renoncer aux avantages de position que je perdais en mettant le cap à l'est ou à l'ouest et je décidai par conséquent de gouverner vers le sud, où il me serait possible de reprendre la bataille au jour et où je me trouverais également dans une situation favorable pour couper la route à l'ennemi, qu'il se dirige vers Héligoland ou vers l'Ems pour longer ensuite les côtes allemandes. » Ce n'était guère la supposition la plus logique, et elle ne mettait pas les meilleures chances de son côté – au contraire, elle les excluait. En poursuivant sa marche dans cette direction jusqu'à l'aurore, à 2 h 30, la Flotte britannique se trouverait à 43 milles au sud-ouest du Horns Rev, et à 25 milles de la route directe de Scheer en direction d'Héligoland, ce qui, dans un cas comme dans l'autre, ne lui permettait plus de le forcer à engager le combat. Scheer se trouvait donc libre de se replier par le Horns Rev, par Héligoland, ou s'il le voulait par le Kattegat ; seule la route de l'Ems, la moins vraisemblable, lui demeurait interdite.

À 21 h 01, la Flotte britannique vira division par division, et fit cap plein sud ou presque à une vitesse de 17 nœuds. À 21 h 17, elle avait pris son dispositif de marche pour la nuit en trois colonnes serrées, et les flottilles de contre-torpilleurs recevaient à 21 h 27 l'ordre de se placer à 5 milles à l'arrière. Cet ordre visait un double but : il dégageait pendant la nuit la route de la flotte de bataille tout en lui permettant de considérer comme ennemi et de couler à vue tout torpilleur qui apparaîtrait, il augmentait également la longueur de la ligne britannique et accroissait par conséquent les chances d'arrêter l'ennemi. Les flottilles ne reçurent cependant pas l'ordre d'attaquer l'ennemi, et elles suivirent leur route passivement sans recevoir d'instructions ni de renseignements. L'ordre donné par Jellicoe à ses flottilles fut intercepté par le poste d'écoute radio de Neumünster, qui envoya à Scheer à 22 h 10 le renseignement suivant : « Les contre-torpilleurs ont pris position à 5 milles à l'arrière du gros de la flotte ennemie. » Vers 22 h 50, la 7e flottille allemande rendait compte qu'elle avait aperçu des contre-torpilleurs britanniques. L'amiral allemand, s'il avait reçu le renseignement adressé par Neumünster[6], avait donc à partir de ce moment-là une idée assez exacte de la position relative des deux flottes. C'est avec cela que se termine la première phase des opérations de nuit. La Flotte britannique s'avance vers le sud à une vitesse de 17 nœuds en ouvrant davantage chaque minute à l'ennemi ses deux routes de retraite les plus directes et les plus vraisemblables. Les Allemands se dirigent sur le Horns Rev à la vitesse de 16 nœuds, et se trouvent tout près de se heurter à l'arrière de Jellicoe, que leurs contre-torpilleurs ont déjà frôlé. Il est encore temps de rétablir la situation.

Vers 22 h 30, le 4e groupe d'éclairage allemand entra en contact avec la 2e escadre de croiseurs légers qui suivait notre flotte de bataille. Un feu nourri éclata. Le *Southampton* et le *Dublin* subirent de lourdes pertes, et le vieux croiseur allemand *Frauenlob* fut coulé par une torpille.

Les lueurs des coups de canon et les faisceaux des projecteurs qui ont éclairé la rencontre furent consignés dans le journal de bord de presque tous les navires de la Grande Flotte. La canonnade que l'on entendait dans cette zone, bien que n'étant pas une preuve absolue, pouvait néanmoins faire supposer que l'ennemi cherchait à passer à l'arrière de la Flotte britannique dans sa fuite vers le Horns Rev. Mais on allait bientôt en avoir la confirmation indiscutable.

Loin de là, à Londres, dans les bureaux de l'Amirauté, on était à l'écoute de la T.S.F. allemande. On avait intercepté et déchiffré l'ordre donné à 21 h 14 par l'amiral Scheer à la flotte de haute mer. L'*Iron Duke* avait reçu à 22 h 41, et Sir John Jellicoe avait pu lire vers 23 h 30, après décryptage, un message propre à mobiliser toutes les énergies : « La flotte de bataille allemande a reçu à 21 h 14 l'ordre de rentrer. Les croiseurs de bataille sont à l'arrière. Cap sud-sud-est 3/4 est, vitesse 16 nœuds. » S'il fallait en croire ce message, il signifiait – et ne pouvait que signifier – que les Allemands faisaient route vers le Horns Rev. Le message de l'Amirauté, qui s'ajoutait d'un côté aux probabilités considérées comme les plus acceptables, et de l'autre à la canonnade entendue à l'arrière, constituait donc, à moins qu'il ne fût complètement erroné, un recoupement qui équivalait presque à une certitude. Si Jellicoe avait décidé d'agir en conséquence, il lui suffisait de faire prendre à sa flotte un cap parallèle à celui des Allemands pour être certain de les contraindre à la bataille au lever du jour. Ce faisant, il n'aurait eu à craindre ni le risque d'un combat de nuit, ni de s'exposer davantage au torpillage.

Mais pouvait-on se fier au message de l'Amirauté ? Sir John Jellicoe ne le pensait pas. Il se rappelait sans doute qu'au cours de la journée, quelques minutes avant que les croiseurs de bataille ennemis n'aient été aperçus, il avait reçu de la même source officielle un message lui indiquant que la flotte de haute mer allemande n'était probablement pas

au large, car son navire amiral envoyait des signaux du port. Quand on reporta sur la carte de l'*Iron Duke* la route de Scheer telle qu'elle avait été indiquée par l'Amirauté, une erreur de détail voulut que l'emplacement de la Flotte allemande correspondît presque exactement avec la position occupée à ce moment-là par le navire amiral, ce qui était absurde. Jellicoe avait reçu en outre un renseignement envoyé à 22 h 15 par le *Southampton* qui laissait entendre que l'ennemi se trouvait encore à l'ouest. Il considérait donc que l'ensemble de la situation n'était pas clair, et sans tenir compte du renseignement de l'Amirauté, il continua sa route vers le sud à la vitesse de 17 nœuds.

Il est difficile de ne pas estimer que cette décision était contraire aux renseignements qui avaient le plus de poids. Il est certain que si Sir John Jellicoe avait agi en tenant compte du message de l'Amirauté, il aurait eu – même si ce message avait été reconnu inexact – une justification de ses actes impossible à contester. Mais en se hâtant vers le sud, il abandonnait tant de chances favorables tout en en conservant de si faibles qu'il est difficile de saisir exactement ses intentions. Il y a lieu cependant de tenir très largement compte des conditions ambiguës et contradictoires qui ont été indiquées précédemment.

À 23 h 30, la flotte de haute mer, après avoir légèrement modifié sa route à plusieurs reprises, heurtait la 4e flottille britannique de plein fouet et il s'ensuivait un combat bref et violent. Les contre-torpilleurs *Tipperary* et *Broke* furent désemparés. Le *Spitfire* entra en collision avec le cuirassé *Nassau,* et le *Sparrowhawk* aborda le *Broke*, qui souffrait d'avaries. Le croiseur allemand *Elbing* fut éperonné et mis hors de combat par le *Posen.* Le *Rostock* fut torpillé. Le reste de la flottille britannique s'éloigna dans la nuit, puis, faisant demi-tour, fondit une seconde fois sur l'ennemi, dont les canons coulèrent les contre-torpilleurs *Fortune* et *Ardent*. Le croiseur cuirassé *Black Prince,* qui était resté en arrière de la flotte, et qui s'efforçait de rejoindre, se retrouva peu après

minuit à moins de 1 500 mètres de l'escadre des super-*dreadnoughts* allemands. Il fut mis en pièces instantanément et son équipage de 750 hommes périt dans sa totalité. À 0 h 25, la tête de la ligne allemande, qui se trouvait à ce moment-là à bâbord derrière la Flotte britannique, traversa les 9e, 10e et 13e flottilles en coulant le contre-torpilleur *Turbulent*. Au cours de ces combats inattendus, les flottilles britanniques qui suivaient docilement dans le sillage de la Grande Flotte subirent des pertes aussi sévères que si on les avait utilisées pour une attaque effective. Le dernier contact eut lieu à 2 h 10, lorsque la 12e flottille aperçut l'ennemi, qui avait à ce moment passé nettement à bâbord. Très agressivement conduite à l'attaque par le capitaine de vaisseau Stirling, elle parvint à couler méthodiquement le *Pommern* et tout son équipage de 700 hommes, puis le contre-torpilleur allemand V 4. Cet engagement marquait la fin du combat.

Jusqu'à minuit et demi, Jellicoe disposait encore du délai suffisant pour atteindre le Horns Rev en temps voulu pour livrer bataille pendant le jour. Et même après cette heure, il aurait encore pu couper l'arrière allemand ainsi que les unités à la traîne. Les grondements répétés de fortes canonnades, la lueur de grandes explosions, les pinceaux de lumière des projecteurs – qui apparaissaient tous successivement d'ouest en est – ne pouvaient vraiment s'interpréter que d'une seule façon. La Grande Flotte n'en continuait pas moins à s'avancer invariablement vers le sud et quand, à 2 h 30 du matin, elle vira vers le nord, les Allemands se trouvaient à tout jamais hors de portée. Cette marche vers le nord éloignait également la Flotte britannique de l'ennemi qui se repliait, et il est certain qu'à partir de ce moment-là, le commandant en chef avait définitivement abandonné toute idée de reprendre les hostilités. Il ne lui restait plus qu'à réunir toutes ses forces, pour balayer la zone de la bataille avec l'espoir d'y rencontrer des navires à la traîne, avant de retourner à ses bases. C'est en effet ce qu'il fit.

C'est ainsi que se termina la bataille du Jutland. Les Allemands proclamèrent leur victoire à grand bruit. Personne n'avait remporté la victoire, mais ils avaient tout lieu d'être satisfaits de leur jeune flotte, qui avait combattu avec intelligence et ténacité. Elle avait réussi à échapper à l'étreinte de forces écrasantes tout en leur infligeant des pertes plus fortes en bâtiments et en hommes que celles qu'elle-même avait éprouvées. La flotte de bataille britannique n'avait jamais eu l'occasion de s'engager à fond. Un seul de ses navires, le *Colossus,* avait été atteint par un obus ennemi, et sur un total de plus de 20 000 hommes qui composaient les équipages des cuirassés, elle n'avait eu que deux tués et cinq blessés. C'est pour forger ce suprême instrument de combat que la Grande-Bretagne avait donné pendant des années le meilleur de ses ressources. Il était infiniment supérieur à celui de son adversaire du point de vue du nombre, du tonnage et de la vitesse et surtout du point de vue de la puissance de l'artillerie, et il lui était au moins égal sous le rapport de la discipline, de la valeur professionnelle individuelle et du courage. Les officiers et les matelots furent profondément déçus et il s'éleva immédiatement un concert de critiques et de récriminations qui durent encore à l'heure actuelle, et au milieu desquelles ce récit a tenté d'exprimer une opinion sincère et impartiale. Toute la Flotte espérait qu'elle aurait bientôt une autre occasion d'agir et s'efforçait ardemment de tirer profit des enseignements de la bataille. La possibilité de vaincre et d'anéantir l'ennemi s'était peut-être offerte au moment du déploiement, elle s'était offerte encore une heure plus tard, au moment où Scheer avait commis sa grave erreur de jugement, et elle s'était offerte pour la troisième fois quand un peu avant minuit le commandant en chef s'était décidé à ne pas tenir compte du message envoyé par l'Amirauté. Trois fois, ce n'est pas rien.

Pourtant, une dernière occasion de forcer la Flotte allemande à s'engager allait encore s'offrir. Six semaines ne s'étaient pas écoulées depuis la bataille du Jutland que l'amiral Scheer reprenait à nouveau la mer dans la soirée du 18 août. Son objectif était de bombarder Sunderland, et son espoir d'attirer la Flotte britannique, si celle-ci intervenait, sur ses flottilles de sous-marins. Sa flottille principale comprenant 17 sous-marins était disposée selon deux lignes sur les routes probables de la Flotte britannique, l'une au large de Blyth et l'autre au large de la côte du Yorkshire, tandis que 12 unités de la flottille des Flandres étaient postées au large des côtes hollandaises. Quatre zeppelins patrouillaient entre Peterhead et la Norvège, trois au large des côtes britanniques entre Newcastle et Hull, et un autre au-dessus de la baie des Flandres. La 2e escadre de bataille allemande, qui comprenait les lents *Deutschland*, n'avait pas été autorisée à accompagner la Flotte pour l'opération. Ainsi protégée par ses dirigeables, assistée par un grand nombre de sous-marins, et allégée du poids de ses unités les plus anciennes, la flotte de Scheer voguait hardiment vers l'Angleterre.

Les mouvements préparatoires des Allemands n'avaient pas échappé à l'Amirauté et, pendant la matinée du 18, les escadres de bataille de la Grande Flotte avaient reçu l'ordre de se rassembler aux *Long Forties*, les croiseurs de bataille devant la rejoindre plus au sud tandis que la force de Harwich se réunissait à l'est de Yarmouth. On avait aussi déployé 26 sous-marins pour intercepter l'ennemi sur sa route : 5 dans la baie d'Héligoland, 8 dans la baie des Flandres, un au large de la côte hollandaise et 12 au large de Yarmouth et de la Tyne.

Les opérations commencèrent de part et d'autre par des attaques sous-marines. À 5 h 05, le cuirassé allemand *Westfalen* était atteint par une torpille lancée par le sous-marin britannique E 23, et il fit demi-tour pour rentrer au port à 7 h 22. L'amiral Scheer avait gardé le cap sans en

dévier avec le reste de sa flotte. Vers 6 heures, le *Nottingham,* l'un des croiseurs de la ligne avancée de Beatty, fut atteint par deux torpilles lancées par l'U-52 et, touché une fois encore à 6 h 25, il sombrait à 7 h 10. On s'était d'abord demandé s'il avait été coulé par une mine ou par une torpille. Mais à 6 h 48 le vaisseau amiral, l'*Iron Duke*, recevait un rapport du *Southampton* qui apportait la certitude que le *Nottingham* avait bien été coulé par une torpille. Arrivait à peu près au même instant un message de l'Amirauté indiquant la position de la Flotte allemande. Sir John Jellicoe semble cependant être resté sous l'impression que le *Nottingham* avait été détruit par une mine. Craignant par conséquent de tomber dans un piège, il faisait faire demi-tour à la Grande Flotte à 7 heures, pour mettre le cap au nord pendant plus de deux heures, jusqu'à 9 h 08.

On ne voit pas bien, en admettant même que le *Nottingham* eût été coulé par une mine, les raisons qui motivaient cette manœuvre. La Grande Flotte aurait pu par un très léger changement de direction s'éloigner de la zone où l'on craignait de rencontrer des champs de mines, et il aurait été ainsi possible de l'interposer entre la Flotte allemande et ses bases. Une situation de ce genre avait été envisagée dans une note rédigée avec le concours du Premier lord naval que j'avais adressée à Sir John Jellicoe au début de la guerre (8 août 1914) :

> Leurs Seigneuries tiennent à souligner que la mission de la Grande Flotte n'est pas d'empêcher des raids de ce genre, mais de combattre la flotte de bataille ennemie… L'ennemi compte que vous vous porterez par la route la plus directe pour empêcher ses raids, et il placera par conséquent une ou plusieurs lignes de mines sur votre itinéraire éventuel, ou utilisera ses sous-marins dans le même but. Si vous l'approchez au contraire en venant de l'est ou du nord-est, vous couperez toute la flotte de ses bases…

> tout en suivant une route où les chances de trouver des mines seront sensiblement réduites. Notre intention est que vous ne teniez pas compte du raid ou des raids qui se produiront, et que vous vous portiez par une voie indirecte en un point où vous vous trouverez interposé entre la flotte ennemie, ou la force de couverture, et les ports allemands.

Cependant, l'U-52 avait obtenu des résultats plus considérables qu'il ne le pensait. Il fallut deux heures à la Grande Flotte pour rattraper le temps perdu après qu'elle eut fait à nouveau demi-tour en direction de l'ennemi. Elle avait donc perdu quatre heures au total et les chances de couper la flotte de haute mer s'en trouvaient fortement diminuées. On ne peut dire cependant que c'est cette cause qui a empêché la bataille d'avoir lieu. Il devait survenir un événement imprévu et de nature différente. L'amiral Tyrwhitt croisait avec la force de Harwich pendant ce temps près du point de concentration sud. Pendant le courant de l'après-midi, Scheer avait reçu cinq renseignements de ses dirigeables, l'un concernant la Grande Flotte et quatre relatifs à la force de Harwich. Il avait également reçu trois renseignements de ses sous-marins sur la situation de la Grande Flotte. Il lui semblait que toutes les unités britanniques qui se trouvaient au nord s'éloignaient de lui comme si quelque concentration devait s'effectuer dans cette direction. Toutefois le dirigeable L13 faisait connaître à 12 h 35 que des forces britanniques importantes se trouvaient à environ 70 milles au sud et qu'on les avait vues faire route au nord à 11 h 30. Il s'agissait là bien entendu du groupe de Harwich. L'amiral Scheer en conclut hâtivement que ce renseignement concernait la Grande Flotte et que sa retraite se trouvait compromise. Il fit donc un demi-tour complet vers 15 h 15 et après avoir attendu que ses croiseurs de bataille viennent le dépasser, il mit le cap sur ses bases. Pendant ce temps, Sir John Jellicoe, ayant rattrapé la

distance perdue et reçu à 13 h 30 un message de l'Amirauté lui indiquant la position à 12 h 33 du navire amiral allemand, s'avançait à une vitesse de 19 nœuds vers la zone que Scheer venait à peine de quitter. Il semblait d'après la carte qui se trouvait à bord de l'*Iron Duke* que la bataille fût imminente et Sir John Jellicoe avait fait tous les préparatifs nécessaires pour passer à l'attaque. Après s'être avancé pendant près de deux heures, paré au combat, ses croiseurs de bataille à tribord, et la 5e escadre de bataille à bâbord avant, il n'apercevait toujours pas trace de l'ennemi. À 15 h 57, tout espoir de rencontrer la Flotte allemande s'était évanoui et la Grande Flotte refit demi-tour pour rentrer au port, en perdant en route un autre croiseur léger, le *Falmouth,* atteint par une torpille de sous-marin. Vers 18 heures, la force de Harwich apercevait la Flotte allemande, mais la Grande Flotte se trouvait trop éloignée pour pouvoir l'appuyer, et à 19 heures, l'amiral Tyrwhitt reprit la route de sa base. C'est ainsi que se terminèrent les opérations de la journée du 19 août.

Il me semble indispensable, avant de terminer ce chapitre, de tirer quelques conclusions des événements qu'il a tenté de décrire. Examinons d'abord la question du matériel. Pour quelle raison trois croiseurs de bataille britanniques ont-ils été aussi rapidement détruits ? Le blindage latéral de l'*Invincible* n'avait qu'une épaisseur de 15 à 18 cm. Ce bâtiment se trouvait engagé à une distance inférieure à 9 000 mètres, et l'explosion de ses soutes a pu être provoquée par les obus de gros calibre qui ont traversé directement sa ceinture cuirassée. Mais le *Queen Mary* combattait à une distance de plus de 16 000 mètres quand il fut atteint par la salve qui lui fut fatale. Une ou deux minutes avant de sauter, il occupait sa place normale dans la ligne, sans avoir subi d'avaries, filant à 25 nœuds et faisant feu de toutes ses pièces. L'*Indefatigable*, qui se trouvait à la même distance extrême, avait succombé tout aussi

aisément. Ces faits ne peuvent s'expliquer que de deux façons. Un obus peut avoir pénétré dans les soutes, ou l'éclatement d'un projectile dans une tourelle peut avoir mis le feu aux munitions qui s'y trouvaient et le jet de flammes s'est propagé par les 18 mètres de la cage du monte-charge jusqu'aux soutes. Il est certain que les soutes des croiseurs de bataille britanniques étaient insuffisamment protégées contre les effets du tir à grande distance. Les batailles navales de la Grande Guerre se sont livrées à des distances très supérieures à celles qui avaient été prévues avant les hostilités. Nos ingénieurs navals n'avaient donc pas tenu suffisamment compte de l'effet des tirs plongeants auxquels les ponts et les coupoles des tourelles allaient être soumis. La cuirasse des croiseurs de bataille allemands était mieux répartie. En outre, les croiseurs de bataille britanniques tels qu'ils avaient été conçus par Fisher et dans une grande mesure par Jellicoe, bien qu'ils fussent armés d'une artillerie supérieure, étaient moins fortement blindés que leurs homologues allemands. En examinant en 1911, d'un œil de profane, les types de navires en construction, j'avais reculé devant le modèle du croiseur de bataille. Il me semblait inutile de dépenser à cette époque 2 millions de livres pour la construction d'un bâtiment de grande puissance et de grande vitesse qui ne pouvait pas se mesurer à la force d'un cuirassé. Je m'étais donc opposé à l'augmentation du nombre des unités de la catégorie des croiseurs de bataille dans laquelle nous avions déjà une supériorité marquée, et je parvins à convaincre le Conseil de l'Amirauté d'annuler la construction du croiseur de bataille prévu dans le programme de 1912 et de construire, au lieu d'un croiseur de bataille et de quatre cuirassés lents, les cinq cuirassés rapides du type *Queen Elizabeth*. J'avais également supprimé des programmes de 1913 et 1914 le croiseur de bataille qui devait être construit chaque année. Ces questions ont été traitées en détail dans le premier tome de cet ouvrage.

Quoi qu'il en soit, il est plus vraisemblable que la destruction du *Queen Mary* et de l'*Invincible* soit due à l'action des flammes qui ont pénétré par le monte-charge, plutôt qu'à celle d'un obus ayant traversé leurs ponts. Les toits des tourelles qui se trouvaient directement exposés aux obus plongeants n'avaient qu'une épaisseur de 75 mm. Le tube par lequel on montait les munitions reliait directement les chambres de manœuvre de la tourelle aux chambres de manipulation qui se trouvaient 18 mètres plus bas, à l'extérieur des soutes. On s'était rendu compte dès la mise en service des cuirassés modernes des dangers que présentaient les jets de flammes dus à une explosion descendant le long de ce tube. Cependant, l'émulation qui régnait entre les unités dans les concours de tir du temps de paix avait amené à négliger l'emploi de diverses précautions. C'est ainsi que l'on n'avait pas doublé les portes devant les soutes à l'extrémité inférieure du tube, et qu'il n'était pas possible d'en tenir une constamment fermée pendant la bataille. Elles n'étaient même pas protégées par de forts rideaux de feutre. Le volet qui fermait le monte-charge dans lequel on hissait les projectiles avait parfois été enlevé, afin d'obtenir une plus grande rapidité de chargement. On avait pris l'habitude de manier à volonté et sans précaution de grandes quantités de cordite. Les sachets de soie des gargousses britanniques n'offraient pas contre le feu les mêmes garanties de sécurité que les douilles de cuivre des obus allemands, bien que celles-ci eussent d'autres inconvénients. Les huit gargousses de cordite qui se trouvaient placées tout le long du tube, depuis la culasse du canon jusqu'aux soutes, constituaient une traînée continue d'explosifs. Le jet de flammes d'un obus de gros calibre éclatant dans l'intérieur de la tourelle, ou provenant de l'inflammation des gargousses qui s'y trouvaient, pouvait donc transmettre l'incendie presque immédiatement à l'intérieur même des soutes. C'est à ces causes qu'il faut le plus vraisemblablement attribuer la destruction du *Queen Mary* et de *l'Indefatigable* et nous

avons vu que le *Lion* avait été bien près de partager le même sort.

Un homme averti en vaut deux, et les Allemands avaient tiré les conséquences d'un accident qui s'était produit pendant la bataille du Dogger Bank en janvier 1915. Un obus de 340 qui avait pénétré dans la deuxième tourelle du *Seydlitz* avait mis le feu aux gargousses, ainsi qu'à un petit approvisionnement d'urgence. La tourelle s'était trouvée enveloppée par une flamme énorme qui, courant le long des passages, avait gagné la tourelle voisine et les avaient éventrées toutes deux en tuant plus de 200 hommes. Cette leçon avait amené des transformations radicales dans les mesures de protection prises pour le ravitaillement en munitions, ainsi que dans la manœuvre, mesures analogues à celles qui furent introduites sur les bâtiments britanniques après la bataille du Jutland.

Les experts navals ont toujours soutenu que si les derniers croiseurs de bataille allemands – sur lesquels nous n'étions pas mal renseignés – avaient une cuirasse supérieure à celle des croiseurs de bataille anglais de la même époque, cet avantage était plus que compensé, parce que nous avions des canons et des projectiles plus gros. L'expérience de la bataille a cependant prouvé que les obus de rupture à forte coiffe d'acier britanniques étaient inférieurs aux obus allemands du *calibre correspondant* en ce qui concerne leur faculté d'exploser après avoir traversé le blindage. Ces constats doivent interdire à tout jamais toute autosatisfaction dans les services techniques de la direction de l'Artillerie navale, et ils doivent amener à l'avenir les Conseils de l'Amirauté à examiner et à vérifier à intervalles réguliers les données techniques qui leur sont présentées, et à les comparer sans parti pris aux résultats obtenus à l'étranger. Quelle pouvait être l'influence de ces défectuosités sur les chances de remporter une bataille navale décisive ? C'est là une question de première importance et à laquelle il est possible de répondre complètement.

Jamais, ni au Dogger Bank ni au Jutland, aucun obus allemand, même parmi les plus gros, n'est parvenu à percer les blindages anglais d'une épaisseur supérieure à 19 cm. Les plaques de blindage supérieures à 22 cm ont résisté à tous les chocs. Les parties vitales de tous les cuirassés britanniques qui ont pris part à la bataille du Jutland étaient protégées par des blindages de 33, 30, 28, ou au strict minimum de 22 cm. Il s'ensuit donc que si le gros de la flotte de bataille britannique avait été sérieusement engagé au Jutland – abstraction faite de la malchance d'avoir un jet de flammes accidentel qui se propage dans un monte-charge –, elle n'aurait pas souffert sérieusement du feu de l'artillerie allemande. On sait que ni l'armement principal ni les machines des quatre *Queen Elizabeth* n'ont été endommagés après avoir subi le feu violent de tous les navires les plus puissants de la flotte de bataille allemande, ainsi que celui des croiseurs de bataille allemands. Sur les cinq obus de 300 qui ont atteint leur épais blindage, pas un n'a pu le percer. La coupole d'une des tourelles du *Malaya* (d'une épaisseur de 12 cm) a été touchée par un projectile de gros calibre sans subir la moindre avarie. On peut donc conclure que la protection des navires de la flotte de bataille britannique était largement suffisante pour résister à l'action des obus de 300 des plus grosses pièces allemandes qui aient participé à la bataille du Jutland.

En revanche, à la bataille du Dogger Bank, un obus britannique de 340 a pénétré et éclaté à l'intérieur d'une des tourelles du *Seydlitz*, dont le blindage avait une épaisseur de 22 cm, et à la bataille du Jutland un obus britannique de 380 a traversé le blindage de 25 cm de l'avant de la tourelle D du *Seydlitz,* tandis qu'un obus de 340 perçait sa cuirasse de coque de 22 cm. Cependant, dans ces deux derniers cas, les effets de l'explosion se sont produits à l'extérieur. Des résultats analogues ont été constatés sur le *Lützow* au Jutland. Au moins un obus de 340 a pénétré et éclaté à l'intérieur d'un blindage de 20 ou de 30 cm, tandis qu'un

autre a défoncé une plaque de tourelle de 25 cm en mettant le feu dans la tourelle. Au moins un obus de 380 a percé une plaque de tourelle du *Derfflinger* de 25 ou de 30 cm, puis explosé à l'intérieur en causant un incendie effrayant qui éventra complètement la tourelle. Tels furent les résultats obtenus dans les deux flottes en se canonnant à longue distance et l'on pourrait facilement citer d'autres exemples du même genre. Si la bataille avait été menée jusqu'à son terme, à moyenne ou à courte distance, la force de pénétration des obus aurait augmenté de part et d'autre, mais la supériorité des projectiles britanniques, plus lourds, aurait continué à s'affirmer au cours de chacune de ces phases.

C'est en tenant compte de ces faits avérés qu'il faut examiner la force numérique des flottes en présence. La supériorité de la ligne de bataille britannique qui comprenait 37 *dreadnoughts* contre 21 unités allemandes de la même classe, et la puissance double de la bordée britannique totale sont des facteurs qui peuvent être considérés à bon droit comme écrasants. La marge de sécurité en ce qui concerne le nombre des unités et leur puissance de feu était si élevée que les graves défauts mentionnés ci-dessus n'avaient plus qu'une importance secondaire, et qu'elle permettait de parer complètement aux accidents.

En ce qui concerne le domaine tactique, il est évident que le raisonnement du commandant en chef britannique donnait la priorité au danger sous-marin causé par les mines ou par les torpilles, au danger de « perdre la moitié de la flotte avant d'avoir tiré un seul coup de canon ». Ce danger, quoique moins grave que l'on ne l'imaginait à ce moment-là, n'en était pas moins réel et redoutable. C'est ce danger, ainsi que sa juste estimation des conséquences si différentes qu'entraînait l'issue de la bataille pour les flottes rivales, qui avait forcé Sir John Jellicoe à n'agir qu'avec une extrême prudence. Il avait délibérément opté pour cette ligne de conduite après y avoir longuement réfléchi, et il s'y était tenu rigoureusement non seulement avant et pendant la bataille du Jutland,

mais après. Cette ligne de conduite ne doit pas être condamnée en raison des épisodes peu satisfaisants qui en ont résulté sans constamment tenir pleinement compte des conséquences qu'une conception opposée ou qu'un excès de témérité aurait pu causer. Même si l'on reconnaît absolument tout cela, plusieurs des décisions importantes prises à la bataille du Jutland ou pendant la sortie de la Flotte allemande le 19 août restent inexpliquées. Dans ces deux occasions, la Grande Flotte pouvait exécuter des manœuvres tactiques lui permettant de ne pas lâcher l'ennemi sans pour autant accroître le danger de tomber dans une embuscade sous-marine. Ces mouvements de la Flotte auraient été rendus possibles si elle avait été entraînée à faire preuve de davantage de souplesse dans la manœuvre. La tentative faite pour centraliser en une seule main l'entière direction de la bataille avec une flotte aussi considérable fut un échec. Le commandant en chef ne pouvait, avec la meilleure volonté du monde, ni voir, ni même savoir ce qui se passait. On ne chercha pas à utiliser la division des cuirassés rapides (les *Queen Elizabeth*), en vue d'attaquer l'ennemi dans la direction opposée et de le contraindre à rester dans la bataille. Les escadres de croiseurs légers et les flottilles britanniques n'ont pas joué le rôle qu'elles auraient dû remplir pour parer et pour briser les attaques des torpilleurs ennemis, devant lesquelles on s'est simplement contenté passivement de faire faire demi-tour à toute la Flotte. Les prudents calculs parfaitement fondés du commandant en chef pour éviter de se laisser attirer dans un piège ne s'appliquaient pas à des situations où l'ennemi était manifestement surpris, coupé de ses bases et aux prises avec des dangers absolument imprévus et imprévisibles. Cette louable prudence s'était transformée en une tournure d'esprit et une doctrine tactique défensives qui entravaient l'action de la Grande Flotte, même dans les cas particuliers où cette prudence n'avait pas lieu de s'exercer.

Les responsabilités écrasantes assumées avec succès, sinon avec triomphe, par Sir John Jellicoe pendant ses deux années de commandement dévoué lui ouvrent un droit indéniable au respect durable du pays. Ce sont toutefois d'autres personnalités et d'autres événements qui ont maintenu pendant la Grande Guerre la chaîne des traditions glorieuses d'audace et de victoire de la Marine royale. C'est vers Beatty et ses croiseurs de bataille, vers Keyes à Zeebrugge, vers Tyrwhitt et son groupe d'attaque de Harwich, vers les flottilles de contre-torpilleurs et de sous-marins qui ont affronté tous les adversaires par tous les temps, vers les bateaux-pièges et leurs extraordinaires aventures, vers l'inébranlable ténacité de la marine marchande britannique que se porteront les regards des générations à venir.

---

1. Jellicoe, John Rushworth (vicomte de Scapa), *The Grand Fleet, 1914-1916,* Londres, Cassel, 1919 (édition française : *La « Grand Fleet » (1914-1916),* Paris, Payot, 1928). (WSC)

2. . « Duc de Fer », surnom admiratif donné au vainqueur de Waterloo, le duc de Wellington.

3. 28 au total en y comprenant les quatre *Queen Elizabeth*. (WSC)

4. Rapport officiel de l'Amirauté, p. 49-50. (WSC)

5. *Commander-in-Chief's Despatches, Jutland Papers* p. 21. (WSC)

6. On indique aujourd'hui qu'il n'a reçu ce renseignement qu'à son retour à sa base. (WSC)

CHAPITRE XII

LA BATAILLE DE LA SOMME

Un sentiment d'inévitabilité semble planer sur les champs de bataille de la Somme. Les armées britanniques avaient tant d'ardeur, leurs chefs tant de confiance dans le succès, les appels de nos alliés tant de force, et il semblait si facile d'obtenir des résultats décisifs qu'aucune puissance humaine n'aurait pu empêcher cette tentative. Pendant tout le printemps, les Français s'étaient battus et sacrifiés à Verdun en immolant leurs hommes sur cet autel, et tous les instincts chevaleresques des « nouvelles armées » britanniques les portaient à venir à l'aide de la France et les rendaient prêtes à tous les sacrifices et à toutes les audaces. Les succès surprenants remportés par Broussiloff augmentaient encore, s'il est possible, la confiance des généraux britanniques. Ils étaient absolument certains de battre l'ennemi et de briser le front de l'envahisseur en territoire français. Ils se fiaient au dévouement de leurs troupes qu'ils savaient être sans bornes, ils comptaient sur les quantités énormes de bouches à feu et d'obus, jamais vues jusque-là, et ils déclenchèrent leur offensive avec un très haut sens du devoir et la foi la plus assurée dans le succès.

La fin de l'année 1915 fut également marquée par un changement dans le commandement des armées britanniques en France. Nous avons vu dans quelles circonstances et avec quelles réserves Sir John French s'était laissé entraîner à coopérer à Loos en septembre à la grande et imprudente offensive française de Champagne. Il s'était conformé loyalement, et même finalement avec ardeur, aux désirs de Lord Kitchener et à l'assentiment donné par le Cabinet britannique. Mais au lendemain de l'échec personne ne lui en sut gré. Ceux qui n'avaient pas eu la conviction ou la fermeté nécessaires pour arrêter cette attaque perdue d'avance s'érigèrent sans difficulté en censeurs après un insuccès inévitable. Pendant tout le mois de décembre, on prit des mesures à la suite desquelles Sir John French passa à la fin de l'année du commandement des armées britanniques en France à celui des forces armées dans les îles Britanniques et il fut remplacé à ce poste important par le commandant de sa 1re armée, Sir Douglas Haig.

Sir Douglas Haig était, tant par sa valeur personnelle que par ses titres professionnels, le meilleur officier de l'armée britannique. Il avait obtenu toutes les qualifications, acquis par expérience toutes les connaissances et rempli tous les postes nécessaires à l'exercice du haut commandement. Officier de cavalerie de bonne famille et de fortune indépendante, il avait consacré sa vie entière aux études et à la pratique des questions militaires. Il avait rempli les fonctions de capitaine-major de son régiment et fait partie de son équipe de polo, il était passé par l'École de guerre, il avait été chef d'état-major de la division de cavalerie pendant la guerre des Boers, il avait gagné un grade et des décorations sur le champ de bataille. Il avait commandé une colonne, occupé un commandement dans l'armée des Indes, servi au ministère de la Guerre. Il avait commandé à Aldershot les deux divisions constituant le seul corps d'armée britannique organisé et c'est à ce titre qu'il avait emmené en France le 1er corps d'armée britannique. Il avait joué le rôle le plus

actif dans toutes les batailles livrées sous les ordres de Sir John French. Au moment le plus critique de la première bataille d'Ypres, les bataillons et les batteries britanniques exténués, inférieurs en nombre et en pleine retraite, avaient été ranimés par la vue de leur commandant de corps d'armée s'avançant lentement à cheval à la tête de tout son état-major sur la route de Menin balayée par les obus jusqu'à ce qu'il ait atteint la ligne de feu elle-même.

Aucun autre officier ne possédait un ensemble d'emplois et de titres comparable aux siens. Il avait rempli avec un mérite exceptionnel toutes les exigences considérées comme importantes par la hiérarchie militaire britannique d'avant guerre. Depuis des lustres, au fil de sa carrière, il était considéré tant par ses chefs que par ses égaux comme quelqu'un certain d'atteindre, s'il survivait, les plus hauts grades de l'armée britannique. Le colonel Henderson, professeur à l'École de guerre à l'époque où Haig y recevait ses brevets, avait prédit qu'il ne pouvait en être autrement. Sa conduite pendant la première année de la guerre avait justifié tous ces espoirs. Sa nomination comme commandant en chef lors du départ de Sir John French n'avait causé ni surprise, ni mécontentement, ni jalousie. L'armée professait à son égard une confiance qui n'a jamais été ébranlée par les variations de la Fortune, les déceptions et les erreurs inévitables pendant trois années d'une guerre de la plus grande envergure.

L'estime de ses frères d'armes trouvait une contrepartie salutaire dans la confiance qu'il avait en lui-même. Il estimait à juste titre que c'étaient ses mérites qui lui avaient valu son poste, il ne se connaissait pas de rivaux et il savait qu'il ne le devait ni à la faveur ni à l'intrigue. Cet état d'esprit avait une valeur inestimable. Joint à un caractère résolu et égal, il lui permettait de supporter avec sang-froid non seulement les chocs de la défaite et du désastre provoqués par l'ennemi, mais encore tous les tourments plus complexes et non moins pénibles provenant de

ses rapports avec les alliés français et les Cabinets britanniques. Il était aussi sûr de lui à la tête de l'armée britannique que peut l'être un gentilhomme campagnard sur les terres foulées par ses ancêtres depuis des générations et qu'il a consacré toute sa vie à cultiver. Mais la Grande Guerre n'a pas connu de maître, personne n'a été de taille à se mesurer à ses vastes événements inédits. Il ne s'est pas trouvé d'homme dont la main ait pu en maîtriser les ouragans ou dont l'œil ait su percer ses nuages de poussière tourbillonnants. S'il nous faut, dans l'intérêt des générations à venir, rechercher et établir à leur juste valeur dans ce récit ce que l'on estime être les faits exacts, il n'en faut pas moins reconnaître qu'aucun autre sujet du roi n'aurait pu supporter les épreuves qui étaient son lot quotidien avec le flegme, la trempe et la force d'âme dont a fait preuve Sir Douglas Haig.

Les conceptions militaires qui avaient présidé à l'établissement du plan d'opérations se caractérisaient par leur simplicité. Le commandement français et britannique avait choisi pour déclencher son offensive le point où les positions ennemies étaient incontestablement les plus fortes et les mieux défendues du monde, comme l'écrira Sir Douglas Haig[1] :

> Pendant près de deux ans l'ennemi n'avait négligé aucun effort pour rendre ces positions imprenables. Les premières et secondes positions comprenaient chacune plusieurs lignes de tranchées profondes munies d'un grand nombre d'abris à l'épreuve des bombardements, et reliées par de nombreux boyaux. Dans chacune, l'avant des tranchées était protégé par des réseaux de fils de fer d'une largeur de trente à quarante mètres, doubles en de nombreux points et constitués par des piquets de fer reliés par du barbelé atteignant presque la grosseur d'un doigt.

Les nombreux bois et villages compris dans ces deux positions, ou dans les intervalles qui les séparaient, avaient été transformés en de véritables forteresses. On avait utilisé les caves profondes qui se trouvent généralement dans les villages ainsi que les excavations et les carrières fréquentes dans une région calcaire pour abriter les mitrailleuses et les mortiers de tranchée. On avait complété les caves existantes par des abris soigneusement exécutés, comprenant parfois deux étages reliés par des passages situés parfois à dix mètres au-dessous de la surface du sol. Les saillants de la position ennemie qui permettaient de flanquer le front avaient été organisés en fortins indépendants, protégés souvent par des champs de mines, tandis que des points d'appui solides et des emplacements bétonnés de mitrailleuses avaient été construits de sorte à pouvoir balayer les tranchées si elles étaient prises. Le terrain offrait aux Allemands de bons observatoires pour l'artillerie et ils avaient pris toutes les dispositions voulues pour qu'aucun secteur n'échappe au feu de leurs batteries.

Ces différents systèmes défensifs, ainsi que les points fortifiés et les centres de résistance qui les reliaient, avaient été adroitement situés de façon à se soutenir mutuellement et à utiliser au maximum les tirs de flanc et d'enfilade des mitrailleuses et de l'artillerie. Ils constituaient, pour résumer, moins une série de positions successives qu'un système complexe d'une profondeur et d'une puissance redoutables.

Derrière sa seconde position, en dehors des bois, des villages et autres centres de résistance déjà mis en état de défense, l'ennemi disposait de plusieurs lignes de repli déjà achevées, et nous savions par les reconnaissances aériennes qu'il travaillait activement à les améliorer et à les renforcer, tout en creusant de

> nouvelles lignes soit dans leurs intervalles, soit encore plus à l'arrière.

Pour l'état-major, tous ces éléments désignaient ce secteur comme parfaitement indiqué pour notre offensive, et il était certain que si l'on pouvait y battre l'ennemi, il s'en trouverait plus démoralisé que s'il l'avait été sur un champ de bataille moins solidement organisé.

Sir Douglas Haig décrit également ses préparatifs d'attaque, à la fois minutieux et très simples :

> On avait rassemblé à l'avance des stocks énormes de munitions et de matériel de tout genre à distance convenable du front. On avait posé, pour en assurer le transport, des kilomètres de voies ferrées – normales et étroites – et de lignes de tramways de tranchées. Toutes les routes avaient été améliorées, et l'on en avait construit de nouvelles, ainsi que longues chaussées surélevées dans les vallées marécageuses… On avait creusé des dizaines de kilomètres de boyaux profonds, des tranchées nécessaires à la pose des fils téléphoniques, au rassemblement et à l'attaque des troupes, ainsi que de nombreux emplacements de batteries et des observatoires.

Dans ces conditions, il ne fallait pas escompter la surprise. Rien ne pouvait cacher qu'il allait s'agir d'une pure épreuve de force, où les troupes lancées à l'assaut allaient pouvoir déployer toute leur valeur. Pendant des mois les Allemands avaient pu suivre les énormes préparatifs qui se poursuivaient ouvertement dans le secteur d'attaque. Pendant une semaine leurs tranchées avaient été pilonnées par les trombes infernales de fer et de feu d'une préparation d'artillerie d'une

intensité variable, mais d'une puissance inégalée. L'opiniâtre infanterie allemande, tapie dans les abris profonds creusés dans le calcaire et qui par suite du bombardement manquait fréquemment de vivres et d'eau, attendait le signal de regagner ses parapets démolis. Les brèches que les shrapnells britanniques avaient laborieusement creusées dans les réseaux de barbelés avaient été soigneusement étudiées, et l'on avait placé des mitrailleuses de façon à les balayer ou à en couvrir les accès par des feux de flanc. Une seule mitrailleuse, entre des mains expertes et résolues, peut abattre 500 hommes et les laisser morts ou mourants sur le terrain, et un millier de ces engins habilement répartis sur les diverses lignes de défense de l'ensemble du front ennemi n'attendaient que leurs proies. À l'arrière, les artilleurs allemands, qui n'avaient pas souffert des tirs ennemis, se tenaient prêts à déclencher leurs barrages défensifs sur les premières lignes, sur les boyaux et sur les tranchées de rassemblement britanniques.

Le colonel Boraston reste volontairement vague dans son récit sur les objectifs que son chef se proposait d'atteindre le 1er juillet. Le plan d'opérations franco-britannique visait pourtant à battre en brèche tout le système défensif allemand sur un front large d'un grand nombre de kilomètres, puis de progresser en éventail – les Britanniques vers le nord-est et vers le nord, les Français en direction du sud-est – pour déborder de flanc la partie exposée de la ligne allemande, tandis que des divisions de cavalerie britanniques et françaises se tenaient prêtes à s'élancer dans la trouée ainsi créée. Les Français devaient atteindre les hauteurs situées à l'est de la Somme, au sud de Péronne, tandis que « l'objectif correspondant des Britanniques » était constitué par « les hauts de terrain qui s'étendent en demi-cercle des environs du Transloy jusqu'à Achiet-le-Grand, en passant par Bapaume[2] ». Mais, comme nous le dit le colonel Boraston, on n'espérait pas atteindre ces objectifs dès le premier assaut :

> Ces positions de la Somme étaient les objectifs fixés aux armées intéressées et non pas les objectifs des unités engagées successivement dans leurs secteurs. Elles marquaient le point où l'on estimait que la progression serait suffisante… pour permettre aux armées alliées d'entamer la deuxième phase de l'offensive, c'est-à-dire le débordement des forces allemandes sur leur flanc, au point de rupture.

On s'attendait certainement dès le début à ce que les opérations fussent longues et ardues, mais on n'avait pas, comme on le verra par la suite, suffisamment tenu compte de l'importance du facteur temps. On a l'impression que l'on se souciait relativement peu que cette progression et ce mouvement débordant s'effectuassent en quelques jours, en une ou deux semaines ou même davantage. Cette manière de voir ne se défend pas, car toute l'efficacité du plan d'opérations était fonction de la rapidité mise à l'exécuter. S'il s'écoulait par exemple deux ou trois jours entre le moment où la percée était réalisée et celui où l'on entamait le mouvement en éventail, l'ennemi disposerait du temps nécessaire pour replier ses lignes de part et d'autre de la brèche, et toute une nouvelle toile d'araignée de lignes fortifiées ferait obstacle à une quelconque progression ultérieure. Tout espoir de percée en grand suivie d'un débordement sur les ailes reposait sur une progression suffisamment rapide pour empêcher l'ennemi de construire et d'organiser de nouvelles lignes de défense. Pour que le plan d'opérations conçu par Joffre et Haig pût donner des résultats autres que ceux de la seule bataille d'usure, il était indispensable que l'avance fût continue et rapide, et que les objectifs prévus fussent atteints au plus tard en deux ou trois jours. Si l'on n'y parvenait pas, la grande offensive aurait échoué. On pouvait certes déclencher par la suite d'autres attaques qui donneraient des

succès partiels, mais il fallait abandonner tout espoir d'une percée de grande envergure.

Il est facile de prouver que l'on escomptait en fait une progression rapide et que l'on avait tout fait pour. L'usage que fit Haig de son artillerie montre clairement les résultats immédiats qu'il visait. L'artillerie britannique, loin de concentrer ses feux sur les premières lignes où l'assaut allait se porter, les avait répartis sur les deuxièmes et sur les lignes plus éloignées, ainsi que sur de nombreux points fortifiés situés à l'arrière, avec l'espoir évident que ces défenses seraient atteintes dès le premier ou le deuxième jour de la bataille. Le rassemblement de la cavalerie britannique et française à proximité immédiate du front révèle également quelles étaient sans conteste les espérances et les ambitions du commandement.

Le 1er juillet 1916, à 7 heures du matin, les troupes britanniques et françaises sortaient de leurs tranchées, munies de leurs casques d'acier et de leurs masques à gaz, pourvues des engins de guerre les plus récents, bombes, mortiers, mitrailleuses légères et lourdes, et s'avançaient, appuyées par toute leur artillerie, sur un front de 45 kilomètres. On engagea presque dès le début 14 divisions britanniques et 5 françaises. Au sud de la Somme, sur le secteur d'attaque français, les Allemands furent complètement pris par surprise. Ils n'avaient pas cru les Français capables d'un effort offensif sérieux après tout ce qu'ils venaient de subir à Verdun. Ils s'attendaient tout au plus à une démonstration et n'avaient pas fait les préparatifs nécessaires. Aussi l'attaque française, bien que malheureusement déclenchée dans des proportions trop faibles, sans que cela fût justifié par la nécessité, parvint-elle à prendre le dessus et à capturer les troupes allemandes sur toute la profondeur de leur première position.

Rien là de commun avec le sort réservé aux Britanniques. Partout l'ennemi était fin prêt en face d'eux. Les sept jours de préparation

d'artillerie étaient bien loin d'avoir donné les résultats attendus. Terrés bien en sûreté dans leurs abris profonds, les défenseurs et leurs mitrailleuses n'avaient pour ainsi dire pas souffert. Ils en avaient surgi au moment de l'assaut, voire même après avoir laissé passer ses différentes vagues, en entamant des tirs meurtriers. La première ligne allemande était partout franchie, mais on n'avait pas progressé rapidement à l'intérieur de la position, sauf à l'aile droite. Les trois divisions britanniques qui s'y trouvaient s'emparaient de Montauban et de Mametz, et d'une zone de 7 kilomètres de large sur 2,5 kilomètres de profondeur, isolant ainsi Fricourt vers le sud. La 21e division, qui se trouvait au nord du village, avait progressé également d'environ un kilomètre et demi. Mais l'on ne réussit pas à s'emparer de Fricourt en dépit d'attaques répétées contre sa garnison, qui se trouvait presque coupée. Il en était de même plus au nord, où les deux divisions de la 3e armée, qui s'étaient avancées de 900 mètres, ne réussirent pas, en dépit de leurs efforts renouvelés, à prendre La Boiselle ni Ovillers sur les longs contreforts du plateau de Pozières. À la nuit tombante, les progrès réalisés dans cette partie du champ de bataille se limitaient à deux poches ou saillants qui avaient été creusés dans la position ennemie. L'attaque du 10e corps, lancée par trois divisions, se brisa contre les immenses défenses du plateau de Thiepval et de ses contreforts. Toutes les attaques lancées contre Thiepval échouèrent, bien que l'on se fût emparé de ses deux grands points d'appui, les redoutes de Leipzig et des Souabes, et cet échec entraîna l'abandon de la redoute des Souabes. À l'extrême gauche, en face de Beaumont-Hamel, le 8e corps, après avoir pris pied dans la première ligne ennemie, était repoussé sur sa base de départ. L'attaque secondaire menée par la 3e armée contre Gommecourt avait complètement échoué, car les défenses allemandes n'y avaient pour ainsi dire pas souffert de la longue préparation d'artillerie.

*
* *

Abandonnons ce point de vue d'ensemble pour suivre de plus près l'action d'une seule division. La 8e division, avec ses trois brigades accolées, avait pour mission de s'emparer de l'éperon d'Ovillers : la brigade du centre en attaquant de front, les deux autres par les vallées latérales. Ces deux vallées étaient soumises à des tirs d'enfilade à partir des positions allemandes de La Boiselle et de Thiepval. Ces trois brigades trouvaient en face d'elles le 180e régiment d'infanterie allemand qui tenait le front avec deux bataillons et un troisième en réserve au nord de Pozières. Si l'on tient compte de ses réserves, ce régiment mettait en ligne 10 compagnies, soit environ 1 800 hommes contre les 3 brigades de la 8e division dont l'effectif se montait à 8 500 baïonnettes environ.

À 7 h 30, le barrage de l'artillerie britannique prit fin, les mortiers de tranchée cessèrent le feu, et les bataillons de tête des trois brigades lancèrent l'assaut, chacun déployé sur un secteur de 350 mètres. Un feu violent de mitrailleuses et de fusils se déclencha immédiatement sur tout le front de la position allemande et particulièrement dans les nids de mitrailleuses de La Boiselle et d'Ovillers, tandis que le barrage des batteries ennemies situées au-delà d'Ovillers s'abattait presque simultanément dans le no man's land, sur les tranchées de première ligne et les tranchées de soutien britanniques. Donnons maintenant la parole à un témoin oculaire allemand :

> L'intensité du bombardement fit comprendre à tous que c'était un prélude à l'attaque d'infanterie attendue. Les hommes qui se trouvaient dans les abris se tenaient donc prêts, leur ceinture garnie de grenades à main, serrant leurs fusils et surveillant le moment où le barrage allait se reporter des premières lignes vers

l'arrière. Il était vital de ne pas perdre une seconde en allant se déployer à découvert pour aller cueillir l'infanterie britannique, qui allait s'avancer immédiatement derrière son barrage d'artillerie. En observant les tranchées britanniques avec les longs périscopes de tranchée qui se dressaient à l'entrée des abris, on pouvait apercevoir des quantités de casques au-dessus de leurs parapets, ce qui prouvait que les troupes d'assaut étaient prêtes à s'élancer.

À 7 h 30, la grêle d'obus s'arrêta aussi brusquement qu'elle avait commencé. Nos hommes remontèrent précipitamment par les puits profonds qui menaient au-dehors et coururent se jeter isolément ou par groupes dans les trous d'obus les plus proches. Les mitrailleuses furent sorties de leurs abris et mises en batterie au plus vite, tandis que leurs servants traînaient le long des marches les lourdes caisses de munitions pour les apporter auprès des pièces. Une ligne de feu rudimentaire était dès lors en place. Nous avions à peine pris position quand nous vîmes déboucher des tranchées des vagues successives de fantassins britanniques. La première semblait se prolonger indéfiniment à droite et à gauche. Elle fut bientôt suivie par une deuxième, puis par une troisième et par une quatrième. Les hommes s'avançaient d'un pas tranquille et égal, comme s'ils s'attendaient à ne trouver que des morts dans nos tranchées de première ligne…

La première vague, précédée par une mince ligne de voltigeurs et de grenadiers, se trouvait déjà au milieu du no man's land. L'ordre « Parez à tirer ! » passa tout le long du front de trou d'obus en trou d'obus. Les têtes émergèrent de leurs rebords, où les hommes prenaient la position qui leur donnait la meilleure visibilité avec les mitrailleuses solidement en place. Quelques instants plus tard, alors que la première ligne d'infanterie

britannique se trouvait à moins de cent mètres, le crépitement des mitrailleuses et des fusils éclata sur toute la ligne des cratères. Certains tiraient le genou à terre pour mieux distinguer leurs objectifs dans ce terrain bouleversé, tandis que d'autres, poussés par l'excitation du moment et inconscients du danger, tiraient debout sur la masse humaine qui se trouvait en face d'eux. Des fusées rouges s'élancèrent dans le ciel bleu pour donner l'alerte à l'artillerie, et aussitôt après des milliers d'obus lancés par les batteries allemandes qui se trouvaient à l'arrière déchiraient l'air et éclataient au milieu des vagues d'assaut.

Il semblait que des sections entières tombaient et les vagues arrière qui s'avançaient en formations plus compactes se dispersèrent rapidement. Sous cette grêle d'obus et de balles, la progression de l'ennemi se délita rapidement. On apercevait tout le long de la ligne des hommes qui levaient les bras et s'effondraient pour ne plus se relever. Les grands blessés, en proie à d'atroces souffrances, se roulaient de tous côtés et les moins sérieusement atteints rampaient jusqu'au trou d'obus le plus proche pour y chercher un abri. Mais le soldat britannique ne manque pas de courage et une fois qu'il a pris le collier, il ne se laisse pas facilement détourner de son but. Les vagues d'assaut, bien que fortement atteintes et présentant de nombreux vides, n'en avançaient que plus vite. Au lieu de marcher tranquillement, elles procédaient par bonds au pas de gymnastique.

Au bout de quelques minutes, les unités de tête se trouvaient tout près de notre première ligne, et tandis que quelques-uns d'entre nous continuaient à tirer à bout portant, d'autres leur lançaient des grenades. Les grenadiers britanniques ripostèrent pendant que l'infanterie lançait l'assaut à la baïonnette. Le tumulte était

> indescriptible. Les commandements criés à haute voix et les hurrahs stridents des Britanniques qui chargeaient couvraient le fracas des mitrailleuses, des fusils et des grenades, et même les sourds grondements de la canonnade et l'explosion des obus. À ces bruits se mêlaient les plaintes et les gémissements des blessés, les demandes de secours et les derniers cris des mourants. Les vagues de l'infanterie britannique venaient se briser sans discontinuer contre les défenses allemandes, comme des vagues qui se font repousser contre une falaise.
> On avait de part et d'autre fait preuve d'une bravoure et d'un courage sans précédent, ainsi que d'une opiniâtreté poussée jusqu'à l'acharnement[3].

Les soldats britanniques qui avaient échappé à cet effroyable carnage parvinrent à pénétrer en plusieurs points dans les tranchées allemandes. Mais ils n'étaient nulle part assez nombreux pour conserver leurs positions, et vers 9 heures, tout ce qui restait d'hommes encore vivants et indemnes s'était replié dans les tranchées de départ, ou s'abritait dans les trous d'obus du no man's land, ou bien encore se défendait désespérément en isolés dans les tranchées allemandes qui avaient été enlevées. L'état-major de la division donna aussitôt l'ordre de renouveler l'assaut, mais les commandants de brigade rendirent compte qu'ils ne disposaient plus des moyens nécessaires. L'état-major du 3e corps envoya alors une brigade fraîche. Mais avant qu'elle n'ait eu à subir le sort des trois autres, on constata que les éléments britanniques isolés à l'intérieur des lignes allemandes avaient été mis partout hors de combat et l'on décommanda l'attaque.

En un peu plus de deux heures, la division avait perdu au total 218 officiers sur 300 et 5 274 sous-officiers et hommes de troupe sur les 8 500 qui avaient participé à l'attaque. Dans la soirée du 1er juillet, le

180e régiment d'infanterie allemand réoccupait la totalité de ses tranchées. Cette journée de combat lui avait coûté 8 officiers et 273 hommes tués, blessés ou disparus. Il n'avait engagé que deux bataillons, car il n'avait pas été nécessaire de faire appel au bataillon placé en réserve.

Lorsque la nuit tomba sur le champ de bataille où le tonnerre du canon se faisait encore entendre, près de 60 000 soldats britanniques avaient été tués, blessés ou faits prisonniers. C'étaient là les pertes les plus lourdes et le plus grand massacre subis en un seul jour dans toute l'histoire de l'armée britannique. Près de la moitié des fantassins qui avaient lancé l'assaut y avaient connu la mort, la mutilation ou la captivité. En face, nos gains, en dehors du terrain conquis, se montaient à 4 000 prisonniers et à une vingtaine de bouches à feu. Il faut quelque audace au colonel Boraston pour écrire : « Les événements du 1er juillet… confirmaient les conclusions du haut commandement britannique et justifiaient très largement les procédés tactiques mis en œuvre[4]. »

La censure dissimula l'étendue du désastre, dont la signification fut atténuée par une prolongation de la bataille sur une échelle beaucoup plus réduite, 4 divisions seulement y prenant part. Les divisions brisées qui se trouvaient à la gauche furent placées sous les ordres du général Gough, et cette formation, baptisée initialement « corps de réserve » pour recevoir les divisions mises au repos, fut renommée « armée de réserve » avec l'ordre de continuer à exercer sur le front ennemi « une pression lente et méthodique ». À partir de ce moment, la bataille se réduisit à des opérations d'importance secondaire, qui se poursuivirent sans arrêt sur un front relativement restreint. Les pertes subies au cours de cette phase furent cependant moins disproportionnées, car les Allemands y lancèrent de sévères contre-attaques.

> Les résultats acquis pendant ces cinq jours de bataille, *comme le dit Haig avec une précision rigoureuse*, peuvent se résumer ainsi : nos troupes ont enlevé sur un front large d'une dizaine de kilomètres la totalité de la première et de la plus solide des positions de l'ennemi… Elles l'ont repoussé à une distance de près de deux kilomètres et elles se sont emparé de quatre villages solidement fortifiés.

Mais on n'avait obtenu ces avantages qu'en perdant presque 100 000 de nos meilleurs soldats. La bataille se poursuivit. Les objectifs n'étaient plus que des villages réduits en poussière et des bois déchiquetés, et le terrain conquis au cours des avances successives était si limité en largeur comme en profondeur qu'il ne permettait plus d'obtenir le moindre résultat d'importance stratégique. Une attaque menée le 14 juillet à l'aube en direction de Bazentin-le-Grand avait permis d'obtenir un succès local, et l'on informa aussitôt le monde entier qu'un escadron du 7e régiment de dragons de la Garde s'était avancé à cheval jusqu'à High Wood, qu'on lui fit évacuer le jour suivant.

> La seconde position principale de résistance de l'ennemi, *poursuit Sir Douglas*, avait été enlevée sur un front de près de cinq kilomètres et nous l'avions obligé à se replier sur près de deux kilomètres… on lui avait enlevé, au cours de combats opiniâtres, quatre autres villages fortifiés et trois bois, et nos éléments avancés avaient pris pied dans sa troisième position. [*Malheureusement l'ennemi*] avait établi de nouvelles tranchées précédées de réseaux de barbelés, tant sur le front qu'en arrière de ses anciennes premières lignes. Il avait également fait venir des unités fraîches et l'on ne pouvait plus compter sur la

> surprise. Nous nous trouvions donc en présence d'un problème des plus difficiles… et ces difficultés furent accrues au mauvais moment par le mauvais temps[5].

À mesure que les divisions qui avaient été spécialement entraînées en vue de la bataille se trouvaient décimées et usées, ce qu'il en restait allait occuper les tranchées des secteurs tranquilles, libérant ainsi de nouvelles divisions fraîches qui entraient à leur tour dans la fournaise. Ce n'est que le 20 juillet que l'on procéda de nouveau à des opérations importantes. Ce jour-là, et lors des deux journées qui suivirent, 17 divisions britanniques et françaises furent engagées dans une attaque groupée sur le front Pozières-Foucaucourt. Les pertes furent encore très lourdes, particulièrement dans les rangs britanniques, et l'on ne progressa en moyenne que de quelques centaines de mètres sur toute l'étendue du front.

Puis la bataille dégénéra une fois encore en des combats locaux et sanglants menés par 2 ou 3 divisions qui étaient relevées dès qu'elles étaient usées, et qui s'usaient aussi vite qu'elles étaient renouvelées. À la fin de juillet, on avait progressé d'environ 4 kilomètres sur un front qui ne dépassait guère 3 kilomètres de large, et ces avantages nous avaient coûté 171 000 tués ou blessés[6]. On avait fait 11 400 prisonniers allemands, mais le nombre des prisonniers britanniques et des blessés tombés entre les mains de l'ennemi était deux fois supérieur et un nombre d'entre eux avaient été condamnés, par suite de la sévérité de la lutte, à mourir entre les deux lignes sans recevoir d'assistance de leurs camarades ou de leurs adversaires.

Les caractéristiques des batailles de Verdun et de la Somme sont analogues. Dans l'une comme dans l'autre, on avait choisi une zone d'attaque et tout autour de ce champ de bataille on avait déployé des lignes doubles, triples, quadruples d'énormes canons. Pour les alimenter,

on avait construit à l'arrière des voies ferrées et élevé des montagnes d'obus. Tous ces préparatifs avaient exigé des mois. Puis le champ de bataille avait été complètement encerclé par des milliers de canons de tous calibres, en réservant au centre une vaste région de forme ovale. C'est dans cette arène redoutable que toutes les divisions des deux armées, pilonnées par le feu constant des artilleries qui les entouraient, étaient condamnées à passer à tour de rôle, en s'y faisant broyer comme entre les dents d'un engrenage.

Une canonnade continue se poursuivit pendant des mois avec la même colossale intensité, et les troupes héroïques de ces splendides divisions furent mises en pièces à tour de rôle dans cette épouvantable noria. Puis l'hiver arriva, avec ses torrents de pluie qui alourdissaient de boue les pieds des hommes, avec ses voiles de brume qui s'étendaient devant les yeux perçants des artilleurs. L'arène était recouverte par les eaux, comme celle du Colisée à l'époque où les Romains se donnaient des spectacles de ce genre, mais de proportion moindre. Le terrain pulvérisé par les explosions se transformait en une immense mer de boue ensanglantée, retournée par des milliers de véhicules, par des centaines de milliers d'hommes et par des millions d'obus. La bataille ne s'en poursuivait pas moins, les dents de l'engrenage continuaient implacablement à tourner et l'écho de l'artillerie grondait toujours. Les jambes des hommes finirent par ne plus pouvoir bouger, ils surnageaient et s'enlisaient désespérément dans le cloaque. Leur ravitaillement en vivres et en munitions n'avançait que difficilement sur les routes défoncées et encombrées.

Plus la lutte se prolongeait et plus les conditions relatives de l'attaque et de la défense s'équilibraient. Les tranchées disparaissaient, les réseaux de fils de fer volaient en éclats. La bataille se transformait progressivement en une série de combats à découvert dans un désert de trous d'obus. Les pertes de l'ennemi augmentaient chaque semaine. La

bataille reprit de plus belle lors de grandes opérations lancées le 25 septembre et les jours suivants, puis le 13 novembre, on déclencha une attaque d'envergure le long d'un petit affluent de l'Ancre et sur Beaumont-Hamel, qui fut brillamment enlevé.

Bien que les Allemands n'aient employé et exposé au cours de chacune de ces phases que des effectifs très sensiblement inférieurs à ceux des Britanniques, les épreuves qu'ils eurent à subir en se défendant furent sans doute encore plus terribles que celles des assaillants, et le moral de l'armée allemande, qui voyait ses tranchées enlevées les unes après les autres tandis que leurs occupants étaient massacrés ou faits prisonniers, s'en trouva sans conteste profondément atteint. Alors que les Britanniques, malgré la proportion beaucoup plus élevée de leurs pertes, avaient le sentiment de progresser constamment tout en étant encouragés par les trophées ou les prisonniers dont ils s'emparaient, les troupes allemandes, en dépit de leur ténacité, ne pouvaient échapper à l'impression qu'elles se faisaient peu à peu avaler par un adversaire plus puissant. Et ce sentiment a été durable, car si les troupes de choc et les divisions d'assaut allemandes ont fait preuve au cours des opérations ultérieures des plus belles qualités, et accompli des actions d'éclat remarquables, la masse des sans-grade allemands n'a plus jamais combattu avec la même vigueur que sur la Somme.

La 27e division allemande, qui défendait Guillemont, était l'une des meilleures unités engagées dans la bataille et on trouve ce qui suit dans son historique :

> Il est incontestable que les épreuves subies dans la Somme ont atteint un maximum qui n'a jamais été approché depuis lors. Ce que nous y avons connu a dépassé tout ce que l'on pouvait prévoir. Le feu de l'ennemi ne s'interrompit jamais pendant une seule heure. Les obus tombaient jour et nuit sur nos premières

lignes, en causant d'affreux ravages dans les rangs de leurs occupants ; ils tombaient sur les voies d'accès de ces premières lignes en rendant infernal tout mouvement en direction du front ; ils tombaient sur les tranchées arrière et sur les positions de l'artillerie, en anéantissant les hommes et le matériel dans des conditions inconnues auparavant et qui ne se sont pas reproduites par la suite ; ils atteignaient même fréquemment les bataillons mis au repos dans les arrières éloignés du front, en y occasionnant des pertes exceptionnellement douloureuses pendant que notre artillerie restait impuissante devant tout cela. […]
La division a fait preuve au cours des combats de la Somme en 1916 d'un héroïsme qu'elle n'a jamais retrouvé par la suite, si remarquable qu'elle se soit montrée jusqu'à la fin de la guerre… *les hommes de 1918 n'avaient ni la trempe, ni la hargne ni l'esprit de sacrifice de leurs prédécesseurs*[7].

À mesure que les assaillants acquéraient de l'expérience, le dispositif des Allemands fondé sur les abris profonds se retourna contre eux, comme l'explique Ludendorff :

Les troupes de l'Entente pénétraient de plus en plus profondément dans les positions allemandes. Nous subissions de grosses pertes en hommes comme en matériel. Les premières lignes étaient encore fortement tenues à cette époque, et les hommes se protégeaient du feu adverse dans des abris et dans des caves. Mais l'ennemi s'avançait derrière son barrage d'artillerie et pénétrait dans les tranchées et les villages avant que nos hommes aient eu le temps de sortir de leurs abris. Il

> parvenait ainsi à s'emparer d'un grand nombre de prisonniers. Les forces physiques et morales des troupes étaient soumises à des épreuves terribles, et les divisions ne pouvaient être maintenues en ligne que pendant quelques jours… Le nombre des divisions disponibles diminuait… les unités étaient effroyablement mélangées, les réserves de munitions continuaient à s'épuiser régulièrement… La situation sur le front de l'Ouest s'avérait nettement plus inquiétante que je ne l'avais prévu, mais je n'en saisissais pas à ce moment-là toute l'importance. Cela valait peut-être mieux, car sans cela je n'aurais jamais pu me résoudre à prendre l'importante décision de prélever de nouvelles divisions sur le front occidental, où la pression de l'ennemi ne ralentissait pas, pour les envoyer sur le front oriental afin d'y reprendre l'initiative et de porter à la Roumanie un coup décisif[8].

Le sentiment croissant que nous dominions l'ennemi et la forte volonté d'obtenir à tout prix une décision nous amenèrent en septembre à révéler imprudemment l'existence de nos véhicules à chenilles. Les premiers de ces engins avaient évolué au début de janvier à Hatfield Park en présence du roi, de Lord Kitchener et d'un certain nombre de personnages importants. Lord Kitchener se montra sceptique, mais M. Lloyd George fut séduit, et le Grand Quartier général modérément intéressé. On avait achevé dans le plus grand secret la construction de cinquante de ces chars, à qui l'on avait intentionnellement donné le nom trompeur de « tanks » (réservoirs)[9]. On les avait envoyés en France au début de la bataille de la Somme, afin de les expérimenter et de former leurs équipages. Quand on vit la facilité avec laquelle ils franchissaient les tranchées et aplatissaient les réseaux de barbelés construits à l'arrière de nos lignes en vue de leurs essais, l'intérêt de cette invention apparut aux autorités militaires. L'état-major du Grand Quartier général, qui

jusque-là s'était montré si tiède, exprima alors le désir de les employer immédiatement dans la bataille. M. Lloyd George estimait qu'il était prématuré d'utiliser ces engins nouveaux en aussi petit nombre, et il me fit part de cette divergence d'opinions. Je fus si choqué à l'idée que ce secret d'importance vitale allait être révélé à l'ennemi en utilisant l'engin sur une échelle aussi faible, et uniquement pour redresser la balance des résultats de la bataille qui, j'en étais persuadé, resterait indécise, que je demandai une audience à M. Asquith, dont j'étais à ce moment l'adversaire déclaré. Le Premier ministre me reçut très cordialement, et il écouta mes arguments avec tant de patience que je crus avoir réussi à le convaincre. Mais s'il en a été ainsi, sa volonté ne s'est pas fait sentir concrètement. Le 15 septembre, les premiers chars, ou « gros véhicules blindés » comme les appelait le communiqué, furent engagés sur le front de la 4e armée, qui attaquait dans la région comprise entre le ravin de Combles et Martinpuich.

Quelques mois auparavant, le général Swinton, chargé de la création du *Tank Corps*, avait rédigé un rapport dans lequel il insistait pour que les chars mènent l'assaut en aussi grand nombre que possible, en liaison avec des forces d'infanterie importantes qui les suivraient au plus près. Ce conseil ne fut pas suivi. Les chars dont on disposait furent dispersés par groupes de deux ou trois, pour attaquer certains points d'appui ou isolément pour remplir des missions spéciales. On se contentait de les utiliser comme un simple appoint. Sur les 59 chars qui se trouvaient en France, 49 atteignirent le champ de bataille, 35 arrivèrent sur leur base de départ et 31 franchirent les tranchées allemandes. Malgré toutes les difficultés inévitables au début, et malgré l'inexpérience de leurs équipages, on se rendit compte immédiatement qu'un facteur nouveau venait de prendre place dans la guerre. Au cours de cette première sortie, alors que l'infanterie britannique se trouvait arrêtée devant Flers par des rouleaux de barbelés et par des mitrailleuses, il avait suffi qu'un

seul char grimpe sur la tranchée allemande avant de la longer sur son arrière pour contraindre, immédiatement et sans subir de pertes, ses 300 occupants à se constituer prisonniers. À eux seuls, 9 chars avaient pu venir à bout de toutes les difficultés et pousser en avant de l'infanterie. Partout où un char avait atteint son objectif, son apparition amenait aussitôt la fuite ou la reddition des Allemands terrorisés. Dix jours plus tard, le 25 septembre, un char armé seulement de mitrailleuses, suivi par deux compagnies d'infanterie, avait nettoyé sur 1 500 mètres la tranchée Gird en y capturant 8 officiers et 362 hommes, sans compter un nombre considérable de tués et de blessés, et en ne perdant que 5 hommes au total. Que l'on compare ce résultat au massacre subi par la 8e division tel qu'il a été précédemment exposé.

Cependant cet engin secret qui, judicieusement employé, nous aurait permis d'obtenir en 1917 une victoire d'importance mondiale venait d'être révélé à l'ennemi sans réfléchir afin d'obtenir un succès microscopique, et d'amener les mentalités militaires à faire un pas dans la voie du progrès. Grâce à la Providence, la compréhension du Grand État-Major allemand, et l'esprit cependant plus pénétrant de Ludendorff, étaient obscurcis eux aussi par les nuages des préjugés conventionnels. Les Allemands avaient révélé dans des conditions analogues l'existence de leurs gaz, en les employant à Ypres en 1915 sur une échelle réduite, alors qu'ils ne disposaient pas de réserves pour exploiter leur succès initial. Mais dans cette occasion, leurs adversaires avaient tiré profit de ce qu'ils leur avaient enseigné.

Sir Douglas Haig n'était pas à cette époque bien servi par les officiers du renseignement du Grand Quartier général. La tentation de ne faire connaître à un grand chef que ce qu'il a envie d'entendre est bien souvent la source des erreurs qu'il commet dans ses choix. Un empereur, un commandant en chef, et même un Premier ministre, en temps de

paix comme en temps de guerre, ne voient guère autour d'eux que des figures souriantes et respectueuses. La plupart de ceux qui les approchent dans les périodes difficiles se trouvent honorés d'être en rapport avec des personnages aussi considérables ou compatissent avec ceux qui assument de si lourdes responsabilités. Ils sont souvent enclins à employer les voies les plus faciles, à mentionner quelque détail heureux, à ne pas parler des mauvais résultats ou des contradictions fâcheuses. C'est ainsi que le chef qui est appelé à prendre des décisions fatidiques envisage souvent les faits avec une confiance plus grande que ne le justifie la rudesse de la réalité.

La vie politique offre bien des correctifs, il n'y a pas de carrière où l'on trouve autant d'amis impartiaux qu'au Parlement. Il existe en outre en temps de paix une opposition organisée, qui, avec une ardeur infatigable, rassemble tous les faits les plus défavorables, en tire les conclusions les plus inquiétantes, et vous attribue les mobiles les plus indignes. Mais il n'existe pas de contrepoids du même genre auprès du chef d'une grande armée en temps de guerre. Son autorité sur ses subordonnés est pratiquement illimitée. Leur dévouement, leur sens de la discipline, les poussent à s'efforcer en toute occasion de gagner ses faveurs, ou tout au moins à ménager ses sentiments. Un signe de contrariété de sa part, au reçu de quelque nouvelle désagréable, peut être facilement interprété par un subordonné comme un désir d'être débarrassé de soucis de ce genre.

Considérant cependant rétrospectivement l'ensemble des événements, il me semble injuste de rejeter la responsabilité de cette bataille sur Sir Douglas Haig. Les bouddhistes ésotériques croient que chaque être se transforme à sa mort en un être nouveau chargé des fautes ou des vertus de son prédécesseur. Les tragédies de 1916 ne sont que la résultante des événements de 1915. L'impuissance des

gouvernements alliés à obtenir cette année-là la ruine de la Turquie et à assurer l'union des États balkaniques contre les Puissances centrales interdisait l'emploi de moyens d'action favorables. Les souffrances subies par les Français à Verdun obligeaient les Britanniques à exécuter une contre-attaque de soulagement, avant que leurs armées nouvelles, et tout particulièrement leur artillerie qui venait d'être augmentée dans des proportions considérables, n'aient reçu l'entraînement suffisant pour éviter de grosses pertes aux troupes d'assaut. Bien que déjà conçus, les chars n'étaient pas encore nés. On ne disposait pas encore des moyens suffisants pour monter simultanément plusieurs offensives sur différents points du front, en laissant ainsi l'ennemi dans l'incertitude jusqu'au dernier moment quant au véritable point d'attaque. Les préparatifs indispensables excluaient la surprise également indispensable. Et cependant il fallait attaquer, et sans plus attendre. Sir Douglas Haig, comme tous les chefs militaires du front occidental, se serait opposé sans aucun doute, s'il avait eu à en décider, au grand mouvement débordant par le Sud-Est de l'Europe dont l'exécution était possible en 1915 et qui eût seul permis d'obtenir des résultats décisifs en 1916. Il était parfaitement convaincu qu'il réussirait à briser le front allemand sur la Somme. Mais eût-il montré la même ardeur à s'opposer à l'offensive qu'il en avait mis à l'exécuter, il n'aurait pas pu rester inactif. Les forces inexorables de la Destinée entraînaient à la fois les chefs et ceux qu'ils commandaient.

Quoi qu'il en soit, la campagne de 1916 sur le front occidental n'a été d'un bout à l'autre qu'une suite de massacres continus, et quand elle s'est terminée, les armées britanniques et françaises se trouvaient relativement plus affaiblies que les armées allemandes, sans que le front ait subi de modifications appréciables. On n'avait obtenu aucun avantage stratégique de quelque nature qu'il fût, sauf l'arrêt des opérations à Verdun, qui provoqua un égal soulagement chez les

Allemands et chez les Français. L'erreur commise par les Allemands en attaquant Verdun fut plus que compensée par l'importance des pertes françaises, et presque compensée dans l'ensemble du domaine stratégique par l'héroïsme coûteux de la méthode défensive française. Si le prestige des Allemands a été affaibli par l'échec subi à Verdun, il a été plus que rétabli par les succès remportés sur un autre théâtre d'opérations, tandis qu'ils parvenaient à maintenir leur front sur la Somme.

Mais ce sombre verdict, que la postérité ratifiera sans doute en des termes encore plus vifs, ne diminue en rien la vraie gloire de l'armée britannique. Cette jeune armée, la plus belle que nous ayons jamais rassemblée, improvisée au bruit de la canonnade, était uniquement formée de volontaires animés non seulement de l'amour de leur patrie, mais encore du sentiment général que la liberté humaine était menacée par la tyrannie du militarisme et du despotisme de l'Empire allemand, et qui ne reculaient devant aucun sacrifice, si stérile qu'il fût, et ne se refusaient à aucune épreuve, si meurtrière fût-elle. Ils s'avançaient en combattant dans la boue et la fange des tranchées, parmi les trous d'obus jonchés de cadavres, à travers les lueurs, le fracas et les explosions des barrages d'artillerie et le feu mortel des mitrailleuses, conscients de la valeur de leur race, et fiers de la cause qu'ils servaient. Ils prenaient à la gorge les soldats les plus redoutables d'Europe, les massacraient et les repoussaient continuellement. Même si leurs chefs demandaient le sacrifice de deux, voire de dix d'entre eux, pour obtenir la mort d'un seul soldat allemand, pas une plainte ne s'élevait de leurs rangs. Même les assauts les plus désespérés et les plus coûteux en vies humains ne diminuaient en rien leur ardeur. Même les massacres les plus affreux ne les empêchaient pas de retourner à la charge. Même quand ils se trouvaient dans les conditions physiques les plus pénibles, leurs chefs pouvaient toujours compter sur leur obéissance et sur leur

dévouement. Martyrs autant que soldats, ils accomplissaient leur devoir au nom des idéaux élevés dont ils étaient pénétrés. Les champs de bataille de la Somme constituèrent le tombeau de l'armée Kitchener. La fine fleur de ces hommes généreux qui avaient abandonné toutes leurs occupations pacifiques de la vie civile, qui avaient répondu à l'appel de la Grande-Bretagne et, comme nous pouvons continuer d'en caresser l'espoir, à l'appel de l'humanité, qui étaient venus des régions les plus éloignées de l'empire, a été fauchée à jamais en 1916. Invincibles sauf par la mort, qu'ils avaient vaincue dans leurs cœurs, ils ont élevé un monument de vertu nationale qui imposera l'émerveillement, le respect et la reconnaissance de notre peuple insulaire aussi longtemps que nous subsisterons en tant que nation parmi les hommes.

---

1. *Sir Douglas Haig's Despatches (December 1915-April 1919)*, edited by Lieut.-Colonel J. H. Boraston, O.B.E., Private Secretary to Earl Haig, Londres, J. M. Dent & Sons, 1919. (WSC)

2. *Sir Douglas Haig's Command,* By G.A.B. Dewar, assisted by Lieut.-Col. J. H. Boraston, Londres, Constable & Co., 1922, p. 93. (WSC)

3. Gerster, Matthäus, *Die Schwaben an der Ancre*, Heilbronn, Salzer, 1918. (WSC)

4. *Sir Douglas Haig's Command*, p. 103. (WSC)

5. *Sir Douglas Haig's Despatches*. (WSC)

6. En réalité 196 000 moins 25 000 correspondant aux pertes subies dans les autres secteurs (*Military Effort of the British Empire*, p. 253 *sq*.) (WSC)

7. Deutelmoser, Adolf, *Die 27. Infanterie Division im Weltkrieg 1914-18*, Stuttgart, Bergers Literar., Büro, 1925. (WSC)

8. Ludendorff, Erich, *Souvenirs de guerre (1914-1918)*. (WSC)

9. Voir volume I : « L'origine des chars d'assaut. »

CHAPITRE XIII

LE DÉSASTRE ROUMAIN

Nous avons vu avec quelle facilité il aurait été possible, dans la situation d'isolement où se trouvait la Roumanie au début de 1916, de l'amener, ou de l'obliger, à se ranger aux côtés des puissances germaniques. Nous avons vu comment Falkenhayn, en portant ses efforts vers l'ouest, en attaquant la France, et en permettant à l'Autriche d'en faire autant vis-à-vis de l'Italie, avait libéré la Roumanie de la pression qu'elle subissait et lui avait ainsi permis de conserver pendant six mois de plus son attitude d'ambiguë vigilance. Des événements d'un caractère beaucoup plus net allaient maintenant survenir.

À la fin d'août, les Empires centraux eurent à faire face au second des deux grands malheurs auxquels le manque de sagacité de Falkenhayn n'avait pas su parer. La Roumanie déclara la guerre. Bien que ce danger fût devenu de plus en plus évident à la suite des succès remportés en juin par Broussiloff, et que le gouvernement allemand eût pris pour y faire face d'importantes mesures de précaution, dans les faits cette déclaration se produisit beaucoup plus tôt qu'il ne l'escomptait, et elle causa un choc à l'opinion publique allemande. L'empire entier fut soulevé par un mouvement spontané de colère et de dégoût. Il est vrai

que la situation de l'Allemagne à ce moment-là était plus critique qu'elle ne l'a jamais été pendant toutes les autres phases de la guerre qui ont précédé l'effondrement final. La bataille de Verdun continuait à exiger des prélèvements énormes sur les ressources des Allemands, avec la menace au bout du compte d'une atteinte sérieuse à leur moral, tandis que la bataille de la Somme battait son plein. Les Britanniques, en dépit de leurs pertes, continuaient à jeter de nouvelles divisions dans la bataille et à déclencher des attaques redoutables à intervalles rapprochés. La tension subie par les Allemands sur le front occidental était des plus grandes. Le moral des troupes était entamé par le sentiment de l'échec subi à Verdun et par celui de l'usure lente et inexorable exercée par des forces supérieures sur la Somme. L'épuisement physique et les pertes subies au cours de la lutte avaient considérablement réduit l'ampleur des réserves allemandes, et il fallait s'attendre à de nombreuses semaines de crise et d'incertitude avant que l'hiver ne vînt diminuer la pression de tous les instants qui régnait sur le front. Pendant ce temps, l'Autriche avait subi un échec manifeste. Toute la partie sud du front oriental était loin d'être stabilisée. La vague russe continuait à s'étendre sans que l'on pût prévoir le moment où elle s'arrêterait. Des contingents tchèques étaient passés avec empressement, et par dizaines de milliers, dans les rangs de l'ennemi, qui mettait sur pied un corps d'armée à leur intention afin de les intégrer à l'armée russe. La contre-offensive italienne sur l'Isonzo se poursuivait. La capacité de résistance de l'Empire austro-hongrois semblait à la veille de s'effondrer. Et c'est à ce moment que le poids d'une armée roumaine de 500 000 hommes frais, braves et bien entraînés était jeté dans la balance, et qu'elle entrait en lice sur le front même où les puissances germaniques se trouvaient le plus faibles et le plus vulnérables. On perdait du même coup les ressources vitales des céréales et du pétrole roumains, et la grande plaine hongroise elle-même se trouvait en grand

péril. Et pendant tout ce temps, les effets du blocus continuaient de saper la force de résistance des populations allemandes, tout en gênant et en compliquant de mille manières la fabrication du matériel de guerre.

C'est dans ces noires circonstances, presque désespérées, que l'empereur, se faisant l'interprète des sentiments de la nation allemande, se tourna vers les deux grands capitaines qui défendaient en commun et depuis si longtemps les marches orientales de l'empire contre des forces supérieures, tout auréolés de la gloire que leur avait valu la victoire de Tannenberg. Le 28 août, le lendemain du jour de la déclaration de guerre roumaine, Falkenhayn était avisé par le comte von Lyncker, chef du cabinet militaire de l'empereur, que Sa Majesté avait décidé de convoquer Hindenburg et Ludendorff au palais. Considérant à juste titre cet avis comme un renvoi, Falkenhayn démissionna sur-le-champ, et le soir même Hindenburg et Ludendorff assumaient en qualité de chef de l'état-major et de premier quartier-maître général[1] la direction suprême des opérations des Empires centraux, avec des pouvoirs égaux.

Quelle était la nature des rapports qui unissaient ces deux hommes ? Hindenburg les a dépeints comme étant ceux d'un mariage heureux :

> Dans un tandem de cette nature, comment un tiers peut-il clairement faire la part des mérites de chacun ? Tous deux pensent et agissent de concert, et ce que peut dire l'un d'eux n'est bien souvent que l'expression des désirs et des sentiments de l'autre. Dès que je me fus rendu compte, ce qui ne fut pas long, de la valeur du général Ludendorff, je compris que l'une de mes premières tâches était de donner libre cours dans toute la mesure du possible à la force intellectuelle, à la puissance de travail presque surhumaine, et à l'esprit de décision inlassable de mon chef d'état-major et, s'il le fallait, de lui faciliter la tâche en

> balayant tout ce qui se trouvait sur sa route, la route vers laquelle tendaient nos désirs et nos buts communs… La similitude de nos sentiments militaires et politiques formait le socle de notre plein accord sur l'emploi le plus judicieux de nos ressources. Les divergences d'opinion disparaissaient aisément, sans que nos rapports fussent entamés par le sentiment que l'un avait imposé à l'autre de se plier à ses vues[2].

Le patriotisme et la force de caractère du vieux maréchal le gardaient de la jalousie. Son grand âge et les changements considérables qui s'étaient produits dans l'art de la guerre depuis ses débuts dans la vie militaire le portaient à abandonner volontiers l'initiative, la préparation et l'exécution des opérations presque complètement à son bouillant collègue, tandis que lui-même, après avoir donné son adhésion complète aux décisions les plus importantes, pesait de tout le poids de son autorité pour faire tomber les obstacles et les résistances qui se présentaient. Pendant toute la durée des hostilités, ils manifestèrent une entente parfaite.

Mais si l'on ne s'en tient pas aux apparences, il est indiscutable que Ludendorff dirigeait tout, et qu'Hindenburg n'avait été en grande partie choisi que pour lui permettre de tout diriger. C'est dans le cerveau de Ludendorff qu'ont été conçues toutes les décisions importantes, c'est sa main experte qui a tiré tous les fils des armées allemandes, et pas uniquement des armées, loin de là. Ludendorff était l'homme du Grand État-Major allemand, et c'est cette caste militaire qui a été la puissance prépondérante et agissante en Allemagne non seulement pendant les cinquante-deux mois de la guerre, mais encore et dans une large mesure dans les circonstances qui l'ont précédée et provoquée. Les officiers du Grand État-Major étaient unis par les liens de la camaraderie professionnelle la plus étroite, et par une même doctrine. Ils étaient pour

l'armée ce que les Jésuites ont été pour l'Église romaine au temps de leur apogée. Leurs représentants auprès de chaque commandant et de chaque quartier général avaient un langage et des secrets communs. Les généraux qui commandaient les corps d'armée, les armées et les groupes d'armées – voire Hindenburg lui-même – n'étaient souvent pour cette chapelle que des hommes de paille et rien d'autre, à un degré que l'on a peine à croire. « L'État-Major général, nous dit le général Moser, dirigeait les opérations en sous-main, derrière le dos des commandants de grandes unités », et cette situation avait amené un général très en vue à déclarer : « Je combats l'ennemi et l'État-Major général. »

L'épisode extraordinaire de la visite du colonel Hentsch aux quartiers généraux des différentes armées pendant la bataille de la Marne en 1914 est encore présent dans toutes les mémoires. On sait dans quelles conditions cet officier représentant de l'État-Major général du commandement suprême avait discuté avec le chef d'état-major de Bülow dans la matinée du 9 septembre de toutes les questions vitales, tandis que le vieux général était encore au lit, et comment, à midi, il avait au quartier général de Kluck donné ses ordres à Kuhl sans parler de Kluck et sans même demander à le voir[3]. Les états-majors convenaient donc de tout sans tenir compte en quoi que ce soit de l'autorité, de la manière de voir, ou des désirs de leurs généraux. C'était l'État-Major général qui dirigeait les opérations, prenait les décisions, et les notifiait aux unités subordonnées. Ludendorff apparaît d'un bout à l'autre comme le maître incontesté. Au cours de ses nombreux entretiens avec le chef d'état-major de la 4e armée, le nom de Hindenburg n'est jamais mis en avant pour justifier ou pour appuyer ses décisions.

Ces faits ne portent en rien atteinte à la réputation de Hindenburg, qui s'est effacé avec grandeur d'âme devant une manière de faire qui, à son avis, servait au mieux les intérêts de son souverain et de sa patrie. Mais il est nécessaire de dire ici ce que l'on estime être la vérité.

L'occasion rêvée que la Roumanie avait attendue si longtemps n'était pas seulement arrivée : elle était déjà repartie.

Dès que l'importance de la victoire russe avait été évidente, le cabinet Bratiano s'était clairement décidé à entrer en guerre. La longue période de perplexité, d'hésitation et de marchandage était terminée. C'était pour la Roumanie le moment ou jamais de jeter dans la lutte la totalité de ses forces, afin de satisfaire ses ambitions nationales et de réaliser l'union des populations de race roumaine dans leur intégralité. Une fois cette décision prise, il eût fallu agir sans perdre un instant. Tandis que les armées de Broussiloff s'avançaient en Galicie, que les troupes bohémiennes de l'armée autrichienne se rendaient avec empressement et par dizaines de milliers, qu'un énorme butin de prisonniers, d'armes et de matériel tombait entre les mains de soldats russes qui n'en revenaient pas, et avant que les troupes allemandes n'aient pu être amenées du nord et de l'ouest, afin de reconstituer le front désagrégé – c'était là l'heure de l'intervention roumaine. Si la mobilisation roumaine avait eu lieu vers le 10 juin, un nombre important d'unités aurait pu entrer en campagne avant la fin du mois, alors que l'ensemble du front sud-est des Puissances centrales se trouvait en complet désarroi. Cela n'aurait pas manqué d'avoir des conséquences d'une portée considérable, et aurait peut-être décidé du sort de la campagne.

Les habitudes de marchandage, le désir de suivre les événements, de faire du hasard une certitude et de n'entreprendre que prudemment les aventures les plus risquées étaient si profondément enracinés dans la politique de Bratiano que l'on perdit près de deux mois en négociations. Avant de s'engager, le gouvernement roumain voulait que tout fût réglé. Il voulait avoir la promesse des compensations les plus grandes, la garantie d'une immunité pratiquement absolue. Les conventions militaires qui encadraient les mouvements à prévoir pour les troupes

russes et les armées de Salonique, les livraisons d'armes et de munitions, sans compter les questions politiques, financières et territoriales, firent l'objet de négociations laborieuses et méticuleuses effectuées par télégraphe avec les différents gouvernements alliés. Les gouvernements britannique et français – qui caressaient l'espoir d'une victoire imminente sur la Somme – se montraient soudain désireux d'obtenir l'adhésion de la Roumanie presque à tout prix. La Russie, pour des raisons qui apparaîtront bientôt, montrait moins d'empressement, et c'était pourtant avec elle que les principaux accords militaires devaient inévitablement se régler. On laissa s'écouler la fin du mois de juin et la totalité de juillet à discuter de ces questions.

Pendant ce temps, Falkenhayn ne restait pas inactif. Les troupes allemandes résistaient aux attaques des Russes sur tout l'ensemble du front oriental sans céder le moindre terrain, et l'on rassemblait péniblement des renforts allemands provenant de toutes les lignes pour les envoyer d'urgence sur les lieux de la percée de Broussiloff. La progression russe s'était ralentie à la fin de juin, et dès le milieu de juillet, le front austro-allemand se trouvait reconstitué et plus ou moins stabilisé. À Vienne, à Berlin et à Sofia, on éprouvait à juste titre les craintes les plus sérieuses quant à l'attitude de la Roumanie, et pendant les mois de juin et de juillet on avait graduellement envoyé les unités autrichiennes et bulgares dont on pouvait disposer sur des positions d'attente à proximité des frontières roumaines.

Ce n'est que le 27 août que la Roumanie déclara la guerre à l'Autriche-Hongrie, qu'elle ordonna la mobilisation générale, et qu'elle se prépara à lancer ses armées en Transylvanie. Elle avait arraché aux Alliés les exigences militaires suivantes : premièrement, action vigoureuse des Russes contre l'Autriche, particulièrement en Bucovine ; deuxièmement, deux divisions et une division de cavalerie russes seraient envoyées en Dobroudja au premier jour de la mobilisation ;

troisièmement, l'armée de Salonique devait déclencher une offensive au moment même où la Roumanie entrait en guerre.

Certaines de ces conditions et de leurs contreparties politiques ne valaient pas les six semaines de temps précieux qui avaient été perdues à les discuter. La prudence était devenue imprudence, et la sécurité se trouvait compromise par les précautions et la prévoyance. Les puissances germaniques avaient pu échapper à la ruine dont elles avaient été menacées par la campagne de Broussiloff avant d'avoir à faire face aux attaques d'un adversaire nouveau. Et ces attaques ne les prenaient pas par surprise – au contraire, elles les avaient prévues et elles s'en étaient prémunies dans la mesure de leurs ressources disponibles. Néanmoins, l'entrée en campagne de la Roumanie avec 23 divisions organisées, et plus de 1 500 000 hommes en état de porter les armes, ainsi que la cessation des fournitures de blé et de pétrole roumains semblaient être à ce moment-là pour ses amis comme pour ses ennemis un des coups les plus terribles que l'Allemagne et son associée chancelante aient eu jusque-là à supporter.

Il est nécessaire, tandis que les nuages d'orage allemands et bulgares se rassemblent dans le ciel roumain, d'examiner la situation du front de Salonique, sur lequel la Roumanie comptait pour obtenir une aide immédiate venue à point nommé.

La présence d'une armée alliée à Salonique avait été l'une des causes déterminantes de la décision de la Roumanie. Près de 400 000 hommes, appartenant à cinq nations différentes – Français, Britanniques, Serbes, une division italienne et une brigade russe – se trouvaient alors éparpillés le long et en arrière d'un front qui s'étendait au pied de la muraille des montagnes bulgares. La Roumanie avait exigé que cette armée déclenchât une offensive générale contre la Bulgarie, s'il était possible, quinze jours avant son entrée en guerre, et au plus tard au

même moment, et cette condition avait été acceptée par les gouvernements britannique et français. En conséquence, Joffre avait donné l'ordre à Sarrail, qui commandait l'armée alliée, de mettre ses troupes en marche au plus tard le 10 août. « Au moment qu'elle estimera favorable, l'armée d'Orient attaquera avec la totalité de ses forces les troupes ennemies qui se trouvent le long de la frontière grecque, et les poursuivra en cas de succès dans la direction générale de Sofia. » Cet ordre trop ambitieux ne correspondait pas aux possibilités du moment. Le commandant en chef britannique, le général Milne, fit savoir qu'une offensive déclenchée contre les Bulgares courait à l'échec. Il estimait que des troupes résolues pourraient tenir indéfiniment les positions bulgares. Il insistait tout particulièrement sur l'étendue du front à attaquer, sur le manque de forces suffisantes, sur les difficultés de la liaison entre des troupes de trois nationalités différentes, sur la valeur douteuse des unités serbes qui se trouvaient placées sur le flanc gauche découvert et sur la faiblesse de l'artillerie lourde. Sir William Robertson fit également connaître son point de vue : les Bulgares étaient de bons soldats en leur propre pays, les Serbes n'étaient pas encore remis des désastres qu'ils avaient subis et il ne se trouvait pas un officier britannique pour préconiser cette opération. Le Gouvernement britannique n'avait pas confiance dans le général Sarrail, qui se trouvait en perpétuel conflit avec ses collègues britanniques.

Ces opinions pessimistes ne se trouvèrent pas entièrement justifiées par les faits. Les Serbes, après entraînement, réorganisation et distribution de vivres, se montrèrent le moment venu des combattants implacables. Mais il est singulier que le Gouvernement britannique, au vu de tous les rapports qu'on lui avait fournis, se soit malgré tout joint aux Français pour assurer à la Roumanie qu'elle pouvait compter sur une offensive efficace de l'armée de Salonique. En fait, les unités alliées qui se trouvaient dans les Balkans n'avaient pas les moyens voulus pour

empêcher la Bulgarie de jeter le gros de ses forces contre la Roumanie. On décida en fin de compte que le contingent britannique du général Milne protégerait le flanc droit de Sarrail par une défensive active, tandis que Sarrail lui-même se voyait obligé de réduire l'offensive générale ordonnée par Joffre à des démonstrations locales conjuguées avec une attaque enveloppante menée par les Serbes. Malgré cette réduction, Sarrail ne disposait que d'une seule voie ferrée pour ravitailler 8 divisions. Il ne put opposer sur l'ensemble du front que 14 divisions aux 23 divisions bulgares et allemandes retranchées sur de fortes lignes montagneuses, et l'on se trouva même obligé de reporter à la fin de septembre l'exécution de ces opérations à caractère limité. Pendant ce temps, les troupes germano-bulgares passaient les premières à l'attaque, et bien que repoussées partout ailleurs, elles n'en parvenaient pas moins à atteindre la mer et à capturer le 18 septembre une division grecque à Cavalla. Dans ces conditions, il est extraordinaire que Sarrail ait pu réussir à s'emparer de Monastir. Les forces qui se trouvaient en présence sur le front d'attaque étaient sensiblement équivalentes et se montaient à 190 000 hommes appuyés par 800 à 900 canons. Mais cette belle prise n'eut pas d'influence sensible sur l'issue de la lutte dans laquelle se décidait le sort de la Roumanie. Tous les défauts de tempérament et de caractère que l'on reprochait au général Sarrail se fussent-ils transformés en qualités indiscutables qu'il n'eût pas été possible d'obtenir de meilleurs résultats.

La périlleuse position de la Roumanie apparut clairement dès la déclaration de guerre. La plus grande partie du royaume était constituée d'une langue de terre, d'environ 500 kilomètres de long sur 150 de large, bordée au nord par la muraille des Alpes de Transylvanie et au sud par les larges eaux du Danube. Bucarest, la capitale, se trouvait placée sensiblement au centre de cette langue de terre. Les Autrichiens et les

Allemands stationnaient derrière les montagnes et les Bulgares étaient tapis en retrait du Danube. Quatre mois suffirent pour écraser la Roumanie comme une noix entre ces tenailles.

Il faut dire un mot des frontières roumaines. Le Danube, qui dans cette partie de son cours s'écoule dans la plaine avec un lit profond sur une grande distance, et dont la largeur atteint fréquemment plus de 1 500 mètres, semblait offrir un obstacle sûr. Les points de passage de Sistova, de Turturkaï et de Silistrie étaient défendus par des forteresses tenues pour redoutables avant l'arrivée des obusiers lourds. Le Danube, en descendant vers son embouchure, enferme entre ses eaux et celles de la mer Noire la province de la Dobroudja, que la Roumanie avait arrachée sans combat à une Bulgarie exsangue à la fin de la seconde guerre balkanique. Une avance des troupes bulgares dans la Dobroudja, leur gauche contre le Danube, leur droite appuyée à la mer, était donc de nature à satisfaire toutes les ambitions bulgares en coupant la langue de terre roumaine en son point névralgique.

La chaîne de montagnes qui s'étendait le long de la frontière nord était plus favorable à la défensive que la ligne du Danube. Les Alpes de Transylvanie s'élèvent à des hauteurs qui avoisinent 2 000 mètres selon trois paliers, où se succèdent forêts, hautes terres herbeuses et enfin sommets rocheux, mais arrondis. Ce rempart est traversé du nord au sud par quatre cols principaux, défilés abrupts d'une profondeur de 600 à 900 mètres qui s'étendent pendant des kilomètres et ne peuvent être franchis que par des routes médiocres, dont la plus occidentale est celle qui s'engage dans le col de Vulcan. À leur extrémité est, les Alpes de Transylvanie s'infléchissent suivant un angle aigu vers les Carpates, en délimitant en conjonction avec le Prout, qui marque la frontière russe, la province la plus septentrionale de la Roumanie, la Moldavie. Tel était ce nouveau théâtre d'opérations de la guerre.

Le 27 août, la Roumanie avait mobilisé 23 divisions dont 10 étaient formées de troupes bien entraînées, 5 autres un peu moins, le reste se composant de formations de réserve qui en tout dépassaient 500 000 hommes. Cependant, l'armée roumaine n'avait que peu d'artillerie, ainsi qu'un approvisionnement en munitions insuffisant. Son principal arsenal avait mystérieusement explosé quelques jours avant la déclaration de guerre. Elle ne disposait pas du nombre voulu de téléphones de campagne, elle n'avait que quelques avions, point de mortiers de tranchée ni de gaz asphyxiants. Il semble que ses hommes d'État aient tout d'abord caressé l'espoir que la Bulgarie ne déclarerait pas la guerre – espoir chimérique eu égard aux événements du passé. Quand ces espérances se dissipèrent, le 1er septembre, la Roumanie n'en continua pas moins à compter sur l'intervention des armées du général Sarrail pour retenir le gros des forces bulgares sur le front de Salonique. Elle espérait également que les Allemands se trouveraient trop occupés par ailleurs pour disposer de forces importantes, et elle se fiait aux promesses des Russes, qui avaient formellement promis de lui fournir une aide vigoureuse et rapide. Les forces roumaines étaient réparties entre quatre armées : la 3e armée gardait le Danube, la 1re et la 2e tenaient les cols des Alpes de Transylvanie, et la 4e, qu'on espérait voir appuyée plus tard par la 2e, envahissait la Transylvanie en franchissant les Carpates. Au centre, une réserve de 50 000 hommes gardait Bucarest.

Au début des hostilités, la Transylvanie n'était défendue que par 5 divisions autrichiennes fatiguées, mais dès le début de septembre, 4 divisions allemandes étaient en marche pour les rejoindre, et Falkenhayn en prenait lui-même le commandement le 6 septembre. De l'autre côté du Danube, et à proximité de la Dobroudja, l'ennemi avait rassemblé 3 divisions bulgares, une division de cavalerie et une division

allemande partielle provenant du front de Salonique, qui avaient été placées sous les ordres du redoutable Mackensen.

Quoique les Roumains eussent une nette supériorité numérique, il était difficile de se pencher sans inquiétude sur la carte du théâtre des opérations. M. Lloyd George, qui était alors secrétaire d'État à la Guerre, m'exposa la situation en détail, et, après un long entretien où chacun alimenta les appréhensions de l'autre, il écrivit au Premier ministre pour lui donner un avertissement qui, bien que tardif, n'en était pas moins sérieux. On ne pouvait espérer que Sarrail et l'armée de Salonique pussent se mettre en route rapidement. Il ne restait donc plus que l'aide venue de Russie, et là encore il y avait une ironie du sort. En raison du traité négocié avant la guerre par le vieux roi avec l'Autriche-Hongrie, la Russie avait été amenée à considérer la Roumanie comme un ennemi potentiel. Elle n'avait donc pas prolongé son système de voies ferrées jusqu'à la frontière roumaine, et il manquait donc une trentaine de kilomètres entre le terminus russe de Reni et la gare roumaine la plus rapprochée, Galatz. Il était donc impossible à la Russie de venir promptement au secours de son nouvel allié. Alexeieff et l'état-major russe très compétent comprenaient beaucoup mieux les difficultés du problème roumain que ne pouvaient le faire leurs alliés occidentaux impatients, et l'attitude assez tiède de la Russie vis-à-vis de l'intervention roumaine n'avait fait que refléter leurs réserves.

La presse britannique et française savourait encore sa joie de voir arriver un nouvel allié lorsqu'on reçut de Bucarest des nouvelles stupéfiantes. Le 1er septembre, Mackensen avait envahi la Dobroudja. Le 6, il utilisait l'armée bulgare et les obusiers allemands pour écraser la forteresse danubienne de Turturkaï, en y capturant 25 000 prisonniers et 100 canons. S'avançant rapidement à travers la Dobroudja, il se trouvait à la fin de septembre à hauteur de Constanza sur la mer Noire, après s'être emparé de la forteresse abandonnée de Silistrie en cours de route.

Dès la troisième semaine d'octobre, il entrait à Constanza. Laissant la moitié de son armée sur une position fortifiée s'étendant du Danube à la mer pour assurer la défense des territoires conquis, il emmena l'autre moitié, renforcée d'une division turque et d'une autre division bulgare, au-delà du Danube en face de Bucarest, qu'il menaçait ainsi à une distance d'à peine une soixantaine de kilomètres. Cette menace avait bien sûr un objectif. Tandis que se poursuivait l'invasion de la Dobroudja, Falkenhayn était allé reconnaître les cols des Alpes de Transylvanie pour chercher en permanence à s'y frayer un chemin, tantôt sur un point, tantôt sur un autre. Les 1re et 2e armées roumaines lui opposaient cependant une sérieuse résistance, pendant que la 4e, qui avait débouché des Carpates, continuait à repousser les Autrichiens en direction de l'ouest. Mais le désastre de Turturkaï, l'invasion de la Dobroudja et pour finir la menace que Mackensen faisait peser sur Bucarest avaient déjà rendu nécessaire l'intervention de la réserve centrale de 50 000 hommes. Le général Averescu, qui commandait le front sud, réclamait à cor et à cri que la 4e armée fût rappelée de Transylvanie et que les 2e et 3e armées fussent ramenées au minimum indispensable pour assurer la défense des cols, afin de pouvoir lancer le gros des armées roumaines contre les Bulgares. Cela avait au moins le mérite de constituer un plan d'opérations. Le général Présan, qui commandait le front nord, s'y opposait avec une énergie non moins grande. La controverse était des plus vives et il y avait du pour et du contre des deux côtés. Comme c'était prévisible, cela se termina sur un compromis : le général Présan continua à envahir la Transylvanie avec des forces trop faibles pour avoir de l'effet, tandis que général Averescu obtint assez d'effectifs prélevés sur les armées qui tenaient les cols pour en compromettre la défense, mais pas assez pour prendre le dessus sur les Bulgares.

Cela faisait maintenant deux mois que la Roumanie était en guerre, et au début de novembre l'armée de Falkenhayn fut renforcée par cinq nouvelles divisions allemandes, plus deux de cavalerie. Ces renforts importants lui donnèrent les moyens d'attaquer en force le col de Vulcan, qu'il parvint à passer le 26 novembre. Il pénétra alors dans la plaine roumaine, en descendant la vallée du Jiu, tout en coupant par la même occasion les unités ennemies qui occupaient l'extrémité de la langue de terre proche d'Orsova. Cette manœuvre fit tomber la défense des autres cols l'un après l'autre. À la fin de novembre, Falkenhayn avait effectué sa jonction avec Mackensen sur les deux rives du Danube, et le 6 décembre, après une bataille de trois jours âprement disputée entre les 15 divisions de leurs armées et ce qui restait des troupes roumaines, il faisait son entrée triomphale à Bucarest. Les Roumains, tout en se défendant obstinément, se replièrent vers l'est, en direction de la puissante armée russe qui venait enfin d'arriver. Falkenhayn et Mackensen se lancèrent à leur poursuite sans perdre de temps en dépit des conditions hivernales et des pluies torrentielles. Les routes n'existaient plus, les troupes manquaient de tout, en particulier de vivres. Ludendorff, si l'on en croit Falkenhayn, « envoyait des flots de dépêches aussi inutiles que désagréables », mais il n'envoyait ni vêtements chauds ni ravitaillement. Les Allemands n'en continuèrent pas moins à avancer, et le 7 janvier, ils atteignaient la Sereth après avoir livré une série de sévères batailles, pour la plupart contre des unités russes. Leur progression se termina là. La langue de terre roumaine avait été arrachée du reste. Ce malheureux royaume ne comprenait plus que sa province nord. C'est dans la région exiguë qui se trouve autour de Jassy que les armées qui quatre mois auparavant s'étaient lancées dans la guerre avec tant d'espoir eurent à souffrir pendant des mois de toutes sortes de privations et même de la famine. Des milliers de soldats, ainsi qu'un nombre encore plus grand de réfugiés, devaient en mourir dans

des conditions atroces. C'est ainsi que la Roumanie partagea finalement elle aussi les misères horribles de tous les peuples balkaniques.

Comme il est difficile de rien apprendre aux races humaines et de les empêcher de se laisser aveugler par leurs passions ! La Grande Guerre, qui devait causer tant de malheurs à tant de peuples, offrait aux nations chrétiennes des Balkans la plus belle occasion qui pût s'offrir. Si d'autres étaient condamnés à oser, à peiner et à souffrir, elles n'avaient, elles, qu'à pardonner et à s'unir. Si elles avaient d'elles-mêmes pris conscience de leurs intérêts communs, elles auraient pu fonder une Confédération balkanique et devenir l'une des grandes puissances européennes, avec comme capitale Constantinople, sous statut international. S'ils s'étaient mis d'accord pour observer tous une neutralité armée, suivie d'une intervention décisive, faite au moment de leur choix contre leurs ennemis communs la Turquie et l'Autriche, chacun de ces États aurait obtenu la réalisation de la plupart de ses aspirations légitimes, et la sécurité, la prospérité et la puissance de tous se seraient trouvées assurées. Ils ne l'avaient pas voulu, pour choisir au contraire d'avaler tous ensemble le breuvage corrosif de la vengeance fratricide. Et la coupe qu'ils avaient portée à leurs lèvres n'est pas encore vidée.

Il nous faut revenir maintenant aux questions de politique intérieure britannique que nous avons quittées à la fin de mai 1915, après la formation du gouvernement de coalition. On pouvait se rendre compte dès cette époque que le nouveau Cabinet, bien que comprenant un grand nombre de personnalités éminentes et intègres, n'en était pas moins un organe inadapté, trop lourd pour assurer la direction d'une grande guerre. Dès le début, on y discernait de très nets clivages et de fortes individualités, qui ne correspondaient pas aux lignes de démarcation habituelles des partis, mais bien plutôt aux différences de tempérament et de sentiment qui traversaient tous les partis. On y trouvait la vieille

école libérale, groupée autour du Premier ministre, qui répugnait à prendre dans le domaine de la politique intérieure les mesures draconiennes indispensables à la conduite de la guerre, et qui n'était pas sans rencontrer de sympathies dans les rangs des conservateurs. Cette école était très fortement impressionnée par les difficultés financières dues aux énormes versements que nous étions obligés de faire aux États-Unis afin de fournir à nos armées et à nos alliés le matériel considérable qui leur était nécessaire. Elle s'opposait à ce que l'on prît dans le domaine industriel les mesures extrêmes indispensables pour obtenir un rendement maximum dans les usines d'armement. Mais surtout elle s'opposait à l'introduction du service obligatoire pour subvenir aux besoins en hommes des armées du front. C'est sur cette question que se cristallisaient les plus grandes divergences de vues et de sentiments.

Jusqu'au milieu de 1915, les foules enthousiastes d'engagés volontaires avaient de loin dépassé la capacité que nous avions alors de les équiper et de leur donner une affectation. Plus de 3 millions d'hommes s'étaient présentés spontanément. Ils représentaient tout ce qu'il y avait de mieux et de plus fort dans le patriotisme de la nation britannique. Mais à l'été 1915, le recrutement ne suffisait plus à combler les besoins.

Il était désormais évident qu'il ne serait pas possible de mettre en ligne des armées de 70 divisions, et encore moins de 100, sans prendre des mesures de caractère absolument différent. L'école des purs libéraux, emmenée par le Premier ministre, était d'avis de demander un nouvel effort au recrutement volontaire. La plupart des ministres conservateurs, appuyés par M. Lloyd George – et par moi, avant ma démission – étaient convaincus qu'il était impossible de ne pas prendre des mesures de contrainte immédiate. C'est dans cet ordre d'idées que je rédigeai en juillet 1915 un rapport destiné au Cabinet qui fut signé par

M. Chamberlain, Lord Curzon, Lord Selborne et d'autres personnalités, et qui concluait dans les termes suivants :

> Nous ne pouvons pas nous permettre, à l'instar de l'Allemagne ou de la France, d'incorporer la grande majorité des hommes en état de porter les armes. Il ne nous est pas non plus possible d'accepter indistinctement tous les volontaires, sans tenir compte de leurs occupations professionnelles ou de leur utilisation dans d'autres domaines. Le problème qui se pose devant nous est plus complexe… Nous sommes la nation belligérante qui peut le moins se permettre d'incorporer un homme marié de quarante ans, tandis qu'un célibataire de vingt-cinq reste inactif. Il n'est pas judicieux d'envoyer au front un ouvrier qualifié de l'industrie d'armement, alors qu'un domestique privé conserve son emploi. Nous ne devons pas admettre qu'une province soit démunie, par suite du patriotisme de ses habitants, du minimum indispensable d'agriculteurs ou de travailleurs non qualifiés, tandis que dans une autre le recrutement n'obtient en fait aucun succès… Nous ne pouvons pas nous permettre de compléter nos bataillons actifs avec une proportion exagérée d'hommes mûrs, ni de laisser un homme dont l'armée a besoin exécuter un travail qui peut être fait par une femme, un enfant ou un homme âgé. Il est donc nécessaire de perfectionner davantage l'organisation nationale, afin de remédier à ces défauts et d'assurer ainsi sous ses formes les plus diverses l'accroissement maximum de la puissance de guerre de notre peuple.

Mais Lord Kitchener ne partageait pas cette manière de voir. Il était légitimement fier de la merveilleuse réponse faite par le pays à ses

demandes successives de volontaires. Il voulait croire que ses compatriotes lui donneraient personnellement le nombre d'hommes qu'il estimait nécessaire. Il se rangeait donc du côté de M. Asquith, et son intervention empêcha à ce moment-là l'adoption du service obligatoire. En septembre, alors que les pertes subies à Loos avaient montré quelle serait l'importance de nos besoins en 1916, la tension qui existait entre les deux groupes du Gouvernement devint très vive. Elle devint même si grave qu'une discussion approfondie du problème en plein Conseil aurait provoqué une crise ministérielle. C'est la raison pour laquelle il n'était pas possible d'évoquer au Conseil le sujet qui occupait tous les esprits, et plusieurs semaines s'écoulèrent sans amener aucun progrès. Enfin, au milieu d'octobre, neuf membres du Cabinet, y compris M. Lloyd George et moi-même, se réunirent chez Lord Curzon et se résolurent à faire aboutir la question à tout prix. Lord Kitchener et le Premier ministre, se sentant menacés par une crise qui de toute évidence s'aggravait de jour en jour, établirent un programme nouveau et d'une grande portée pour demander au recrutement volontaire ce que l'on considérait comme son effort final. Lord Derby fut chargé de diriger ce mouvement, et ce programme fut présenté au Cabinet comme une décision déjà acquise. C'est grâce à cette mesure que l'on parvint à retarder provisoirement la crise, et à empêcher les démissions qui allaient se produire dans les deux camps.

Il était évident que le programme de recrutement de Lord Derby ne pouvait être qu'un palliatif. Bien que le nombre des engagements fût considérable, il n'en était pas moins insuffisant pour répondre aux besoins des armées. Dès le début de janvier, et sous la force impérieuse des événements, la crise à l'intérieur du Cabinet se réveilla avec une violente intensité, et l'effrayante nécessité des faits se voyait alors renforcée par le mouvement d'ordre moral qui soulevait les passions

d'une masse énorme de la population. Trois millions et demi d'hommes s'étaient engagés volontairement, et leur nombre s'avérait insuffisant. Fallait-il, en raison des obligations qu'ils avaient contractées, les renvoyer à la bataille quel que soit le nombre de fois où ils avaient déjà été blessés ? Fallait-il inciter des volontaires âgés, affaiblis et en piteux état à partir au front tandis que des centaines de milliers de jeunes gens en pleine santé s'efforçaient de continuer à vivre normalement ? Fallait-il astreindre les citoyens des unités de réserve ou les soldats de carrière qui avaient atteint le terme de leur engagement à continuer à servir, alors que d'autres qui n'avaient pas fait le moindre effort ne seraient même pas appelés ? Trois millions et demi de familles dont le soutien chéri, dont le héros donnait généreusement tout à la cause nationale – familles qui représentaient les éléments les plus solides de la vie de la nation – exigeaient que la victoire ne fût pas retardée, que le carnage ne fût pas prolongé, parce que d'autres refusaient d'accomplir leur devoir. À la fin de janvier, Lord Kitchener changea enfin de camp et M. Asquith céda. Il n'y eut en définitive qu'un seul ministre, Sir John Simon, pour donner sa démission. Une loi établissant le service militaire obligatoire fut présentée au Parlement, où elle fut promptement votée à une écrasante majorité.

Cependant, cette loi nouvelle, comme pouvait le faire prévoir la lutte intérieure qui l'avait précédée, n'était qu'un compromis peu satisfaisant. Elle n'assurait pas le nombre d'hommes nécessaires, pas plus qu'elle ne répondait aux vociférations de ceux, toujours plus nombreux, qui réclamaient un partage plus équitable des sacrifices. En avril, une nouvelle crise éclata au sein du Cabinet sur l'extension de la conscription. Les dissensions antérieures avaient laissé des traces dans les deux camps, et des différences de tempérament extrêmement sérieuses s'étaient révélées entre des collègues à qui la cause nationale était également chère. Il semblait cette fois certain que M. Lloyd George

allait donner sa démission et que le Cabinet allait se désagréger, et des plans furent échafaudés en vue de constituer une solide opposition qui s'engagerait à faire aboutir les mesures militaires les plus énergiques.

On suggérait M. Lloyd George et Sir Edward Carson pour prendre la tête de ce groupe d'opposition aux Communes, et de nombreuses voix me pressaient de me ranger à leurs côtés. Le bataillon écossais que j'avais commandé pendant quelques mois dans les Flandres ayant été dissous suite à la réduction de ses effectifs, je reçus une permission définitive qui m'autorisait à reprendre mes fonctions parlementaires. Au mois de mai, le Parlement instituait par décret deux commissions d'enquête sur les opérations de Mésopotamie et des Dardanelles, et je me trouvai immédiatement amené à défendre pendant près d'un an, au cours de séances épuisantes qui n'en finissaient pas, l'action que j'avais menée à l'Amirauté et que j'ai exposée dans le premier volume. C'est donc en tant que simple député, mais qui a eu cependant connaissance de renseignements confidentiels, que je rapporte les événements des douze mois qui vont suivre.

En avril 1916, M. Asquith fit de nouvelles concessions qui permirent d'éviter une crise politique autour de la conscription. Une nouvelle loi sur le service national fut adoptée, et M. Lloyd George resta au gouvernement. Au cours de l'été et de l'automne, le gouvernement de coalition survécut tant bien que mal aux tensions internes qui le déchiraient.

Les reproches nés de l'écrasement de la Roumanie et de l'anéantissement de tous les espoirs que l'on avait caressés pour 1916 remirent le feu aux poudres entre les deux camps qui s'opposaient au Conseil des ministres. La démission de M. Lloyd George amena immédiatement la chute du Gouvernement. Les alignements et réalignements des personnalités ministérielles, telles les pièces d'un

kaléidoscope, qui suivirent cet événement constitueront un jour un chapitre fort instructif de l'histoire constitutionnelle britannique.

Le 5 décembre, M. Asquith présentait au roi sa démission ainsi que celle de son gouvernement, et M. Bonar Law, appelé en consultation par le souverain, lui indiquait M. Lloyd George comme étant le seul successeur possible. C'est en vain que l'on s'efforça de persuader M. Asquith de faire partie de la nouvelle équipe ministérielle. Il se confina, ainsi que tous les ministres libéraux, à l'exception de M. Lloyd George, dans une opposition patriotique, et le nouveau triumvirat composé de MM. Lloyd George, Bonar Law et Sir Edward Carson prit la direction des affaires avec des pouvoirs pratiquement dictatoriaux. Le Parlement ne fit pas obstacle à ces décisions, qui furent acceptées par le pays et applaudies par la presse.

Le nouveau Premier ministre souhaitait me prendre dans son gouvernement, mais cette idée fut très mal reçue par des personnalités importantes qui avaient exercé pendant la crise une influence décisive. Lord Northcliffe, qui à ce moment était animé d'une hostilité violente à mon égard, se hâta d'annoncer dans le *Times* et dans le *Daily Mail* qu'il avait été fermement décidé d'exclure des fonctions gouvernementales tous ceux qui portaient la responsabilité des échecs subis pendant la guerre, et que le public « apprendrait avec soulagement et satisfaction qu'il ne serait pas proposé de portefeuille à M. Churchill dans le nouveau gouvernement ». Il s'efforça également – mais heureusement sans succès – de mettre son veto à la nomination de M. Balfour aux Affaires étrangères. Quatre membres éminents du Parti conservateur, dont la participation à la nouvelle coalition était jugée indispensable, signèrent une déclaration stipulant qu'ils n'accepteraient d'en faire partie que si Lord Northcliffe et moi en étions exclus. C'est ainsi que les prises de position de Lord Northcliffe reçurent un puissant renfort – quoique dans des conditions qui n'étaient pas des plus flatteuses pour

lui. On aurait certes pu avancer à juste titre que mon action comme Premier lord de l'Amirauté était *sub judice* tant que la commission d'enquête des Dardanelles n'avait pas déposé son rapport. Dans ces circonstances, il était impossible à M. Lloyd George de s'opposer à cette cabale fort curieusement composée, mais redoutable. Quelques jours plus tard, il me fit dire par un ami commun, Lord Riddell, qu'il ne renonçait pas à ses projets, mais que les forces hostiles étaient encore trop puissantes. Je lui répondis par la même voie que j'entendais conserver mon indépendance politique.

J'étais en fait cruellement déçu de ne pas avoir à m'employer dans un gouvernement dont les buts et l'esprit s'accordaient parfaitement avec les miens. L'exercice de fonctions publiques en temps de paix est souvent un avantage de valeur douteuse, et il n'est pas rare qu'un homme soit plus heureux de garder sa liberté que d'avoir à en user. Mais dans cette guerre mondiale, une haute fonction officielle, surtout si elle touche à la défense nationale, peut se comparer comme importance au commandement d'une armée ou même d'un groupe d'armées, et j'avais peine, en raison de mon expérience particulière, et de la part que j'avais prise à tous les événements précédents, qui sont décrits dans ce livre, à supporter une décision qui me condamnait à une inactivité continue pour une période indéterminée.

Néanmoins, mes relations avec le nouveau Premier ministre prirent un tour nouveau après un débat aux Communes en mai 1917, au cours duquel je pris la parole pour demander que cessent les vaines et coûteuses offensives des Alliés :

> … N'est-il pas évident… que nous ne devons pas gaspiller ce qui reste des armées françaises et britanniques dans des offensives précipitées, avant que la puissance américaine ne fasse sentir son action sur le champ de bataille ? Nous ne disposons pas de la

> supériorité numérique indispensable à une offensive victorieuse. En matière d'artillerie, nous n'avons pas de prépondérance marquée sur l'ennemi. Nous n'avons pas le nombre de chars nécessaires. Nous ne possédons pas la maîtrise de l'air. Nous n'avons pas encore trouvé les moyens mécaniques ou tactiques nous permettant de percer une suite indéfinie de positions fortifiées défendues par des troupes allemandes. Irons-nous dans de pareilles circonstances dissiper ce qui nous reste d'hommes pour fournir des efforts désespérés sur le front occidental avant que l'on n'ait pu réunir en France d'importants contingents américains ? Que la Chambre demande instamment au Premier ministre d'user de son autorité et de son influence personnelle pour empêcher les hauts commandements français et britannique de s'entraîner réciproquement dans de nouvelles aventures sanglantes et désastreuses. Maîtrisez l'attaque sous-marine, transportez les millions de soldats américains, et pendant ce temps, adoptez sur le front occidental une attitude de défensive active, qui nous permettra d'économiser les vies des combattants français et britanniques, d'entraîner, de faire grossir et de perfectionner nos armées et nos méthodes en vue de fournir un effort décisif dans l'année qui vient.

À partir de ce jour, et bien que n'ayant pas de portefeuille, je me trouvai être pour ainsi dire son collègue. Nous discutions fréquemment de tous les aspects de la guerre, et il me faisait part de ses espoirs et de ses inquiétudes secrètes. Il m'assura qu'il était résolu à m'avoir à ses côtés. C'est de cette position pour le moins insolite que j'observai le déroulement des événements des six mois suivants, notamment la menace née de la guerre sous-marine et l'offensive désastreuse en France que nous allons bientôt étudier.

M. Lloyd George possédait deux qualités caractéristiques qui convenaient parfaitement à cette période de crise. C'était d'abord la faculté de vivre dans le présent sans se cantonner au court terme. Il abordait l'œuvre de chaque jour avec l'espoir et l'enthousiasme que l'on apporte à une entreprise nouvelle. Il envisageait les problèmes de chaque matin d'un œil que n'aveuglaient pas les idées préconçues, les déclarations antérieures ou les souvenirs des déceptions et des insuccès. En temps de paix, cette tournure d'esprit n'est pas toujours louable, et elle réussit rarement longtemps. Mais dans cette crise extrême, où des événements prodigieux et leurs effets incommensurables bouleversaient chaque mois toutes les valeurs et tous les rapports humains, faisant du monde un kaléidoscope, cette agilité mentale inlassable mise au service de la victoire constituait un avantage peu commun. Son intuition convenait mieux à cette période de crise que les raisonnements logiques d'esprits plus rigides.

Cette faculté de vivre dans le présent et de repartir chaque jour sur des bases nouvelles lui conférait une autre aptitude inestimable. M. Lloyd George semblait avoir à cette époque un pouvoir particulier de tirer du malheur même les éléments d'un futur succès. Suite aux ravages des sous-marins, il fit introduire le système des convois ; suite au désastre de Caporetto, il mit en place le Conseil suprême de la guerre ; suite à la catastrophe du 21 mars, il obtint la création du commandement unique et l'envoi d'énormes renforts américains.

L'ascendant qu'il exerçait dans les hautes sphères gouvernementales britanniques et dans les conseils interalliés grandissait en dépit des catastrophes. Il n'attendait pas que les événements aient eu lieu pour porter un jugement perspicace. Il s'attaquait à des événements gigantesques et s'efforçait de les plier à sa volonté sans se laisser troubler par les faux pas et les conséquences qu'ils impliquaient. Il se souciait peu

des traditions et des conventions. Jamais il ne cherchait à ériger en idole tel ou tel chef militaire ou naval pour ensuite pouvoir s'abriter derrière sa réputation. Les hiérarchies militaire et navale étaient traitées avec rudesse et obligées de s'adapter aux impérieuses nécessités du moment. Des hommes énergiques et capables, pris en dehors des milieux parlementaires, furent placés à la tête de ministères importants. Il ne négligeait rien de ce qui l'entourait et consacrait son attention et ses soins à tous les points qui sont du ressort du gouvernement. Il ne vivait que pour sa tâche, sans jamais s'en faire l'esclave. Il prenait toutes les décisions à mesure qu'elles s'imposaient. Il donnait rarement l'impression de ployer sous la tâche. À son habileté naturelle dans l'art de manier les hommes et les conseils, il ajoutait désormais dans sa façon de mener la guerre un sens aigu de l'importance relative des faits, et la faculté de se plonger à corps perdu dans les sujets qui lui étaient le plus étrangers afin d'en acquérir la maîtrise. C'est sous son gouvernement que les îles Britanniques et l'empire ont été efficacement organisés en vue de la guerre. Il a créé le Cabinet de guerre impérial, qui centralisait entre les mains d'un seul pouvoir exécutif les ressources de la monarchie britannique disséminées à travers le monde. Le système des convois qui permit de triompher de la menace sous-marine, la percée qui permit d'écraser les Turcs en Palestine, et le commandement unique qui présida aux premières victoires remportées en France : ce sont bien là des choix politiques dont le mérite revient avant tout à l'énergique volonté du Premier ministre de la Couronne.

---

1. Dans l'armée allemande, les adjoints au chef de l'État-Major général portaient encore l'ancien titre de quartier-maître général. (WSC)

2. Hindenburg, Paul von, *Aus meinem Leben*, Leipzig, Hirzel, 1920. (WSC)

3. Voir volume I, p. 231.

CHAPITRE XIV

L'INTERVENTION DES ÉTATS-UNIS

Les premiers mois de 1917 furent marqués par trois événements propres à frapper les esprits : la décision prise par l'Allemagne de déclarer la guerre sous-marine à outrance, l'intervention des États-Unis et la révolution russe. L'ensemble de ces trois événements constitue le deuxième grand tournant de la guerre et l'ordre dans lequel ils se sont succédé eut des conséquences décisives. Si la révolution russe avait eu lieu en janvier, et non en mars, ou bien si les Allemands avaient attendu l'été pour déclarer la guerre sous-marine sans restriction, celle-ci ne se serait pas produite et par conséquent les États-Unis n'auraient pas eu à intervenir. Si les Alliés n'avaient pas reçu l'appui des États-Unis au moment où ils étaient confrontés à l'effondrement de la Russie, il paraît certain que la France n'aurait pas pu survivre au-delà de cette même année, et la guerre se serait terminée par une paix de compromis ou, en d'autres termes, par une victoire allemande. Si la Russie s'était écroulée deux mois plus tôt, si l'Allemagne s'était contenue deux mois de plus, tout le cours des événements en eût été bouleversé. C'est dans cet enchaînement des faits que nous reconnaissons la main du Destin. Il

était nécessaire que la Russie tînt ou bien que l'Allemagne s'impatientât pour entraîner l'intervention des États-Unis – et les deux allaient se produire.

La défaite totale de l'Allemagne est due à trois fautes capitales. C'est d'abord la décision de traverser la Belgique même si cela provoquait l'entrée en guerre de la Grande-Bretagne, c'est ensuite la décision d'entamer la guerre sous-marine sans restriction même si cela provoquait l'entrée en guerre des États-Unis, c'est enfin la décision prise d'utiliser les troupes dégagées du front russe en 1918 pour un assaut final sur le front français. Sans la première de ces fautes, l'Allemagne aurait facilement battu la France et la Russie en un an ; sans la deuxième, elle aurait pu conclure en 1917 une paix satisfaisante ; sans la troisième, elle aurait pu tenir tête aux Alliés sur des positions imprenables, derrière la Meuse ou le Rhin, et obtenir des conditions de paix honorables comme prix d'un arrêt des massacres. Ces erreurs sont dues toutes trois aux mêmes forces, à ces forces mêmes qui ont créé la puissance militaire de l'Empire allemand. C'est à l'État-Major général allemand, qui défendit la cause allemande avec une puissance si prodigieuse, qu'il faut attribuer la responsabilité de ces trois décisions fatales. C'est ainsi que les nations, comme les individus, sont ruinées par l'excès même des qualités et des dons qui leur ont permis de fonder leur puissance.

Quelle que soit la durée de la controverse, les nations belligérantes ne parviendront jamais à se mettre d'accord sur la justification ou non de la guerre sous-marine. Les Allemands n'ont jamais compris et ne comprendront jamais l'horreur et l'indignation que leurs attaques ont provoquées chez leurs adversaires et chez les neutres. Ils ont cru sincèrement que le tollé qu'elles ont suscité n'était qu'hypocrisie et propagande. Les us et coutumes de la mer sont très anciens. Ils sont apparus au fil des siècles, et bien qu'ils aient été fréquemment violés

dans certains cas, ils ont survécu dans l'ensemble aux luttes acharnées que se sont livrées les nations. Le simple fait d'arraisonner un navire marchand ennemi était un acte qui imposait de strictes obligations. La capture d'un navire neutre comme prise de guerre provoquait toute une série de discussions historiques sur l'application des lois internationales. Mais il y a un abîme entre la saisie et la destruction en mer d'un bâtiment. Celui qui capturait un bâtiment neutre était tenu, d'après une tradition déjà longue, d'amener sa prise dans un port pour en référer à un tribunal spécialisé. Il était déjà abominable de le couler sans autre forme de procès, mais le faire sans prendre les mesures voulues pour assurer le sauvetage de l'équipage en le laissant périr dans les canots ou se noyer dans les flots constituait aux yeux de toutes les nations maritimes une atrocité qui jusque-là n'avait jamais été perpétrée délibérément que par les pirates. C'est pourquoi les vieilles nations de marins, et en particulier la Grande-Bretagne, la France, la Hollande, la Norvège et les États-Unis, considérèrent la guerre sous-marine contre les bâtiments de commerce, et surtout contre les navires neutres, comme une énormité sans bornes. Et de fait, le spectacle de gens de mer abandonnés sans secours sur leurs navires marchands désemparés qui s'enfonçaient dans les flots tandis que d'autres marins les laissaient intentionnellement périr sur une mer cruelle constituait un tableau odieux.

Mais les Allemands étaient des nouveaux venus sur les mers. Ils se souciaient peu des anciennes traditions de la confraternité des marins. La mort pour eux restait la mort, quelle que fût la forme sous laquelle elle se présentait aux hommes. Elle terminait d'une façon plus ou moins douloureuse leur passage dans ce bas monde. Était-il plus horrible d'être étouffé par l'eau de mer que par les gaz asphyxiants, ou de mourir de faim dans une embarcation que d'agoniser lentement des suites d'une blessure dans le no man's land ? Le blocus britannique s'appliquait à

toute l'Allemagne considérée comme une forteresse assiégée, et son but avoué était de l'amener à déposer les armes suite à la famine provoquée dans toute la population : hommes, femmes et enfants, jeunes et vieux, blessés et bien portants. Supposons que les mêmes questions, au lieu de se poser sur mer, l'aient été sur terre, supposons qu'un grand nombre d'Américains et de neutres aient transporté des vivres ou des obus vers les zones de combat à portée des batteries allemandes, et que l'on eût appris que ces convois passaient sur certaines routes menant au front : qui aurait hésité un instant à les écraser sous des barrages d'artillerie et à les balayer de la face du globe ? A-t-on jamais hésité à tirer sur les villes et les villages, sous le prétexte qu'il s'y trouvait des non-combattants inoffensifs et sans défense ? S'ils se trouvaient dans le rayon d'action des canons, c'était à eux de prendre leurs risques et pourquoi cela ne s'appliquerait-il pas aux tirs de torpilles ? Pourquoi serait-il légitime d'abattre au canon un neutre ou un non-combattant qui entre dans la zone du feu sur terre, alors que l'on considère comme une atrocité épouvantable de tuer le même neutre ou le même non-combattant en le torpillant en mer ? Quel sens y avait-il à distinguer entre les deux procédés ? La politique pouvait bien reposer sur toute une série de calculs : la logique, elle, indiquait que la voie était libre. Oui, nous n'hésiterons pas, s'il le faut, à tuer tous ceux, quel que soit leur statut, qui se trouvent à portée de nos armes et qui nous empêchent de gagner la guerre, et nous ne ferons pas de distinctions entre la mer et la terre – c'est ainsi que raisonnait l'état-major naval allemand. Mais le point de vue des neutres était différent.

C'est la personnalité énergique et bourrue de l'amiral von Tirpitz qui fut à l'origine de la décision de faire attaquer les navires marchands par les sous-marins. Nous avons déjà vu quel avait été le résultat de ses premiers efforts. Le 4 février 1915, il avait fait connaître qu'à partir du 18 février « tout navire de commerce ennemi rencontré [à proximité des

côtes britanniques] serait détruit, sans qu'il soit toujours possible de protéger du danger les équipages et les passagers » et que les bateaux neutres qui se trouveraient dans la zone de guerre seraient également exposés aux mêmes dangers[1]. À cette époque, Tirpitz ne disposait pas de beaucoup plus d'une vingtaine de sous-marins utilisables pour ces missions, dont un tiers seulement, c'est-à-dire 7 ou 8, pouvaient se trouver en service à la mer à un moment donné. L'énormité du trafic, le nombre considérable des ports britanniques, les mesures défensives que nous avions prises nous avaient donné la certitude que ces attaques n'auraient que des effets relativement limités en regard du volume de notre commerce. J'annonçai donc immédiatement que nous publierions toutes les semaines le nombre des navires marchands coulés par les sous-marins allemands, ainsi que le nombre des entrées et sorties dans les ports britanniques. Notre confiance fut pleinement justifiée par les événements et, en mai 1915, tout le monde put se rendre compte de l'impossibilité où se trouvait Tirpitz de perturber le trafic maritime avec d'aussi faibles moyens.

La colère des neutres et l'attitude menaçante des États-Unis provoquées par cette forme nouvelle de la guerre navale, de même que la médiocrité des résultats obtenus, amenèrent l'empereur, le chancelier et le ministre des Affaires étrangères d'Allemagne à reconnaître après le torpillage du *Lusitania* et de l'*Arabic* que Tirpitz s'était trompé et qu'il y avait lieu de le modérer. Des ordres successifs vinrent donc réduire les opérations des sous-marins, qui, également entravées par les fluctuations de la politique adoptée, se terminèrent complètement à l'automne 1915. La divulgation prématurée de cette méthode de guerre exécutée avec des moyens insuffisants rendit un service énorme à la Grande-Bretagne. Dès le début de 1915, je donnai des directives à l'Amirauté en vue de prendre des mesures de défense de tout genre, et sur la plus grande échelle possible. On multiplia dans d'énormes proportions le nombre des

petits bâtiments armés, soit en en construisant de nouveaux, soit en transformant des bateaux de pêche. On poursuivit vigoureusement l'armement des navires marchands, les manœuvres des bateaux-pièges – dont nous reparlerons – furent perfectionnées et tous les moyens scientifiques d'attaque et de défense contre les sous-marins firent sans discontinuer l'objet d'expériences avant d'être mis en fabrication. La première offensive sous-marine échoua piteusement, mais les contre-mesures qui avaient été amorcées continuèrent à se développer très rapidement sous la direction de M. Balfour et de son Conseil de l'Amirauté tout au long des années 1915 et 1916. C'est à la persévérance dans cette voie même après que le danger semblait avoir disparu que nous devons en très large part notre salut final.

Je m'efforçai de stimuler l'exécution de ces mesures de protection, en prononçant à la Chambre des communes le 7 mars 1916, alors que je me trouvais en permission, un discours qui constituait un avertissement sans ambiguïté :

> Il faut toujours se demander, et tout particulièrement quand il s'agit de la guerre navale, ce que va faire l'ennemi au moment même et ce qu'il s'apprête à faire par la suite. Il faut toujours s'efforcer de découvrir ses intentions, et les mesures à prendre doivent toujours s'inspirer de l'idée qu'il fera ce que nous aimerions le moins lui voir faire et être conçues en conséquence. M. Balfour nous a exposé comment le précédent Conseil de l'Amirauté avait triomphé de quelques-uns des dangers les plus sérieux et les plus gênants qui se sont présentés au début de la guerre, mais il en est un dont il n'a pas fait mention, c'est le danger des attaques sous-marines contre les navires marchands, danger qui a été conjuré par les mesures d'une importance et d'une complexité extrêmes prises l'année dernière à cette époque.

> Mais bien que la campagne sous-marine allemande ait jusqu'ici subi un échec complet et qu'il soit vraisemblable qu'il en ira de même dans l'avenir, là non plus vous ne pouvez pas affirmer qu'elle ne se représentera pas sous une forme nouvelle et plus inquiétante et que l'on ne se verra pas forcé d'y parer par de nouveaux efforts et par des interventions différentes. Il faut donc toujours avoir en réserve des procédés nouveaux avant que l'ennemi ne puisse utiliser les siens, et nos moyens et nos progrès doivent toujours être supérieurs à ce que l'on peut attendre de la part de l'ennemi. Il m'a semblé indispensable de donner cet avertissement, sur lequel je ne m'étendrai pas davantage pour des raisons qui sont évidentes.

Au même moment, au printemps de 1916, Tirpitz insistait à nouveau auprès du chancelier allemand pour être autorisé à reprendre la guerre sous-marine. Il soumit Bethmann-Hollweg à un redoutable tir croisé. Il rallia le général von Falkenhayn à sa cause. L'amiral von Holtzendorf était enthousiaste. Tirpitz lui-même écrivait dans son rapport de février 1916 :

> Il est absolument indispensable d'avoir recours immédiatement et impitoyablement à l'arme sous-marine. Tout nouveau retard apporté à la mise à exécution de la guerre sans restriction permettrait à l'Angleterre de prendre de nouvelles mesures défensives, tant au point de vue naval qu'au point de vue économique, et nous ferait subir des pertes plus fortes à long terme en compromettant la rapidité du succès. Plus vite on entamera la campagne, plus le succès sera prompt et plus vite l'Angleterre perdra l'espoir de nous battre par une guerre

d'usure. Si nous venons à bout de l'Angleterre, nous brisons les reins de la coalition ennemie.

Le 23 février 1916, Tirpitz abordait l'empereur et l'enjoignait de se décider sur un ton agressif. Le Kaiser, qui se rendait forcément compte qu'il allait être, ainsi que le chancelier, soumis à de nombreuses pressions venues de différents endroits réunit le 6 mars une conférence dont il exclut intentionnellement Tirpitz. On y décida, en présence du chancelier, de Falkenhayn et de Holtzendorf, d'ajourner indéfiniment le début de la campagne sous-marine sans restriction. On annula les ordres qui en prévoyaient la reprise pour le 1er avril. Tirpitz demanda immédiatement à être déchargé de ses fonctions, ce qui lui fut accordé le 17 mars. L'état-major naval et l'amiral Scheer n'en continuèrent pas moins à poursuivre la lutte.

Au printemps de 1916, l'Allemagne disposait désormais pour lancer une campagne sous-marine d'une cinquantaine d'unités du type voulu, contre la grosse vingtaine qu'elle possédait l'année précédente. Dans ces conditions, Tirpitz n'aurait pas pu maintenir en permanence plus de 20 sous-marins en mission. Si l'on tient compte des progrès des moyens de défense britanniques, on peut admettre que cet accroissement du nombre des sous-marins n'aurait pas porté une sérieuse atteinte à notre ravitaillement venu d'outre-mer. Mais à côté de ces 50 sous-marins en service, il n'y en avait pas moins de 157 en construction au cours de l'année budgétaire allemande de 1916. Au début de 1917, quand ces unités seraient achevées, la situation deviendrait pour la première fois très grave. L'attaque menée par 25 sous-marins en février 1915 n'avait aucun sens, l'attaque lancée par 50 sous-marins en 1916 aurait pu être facilement repoussée, mais l'offensive de 200 sous-marins en février 1917 ouvrait des perspectives sur une échelle différente. Si Tirpitz avait eu une prévoyance et une maîtrise de soi presque

surhumaines et s'il ne s'était pas attaqué à la marine marchande avant de disposer de ces 200 sous-marins, ce qui ne nous aurait pas conduits à chercher la parade alors qu'il en était encore temps, personne ne peut dire ce qui serait arrivé. Heureusement, les moyens de défense augmentaient parallèlement au danger. Le péril sous-marin allait atteindre des proportions énormes et effrayantes, mais

> *Le mal naissant qui doit lentement vous ruiner*
> *Grandit en grandissant et de ses forces sort fortifié* [2] .

Nous touchons maintenant à la fin de 1916, et pendant la période de répit que l'hiver apporte aux belligérants, les dirigeants allemands considèrent avec angoisse la scène fatale qui se présente à leurs yeux. L'Allemagne a survécu aux désastres qu'a provoqués la décision de Falkenhayn de lancer l'offensive sur Verdun et de négliger les fronts orientaux. Elle a saigné à blanc l'armée française à Verdun, elle a contenu l'attaque britannique sur la Somme, elle a comblé la brèche créée par Broussiloff, elle a même trouvé les moyens nécessaires pour écraser la Roumanie, et elle a terminé cette année de lutte en brandissant des lauriers de victoire. Mais les dirigeants allemands ne pouvaient arriver à chasser de leur esprit le péril épouvantable, la pression toujours plus lourde, les ressources qui s'épuisaient, les fronts constamment menacés, les populations asphyxiées par le blocus et le sablier qui mesurait le passage du temps. Sur le front occidental, les Alliés se préparaient à leur porter au printemps suivant des coups encore plus effroyables. La capacité de résistance de la Russie n'était pas affaiblie – elle était même en pleine renaissance, sur une échelle presque incroyable. Mais l'on disposait pour la première fois de 200 sous-marins. Seraient-ils suffisants pour affamer la Grande-Bretagne et « briser les

reins » des Alliés, même si la guerre avec les États-Unis devait en résulter ?

> Si nous avions pu prévoir la révolution russe, *nous dit Tirpitz*, nous n'aurions peut-être pas été amenés à considérer la campagne sous-marine de 1917 comme notre dernier recours. Mais en janvier 1917 rien ne laissait présager la révolution.

En novembre et décembre, le chancelier et les chefs militaires et navals allemands revinrent sans cesse à la charge auprès de l'empereur en lui faisant valoir leurs arguments. Deux cents sous-marins disponibles sur-le-champ valent-ils les 120 millions d'Américains qui se trouvent de l'autre côté de l'Atlantique ? Britannia, qui règne sur les mers[3], règne-t-elle également dans leurs profondeurs ? Cruelles questions, qui dépassaient en intensité les tournants décisifs de la lutte entre Rome et Carthage !

Il est indiscutable que la responsabilité de la décision prise incombe à Hindenburg et Ludendorff. Tirpitz n'était plus là. Il affirme même que l'on avait laissé passer le moment opportun pour déclencher la guerre sous-marine sans restriction et il rapporte son commentaire sur la décision, livré non sans quelque hésitation : « Trop tard. » Mais le Grand Quartier général allemand était depuis longtemps partisan d'utiliser pleinement l'arme sous-marine, quel qu'en soit le prix. Il trouvait en la personne de Ludendorff un chef qui ne reculait devant rien, et qui poussait de toute évidence le goût du risque jusqu'à la fascination. Le vieux feld-maréchal partageait sa détermination, ou bien il s'y rallia. Il prit position contre le chancelier avec tout le poids de son autorité. Les amiraux firent chorus, en faisant miroiter des succès rapides et décisifs. Les dirigeants civils sentaient bien que le rapport de force était en train

de tourner à leur désavantage. Leurs ouvertures de paix avaient été rejetées sans aménité par les Alliés. L'échange de télégrammes au ton péremptoire entre Hindenburg et Bethmann-Hollweg pendant la dernière semaine de l'année marqua la fin de la résistance du chancelier. Le 9 janvier, la conférence décisive « *à trois* » se réunit à Pless. Ludendorff a publié les notes qu'il y a prises, dont nous extrayons les passages suivants :

> *Le chancelier* : Si Sa Majesté ordonne d'intensifier les opérations sous-marines, le chancelier s'efforcera de maintenir la neutralité de l'Amérique. Nous serons obligés de faire un certain nombre de concessions qui ont été déjà débattues avec l'état-major naval. Il nous faut cependant prévoir l'entrée en ligne de l'Amérique… La décision de nous engager dans la guerre sous-marine sans restriction dépend donc des résultats que nous pouvons en escompter. L'amiral von Holtzendorf nous montre que l'Angleterre se trouvera à notre merci à la moisson prochaine. L'expérience acquise par les sous-marins au cours de ces derniers mois, l'augmentation du nombre d'unités, la situation économique défavorable de l'Angleterre constituent des facteurs qui augmentent certainement nos chances. Considérée dans son ensemble, la guerre sous-marine sans restriction présente des perspectives très favorables, sans qu'il soit bien entendu possible d'en prouver la certitude.
>
> Si l'on envisage la situation militaire, nous sommes forcés d'admettre que de grandes offensives offrent peu de chances de nous assurer la victoire finale. La campagne sous-marine est notre « dernier atout ». C'est une décision très grave qu'il s'agit de prendre ! *Mais si les autorités militaires considèrent la guerre*

sous-marine comme nécessaire, je ne suis pas en situation de m'y opposer[4].

Le maréchal [Hindenburg] : Nous pouvons faire face à toutes éventualités vis-à-vis de l'Amérique, du Danemark, de la Hollande et même de la Suisse.

Les opérations sous-marines menées jusqu'ici sous les mêmes règles que celles des croiseurs ne nous ont procuré que des succès relativement faibles. Nous devons agir avec toute l'énergie et toute la brutalité possibles, et c'est pourquoi la guerre sous-marine doit commencer au plus tard le 1er février 1917. La guerre doit être terminée rapidement en raison de la situation de nos alliés, bien que *nous* soyons en état de la poursuivre nous-mêmes pendant plus longtemps.

Le chancelier : Il y a lieu de remarquer que la guerre sous-marine est susceptible de retarder la fin de la guerre.

Le général Ludendorff : La guerre sous-marine améliorera la situation de nos armées elles-mêmes. L'ennemi souffrira du manque de bois de mines et de charbon pour son ravitaillement en munitions, ce qui ne manquera pas d'apporter des soulagements à la situation de nos troupes du front occidental. Il faut leur épargner une nouvelle bataille de la Somme. Notre expérience propre, les effets de la crise des transports, nous montrent que cet allègement se produira certainement.

Enfin la puissance offensive de la Russie en sera diminuée, car la réduction du tonnage se fera sentir sur son ravitaillement en matériel. Le Transsibérien est insuffisant pour assurer les besoins russes.

Le chancelier : En ce qui concerne la participation éventuelle des États-Unis à la guerre, leur assistance se manifestera par

l'expédition de vivres à l'Angleterre, par une aide financière, par la fourniture d'avions et l'envoi d'un corps de volontaires.
Le maréchal : Nous sommes déjà prêts à faire face à ces éventualités. Les conditions actuelles de la guerre sous-marine sont même plus favorables qu'elles ne le seront sans doute jamais. Nous avons la possibilité et le devoir de la commencer.
Le chancelier : Oui, nous devons agir, si la victoire est possible.
Le maréchal : Si nous laissons passer l'occasion favorable, on nous le reprochera plus tard.
Le chancelier : La situation est certainement plus favorable qu'elle ne l'était en septembre dernier.
Le général Ludendorff : Les mesures que nous prendrons vis-à-vis des neutres sont purement défensives et ne constituent pas la moindre provocation.
Le chancelier : Qu'arriverait-il si la Suisse entrait en guerre et si les Français traversaient son territoire ?
Le maréchal : Cette situation ne serait pas défavorable au point de vue militaire[5].

Le chancelier nous a dépeint lui-même[6] la conférence qui eut lieu le même jour un peu plus tard en la présence de l'empereur :

Au début de janvier 1917, je fus appelé au Grand Quartier général. À mon arrivée à Pless, dans la matinée du 9, on avait déjà pris une décision *de facto*. Le commandement suprême et l'état-major naval étaient décidés à obtenir le lancement de la guerre sous-marine. L'empereur lui-même se ralliait à leur manière de voir. La situation était complètement différente de celle qui existait au printemps et à l'automne de 1916, quand

j'avais réussi à empêcher la guerre sous-marine. Mon opinion avait prévalu à cet époque parce que le général von Falkenhayn n'avait pas eu l'autorité nécessaire, en raison du nombre de toute évidence insuffisant de sous-marins, pour imposer une mesure qui, bien que populaire dans les milieux influencés par les conservateurs, les nationaux libéraux et la flotte, n'en était pas moins envisagée avec scepticisme par la majorité du Reichstag…
C'est en réfléchissant à tout cela que je me rendis le 9 janvier au soir à la réunion présidée par l'empereur. Je me rendis compte immédiatement que les esprits y étaient aussi prévenus qu'ils l'étaient à la conférence de midi, où je m'étais trouvé seul avec le commandement suprême. J'eus la sensation de me trouver en présence d'hommes qui n'avaient plus l'intention de discuter une décision déjà prise. L'état-major naval et le commandement suprême exposèrent leurs propositions. Je déclarai que je ne pouvais émettre de doute sur la façon de voir des militaires quand ils soutenaient que la guerre ne pourrait pas se terminer victorieusement si l'on avait uniquement recours à des opérations terrestres. À mon avis, il était aussi difficile de prouver que la campagne sous-marine aboutirait à un succès que d'affirmer qu'elle se terminerait par un échec. Si nous ne réussissions pas, il fallait alors s'attendre à *la pire* de toutes les fins. L'aide américaine serait à mon sens plus efficace que ne l'estimait le commandement suprême. Après la réponse faite par l'Entente à nos propositions de paix, je ne voyais pas dans les circonstances actuelles la possibilité d'envisager des négociations. En raison de la situation du moment, et de la déclaration faite par le maréchal Hindenburg, conscient de toute la responsabilité qu'il encourait, affirmant que la situation militaire nous permettait d'envisager une rupture imminente et certaine avec l'Amérique, je n'étais pas

> en situation de conseiller à Sa Majesté de s'opposer personnellement à l'avis de ses conseillers militaires. La décision était donc prise. En une demi-heure, l'audience de l'empereur, qui n'était plus un Conseil, prit fin. *Le jour suivant le commandement suprême conseillait à l'empereur de changer immédiatement de chancelier*[7].

Il ne lui avait donc servi à rien de capituler, et son rôle aurait été plus noble aux yeux de l'histoire s'il était parti sans rien abandonner de ses convictions. Sa manière de voir nous est connue, et nous savons aujourd'hui qu'elle était juste. Les événements prirent immédiatement une direction nouvelle.

Aucun peuple n'a été certainement plus maltraité par le sort que ne l'a été la Russie. Son navire a sombré en vue du port. Elle venait de surmonter la tempête quand tout partit en ruines. Elle avait fait tous les sacrifices possibles, sa tâche était menée à bien. Le désespoir et la trahison usurpèrent le commandement au moment même où l'œuvre était accomplie.

Les longues retraites avaient pris fin, la pénurie de munitions était vaincue, les armes affluaient, des armées plus fortes, plus importantes et mieux équipées tenaient l'immensité du front, les dépôts regorgeaient d'hommes vigoureux, Alexeieff se trouvait à la tête de l'armée et Koltchak à celle de la flotte. Sa tâche enfin n'avait plus rien de difficile : il lui suffisait d'être présente, de faire sentir le poids de sa masse sur l'immense étendue des lignes germaniques, de contenir sans déployer une activité extraordinaire les faibles effectifs ennemis qui se trouvaient sur son front – en un mot de tenir pour récolter les fruits d'une victoire générale. Comme l'écrit Ludendorff en faisant le point sur la situation à la fin de 1916 :

> La Russie, en particulier, organisait de nouvelles unités de grande valeur, ses divisions avaient été ramenées à 12 bataillons et les batteries à six pièces. On avait formé des divisions nouvelles avec les quatrièmes bataillons en excédent, ainsi qu'avec les 7e et 8e pièces de chaque batterie. Cette réorganisation augmentait considérablement sa puissance combative.

Cela signifiait en fait que l'Empire russe rassemblait pour la campagne de 1917 une armée beaucoup plus nombreuse et beaucoup mieux équipée que celle avec laquelle il avait commencé la guerre. Au mois de mars, le Tsar régnait encore, l'empire et le peuple russe tenaient bon, la sécurité du front était assurée et la victoire certaine.

Il est de bon ton de nos jours de condamner hâtivement le régime tsariste, présenté comme une tyrannie aveugle, corrompue et incapable. Mais le bilan de ses trente mois de guerre contre l'Allemagne et l'Autriche vient rectifier cette impression superficielle en en faisant ressortir les faits dominants. La solidité de l'Empire russe peut se mesurer aux assauts qu'il a subis, aux désastres auxquels il a survécu, aux forces inépuisables qu'il a mises en lice et au redressement qu'il a opéré. Quand de grands événements se produisent dans la vie des peuples, c'est toujours au premier magistrat de la nation, quel qu'il soit, que l'on attribue tant les échecs subis que les succès obtenus. Peu importe qui a dressé les plans de bataille, peu importe qui a peiné pour les mettre en œuvre, c'est au bout du compte à l'autorité suprême et responsable que revient le mérite ou l'opprobre.

Pourquoi cet examen sans complaisance serait-il refusé à Nicolas II ? Il avait commis bien des fautes, mais quel est le chef qui n'en a pas commis ? Ce n'était ni un grand capitaine ni un grand prince. C'était seulement un homme simple et sincère, aux aptitudes moyennes, enclin à l'indulgence et soutenu par sa foi en Dieu dans tous les actes de sa vie

quotidienne. Mais c'était lui qui portait tout le poids des décisions suprêmes. Il se trouvait à ce sommet où il faut répondre à tous les problèmes par oui ou par non, où les événements dépassent l'entendement humain et où tout reste impénétrable. Il était la boussole qui donne la direction au milieu de la tempête. Guerre ou pas guerre ? Avance ou retraite ? À droite ou à gauche ? Démocratiser ou réprimer ? Partir ou persévérer ? Tels étaient les champs de bataille de Nicolas II. Pourquoi n'en retirerait-il aucun honneur ? N'a-t-il eu aucune part dans l'offensive des armées russes qui a sauvé Paris en 1914 ? Dans les mesures qui ont permis de surmonter l'agonie d'une retraite où le matériel faisait cruellement défaut, de reconstituer lentement les forces russes, de remporter les victoires gagnées par Broussiloff, et de pouvoir entrer en campagne en 1917 avec une Russie indomptée et plus forte que jamais ? En dépit de fautes énormes et terribles, le régime qu'il personnifiait, qu'il présidait, qu'il animait de sa flamme personnelle avait à ce moment-là gagné la guerre.

Il est sur le point d'être renversé. C'est alors qu'intervient une main noire, gantée de folie dans un premier temps. Le Tsar disparaît. Abandonnez-le, ainsi que tous ceux qui lui sont chers, au massacre et à la mort. Dénigrez ses efforts, diffamez sa conduite, insultez sa mémoire, mais arrêtez-vous un moment pour nous dire chez qui d'autre on a trouvé les capacités voulues. Qui ou quoi pouvait diriger l'État russe ? Il ne manquait évidemment pas d'hommes talentueux et entreprenants, d'ambitieux et de violents, d'esprits hardis et autoritaires. Mais aucun d'eux ne pouvait résoudre les quelques questions simples dont dépendaient la survie et l'honneur de la Russie, elle qui gisait à terre au moment même où elle allait saisir la victoire, dévorée toute vive par les vers comme Hérode en son temps[8]. Mais ses hauts faits ne furent pas vains. Le géant, mortellement atteint, avait tout juste eu le temps de rassembler ses forces défaillantes pour transmettre le flambeau à l'est,

au-delà de l'océan, au nouveau Titan, qui après être resté longuement prostré dans le doute, venait de se dresser et commençait pesamment à revêtir ses armes. L'Empire russe s'écroulait le 16 mars et, le 6 avril, les États-Unis entraient en guerre.

Parmi toutes les graves erreurs commises par le haut commandement allemand, il n'en est pas de plus frappante que son inaptitude à saisir l'importance d'une guerre avec l'Union américaine. Elle constitue peut-être l'exemple absolu du faux calcul qui consiste à fonder une politique de guerre sur la seule estimation des facteurs matériels. L'effort militaire d'un peuple cultivé de 120 millions d'habitants, qui a su mettre la science au service de la technique et qui dispose des ressources d'un continent inattaquable – que dis-je ? d'un monde nouveau –, ne se mesure pas au nombre des soldats bien entraînés, des officiers d'active, des pièces d'artillerie et des navires de guerre sur lesquels il peut compter. C'est faire preuve d'une ignorance complète des ressorts d'une société de cette nature que de supposer qu'ils puissent être perpétuellement mis en échec par un engin mécanique comme le sous-marin. Quelle témérité que de s'attirer l'hostilité de la plus grande, sinon de la première nation civilisée du monde, en faisant le pari que ses forces arriveraient trop tard sur le champ de bataille ! Quelle cruauté que de condamner l'héroïque peuple allemand, épuisé par la guerre, à bout de ressources et déjà écrasé par le nombre, à une lutte à mort avec cet adversaire frais, puissant et, une fois provoqué, implacable !

Il ne faut pas exagérer l'aide matérielle apportée par les États-Unis à la cause des Alliés. Tout ce qui pouvait être fourni l'a été, aussi rapidement et aussi largement que possible, qu'il s'agît des hommes, des navires ou des crédits. Mais la guerre se termina bien avant que la puissance matérielle des États-Unis n'ait pu constituer un facteur décisif

ou même primordial. Plus de 2 millions de soldats américains se trouvaient en France à la fin des hostilités. De très importantes armées américaines auraient pu être continuellement mises en ligne en 1919, et leurs effectifs auraient pu facilement s'élever à 5 millions d'hommes en 1920. Qu'aurait pesé devant de telles possibilités la prise de Paris par les Allemands, pour prendre cet exemple ? Et quant aux 200 sous-marins qui constituaient leur espoir mécanique, ils avaient toujours en face d'eux la marine britannique, qui à cette époque entretenait sur les mers plus de 3 000 bâtiments armés, sous la protection d'une flotte de bataille très supérieure.

Mais si la puissance matérielle des États-Unis n'a guère été mise en œuvre pour venir à bout de l'Allemagne, et si par exemple les pertes allemandes dues aux troupes américaines n'ont pas dépassé quelques dizaines de milliers d'hommes, les conséquences psychologiques de l'intervention américaine aux côtés des Alliés ont constitué en fait le facteur décisif qui a mis fin au conflit. La guerre durait depuis près de trois ans, toutes les puissances qui combattaient depuis le début étaient dans un état d'usure extrême. Aux dangers de l'avant s'ajoutaient dans les deux camps les dangers qui surgissaient à l'arrière, loin de l'activité fiévreuse du front.

La Russie vient de succomber à ces nouveaux dangers, l'Autriche se délite, la Turquie et la Bulgarie sont exsangues, l'Allemagne elle-même est obligée en pleine bataille de concéder à son peuple des droits constitutionnels et électoraux plus étendus, la France est dans le désespoir, l'Italie va passer à deux doigts de l'anéantissement, et même dans la solide Angleterre, les yeux des hommes brillent d'une lueur différente. Et soudain une nation de 120 millions d'habitants déploie ses étendards dans le camp déjà le plus fort, soudain la démocratie la plus peuplée du monde, qui s'est longtemps posée en arbitre, est jetée, ou plutôt se jette d'elle-même dans la bataille. Ces nouveaux renforts firent

oublier la défection de la Russie. Les mouvements défaitistes s'éteignirent dans un camp et se rallumèrent dans l'autre. Chez toutes les nations belligérantes, deux sentiments opposés se répandent absolument partout : « Le monde entier est contre nous » – « Le monde entier est avec nous ».

Les historiens américains seront peut-être obligés de s'étendre longuement pour expliquer à la postérité les raisons qui ont amené les États-Unis à prendre part à la Grande Guerre le 6 avril 1917 et celles qui les ont empêchés de le faire plus tôt. Les sous-marins allemands avaient déjà coulé des navires américains auparavant, et il était mort le même nombre de citoyens américains sur le *Lusitania* que sur l'ensemble des cinq navires coulés immédiatement avant la déclaration de guerre. La cause des Alliés n'était-elle pas tout aussi juste en 1917 qu'elle l'était en 1914 ? Il existait des quantités de raisons de haute politique qui justifiaient de rester en dehors du conflit en 1917 après avoir attendu aussi longtemps.

Il était tout naturel que les Alliés, remplis d'indignation vis-à-vis de l'Allemagne, épuisés et saignés par la lutte, et confrontés à des périls mortels, aient été consternés devant l'attitude froide, critique et détachée de la grande puissance d'outre-Atlantique. En Angleterre tout particulièrement, où les lois et la langue semblaient constituer des liens de compréhension mutuelle entre les deux nations, l'abstention des États-Unis était difficilement comprise. Mais on ne tenait pas assez compte de certains facteurs de grande importance. Les États-Unis ne se sentaient pas menacés d'un danger immédiat. Le temps et la distance réduisaient à leurs yeux la portée des événements. La masse de la population, paisiblement plongée dans ses activités laborieuses, accaparée par le développement des ressources inexploitées du continent qu'elle avait reçu en héritage, absorbée par sa vie privée et sa politique intérieure, et formée par une longue tradition constitutionnelle à se tenir

à l'écart des alliances internationales, avait un état d'esprit absolument différent de celui des nations européennes. La justice mondiale s'adresse à tous les hommes. Mais quelle part, demandait-on, les Américains avaient-ils pris à la situation qui avait soulevé cette question de justice mondiale ? Était-elle d'ailleurs aussi simple que les Alliés semblaient le croire ? N'était-ce pas prendre une responsabilité effrayante que de lancer une nation immense, désarmée et lointaine dans le brasier de cette querelle ? Ce qui est vraiment extraordinaire, c'est qu'il ait été possible de triompher de tout cela. Tout l'honneur en revient à ceux qui n'ont jamais douté, et qui ont discerné dès le début la voie qui s'imposait.

La rigidité de la Constitution américaine, l'importance et la puissance énorme de l'appareil des partis, la durée immuable du mandat des élus, magistrats et parlementaires, confèrent au président un pouvoir autocratique plus étendu que celui que possédaient avant la guerre les dirigeants de toutes les autres grandes puissances. L'immensité du pays, la diversité des origines, des intérêts et du cadre de vie de son énorme population, la soupape de sécurité que constituent les assemblées législatives de cinquante États souverains, rendent difficile l'unification de l'opinion publique nationale et autorisent au gouvernement fédéral une indépendance exceptionnelle, sauf au moment fixe des élections. Il y a peu de gouvernements modernes qui puissent autant négliger l'opinion du parti qu'ils ont battu aux élections, et il n'en existe pas qui garantisse au détenteur suprême du pouvoir exécutif, à la fois souverain et chef du parti, une autorité personnelle aussi directe.

Les aléas de la succession héréditaire qui appelle au trône un roi ou un empereur se font sentir en moyenne tous les quarts de siècle. Pendant cette longue période, ainsi que pendant celle qui précède son accession, les qualités et les tendances du monarque peuvent être observées par ses

sujets, ce qui donne souvent aux différents partis et milieux le temps de mettre au point les mesures et les contre-mesures qui permettront d'influer sur son action personnelle. Dans les monarchies à pouvoirs limités, où les responsabilités du pouvoir reviennent au Premier ministre, la nation le choisit généralement parmi les hommes d'État dont la vie a été publique, et qui sont en outre des parlementaires tenus de rendre perpétuellement compte de leurs actes. Mais la complexité et le caractère du processus électoral des États-Unis rendent très difficile, sinon impossible, à tout homme politique de carrière de s'imposer comme candidat à la présidence. Le choix des dirigeants des partis a de plus en plus tendance à se porter sur des citoyens de premier plan aux qualités personnelles éminentes et connus pour leurs vertus civiques qui n'ont pas été intimement mêlés à la vie politique ou administrative, et qui par conséquent ne sont pas affectés par les rancunes et les erreurs qu'entraîne tout lourd mandat exercé dans cette arène. Il arrive le plus souvent que le candidat qui répond aux enthousiasmes ou aux idéaux de dizaines de millions d'électeurs n'est pas versé dans les affaires de l'État, et qu'il se retrouve tout à coup sous le feu des projecteurs sans aucune préparation. À l'issue de multiples conflits acharnés internes, les vétérans qui ont survécu aux luttes à couteaux tirés entre les partis sélectionnent une honorable personnalité sans reproche qui va porter leur étendard. Ils lui fabriquent un programme et une politique, et si l'issue de la bataille électorale leur est favorable, ils l'installent pour quatre ans à la tête de l'État, investi dès lors de pouvoirs exécutifs personnels qui n'ont pas dans la pratique d'équivalents dans le monde.

Ce que l'on vient de lire, comme toutes les généralisations hâtives sur de vastes questions, est sujet à de nombreuses et remarquables exceptions. Mais le président Wilson n'en faisait pas partie. Quels que fussent sa force et ses faiblesses, sa noblesse et ses travers, et en dépit de sa longue carrière universitaire et de ses brèves fonctions de gouverneur

d'un État, il n'en était pas moins un inconnu dont les aptitudes restaient à voir pour le peuple puissant qui l'avait appelé au pouvoir en 1912. Pour la terre entière, il était encore plus un mystère. Il semble, avec tout le respect qui lui est dû, qu'il n'est pas exagéré de soutenir que l'action des États-Unis et ses répercussions sur l'histoire du monde ont dépendu, pendant cet affreux Harmaguédon[9], des rouages de l'âme et du cerveau de cet homme, à l'exclusion presque complète de tout autre facteur, et qu'il a joué dans les destinées des nations un rôle incomparablement plus personnel et plus direct que qui que ce soit.

C'est dans cet ordre d'idées que les Mémoires du colonel House[10] présentent un intérêt tout particulier, car nous y découvrons la véritable figure du président. Vivant au sein de son cercle familial avec la même simplicité et la même frugalité que Nicolas II, inaccessible sauf aux amis et aux gens à son service – et ce, le moins possible –, planant au-dessus du Congrès, considérant les ministres comme de simples instruments à sa disposition, épargné par les cicatrices d'une vie publique qui ne l'avaient donc pas aguerri, et guidé par « un retour fréquent aux principes premiers » inscrits dans la Constitution américaine, Woodrow Wilson, le juge impénétrable et indécis dont la parole allait décider du sort de millions d'hommes, s'offre comme un monument aux méditations humaines.

Il était d'abord et avant tout un homme de parti, ce qu'il resta toute sa vie. Sa fidélité allait en premier lieu à la grande association politique qui l'avait appelé à la présidence, et dont la prospérité – comme il en était sincèrement convaincu – servirait au mieux les intérêts de l'humanité si elle se perpétuait. Nous le voyons, au moment où les États-Unis donnent le maximum de leur effort de guerre, alors que tout ce que l'Union pouvait fournir était prodigué au gouvernement du jour sans distinction de classe ou de parti, user sans scrupule ou sans examen de conscience apparent de sa position officielle pour assurer la réélection au

Congrès des seuls représentants du Parti démocrate. On ne trouve sous sa férule aucune de ces interruptions temporaires des rancœurs partisanes que le péril avait imposées au sein des pays européens. Toute la puissance et tout le prestige de la nation américaine en guerre avaient été monopolisés autant qu'il était possible par ceux qui étaient au pouvoir et par l'appareil du parti. Cela provoqua chez ses adversaires politiques, dont les fils étaient au front, dont l'argent coulait à flots et dont le patriotisme était ardent, une haine qui, dès la fin des hostilités, se montra fatale au président Wilson et aux espoirs qu'il nourrissait.

Il était ensuite un bon Américain, un universitaire progressiste qui haïssait sincèrement la guerre et la violence. À ces influences facilement conciliables étaient venues s'ajouter, en s'y mêlant étroitement, les contrecoups de la guerre européenne qui avaient traversé l'Atlantique, ainsi que toutes les contraintes de la politique intérieure américaine. Il se trouva confronté à quatre problèmes distincts qui mirent son caractère à l'épreuve l'un après l'autre. Comment maintenir les États-Unis en dehors de la guerre ? Comment remporter l'élection présidentielle de 1916 ? Comment aider les Alliés à gagner la guerre ? Comment régir le monde quand elle serait terminée ?

Sa tâche se serait trouvée sensiblement allégée s'il avait pu décider sans ambiguïté de quel côté se trouvait le bon droit dans la guerre européenne. L'invasion de la Belgique ou le torpillage du *Lusitania* étaient des événements dont la signification était évidente pour les amis comme pour les ennemis. Ils prouvaient tous deux l'intention des Allemands d'utiliser la force sans limites et sans ménagement, jusqu'à obtenir un résultat complet. Des desseins de ce genre affectaient directement les intérêts, et en réalité la sécurité même des États-Unis. La victoire de l'Allemagne, et la disparition consécutive de la France et de l'Empire britannique en tant que grandes puissances n'auraient pu qu'exposer après un délai de durée incertaine la population pacifique et

désarmée des États-Unis à la toute-puissance de la doctrine de la force absolue. Les Empires germaniques auraient disposé dans les années suivant leur victoire de forces terrestres et navales très supérieures à celles des États-Unis. Ils auraient pu facilement entamer avec le Japon des relations bien meilleures que ne pouvaient le faire les États-Unis. Il eût été difficile dans ces conditions de s'opposer efficacement à leurs ambitions en Amérique du Sud. Les États-Unis se seraient vus de toute façon forcés d'augmenter énormément leurs armements, et ils auraient inévitablement été tôt ou tard entraînés dans un nouveau conflit où ils se seraient retrouvés isolés.

Cependant, le président Wilson n'accordait guère d'importance dans ses pensées au cours des deux premières années et demie de la guerre à l'emploi illimité de la force par les Allemands, et encore moins aux conséquences finales de leur victoire. Il ne jugeait donc pas que les intérêts américains se trouvaient mis en jeu dès le début de la guerre européenne. Il se défiait, en les réprimant, des sentiments d'indignation que les scènes qui s'étaient passées en Belgique ou que le torpillage du *Lusitania* pouvaient éveiller dans son cœur. Il ne devinait pas les penchants réels du peuple américain. Il sous-estimait l'ampleur des sentiments de sympathie des Américains à l'égard des Alliés et ne les appréciait pas à leur juste valeur. Ce n'est qu'après avoir adressé au Congrès son fameux message de guerre qu'il a vraiment compris, dans l'immense pêle-mêle de l'opinion américaine, où se trouvait et où s'était toujours trouvée la volonté dominante du pays. Ce n'est qu'à partir de là qu'il est allé de l'avant avec confiance et conviction. Ce n'est qu'à partir de là qu'il a exposé la légitimité de la cause des Alliés avec une force jamais atteinte par leurs propres dirigeants. Ce n'est qu'à partir de là qu'il fit connaître aux Américains de quel côté se trouvait à son avis le bon droit dans le monde, et en quoi leurs vies et leurs intérêts matériels étaient en jeu.

La décision désespérée prise par les Allemands qui dirigeaient la guerre lui ferma finalement toute porte de sortie. Le 31 janvier, l'Allemagne informait les États-Unis de son intention d'entamer la guerre sous-marine sans restriction. Le 3 février, on remettait ses passeports à l'ambassadeur d'Allemagne à Washington, le représentant américain à Berlin était rappelé, et le président annonçait au Congrès la rupture des relations diplomatiques avec l'Allemagne. Mais M. Wilson comptait encore sur une autre possibilité, il se refusait à croire que la déclaration faite par l'Allemagne fût suivie d'un « acte de guerre flagrant ». Le 26 février, l'arrêt virtuel de la navigation commerciale américaine par crainte des attaques allemandes l'obligeait à demander l'assentiment du Congrès en vue d'armer les navires marchands. Ce même jour, un bateau américain était coulé en entraînant la mort de huit Américains.

Cependant, le service de renseignements britannique avait établi que le représentant de l'Allemagne à Mexico avait reçu des instructions de Herr Zimmermann, ministre allemand des Affaires étrangères, afin de conclure une alliance avec le Mexique dans le cas d'une guerre entre les États-Unis et l'Allemagne, et de lui promettre pour l'inciter à accepter les territoires américains du Texas, de l'Arizona et du Nouveau-Mexique. Le 1er mars, le gouvernement américain publia ce document, qui envisageait également la possibilité de dresser le Japon contre les États-Unis. Pendant le mois de mars, quatre navires américains étaient coulés en entraînant la noyade de douze Américains. Le 1er avril, l'*Aztec* subissait le même sort et vingt-huit Américains périssaient en mer. Le 2, le président Wilson demandait au Congrès de déclarer que l'état de guerre existait entre les États-Unis et l'Allemagne.

Le président s'était donc vu poussé pas à pas, et acculé à prendre des mesures extrêmes. Il se voyait forcé de donner le signal qu'il redoutait et qu'il abhorrait, après y avoir lentement abouti par étapes inexorables,

contre ses espoirs les plus chers, malgré ses doutes les plus sérieux, en dépit de ses penchants les plus vifs, au mépris de tout ce qu'il avait dit et fait, comme de ce qu'il n'avait pas fait, pendant ces trente mois de carnage. Pendant tout ce temps, il s'était tenu en retrait par rapport au sentiment réel et dominant de l'opinion américaine. Sa politique se fondait évidemment sur des raisonnements logiques et des arguments solides, et l'on se doit de respecter les motifs d'un homme d'État qui s'efforce d'épargner à son pays les ravages et les horreurs de la guerre. Mais il ne sera jamais possible de concilier les déclarations faites après le mois de mars 1917 avec les directives de sa politique antérieure. Il aurait pu faire en mai 1915 ce qu'il a fait en avril 1917. Et dans ce cas, quel abrègement du massacre, que de souffrances évitées, que de ruines et de catastrophes empêchées, et que de chaises restées vides aujourd'hui dans des millions de foyers auraient un occupant ! Comme ce monde bouleversé où vainqueurs et vaincus sont condamnés à vivre en eût été différent !

Mais quoi qu'il en soit, tout était désormais décidé. Où étaient les phrases venimeuses comme « une querelle d'ivrognes » ou « la paix sans victoire » le 2 avril ? Le président vient d'arriver au Sénat dans le cliquetis de son escorte de cavaliers, il y lit son message au Congrès et au monde. Résonnent alors les phrases célèbres qui proclament définitivement la justice de la cause alliée :

> Des bâtiments de tout genre, quels que fussent leur nationalité, leur nature, leur cargaison, leur destination ou leur rôle, ont été impitoyablement passés par le fond sans avertissement et sans que l'on ait manifesté la moindre miséricorde ou donné la moindre assistance à ceux qui se trouvaient à bord, qu'il s'agisse de navires neutres ou belligérants. On a coulé avec la même aveugle absence de compassion et de scrupules jusqu'à des

navires-hôpitaux et des bâtiments qui transportaient du ravitaillement destiné aux populations belges si cruellement endeuillées et atteintes, bien que ces derniers aient été pourvus d'un sauf-conduit délivré par le gouvernement allemand lui-même pour traverser les zones interdites, et qu'ils aient été porteurs de signes distinctifs impossibles à ne pas reconnaître. […]

La paix du monde et la liberté des peuples sont en jeu, et se trouvent menacées par l'existence de gouvernements autocratiques, soutenus par une force organisée qui dépend uniquement de leur volonté et non de celle de leur peuple… La démocratie doit pouvoir vivre en paix dans le monde… Le droit est plus précieux que la paix, et nous combattrons pour ce qui nous a toujours tenu le plus à cœur – pour la démocratie, pour le droit de ceux qui se soumettent à l'autorité établie d'avoir une part dans les décisions de leur gouvernement, pour les droits et les libertés des petites nations, pour un règne universel du droit assuré par un accord de peuples libres qui apportera la paix et la sécurité à toutes les nations en libérant enfin le monde.

La Chambre des représentants répondit à ces paroles en déclarant, le 6 avril, que l'état de guerre se trouvait formellement reconnu et que « le Congrès des États-Unis emploierait en conséquence toutes les ressources du pays pour donner une issue victorieuse au conflit ».

On répondit et on obéit à cet appel depuis l'Atlantique jusqu'au Pacifique. Les lois draconiennes sur le service obligatoire, renforcées par une discipline générale née de la pression sociale et acceptée par la grande majorité du pays, assurèrent immédiatement l'unanimité de l'opinion. Personne n'osa s'opposer au torrent. Le pacifisme, l'indifférence, la contestation furent balayés et furieusement poursuivis

jusqu'à leur anéantissement, et la nation américaine brandit ses armes en manifestant sa colère, lentement accumulée et jusque-là contenue, par une clameur dont le fracas couvrit tous les bruits discordants.

---

1. Voir la déclaration complète dans le volume I, p. 550.

2. Citation du célèbre *Essai sur l'homme* (1733) d'Alexander Pope (1688-1744).

3. Allusion au célèbre chant patriotique *Rule, Britannia. Rule the waves*.

4. Les italiques sont de Ludendorff. (WSC)

5. Ludendorff, Erich, *Urkunden der Obersten Heeresleitung über ihre Tätigkeit 1916/18*, Berlin, Mittler, 1920. (WSC)

6. Bethmann-Hollweg, Theobald von, *Betrachtungen zum Weltkriege,* Berlin, Hobbing, 1921. (WSC)

7. Les italiques sont de Bethmann-Hollweg. (WSC)

8. Actes des Apôtres, XII, 20-23.

9. Apocalypse, XVI, 16.

10. Edward Mandell House (1858-1938), conseiller très écouté du président Wilson jusqu'à sa disgrâce au printemps 1919. (WSC) Ses Mémoires ont été publiés en français : *Papiers intimes du Colonel House* [1912-1919] (Paris, Payot, 1927-1931, 4 vol.).

CHAPITRE XV

L'EXPÉRIENCE NIVELLE

Pendant ce temps, sur les hauteurs de Verdun, de nouvelles figures destinées à faire basculer le cours des événements commençaient à émerger dans le fracas de la canonnade. Parmi les lieutenants de Pétain, celui qui avait connu le plus de réussite se trouvait être un certain général Nivelle, officier d'artillerie qui, par son courage et ses talents, était parti d'un rang modeste pour prendre la tête d'un corps d'armée. Le bras droit de Nivelle était un certain général Mangin[1], qui mérite qu'on lui consacre quelques lignes.

Mangin appartenait à l'armée coloniale, et il s'était fait un nom au Maroc et à Tunis. C'est lui qui avait dirigé l'avant-garde de Marchand sur Fachoda en 1898. Au début de la guerre, il commandait une brigade et s'était distingué à Dinant et à Charleroi. Lorsque les premiers désastres de l'armée française avaient été suivis du renvoi d'un grand nombre de chefs incompétents, il avait été appelé au commandement d'une division, où il avait remplacé un général discrédité. « Après avoir été commandés par une ruine ambulante, nous dit un jeune royaliste qui servait comme secrétaire à l'état-major de cette division[2], nous possédions désormais l'un des meilleurs généraux de l'armée française. »

Mangin ne devait pas faire mentir cette réputation. Le visage grave et bronzé entouré d'une épaisse chevelure noire en broussaille, avec un profil aquilin marqué par l'éclat des yeux et des dents, vif et actif, impétueux, grand seigneur âpre au gain avec le goût du luxe – il disposait comme simple colonel commandant de brigade d'une douzaine d'automobiles ramassées un peu partout et même chez l'ennemi –, risquant avec indifférence les existences, et en premier lieu la sienne, il chargeait à la tête de ses troupes le fusil à la main quand il pouvait s'échapper de son poste de commandement, d'où sa voix tonnante lançait par téléphone des ordres implacables à ses subordonnés et savait au besoin tenir tête à ses supérieurs. Mangin battu ou triomphant, Mangin le héros ou Mangin le boucher, comme on le nomma tour à tour, s'était affirmé dans la fournaise de Verdun comme le plus combatif des soldats de l'armée française. Au printemps, Pétain avait confié la direction des opérations les plus importantes à Nivelle, qui en avait délégué la plupart du temps l'exécution à Mangin. En avril, lorsque Pétain, après trois mois de combat à Verdun, avait été promu à la tête d'un groupe d'armées, Nivelle, qui avait toujours Mangin à ses côtés, l'avait remplacé à la direction de la bataille.

L'arrêt de l'offensive de Verdun avait été l'une des premières décisions prises par le duumvirat Hindenburg-Ludendorff, et à partir de la fin d'août, les troupes allemandes qui se trouvaient devant le camp retranché avaient adopté, au grand soulagement du Kronprinz, une attitude purement défensive. Cette décision, judicieuse au vu des circonstances désastreuses, offrait cependant aux Français une belle occasion de reprendre l'initiative. Après ces longs mois de bataille, les lignes allemandes formaient un angle aigu, et le fort de Douaumont, qui se trouvait placé à sa pointe, au contact des lignes ennemies, constituait pour la France le trophée le plus important et le plus proche. Rien ne pouvait consacrer avec plus d'éclat l'échec de l'offensive allemande à

Verdun que la reprise de ce Douaumont qui était célèbre dans le monde entier, et c'est vers ce but que tendirent tous les efforts de Nivelle et de Mangin.

Les préparatifs furent longs et minutieux. On amena 530 pièces lourdes, dont une batterie nouvelle de 400 venue du Creusot, qui, jointes à l'artillerie courante de l'armée de Verdun, devaient concentrer leurs feux sur le saillant allemand, à raison d'un canon pour chaque quinzaine de mètres de front à attaquer. Les trois divisions chargées de l'assaut furent portées à leur maximum de force et d'efficacité, et entraînées pendant plus d'un mois à l'arrière pour le rôle exact qu'elles auraient à jouer. La préparation d'artillerie qui commença au milieu d'octobre bombarda comme une furie la totalité des défenses et dispositifs allemands. La cible principale, c'était l'artillerie adverse. Le 20, près du tiers des batteries allemandes avaient été éteintes. Le 22, à 14 heures, les tirs sur les tranchées de première ligne ennemies s'arrêtèrent brusquement pour viser plus loin. Ce n'était là qu'une ruse, qui réussit pleinement. L'ennemi, persuadé que l'heure de l'attaque française venait de sonner, mit en action 158 batteries qui étaient restées muettes jusque-là, en dévoilant ainsi leurs emplacements en même temps que son dispositif de barrages défensifs. Sur ces 158 batteries, 90 seulement étaient encore en état de tirer lorsque l'heure fut véritablement venue.

Trois belles journées avaient précédé le 24 octobre, mais ce jour-là le terrain était recouvert par un épais brouillard. On se demanda pendant quelques instants à l'état-major français s'il n'y avait pas lieu de différer l'attaque. Mais Mangin estimait à juste titre que le brouillard était aussi gênant pour les défenseurs que pour les attaquants et l'on se rangea à son avis. Les mortiers de tranchée français, qui avaient été concentrés en secret dans des proportions inconnues jusque-là – ce qui constituait un procédé d'attaque nouveau –, ouvrirent un feu terrible sur les premiers éléments allemands tapis dans les trous d'obus qui avaient remplacé

leurs tranchées détruites. Après deux heures de ce pilonnage, l'infanterie française, pleine d'une ardeur froide et résolue, se lançait à l'attaque de son ennemi séculaire. Au bout de deux nouvelles heures, tout était fini. Le saillant allemand avait été écrasé, le drapeau tricolore flottait de nouveau sur le fort de Douaumont, et 6 000 prisonniers étaient parqués sous la garde de Mangin. La « pierre angulaire » de Verdun, ainsi que les Allemands l'avaient baptisée un peu trop hâtivement, était reconquise et le nom de Verdun s'inscrivait dans l'histoire comme celui de l'un des plus grands désastres des armes allemandes.

Cette brillante victoire locale portait en elle, comme nous le verrons bientôt, les germes d'une déception mémorable.

*
* *

Le plan de campagne du général Joffre pour 1917 était simple. Il consistait à poursuivre la bataille de la Somme en marquant un temps d'arrêt aussi court que possible pendant la période la plus rigoureuse de l'hiver. Le saillant formé par les positions allemandes devait être écrasé sous les attaques convergentes des Britanniques et des Français. Il ne fallait pas perdre de temps pour regrouper les armées, et il n'était pas question de retarder le déclenchement de l'offensive jusqu'au moment de l'arrivée de renforts alliés, ou jusqu'à l'achèvement des nouveaux programmes d'artillerie et de matériel. Cette nouvelle bataille devait commencer le 1er février. Toutes les unités britanniques dont on disposait en vue de l'offensive, ainsi que le groupe des armées françaises du Nord, attaqueraient en direction de l'est, les Britanniques de Vimy à Bapaume, les Français entre la Somme et l'Oise. Une armée française du groupe d'armées du Centre devait simultanément se lancer à l'attaque vers le nord en partant de Reims. Puis, au moment où toutes ces armées seraient engagées depuis deux semaines dans la bataille, et où les

Allemands, s'ils n'étaient pas battus, seraient fortement accrochés, la 5e armée française, appuyée par le groupe d'armées de réserve auquel elle appartenait, devait entrer en lice en vue d'obtenir la décision ou d'exploiter le succès. Les armées allemandes, prises dans une énorme poche, ou comme entre de gigantesques tenailles, se verraient confrontées, si leur front cédait sur une étendue substantielle, d'abord à la capture d'un très grand nombre de prisonniers et d'une quantité énorme de matériel, et ensuite à une rupture de leurs lignes d'une telle ampleur qu'elle serait irréparable.

Tels étaient les projets que le généralissime français avait exposés aux hommes d'État et aux généraux alliés au cours d'une conférence tenue à Chantilly le 16 novembre 1916, et qu'il avait précisés dans ses instructions du 27 novembre :

> J'ai décidé de rechercher la rupture des forces ennemies par une offensive générale exécutée entre la Somme et l'Oise, concurremment avec une opération de même nature lancée par les armées britanniques entre Bapaume et Vimy. Cette offensive doit pouvoir être déclenchée à partir du 1er février 1917, et la date exacte en sera fixée ultérieurement en tenant compte de l'ensemble de la situation militaire des Alliés.

Comme on le verra au fil de ce récit, le déclenchement de ces vastes opérations dès le début de février, poursuivies tout le reste du mois, aurait surpris les Allemands à un moment particulièrement défavorable pour eux. Et dans ce cas, Joffre, après tant de mésaventures et de mécomptes regrettables, aurait peut-être enfin mérité sans conteste les lauriers de la victoire. Mais ces hypothèses resteront à jamais dans les brumes de l'inconnu, car c'est à ce moment même que Joffre fut relevé

de son commandement et que la direction des opérations fut confiée à d'autres mains.

Bien que les exploits de Verdun et de la Somme eussent été claironnés par la presse et par la propagande jusque dans les endroits les plus reculés de la terre, les milieux bien informés de Paris ne se faisaient aucune illusion sur l'une ou l'autre de ces batailles. C'était aux soldats français, qui sous les ordres de Castelnau[3], de Pétain, de Nivelle et de Mangin, avaient défendu l'honneur de la France que revenait toute la gloire de Verdun. La responsabilité d'avoir négligé de renforcer ses défenses était manifestement imputable au commandant en chef. On avait déjà donné lecture en juillet à la session secrète de la Chambre de l'étrange lettre qu'il avait adressée à Gallieni en décembre 1915, et bien que Briand l'eût soutenu, il n'en avait pas moins nettement laissé entendre que la question de son maintien à la tête des armées devrait être réexaminée quand les circonstances seraient plus favorables. Il avait fait valoir que les intérêts du pays s'opposaient à son renvoi au moment où la bataille de Verdun battait son plein et où l'offensive qu'il avait montée sur la Somme en concertation avec les Britanniques venait à peine de commencer et n'avait pas encore pu donner les résultats que l'on en escomptait. Mais la bataille de la Somme était désormais terminée. On venait de livrer les derniers combats sans avoir obtenu d'avantages décisifs, en dépit de l'héroïsme et de l'esprit de sacrifice dont les troupes avaient fait preuve. Les lignes allemandes, même si elles avaient beaucoup souffert, n'avaient pu cependant être percées. Pis encore, il avait été possible à l'ennemi de retirer du front occidental une partie de ses unités – le corps de chasseurs alpins et la 187^{e} brigade – pour qu'elles participent à l'invasion de la Roumanie. Celle-ci avait été détruite, et le prestige allemand se voyait rétabli à la fin d'une année d'effroyables carnages qui s'achevait sur cette conclusion sanglante. L'heure des comptes avait sonné.

En temps de crise, chaque grande nation a ses méthodes d'agir particulières. Les Allemands se tournaient vers le Kaiser – le chef suprême dont la parole faisait loi –, mais ils l'encadraient en même temps étroitement. L'« oracle impérial » était dans un certain sens le porte-parole des personnalités dominantes qui se sont succédé à la tête de l'Empire allemand. En Angleterre, nous avons nous aussi notre façon de faire personnelle, qui est peut-être plus difficile que toute autre à faire comprendre aux étrangers – elle est dans l'ensemble plus rudimentaire, plus primitive et plus lourde. Et pourtant elle fonctionne. Il existe également la méthode française. En étudiant le jeu politique des Français en guerre, on est frappé au premier chef par son extrême complexité. Le nombre de participants, l'enchevêtrement de leurs rapports, la rapidité avec laquelle tout ce système se transforme continuellement sans heurt – tous ces facteurs déconcertent l'étranger sur le moment et lui semblent fastidieux quand ils lui sont exposés par la suite. L'impression dominante est celle d'un essaim d'abeilles qui bourdonnent toutes à la fois, et cependant chaque abeille, ou presque, a une idée précise de ce qu'il y a lieu de faire dans l'intérêt même de la ruche.

C'était également le moment où Briand se flattait d'avoir découvert pour la première fois le général qui semblait convenir pour prendre la succession de Joffre. Les trois grands chefs de l'armée française, les « chevaux de bataille » du front, qui depuis le début des hostilités commandaient des armées ou des groupes d'armées – Foch, Castelnau, Pétain –, se trouvaient tous éliminés pour des motifs qui à cette époque semblaient suffisants. La gauche socialiste trouvait Castelnau trop religieux. On se plaignait que Pétain ne reçût pas avec assez de manières les membres des commissions parlementaires et autres hauts personnages qui visitaient son quartier général. On prétendait que le général Sarrail aurait dit en parlant de lui à Clemenceau : « Il n'est pas

des nôtres », à quoi le vénérable grand homme aurait répondu : « Qu'est-ce que cela peut me faire, s'il peut nous donner la victoire ? » Mais le jour de Clemenceau n'était pas encore arrivé et les insinuations de Sarrail distillaient leur venin dans les oreilles où elles parvenaient. Quant à Foch, il faisait l'objet d'une campagne vigoureuse qui se propageait sans qu'il fût possible d'en découvrir la source : « Sa santé est chancelante, il n'est plus maître de son humeur et de ses nerfs. Il est fini. » À la trappe, donc, Castelnau, Pétain et Foch.

Mais une personnalité nouvelle venait de surgir : Nivelle, qui avait dirigé avec vigueur et succès les dernières opérations devant Verdun, et sous les ordres duquel Mangin venait de reprendre le fameux fort de Douaumont. Joffre, poussé par l'emballement du moment, avait déjà choisi Nivelle pour prendre la place de Foch. Un très grand nombre de célébrités firent sur-le-champ le voyage de Verdun pour y faire la connaissance du nouveau commandant de l'armée. Ils se trouvèrent en présence d'un officier dont la modestie, la personnalité, la clarté d'exposition exerçaient un charme presque universel. Un flot ininterrompu de récits louangeurs et ravis se déversa sur Paris. Il est certain que la personne du général Nivelle présentait un attrait indiscutable pour les nombreux professionnels de la vie politique qui le rencontraient. Briand, ses ministres, les délégations de la Chambre furent conquis tout aussi rapidement que Lloyd George et le Cabinet de guerre britannique devaient l'être quelques mois plus tard. Si l'on ajoute à cette impression agréable l'aura qui s'attachait à ses indéniables succès militaires encore tout récents, il devient évident que dans cette époque de lassitude il ne manquait pas de bonnes raisons de découvrir en lui un futur commandant en chef.

Le 27 décembre, Joffre était nommé maréchal de France et relevé de son commandement. La plume talentueuse de Pierrefeu a décrit la scène finale sous un jour bien personnel, à la fois plaisant et pathétique. Nul

n'a été un critique plus sévère ou mieux informé du général Joffre. Ses études approfondies, effectuées à partir d'une connaissance parfaite des événements et d'observations de première main, ont été plus funestes à la légende de Joffre que toutes les autres attaques ou dénonciations qui ont paru en France. Mais Pierrefeu éclaire ses tableaux sans complaisance de plus d'un trait adroit et humain. Il nous a dépeint le curieux spectacle de la vie de Joffre à Chantilly pendant ces deux années terribles, son « bureau dépourvu de cartes », sa « table sans papiers », les longues heures passées par le commandant en chef à lire les témoignages d'admiration qui lui parvenaient de tous les points du monde et à leur répondre, son paisible goût du confort quotidien, l'air de reposante sérénité qui émanait de lui, son excellent appétit et ses habitudes régulières, ses longues nuits de profond sommeil ininterrompu loin du fracas de la sinistre canonnade, sa « vie de bon rentier au plus fort de la guerre ». Il nous raconte la manie qu'avait Joffre, quand il était mis en difficulté par l'ennemi ou le gouvernement, de tapoter sa volumineuse tête avec sa main et de s'écrier avec un rictus « Pauvre Joffre ». Il nous parle de son officier d'ordonnance de petite taille, le capitaine Thouzelier, silhouette si familière pendant toute cette période, voletant en tous sens dans les bureaux du Grand Quartier général et connu partout sous le nom de « Tou Tou » ; et comment, dans ses moments de bonne humeur, Joffre lui manifestait son amitié en l'appelant « Sacré Thouzelier ». C'est grâce à des détails de ce genre que l'on se forme une impression de réelle valeur historique. Mais ce tableau va maintenant perdre ses couleurs et disparaître à jamais.

> Le nouveau maréchal réunit à la villa Poiret ses chefs de service pour leur faire ses adieux. La cérémonie fut triste. Tous ces hommes étaient douloureusement affectés à l'idée de se séparer de l'homme illustre qui les dirigeait depuis si longtemps. Chacun

> entretenait en son for intérieur l'angoisse de l'avenir, qui s'annonçait sombre. Le maréchal, à qui son rang donnait droit à trois officiers d'ordonnance, demanda quels étaient parmi les présents ceux qui voulaient l'accompagner dans sa retraite. Seul le commandant Thouzelier leva spontanément la main. Comme le maréchal semblait s'en étonner, le général Gamelin lui dit doucement : « Il ne faut pas en vouloir à ceux qui ont leur carrière à faire. » Et certes Joffre ne leur en voulut jamais. Quand tout le monde fut parti, le maréchal jeta un dernier coup d'œil à la maison qui avait abrité tant de gloire. Puis donnant une tape amicale à son fidèle Thouzelier avec le sourire, il prononça son expression favorite en passant la main sur son crâne : « Pauvre Joffre ! Sacré Thouzelier[4] ! »

Il est évident que le choix du général Nivelle était une mesure des plus contestables. La nomination au commandement de l'armée ou de la flotte nationale d'un officier sans grande ancienneté présente toujours de graves inconvénients, quelle que soit la valeur qu'il ait montrée dans des emplois secondaires. Remplacer Joffre, tout en écartant également Foch, Castelnau et Pétain, par un général qui, comme Nivelle, n'avait jamais commandé qu'une armée, et seulement pendant cinq mois, ne pouvait se justifier que par des résultats extraordinaires. Il eût été préférable pour le général Nivelle lui-même de gravir progressivement les échelons du haut commandement, auquel sa belle conduite et ses réelles qualités lui avaient donné accès.

Pendant que Joffre brillait de ses derniers feux, l'état-major français avait élaboré de nouvelles conceptions tactiques. Le principe selon lequel « l'artillerie conquiert le terrain et l'infanterie l'occupe », qui avait satisfait les esprits en 1915 et en 1916 sans guère donner de résultats, se voyait dans une très large mesure abandonné au profit d'une doctrine

plus audacieuse. L'état-major français tendait à ériger en modèle l'exploit de Nivelle et de Mangin à Verdun le 24 octobre. Il avait contribué non seulement à fonder la renommée du général Nivelle, mais à former la base même de sa manière de voir et l'ensemble de sa doctrine. Il était convaincu, comme ses principaux officiers, d'avoir trouvé une méthode sûre et rapide de percer les positions allemandes. Il était en outre persuadé qu'elle pouvait être mise en œuvre sur les fronts les plus larges. En multipliant dix ou quinze fois l'ampleur d'une offensive de ce genre, on obtiendrait des résultats qui se trouveraient eux-mêmes multipliés dans des proportions encore plus fortes. Tout comme Falkenhayn, en établissant son plan d'offensive sur Verdun, avait toujours eu présent à l'esprit la victoire de Gorlice-Tarnow, Nivelle un an plus tard fondait son espoir et son raisonnement sur le succès qu'il avait obtenu à Douaumont.

Personne ne songe à sous-estimer la valeur des procédés tactiques qui ont permis de remporter la victoire du 24 octobre. Ils ont été forgés dans le feu d'une terrible bataille par les généraux qui l'ont conduite. Mais les méthodes qui donnent de bons résultats quand elles sont appliquées sur une petite échelle ne donnent pas forcément, tant dans le domaine militaire que dans les autres, des résultats correspondants quand elles sont employées en grand. À mesure qu'elles gagnent en ampleur, les opérations militaires deviennent également plus difficiles à mener, et le facteur temps commence à y induire des réactions extrêmement complexes. Là où quelques jours de préparatifs avaient suffi, il faudra peut-être des mois. Le secret a tendance à s'éventer s'il ne s'agit plus de jours mais de mois. Il est de plus en plus difficile de s'assurer le bénéfice de la surprise, clef de la victoire, à chaque fois que l'on ajoute des troupes ou des canons. Les méthodes de Nivelle et de Mangin, ainsi que l'esprit qui les animait, contenaient en germe les éléments d'un succès décisif. Mais leurs auteurs n'avaient pas appris à les appliquer dans les

proportions gigantesques où ils avaient maintenant à les mettre en œuvre, et qui plus est ils ne possédaient pas en 1917 une supériorité suffisante de forces et de moyens. C'est Ludendorff qui exécutera le 21 mars 1918 ce que Nivelle avait conçu, c'est à lui qu'il était réservé de combiner l'audace dans l'action avec un sens exact des facteurs en jeu, de trouver le moyen de faire de longs préparatifs tout en ne dévoilant pas le secret prématurément et de réaliser une surprise stratégique sur un front de 50 divisions. Mais il est impossible ne serait-ce que d'esquisser une comparaison entre les deux, sauf à y introduire de nombreuses mises en garde, du fait que les circonstances étaient fort différentes.

Nivelle fut nommé commandant en chef le 12 décembre, et il arriva le 16 à Chantilly. Ce même jour, le Grand Quartier général, pour saluer l'avènement du nouveau généralissime, faisait paraître un document sur les nouvelles méthodes offensives (celles de Verdun) qui avait sans nul doute été rédigé pendant les mois précédents, pendant que Joffre était encore aux commandes. Le général Nivelle ne tarda pas imprimer sa marque sur ces théories. Le 21 décembre, dans une lettre adressée à Sir Douglas Haig et dans les directives envoyées à ses groupes d'armées, il écrivait :

> Le but que les armées franco-britanniques doivent atteindre est la destruction de la masse principale des forces ennemies. Ce résultat ne peut être obtenu qu'à la suite d'une bataille décisive.

Le 24, dans une nouvelle note destinée à ses commandants de groupes d'armées, et communiquée à l'état-major britannique, il affirmait que

> la rupture du front (pénétration jusqu'à l'arrière de la concentration des batteries ennemies) est possible à condition de se faire d'un seul coup, par une attaque soudaine en vingt-quatre ou quarante-huit heures.

Enfin le 29 janvier, il insistait auprès du général Micheler, qu'il avait nommé au commandement des trois armées destinées à lancer l'assaut principal, sur

> le caractère de violence, de brutalité et de rapidité qui devait caractériser l'offensive, particulièrement au cours de sa première phrase, celle de la percée.

Ces citations sont parfaitement représentatives du courant continu d'instructions et d'exhortations prodiguées chaque semaine aux armées, ainsi qu'aux Alliés, par le général Nivelle, les officiers qui avaient été avec lui à Verdun, et l'état-major du Grand Quartier général qui travaillait respectueusement sous leurs ordres.

Le lecteur se souvient du colonel de Grandmaison[5], chef du 3e Bureau pendant les années qui ont précédé la guerre, l'apôtre de l'offensive immédiate en toute occasion : « *à outrance, à la baïonnette* », etc. La guerre avait réclamé son grand prêtre. Le corps en décomposition du colonel de Grandmaison gît dans une tombe sur laquelle veille – tout le monde doit le reconnaître – la réputation d'un valeureux fils de famille animé de l'ardent désir de sacrifier sa vie à son pays et à ses idées. Il est tombé au champ d'honneur, mais ses conceptions ont trouvé un éphémère refuge dans l'esprit du colonel d'Alenson, chef d'état-major du général Nivelle. Pierrefeu nous a donné un portrait saisissant de cet officier dont le rôle a été si soudain, si rapide et si tragique : très grand

et très mince, les cheveux noirs, le teint blafard, le visage cadavérique, l'œil sombre, cultivant le silence en ne laissant rien paraître du feu intérieur qui brûlait en lui, absorbé dans ses convictions et dans ses idées. L'ascension fulgurante de Nivelle l'avait entraîné par contrecoup dans les plus hautes sphères militaires. Mais il faut bien le noter, c'est un homme qui n'avait plus qu'un an à vivre et qui n'avait plus par conséquent qu'un seul coup à jouer. Miné par une tuberculose qui atteignait son dernier stade, il savait qu'il ne lui restait que peu de temps à vivre. Mais si court que soit ce temps, il avait encore à accomplir une mission qui pourrait lui attirer les honneurs d'une renommée durable. Ce ne sont pas là des traits de caractère qui confèrent le bon sens pratique et le jugement qu'on attend tout particulièrement d'un chef d'état-major.

La fortune n'avait pas plus tôt porté le général Nivelle au sommet du pouvoir qu'elle l'abandonnait. Du jour où il prit le commandement des armées françaises, toutes les circonstances lui furent défavorables. Il avait dès le début plus facilement réussi à susciter l'enthousiasme des chefs politiques que celui des chefs militaires, de même qu'il avait eu plus de succès auprès du gouvernement britannique qu'auprès de son propre gouvernement. Il commença aussitôt à accroître encore l'ampleur des énormes opérations qui avaient été projetées par Joffre. En établissant son plan d'offensive générale contre le saillant allemand, Joffre avait eu soin de ne pas s'en prendre à la redoutable zone qui s'étendait le long de l'Aisne sur une distance de 30 kilomètres entre Soissons et Craonne et que les Britanniques connaissaient bien depuis 1914. Le général Nivelle décida de monter contre ces lignes une nouvelle offensive qui serait complétée par une autre, plus à l'est, dans la région de Moronvillers. L'intention de Joffre était d'attaquer le plus rapidement possible, en sacrifiant même, s'il le fallait, une partie des préparatifs nécessaires. Le front d'attaque envisagé par Nivelle était non seulement

plus étendu, mais il impliquait des préparatifs plus détaillés et plus complets, et il était disposé à y consacrer le temps qu'il faudrait. Tandis qu'à l'époque de Joffre l'état-major français s'était fixé comme but *« la recherche de la rupture du dispositif ennemi »*, Nivelle clamait haut et fort qu'il ne voulait rien de moins que *« la destruction de la masse principale des armées ennemies »*. Tandis que Joffre envisageait une réplique de la bataille de la Somme sur une échelle encore plus grande, et dans des conditions plus favorables, en exécutant trois ou quatre puissantes offensives d'une durée de plusieurs semaines qui obligeraient les Allemands à concentrer toutes leurs ressources sur ces fronts, la doctrine proclamée de Nivelle consistait en une offensive soudaine et générale qui se terminerait dans les vingt-quatre heures ou au plus tard dans les quarante-huit heures, soit par la victoire, soit par la défaite. Et tandis que Joffre se serait lancé au début de février, il fallut tout reporter à avril à cause des modifications apportées aux plans par Nivelle. Ces modifications eurent pour effet de rendre l'offensive plus vaste, plus violente, plus aléatoire et beaucoup plus tardive.

Le 20 décembre, Nivelle exposait ses intentions à Sir Douglas Haig, l'invitait à refondre ses plans antérieurs et à étendre la droite des armées britanniques, de Bouchavesnes jusqu'à la route d'Amiens à Roye. Ces discussions – pour ne pas dire ces querelles – entre les quartiers généraux français et britannique au sujet du front à tenir par les deux armées se sont poursuivies pendant toute la guerre. Elles prenaient toujours la même forme. Les Français faisaient valoir le nombre de kilomètres du front qu'ils occupaient, les Britanniques le nombre de divisions allemandes qui leur étaient opposées, et chacun étayait ces arguments de poids en rappelant à son allié qu'il était sur le point de déclencher ou de subir une offensive d'envergure. Toutefois, en l'occurrence, Haig se montra disposé à entrer dans les vues du commandement français. Il était favorable à une reprise de l'offensive en

France, et il était prêt à se ranger à l'avis de Nivelle quant à la direction et à l'étendue de l'attaque. En outre, puisque les Français souhaitaient assumer la plus lourde part de l'offensive à venir, les Britanniques ne pouvaient guère leur refuser l'assistance qu'ils demandaient. En conséquence, Haig écrivit à Nivelle le 25 décembre : « J'accepte vos propositions sur le principe et suis désireux de faire tout ce qu'il me sera possible pour vous aider dans les conditions que vous envisagez. » Il s'engagea également à étendre le front britannique jusqu'à la route qui relie Amiens à Saint-Quentin à partir du 1er février. Cependant, Haig et le quartier général britannique se montraient des plus sceptiques quant aux possibilités qu'avait l'armée française d'exécuter le rôle qui lui était fixé dans l'ambitieux programme du général Nivelle. Ils étaient en outre très préoccupés de l'état d'entretien dans lequel les Français maintenaient les voies ferrées du Chemin de fer du Nord qui, à cette époque, se trouvait tout à fait insuffisant pour permettre l'exécution des opérations importantes que l'on attendait de l'armée britannique. Ils réclamaient donc l'amélioration de leurs communications et se déclaraient incapables de fixer la date de l'offensive britannique tant que cette question pratique de grande importance ne serait pas résolue.

Le 26 décembre, pendant que ces discussions étaient en cours, le Cabinet de guerre britannique entendit parler pour la première fois de la proposition de reprise de l'offensive et de la forme différente qu'elle devait prendre. M. Ribot[6], qui s'était rendu à Londres, déclara que le nouveau commandant en chef des armées françaises avait l'intention de percer sur un large front tout en gardant en réserve une armée de manœuvre destinée à poursuivre l'attaque après la rupture. Il fallait pour cela que l'armée britannique prolongeât son front de 30 à 40 kilomètres. Dans un premier temps, M. Lloyd George s'opposa à la reprise de l'offensive en France, et tout particulièrement à la reprise d'une offensive prolongée analogue à celle de la Somme. Au cours de

toutes les conversations que nous avions eues avant qu'il ne devînt Premier ministre, j'avais constaté qu'il partageait ma manière de voir sur la question. Dès son arrivée au pouvoir, il s'était efforcé de trouver une solution différente. Il avait proposé à la conférence tenue à Rome au début de janvier 1917 de lancer une offensive importante sur le front autrichien, en employant surtout des unités italiennes qui seraient appuyées par une énorme concentration des batteries franco-britanniques. Les Français, influencés par le général Nivelle, s'étaient opposés à ce plan. Sir William Robertson ne l'avait absolument pas soutenu et l'on se contenta de le transmettre aux états-majors pour étude. Alors que le train qui ramenait M. Lloyd George d'Italie s'apprêtait à quitter la gare du Nord, le général Nivelle se présenta lui-même au Premier ministre et lui exposa les grandes lignes de son plan. La première impression ayant été favorable de part et d'autre, Nivelle fut invité à se rendre à Londres, où il fut entendu le 15 janvier par le Cabinet de guerre. Il y remporta un succès immédiat. Les ministres britanniques n'avaient encore jamais vu un général s'exprimer devant le Conseil avec une argumentation aussi convaincante et aussi suivie, et ils n'avaient jamais rencontré un général français qu'ils pussent comprendre. Non seulement Nivelle parlait clairement, mais il parlait en anglais. Il était le vainqueur de Douaumont, mais il était également de mère anglaise. Il fit valoir que sa méthode n'impliquait aucunement le renouvellement de batailles prolongées comme celle de la Somme, mais qu'elle consistait en une percée courte, rapide et décisive. L'opposition que M. Lloyd George manifestait au nouveau plan d'offensive s'était rapidement évanouie depuis l'entrevue de la gare du Nord, et elle allait bientôt se transformer en un appui enthousiaste. Haig, qui se trouvait également à Londres, fut convoqué, ainsi que Robertson, par le Conseil des ministres, et les trois généraux signèrent un mémorandum approuvant formellement le renouvellement d'une offensive sur le front

occidental, lancée au plus tard le 1er avril, avec comme préalable l'extension du front de l'armée britannique.

L'entente n'avait cessé de régner jusque-là, mais le Premier ministre, en même temps qu'il se ralliait au projet d'offensive en abandonnant son opposition première, avait conçu un autre dessein. Il songeait déjà à faire aboutir sa grande et simplissime conception du commandement unique. Tout comme le Cabinet de guerre, il avait été séduit par la personnalité du général Nivelle et était disposé à l'appuyer de tout cœur si cette mesure devait être prise. On croyait les Français davantage capables d'assurer la direction des opérations. On croyait également – et cette fois à plus juste titre – qu'il était nécessaire que l'ensemble du front occidental fût placé sous un commandement unique. « Ce n'est pas, comme l'a dit plus tard Lloyd George lorsqu'il a obtenu satisfaction sur ce point, qu'un général vaille mieux qu'un autre, mais il vaut mieux n'avoir qu'un seul général plutôt que d'en avoir deux. » Nivelle repartit donc pour Chantilly en emportant la promesse virtuelle du Premier ministre que Haig et l'armée britannique seraient soumis à son autorité. Mais le Premier ministre et le Cabinet de guerre avaient négligé à ce moment-là de faire part de cette nouvelle et importante réorganisation à Haig ou à Robertson.

L'insuffisance du matériel roulant du réseau du Nord devint si prononcée pendant le mois de janvier qu'après d'énergiques protestations de la part des Britanniques, on se décida à réunir une autre conférence à Calais le 26 février. Les Français y exposèrent un projet détaillé de mise sur pied d'un Grand Quartier général allié en France. Ce projet prévoyait la nomination d'un généralissime français disposant d'un état-major composé d'officiers français et britanniques, placés sous les ordres d'un chef d'état-major anglais. Le commandant en chef britannique n'existait plus que de nom, il devait jouer le rôle d'adjoint au généralissime, sans influence sur la conduite des opérations.

L'opposition immédiate des généraux anglais fit écarter cette proposition, qui fut remplacée par une convention mettant l'armée britannique sous les ordres de Nivelle pendant la durée des opérations prévues, dont il assurerait seul la direction. Haig et Robertson y donnèrent leur assentiment, mais seulement pour éviter le pire.

Cet épisode – en lui-même peu banal – avait sensiblement refroidi les rapports qui existaient entre les quartiers généraux britannique et français. Les membres du haut commandement britannique avaient le sentiment que Nivelle avait manœuvré auprès de leur propre gouvernement pour obtenir leur subordination, voire même leur suppression. Dès le début, ils avaient observé avec quelque surprise la nomination de ce nouveau généralissime qui passait par-dessus la tête de tous les meilleurs chefs de l'armée française. S'y ajoutaient dorénavant la méfiance et le ressentiment. Quand Nivelle, fort de son autorité nouvelle, adressa à Haig des directives rédigées dans un style impératif lui prescrivant d'abandonner l'offensive préparée de longue date sur la crête de Vimy, pour des opérations qui devaient avoir lieu plus au sud d'Arras, Haig se refusa à les exécuter. Il en appela à son gouvernement et « demanda qu'on lui fît savoir si le Cabinet de guerre désirait que le commandant en chef du corps expéditionnaire britannique fût traité de cette façon par un général étranger et moins élevé en grade ». Bien que les relations fussent des plus tendues, on aboutit finalement à un compromis, mais l'esprit de coopération amicale et les rapports personnels établis depuis si longtemps entre les deux états-majors s'en ressentirent fortement, et Nivelle fut critiqué dans les hautes sphères militaires françaises pour avoir provoqué ce résultat fâcheux.

Mais il se produisit alors un événement inattendu, Ludendorff entra en scène, et les Allemands agirent. La grande personnalité militaire que l'Allemagne avait découverte au plus profond de ses malheurs, pourvue de tout le nécessaire par son protecteur Hindenburg, allait d'un seul

coup parfaitement exécuté renverser toute la stratégie du général Nivelle. Vers la fin de février, les Allemands commencèrent à évacuer tout le secteur compris entre Arras et Noyon. Laissant derrière elle sur les positions abandonnées un mince cordon de troupes qui tiraient en l'air au canon et au fusil, l'armée allemande quitta la zone menacée du saillant qu'elle tenait pour se replier 80 kilomètres plus loin, et aller occuper sans précipitation ses nouvelles positions soigneusement choisies, sur ce qui fut dès lors connu sous le nom de ligne Hindenburg. L'état-major allemand avait donné à cette opération longuement préparée le nom de code *Alberich*, celui du nain malfaisant de la légende des Niebelungen. Il laissait son adversaire dans les champs de trous d'obus de la Somme, et dévastait par le fer et par le feu les contrées qu'il abandonnait, avec une brutalité de barbare car elle dépassait de loin les exigences d'ordre purement militaire.

C'est sur le front de la 5e armée britannique que l'on détecta pour la première fois ce mouvement de repli, dont la rumeur courait depuis plusieurs jours. Le 24 février, les premiers soupçons furent éveillés par le fait que l'artillerie allemande bombardait ses propres tranchées. Les patrouilles britanniques envoyées pour les reconnaître les trouvèrent abandonnées. Le journal de campagne de la 5e armée signalait cette même nuit : « Indices de repli de l'ennemi. » D'immenses nuages de fumée et la lueur des incendies qui éclairaient la nuit ne laissaient aucun doute sur le départ des Allemands, qui détruisaient impitoyablement tout sur leur passage. On signalait le 25 que l'ennemi avait parfois reculé de plus de 15 kilomètres dans certains secteurs, et le 28 février, le Renseignement britannique parlait d'un repli sur la ligne Hindenburg.

Si absorbé que puisse être un commandant en chef par l'élaboration de ses propres projets, il lui faut cependant parfois tenir compte de l'ennemi. Le plan de Joffre consistait à réduire le grand saillant allemand au mois de février, et personne ne peut dire s'il aurait ou non

réussi. Le plan de Nivelle consistait à le réduire avec des forces encore plus considérables au mois d'avril. Mais dès le mois de mars ce saillant n'existait plus. Sur les cinq armées que Nivelle destinait à l'offensive, trois se trouvaient séparées de leurs objectifs par le désert des régions dévastées. La totalité de leur réseau ferroviaire et routier et tous leurs dépôts se trouvaient si éloignés des positions ennemies qu'il faudrait au moins deux mois pour les faire parvenir au contact du nouveau front. Les deux autres armées en étaient réduites à déclencher des attaques de front et sans lien entre elles sur les points les plus forts de l'ancienne ligne allemande.

Les instructions adressées par Nivelle aux armées britanniques placées sous ses ordres présentent en raison de ces circonstances un intérêt tout particulier.

G.Q.G.
6 mars 1917

Directives pour le Maréchal.

Le repli de l'ennemi devant le front de la 5^{e} armée britannique constitue un fait nouveau dont il est nécessaire d'examiner les répercussions sur l'offensive commune des armées franco-britanniques.
La retraite allemande s'est limitée jusqu'ici au front devant la 5^{e} armée britannique, mais il est possible qu'elle s'étende jusqu'à la région de la Somme et de l'Oise. Quoi qu'il en soit, aucun indice ne permet de supposer que l'ennemi agira de même sur le front d'attaque de nos 3^{e} et 1re armées, ni sur celui du G.A.R. (groupe d'armées de réserve). Au contraire, la position Hindenburg est située de telle sorte que les directions de nos

attaques principales, tant dans les zones britanniques et françaises, permettent de la déborder et de la prendre à revers.
De ce point de vue, le repli allemand peut tourner entièrement à notre avantage même s'il se généralise, et c'est sur cette hypothèse que je me fonde pour me décider *à ne pas modifier dans ses principes le plan général d'opérations établi antérieurement*[7]*,* et de m'en tenir en particulier à la date fixée pour le déclenchement de nos attaques.
Il y a lieu cependant de tenir compte du fait qu'il ne sera pas possible d'exécuter la totalité des opérations envisagées dans les conditions prévues, et j'examinerai donc successivement l'attitude à adopter sur le front des armées britanniques et sur celui du G.A.N. (groupe d'armées du Nord).

La distance, les effectifs, la direction des attaques – tout était modifié. Et pourtant, on décrétait que le principe restait inchangé et qu'il fallait poursuivre l'entreprise.

Nous avons vu quelles étaient les caractéristiques tactiques du plan de Joffre, que le général Nivelle avait pris comme point de départ pour le sien : la gigantesque échelle de l'offensive, sa convergence sur le saillant allemand, l'étude minutieuse des détails qui devaient être compris par tous les exécutants, et surtout la dernière, la plus précieuse et la plus cruciale : l'irruption violente et brutale des Alliés par surprise. Sur ces quatre conditions, la retraite allemande venait de réduire l'échelle de moitié et, dans les faits, d'empêcher la convergence. Les deux autres – le souci du détail et la surprise – étaient destinées par leur incompatibilité à une destruction simultanée.

L'observation aérienne permettait à l'ennemi de suivre de façon continue les progrès des préparatifs énormes qui s'exécutaient sur les parties du front britannique et français d'où l'offensive pouvait être

déclenchée. Les Allemands savaient que leur repli interdisait toute attaque sur la ligne de près de 150 kilomètres qui s'étendait du sud d'Arras au sud de Soissons. Les seules parties menacées de leur front étaient constituées par le secteur d'une vingtaine de kilomètres situé devant Arras, et par le secteur de Champagne qui en comprenait peut-être cent. De jour en jour ils surveillaient les signes annonciateurs de la tempête à venir. Il leur était possible grâce à l'efficacité de leur service de renseignements et de leurs reconnaissances par aéroplane de réduire encore la légère incertitude quant aux points principaux où l'assaut allait se concentrer. Mais ils allaient pouvoir bientôt tabler sur des indications encore plus précises et plus sûres.

Le général Nivelle, qui désirait que tous les exécutants saisissent bien l'esprit de son plan, et que les chefs de bataillon et même les commandants de compagnie le connussent dans toute son ampleur, avait fait transmettre aux unités qui se trouvaient en ligne des documents de la plus haute importance. Le premier était la fameuse instruction du 16 décembre du Grand Quartier général relative aux nouvelles méthodes offensives, dont il a déjà été question. Il était des plus dangereux de faire circuler des directives de cet ordre parmi des troupes qui tenaient des tranchées situées souvent à moins de 100 mètres de celles de l'ennemi et l'on n'allait pas tarder à payer bientôt les conséquences de cette imprudence. Le 3 mars, les Allemands se saisissaient de la fatale instruction, au cours d'un coup de main exécuté par une division de l'armée du Kronprinz, qui écrit[8] :

> Cette directive contenait des renseignements d'une valeur extraordinaire, elle montrait qu'il n'était pas question cette fois d'une attaque à objectif limité, mais bien d'une offensive de rupture sur une grande échelle… Elle révélait surtout également les caractéristiques particulières de la surprise que l'assaillant

avait en tête. Il se fondait sur le fait qu'il croyait avoir remarqué que notre artillerie de défense se bornait habituellement à des tirs assez faibles en riposte aux tirs de préparation de l'ennemi. Les Français en concluaient qu'il n'y avait pas lieu d'exécuter des travaux de terrassement importants pour les troupes d'attaque, en particulier pour l'artillerie…

Le comte von Schulenburg[9]… formula immédiatement les mesures logiques qui s'imposaient à la défense : non seulement la préparation d'artillerie de l'ennemi ferait l'objet d'une puissante riposte, mais avant même qu'il ne lance une préparation d'artillerie clairement indentifiable, il se ferait pilonner par des tirs groupés. Nous avions l'espoir que ce serait là le moyen le plus efficace de déjouer la surprise et d'amortir ainsi le choc de l'assaut initial, que nous savions par expérience devoir être le plus puissant et le mieux préparé.

Pendant tout le mois de mars, l'ennemi ne quitta pas des yeux les préparatifs du général Nivelle en vue d'obtenir la surprise.

Dès le mois d'avril, *poursuit le Kronprinz*, on avait recueilli un grand nombre d'indications qui permettaient de conclure que l'attaque principale aurait lieu avant longtemps contre le front sud des 7e et 3e armées, à l'ouest de l'Argonne. Notre Renseignement confirmait en outre l'impression qu'avait fait naître la directive française capturée… L'ennemi déployait son artillerie sur une grande profondeur et constituait d'énormes dépôts de munitions, en avant de ses premières positions il établissait d'innombrables emplacements de batteries, qui n'étaient pas véritablement fortifiés mais simplement dissimulés

> à notre vue, et il maintenait dans le secteur une tranquillité complète… Le 6 avril, une habile opération menée à Sapigneul par la 10e division de réserve nous permit de nous saisir de l'ordre d'attaque de la 5e armée française, qui énumérait les diverses unités qui devaient y prendre part. L'objectif de la 5e armée était constitué par la ligne Prouvais-Proviseux-Aumenancourt. La position de Brimont devait être enlevée en la débordant par le nord. Cet ordre donnait également des renseignements nouveaux sur la technique d'assaut que les Français se proposaient de mettre en œuvre. Nous étions dorénavant fixés sur leurs intentions : le dernier voile qui les cachait était déchiré.

Pendant tout ce temps les Allemands, stimulés par l'aide excellente que ces renseignements leur apportaient, préparaient leurs défenses. Le commandement de leurs armées fut réorganisé. En février, lorsque les préparatifs de Nivelle commencèrent à être bien visibles, le commandement du Kronprinz fut étendu vers l'est pour y englober la 7e armée (du groupe d'armées du prince Rupprecht[10]), ce qui unifiait la direction d'ensemble de tout le front où l'offensive était attendue. En mars, une armée supplémentaire tout entière – la 1re – fut intercalée entre les 7e et 3e armées. Le quartier général du Kronprinz déménagea de Stenay à Charleville. Tout au long du mois de mars son groupe d'armées ne cessa de recevoir de nouveaux renforts. Les mitrailleuses, l'artillerie, l'aviation de chasse, les services de renseignements et les bataillons de travailleurs affluaient sans discontinuer sur le front menacé. L'évacuation du saillant avait permis aux Allemands de raccourcir leurs lignes et de concentrer des forces toujours plus considérables sur le front menacé par l'offensive française. Avec une ardeur à la tâche inouïe, on œuvrait sans relâche nuit et jour à

transformer tout le terrain en zone fortifiée. Les positions allemandes qui s'étendaient de Soissons à Reims, et au-delà de Reims, constituaient peut-être les plus fortes positions naturelles de tout le front ennemi. Le plateau de Craonne, la longue crête du Chemin des Dames, les hauteurs escarpées et les collines boisées de l'Argonne étaient devenus, grâce à un travail acharné, un labyrinthe homogène de tranchées et de tunnels entouré de rouleaux de fils de fer barbelés où fourmillaient troupes et mitrailleurs. Au début de l'année, ce front était tenu par moins d'une dizaine de divisions allemandes. Lorsque Nivelle eut enfin pleinement achevé ses préparatifs d'attaque surprise, il en trouva 40 qui l'attendaient – chiffre à peine inférieur à celui des assaillants.

Le général Nivelle se vit bientôt en proie à d'autres préoccupations. Il avait été nommé par un gouvernement dont la réputation et l'existence étaient largement liées aux siennes. Il trouvait en Briand, président du Conseil, et en Lyautey[11], ministre de la Guerre, des protecteurs qui ne pouvaient absolument pas prendre leurs distances avec lui. Aucun gouvernement n'aurait pu se permettre de changer d'avis au sujet d'un chef qu'il avait si cavalièrement propulsé au-dessus de tous les généraux les plus réputés. Mais cet appui solide allait brusquement lui faire défaut. Au début de mars, le général Lyautey se trouva mêlé à des intrigues parlementaires. Il donna précipitamment sa démission, en entraînant dans sa chute Briand et l'ensemble du gouvernement. Les rênes du pouvoir passèrent à de nouveaux dirigeants qui n'avaient jamais eu avec Nivelle que des rapports hostiles. Ribot constitua le nouveau ministère, avec Painlevé à la Guerre.

Paul Painlevé était une personnalité de valeur intellectuelle indiscutable. Politique ardent, grand mathématicien, fidèle soutien de la gauche et de ses formules toutes faites pourvu qu'elles fussent conformes à la conception très large qu'il avait de l'intérêt public. Il avait été ministre de l'Instruction publique dans le précédent cabinet Briand, avec

pour mission d'étudier les inventions qui pouvaient être utilisables par l'armée[12]. C'est en cette qualité qu'il s'était constamment rendu sur le front en toute liberté, et qu'il avait eu l'occasion de s'entretenir non seulement des inventions, mais encore des plans d'opérations avec la plupart des chefs les plus haut placés. Il les connaissait tous, et la plupart appréciaient sa vive intelligence. Painlevé s'était rendu compte de la valeur de Pétain, ce général si froid et si réservé à l'égard des membres des commissions parlementaires que sa réputation en avait souffert dans les milieux influents. Painlevé admirait son indépendance de caractère, et Pétain n'y avait peut-être pas été insensible. C'est lui que Painlevé avait proposé pour prendre la succession de Joffre. Quand Briand, à la fin d'octobre 1916, avait remanié son ministère, il avait été convenu que Joffre serait limogé avec les égards qu'on lui devait, et que Nivelle succéderait au trône. Painlevé, à qui l'on avait offert de conserver son portefeuille, avait refusé parce qu'il désapprouvait tout particulièrement la nomination de Nivelle. Son retour à la Chambre après qu'il eut pris cette décision – grave pour un homme politique en temps de guerre – avait été salué par des acclamations provenant non seulement de la gauche, mais de presque tous les bancs. Il se trouvait désormais ministre de la Guerre, et le personnage le plus marquant d'un gouvernement français dirigé par un président du Conseil âgé. Le nouveau commandant en chef voyait donc remplacer Briand, lié au succès de sa cause, par Painlevé, qui, si loyale que fût son attitude vis-à-vis de son subordonné, n'en avait pas moins témoigné publiquement au préalable qu'il considérait sa nomination comme une erreur.

Mais les préventions de Painlevé à l'égard de Nivelle n'étaient pas dues à une simple question de personnes. Painlevé et les forces politiques qu'il représentait à ce moment-là étaient les adversaires déclarés des grandes offensives sur le front occidental. Il était d'accord avec Pétain pour dire que la France ne devait pas être saignée à blanc, qu'il fallait

ménager l'armée française, qu'il n'y avait aucun espoir de percée cette année-là dans cette zone-là, que l'on ne pouvait songer à autre chose qu'à l'obtention de gains limités et que dans l'immédiat la modestie des objectifs et le souci d'épargner la vie des soldats français devaient donner le ton de la politique militaire. Les conceptions de Nivelle étaient diamétralement opposées : l'offensive à outrance, les Français en pointe, les armées lancées à l'assaut animées d'une confiance absolue dans la victoire décisive, la rupture des lignes allemandes sur une étendue énorme, les vastes armées qui s'engouffraient dans la brèche en s'y déployant, le retour au combat en rase campagne, l'expulsion de l'envahisseur hors du sol français. Ces divergences de vues ne se bornaient pas, loin de là, au domaine de la théorie. Nivelle préparait activement l'offensive la plus ambitieuse que les Français aient jamais déclenchée, et Painlevé se trouvait être le ministre responsable devant le Parlement et devant l'histoire de tout ce que Nivelle allait s'efforcer d'accomplir. Il est difficile de dire quel était celui des deux qui se trouvait dans la situation la moins enviable.

Si Painlevé avait agi conformément à ses convictions, dont la suite des événements a prouvé le bien-fondé, il aurait écarté Nivelle pour le remplacer par Pétain, qui possédait sa confiance, et dont les idées sur la direction à donner aux opérations s'accordaient complètement avec les siennes et celles de son parti. Mais des difficultés d'ordre pratique et bien d'autres considérations parfaitement justifiées le détournèrent de prendre une décision qui, si elle ne lui avait pas coûté sa survie politique, lui aurait valu ses plus beaux titres de gloire. Il temporisa. Il s'efforça de tirer le meilleur parti de la situation qu'il trouvait. Il s'inclina – quel titulaire de poste important n'y a jamais été contraint ? – devant les forces de la routine, devant la logique des circonstances, devant le cours médiocre des événements. Il accepta Nivelle, il se soumit devant ses plans, dont l'exécution était déjà si avancée.

Face à tous les fâcheux contretemps qui venaient l'accabler, et en dépit des pressions de tout genre qui se faisaient sentir de tous côtés avec une rigueur toujours croissante, le général Nivelle fit preuve d'une constance extraordinaire. Il connaissait en février le scepticisme que son plan inspirait à Pétain, ainsi que les réserves qu'il avait suscitées au quartier général britannique. Lorsqu'on avait constaté le repli allemand, le général Micheler, son homme de confiance, celui qu'il avait tout spécialement choisi pour prendre le commandement de l'offensive principale, lui avait écrit pour lui indiquer que toutes les conditions venaient d'être transformées, et pour lui demander s'il était prudent dans ces circonstances nouvelles d'escompter « une exploitation ayant le caractère d'une poussée rapide ».

> Il faut conserver à l'attaque son caractère de violence, de brutalité et de rapidité, *lui répondit Nivelle le 1er avril*. C'est sur la vitesse et la surprise provoquée par l'irruption rapide et soudaine de notre infanterie dans les troisième et quatrième positions allemandes que repose le succès de la percée. Il ne faut pas tenir compte des considérations de nature à diminuer l'élan de l'attaque.

Bien qu'averti que l'ennemi avait fait tous les préparatifs voulus, et bien qu'il eût appris avant de donner le signal définitif de l'attaque que son plan détaillé était tombé entre ses mains, il n'en continuait pas moins à louer les vertus de la surprise. L'œil fiévreux, le colonel d'Alenson, qui n'avait plus qu'un an à vivre, l'encourageait dans cette manière de voir. Il avait près de lui le redoutable Mangin, qui brûlait du désir de se battre, convaincu qu'au soir du premier jour sa cavalerie galoperait à la poursuite de l'ennemi dans les plaines de Laon. Mais

partout ailleurs, chez les commandants d'armée comme dans les bureaux de l'État-Major général, le doute et la méfiance déversaient leurs flots glacés.

Painlevé prit le portefeuille de la Guerre le 19 mars. Tout le monde savait que l'offensive était imminente. « Le 20, écrit Painlevé, avant même d'être installé au ministère, j'apprenais, je puis dire par la rumeur publique, que le jour était fixé au 8 avril, et qu'en conséquence les Britanniques attaqueraient le 4 à Arras. » Le mauvais temps obligea de reculer ces dates de jour en jour jusqu'aux 9 et 16 avril. Le 22 mars, le ministre rencontrait le commandant en chef pour la première fois. Il lui dit qu'il était de notoriété publique que son choix ne se serait pas porté sur lui, mais que c'était là le passé et qu'il pouvait compter sur son appui le plus complet. Painlevé poursuivit cependant en faisant valoir qu'une succession d'événements de première importance était venue affecter le plan d'opérations initial. Le repli allemand, la révolution russe, l'entrée imminente et certaine des États-Unis dans la guerre – tout cela avait certainement bouleversé les données du problème. Au nom du Gouvernement, il enjoignit le général de procéder à un nouvel examen de la situation et de réfléchir une fois de plus en toute liberté à ce qu'il convenait de faire, sans se sentir lié par les projets qu'il avait antérieurement nourris en lui-même ou présentés devant autrui. « À situation nouvelle, il faut un œil nouveau. »

Mais l'esprit de Nivelle restait fermé à ce genre d'argument. Sa confiance était inébranlable. Si l'on en croit Painlevé[13], il aurait raisonné comme suit. La retraite allemande ne le gênait pas. Elle libérait plus de divisions françaises que de divisions allemandes. Il n'aurait pu lui-même prescrire à l'ennemi de mouvement qui aille davantage dans le sens des décisions qu'il avait prises. On remédierait au rétrécissement du front d'attaque en le prolongeant sur la droite française, et en y faisant participer les unités du groupe d'armées Pétain qui se trouvaient devant

Moronvillers. On percerait le front ennemi sans subir pour ainsi dire de pertes. Quant au plateau de Craonne, il l'avait déjà « mis dans sa poche ». Il n'avait qu'une crainte, c'était que les Allemands ne l'évacuent. Plus ils renforceraient leur front, plus la victoire française serait foudroyante, à la condition d'accroître continuellement l'intensité de l'attaque. On s'arrêterait peut-être pour souffler le troisième jour sur la Serre, après une poursuite de 30 kilomètres, mais « il serait difficile de retenir les troupes, une fois qu'elles seraient lancées », etc. Tel était l'état d'esprit du général Nivelle.

Mais les avis contraires affluaient auprès du nouveau ministre de la Guerre. Des officiers d'état-major qui avaient fait leurs preuves dans les plus hautes fonctions écrivaient en secret, au risque de compromettre leur carrière, pour donner des avertissements solennels en expliquant, raisonnement à l'appui, que l'on courait au désastre si l'on exécutait les ordres qui avaient été donnés. Les trois commandants de groupes d'armées, Franchet d'Espèrey, Pétain et même Micheler, affirmaient en termes respectueux mais formels que l'idée de battre le front en brèche par une offensive soudaine et violente était irréalisable. Tous trois reconnaissaient néanmoins le danger de permettre à l'ennemi de reprendre l'initiative des opérations. Pétain était le seul à proposer une autre solution qui pouvait donner des résultats : laisser les Allemands passer à l'attaque, et déclencher l'offensive projetée comme une gigantesque contre-attaque.

Painlevé réunit au ministère de la Guerre dans l'après-midi du 3 avril une conférence à laquelle assistaient le président du Conseil, le commandant en chef ainsi qu'un certain nombre d'autres ministres. Il y attira l'attention du général Nivelle sur les doutes de ses principaux lieutenants. Nivelle ne se laissa pas davantage ébranler qu'auparavant. La victoire ne faisait pas de doute. On enlèverait les deux premières positions ennemies avec des pertes insignifiantes. Croyait-on qu'il

ignorait qu'avant de prendre les troisième et quatrième positions, il fallait commencer par enlever les deux premières ? Il savait mieux que personne que le beau temps était essentiel à la mise en œuvre de sa méthode d'attaque. Tout se déciderait en vingt-quatre heures – tout au plus en quarante-huit heures. Si la percée n'était pas obtenue dans ce laps de temps, il serait inutile de continuer. « Sous aucun prétexte je ne recommencerai une bataille de la Somme », déclara-t-il. Enfin, s'il ne jouissait pas de leur confiance, ils n'avaient qu'à lui désigner un successeur. Les ministres furent conquis par cette assurance extraordinaire, et le général Nivelle quitta la conférence convaincu que le dernier mot avait été dit.

Le nom du général Messimy reparaît à plusieurs reprises dans le cours de la guerre, et il se trouve toujours associé à quelque action énergique, bonne ou mauvaise. Nous le voyons, ministre de la Guerre en 1911, traduire Michel le prophète devant un sanhédrin de généraux et le replonger dans l'obscurité. Nous le retrouvons, le 25 août 1914, de nouveau ministre, envoyant au général Joffre l'ordre formel de fournir au moins trois corps d'armée pour assurer la défense de Paris que ce général se proposait d'abandonner après l'avoir déclaré « ville ouverte ». Nous le revoyons quelques jours plus tard abandonner ses fonctions ministérielles dans l'un des moments les plus critiques du début de la guerre, par suite de l'un de ces innombrables soubresauts de la politique française qui déconcertent tant les étrangers, mais après avoir ordonné que Paris fût défendu, réuni l'armée nécessaire et appelé Gallieni à ce rôle primordial en remplacement de son ancienne victime, le général Michel. Ensuite, Messimy rejoint immédiatement son poste à la tête d'une brigade d'infanterie et disparaît dans la poussière et le tumulte de la bataille, pour ressurgir tout à coup deux ans et demi après, le 5 avril 1917, jour où il écrit une lettre totalement contraire aux règlements à M. Ribot. Celle-ci réunissait tous les arguments que l'on pouvait fournir

contre l'offensive projetée : « Des prisonniers : oui ; des canons : oui ; une bande étroite de terrain peut-être d'une dizaine de kilomètres – mais au prix de sacrifices exagérés et sans obtenir de résultats stratégiques. Conclusion qui s'impose d'urgence : donnez sans perdre une heure l'ordre de retarder l'attaque jusqu'à ce qu'il fasse plus beau. » Cette opinion, déclarait-il, avait été écrite « pour ainsi dire sous la dictée de Micheler » et elle représentait les convictions des « chefs les plus célèbres de l'armée française ».

Mais l'heure de l'attaque approchait. Les énormes préparatifs étaient partout proches de la saturation. Le Cabinet britannique était tout acquis. Le quartier général britannique avait fini par se laisser convaincre. La coopération de l'Angleterre, la grande Alliée, avait été obtenue à la suite de très gros efforts, et maintenant qu'elle était promise les Britanniques jetteraient toutes leurs forces dans l'opération. S'opposer au plan et limoger le commandant en chef entraîneraient non seulement une crise ministérielle et parlementaire – qui pouvait être fatale au gouvernement –, mais aussi une refonte de tous les plans de campagne prévus pour l'année, ce qui redonnerait vraisemblablement l'initiative aux Allemands, même si ce n'était pas une certitude. C'est ainsi que Nivelle et Painlevé, ces deux personnalités dont les ambitions les plus hautes venaient d'être satisfaites presque simultanément, se trouvaient placés dans la situation la plus fâcheuse que de simples mortels dépourvus d'illusions puissent occuper : le commandant en chef forcé de courir les risques les plus grands, avec dans son dos un supérieur dubitatif à l'extrême – le ministre forcé de prendre à la demande d'un général qu'il jugeait incapable la responsabilité d'un massacre effroyable, fondé sur un plan d'opérations dont il était convaincu à juste titre de la folie. Telle est la pompe du pouvoir [14] !

Je n'essaierai pas de décrire l'offensive française qui commença le 16 avril, ni la brillante opération préliminaire qui permit à l'armée

britannique d'enlever au cours de la bataille d'Arras la totalité de la crête de Vimy. Il en existe un très grand nombre d'exposés excellents, tant français qu'anglais et allemands. Il me suffira de dire ici que les troupes françaises attaquèrent par un temps défavorable avec leur bravoure habituelle. Sur une partie du front principal d'attaque, elles progressèrent sur une profondeur de 3 kilomètres, et s'emparèrent entre le 16 et le 20 avril de 21 000 prisonniers et de 183 canons en perdant plus de 100 000 hommes, et sans obtenir de résultats d'importance stratégique décisive. Ce n'est guère que dans les secteurs de Moronvillers et de Soissons-Craonne, qui avaient été englobés dans la zone d'attaque seulement après la capture par l'ennemi du plan d'opérations français, qu'il fut vraiment possible d'obtenir la surprise et le succès. Dans la soirée du 16, les grandes espérances et la confiance de Nivelle s'étaient évanouies, et ses ordres pour la reprise de la bataille dans la journée du 17 impliquaient non seulement des changements d'ordre tactique, mais encore une réduction substantielle des ambitions stratégiques initiales.

Les phases ultérieures de la bataille connurent à certains égards davantage de succès qu'à ses débuts, et les pertes subies par les Français furent moins disproportionnées par rapport à celles des Allemands qu'elles ne l'avaient été dans les offensives de Joffre. En fait, l'offensive de Nivelle avait été la moins coûteuse de toutes les offensives françaises, tant par ses pertes en valeur absolue que relativement à celles de l'ennemi. Mais le général ne put jamais échapper aux conséquences de ses déclarations optimistes. Il avait maintes fois répété que si la percée n'était pas immédiate et complète « dans les vingt-quatre ou les quarante-huit heures », il serait inutile de poursuivre les opérations. Il avait prédit tous les détails de cette rupture. Le doute avait été presque général avant l'attaque. Ce doute s'était dorénavant transformé en certitude. On exagéra énormément l'importance des massacres, qui entamaient si cruellement une fois de plus la population masculine de la

France. Des troubles éclatèrent parmi les troupes, et dans la capitale une tempête de fureur se déchaîna contre le général. On lui refusa de transformer comme il le demandait la grande offensive prévue en une opération de moindre envergure. Le 29 avril, Pétain était nommé chef de l'État-Major général et devenait le conseiller du gouvernement français pour la direction d'ensemble des opérations militaires.

L'échec de l'offensive Nivelle fut suivi d'une situation assez particulière. L'armée britannique, comme nous l'avons vu, avait déjà commencé à exécuter avec force et succès le rôle très important qui lui avait été attribué dans le plan général d'opérations. La victoire d'Arras, suivie de la prise de la crête de Vimy et de la capture de 13 000 prisonniers et de 200 canons, avait été obtenue sans consentir de sacrifices exagérés. Haig avait eu initialement l'intention d'arrêter ces opérations après la prise de Monchy-le-Preux et de commencer le plus tôt possible le dégagement du secteur côtier en occupant les hauteurs de Messines et de Passchendaele. Mais les conditions qui régnaient dans l'armée française et à Paris étaient telles que l'on estima dangereux de diminuer, ne fût-ce que pendant quelques semaines, la pression exercée sur l'ennemi. La poursuite de l'offensive britannique fut néanmoins des plus coûteuses et elle ne fut récompensée par aucun succès concret. Les Allemands avaient très vite mis au point une méthode défensive nouvelle. Ils tenaient leurs tranchées de première ligne avec très peu d'hommes tout en conservant à proximité immédiate des forces importantes, qui grâce à de vigoureuses contre-attaques menées séparément parvenaient dans la plupart des cas à reprendre le terrain que les Britanniques leur avaient enlevé.

Le Premier ministre, en acceptant aussi facilement les plans du général Nivelle, s'était personnellement engagé à fond auprès des partisans de l'offensive, et il se montrait résolu à persévérer dans cette voie. Il fallait lancer l'armée britannique dans la bataille d'usure sans

barguigner en s'efforçant d'amener les Français à ne surtout pas ménager leur peine de leur côté. Dans cette conjoncture, le Grand État-Major britannique trouva un puissant appui en M. Lloyd George. On ne peut juger ses actes sans tenir compte des circonstances du moment. L'heure était tragique. Le chiffre des navires coulés par les sous-marins pendant le mois d'avril dépassait tous les chiffres précédents, pour atteindre un total de 800 000 tonnes. La courbe fatale était encore à la hausse, et elle l'emportait sur toutes les autres préoccupations des Britanniques. « Que nos armées continuent à se battre pendant qu'il en est encore temps », entendait-on. Ou bien, pour reprendre l'expression dérangeante de Lord Fisher : « L'armée peut-elle gagner la guerre avant que la flotte ne la perde ? » Le Premier ministre, le maréchal Haig et Sir William Robertson se rendirent tous trois à Paris, et au cours des conférences qui s'y déroulèrent les 4 et 5 mai, M. Lloyd George demanda à MM. Ribot et Painlevé, ainsi qu'au général Pétain, de poursuivre l'offensive, en employant les exhortations les plus vigoureuses qui aient jamais été échangées entre alliés. Le compte rendu complet de cette conférence, qui constitue l'un des chapitres les plus étonnants des rapports franco-britanniques et de la vie de M. Lloyd George, a été publié par Mermeix dans l'un de ses remarquables ouvrages[15].

> Nous avons voulu, *déclara M. Lloyd George*, nous assurer que nous étions d'accord sur le principe de poursuivre l'offensive, en y consacrant tous nos moyens et toute notre énergie… Après en avoir longuement délibéré, le Cabinet de guerre britannique demande à ses collègues français de mener l'offensive pendant le cours de cette année avec toute la force dont les deux armées sont capables… Il ne faut pas laisser à l'ennemi un instant de répit. Si nous arrêtons nos offensives, ou si nous nous bornons à de petites démonstrations, les Allemands ne manqueront pas de

dire que les Alliés sont battus, et qu'en continuant à couler des navires, ils affameront l'Angleterre et rendront impossible la continuation de la guerre.

Le président du Conseil français répondit à ces objurgations avec une certaine retenue. Il prit l'engagement de poursuivre l'offensive, sous réserve de ne pas gaspiller les réserves françaises. Il exprima son admiration pour les paroles énergiques de M. Lloyd George, qui s'accordaient avec sa façon de voir personnelle. Painlevé déclara également que la bataille se poursuivrait avec toute la vigueur possible. « Nous avons tenu nos promesses et rempli notre rôle, remarqua en terminant M. Lloyd George, et nous sommes convaincus que vous tiendrez les vôtres. »

Ces promesses arrachées au gouvernement français en pleine conférence par l'impérieux Gallois[16] ne correspondaient pas à la décision définitive prise par l'état-major français, ni avec les possibilités du moment. La bataille se poursuivit en effet pendant la quinzaine qui suivit, avec la prise de Craonne et du Chemin des Dames. Mais le jour même où la conférence se réunissait à Paris, un incident particulièrement inquiétant se produisit. Une division française qui avait reçu l'ordre de monter en ligne refusa d'obéir. Les officiers parvinrent à ramener les soldats à leur devoir, et la division se comporta honorablement dans la bataille. Mais c'était là le premier signe de l'orage qui allait éclater.

La démoralisation de l'armée française s'étendait rapidement. Le manque de confiance dans leur chef, les pertes cruelles qu'elle avait subies et une active propagande défaitiste avaient provoqué une onde de choc de forte intensité dans ses rangs. Des mutineries eurent lieu dans 16 corps d'armée différents, et certaines affectaient un caractère des plus dangereux. Quelques-unes des meilleures unités y avaient pris part.

Des divisions avaient élu des conseils de soldats. Des régiments entiers se mirent en marche sur Paris pour y réclamer une paix négociée et des permissions plus longues. Un contingent de 15 000 fantassins russes avait été envoyé en France avant la révolution pour y être armés et équipés. Ces hommes subissaient l'influence des événements politiques qui agitaient leur propre patrie. Ils avaient voté pour savoir s'ils prendraient part à la bataille du 16 avril et ils avaient répondu en majorité par l'affirmative. Les Français les avaient employés sans ménagement, et ils avaient perdu près de 6 000 tués et blessés. Les survivants se révoltèrent ouvertement. Leur manifeste contient une phrase magistrale qui révèle la main de la propagande : « On nous a dit que nous avions été envoyés en France comme monnaie d'échange pour le matériel de guerre vendu à la Russie. » Il fallut avoir longuement recours à l'artillerie avant de réussir à soumettre et à disperser ces unités.

La force morale de la nation française se montra à la hauteur de ces terribles épreuves. Le 15 mai, on renvoya Nivelle qui refusait de démissionner, et Pétain fut nommé commandant en chef. Des troupes fidèles cernèrent celles qui avaient failli à leur devoir. De vieux réservistes, pères de famille, intervinrent auprès des soldats du front en colère. Les désordres furent apaisés ou réprimés. On jeta sur tout cela un voile de silence si impénétrable qu'alors que des dizaines de milliers de Français y avaient été mêlés rien ne parvint à la connaissance de l'ennemi. Tous les renseignements que put recevoir Sir Douglas Haig restèrent pendant longtemps enfouis dans le sein de son état-major personnel. Pétain était de tous les chefs celui qui était le mieux à même de panser les plaies. Sur une période de plusieurs mois, il visita une centaine de divisions, parlant aux officiers et aux hommes, écoutant les griefs et les plaintes, atténuant les sévérités du service, augmentant les permissions et réduisant par tous les artifices possibles les opérations du

front français. C'est ainsi qu'il parvint, à la fin de l'année, à rétablir le moral et la discipline de cette glorieuse armée cruellement éprouvée dont les sacrifices avaient, presque à eux seuls, permis de sauvegarder les libertés de l'Europe à travers trois effroyables campagnes.

---

1. Charles Mangin (1866-1925), saint-cyrien maurassien.

2. Dutheil, Henri, *De Sauret la Honte à Mangin le Boucher : Roman comique d'un état-major,* Paris, Nouvelle Librairie nationale, 1923, p. 88. (WSC)

3. Édouard, vicomte de Curières de Castelnau (1851-1944). Commandant de l'offensive de Champagne de septembre 1915, à la tête du groupe d'armées du Centre depuis juin 1915. Bras droit de Joffre à la fin de 1915 et au début de 1916.

4. Pierrefeu, *G.Q.G. secteur 1*. (WSC)

5. Louis Loyzeau de Grandmaison (1861-1915). Saint-cyrien mort au champ d'honneur. Voir également volume I, p. 72.

6. Alexandre Félix Joseph Ribot (1842-1923). Ministre des Finances du 26 août 1914 au 20 mars 1917. Président du Conseil à cinq reprises, la dernière au cours de la Grande Guerre, du 20 mars au 7 septembre 1917. Il reste toutefois au gouvernement comme ministre des Affaires étrangères jusqu'au 23 octobre 1917.

7. Les italiques sont de moi. (WSC)

8. *Souvenirs de guerre du Kronprinz* (Paris, Payot, 1923, 2 vol. Réédition : Panazol, Lavauzelle, 2002). (WSC)

9. Friedrich Graf von der Schulenburg (1865-1939), général allemand. Nommé chef d'état-major de la 6e armée en août 1916, puis du groupe d'armées *Kronprinz Rupprecht* en novembre 1916. Rayé des cadres d'active en décembre 1918.

10. Rupprecht, *Kronprinz* (prince héritier) de Bavière (1869-1955). Nommé *Generalfeldmarschall* à la tête du groupe d'armées *Kronprinz Rupprecht* en août 1916.

11. Louis Hubert Gonzalve Lyautey (1854-1934). Officier de l'armée coloniale. Premier résident général du Protectorat français au Maroc en 1912. Ministre de la Guerre de décembre 1916 à mars 1917. Nommé maréchal de France en 1921.

12. Son titre officiel était « ministre de l'Instruction publique, des Beaux-Arts et des Inventions intéressant la Défense nationale ».

13. Painlevé, Paul, *Comment j'ai nommé Foch et Pétain : La politique de guerre de 1917 : Le Commandement unique interallié,* Paris, F. Alcan, 1923. (WSC)

14. Allusion aux vers les plus connus du poème de Thomas Gray, *Élégie écrite dans un cimetière de campagne* (1751) : « … La vanité de l'héraldique, la pompe du pouvoir / […] Les sentiers de la gloire ne mènent qu'à la tombe. » Ces vers ont par la suite inspiré le roman (1935), puis le film (1957) *Les Sentiers de la gloire*.

15. Mermeix, Gabriel, *Nivelle et Painlevé : La deuxième crise du commandement, décembre 1916-mai 1917,* Collection Fragments d'histoire, 1914-1919, n° 2, Paris, Société d'éditions littéraires et artistiques, 1919. (WSC)

16. Bien qu'ayant passé la plus grande partie de sa vie en Angleterre, Lloyd George était né au pays de Galles et il n'était pas mécontent qu'on attribue sa force de caractère à ses origines.

CHAPITRE XVI

AU MINISTÈRE DE L'ARMEMENT

Le 16 juillet 1917, le Premier ministre m'invitait à faire partie du nouveau gouvernement. Il me proposait soit le ministère de l'Armement, soit le ministère nouvellement créé de l'Aviation, sous réserve que si j'acceptais ce dernier portefeuille, il lui serait nécessaire de disposer de la matinée pour procéder à certaines modifications dans le personnel du Cabinet. Je lui répondis immédiatement que je préférais le ministère de l'Armement et l'affaire fut réglée en moins de temps qu'il n'en faut pour le dire ici.

Ma nomination fut rendue publique le lendemain matin. Elle fit pousser les hauts cris à tous ceux qui à cette époque s'étaient habitués à me témoigner de l'hostilité. Le secrétariat général de l'Union nationale des sections locales conservatrices émit immédiatement des protestations et une délégation de membres influents du Parti unioniste se rendit auprès de son président pour lui faire part de sa vive opposition. Mais M. Lloyd George avait préparé le terrain avec sa patience habituelle. Lord Northcliffe, qui se trouvait en mission aux États-Unis, se fit conciliant. Sir Edward Carson et le général Smuts[1] plaidaient

chaleureusement ma cause. Le groupe de ministres qui avait obtenu que je ne fisse point partie du gouvernement Lloyd George au moment de sa formation s'était délité. Certains acceptèrent de taire leurs objections et les autres se résignèrent. Et M. Bonar Law, qui m'avait toujours témoigné de l'amitié, répondit très vertement à la délégation de son parti. Je fus réélu député de Dundee à une très forte majorité et je me mis au travail sans plus attendre. N'étant plus autorisé à élaborer des plans, je fus chargé d'en forger les armes.

Les conditions intérieures de la production de matériel de guerre, comme en fait toute l'organisation d'ensemble du pouvoir exécutif, différaient énormément de celles que j'avais connues vingt mois auparavant, et encore davantage de celles qui régnaient au moment où j'étais Premier lord de l'Amirauté. Dans la première phase de la guerre – c'est-à-dire presque jusqu'à la fin de 1915 –, les ressources de la Grande-Bretagne étaient très nettement supérieures aux besoins des structures qui pouvaient les utiliser. Il suffisait de commander en temps voulu et dans des proportions suffisantes tout ce qui pouvait être nécessaire aux flottes et aux armées. La plus grosse difficulté consistait à adapter les esprits à l'importance jusque-là insoupçonnée des événements. Dans ces circonstances, la mégalomanie devenait une vertu. On considérait alors comme un fait méritant d'ajouter un ou deux zéros à la droite des chiffres de toute réquisition ou de tout plan destinés à assurer la livraison de matériel de guerre. Désormais, rien n'était plus comme avant. Ces trois années de guerre nous avaient amenés à utiliser la presque totalité de la puissance nationale. La fabrication d'armements de tout genre atteignait déjà des proportions gigantesques. Toute notre île s'était transformée en arsenal. Les énormes manufactures nationales que M. Lloyd George avait lancées entamaient tout juste leur production. On venait de triompher des premières difficultés créées par les syndicats au sujet de l'emploi de main-d'œuvre non qualifiée. Des femmes par

centaines de milliers fabriquaient des obus et des détonateurs à un tarif moins élevé et avec une qualité meilleure que les ouvriers les plus qualifiés d'avant la guerre. Les plus fins cerveaux de l'industrie britannique avaient été réunis au service de l'État dans la série d'hôtels somptueux qui abritaient le ministère de l'Armement. Les livraisons de matériel de guerre qui auparavant étaient semblables à des filets d'eau ou à des ruisselets s'étaient muées en fleuves dont le débit ne cessait d'augmenter. Cependant les exigences du front étaient telles qu'elles avalaient avec facilité et avidité tout ce qu'il était possible de produire. Nous étions en présence de besoins à la fois impératifs et insatiables au moment même où notre capacité de production semblait atteindre les limites de nos possibilités.

À l'automne de 1917, je me heurtais à quatre principaux facteurs qui limitaient les possibilités de production en matériel de guerre : les capacités du transport maritime, la livraison d'acier, la main-d'œuvre qualifiée, les crédits en dollars. Les difficultés correspondant à ce dernier facteur avaient été rendues moins sensibles par l'entrée en guerre des États-Unis aux côtés des Alliés[2]. Avant cet événement décisif, nous avions déjà vendu un milliard de livres de titres américains et contracté de lourds emprunts afin de pourvoir à nos besoins en vivres et en matériel ainsi qu'à ceux de nos alliés. Au début de 1917, nos avoirs outre-Atlantique étaient pratiquement épuisés. La situation par rapport au dollar venait de s'améliorer quelque peu. Une porte qui sans cela se serait complètement fermée s'entrebâillait devant nous. Néanmoins, les limites de notre pouvoir d'achat en dollars américains et canadiens imposaient des restrictions à l'établissement de tout nouveau programme.

La faiblesse des capacités du transport maritime constituait un problème très aigu. Les pertes causées par la guerre sous-marine, les exigences des armées sur tous les théâtres d'opérations, le ravitaillement

en vivres de la Grande-Bretagne et les nécessités de ce qui subsistait de son commerce, les besoins des Alliés et les demandes toujours croissantes des États-Unis, ainsi que l'importation des matières premières indispensables à la guerre, avaient poussé la pression qui s'exerçait sur notre marine marchande à son paroxysme. Le transport maritime était donc à cette époque le facteur qui gouvernait notre production. L'acier venait immédiatement après et donnait une indication encore plus nette sur notre effort de guerre. La production d'acier de la Grande-Bretagne avait déjà presque doublé. Des mines qui en temps de paix n'auraient pas été rentables avaient pris une activité soutenue. Mais dans l'ensemble nous dépendions pour le minerai de fer de la côte nord de l'Espagne et les navires qui le transportaient, contraints à une périlleuse traversée, étaient fréquemment coulés. Nous achetions en outre de l'acier fini aux États-Unis et au Canada avec tout ce qui nous restait de dollars, ainsi que des douilles d'obus à tous les degrés de finition.

Nous étions également tenus, par des conventions passées au début de la guerre, de fournir de grandes quantités d'acier aux usines d'obus françaises. Quant à l'Italie, nous devions lui envoyer des quantités considérables d'acier et de charbon, et la non-exécution des conventions à cet égard aurait paralysé sa puissance combative.

Nous nous trouvions enfin confrontés avec les limitations provenant de la main-d'œuvre de haute technicité et dans cet ordre d'idées l'armée de terre et l'aviation se retrouvaient en conflit sur des quantités de points avec l'Amirauté. Les trois branches de la Défense demandaient la livraison immédiate des engins de destruction les plus parfaits au moment même où un nombre toujours croissant d'ouvriers qualifiés étaient envoyés au front. Les progrès incessants dus à la formation et à la répartition de la main-d'œuvre augmentaient régulièrement notre rendement. Mais les principes et les préjugés des syndicats rendaient

tout nouveau progrès difficile en dépit de la coopération empressée fournie par les contremaîtres.

Telles étaient les caractéristiques principales de la tâche que l'on m'avait fait l'honneur de me confier. Il me faudrait un livre et non un chapitre si je voulais en dépeindre tous les détails. L'organisation du ministère de l'Armement ne répondait plus à l'extension qu'il avait prise. Cela faisait un an que M. Lloyd George, qui l'avait créée, l'avait quitté pour assumer des fonctions encore plus prenantes. Les deux ministres distingués qui l'avaient remplacé, M. Montagu et le Dr Addison, avaient agi au mieux des besoins du moment, acceptant responsabilité après responsabilité, ajoutant les bureaux aux bureaux et les directions aux directions, sans toucher aux principes de l'organisation centrale et sans altérer la forme qu'elle avait prise dans la période empirique et agitée de sa création. C'était le ministre lui-même qui décidait encore de toutes les questions importantes ainsi que des innombrables questions secondaires. Je trouvai un personnel de 12 000 employés, regroupés en pas moins de cinquante services principaux dont les chefs revendiquaient tous le droit d'en référer directement au ministre et qui réclamaient une série continue de décisions rapides sur les problèmes les plus complexes, aux multiples ramifications. Je me mis immédiatement à l'œuvre en vue de déléguer et de partager ce pouvoir si dangereusement centralisé.

L'organisation nouvelle regroupa les cinquante services du ministère en dix grandes subdivisions placées chacune sous les ordres d'un chef directement responsable vis-à-vis du ministre. Ces dix chefs de ces regroupements de services formèrent un conseil analogue à un conseil des ministres. Les membres de ce conseil avaient un double rôle : ils dirigeaient d'abord le groupe de services placé sous leurs ordres et ils étaient d'autre part chargés de suivre l'ensemble des affaires intéressant le ministère. Ils devaient s'inspirer d'un esprit de coopération collective et ne pas se limiter à leur domaine d'action personnel. Chaque groupe de

services fut désigné par une lettre particulière : C pour les canons, F pour les questions financières, P pour les projectiles, R pour la recherche, X pour les explosifs, etc. En combinant ces différentes lettres, il était possible de former des commissions correspondant exactement à tous les questions à traiter, tandis que la cohésion de l'ensemble incombait à un conseil de coordination baptisé « conseil de cadrage ». Les « grands patrons » qui constituaient désormais le conseil furent secondés par un solide contingent de hauts fonctionnaires, et c'est dans ce but que j'obtins de l'Amirauté qu'elle me donnât mes vieux amis Sir William Graham Greene et M. Masterton Smith. Nous nous trouvions bénéficier ainsi de l'initiative, de l'énergie, de la force et des connaissances pratiques du monde de l'entreprise, qui venaient s'ajouter aux solides qualités d'expérience, de sens du service public et de méthode qui caractérisent la haute administration.

L'effet bénéfique s'en fit immédiatement sentir. Je ne fus plus submergé par un amas de dossiers volumineux. Chacun de mes dix conseillers pouvait prendre des décisions définitives et importantes dans son propre domaine. La réunion quotidienne du conseil leur permettait de suivre de près les affaires des autres départements ainsi que le programme d'ensemble prévu, tandis que le système des commissions de conseillers permettait de régler rapidement certaines questions particulières. Une fois cette organisation mise en route, il n'a jamais été nécessaire d'y apporter le moindre changement. Au lieu de combattre à pied dans la jungle des difficultés, je chevauchais confortablement un éléphant dont la trompe ramassait aussi facilement une épingle qu'elle déracinait un arbre, et du haut duquel on pouvait embrasser un large horizon.

Je me bornais à fixer et à régler le travail, à déterminer l'importance et l'ordre de priorité de certaines livraisons, à conserver une vue d'ensemble sur les programmes en cours et à lancer certaines initiatives

spéciales. Après cinq mois de fonctionnement de la nouvelle organisation, je pouvais dire : « J'approuve presque toujours le rapport d'une commission dans les termes mêmes où il m'a été remis. Je crois en avoir rarement changé un mot. Je lis tous les rapports d'un bout à l'autre avec beaucoup d'attention et je vois la décision prise, qui je le sais vaut beaucoup mieux que celle que j'aurais pu prendre moi-même après deux jours entiers de travail. »

Au ministère de l'Armement, j'étais secondé par le personnel de loin le plus nombreux et le plus efficace que j'aie jamais eu à diriger. Il comprenait les plus beaux cerveaux issus du monde de l'entreprise du pays qui travaillaient de toutes leurs forces avec un sens du devoir et un désintéressement complets pour la cause commune. Beaucoup, sinon la plupart, de ces responsables avaient été à la tête des industries qui avaient connu la plus forte expansion par suite de la guerre. Ils avaient donc complètement renoncé aux immenses fortunes qu'ils auraient inévitablement constituées s'ils avaient continué à travailler pour leur compte. Ils servaient l'État uniquement pour l'honneur. Cela ne les dérangeait pas de voir des hommes occupant des situations moins élevées dans leurs propres industries amasser de grandes richesses et accroître l'étendue de leurs affaires. Ils étaient animés d'une vive émulation pour le service de l'État et la situation de membre du conseil, qui permettait d'avoir des vues d'ensemble, était fort convoitée. Aux termes des statuts de la fonction, c'était le ministre qui détenait l'autorité pleine et entière, mais en pratique le conseil n'en avait pas moins une véritable responsabilité collective.

En ce qui concerne le matériel, *écrit Sir Douglas Haig dans son rapport de fin de campagne en 1919*, ce n'est qu'au milieu de l'été 1916 que les dotations en artillerie permirent à peu près de lancer des opérations importantes. Pendant toute la bataille de

la Somme, il avait fallu surveiller la consommation en munitions avec le plus grand soin. Pendant les batailles de 1917 nous disposions de munitions abondantes, mais le nombre de canons fut une source constante d'inquiétude. Ce n'est qu'en 1918 qu'il fut possible d'employer l'artillerie sans autre limitation que celle du transport.

Si dans ces pages j'insiste avec fierté sur les résultats extraordinaires obtenus par le conseil de l'armement dans toutes les questions de livraison de matériel, ce n'est pas pour m'en approprier l'honneur. Il revient en premier lieu à M. Lloyd George, qui a réuni la grande majorité de ces hommes de valeur et dont la prévoyance a permis par la création des manufactures nationales de poser les bases de la production ultérieure. Il appartient également à ceux qui ont accompli la tâche, qui ont extrait et taillé les pierres de l'édifice, et qui par leur constante et ingénieuse contribution se sont acquis des droits éternels à la reconnaissance de nos forces armées et de la nation.

Au moment où j'étais appelé à refaire partie du Gouvernement, les armées britanniques se trouvaient à la veille d'une nouvelle offensive de grande ampleur. L'attaque longuement préparée de la crête de Messines avait été exécutée avec précision et succès le 7 juin et Sir Douglas Haig se proposait de pousser par la suite dans la direction Ypres-Ostende. Ce plan ne différait en fait que par ses proportions gigantesques et par les moyens mis en œuvre des idées qu'avait caressées Sir John French en 1914, quand il envisageait de nettoyer la région côtière où se trouvait notre flanc. Quarante divisions avaient été concentrées entre le mont Kemmel et le front belge. On avait accumulé des montagnes de munitions, et l'offensive devait être appuyée par la plus forte concentration d'artillerie jamais réalisée. Le quartier général britannique

avait comme à l'ordinaire bonne confiance de remporter un succès décisif et il était comme à l'ordinaire fermement soutenu par Sir William Robertson et par l'État-Major général au War Office. Pourtant, les positions à attaquer étaient extrêmement fortes et l'ennemi avait fait tous les préparatifs voulus. Les Allemands avaient déployé toute leur science et toute leur ingéniosité pour fortifier les mouvements de terrain d'accès difficile de la crête Passchendaele-Klercken. Le terrain était parsemé de blockhaus en béton armé. Ces « boîtes à pilules », comme on les appela bientôt, qui regorgeaient de mitrailleuses, étaient ceinturées de barbelés et pouvaient résister aux bombardements les plus violents. Le réseau ferroviaire qui s'étendait à l'arrière du front ennemi était égal, sinon supérieur à celui qui devait alimenter l'offensive britannique. Une armée allemande qui comprenait trois fois plus de divisions qu'il était nécessaire pour assurer l'occupation normale du secteur y avait été disposée sous les ordres du prince Rupprecht et toutes les questions relatives à la relève et au remplacement des unités épuisées avaient été soigneusement étudiées. Les chemins de fer hollandais transportaient en convois incessants le gravier nécessaire à la fabrication du béton et l'établissement des lignes successives de défense se poursuivait sans arrêt.

En dehors de l'espoir d'une victoire décisive, qui croissait au fur et à mesure que l'on s'éloignait du front pour se transformer en absolue conviction au bureau du Renseignement, le Grand Quartier général justifiait par deux autres raisons le renouvellement des gros efforts qu'il allait imposer aux troupes. D'un côté, les conditions d'épuisement et de passivité dans lesquelles se trouvait l'armée française depuis l'échec de l'offensive du général Nivelle en avril ; de l'autre, l'importance de la prise de Zeebrugge et d'Ostende, qui permettrait de paralyser ou d'entraver l'action des sous-marins ennemis. Le premier de ces arguments était exagéré. L'armée française cherchait sans aucun doute à

épargner ses forces le plus possible, mais les statistiques des pertes prouvent qu'en 1917 elle a infligé aux Allemands autant de pertes que les troupes britanniques. L'argument des sous-marins était totalement fallacieux. L'Amirauté porte une lourde responsabilité pour avoir abusé Haig et son état-major sur l'importance d'Ostende et de Zeebrugge pour l'offensive sous-marine allemande. Ces deux ports constituaient des bases avancées commodes pour les sous-marins qui opéraient dans la Manche, mais ils n'étaient absolument pas indispensables à la conduite de la guerre sous-marine. Des sous-marins capables de contourner complètement les îles Britanniques et de rester constamment à la mer pendant un mois entier pouvaient agir presque aussi facilement en partant de leurs bases allemandes de l'Elbe, de la Weser et de l'Ems qu'en utilisant les ports avancés et beaucoup plus exposés de la Belgique. L'ensemble de la guerre sous-marine était basé sur les principaux ports allemands et n'a jamais dépendu d'aucun autre facteur. En fait, les pertes causées par les sous-marins en mai 1918, le mois qui suivit le blocus des accès à Zeebrugge et à Ostende par la marine britannique, ont dépassé celles du mois précédent, alors que ces ports se trouvaient ouverts et en pleine activité. Quelle que soit l'importance qu'ait exercé cet argument erroné sur la décision prise par Haig et par Robertson de déclencher une offensive nouvelle, il n'en a pas moins contribué à balayer les objections du Premier ministre et du Cabinet de guerre. Il semblait lancer l'armée dans la lutte contre les sous-marins. Il eut comme conséquence de brouiller les cartes, d'obscurcir les délibérations, de désamorcer les inquiétudes, d'interdire d'écouter ce que dictait la prudence et de lever les obstacles à une opération perdue d'avance, où la bravoure et la vie des troupes furent sacrifiées avec une inutilité sans égale.

Dans la guerre contre la Turquie, sur le théâtre d'opérations du Sud-Est, on poursuivait également une politique extrêmement coûteuse et

laborieuse. Les Turcs, sous les ordres de Djemal Pacha[3], retranchés entre le désert et la mer à Gaza, résistaient avec succès à l'armée britannique d'Allenby, qui avait péniblement progressé depuis l'Égypte grâce à l'établissement d'une voie ferrée et d'une conduite de distribution d'eau construites à grands frais au prix d'énormes efforts. On parvint l'année suivante à réduire ou à détruire l'ennemi qui s'opposait à notre avance. En attendant, toutefois, l'idée de faire débarquer une armée sur les arrières turcs, pourtant évidente, était écartée par Sir William Robertson comme aventureuse et irréalisable dans la pratique.

Le Premier ministre, comme je l'ai déjà dit, avait pris l'habitude, même avant que je ne fisse partie du gouvernement, de discuter de la situation avec moi en toute liberté. Quand je pris mes fonctions officielles, il me tint au courant de tous les événements. Après s'être laissé entraîner par les idées du général Nivelle et la déception qui s'en était suivie, il était revenu à sa manière de voir antérieure et s'opposait à tout déclenchement d'offensive sur le front occidental tant que l'on ne disposerait pas de la supériorité voulue du point de vue des forces ou de la méthode, conception que le lecteur connaît désormais très bien. On semblait avoir passé la période où les pertes dues aux sous-marins avaient atteint leur point culminant. Si les espérances s'étaient avérées sans fondement sur terre, les craintes l'avaient été tout autant en mer. Dorénavant, M. Lloyd George se bornerait à attendre l'arrivée des forces américaines sur le théâtre des opérations principales. Il désirait que Sir Douglas Haig se tînt jusqu'à la fin de l'année sur une défensive active, tout en refaisant ses forces. Pendant ce temps, l'activité déployée en Palestine et l'appui donné à l'Italie par l'envoi de divisions françaises et britanniques pourraient amener des résultats importants du côté de la Turquie et de l'Autriche, sans mener pour autant à des pertes humaines trop coûteuses. Initialement, la majorité du Cabinet de guerre partagea cette manière de voir. Mais il y avait loin de la coupe aux lèvres – encore

fallait-il traduire en actes ces excellents principes. Sir William Robertson et l'État-Major général placé sous ses ordres au War Office appelaient en permanence à de nouveaux efforts. Cette insistance leur attira plusieurs partisans au sein du Cabinet. Les discussions se poursuivirent tout au long du mois de juin. À leur issue, le Premier Ministre ne se sentit pas assez fort pour tenir tête à l'alliance de Haig et de Robertson. Il s'inclina avec un fatalisme qui n'était pas exempt de rancune. Le projet d'assistance à l'Italie fut abandonné et dans la troisième semaine de juillet, Robertson avait arraché au Cabinet et transmis à Haig l'assurance de « l'appui sans réserve[4] » du gouvernement pour l'offensive de Passchendaele. Quand j'appris cette nouvelle, il était trop tard pour agir, la décision était déjà prise. Mon seul espoir était d'en limiter les conséquences et le 22 juillet j'exposai ma façon de voir dans les termes suivants :

M. Churchill au Premier ministre

Je vous remercie vivement de m'avoir communiqué les documents extrêmement intéressants que je vous retourne ci-joint. Je suis dans l'ensemble d'accord avec Smuts, mais je déplore avec vous la nécessité d'avoir à céder à la volonté des militaires de reprendre l'offensive sur le front occidental. Les armées s'équilibrent. S'il existe une différence, elle est à l'avantage des Allemands. Ils disposent de réserves plus nombreuses et d'un matériel abondant. Une suite interminable de positions fortifiées offrant toutes sortes de possibilités d'inondation, jointes aux très grandes difficultés naturelles du terrain, constituent des obstacles insurmontables. Nous touchons déjà à la fin de juillet, et en admettant même que nous puissions livrer trois ou quatre batailles aussi fructueuses que celle de

Messines, la situation sur le front occidental n'en sera pas modifiée de façon appréciable d'ici la fin de l'année.
Il est néanmoins certain qu'il n'est au pouvoir de personne d'empêcher l'exécution de cette tentative. L'essentiel désormais est d'arriver à définir ce que l'on entend par succès et par « résultats importants », ce qui permettra de prendre une nouvelle décision après l'exécution de la première ou de la deuxième phase de cette offensive. Une définition de cette nature doit à mon sens reposer sur trois conditions : les objectifs atteints, les pertes subies, et enfin (extrêmement important) le temps nécessaire entre l'exécution des différentes poussées. Il serait donc possible, à partir de ces données, de savoir précisément après (mettons) six semaines de bataille s'il existe vraiment des perspectives d'obtenir des « résultats importants » avant l'arrivée de l'hiver.
Si vous n'arrivez pas à obtenir des précisions sur ces questions, votre projet en Italie, auquel je me rallie complètement, sera simplement remis de jour en jour jusqu'à ce qu'il soit trop tard pour l'exécuter. Rappelez-vous ce qu'a fait Joffre des quatre divisions qui devaient être envoyées sur la côte asiatique des Dardanelles dès qu'il s'est senti près d'obtenir des résultats décisifs dans la bataille de 1915 en Champagne.
Il est bon de se souvenir également que la meilleure de toutes les feintes, celle qui trompe le mieux l'ennemi, consiste à effectuer une attaque véritable que vous décidez plus tard de ne pas poursuivre et de jeter brusquement les réserves prévues pour elle sur un théâtre d'opérations absolument différent.
En ce qui concerne l'Orient, la vérité nous saute aux yeux. Il faudrait prélever une armée de six divisions, britannique ou franco-britannique, sur le front de Salonique et l'envoyer sur les

arrières de l'armée de Djemal. Cela la forcerait à capituler et toutes les troupes alliées qui se trouvent en Syrie et en Palestine, y compris l'armée d'Allenby, seraient disponibles au printemps de l'année prochaine pour être employées en Italie ou en France…
Ne vous faites pas torpiller, car si je reste seul, vos collègues me dévoreront.

Le Premier ministre alla jusqu'à offrir le commandement des armées britanniques en Palestine au général Smuts. Après y avoir réfléchi, Smuts répondit qu'il acceptait, à une seule condition : être autorisé à débarquer une armée suffisante pour couper les communications des Turcs. Ce projet n'ayant pas été considéré comme possible, il refusa ce commandement. Mais on trouva pour le remplacer un chef dont la personnalité et le talent permirent de déloger, puis au bout du compte de détruire, les armées turques en Syrie sans avoir recours à une grande opération amphibie. L'ensemble de la situation en Palestine se transforma rapidement du jour où Allenby fut nommé. Bien qu'il eût demandé à plusieurs reprises des renforts supérieurs à ceux dont on disposait en prenant la précaution d'insister sur les difficultés qu'il rencontrait, Allenby n'en parvint pas moins, par une suite de manœuvres magistrales, exécutées avec des effectifs inférieurs en nombre, à déborder et à battre les Turcs commandés par Djemal, avec Falkenhayn comme conseiller. Dans la dernière semaine d'octobre, après avoir fait une feinte sur Gaza, il enlevait Bersabée par surprise en l'attaquant avec deux divisions d'infanterie et en faisant exécuter un vaste mouvement tournant à sa cavalerie et à ses méharistes. Ayant ainsi atteint le flanc ennemi appuyé au désert, il emporta les positions fortement établies des Turcs par une série d'attaques violentes menées d'est en ouest.

Gaza fut pris le 6 novembre. Les Turcs avaient perdu 10 000 prisonniers et un nombre au moins égal de tués et de blessés. Une poursuite vigoureuse permit de se saisir de Jaffa, dont le port fut utilisé par la suite pour le ravitaillement des troupes britanniques. Disposant ainsi de la région côtière, d'une base nouvelle et d'une nouvelle ligne de communication plus courte, Allenby s'avança en direction du nord-est sur Jérusalem, en repoussant devant lui les 7e et 8e armées turques tout en compromettant la retraite éventuelle de la 4e. Le 8 décembre 1917, les Turcs, après quatre cents ans de nocive occupation, abandonnaient Jérusalem et le commandant en chef britannique faisait son entrée dans la ville sous les acclamations des habitants. Il s'y maintint pendant tout l'hiver dans une situation des plus délicates, regroupant ses forces, encourageant habilement la révolte arabe qui s'étendait grâce à l'extraordinaire personnalité de Lawrence, tout en se préparant à exécuter au printemps des opérations encore plus importantes. Avec tout au plus 150 000 hommes, il avait délogé 170 000 Turcs commandés par des Allemands de positions fortifiées analogues à celles de Plewna[5], et contre lesquelles on avait peiné pendant des années, tout en leur infligeant des pertes des plus sérieuses en hommes, en canons et en territoires.

On ne saurait trop louer ces opérations brillantes et peu coûteuses qui serviront longtemps de modèle pour tous les théâtres d'opération où il est possible de manœuvrer. Néanmoins, les résultats acquis ne simplifiaient pas la situation d'ensemble. Ils la compliquaient au contraire, en créant une sphère d'activité rivale sans influence sur l'issue de la guerre. Il eût été bon de mettre un coup d'arrêt beaucoup plus tôt aux prélèvements très importants en hommes, en matériel et en transports qu'il a fallu fournir sans cesse par la suite à l'expédition de Palestine, en donnant aux opérations une rapidité et une ampleur bien supérieures. Toute diversion exécutée contre la Turquie exigeait brièveté

et résultat définitif, à ce moment-là comme pendant toute la durée de la guerre. Des opérations qui se prolongeaient et qui s'amplifiaient sur des théâtres d'opérations éloignés et sans liens entre elles, qu'elles soient languissantes comme celle de Salonique ou qu'elles procèdent par coups d'éclat successifs comme l'avancée d'Allenby en Palestine, n'étaient pas conciliables avec une conduite judicieuse de la guerre. Il eût été beaucoup plus sûr et beaucoup moins coûteux, en hommes comme en moyens, de courir des risques plus grands pendant une période de temps plus courte. On n'aurait pas dû négliger l'avantage que conférait la maîtrise des mers. Si tandis qu'Allenby fixait les Turcs à Gaza, on avait exécuté sur leurs arrières, à Haïfa ou sur quelque autre point de la côte, un débarquement préparé de longue date, et si la voie ferrée, qui seule leur permettait de survivre, avait été coupée en septembre, en utilisant une armée nouvellement constituée comprenant 6 à 8 divisions, la guerre en Syrie se serait terminée d'un seul coup. Les prélèvements opérés sur nos ressources pour les besoins du front oriental auraient pris fin dès ce mois de février, et toutes les troupes britanniques de Palestine auraient été disponibles pour faire face au péril suprême qui nous attendait en France. Mais en Palestine comme auparavant à Gallipoli les querelles entre les partisans du front oriental et ceux du front occidental n'aboutirent qu'à l'incohérence et aux demi-mesures. On avait envoyé assez en Orient pour amener une dispersion dangereuse de nos forces, mais jamais assez simultanément pour forcer promptement la décision. Les générations futures auront peine à croire que les stratèges d'un peuple insulaire qui bénéficia du privilège unique et absolu de la maîtrise des mers pendant toute la durée de la Grande guerre se soient montrés parfaitement incapables d'en tirer parti offensivement.

En l'occurrence, l'offensive de Ludendorff en 1918 allait, comme nous le verrons, anéantir en un seul jour les plans si soigneusement élaborés par Allenby en vue de sa campagne du printemps. On lui enleva

sur-le-champ pas moins de 60 bataillons, ainsi que de nombreuses batteries, afin de colmater la brèche créée le 21 mars, et son armée réduite demeura dans une situation des plus précaires jusqu'au mois d'août, lorsque deux divisions indiennes lui arrivèrent de Mésopotamie. Qu'il ait pu dans ces conditions se saisir de Dera, de Damas et d'Alep et éliminer avant l'armistice tout vestige du pouvoir civil et militaire turc en Syrie constitue l'un des succès les plus remarquables de la guerre.

Pendant ce temps l'offensive britannique de Passchendaele poursuivait son triste destin. La terrifiante artillerie pulvérisait le terrain, détruisant à la fois les tranchées allemandes et les fossés de drainage des eaux. Grâce à un sublime esprit de sacrifice et au prix de pertes effrayantes, on avait pu grignoter quelques positions dans le front allemand. En six semaines, nous avions progressé au maximum de 6 kilomètres. La pluie ne tarda pas à tomber et les énormes champs de trous d'obus se transformèrent en une mer de boue fétide et suffocante, dans laquelle les hommes, les animaux et les chars s'enlisaient désespérément avant de périr. Les quelques pistes qu'il était possible d'entretenir à travers ce bourbier étaient continuellement balayées par le feu de l'artillerie ennemie, au travers duquel d'interminables colonnes de ravitaillement passaient sans faiblir pendant toute la nuit. L'impossibilité de ravitailler en munitions les batteries légères et lourdes au-delà d'une certaine distance de la seule route qui restait carrossable avait obligé à les masser le long de la chaussée. Elles ne pouvaient donc pas être dissimulées et le contre-feu des Allemands leur causait des pertes très lourdes en hommes et en canons tout en tuant presque tous les chevaux des attelages.

On se consolait des maigres résultats obtenus par des racontars sur les massacres gigantesques infligés à l'ennemi. On ne peut sous-estimer les pertes et les inquiétudes de l'Allemagne, dont on trouve la preuve

dans le volume de Ludendorff. Ces poussées violentes et prolongées l'ébranlaient jusque dans ses fondations. Mais les pertes des Allemands n'en continuaient pas moins à être relativement plus faibles que les nôtres. Ils avaient toujours beaucoup moins de troupes dans la fournaise. Ils nous obligeaient toujours à avoir près de deux tués contre un et ils nous faisaient payer très cher le moindre pouce de terrain.

Le Premier ministre s'efforça de nouveau de mettre fin à ces opérations pendant le mois d'octobre. Il alla jusqu'à faire venir Sir Henry Wilson[6] et Lord French au Conseil en qualité de « conseillers techniques » du Cabinet, indépendants de l'État-Major général. Robertson nous a lui-même exposé naïvement les faits dans son livre[7]. Lord French, nous dit-il, après avoir critiqué « pendant 20 pages sur 26 » la stratégie et la tactique de Haig et de Robertson, recommandait de « se tenir partout sur la défensive et de n'entreprendre d'actions offensives qu'en vue de rendre la défensive plus efficace, d'attendre que les armées américaines soient prêtes, et de s'en remettre dans l'intervalle à une guerre économique draconienne pour affaiblir l'ennemi ». En faisant officiellement appel à des conseillers externes, le Premier ministre invitait ostensiblement le chef de l'état-major impérial à donner sa démission. Il ne broncha pas. Le Cabinet n'était pas prêt à la lui réclamer, et cela n'eut d'autre résultat que de créer un état de méfiance réciproque.

En conséquence, la bataille se poursuivit donc dans les Flandres. Des divisions fraîches continuaient à remplacer les divisions décimées. La pluie tombait toujours et la mer de boue s'étendait. La volonté du commandant en chef et la discipline de l'armée n'en restaient pas moins inébranlables. On prit Passchendaele au prix de sacrifices immenses. Mais au-delà, loin devant, se dressaient encore les fortifications de Klercken, intactes et inaccessibles. Le temps passait, les mois d'août et de septembre s'étaient écoulés et le mois d'octobre était déjà bien entamé.

Toute la rigueur de l'hiver flamand se refermait sur le lugubre champ de bataille. La porte de Menin, à Ypres, déversait sans interruption ses flots d'hommes. Si rapide que fût le tir des canons, les munitions qu'ils utilisaient affluaient toujours plus vite. En plein mois d'octobre, l'état-major britannique préparait et déclenchait des offensives avec la conviction d'obtenir des résultats décisifs. Ce n'est qu'à la fin de novembre que l'on admit l'échec définitif. « Le Boche est mauvais et la boue est mauvaise », disait Foch, qui à ce moment-là n'était guère autre chose qu'un spectateur, « mais le Boche et la boue réunis !… Ah !… » et il élevait ses mains dans un geste qui en disait long.

On ne pourra pas soutenir que « les soldats », c'est-à-dire l'état-major, n'aient pas eu les mains libres. Ils ont pu mener jusqu'au bout leur triste expérience. La Grande-Bretagne leur a fourni tout ce qu'ils réclamaient. Ils ont épuisé les ressources aussi bien en hommes qu'en canons de l'armée britannique jusqu'à disparition presque complète. Ils l'ont fait au mépris d'avertissements parfaitement explicites et d'arguments irréfutables. Sir Douglas Haig agissait par conviction, mais Sir William Robertson allait lourdement à la dérive. Il avait accepté de prendre la responsabilité principale. Il lui était difficile de la rejeter.

> J'étais plus qu'un conseiller, j'étais le chef professionnel de toutes les armées britanniques, comme Haig était celui des armées en France. C'est sur moi qu'elles comptaient, ainsi que l'empire tout entier, pour avoir la certitude qu'on ne leur demanderait pas l'impossible, et qu'elles ne seraient pas mises inutilement dans des conditions d'infériorité… J'assume une lourde responsabilité, *ajoutait-il le 23 juin*, en poussant à la continuation d'un plan pour lequel le Premier ministre a les plus graves réserves… Vous connaissez ma façon de voir, *écrivait-il enfin à Haig le 27 septembre*. Elle a toujours été pour la « défensive » sur tous les

> théâtres d'opérations autres que le front occidental. Mais la difficulté consiste à *prouver* le bien-fondé de l'offensive actuelle maintenant que la Russie est sortie du conflit. Je dois avouer que j'y adhère davantage parce que je ne vois rien de mieux à faire et parce que mon instinct me le dicte plutôt qu'en raison des arguments sérieux que je puis donner pour la défendre[8].

Ce sont là de terribles mots quand on s'en sert pour justifier le sacrifice de 400 000 hommes.

Pendant ce temps, la négligence mise à aider l'Italie, en vue de concentrer tous ses moyens sur l'offensive de Passchendaele, allait avoir des conséquences d'une violence telle que personne n'aurait pu les soupçonner. Le 24 octobre, le désastre italien de Caporetto commença. Six divisions allemandes avaient été amenées rapidement sur l'Isonzo par des marches de nuit et dissimulées dans les vallées profondes situées à l'arrière du front. La présence de ces troupes ainsi que celle du général von Below[9] regonfla le moral des grandes armées autrichiennes. Une attaque habile, exécutée par des routes de montagne, leur permit de se rendre maîtres d'une position vitale. Un bombardement inattendu d'artillerie lourde et d'obus qui larguaient des gaz, suivi d'une offensive générale sur tout le front menée sur les points décisifs par les troupes allemandes et facilitée par les résultats de la propagande défaitiste faite à l'intérieur des positions italiennes, amenait en douze heures la défaite absolue de l'armée du général Cadorna. À la nuit tombante, plus d'un million d'Italiens battaient en retraite. Une partie considérable de l'armée était en pleine débandade. En trois jours, l'ennemi s'emparait de 200 000 hommes et de 1 800 canons, et les pertes de l'armée italienne s'élevaient à 800 000 hommes tués, blessés, malades, prisonniers et surtout disparus, avant que la longue retraite ne prît fin et que le front ne fût reconstitué à 130 kilomètres plus à l'ouest, le long de la Piave. Ce

désastre foudroyant obligeait la Grande-Bretagne et la France à prendre des mesures immédiates.

Je me reposais dans ma maison du Kent au moment où des renseignements exacts nous parvinrent. Le Premier ministre me téléphona pour me demander de venir sur-le-champ à Walton Heath[10] en automobile. Il me montra les dépêches, qui malgré leurs précautions oratoires révélaient une défaite de première importance. La perspective d'avoir à envoyer immédiatement des forces importantes en Italie n'avait rien d'engageant au moment où notre armée venait d'être saignée à blanc à Passchendaele et où les Français se remettaient encore des suites alarmantes de l'offensive Nivelle. Le Premier ministre fit preuve de son ressort habituel. Quelques jours plus tard il se trouvait à Rapallo, où il avait proposé aux dirigeants politiques et militaires français et italiens de venir le retrouver. Pendant ce temps, 5 divisions françaises et 5 divisions britanniques placées sous les ordres respectifs du général Fayolle et de Sir Herbert Plumer, deux des chefs les meilleurs et les plus expérimentés du front occidental, étaient expédiées avec la plus grande rapidité au-delà des Alpes, en passant par les tunnels, et commençaient à prendre place sur le front italien à partir du 10 novembre. Si ces divisions avaient été envoyées quelques mois auparavant, il est certain, au cas même où l'offensive italo-alliée n'aurait pas donné de résultats importants, que les événements eussent pris une tournure absolument différente.

La nation italienne montra la force d'âme qui l'animait en cette heure qui rappelait le lendemain de la bataille de Cannes[11]. Le « défaitisme » s'évanouit devant la vigueur de la détermination nationale. Si considérables qu'eussent été les pertes subies à Caporetto, l'effort militaire de l'Italie se montra à partir de ce moment très supérieur à celui qu'elle avait fourni pendant la période précédente. On rétablit la discipline dans l'armée par une répression impitoyable et l'on

regarnit les unités au moyen de réservistes et d'engagés volontaires pleins d'ardeur. Mais tout cela demandait du temps, et le sort de l'Italie resta en suspens pendant des mois. Il devint nécessaire d'envisager des éventualités nouvelles. Le Nord de l'Italie pouvait être complètement envahi par les armées germaniques. L'Italie battue pouvait se voir forcée d'abandonner la lutte. La nécessité de constituer un nouveau front du côté de la Suisse pouvait s'imposer à la France. Heureusement, « les arbres ne poussent pas jusqu'au ciel [12] » et les offensives, aussi réussies soient-elles, voient leur puissance initiale se diluer peu à peu sur le terrain qu'elles conquièrent.

Que serait-il arrivé si l'Allemagne s'était préparée dès le début à renforcer l'impulsion première qu'elle avait insufflée à l'offensive par une douzaine de divisions prélevées sur le front russe qui venait de s'effondrer ? C'est là une question qui pourra être étudiée avec profit dans les écoles militaires. Mais Ludendorff nourrissait d'autres projets, plus vastes, plus ambitieux et qui s'avérèrent fatals à son pays. Le grand dessein de l'offensive allemande de 1918 lui occupait déjà tout l'esprit. L'Italie n'était qu'un théâtre d'opérations « secondaire », sur lequel on pouvait peut-être sacrifier « la carcasse d'un grenadier poméranien », mais qui ne le détournerait jamais d'appliquer la théorie classique en recherchant la confrontation suprême avec l'ennemi le plus fort. Pourtant, si l'Italie, puissance de premier ordre comptant 40 millions d'habitants, avait été forcée à ce moment-là d'abandonner la cause alliée, c'eût été beaucoup plus lourd de conséquences que tous les triomphes allemands du 21 mars 1918. Les espoirs les plus sérieux qui s'offraient encore aux empires centraux consistaient à écraser l'Italie, puis à proposer une paix générale. Lorsque le haut commandement britannique fait valoir que la pression continue sur Passchendaele a contribué à influencer l'état d'esprit des Allemands en guerre, il y a du vrai, mais il faut nuancer. Les moyens presque illimités dont disposait

l'offensive britannique, les difficultés surhumaines qu'elle avait surmontées, l'opiniâtreté des chefs et l'intrépidité des troupes, la destruction continue des positions des Allemands, la ponction sur leurs effectifs – moitié moindre que la nôtre, mais quand même effroyable : tout cela faisait que Ludendorff avait les yeux fixés sur le front occidental. À Dieu ne plaise que de tels sacrifices, si inutiles et si disproportionnés qu'ils fussent, aient été fournis en vain !

Quittant ces vastes questions, je dois ramener le lecteur de mon récit au point de vue limité qui était le mien.

La France et l'Angleterre avaient le devoir impérieux de faire le maximum absolu pour réarmer l'Italie. Le 18 novembre, je me rendais à Paris pour une réunion avec Loucheur[13] et le ministre de l'Armement italien, le général Dallolio. Cette rencontre fut une épreuve pénible, car nos disponibilités étaient fort réduites et nos besoins incompressibles – or, la trouée italienne restait béante. Dans ces jours difficiles, la défaite n'était pas considérée avec indulgence par des Alliés surmenés. Nous fîmes preuve chacun à tour de rôle de la politesse qui masque le dédain et de la compréhension qui triomphe difficilement du ressentiment. Je dois rendre hommage ici à la dignité et au courage tranquille du ministre italien, ainsi qu'au respect qu'il sut dans de telles circonstances imposer à chacun.

*
* *

L'offensive de Passchendaele venait de se terminer dans un cloaque de sang quand une bataille d'un caractère absolument différent de toutes celles qui avaient eu lieu pendant la guerre éclata soudain dans le secteur britannique en face de Cambrai. On y utilisait pour la première fois les engins mécaniques avec une méthode qui permettait la surprise. Dans son livre, le colonel Boraston cite cette bataille comme constituant

la réfutation des « racontars sans fondement sur les méthodes arriérées de notre commandement en France en 1916-1917, son manque de génie, voire de science militaire, et son prodigieux gaspillage de vies humaines[14] ». Cette bataille représente à ses yeux un exemple parfait d'emploi d'une nouveauté scientifique et d'une tactique audacieuse, réunies dans une conception de génie. Mais cela faisait presque exactement deux ans que l'on pressait le haut commandement britannique d'adopter non seulement l'idée maîtresse, mais encore les méthodes et jusqu'aux moyens d'exécution qui formaient la base de cette conception. Le plan d'attaque de Cambrai est inséparable de la notion première qui a présidé à la conception du char d'assaut. C'est dans ce but et précisément pour ce but que le char avait été inventé. Je ne peux ici que renvoyer le lecteur à ma note sur « Les engins à chenilles » adressée à Sir John French le 3 décembre 1915, déjà citée dans le premier volume[15].

Depuis le jour où l'existence des chars avait été révélée à l'ennemi de manière irréfléchie sur la Somme en 1916, on les avait employés sur le front britannique en nombre considérable et sans cesse croissant. L'état-major du corps des blindés avait étudié la mise en œuvre des idées tactiques qui avaient présidé à la conception des chars avec le soin le plus attentif et le plus minutieux. On ne lui avait encore jamais permis de les mettre en application. Ces engins, employés par petits groupes, n'avaient joué dans les combats qu'un rôle secondaire auprès de l'infanterie et de l'artillerie. On les avait condamnés à se traîner péniblement dans des champs de trous d'obus sous le feu des concentrations d'artillerie allemandes, ou à s'enliser dans la boue de Passchendaele. On ne leur avait jamais permis de courir leur chance dans une bataille faite pour eux, adaptée à leurs possibilités particulières, et dans laquelle ils auraient pu rendre les services inappréciables pour lesquels ils avaient été spécialement conçus.

Si le corps des blindés a pu se relever du discrédit dans lequel l'utilisation de ses engins à contre-emploi pendant si longtemps par l'état-major britannique l'avait fait tomber, il le doit sans doute au succès obtenu par quelques chars judicieusement déployés au cours d'une opération mineure de la bataille de Passchendaele dans le corps d'armée du général Maxse. Quelles qu'en soient les raisons, le fait n'en subsiste pas moins « qu'un projet auquel l'état-major du corps des blindés pensait constamment depuis près de trois mois et en prévision duquel il avait déjà entamé des préparatifs reçut l'approbation du commandement, qui fixa au 20 novembre la date de son exécution[16] ». On accepta enfin de tenir compte des conditions indispensables à l'emploi des chars. Ils devaient agir sur un terrain non encore dévasté par les tirs d'artillerie, et contre un front ennemi sur lequel on n'avait pas encore fait de préparatifs en vue de repousser une offensive. La surprise avant tout ! C'étaient les chars eux-mêmes qui devaient ouvrir l'attaque. Sir Julien Byng, qui commandait l'armée intéressée, n'hésita pas à prendre la responsabilité d'interdire à l'artillerie britannique tout tir préalable, y compris même les tirs de pointage, jusqu'au moment exact où les chars se lanceraient. Les plans de tir qui permirent pour la première fois d'y parvenir sans accident pour les troupes font le plus grand honneur à leurs auteurs.

« Traverser quatre systèmes de tranchées en quelques heures sans la moindre préparation d'artillerie[17] », tel était l'objectif du plan minutieusement préparé par le corps des blindés. On disposait de près de 500 chars. « Demain, déclarait le général Ellis, commandant du corps des blindés, dans ses instructions spéciales à ses troupes, le corps des blindés aura l'occasion attendue depuis de longs mois d'agir dans de bonnes conditions et au premier rang de la bataille. »

> L'attaque, *rapporte l'historien du corps des blindés*, obtint un succès stupéfiant. Quand les chars s'avancèrent suivis à courte distance par l'infanterie, l'ennemi fut complètement désarçonné, et ceux qui ne prirent pas la fuite sous l'effet de la panique se rendirent sans résistance ou presque… Le 20 novembre à 16 heures, on venait de remporter l'une des victoires les plus extraordinaires de l'histoire et, en ce qui concernait le corps des blindés, elle se trouvait terminée au point de vue tactique, car il ne disposait pas de réserves lui permettant de pousser plus avant [18].

Il avait suffi d'une courte journée de novembre pour enfoncer tout le réseau des tranchées allemandes sur un front de près de 10 kilomètres et y capturer 10 000 prisonniers et 200 canons sans avoir perdu plus de 1 500 hommes. « On peut se demander, ajoute le colonel Boraston, si aucune autre attaque alliée sur le front occidental a été finalement plus féconde en résultats et en terrain conquis que cette bataille de Cambrai, en dépit de son envergure limitée. »

Mais si c'est bien le cas, pourquoi avoir tardé si longtemps ? Pourquoi n'a-t-on pas livré cette bataille sur une échelle beaucoup plus considérable ? Si les chefs britanniques et français avaient eu non pas un génie plus grand, car les possibilités des chars apparaissaient comme évidentes à tous ceux qui à ce moment en étudiaient le problème, mais l'imagination et la compréhension que l'on est en droit d'attendre de commandants respectés de grandes armées, rien n'empêche de penser qu'une bataille comme celle de Cambrai aurait pu être lancée un an plus tôt, ou mieux encore qu'il aurait été loisible de lancer simultanément trois ou quatre batailles semblables au printemps de 1917. Dès lors, il eût été possible de percer d'emblée les lignes de l'ennemi en trois ou quatre endroits différents avant de l'écraser sur un front de

80 kilomètres. Dès lors, il eût peut-être été possible à tout le reste de l'armée de déferler sur lui et de débloquer l'abominable situation.

Mais, dira-t-on, des affirmations de ce genre ne tiennent pas suffisamment compte des difficultés d'ordre pratique, du temps indispensable pour acquérir de l'expérience, de la minutie qu'exigent les études préalables, l'entraînement et la planification d'ensemble. Était-il possible, par exemple, de fabriquer 3 000 chars pour le printemps de 1917 ? Était-il possible de prélever sur le front les hommes nécessaires pour les servir ? Était-il possible de perfectionner leur instruction tactique à l'arrière des lignes en dehors de tout contact avec l'ennemi ? Était-il possible de garder le secret ? Des préparatifs de cette importance, même à l'arrière du front, auraient-ils échappé à l'ennemi ? À toutes ces questions, nous répondrons que tous ces problèmes auraient été pleinement et facilement résolus avant le printemps de 1917 si l'on y avait consacré le dixième de l'effort mental dépensé par les états-majors pour la préparation des offensives démodées qui avaient caractérisé la conduite de la guerre, le vingtième des efforts qu'ils avaient déployés pour amener des gouvernements réticents à donner leur aval à ces offensives et le centième des vies humaines qu'elles nous avaient coûté. Quant à la question de savoir si l'ennemi aurait eu vent de tout cela – s'il avait appris par exemple que les Britanniques faisaient de vastes exercices de franchissement de tranchées factices par des véhicules blindés à chenille sur leurs arrières –, quel usage aurait-il fait de ces renseignements ? Quelle a été la réaction de Ludendorff quand il a appris la terrible nouvelle, non pas sur la foi d'un simple bruit ou d'un rapport plus ou moins exact du Renseignement, mais par la présence même des chars sur le champ de bataille en septembre 1916 ? C'est une triste consolation de se dire que si les chefs britanniques et français étaient myopes, le plus grand soldat de l'Allemagne était aveugle. En vérité, tous ces grands experts militaires sont de la même école. Haig,

lui, s'est engagé plus vite et plus loin dans les voies nouvelles et il en a été finalement récompensé par des résultats qui, en dépit des hésitations et des retards, n'en furent pas moins considérables.

L'argument central du présent volume m'a conduit à insister longuement sur les caractéristiques de la bataille de Cambrai. En accusant comme je le fais les grandes offensives alliées de 1915, 1916 et 1917 d'avoir toutes été sans exception des opérations inutiles, mal conçues et d'un prix exorbitant, je me trouve obligé de répondre à la question : mais que pouvait-on faire d'autre ? Et je rétorque en indiquant la bataille de Cambrai : « Voilà ce que l'on pouvait faire. » C'est cela qu'il fallait faire, avec de nombreuses variantes, dans des conditions plus ambitieuses et plus propices, et c'est ce qui aurait été fait si les généraux ne s'étaient pas contentés de combattre les balles des mitrailleuses en leur opposant la poitrine de courageux mortels en s'imaginant que c'est ainsi que l'on fait la guerre.

Il me suffira de dire pour conclure sur la bataille de Cambrai que le succès initial s'était montré si nettement supérieur aux prévisions de l'état-major de la 3e armée que l'on n'avait pas fait les préparatifs voulus pour exploiter le succès. La cavalerie, qui s'était lancée à l'assaut, fut naturellement arrêtée rapidement par des tireurs embusqués et par des mitrailleuses, et l'on ne progressa guère au-delà du terrain conquis le premier jour. Dans cette zone du front allemand, les voies ferrées permettaient à l'ennemi de se regrouper rapidement et, dix jours après la victoire, les Allemands contre-attaquaient en force, reprenaient une grande partie du terrain conquis, et s'emparaient à leur tour de 10 000 prisonniers et de 200 canons. Lors de cette contre-attaque, l'ennemi utilisa pour la première fois la tactique « d'infiltration » exécutée par de petites sections d'élite pourvues de mitrailleuses et de mortiers de tranchée qu'il allait bientôt mettre en œuvre sur une plus grande échelle. On s'aperçut qu'il avait été prématuré de faire sonner les

cloches pour fêter Cambrai, et l'année 1917 se termina sur tous les fronts alliés – britannique, français, italien, russe et balkanique – dans une noirceur où seul luisait le reflet du glaive d'Allenby à Jérusalem.

---

1. Jan Christiaan Smuts (1870-1950), officier et homme politique sud-africain. Chef militaire des Boers au cours de la guerre du même nom (1899-1902). Combat les Allemands en Afrique de l'Est en 1916. Général d'armée en 1917, il se rend à Londres, invité par Lloyd George à représenter l'Union sud-africaine au Cabinet de guerre impérial. Il jugera en 1918 que le général Pershing et les troupes américaines ne sont aptes à combattre que sous direction franco-britannique. Grand ami de Churchill leur vie durant.

2. On sait que les États-Unis n'ont jamais accepté de faire partie des « puissances alliées » au cours de la Grande Guerre, mais seulement des « puissances associées ».

3. Ahmed Djemal Pacha (1872-1922). Ancien partisan des Jeunes-Turcs dans les années 1900. L'un des trois membres du triumvirat pro-allemand (avec Enver Pacha et Talaat Pacha) qui gouvernèrent l'Empire ottoman au cours de la Grande Guerre. À la tête de la 4e armée ottomane, en lutte contre les forces britanniques venues d'Égypte.

4. Robertson, William, *Conduite générale de la Guerre : Chefs militaires et hommes politiques, 1914-1918,* Paris, Payot, 1929. (WSC)

5. Aujourd'hui Pleven, en Bulgarie. Au cours de la guerre russo-turque de 1877-1878, les Ottomans qui tenaient la ville fortifiée de Plewna (ou Plevna) ne cédèrent qu'au bout d'un siège de cinq mois. Les forces militaires russo-roumaines obligèrent le général ottoman Osman Pacha (1837-1900) à se retrancher à Plevna, à la fortifier et à creuser des tranchées pour tenir un long siège qui allait durer cinq mois, du 19 juillet au 10 décembre 1877.

6. Maréchal Sir Henry Wilson (1864-1922). Bras droit de Sir John French en 1914, il était en mauvais termes avec Haig et Robertson. Il soutint l'offensive de Nivelle au début de 1917. Plus tard dans l'année il devint conseiller de Lloyd George, puis représentant de la Grande-Bretagne au Conseil suprême de Versailles. Voir également volume I, p. 58-59.

7. *Conduite générale de la Guerre.* (WSC)

8. *Ibid.* (WSC)

9. Fritz von Below (1853-1918). Général d'origine prussienne, à la tête de la 2e armée sur la Somme en 1916. Il commanda ensuite la 9e armée sur l'Aisne en juin 1918.

10. Grand amateur de golf, Lloyd George s'était fait construire une propriété à proximité du prestigieux terrain de golf de Walton Heath, à Walton-on-the-Hill (Surrey), non loin du Kent.

11. Lourde défaite des Romains, battus par le Carthaginois Hannibal en 216 av. J.-C. Cependant, l'union des habitants de l'Italie, ralliés à la cause des Romains, interdit à Hannibal de poursuivre jusqu'à Rome, à 265 milles romains (400 kilomètres) de *Cannae*.

12. Churchill emprunte sciemment ici un dicton à l'allemand.

13. Louis Loucheur (1872-1931). Homme politique français. Ministre de l'Armement et des Fabrications de guerre dans les gouvernements Painlevé (12 septembre-16 novembre 1917), puis Clemenceau (16 novembre 1917-26 novembre 1918), et à ce titre homologue français de Churchill, qui l'appréciait beaucoup.

14. *Sir Douglas Haig's Command.* (WSC)

15. Voir volume I, p. 418-419.

16. Churchill cite ici *Tanks in the Great War, 1914-1918*, by Brevet-Colonel J. F. C. Fuller (Londres, J. Murray, 1920). Cet ouvrage du chef d'état-major du *Royal Tank Corps* n'a pas été publié en français.

17. Colonel Fuller, *ibid.* (WSC)

18. Colonel Fuller, *ibid.* (WSC)

CHAPITRE XVII

LA GRANDE-BRETAGNE TRIOMPHE DES SOUS-MARINS

Croyez-le bien, Monsieur : quand quelqu'un sait qu'il va être pendu dans quinze jours, cela lui fait merveilleusement concentrer son intelligence.
Dr Johnson[1]

Il est courant de dire que la ruée allemande de 1914 sur Paris et que la guerre sous-marine à outrance ont été « bien près de réussir ». Mais cette expression demande à être analysée et il y a lieu également de tenir compte de la différence entre la nature des combats sur terre et sur mer. Le spectateur qui assiste à un match de football où les deux équipes se valent et veut voir gagner la sienne, l'ingénieur qui surveille un véhicule de poids inconnu au moment où il va franchir un pont dont il n'a pu calculer la résistance éprouvent sans nul doute des émotions ou des inquiétudes du même ordre. Les deux cas sont pourtant différents. Un match de football, tout comme une grande bataille terrestre, est sujet à

des aléas constants. Or, l'écroulement éventuel du pont au passage du véhicule ne dépend pas d'éléments aléatoires, mais uniquement de la résistance du pont et du poids du véhicule. Il est tout naturel d'être inquiet quand on ignore préalablement la valeur de ces deux facteurs. Mais dès qu'on sait que le pont peut supporter au moins dix tonnes et que le véhicule n'en pèse pas plus de huit, on se rend compte que les inquiétudes que l'on éprouvait n'étaient pas fondées. Il est inexact de dire que le pont a été « bien près de s'effondrer » sous le poids du véhicule, car le fait n'avait rien d'aléatoire. Si l'on peut admettre que Paris aurait pu tomber en 1914 entre les mains des Allemands à l'issue d'un enchaînement de hasards concevables, les moyens maritimes dont disposait la Grande-Bretagne ont été en fait toujours supérieurs à la puissance destructrice des sous-marins allemands. En outre, cette offensive a suivi une progression si graduelle qu'elle a toujours autorisé le complet développement des moyens supérieurs dont on disposait.

Quoi qu'il en soit, la lutte engagée entre les marins britanniques, qu'ils aient appartenu à la flotte de guerre ou à la marine marchande – car tous ont joué un rôle également indispensable –, et les sous-marins allemands prend place parmi les événements les plus poignants de l'histoire, et son résultat sera considéré pendant des générations comme un tournant décisif de la destinée des peuples. Elle a constitué, tant par son ampleur que par ses enjeux, la confrontation la plus importante qui se soit jamais livrée sur mer. Elle a pris presque exclusivement la forme d'un duel entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne, car si des sous-marins autrichiens ont épaulé les Allemands, et si les marines alliées ainsi que les contre-torpilleurs des États-Unis et du Japon ont donné à la Grande-Bretagne toute l'assistance dont ils étaient capables, les trois quarts du tonnage coulé n'en appartenaient pas moins à la marine britannique et, sur un total de 182 sous-marins détruits, 175 l'ont été par l'action de la Grande-Bretagne.

L'impéritie du haut commandement naval britannique tant sur mer que dans la métropole, qui avait amené l'échec de l'amiral de Robeck aux Dardanelles et la conclusion avortée de la bataille du Jutland, et également fait négliger de porter la lutte dans les eaux allemandes, avait permis à l'ennemi d'accroître en 1915 et en 1916 un moyen d'attaque maritime entièrement inédit dans des proportions telles que nul ne pouvait en estimer au préalable la force virtuelle, et fatal pour nous en cas de succès. Tout semblait à première vue favoriser les assaillants.

Deux cents sous-marins, ayant chacun un rayon d'action de trois à quatre semaines, et susceptibles de couler en un jour cinq ou six bâtiments avec leurs torpilles, leur canon ou leurs bombes, menaçaient les voies d'accès d'une île où entraient et d'où sortaient plusieurs milliers de navires marchands chaque semaine. Le sous-marin, dont seul le périscope, semblable à un manche à balai, apparaissait momentanément au-dessus des vagues, pouvait lancer sa torpille sans être vu. Il pouvait remonter en surface et utiliser son canon contre un navire sans défense pour le couler, l'incendier ou l'obliger à se rendre, puis disparaître dans les profondeurs invisibles de l'immense étendue des eaux sans laisser la moindre trace. De toutes les tâches qu'une flotte ait jamais eu à remplir, aucune ne pouvait susciter davantage d'interrogations que celle qui consistait à protéger cet énorme trafic, et à rechercher l'implacable et insaisissable ennemi à l'aveuglette dans la profondeur des océans. C'était en fait comme un jeu de colin-maillard dans un espace illimité à trois dimensions.

Si l'on avait examiné l'étendue du problème à tête reposée au préalable, il aurait fort bien pu être considéré comme insoluble. Mais dans la pratique, à mesure que le danger s'étendait, la détermination de l'État ainsi menacé, de même que le courage, l'endurance, et l'ingéniosité de ses serviteurs ont grandi dans les mêmes proportions. Au sommet de la hiérarchie, l'autorité du Premier ministre avait permis d'interdire

toutes les tergiversations, de faire taire les oiseaux de malheur et d'éloigner du pouvoir tous les sceptiques. On chercha au contraire à se faire une idée précise de la réalité des faits, sans tolérer la moindre grimace officielle en guise d'argument. L'audace, l'esprit d'initiative, les qualités de marin qui étaient l'apanage des matelots et des jeunes officiers de la Flotte trouvèrent dans cette nouvelle forme de la guerre de magnifiques occasions de s'employer. Mais tout cela n'aurait servi de rien sans le moral indomptable de la marine marchande. La base même de toute la défense reposait sur le fait que les marins qui avaient échappé trois ou quatre fois aux attaques sous-marines reprenaient la mer sans hésiter malgré tous ses périls, et que même pendant l'horrible mois où un navire sur quatre quitta le Royaume-Uni[2] pour n'y plus jamais revenir, on n'a jamais eu à retarder un départ par manque de ces volontaires civils résolus.

Pour que le lecteur puisse saisir les tenants et les aboutissants de cette façon singulière de faire la guerre, inconnue jusque-là, il lui faut comprendre les caractéristiques générales du sous-marin. Cet engin délicat est mû en surface par de puissants moteurs à mazout, qui, à l'époque, permettaient des vitesses de 16 à 17 nœuds. Lorsque le sous-marin est en plongée, il dépend d'accumulateurs électriques qui peuvent être rechargés en utilisant les moteurs à mazout quand il remonte en surface. Ces accumulateurs donnent une vitesse maximum d'environ 8 nœuds en plongée et leur autonomie est d'une heure à pleine vitesse et de vingt heures à vitesse réduite. Quand le sous-marin veut plonger, il ne se donne pas une flottaison négative, c'est-à-dire qu'il ne se rend pas plus lourd que l'eau. Il remplit le nombre voulu de cuves pour disposer d'une flottabilité d'environ une tonne, puis il abaisse ses gouvernails horizontaux et, en utilisant ses moteurs électriques pour avancer, s'enfonce jusqu'à la profondeur désirée. Un sous-marin est assez solidement construit pour résister à la pression toujours croissante de

l'eau jusqu'à une profondeur d'environ 80 mètres. Au-delà de cette limite, il court le risque de voir l'eau pénétrer à travers les joints de sa coque. Toute pénétration sérieuse d'eau salée peut produire un dégagement de chlore dans les accumulateurs en asphyxiant l'équipage au milieu de souffrances atroces. Au-delà d'une profondeur de 90 à 130 mètres, le sous-marin serait certainement détruit par la pression de l'eau et coulerait rapidement sur le fond de l'océan en se remplissant d'eau. C'est pourquoi le sous-marin ne peut rester immergé en eau profonde que s'il avance, et il ne peut avancer qu'autant que ses accumulateurs le lui permettent. Quand ceux-ci sont déchargés, il est obligé de remonter à la surface et d'y rester exposé sans défense pendant les quelques heures nécessaires à leur rechargement. En revanche, là où la profondeur des eaux ne dépasse pas 80 mètres, le sous-marin peut se donner sans crainte une flottabilité négative. Il peut s'enfoncer pour aller se poser sur le fond sans faire usage de ses accumulateurs aussi longtemps que les réserves d'air et d'oxygène dont il est muni permettent à l'équipage de respirer. C'est ainsi qu'il peut rester submergé pendant au moins quarante-huit heures, temps pendant lequel il peut également se déplacer d'environ 60 milles. La possibilité de rester en plongée pendant plus de vingt heures se limitait donc aux mers peu profondes. D'un autre côté, à des profondeurs de moins d'une quinzaine de mètres, des difficultés d'un autre genre, qui rendaient toute attaque en plongée impossible, se faisaient jour.

L'arme première du sous-marin est la torpille et tant qu'il s'en prenait aux seuls navires de guerre, il n'avait rien d'autre dans sa panoplie. Les submersibles, aux parois minces, ne pouvaient engager de duel d'artillerie avec des bâtiments de surface cuirassés qu'en s'exposant à des risques qui pouvaient leur être fatals. Un seul obus pénétrant dans la coque du sous-marin lui enlevait toute possibilité de plonger même s'il ne l'envoyait pas immédiatement par le fond. Mais quand les Allemands

se décidèrent à employer leurs sous-marins pour attaquer les navires marchands, d'autres considérations entrèrent en compte. Les navires de commerce étaient si nombreux que la torpille devenait une arme insuffisante pour obtenir des résultats décisifs. Elle était coûteuse, de fabrication longue et difficile, sa production ne pouvait être augmentée que peu à peu, et les sous-marins ne pouvaient transporter que 8 à 20 torpilles, suivant leur type. Comme une forte proportion de torpilles manquait son but pour une raison ou pour une autre, cela restreignait singulièrement la puissance de destruction des sous-marins vis-à-vis des navires de commerce au cours d'une seule mission. Aussi la première mesure prise par les Allemands fut-elle d'armer leurs sous-marins de canons leur permettant d'attaquer les navires marchands en surface et de les couler soit par tir au canon, soit après leur reddition au moyen de bombes à retardement placées à bord.

Cette manière de faire permettait également aux sous-marins d'utiliser la vitesse très supérieure qu'ils possédaient en surface, de distinguer entre les diverses catégories de navires marchands, ainsi qu'entre les navires ennemis ou neutres, de respecter la loi sur les prises de guerre qu'ils avaient proclamée en les abordant pour les fouiller et enfin de donner aux équipages qui acceptaient d'abandonner leur navire sans combattre la possibilité de s'échapper dans les canots de sauvetage.

La première contre-mesure britannique, prise sous ma responsabilité en 1915, fut d'armer le plus grand nombre possible de navires de commerce de canons assez puissants pour dissuader les sous-marins de les attaquer en surface. Quand on y fut parvenu, la réduction ainsi apportée à la vitesse de l'assaillant, ainsi que la faiblesse de ses réserves de torpilles augmentèrent dans la même proportion les chances de salut des navires de commerce. Cette façon de faire était sans réplique. Nous ne disposions malheureusement pas au début d'un nombre de canons suffisant pour armer les navires marchands ou les patrouilles côtières.

Nous fouillâmes tous les points du globe et tous les recoins des établissements de la marine pour y trouver des canons, sans tenir compte de leur vétusté ni de leur origine hétéroclite. Au printemps de 1915, 100 caboteurs étaient munis chacun d'un canon de 76,2 mm. On arma également les navires de haute mer les plus importants. La pénurie était telle qu'afin de tirer le meilleur parti de ce que nous avions il fallait transférer ces canons des navires qui arrivaient sur ceux qui repartaient, dans des ports situés en dehors de la zone des attaques sous-marines. En dépit de tous les efforts de mon successeur, M. Balfour, les livraisons de canons neufs augmentaient fort lentement ; et ce n'est qu'au cours de l'automne de 1916 qu'il fut à même d'entreprendre l'armement de toute la marine marchande. Des progrès satisfaisants avaient toutefois été accomplis avant le retour de la menace sous-marine sous sa forme la plus inquiétante.

L'armement progressif de la marine marchande britannique, en obligeant les sous-marins à se limiter de plus en plus aux attaques en plongée, les exposait à toute une série de nouveaux dangers. La médiocrité de la vision au périscope entraînait le très grand risque de confondre les navires neutres et les navires britanniques, de noyer des équipages neutres et de mettre ainsi l'Allemagne en conflit avec les autres grandes puissances. Nous eûmes également recours, afin de semer encore davantage la perplexité et la confusion chez l'ennemi, à la *ruse de guerre* consistant à employer de faux pavillons. Ainsi les sous-marins se virent très tôt obligés de choisir entre les attaques en plongée à la torpille, avec tous leurs inconvénients d'ordre pratique et leurs conséquences diplomatiques, et par ailleurs le duel d'artillerie en surface, avec ses risques disproportionnés. C'est à ce moment-là que nous avons développé le stratagème des bateaux-pièges dits « Q-ships[3] ». Un certain nombre de navires marchands furent spécialement armés de tubes lance-torpilles et de canons dissimulés derrière un faux bordage

composé de volets qui s'abattaient pour les laisser tirer, puis on les envoya sur toutes les routes commerciales pour s'offrir d'eux-mêmes aux coups des sous-marins. Quand l'un d'entre eux émergeait pour attaquer un de ces « Q-ships » au canon en vue d'économiser ses torpilles, une partie de l'équipage britannique s'embarquait sur les canots et s'efforçait, par tous les moyens possibles, d'amener les Allemands à s'approcher. Dès que l'ennemi se trouvait à bonne portée, on hissait le pavillon de guerre britannique, les volets pivotaient, et des canonniers exercés ouvraient sur lui un feu meurtrier. Grâce à ces moyens, 11 sous-marins furent détruits en 1915 et en 1916, tandis que les autres, rendus nettement plus circonspects à l'idée d'attaquer au canon, étaient réduits à s'en remettre de plus en plus à leurs torpilles. À la fin de 1917, c'était devenu la règle. Les commandants de sous-marins allemands ne se risquaient plus à un combat d'artillerie inégal. Le stratagème des « Q-ships » ne jouait donc plus et leur dernière victime, l'U-88, fut coulée en septembre 1917[4].

*
* *

Jusque-là, toutefois, les Allemands se virent confrontés au dilemme souligné plus haut : soit perdre un grand nombre de sous-marins dans des duels d'artillerie ou des embuscades de bateaux-pièges, soit recourir presque uniquement à l'emploi de la torpille en courant ainsi des risques encore plus considérables de s'aliéner des neutres. Ce choix difficile, où les arguments opposés s'équilibraient, provoqua force conflits et contradictions entre les autorités navales et civiles allemandes. L'état-major naval, avec Tirpitz et Scheer à sa tête, demandait que l'on coule à vue tous les navires se trouvant dans la zone de guerre. L'empereur et le chancelier, qui craignaient de mécontenter les neutres, insistaient pour que l'on s'en tînt à la pratique de l'abordage suivi de fouille dans le cas

des bâtiments non armés. Mais, ripostait l'état-major naval, comment savoir à l'avance si un navire était armé et quel serait le sort du sous-marin pendant qu'il faisait ses vérifications ? Il affirmait en outre que la guerre sous-marine sans restriction augmenterait le nombre des navires coulés dans de telles proportions que l'Angleterre serait obligée de demander la paix dans les six mois.

On peut se rendre compte de la vulnérabilité relative des navires armés ou non en consultant le tableau ci-dessous, qui indique le nombre des attaques sous-marines exécutées contre les navires britanniques pour la période comprise entre le 1er juin 1916 et le 25 janvier 1917 :

	Navires armés	Navires non armés
Nombre de navires attaqués	310	302
Coulés par torpille sans avertissement	62	30
Coulés au canon ou par bombe à retardement	12	205
Navires rescapés	236	67
Pourcentage de navires rescapés	76	22

Ces chiffres sont frappants et concluants. Ils montrent que le sous-marin ne recherchait généralement pas le combat d'artillerie avec les navires armés et que ceux-ci avaient par suite quatre fois plus de chance d'échapper que ceux qui ne l'étaient pas. Je n'en dirai pas davantage en ce qui concerne le premier grand moyen de défense.

Le moyen principal *d'attaquer* les sous-marins en plongée consistait à jeter par-dessus bord des charges qui explosaient à une certaine profondeur. L'onde de choc ainsi produite secouait sérieusement le sous-marin, et pouvait aller jusqu'à endommager ses organes essentiels ou ouvrir ses joints s'il n'était pas loin. Ces grenades sous-marines ont été le premier engin anti-sous-marin dont nous nous soyons servis. On améliora progressivement la méthode de lancement, et l'on multiplia la dimension et le nombre des grenades. Le contre-torpilleur était l'ennemi le plus dangereux du sous-marin. Il possédait la vitesse la plus grande, le plus grand nombre de grenades sous-marines, et il coûtait moins cher que le gibier qu'il pourchassait. Quand on apercevait le périscope d'un sous-marin en eau profonde, tous les contre-torpilleurs et toutes les vedettes disponibles ainsi que les autres petites embarcations rapides se déployaient de façon à former un réseau de surveillance à la surface, qui obligeait le submersible à se maintenir en plongée et à épuiser ses accumulateurs. Que ce fût en eau profonde ou non, au moindre indice de son emplacement – une bulle d'air, une tache d'huile à la surface –, on déversait les redoutables grenades sous-marines en chapelet. Le savoir-faire et les techniques des navires poursuivants se perfectionnèrent continuellement au cours de la lutte. On mit au point des instruments excellents permettant de détecter le bruit de l'hélice des sous-marins et grâce à ce moyen, ainsi qu'à d'autres indications, il arrivait parfois que l'on parvienne à couler un sous-marin après l'avoir pourchassé au cours d'une traque intermittente mais inexorable de plus de trente-six heures, pendant laquelle il avait peut-être rechargé ses accumulateurs deux ou trois fois en surface sans être vu.

La deuxième arme anti-sous-marine était le filet de câbles fins, disposé en longues bandes en travers des bras de mer ou des passes étroites. Ces filets, soutenus par des boules de verre qui flottaient en surface, étaient destinés à s'entortiller autour de l'hélice et à se coller

autour de la coque. Un sous-marin qui se trouvait ainsi emmailloté, en admettant même que sa force motrice n'en souffrît pas, traînait sans s'en douter à la surface une bouée révélatrice qui pouvait lui être fatale en guidant ses poursuivants. Dans certains détroits, on relia ces filets légers avec des chapelets de mines soigneusement disposés que surveillait un grand nombre de chalutiers disposant de contre-torpilleurs à portée d'appel. La collision constituait un autre danger pour les sous-marins, lents et à demi aveugles, et l'étrave des cuirassés, des croiseurs, des contre-torpilleurs, voire des navires marchands, leur a porté le coup de grâce en plus d'un cas.

Enfin les sous-marins se traquaient les uns les autres, et il arrivait fréquemment qu'un sous-marin qui attaquait un navire marchand ou qui rechargeait ses batteries en surface se fasse couler par la torpille d'un poursuivant en plongée qu'il n'avait pas vu venir. Les conditions inhumaines inhérentes à l'attaque sous-marine des navires de commerce et le malheureux sort réservé si souvent aux passagers et à l'équipage donnaient à cette forme de guerre une violence sans pareille. La Marine royale considérait l'attaque des navires de guerre par les sous-marins comme acceptable, si douloureuses que fussent les pertes en vies humaines. La destruction de navires marchands ou neutres ou de navires-hôpitaux lui semblait un acte de perfidie, de piraterie et de barbarie qui justifiait l'emploi de tous les moyens d'extermination possibles. Si l'on considère que près de 13 000 Britanniques, dont de nombreux civils, ont été tués par les sous-marins allemands, si l'on tient compte des circonstances cruelles et horribles, bien que dans une certaine mesure inévitables, qui ont caractérisé cette forme de la guerre, si l'on a en outre présente à l'esprit la dimension exceptionnelle de ce qui était en jeu, le fait que plusieurs centaines d'officiers et de matelots allemands aient été secourus en mer ou autorisés à se rendre après avoir

sabordé leurs navires constitue un hommage à la modération de vainqueurs qui avaient tant souffert.

Les Allemands avaient initialement décidé d'entamer la guerre sous-marine sans restriction le 1er avril 1916. Mais la menace faite par les États-Unis, après l'attaque contre le *Sussex,* de rompre les relations diplomatiques les amena à l'interrompre à la fin du même mois. Quand l'amiral Scheer, apôtre convaincu de la guerre à outrance, reçut ce contrordre, il rappela les sous-marins de la flotte de haute mer sous l'effet de la colère en se refusant à les employer simplement pour abordage suivi de fouille. De mai à octobre, les opérations se limitèrent donc pratiquement au bassin de la Méditerranée ainsi qu'à l'action des poseurs de mines de la flottille des Flandres.

Mais le soulagement qu'en ressentit la Grande-Bretagne dans ses eaux septentrionales n'était que momentané et illusoire. Les sous-marins de la Méditerranée, qui se conformaient à la loi allemande sur les prises de guerre, réussirent à couler un grand nombre de navires et le 6 octobre, l'état-major naval allemand ordonnait à Scheer de reprendre la guerre sous-marine limitée avec les flottilles de la mer du Nord. Dans l'intervalle, le nombre des sous-marins disponibles pour le service en haute mer avait été porté de 47 en mars à 93 en novembre. Les pertes augmentèrent donc rapidement quand les opérations reprirent. Les pertes moyennes mensuelles pour la période d'avril à septembre avaient été de 131 000 tonnes alors que celles de novembre à février atteignirent 275 000 tonnes. Il était évident, dès la fin de 1916, que le développement des moyens anti-sous-marins n'avait pas suivi la puissance croissante des moyens d'attaque. Les mesures défensives prises en 1915 avaient permis d'augmenter le nombre des navires marchands armés, ainsi que celui des patrouilleurs auxiliaires, mais le problème de l'attaque et de la destruction des sous-marins se trouvait encore à un stade rudimentaire.

Les attaques sans restriction reprirent en force le 1er février et le nombre des sous-marins augmentait constamment. Les pertes en navires britanniques, alliés et neutres qui étaient de 181 en janvier passèrent à 259 en février, 325 en mars et 423 en avril, tandis que les chiffres correspondants en tonnage brut étaient de 298 000 tonnes en janvier, 468 000 en février, 500 000 en mars et 849 000 en avril. Nous savons aujourd'hui que l'état-major naval allemand estimait pouvoir réduire le tonnage de la marine marchande britannique de 600 000 tonnes par mois, et qu'à ce rythme la Grande-Bretagne serait à genoux au bout de cinq mois. Si pendant le seul mois d'avril, le total du tonnage mondial coulé s'élevait au chiffre effrayant de 849 000 tonnes, la moyenne mensuelle des pertes de la marine marchande britannique atteignait pour les mois d'avril, de mai et de juin 409 300 tonnes, ce qui correspondait à une moyenne de près de 5 millions de tonnes par an. À la fin de mai, on disposait de moins de 6 millions de tonnes pour les besoins du ravitaillement et du commerce du Royaume-Uni, sans compter les navires employés à des fins militaires ou navales, ceux qui étaient indispensables au commerce dans les mers lointaines ou les navires en réparation. Si les pertes continuaient à cette cadence et si elles se répartissaient également sur les diverses catégories de navires susceptibles d'être attaqués par les sous-marins, le tonnage dont on pourrait disposer pour les besoins commerciaux au début de 1918 se réduirait à moins de 5 millions de tonnes, c'est-à-dire à un chiffre presque exactement égal au total des navires coulés en 1917. Il semblait donc que le Temps, considéré jusque-là comme un allié indéfectible, était sur le point de changer de camp.

Par ailleurs, l'entrée en guerre des États-Unis n'apportait pas la moindre lueur d'espoir sur ces mers assombries par la menace. Le transport vers le front des ressources américaines impatiemment attendues exigeait un vaste déploiement de moyens de la part de la

marine marchande britannique. Le système des patrouilles aux abords de la Manche et au sud de l'Irlande n'avait donné aucun résultat. Les bâtiments patrouilleurs étaient non seulement en nombre insuffisant pour protéger la navigation, mais leur présence même aidait les sous-marins à découvrir les routes commerciales dont on se servait. La grande voie d'accès au sud-est de l'Irlande se transformait au mois d'avril en un véritable cimetière de navires marchands britanniques, et les gros bâtiments y étaient coulés régulièrement jour après jour à environ 200 milles de la côte. On a calculé ce mois-là que, de quatre navires marchands quittant le Royaume-Uni, un n'y revenait plus. Le sous-marin sapait rapidement non seulement les fondements de l'existence des îles Britanniques, mais les bases mêmes de la puissance des Alliés, et le danger de les voir s'effondrer en 1918 commençait à apparaître comme une sinistre et imminente possibilité.

La dure contrainte des faits fit sentir ses effets sur l'organisation de l'Amirauté. La fusion dans le courant de mai des fonctions de Premier lord naval et de chef d'état-major permit de donner à l'état-major naval une situation convenable au Conseil de l'Amirauté, tandis que la nomination d'un adjoint et d'un sous-chef pouvant agir au nom du conseil accélérait le travail, et déchargeait le chef d'état-major d'une quantité considérable de questions. Le bureau des Opérations, qui à l'exemple de Marthe s'était dispersé sur trop de détails[5], n'avait pu réfléchir à long terme. On constitua en mai un petit groupe de planification chargé de l'étude de la politique navale à suivre et de la préparation des plans d'action, qui se transforma à la fin de l'année en un bureau autonome. On appela de jeunes officiers à l'Amirauté en leur donnant des responsabilités plus étendues. Sans cette réorganisation de l'état-major, les mesures qui ont permis de triompher des sous-marins, même si on les avait imaginées, n'auraient jamais pu être mises en œuvre. Ces mesures prirent une triple forme : 1° La préparation et la

pose de vastes champs de mines ; 2° L'intensification des recherches et de la fabrication portant sur les moyens techniques comme les mines, les grenades sous-marines et les hydrophones ; 3° La plus décisive : l'instauration du système du convoyage qui revenait à escorter et à encadrer toute la navigation commerciale.

J'avais institué le système des convois au début de la guerre pour les navires de transport de troupes qui traversaient les océans. À l'époque, le danger provenait de l'attaque possible de croiseurs légers allemands rapides. L'artillerie d'un cuirassé de modèle ancien ou d'un croiseur lourd suffisait à repousser les navires ennemis en maraude à la surface des mers. Nous avions également employé dès le début des escortes de contre-torpilleurs pour convoyer les navires de transport de troupes qui allaient et venaient dans la zone d'action des sous-marins. Et dans les deux cas nous n'avions pas subi de pertes. Il ne semblait pas néanmoins possible d'attendre des résultats analogues du système de convoyage quand il s'agissait d'attaques sous-marines sur des navires de commerce. Il semblait au contraire évident que les sous-marins ennemis feraient plus de dégâts dans un large groupe de navires marchands que sur ces navires isolés, et il était également manifeste que les navires de guerre de l'escorte serviraient eux-mêmes de cibles aux torpilles de l'ennemi. Les attaques des sous-marins contre la navigation commerciale en 1915 et au début de 1916 ne paraissaient pas avoir dépassé des limites tolérables en raison du nombre de navires marchands qui sillonnaient les mers, de la variété des routes suivies et des ports utilisés, de l'incertitude de leurs heures d'arrivée et surtout de l'immensité des mers. Le système qui consistait à surveiller et à patrouiller avec toutes les forces disponibles les points de convergence des routes commerciales avait donné de bons résultats contre les raids des croiseurs allemands et l'Amirauté avait pu s'en contenter comme moyen d'action contre les sous-marins pendant les deux premières années de guerre sans mécomptes sérieux.

Quand les plus jeunes officiers de l'état-major de l'Amirauté, suite à l'augmentation continue des pertes, recommandèrent d'en revenir au système du convoyage, ils se heurtèrent à une opposition quasi générale. Toutes les escadres et toutes les bases navales réclamaient davantage de contre-torpilleurs et voilà que les convois allaient leur enlever même ceux qu'elles possédaient. On perdrait du temps à rassembler les navires. Il faudrait réduire la vitesse des unités les plus rapides. Les ports seraient encombrés par le nombre de bâtiments. On exagéra l'importance et les difficultés du système et l'on affirma que le danger sous-marin croîtrait en fonction du nombre des navires regroupés. Cette logique convaincante ne pouvait être réfutée que par l'épreuve des faits. Le sentiment officiel de l'Amirauté en janvier 1917 est exprimé dans les lignes suivantes :

> Le système qui consiste à regrouper plusieurs navires en convoi dans les zones où les attaques sous-marines sont possibles n'est pas à recommander. Il est évident que plus le convoi comprend de navires, plus il y a de chances de voir un sous-marin réussir à en toucher et plus il est difficile aux navires d'escorte de prévenir ce genre d'attaque.

Les autorités navales françaises et américaines s'opposèrent également à l'emploi de ce système et les représentants des commandants de navires de commerce allèrent dans le même sens au cours d'une conférence tenue en février 1917.

Examinons maintenant ce dont cette belle unanimité, venue de hautes autorités pleines de zèle et mues par le sens du devoir, n'avait pas tenu compte. L'étendue des mers est si grande qu'en proportion elle réduit presque à néant la différence qui existe entre les dimensions d'un

convoi et celles d'un navire isolé. Un convoi de 40 navires groupés avait autant de chances qu'un navire isolé de se glisser inaperçu entre les sous-marins en patrouille, et c'était chaque fois 40 navires qui échappaient à la destruction au lieu d'un. C'est là ce qui explique en grande partie les succès obtenus par le système du convoyage. La concentration des navires réduisait fortement le nombre de cibles possibles sur une zone donnée, et le sous-marin en éprouvait plus de difficulté à localiser sa proie. Le trajet des convois était en outre facile à modifier, et l'on pouvait toujours les écarter rapidement par T.S.F. des parages considérés comme dangereux à un moment donné. Enfin, au lieu d'être dispersés sur d'immenses zones, les contre-torpilleurs se trouvaient concentrés à l'endroit de l'attaque ennemie, et ils ont eu fréquemment l'occasion de passer à l'offensive. C'est ainsi que l'on a pu détruire 13 sous-marins qui cherchaient à s'en prendre à des convois. La crainte d'une réaction immédiate de la part de l'escorte produisait un effet démoralisant sur l'ennemi et le sous-marin ne poussait pas toujours son attaque à son terme.

La plupart de ces points restaient encore à démontrer au début de 1917. On savait seulement que les convois de transport de troupes avaient toujours été escortés en 1915 et en 1916, pendant la traversée des zones dangereuses, et qu'ils n'avaient jamais été attaqués. Les plus hautes autorités navales s'opposaient toujours à l'utilisation des convois comme moyen de défense et personnellement je m'en tenais à cette opinion. Je n'occupais pas de situation officielle à cette époque, mais j'avais des rapports confidentiels avec les ministres et j'étais ainsi tenu au courant des faits et des controverses en cours. C'est pourquoi j'envoyai en mars 1917 une note au Premier lord de l'Amirauté, Sir Edward Carson, qui avait pour but de proposer un autre système offrant les avantages de celui du convoyage tels que les exposaient ses

défenseurs sans risquer de se heurter aux objections sérieuses des autorités navales.

C'est sur Sir Edward Carson qu'est retombé tout le poids de la lutte pendant la phase la plus inquiétante et la plus éprouvante de la guerre navale. C'est pendant les huit mois de son mandat que le chiffre des pertes des navires marchands coulés par les sous-marins a atteint un maximum effrayant. C'est sous sa direction que l'on est parvenu à franchir le périlleux tournant et que l'on a pris la plupart des importantes décisions de principe qui ont permis de triompher finalement du danger. C'est le Cabinet qui a poussé les autorités navales à expérimenter le système des convois et le Premier ministre a joué à cette occasion un rôle capital.

À la fin d'avril 1917, le directeur du bureau des opérations anti-sous-marines se fit l'avocat résolu de l'essai des convois, et le premier qui fut formé quitta Gibraltar le 10 mai. Tout se passa dans les meilleures conditions, et des convois réguliers commencèrent à quitter les États-Unis à partir du 4 juin. On donna l'ordre, le 22 juin, d'étendre le système aux ports canadiens, puis le 31 juillet au commerce de l'Atlantique sud. La participation des États-Unis à la guerre facilita le fonctionnement du système en permettant d'utiliser les ports américains comme points de rassemblement et en assurant la coopération précieuse d'un certain nombre de leurs contre-torpilleurs aux tâches d'escorte. Les contre-torpilleurs américains fournirent plus d'un quart des unités affectées aux escortes transatlantiques et la camaraderie qui s'est formée au cours de ces pénibles missions s'est transformée en une tradition d'amitié ineffaçable entre les deux flottes.

L'organisation des convois restera à jamais dans les mémoires comme le témoignage le plus noble de la constance et du courage déployés par la marine de guerre et par la marine marchande. On ne

saurait trop louer les officiers et les hommes d'équipage qui emmenaient sans entraînement préalable ces flottes de 40 à 50 navires en formation compacte à travers vents et marées. La Marine royale n'a jamais rendu à l'État de services plus grands qu'en escortant ces navires. Ceux qui ont servi sur de petites unités sauront apprécier la compétence, l'abnégation et la hardiesse nécessaires à l'accomplissement de ce devoir, pendant des jours et pendant des mois, par tous les temps et sur des eaux hivernales, sans accident ni incident. Le dispositif mis en place par l'Amirauté et le ministre de la Marine marchande se précisait et se perfectionnait chaque semaine davantage.

Au début, le système de convoyage ne s'appliquait qu'aux navires rentrant aux îles Britanniques et le pourcentage de pertes des navires qui en partaient se mit à augmenter. En août 1917, ils furent intégrés dans le système et son succès ne tarda pas à se faire triomphal. À la fin d'octobre 1917, 99 convois rentrants comprenant plus de 1 500 vapeurs transportant 10 656 000 tonnes étaient arrivés à bon port en ne perdant que 10 navires torpillés parmi ceux qui étaient restés groupés et 14 parmi ceux qui s'étaient retrouvés dispersés.

Tandis que ces convois amélioraient considérablement la protection donnée au commerce, on développait progressivement toutes les techniques d'attaque des sous-marins et le taux de destruction augmentait régulièrement. En avril 1917, des flottilles de sous-marins britanniques furent mises en place à Scapa Flow (îles Orcades), Lough Swilly (côte nord d'Irlande) et Killybegs (côte ouest d'Irlande) pour rester tapies à l'affût des sous-marins qui passaient au nord des îles Britanniques avant d'aller s'en prendre aux bâtiments qui empruntaient la grande route commerciale transatlantique. Au même moment, les petits sous-marins britanniques de la classe C jusque-là affectés à la défense des ports de la partie basse de la mer du Nord furent libérés pour aller y jouer le même rôle. Cette méthode dans laquelle les sous-

marins se pourchassaient les uns les autres donna d'excellents résultats. Elle permit de couler 7 sous-marins en 1917 et 6 en 1918. Cette menace d'attaque sous-marine obligeait également les sous-marins allemands à se mettre en plongée plus fréquemment et plus longuement tandis qu'ils se rendaient à leur poste de veille, ce qui les retardait d'autant.

C'est toutefois la mine qui s'affirma comme l'engin de destruction le plus efficace. Avant la guerre, l'Amirauté n'avait pas pensé qu'elle pût jouer un rôle considérable : la flotte la plus faible se servirait sans aucun doute de cette arme dans une guerre en surface, afin de gêner les mouvements d'un adversaire supérieur, mais pour la flotte la plus forte moins il y avait de champs de mines, mieux cela valait. Ces conclusions, qui n'étaient pas sans fondement à l'époque, furent renversées par les changements induits par la prolongation de la guerre. Au début des hostilités, les mines britanniques étaient peu nombreuses et inefficaces. Un document officiel allemand allait même jusqu'à dire que « les mines britanniques n'explosent généralement pas ». Si c'était exagéré, il est certain que nous n'avions pas fait ce qu'il fallait en la matière.

À la fin d'avril 1916, la Force de Douvres, commandée par l'amiral Sir Reginald Bacon, s'efforça d'interdire les mouvements des sous-marins des Flandres par un barrage de grande ampleur au large des côtes belges, qui fut achevé le 7 mai. D'une longueur de 18 milles, il se composait de mines fixes et de filets surveillés par des patrouilles de jour de mai à octobre. Le sous-marin U-13 fut détruit par l'une de ces mines le lendemain du jour où le barrage avait été posé et il s'ensuivit une diminution immédiate de l'activité des submersibles dans la mer du Nord et dans la Manche. On l'attribua tout naturellement au nouveau barrage et l'état-major de Douvres fut ainsi amené à en exagérer la valeur. Nous savons aujourd'hui que l'amélioration sensible enregistrée pendant cette période était due au rappel impulsif par l'amiral Scheer des sous-marins de la flotte de haute mer et non à la présence du

barrage dont les mines n'ont coulé qu'un seul sous-marin et qui n'a jamais sérieusement entravé leurs allées et venues.

On s'était continuellement efforcé d'améliorer la qualité des mines britanniques depuis le début de la guerre. Mais ce ne fut qu'à l'automne de 1917 que l'on put disposer de quantités importantes des nouvelles mines « à cornes ». On appréciera mieux le perfectionnement de ce nouvel engin quand on saura que sur les 41 sous-marins allemands détruits par mines, 5 seulement l'ont été avant le mois de septembre 1917. On ne mouilla pas moins de 15 700 mines en 1917, et 21 000 autres en 1918, dans la baie d'Héligoland, la plupart posées par la 20e flottille de contre-torpilleurs basée sur l'Humber. Cette tentative pour immobiliser les sous-marins ennemis dans leurs ports tourna à une lutte de longue haleine entre les mouilleurs de mines britanniques et les dragueurs de mines allemands. L'ennemi se vit forcé d'escorter ses sous-marins tant au départ qu'au retour par tout un déploiement de dragueurs de mines, de bateaux spéciaux dont l'avant était rempli de ciment et dénommés « briseurs de barrages » ainsi que par des torpilleurs. Ces escortes avaient également besoin de protection et à partir de 1917 la principale besogne de la flotte de haute mer consista à protéger les équipes de dragage qui travaillaient au large sur les routes suivies par les sous-marins. À mesure que le temps passait, les difficultés d'entrée et de sortie s'accroissaient. Les « routes », ou chenaux dragués, dans la baie d'Héligoland étaient fréquemment fermées et en octobre 1917 l'on commença à faire faire le détour par le Kattegat aux sous-marins rentrant en Allemagne. Au début de 1918, on mouilla près de 1 400 mines profondes dans le Kattegat, mais sans pouvoir les faire surveiller par des patrouilles. Le minage intensif de la baie d'Héligoland fut un échec à cause des difficultés pour attaquer les dragueurs de mines allemands et du manque de contre-torpilleurs pour assurer les missions de patrouille du Kattegat. On n'en réussit pas moins à détruire ainsi

plusieurs sous-marins et à augmenter la durée du trajet pour se rendre sur les routes commerciales et pour en revenir.

Le barrage posé en 1916 en travers du pas de Calais n'avait pas donné le moindre résultat en 1917. De février à novembre, les sous-marins continuèrent à le traverser à raison de 24 en moyenne par mois. Passer par le pas de Calais permettait à un petit sous-marin des Flandres de gagner près de huit jours sur une mission de quatorze et à un sous-marin plus gros venu de la baie d'Héligoland de gagner six jours sur vingt-cinq. On décida de faire un nouvel essai en utilisant tous les moyens perfectionnés désormais disponibles. On posa le 21 novembre un nouveau champ de mines profondes entre le banc de Varne[6] et le cap Gris-Nez. Quand on sut qu'il avait été franchi au cours de la première quinzaine par pas moins de 21 sous-marins, des débats houleux eurent lieu à l'Amirauté. Certains soutenaient les arguments de l'état-major de Douvres, qui affirmait que le barrage donnait de bons résultats et qu'il était impossible d'augmenter le nombre des patrouilles. D'autres prétendaient qu'un service de patrouilles plus intense ainsi que l'emploi la nuit de projecteurs et de fusées éclairantes obligeraient les sous-marins à plonger dans le champ de mines et produiraient d'excellents résultats. C'est vers cette époque, et en partie à cause de cette controverse, que Sir John Jellicoe fut remplacé comme Premier lord naval par l'amiral Wemyss et que l'amiral Keyes succéda à l'amiral Bacon à la tête de l'état-major de Douvres. Keyes introduisit une véritable révolution. Il doubla le nombre des patrouilles et, la nuit, le barrage fut de bout en bout aussi brillamment illuminé que peut l'être Piccadilly. Les contre-torpilleurs allemands venus d'Ostende et de Zeebrugge s'efforcèrent de disperser les patrouilles par des incursions subites. Ils furent repoussés au cours de vives actions de nuit et la surveillance se maintint avec une efficacité toujours plus grande. Neuf sous-marins furent détruits dans la région de Douvres entre janvier et

mai 1918, et quatre autres en septembre. Dès février, les sous-marins allemands de la baie d'Héligoland cessèrent d'emprunter le pas de Calais, et à partir d'avril ceux des Flandres firent très largement de même. En septembre, seuls deux sous-marins réussirent à passer et l'un d'eux fut détruit à son retour.

Il ne peut être question de répéter ici l'histoire célèbre du blocus de Zeebrugge exécuté le jour de la Saint-Georges[7] par l'amiral Keyes et la Force de Douvres. Elle se range parmi les plus beaux faits d'armes de la Grande Guerre et constitue certainement un événement jamais surpassé dans l'histoire de la Flotte britannique. Le port fut complètement soumis au blocus pendant environ trois semaines et resta dangereux pour les sous-marins pendant une période de deux mois. Bien que les Allemands aient réussi, après plusieurs semaines d'efforts énergiques, à dégager l'entrée pour permettre le passage des sous-marins, les contre-torpilleurs allemands des Flandres n'exécutèrent plus d'opérations importantes. Grâce aux mesures prises par l'amiral Keyes à Douvres, les pertes alliées dans la Manche passèrent d'une vingtaine à 6 par mois et les champs de mines posés par les bateaux des Flandres tombèrent de 33 par mois en 1917 à 6 en 1918. On obtint ces résultats dont l'importance dans la victoire générale est indiscutable en dépit du fait que les constructions nouvelles des Allemands avaient permis de maintenir leur nombre de sous-marins en service autour de 200.

Les tentatives faites pour poser des mines dans la baie d'Héligoland avaient été rendues vaines par les opérations de dragage des Allemands appuyées de près par leur flotte de haute mer. On pensa qu'un barrage plus éloigné, surveillé et protégé directement par la Grande Flotte britannique, pourrait peut-être réussir. En 1918, un plan ambitieux visant à mouiller une ligne de champs de mines surveillés sur les 180 milles qui séparent la Norvège des îles Orcades fut mis au point par les marines anglaise et américaine. On consacra des quantités énormes

de matériel à cette entreprise suprême de la guerre défensive sans tenir compte des frais ni des efforts qu'elle exigeait. Le grand tronçon central fut entièrement posé par les Américains, le tronçon des îles Orcades par les Britanniques et le tronçon de Norvège par les deux marines réunies. Les Américains utilisaient un type de mine spécial à antenne qui faisait exploser la charge quand cette antenne entrait en contact avec une coque métallique. Ils ne mouillèrent pas moins de 57 000 de ces mines dont un grand nombre sautèrent prématurément peu de temps après avoir été posées. Les Britanniques fournirent près de 13 000 mines, mais un certain nombre n'avaient pas été immergées à la profondeur voulue pour permettre aux petits navires de surface de les traverser et il fallut se résoudre à les draguer. Il n'est pas possible de juger de l'efficacité de cet énorme effort matériel, car le champ de mines était à peine terminé à la signature de l'armistice. On sait cependant que deux sous-marins furent endommagés en traversant la portion centrale et il est possible que quatre autres aient été détruits dans le secteur des Orcades.

L'amélioration constante des résultats obtenus par la direction de l'Amirauté chargée de la lutte anti-sous-marins en 1918 permit aussi de déjouer la tactique des submersibles allemands poseurs de mines. Parmi les facteurs qui y contribuèrent, on retiendra notamment le développement de la coopération entre les services de renseignements britanniques et les flottilles de dragage des mines, l'accélération de la transmission des informations, le renforcement de l'encadrement de la navigation commerciale et l'usage du « paravane[8] ». En 1917, 123 navires marchands britanniques avaient été coulés par des mines allemandes. Ce chiffre tomba à 10 en 1918. Tous les autres dispositifs anti-sous-marins furent perfectionnés avec une ingéniosité incessante. Les avions, les hydrophones et un type spécial de mine firent subir des pertes de plus en plus sévères aux submersibles allemands. On fonda de grands espoirs en 1918 sur l'emploi d'une tactique de chasse

systématique, et l'on rassembla dans ce but des flottilles de chalutiers pourvus d'instruments d'écoute perfectionnés dans la zone nord. On parvint à détecter plusieurs sous-marins, mais ils purent s'échapper en poursuivant leur route à une allure si ralentie que leur mouvement ne pouvait plus être décelé par les instruments, et nous ne disposions pas d'un nombre suffisant de contre-torpilleurs pour couvrir des étendues aussi considérables afin d'obliger les sous-marins allemands à épuiser leurs accumulateurs.

Les rôles respectifs des combattants se trouvèrent inversés pendant la dernière phase de la guerre sous-marine. C'était le sous-marin qui était le chassé et non plus le navire marchand. Un exemple en est fourni par l'expérience de l'U-110 au cours de sa première sortie. Il quitta Zeebrugge le 5 juillet 1918. Avant même d'avoir rejoint la flottille des Flandres, il s'était déjà fait attaquer par deux aéroplanes. À partir du 7 juillet, son journal de bord mentionne tous les jours le lancement de grenades sous-marines en nombre toujours croissant dans son voisinage, jusqu'au 18 juillet, jour où 26 charges explosèrent tout près de sa coque. Au cours de sa mission, il ne put lancer que deux torpilles. La première causa des avaries à un pétrolier, mais il ne put se rendre compte du résultat obtenu par la deuxième en raison d'une sévère contre-attaque immédiate de contre-torpilleurs. Le 19, au moment où il cherchait à attaquer un convoi, son gouvernail de plongée fut endommagé par une grenade jetée par une vedette, et pendant qu'il s'efforçait de plonger, il fut éperonné et coulé par un contre-torpilleur.

Au cours de cette dernière période de la guerre, un sous-marin des Flandres ne pouvait pas espérer exécuter plus de six sorties sans être infailliblement détruit. Le pressentiment continu d'une mort soudaine et épouvantable, loin des yeux ou des secours des hommes, les chocs terrifiants des explosions des grenades sous-marines, les attaques incessantes des navires d'escorte, la crainte d'être anéanti à tout moment

par les mines, les nombreux cas où le salut n'avait tenu qu'à un cheveu, provoquaient parmi les équipages un état continu de tension nerveuse. Leur moral, élevé au début, déclina rapidement en 1918 sous l'effet de cette pression intolérable. La reddition de plusieurs sous-marins restés intacts et les nombreux cas où des sous-marins rentraient au port quelques jours après l'avoir quitté pour exécuter des réparations légères prouvaient que même dans ces temps héroïques on avait atteint les limites de l'endurance humaine.

Nous venons de voir les étranges conditions et les différentes phases de la guerre sous-marine. Les dirigeants allemands n'avaient pas plus tôt pris la décision irrévocable de commencer la guerre sous-marine sans restriction que la révolution russe, en rendant la situation de la Russie désespérée, lui enlevait sa principale justification. La guerre sous-marine à outrance n'avait pas plus tôt provoqué l'entrée des États-Unis dans la guerre que l'efficacité des sous-marins commençait à décroître. Le mois qui a vu le président Wilson se rendre au Sénat, dans le cliquetis de son escorte de cavaliers, pour y jeter dans la balance la puissance vitale d'un peuple de 120 millions d'habitants marqua également le point culminant des attaques sous-marines. Jamais plus l'Allemagne n'a égalé les chiffres d'avril. De longs mois de pertes cruelles et d'anxiété permanente attendaient encore les Britanniques et leurs alliés, et un détournement immense – souvent inutile – de leurs ressources limitées réduisit leur effort sur terre. Mais notre maîtrise de la situation se faisait plus manifeste de mois en mois. Si, à un moment donné, les courbes des pertes et des remplacements indiqués par nos graphiques parurent écrire sur le mur la sinistre sentence jadis signifiée à Balthazar[9], ces prophéties de malheur s'évanouirent peu à peu. L'automne de 1917, qui semblait devoir marquer l'accomplissement des rêves allemands, s'écoula en nous laissant une sécurité plus grande. À la fin de l'année, il était désormais certain que nous ne succomberions pas. Il était en outre

certain que la guerre pourrait se poursuivre, s'il le fallait, jusqu'à ce que la puissance des États-Unis pût s'exercer pleinement sur les champs de bataille européens. Au milieu de 1918, la campagne sous-marine avait de toute évidence échoué. Même si les sous-marins détruits étaient remplacés par de nouvelles unités, chaque mois qui passait aggravait les dangers qu'ils couraient, restreignait leur capacité de destruction et augmentait la démoralisation de leurs équipages. L'arme si chèrement acquise par les chefs de guerre allemands s'était d'abord fait ébrécher avant d'être brisée dans leur main. Il ne leur restait plus qu'à en payer la note et à affronter la fureur d'un monde en armes. Mais ils ne reculaient pas devant ce danger.

---

1. Samuel Johnson (1709-1784) parlant d'un condamné à mort en 1777. Ces propos du célèbre essayiste, très souvent cités outre-Manche, sont rapportés par son biographe James Boswell dans sa *Vie de Samuel Johnson* (1791).

2. Churchill veut montrer en employant ce vocabulaire qu'il n'oublie pas les marins des ports irlandais.

3. Leur nom viendrait de Queenstown, en Irlande, leur port d'attache initial.

4. Sur ces fameux « Q-ships », ou bateaux-pièges, lire les deux ouvrages fondamentaux : Chatterton, E. Keble, *Les Bateaux-pièges (Q-Ships) contre les sous-marins allemands* (traduction française : Paris, Payot, 1928) et Campbell, Gordon, *Mes navires mystérieux* (traduction française : Paris, Payot, 1929). (WSC)

5. Allusion à Luc, X, 41. « Le Seigneur lui répondit : Marthe, Marthe, tu t'inquiètes et tu t'agites pour beaucoup de choses. »

6. Vaste banc de sable situé à 9 milles au sud-ouest de Douvres.

7. Le 23 avril. Date symbolique s'il en est pour l'Angleterre (mais non pour le Royaume-Uni), dont c'est la fête nationale (non chômée). La croix de Saint-Georges, saint patron de l'Angleterre, a donné le drapeau anglais.

8. Sorte de cisailles géantes immergées disposées de chaque côté de l'étrave des navires qui sectionnent les câbles qui retiennent les mines à leurs ancres. (WSC)

9. Épisode de l'Ancien Testament (Daniel, v, 25-28) que Churchill citait souvent. Il s'agit du Festin de Balthazar, au cours duquel des mots apparurent soudain sur le mur en lettres de feu pour avertir les convives impies du désastre imminent qui les attendait.

CHAPITRE XVIII

LA CONCENTRATION ALLEMANDE SUR LE FRONT OCCIDENTAL

La campagne si coûteuse de 1917 fut suivie d'une crise d'effectifs aiguë, et le Cabinet de guerre se livra à un examen long et approfondi des ressources dont nous disposions encore. L'infanterie britannique, qui avait supporté tout le poids de la lutte et subi de lourdes pertes, se trouvait cruellement réduite. Les effectifs des bataillons, très inférieurs à la dotation théorique, étaient en outre composés en grande partie de nouveaux appelés. L'artillerie avait également subi des pertes sévères, tant en hommes qu'en matériel. Les pertes en officiers dépassaient d'une façon disproportionnée les fortes pertes en hommes de troupe. La lutte avait exigé des sacrifices sans précédent de la part des officiers en poste dans les régiments. Plus de 5 000 d'entre eux avaient été tués net et plus de 15 000 blessés pendant l'offensive de Passchendaele. Il était particulièrement difficile de compenser ces pertes – et effectivement elles ne l'ont jamais été. Nous avions toutes les raisons de croire que la plus grosse part des combats en France en 1918 retomberait sur la Grande-

Bretagne. On devait s'attendre à ce que les Français, qui avaient connu dès 1914 une hécatombe sans équivalent, et qui depuis avaient soutenu la lutte avec près de 120 divisions, conservent inévitablement et naturellement ce qu'il leur restait de force – si grande qu'elle se soit montrée par la suite – pour des situations extrêmes. Il était alors certain que les États-Unis, en dépit des efforts les plus grands et de leur désir ardent de partager nos épreuves, ne pourraient jouer qu'un rôle secondaire dans les batailles à venir. En fait, seules 8 ou 9 divisions américaines étaient fin prêtes pour monter en ligne avant la fin de l'été. On s'était vu forcé d'envoyer en Italie des renforts importants prélevés sur le front occidental, et l'on ne pouvait espérer aucune compensation venue d'ailleurs. Nous supportions également presque tout le poids de la guerre contre les Turcs et Allenby, loin d'être en mesure de libérer des divisions, insistait constamment pour se voir attribuer non seulement de nouvelles recrues, mais encore des renforts. Il fallait aussi trouver des troupes supplémentaires, tant britanniques qu'indiennes, pour l'armée de Mésopotamie ; enfin, le front de Salonique, où nous jouions pleinement notre rôle, ponctionnait sans arrêt nos ressources. C'est dans ces graves circonstances qu'il nous fallait envisager une offensive allemande surpassant en puissance et en violence tout ce que nous avions connu jusque-là.

L'écroulement définitif de la Russie avait libéré d'énormes quantités de troupes allemandes et autrichiennes. Pendant tout l'hiver, les transferts de divisions et de canons s'étaient poursuivis sans arrêt du front oriental vers le front occidental et, quoique dans des proportions moindres, vers l'Italie. Nous ne pouvions évaluer exactement l'ampleur de ces mouvements, mais les rapports du Renseignement, dont je m'efforçais de me pénétrer, révélaient semaine après semaine qu'un courant ininterrompu d'hommes et de matériel se dirigeait vers l'ouest. En observant les forces qui se trouvaient sur le théâtre principal des

opérations, il apparaissait indubitable que pour la première fois au cours de la guerre, y compris l'invasion initiale, l'Allemagne disposerait au printemps d'une forte supériorité numérique sur le front occidental. En outre, au début de cette nouvelle campagne, les divisions venues de Russie auraient passé près d'un an sans combat sérieux, ce qui leur permettait de récupérer et de s'entraîner. De notre côté, toutes nos unités combattantes avaient été décimées cinq fois de suite dans les six derniers mois de 1917. Enfin, l'ennemi disposait non seulement des masses d'artillerie allemandes et autrichiennes retirées du front russe, mais encore des 4 000 canons pris aux Russes et des 2 000 pris à l'Italie, au bas mot, en même temps qu'un immense butin de guerre de toute sorte.

Sir Douglas Haig réclamait tout naturellement et avec force que les officiers et les hommes indispensables pour hisser ses divisions à leur niveau de dotation normal lui fussent envoyés le plus rapidement possible. Robertson appuyait ses demandes et se montrait sérieusement inquiet. De la position centrale que j'occupais, entre l'armée et le Cabinet de guerre, disposant je le crois de tous les renseignements possibles, et à même de m'entretenir constamment avec le Premier ministre en tête à tête, je ne cessais d'insister pour que l'on renforçât immédiatement les armées de Sir Douglas Haig. M. Lloyd George envisageait avec effroi la tâche qui s'imposait à lui, celle d'envoyer à l'abattoir, par l'application de lois rigoureuses, ce qui restait d'hommes dans le pays. Les jeunes gens de dix-huit à dix-neuf ans, les hommes mûrs jusqu'à l'âge de quarante-cinq ans, le dernier frère survivant, le fils unique d'une mère (elle-même veuve), le père soutien de famille, le malingre, le phtisique, le soldat trois fois blessé – tous devaient se préparer à être fauchés par la mort. Pour faire face à l'offensive allemande quand elle se produirait – si elle se produisait –, il fallait jeter toutes nos ressources dans la balance, mais le Premier ministre craignait que ce qui nous restait de moyens ne fût dissipé dans une nouvelle bataille de Passchendaele.

C'est en décembre que l'ombre du doute envahit l'opinion militaire dans toute son horreur. On avait affirmé jusque-là au Cabinet que tout allait bien sur le front occidental et que, si l'on étendait la conscription, on pouvait envisager l'année nouvelle avec confiance. Au ministère de l'Armement, nous avions reçu depuis longtemps des instructions nous demandant de faire les préparatifs nécessaires à la reprise d'une offensive de trente semaines qui commencerait au début du printemps. Mais la fin de la bataille de Passchendaele mit également fin à ces illusions. L'État-Major général fut soudain parcouru par une sinistre conviction. Les voix qui réclamaient une nouvelle offensive se turent. On ne pensa plus qu'à la seule défensive – et contre des forces très supérieures. Ce fut une révolution à la fois silencieuse et totale. J'en ressentis un soulagement immédiat. Les membres du Cabinet de guerre n'en continuèrent pas moins pendant quelque temps à se reposer sur les déclarations confiantes faites en septembre par les généraux qui prônaient la persévérance à Passchendaele. Ils ne se rallièrent pas facilement à la *volte-face* des militaires et n'accueillirent qu'avec scepticisme des propos si éloignés de ceux qui leur étaient tenus quelques semaines auparavant.

J'insistais pour que le Cabinet envoyât tous les hommes nécessaires à la reconstitution de l'armée, et pour qu'en même temps il interdît formellement toute offensive nouvelle. Mais le Premier ministre ne se sentait pas assez fort, une fois ces troupes rendues en France, pour résister aux pressions des militaires en faveur de l'offensive qui avaient si souvent triomphé de l'opinion plus sagace des hommes d'État. Il opta donc, de toute la force de son autorité, pour une politique différente. Il ne donna son aval qu'à un renforcement modeste de l'armée, tout en rassemblant en Angleterre le plus grand nombre possible de réserves. Il pensait ainsi pouvoir à la fois empêcher une offensive britannique et alimenter les armées en hommes pendant tout le cours de l'année

inquiétante qui s'approchait. C'est ce qui se produisit dans les faits. Mais je soutenais, et je soutiens encore, que le Cabinet de guerre, s'il avait été résolu, se serait trouvé assez fort pour en même temps soutenir et contenir le haut commandement en France.

À ces efforts officiels et publics, j'ajoutai les prières personnelles les plus pressantes. Rien n'y fit. Le Premier ministre et ses collègues du Cabinet de guerre restaient inébranlables. Ils n'avaient cependant adopté la politique à suivre qu'après en avoir longuement délibéré. Ils s'opposaient absolument à toute reprise de l'offensive britannique en France. Ils désiraient que les armées britanniques et françaises adoptent en 1918 une position d'expectative et de défensive. Ils désiraient conserver une stricte maîtrise des effectifs restants jusqu'à ce que l'arrivée de millions d'Américains permît d'envisager un succès décisif. Pendant ce temps, des forces d'importance négligeable par rapport à celles du front occidental pourraient éliminer la Turquie de la guerre, ce qui redonnerait confiance à la population pendant cette longue et douloureuse veillée d'armes. Ils connaissaient parfaitement la concentration croissante des forces allemandes en face de Haig et ils en discutèrent à maintes reprises. Mais ils pensaient que l'offensive allemande se heurterait aux mêmes difficultés que celles qui nous avaient si longtemps tenu en échec, et que nos armées étaient amplement assez fortes pour se défendre. On laissa donc Haig attendre le printemps, avec une armée de 56 divisions d'infanterie ramenées chacune de 13 à 10 bataillons (ou de 12 à 9 si l'on n'y comprend pas le bataillon du génie) et de 3 divisions de cavalerie au lieu de 5[1] qui, en l'absence d'autres moyens, devaient en fin de compte rendre de précieux services.

Mais il n'était pas au bout de ses peines. Les Français, qui se nourrissaient également d'illusions, se manifestèrent à la même époque

en demandant instamment que les Britanniques occupent un secteur plus étendu du front. Un simple regard sur la carte montre qu'avec 100 divisions comprenant 700 000 fusils les Français tenaient 480 kilomètres de front, tandis que les 56 divisions britanniques comprenant 504 000 fusils n'en tenaient que 200. En d'autres termes, les Britanniques, dont le nombre d'hommes dépassait les deux tiers de celui des Français, ne tenaient pas le tiers de l'ensemble du front. Mais cette façon de voir était très superficielle. Une grande partie du front français était constituée par des secteurs continuellement tranquilles et la médiocrité du réseau ferré ennemi dans ces zones excluait toute possibilité d'offensive sérieuse. Les Britanniques, eux, tenaient la presque totalité du front le plus actif et ils avaient en face d'eux, même en janvier, une plus forte proportion de divisions allemandes qu'il ne s'en trouvait devant l'armée française : 79 divisions allemandes étaient déployées devant le front français, tandis qu'il ne s'en trouvait pas moins de 69 devant le secteur restreint des Britanniques. Enfin, la concentration des troupes allemandes devant le front britannique augmentait de semaine en semaine et il était déjà extrêmement probable que le premier assaut et le plus important serait lancé contre eux. En outre, les Français n'avaient pas livré de bataille d'importance depuis les mois d'avril et mai 1917, alors que l'armée britannique avait mené une offensive presque continue, en subissant comme nous l'avons vu des pertes calamiteuses. Enfin, le soldat français jouissait de permissions l'autorisant à retourner chez lui en nombre presque trois fois plus élevé que son camarade britannique, ce qui revient à dire qu'à un moment quelconque, il se trouvait proportionnellement trois fois plus de fusils français en dehors du front que de fusils britanniques.

Haig, cédant aux instances des gouvernements français et britannique, avait accepté en décembre de prolonger son front de 22 kilomètres et de l'étendre au sud jusqu'à Barisis, et les relèves

correspondantes avaient eu lieu en février. Les Français firent une autre demande pour obtenir que le front britannique fût étendu de 48 kilomètres vers le sud-est jusqu'à Berry-au-Bac, mais elle fut rejetée malgré la menace de démission formulée par M. Clemenceau, grâce à une menace analogue émanant du commandant en chef britannique.

Les frictions continuelles et la défiance qui caractérisaient les rapports de Sir William Robertson et de M. Lloyd George atteignirent leur point culminant au début de février. Le Premier ministre s'avançait précautionneusement mais inlassablement vers la conception du commandement unique, sans se sentir suffisamment fort pour révéler ses intentions. Faire aboutir une proposition qui placerait évidemment les armées britanniques sous les ordres d'un général français lui semblait être au-dessus de ses forces. C'était un terrain miné qui pourrait amener la démission simultanée de Sir William Robertson et Sir Douglas Haig. Il est probable que la majorité du Cabinet de guerre ne l'aurait pas appuyée et que l'opposition libérale aurait été unanime à la désapprouver. Le Premier ministre s'était à ce point résigné à ne pas poursuivre dans cette voie qu'il proclamait en décembre à la Chambre des communes au sujet d'un généralissime indépendant : « Je suis absolument opposé à cette suggestion. Elle ne pourrait fonctionner. Elle pourrait amener de véritables frictions et amener ces frictions non seulement entre les armées, mais encore entre les nations et les gouvernements. »

M. Lloyd George n'en continua pas moins, par une série de manœuvres extrêmement laborieuses dont il avait le secret, à s'acheminer graduellement vers son objectif. Il obtenait le 30 janvier, à la réunion du Conseil suprême de guerre à Versailles, la création d'une réserve générale de 30 divisions confiée à une commission où la Grande-Bretagne, l'Italie, les États-Unis et la France étaient représentés et dont le général Foch assurait la présidence. Cette proposition constituait sa

réponse, et celle du Cabinet de guerre, à un moment où on les accusait de diminuer imprudemment la force de l'armée britannique en France alors même que la concentration allemande s'amplifiait. Il est indiscutable que si l'on avait mis immédiatement ce plan à exécution et que Foch avait eu à sa disposition 30 divisions dont la mission première était de renforcer toute partie du front soumise à une attaque, Haig aurait été assuré de l'attribution de moyens beaucoup plus considérables à l'heure qui se rapprochait où il allait en avoir un si urgent besoin. Haig ne réserva cependant pas un bon accueil à cette proposition. Il déclara qu'il n'avait pas de divisions qu'il puisse libérer pour cette réserve générale, et qu'il n'en avait même pas assez pour tenir les secteurs des diverses armées. Dans ces conditions, l'affectation de certaines divisions britanniques à des missions dans d'autres secteurs ne pouvait que rester purement théorique. Il ne pouvait être question de lui enlever la moindre unité, sauf si l'offensive allemande se déclenchait ailleurs que sur son front.

Cette décision, ainsi que bien d'autres décisions prises par le Conseil suprême de guerre, resta lettre morte, et le temps passa sans que l'armée britannique reçût les renforts demandés par Haig, ou les réserves que Lloyd George s'efforçait d'obtenir.

Bien que ces 30 divisions fussent inexistantes, on n'en créa pas moins à Versailles un comité exécutif chargé d'en assurer la direction. Sir William Robertson soutint qu'en sa qualité de chef de l'état-major impérial, c'était à lui qu'il appartenait d'y représenter la Grande-Bretagne. Cela soulevait une question de fond sur laquelle le Premier ministre se sentait assez fort pour se battre. Il posa en principe que les deux fonctions ne pouvaient être remplies par une seule et même personne. Il avait l'intention bien arrêtée d'adjoindre au Cabinet un certain nombre d'autres conseillers militaires pour corriger et modifier les propositions de Robertson et de Haig afin d'éviter ainsi le retour

d'offensives analogues à celle de Passchendaele. Il aurait sans aucun doute utilisé également ces conseillers à l'élaboration de plans d'opérations ailleurs que sur le front occidental. Ce dispositif était indéfendable dans son principe, mais au lendemain de Passchendaele ses objectifs étaient méritoires. Il est inutile d'entrer ici dans toutes les complications et dans toutes les manœuvres qui entourèrent cette querelle. Le 11 février, Robertson en rentrant à Londres, qu'il avait assez imprudemment quitté pendant quelques jours, se vit remettre par le ministre de la Guerre une note signée le 9 par le Premier ministre. Celle-ci réduisait les pouvoirs du chef de l'état-major impérial à ceux qui prévalaient avant l'insuccès de Kitchener, tout en fixant les attributions indépendantes du représentant militaire britannique au Comité de Versailles. Elle nommait enfin Sir William Robertson à ce dernier poste et Sir Henry Wilson à celui de chef de l'état-major impérial. Robertson, surpris de cette disgrâce, refusa le poste de Versailles, au motif que ce dispositif n'était pas bon. La place de chef de l'état-major impérial, bien que réservée primitivement à Wilson, fut alors offerte incontinent à Sir Herbert Plumer, qui la refusa avec la même promptitude. On l'offrit finalement encore une fois à Robertson, avec les prérogatives réduites énoncées dans la note du Premier ministre. Le 16 février, Robertson refusait par écrit d'accepter les conditions imposées et le soir même le service de presse officiel faisait savoir que le Gouvernement avait « accepté sa démission ». Il avait en fait été renvoyé. Lord Derby, qui avait fait de son mieux pour réduire ces différends, offrit également sa démission, qui ne fut pas acceptée.

Les principes du devoir militaire dont Sir Douglas Haig s'était toujours invariablement inspiré l'empêchèrent, même dans cette période de tension avec le Gouvernement, d'ajouter sa propre démission au renvoi du chef de l'état-major impérial. Sir Douglas Haig était toujours prêt – à tort ou à raison – à démissionner quand il s'agissait de questions

qui, à ses yeux, mettaient en cause la sécurité des armées britanniques qu'il commandait. Mais c'était là les seules exceptions qu'il se permît de faire à ses obligations d'obéissance. Si son esprit avait été pénétré par quelque volonté d'intrigue personnelle, la crise qui sévissait entre le haut commandement et le pouvoir civil en aurait été fortement aggravée. Le Gouvernement avait à cette époque une situation assurée et il pouvait compter dans ces circonstances sur l'appui de l'opinion publique. Le Premier ministre ne céda pas. Quand Haig fit savoir, sans le moindre commentaire, qu'il restait à son poste, le Cabinet de guerre, qui nourrissait quelques inquiétudes, en fut grandement soulagé, et il nomma sans tarder Sir Henry Wilson au fauteuil vacant de l'état-major impérial à Whitehall.

Il serait injuste d'affirmer que les personnalités mêlées à ces tractations aient été influencées par d'autres motifs que celui du bien public. Mais sous le récit bénin des faits, les conflits sont évidents. Le Premier ministre, tout comme Sir William Robertson, prenait la chose très à cœur, tous deux mesuraient leurs forces et tous deux savaient les risques qu'ils encouraient. Il n'était plus possible à ces deux hommes de collaborer plus longtemps. La situation au centre même du pouvoir était devenue intolérable. On aurait dû la trancher depuis longtemps. Il est regrettable que cela n'ait pas pu se faire sous une forme plus simple.

Sir William Robertson était une personnalité militaire exceptionnelle. Son horizon de stratège était borné, mais ses conceptions étaient claires et nettes, dictées par l'expérience et par la pratique. Il avait, au cours de ses fonctions, remis en vigueur des méthodes bien structurées pour traiter des questions intéressant le War Office, et il avait donné un sang neuf à l'organisation de l'État-Major général. Il n'avait pas d'idées personnelles, mais un jugement sensé, plutôt porté aux solutions négatives. Il représentait le formalisme professionnel sous son image la plus évidente. Il avait une conception de la conduite de la guerre

complètement opposée à celle qui est exposée dans ces deux volumes, mais toujours honnêtement soutenue. Je fus heureux après la victoire, au moment où il prit sa retraite, de pouvoir, en qualité de ministre de la Guerre, le proposer au roi pour une promotion qui lui permit de terminer avec le bâton de maréchal une longue et honorable carrière commencée comme simple soldat.

Je n'ai pas été mêlé à l'agitation de ces soubresauts internes, car pendant toute la semaine je me trouvais sur le front, où j'avais beaucoup à faire, et ce n'est qu'à mon retour que j'appris les détails cachés de l'affaire auprès des différents acteurs du drame. La manière dont je concevais mes propres fonctions m'amenait à me tenir constamment au courant des conditions qui régnaient véritablement sur le front. Le commandant en chef m'accordait la plus grande liberté de mouvement à l'intérieur de la zone britannique et mettait à ma disposition tout ce qui pouvait me faciliter la tâche. J'étais des plus désireux de me rendre compte personnellement des dernières techniques de rétention des positions, qui s'inscrivaient dans les préparatifs en vue d'une grande bataille défensive. C'est guidé par l'expérience approfondie du général Lipsett, commandant la 3e division canadienne, que je pus examiner minutieusement, du front jusqu'aux arrières, l'ensemble du secteur qu'il occupait en face de Lens.

Le dispositif différait très sensiblement de ce que j'avais connu lors de mon service dans les Gardes en 1915 et en 1916 quand j'étais chef de bataillon. Le système de tranchées continues, leurs réseaux de barbelés, leurs parapets, leurs banquettes de tir, leurs traverses et leurs abris, leur première ligne fortement tenue par des hommes en grand nombre, qui constituait souvent la ligne principale de résistance – tout cela avait disparu. On ne maintenait le contact avec l'ennemi que par un chapelet d'avant-postes, dont quelques-uns étaient fortifiés, tandis que d'autres s'en remettaient simplement à leur invisibilité. En arrière, et sur une

distance de 2 000 à 3 000 mètres, on trouvait un système complexe de nids de mitrailleuses, presque toutes destinées au tir de flanc, qui s'appuyaient mutuellement. Des boyaux étroits permettaient d'y accéder et d'effectuer les relèves de nuit. Les réseaux de barbelés, au lieu d'être disposés latéralement suivant une bande continue le long du front, étaient placés obliquement et offraient des intervalles obligeant l'assaillant à s'engager dans des couloirs balayés sans pitié par le feu des mitrailleuses. Entre les points importants, on avait réservé des espaces libres pour que s'y déploie toute la puissance des barrages de protection. C'était là la zone de bataille proprement dite. À environ 2 000 mètres à l'arrière se trouvaient les positions de l'artillerie de campagne. Des ouvrages solides, auxquels on donnait le nom depuis longtemps oublié de redoute, un entrelacs de tranchées profondes et d'abris encore plus profonds soigneusement camouflés hébergeaient les troupes regroupées en réserve. Le poste de commandement de la brigade était situé en retrait, dans d'obscurs et modestes renfoncements et plus en retrait encore étaient dispersés les groupements des batteries lourdes et moyennes, à intervalles irréguliers soigneusement étudiés. Favorisés par le temps magnifique et par une journée calme, nous nous frayâmes prudemment un chemin à travers les ruines du village d'Avion, où des groupes de deux ou trois tirailleurs canadiens à la vue perçante poursuivaient des escarmouches continuelles avec les avant-postes allemands éloignés de 50 à 100 mètres.

Je dois reconnaître franchement que tout ce que je vis, tant sur les positions avancées que dans les dispositifs minutieusement mis en place beaucoup plus loin sur l'arrière, me donna confiance dans la puissance du système défensif qui s'était progressivement perfectionné au cours de la guerre. Pénétré des idées exposées dans le présent récit sur le rapport de force entre l'offensive et la défensive dans la guerre moderne, j'attendais, tout au moins en ce qui concernait ce secteur, le jour où les

Allemands goûteraient à leur tour la potion amère que nos armées avaient dû avaler pendant si longtemps. Hélas, les conditions qui régnaient dans ce secteur n'étaient absolument pas représentatives de celles de l'ensemble de nos lignes.

*
* *

Ce n'est pas faire injure aux qualités de Sir William Robertson que de rappeler ici le très vif plaisir avec lequel j'appris la nomination de Sir Henry Wilson au poste de chef de l'état-major impérial. Nous nous connaissions depuis des années. Je l'avais rencontré pour la première fois au Transvaal sur les berges de la Tugela en février 1900, et mon premier souvenir de lui était celui d'un commandant hagard, mais plein d'humour, sortant d'une nuit de sanglants combats au cours de la bataille de Pieter's Hill. C'est en discutant avec lui à partir de 1910 que j'avais étudié le problème d'une guerre entre la France et l'Allemagne. Bien que j'aie à cette époque exprimé, sur la phase d'ouverture des hostilités, des idées très différentes de celles qu'il mit en application, je lui dois beaucoup. Je n'oublierai jamais les remarquables prévisions qu'il avait formulées en août 1911 devant le Comité de défense impériale pendant la crise d'Agadir[2]. Nous étions très proches à ce moment-là, mais la crise disparut et la question irlandaise vint brutalement mettre fin à nos relations personnelles. La politique de Home Rule du gouvernement libéral provoquait chez ce fils dévoué de l'Ulster une irritation sans bornes. Au cours des journées de tension qui précédèrent la déclaration de guerre, nos obligations nous amenèrent à nous rencontrer à plusieurs reprises, mais uniquement pour des questions officielles. La mobilisation de la Flotte et la décision finalement prise de nous ranger aux côtés de la France, à laquelle j'avais contribué, dissipèrent toutes les préventions qui existaient encore dans l'esprit de

Wilson. Mais je ne le savais pas et je fus assez surpris de le voir arriver à l'Amirauté, un matin d'août, pour me faire une visite officielle à la veille de son départ pour la France. Il était venu m'assurer que tous les différends anciens étaient effacés, et que nous étions à nouveau bons amis. Il s'opposa par la suite à l'expédition des Dardanelles, car à cette époque il ne considérait la guerre que dans l'optique du front français. Son opinion se serait peut-être modifiée s'il avait eu une vision globale des données de la guerre. En tout cas, son action en tant que chef d'état-major s'étendit bien au-delà du front occidental. Mais ces divergences d'opinion n'avaient pas, autant que j'aie pu m'en rendre compte, altéré nos relations personnelles, et quand par la suite je pris le commandement d'un bataillon sur le front français, il fut des plus aimables à mon égard, et discuta souvent de l'ensemble de la situation tant politique que militaire avec la même liberté qu'il avait manifestée à Whitehall quand j'occupais une situation plus importante. Sa nomination comme chef d'état-major impérial amena immédiatement une collaboration des plus étroites entre les sphères de la stratégie et celles du matériel. Les conceptions que je me faisais de la guerre et qui sont exposées dans ces pages ont toujours reçu de lui un accueil empressé aussitôt suivi d'effet. Sa première décision ou presque fut de porter de 18 000 à 46 000 les effectifs demandés par le War Office pour le corps des blindés.

Le Cabinet de guerre trouvait pour la première fois dans la personne de Sir Henry Wilson un conseiller et un expert de remarquable intelligence, capable d'expliquer avec lucidité et force de conviction l'ensemble de la situation, et d'énoncer les raisons en faveur de l'adoption ou du rejet de toute mesure envisagée. Ces qualités font à tort ou à raison l'objet d'une méfiance systématique en Angleterre, mais elles sont indéniablement d'une aide précieuse dans la conduite des affaires publiques. Sir Henry Wilson atténuait constamment la clarté de sa

pensée par un maniérisme fantasque et par ses fioritures de langage. Il parlait par paraboles et avait recours à des images curieuses et des formules cryptiques. Il avait un vocabulaire à lui. Les politiciens étaient les « redingotes », Clemenceau était toujours nommé « le Tigre ». Il s'adressait même à lui en l'appelant « Tigre ». Son fidèle officier d'ordonnance, Duncannon, était le « Lord ». Il cultivait sa façon grotesque de prononcer les noms des villes et des généraux français. Il affectait la légèreté en discutant des questions les plus graves. Lors d'une réunion du Cabinet de guerre à laquelle j'assistais, il prit la parole pour dire : « Monsieur le Premier ministre, aujourd'hui je suis le Boche », puis il continua par un exposé pénétrant de la situation du point de vue du quartier général allemand. Un autre jour il représentait la France, ou bien la Bulgarie, et à mes yeux ces afféteries lui permettaient de mieux faire ressortir les véritables données de la question en discussion. Mais elles agaçaient certains ministres. Il n'allait pas aussi loin que le maréchal Foch, qui se muait parfois en mime pour exposer des questions militaires, mais leur façon de s'exprimer quand ils traitaient de la guerre se ressemblait beaucoup.

En écrivant cela, je le revois parfaitement, debout devant la carte de la salle du Conseil des ministres, donnant en style télégraphique un concentré d'informations :

> Nouvelle bataille ce matin, Monsieur. *(Le lecteur la reconnaîtra par ce qui suit.)* Cette fois c'est nous qui avons attaqué. Nous avons attaqué avec deux armées – une britannique, une française. Sir Haig est dans son train, Monsieur le Premier ministre, très mal à son aise près de la bonne ville d'Amiens. Et Rawly[3] est dans sa main gauche et Debeney dans sa main droite. Rawly utilise 500 chars. C'est une grande bataille, et nous avons

pensé que vous ne désireriez pas que l'on vous en parle au préalable.

Je ne certifie pas l'exactitude des termes, mais le ton y est bien. Nous devrions nous estimer heureux de ne pas connaître l'avenir. Je devais assister dans cette même pièce à une autre scène. Il n'y avait plus d'Henry Wilson. Le Premier ministre et moi nous faisions face, et sur la table qui nous séparait se trouvait le revolver qui une heure auparavant avait mis fin à la vie de cet homme loyal[4].

Je me suis écarté à la fois de mon récit et de la chronologie pour rendre hommage avec le plus profond respect à l'esprit militaire le plus compréhensif que nous ayons possédé de nos jours en Grande-Bretagne et à un soldat qui, sans commander d'armées, a exercé en certaines circonstances une influence profonde et bénéfique sur les événements les plus importants.

Avec lui, Sir Henry Wilson amenait au War Office comme second le brillant Harington, qui aux côtés de Plumer avait permis à la 2e armée d'acquérir une réputation inégalée. Je crois pouvoir dire que pour tout ce qui concernait la fabrication du matériel nécessaire à la campagne de 1919, et les réactions inévitables et profondes qu'elle pouvait avoir sur l'établissement des plans d'opérations, nous pensions exactement de la même façon. Il soutenait tous mes principaux projets de livraison de matériel aux armées et utilisait, sous les ordres de Sir Henry Wilson, tout le pouvoir de l'État-Major général pour faire aboutir les plans de la grande bataille d'engins mécaniques qui, nous en étions convaincus, devait enfin amener le succès décisif.

J'avais également trouvé un ami au War Office à cette époque, en la personne du général Furse, directeur général de l'artillerie. Il avait commandé la division dans laquelle j'avais servi pendant les quelques mois que j'avais passés sur le front, et nous avions discuté à maintes

reprises des projets que ma situation actuelle me permettait de réaliser. En vue d'assurer la liaison la plus étroite avec tout ce qui appartenait au vaste domaine de l'artillerie, je le nommai, avec l'approbation de Lord Milner[5], membre permanent du conseil de l'armement. C'est ainsi que tous ces organes d'importance considérable et qui, bien que subordonnés, n'en étaient pas moins vitaux firent converger tous leurs efforts dans le même sens à partir de ce moment-là ; et donc nous n'avions plus d'inquiétude à avoir en dehors de l'ennemi. C'est dans ce climat favorable que je mis la dernière main, pour le présenter au Cabinet de guerre le 5 mars, à un tour d'horizon de la situation et des perspectives pour 1919 conçu avant tout du point de vue de l'Armement, mais où je développais les arguments en faveur de la bataille à venir menée par des engins mécaniques.

Cependant, toute la fureur de l'orage était alors sur le point de se déchaîner sur nous et ces raisonnements allaient bientôt se trouver illustrés ou contredits sous le feu des événements. Ludendorff, en ouvrant à nouveau la phase des grandes batailles, et en y consumant la puissance allemande en des offensives désespérées sans posséder les véhicules et les armes mécaniques nécessaires, était l'homme destiné à déclencher cette « bataille générale des Alliés sur un front de 300 kilomètres » que j'avais envisagée pour 1919 dans mon tour d'horizon et qui termina la guerre – et à la déclencher, après des phases de terribles dangers, un an plus tôt que nos meilleurs plans n'auraient permis de le faire.

1. Deux divisions de cavalerie indiennes avaient été envoyées de France en Palestine.

2. Voir volume I, p. 61.

3. Le général Rawlinson. (WSC)

4. Il fut assassiné sur le pas de sa porte en plein Londres le 22 juin 1922 par des membres de l'IRA.

5. Lord Milner avait remplacé Lord Derby comme secrétaire d'État à la Guerre le 18 avril 1918. (WSC)

CHAPITRE XIX

LE 21 MARS

Au moment où la bataille de Passchendaele vivait ses derniers instants dans les bourrasques et les boues de l'hiver, les chefs militaires allemands se consacraient à l'étude d'une situation nouvelle. L'effondrement de la Russie leur avait permis de transporter un million d'hommes et 3 000 canons du front oriental sur le front occidental. Ils disposaient donc pour la première fois depuis l'invasion de 1914 d'une supériorité certaine par rapport aux Alliés sur le front français. Mais cette supériorité serait éphémère. Les États-Unis avaient déclaré la guerre et fourbissaient leurs armes, mais leurs troupes n'étaient pas encore là. Le jour où des masses considérables de soldats américains seraient formées, équipées, transportées et amenées sur la ligne de bataille, tous les avantages numériques que l'Allemagne avait obtenus par l'anéantissement de la Russie se trouveraient plus que contrebalancés. Le Grand Quartier général allemand connaissait également l'importance des pertes subies par l'armée britannique à Passchendaele et il pouvait raisonnablement compter sur un déclin sensible de sa force et de sa valeur combative. Enfin, l'exemple de la

victoire extraordinaire remportée par les Austro-Allemands à Caporetto faisait miroiter des perspectives tentantes.

C'étaient là sans aucun doute des conditions favorables à l'ouverture de négociations de paix. La Russie écrasée, l'Italie à bout de souffle, la France épuisée, les armées britanniques saignées à blanc, la menace toujours présente des sous-marins, l'éloignement des États-Unis distants de près de 5 000 kilomètres : tous ces facteurs se conjuguaient pour créer une situation où l'intervention des hommes d'État allemands pouvait s'exercer de façon décisive. Les immenses conquêtes allemandes en Russie ainsi que la haine et le mépris que les bolcheviks inspiraient aux Alliés permettaient à l'Allemagne de faire à la France d'importantes concessions territoriales et de proposer à la Grande-Bretagne la restauration complète de la Belgique. Du fait que la Russie soviétique avait déserté la cause alliée, ce qui faisait disparaître toutes les revendications russes, les négociations à entamer avec l'Autriche et la Turquie étaient elles aussi facilitées. Tout cela offrait donc à l'Allemagne une occasion extraordinaire de conclure la paix. Ce fut la dernière.

Mais rien de tout cela n'intéressait Ludendorff. À ce stade de la guerre, il faut voir en lui la personnalité qui imposait sa volonté au reste du pays. Placé à la tête de l'état-major allemand depuis la chute de Bethmann-Hollweg, il avait avec Hindenburg usurpé, ou tout au moins acquis, les leviers principaux du pouvoir. L'empereur, épouvanté dans son for intérieur par le cours des événements, soupçonné d'être pacifiste dans le fond de l'âme, jouait un rôle de plus en plus effacé. C'est ainsi qu'au cours de certains conflits d'autorité, le pouvoir militaire avait montré sa prépondérance à plusieurs reprises. Ce pouvoir reposait sur l'opinion technique des militaires, incapables de juger correctement bon nombre de forces maîtresses qui étaient à l'œuvre tant à l'intérieur du pays qu'à l'étranger. Il était d'autant plus dangereux qu'il n'était pas complet. Ludendorff et Hindenburg pouvaient faire adopter les décisions

cruciales qui leur convenaient en menaçant de démissionner. Or, ces décisions déterminaient le sort de l'Allemagne. Mais ils ne connaissaient qu'une partie du problème et ne pouvaient traduire ces décisions en actes que dans leur propre secteur, en matière militaire. La concentration du pouvoir suprême entre le roi, le guerrier et l'homme d'État qui caractérise les grands conquérants de l'histoire était totalement absente.

Ludendorff avait résolu de conserver la Courlande, la Lituanie et la Pologne à l'est. N'était-ce pas dans ces régions qu'il avait acquis sa renommée ? Il était également déterminé à conserver une partie de la Belgique, dont Liège, où il s'était aussi distingué. Cela lui semblait impératif si l'on voulait assurer aux armées allemandes une base de départ stratégique favorable pour une autre guerre à venir. Loin d'être disposé à céder une partie de l'Alsace-Lorraine, il considérait, avec l'état-major, l'annexion d'une zone de protection à l'ouest de Metz, y compris le bassin de Briey, comme une simple mesure de prudence. Ces postulats, s'ajoutant à l'appoint des nouvelles armées provenant du front russe, décidèrent de la suite des événements.

Le 11 novembre 1917, date qui fut célébrée par la suite pour d'autres raisons, Ludendorff, Kuhl et Schulenburg se réunissaient à Mons. On n'avait pas jugé utile de déranger Hindenburg, le prince Rupprecht ni le Kronprinz, les supérieurs théoriques de ces grands officiers d'état-major. Cette conférence posa certains principes : on déclencherait une offensive suprême sur le front occidental, mais comme on ne disposait que du nombre d'hommes nécessaires pour l'exécuter, on ne ferait pas de diversions ailleurs ; l'offensive devrait avoir lieu en février, ou au début de mars, avant que les Américains n'aient pu déployer leurs forces ; enfin, c'était l'armée britannique qu'il fallait battre. On envisagea divers plans d'opérations différents, et ordre fut donné d'en mettre au point les détails. Chacun reçut un nom de code. Le

plan d'attaque de Kuhl sur le front La Bassée-Armentières fut baptisé « Saint Georges I », l'attaque sur le saillant d'Ypres « Saint Georges II », celle sur Arras-Notre-Dame-de-Lorette « Mars ». D'autres enfin s'appelaient « Michel I, II, et III ». Ce ne fut que le 24 janvier, après une étude de détail approfondie, que l'on se décida finalement pour les plans « Michel ».

Le but de cette offensive était de battre en brèche le front allié jusqu'à la Somme entre Ham et Péronne. La date en fut originalement fixée au 20 mars. La bataille devait s'étendre quelques jours plus tard par l'attaque « Mars sud », tandis qu'une attaque secondaire de diversion dénommée « Archange » serait exécutée par la 7e armée au sud de l'Oise. Les préparatifs des deux « Saint Georges » devaient être terminés également au début d'avril. On disposait de 62 divisions pour les trois « Michel » et « Mars sud ». Malgré quelques divergences de vues avec Schulenburg et Hutier quant à la direction et à l'importance des différentes phases de l'offensive, Ludendorff s'en tint à sa propre conception : « Il fallait battre les Britanniques. » Le mieux, pour les battre, était de les attaquer de part et d'autre de Saint-Quentin en faisant ainsi tomber le saillant de Cambrai. La 18e armée s'établirait par la suite en flanc défensif le long de la Somme pour contenir les Français, et le reste des forces allemandes disponibles, avançant selon un mouvement tournant, attaquerait les Britanniques en direction du nord-ouest pour les rejeter sur la côte. Les deux plans « Saint Georges » seraient mis à exécution par la suite en vue de porter un coup final et décisif. C'est sur ces bases que toutes les armées allemandes intéressées achevèrent leurs préparatifs. Le 10 mars, l'empereur donnait finalement sa sanction à l'ordre suivant :

LE CHEF D'ÉTAT-MAJOR GÉNÉRAL

Grand Quartier général 10/3, diffusé le 12/3

Sa Majesté ordonne :

1. – L'offensive « Michel » aura lieu le 21 mars. Les positions ennemies seront abordées à 9 h 40 du matin.

2. – Le premier objectif tactique du groupe d'armées du prince héritier Rupprecht est de couper de leurs arrières les Britanniques qui tiennent le saillant de Cambrai et, au nord de l'Omignon jusqu'à son confluent avec la Somme, de s'emparer de la ligne Croisilles-Bapaume-Péronne… Si l'aile droite progresse très favorablement, elle poussera jusqu'au-delà de Croisilles. La mission ultérieure du groupe d'armées est de s'avancer en direction d'Arras-Albert, sa gauche fixée à la Somme près de Péronne, son attaque principale se faisant sur la droite en vue d'ébranler le front anglais en face de la 6e armée et de libérer ainsi, en vue de la marche en avant, les troupes allemandes stationnées dans ce secteur. En cas de réussite, toutes les divisions se trouvant à l'arrière des 4e et 6e armées seront immédiatement poussées en avant.

3. – Le groupe d'armées du Kronprinz doit en premier lieu s'emparer de la Somme et du canal Crozat au sud de l'Omignon. La 18e armée prendra les points de passage sur la Somme et le canal par une avance rapide. Elle doit se tenir prête également à étendre sa droite jusqu'à Péronne. Le groupe d'armées étudiera la possibilité de renforcer la gauche de cette armée par des divisions prélevées sur les 7e, 1re et 3e armées.

4. – La 2e division de la Garde, la 26e division du Wurtemberg et la 12e division restent sous les ordres du Grand Quartier général.

5. – Le Grand Quartier général réserve sa décision en ce qui concerne l'exécution des plans « Mars » et « Archange » et elle sera fonction de la tournure prise par les événements. Les

préparatifs associés à ces plans seront poursuivis sans discontinuer.
6. – Les autres armées agiront en conformité de l'ordre d'opérations n° 6925 du 4 mars. Le groupe d'armées Rupprecht protégera l'aile droite de l'opération « Mars-Michel » d'une contre-attaque britannique. Le groupe d'armées du Kronprinz se repliera devant toute attaque importante exécutée par les Français contre les 7e (sauf le front Archange), 3e et 1re armées.
En ce qui concerne les groupes d'armées de Gallwitz et du duc Albert, le Grand Quartier général réserve sa décision quant aux mesures stratégiques à prendre en cas d'attaque française importante ou au transfert ultérieur de divisions vers la zone de bataille.

Hindenburg

Le 19 mars, accompagné par le directeur général de l'artillerie, je réunissais au dépôt d'armes de Montreuil une conférence où se trouvaient le chef d'état-major, le commandant du corps des blindés et un certain nombre d'officiers et d'experts, en vue de fixer le programme de construction de chars en 1919, et de régler les dates et l'organisation de la livraison des chars en 1918. J'étais l'hôte du commandant en chef. Après le déjeuner, Sir Douglas Haig m'emmena dans son bureau personnel pour m'expliquer sur la carte la situation telle qu'il l'envisageait. L'énorme concentration allemande devant le front britannique, tout particulièrement en face de la 5e armée, était évidente. Bien que rien ne fût certain, le commandant en chef s'attendait tous les jours à une attaque de première importance. Les masses ennemies qui se trouvaient dans le nord permettaient l'attaque du front britannique depuis Ypres jusqu'à Messines. Mais il fallait visiblement s'attendre à ce

que l'offensive se développât surtout dans les secteurs compris entre Arras et Péronne, et même plus au sud. Toutes ces éventualités m'avaient déjà été exposées en détail le jour précédent par le général Birch, commandant de l'artillerie. Sa carte indiquait très nettement les zones que les Allemands infectaient à l'ypérite (pour les rendre sans doute infranchissables pendant quelques jours aux deux partis) ainsi que les larges brèches comprises entre ces zones d'où serait sans aucun doute lancée l'offensive allemande. De fortes concentrations ennemies, bien que moins prononcées, avaient lieu également en face des Français, dans le secteur de l'Aisne. En gros, plus de la moitié des divisions allemandes du front occidental se trouvait devant les armées britanniques, et le nombre des fusils, l'indice le plus significatif, se trouvait être sur de larges étendues quatre fois supérieur à ce qu'il était devant le front français.

Le commandant en chef envisageait le choc des armées à venir d'un œil inquiet mais résolu. Il insistait fortement sur l'effort exagéré qu'avait imposé à ses armées l'accord conclu par le Cabinet de guerre avec les Français, auquel il n'avait consenti qu'à contrecœur et qui étendait le front britannique au sud jusqu'à Barisis. Il se plaignait également de la pression que l'on exerçait sur lui dans cette situation pour l'amener à transférer une forte proportion des troupes limitées dont il disposait vers une réserve générale. Il n'avait même pas les moyens voulus pour constituer des réserves de secteur et de quartier général. Comment trouver dans ces conditions des troupes pour une réserve générale ? Je lui fis valoir que si comme il en était convaincu l'assaut principal de l'ennemi avait lieu contre les Britanniques, il retirerait le bénéfice de la totalité de cette réserve et que dans le cas contraire la question tombait d'elle-même. Il me répondit qu'il préférait l'accord passé avec le général Pétain qui prévoyait que 7 ou 8 divisions britanniques ou françaises seraient tenues prêtes à se déplacer latéralement vers le nord ou vers le

sud, selon que l'attaque se déclencherait sur le front français ou sur le front britannique. L'examen de l'ensemble du front montrait que 110 divisions allemandes, dont 40 au moins se trouvaient en face de la 5e armée, étaient rassemblées devant les 57 divisions britanniques, que 85 divisions allemandes faisaient face à 95 divisions françaises et que 4 divisions allemandes se trouvaient devant les 9 premières divisions américaines (équivalentes en force à 7 divisions françaises) qui venaient de monter en ligne en certains points du front, en particulier dans les environs de Saint-Mihiel.

Notre conversation prit fin vers 15 heures. Quand je sortis, le directeur général de l'artillerie me suggéra que, puisque je disposais encore de deux jours avant que la conférence sur la guerre chimique ne s'ouvrît à Saint-Omer, nous devrions faire une visite rapide à notre ancienne division, la 9e. C'est dans cette division que j'avais servi pendant qu'il la commandait et elle se trouvait maintenant sous les ordres du général Tudor, avec lequel j'entretenais des relations d'amitié depuis le temps où nous étions jeunes officiers aux Indes. Le quartier général du général Tudor se trouvait à Nurlu, dans la région dévastée à une quinzaine de kilomètres au nord de Péronne, près du saillant des lignes britanniques et au cœur du front menacé. Nous fûmes accueillis très cordialement quand nous arrivâmes à la nuit tombée dans un secteur tranquille éclairé à de rares intervalles par la lueur des coups de canon.

Le général Tudor attendait fébrilement l'heure de l'attaque. Tout était prêt. À notre question, « Quand pensez-vous que cela ait lieu ? », il répondit : « Peut-être demain matin, peut-être le jour suivant, peut-être la semaine d'après. » Nous passâmes toute la journée du lendemain dans les tranchées. Un silence mortel et suspect planait sur tout le front. Il s'écoulait des heures sans qu'on entendît un coup de canon. Pourtant, des champs éclairés par le soleil émanait comme un mauvais présage. La

9e division tenait ce qu'elle appelait « le front du désastre » c'est-à-dire les positions où le front s'était stabilisé après la contre-attaque réussie des Allemands qui avait suivi la bataille de Cambrai. Nous examinâmes toutes les parties de la défense depuis le bois de Gauche, tenu par les vaillants soldats sud-africains, surnommés « les Springboks », jusqu'aux pentes situées derrière le village d'Havrincourt où se trouvaient les positions de l'artillerie mi-lourde. On n'avait certainement rien négligé de tout ce que la pensée et l'effort de l'homme peuvent accomplir. Le secteur n'était, sur une profondeur de plus de 6 kilomètres, qu'un labyrinthe de barbelés et de nids de mitrailleuses installés à des points scientifiquement calculés. Les troupes, bien que très dispersées sur le terrain, étaient disposées de façon à obtenir de chaque homme le rendement maximum. Des bruits, mais aussi le raisonnement, avaient amené à penser que les Allemands utiliseraient de nombreux chars et l'on avait construit dans ce but de larges champs de mines constitués par des obus à détonateur sensitif enterrés au milieu d'entrelacs de fils de fer. Nous cheminions prudemment par les pistes étroites qui traversaient ces zones. Le soleil se couchait au moment où nous quittions le bois de Gauche et où nous prenions congé des Sud-Africains. Je les revois encore, aussi sereins que les Spartiates de Léonidas la veille de la bataille des Thermopyles.

Avant que je n'aille retrouver mon lit dans les ruines de Nurlu, Tudor me dit : « Le moment approche certainement. Ce soir, des raids de reconnaissance dans les tranchées allemandes ont permis d'identifier pas moins de huit bataillons ennemis sur une portion de front qui ne dépasse pas 800 mètres. » La nuit fut calme, on n'entendait que le grondement d'une artillerie assez lointaine, ainsi que des explosions étouffées provenant de bombardements aériens occasionnels. Je m'éveillai dans un silence complet quelques minutes après 4 heures et je restai à rêvasser. Soudain, après un laps de temps qui me parut être

d'environ une demi-heure, le silence fut rompu par six ou sept explosions très bruyantes et très violentes à plusieurs kilomètres de là. Je pensai qu'elles provenaient de nos canons de 305, mais c'étaient probablement des mines. Puis, à la façon dont les notes se succèdent quand un pianiste promène ses doigts d'un bout à l'autre du clavier, il se déclencha en moins d'une minute la canonnade la plus épouvantable que j'entendrai jamais. « À 4 h 30, comme le rapporte Ludendorff, notre barrage s'abattit avec fracas. » Très loin, à la fois au nord et au sud, un grondement qui avait l'intensité d'un roulement de tonnerre se réverbérait vers nous tandis qu'à travers les fentes de la fenêtre soigneusement recouverte de papier les lueurs vacillantes du bombardement d'artillerie éclairaient par intervalle mon étroit réduit.

Je m'habillai et je sortis. Je rencontrai Tudor sur le chemin de rondins qui se trouvait devant le mess. « Là, ça y est, me dit-il. J'ai donné l'ordre à toutes nos batteries d'ouvrir le feu, vous allez les entendre dans une minute. » Mais le fracas des obus allemands éclatant sur nos tranchées à 7 000 mètres de là était si gigantesque que le nouveau tumulte causé par près de 200 canons qui tiraient beaucoup plus près de nous ne pouvait même pas s'en distinguer. Du poste de commandement de la division situé sur les hauteurs de Nurlu, on apercevait les positions sur plusieurs kilomètres. Elles se déployaient autour de nous en une large courbe de flammes rouges sautillantes qui s'étendait à l'infini, au nord sur tout le front de la 3e armée et au sud sur celui de la 5e. Il restait encore deux heures avant le lever du jour et les formidables explosions des obus qui déferlaient sur nos tranchées étaient si voisines et se succédaient si rapidement qu'il était à peine possible de les distinguer les unes des autres, tant elles paraissaient se toucher. Au milieu des obus qui éclataient on voyait s'élever par intervalles, mais presque continuellement, les flammes beaucoup plus grandes des

magasins de munitions qui sautaient. La puissance et l'intensité du bombardement dépassaient tout ce que l'on avait jamais vu jusque-là.

Un seul canon tirait sur notre poste de commandement, il appartenait à la catégorie dite « Percy » et tous ses projectiles tombaient à une centaine de mètres, sans causer de dommages. À 400 mètres plus au sud, un canon de calibre nettement plus fort mettait en pièces la cantine de la division. La lumière du jour apparut sur cet enfer, où les flammes vacillaient sous un linceul de nuées d'où s'élevaient les panaches de fumée en forme de champignons des dépôts de munitions qui explosaient. Les devoirs de ma charge me contraignaient à quitter ce spectacle : à 10 heures je dis adieu à nos amis, la gorge nouée, pour regagner Péronne en automobile sans le moindre incident sur la route. Tudor m'avait laissé l'impression d'être aussi inébranlable que peut l'être une pointe de fer fichée dans un sol gelé, et les événements prouvèrent que je ne m'étais pas trompé. La 9e division conserva en effet non seulement sa zone de bataille, mais encore sa zone avancée à la jonction des 3e et 5e armées, face à tous les assauts, et elle ne se replia que quand elle en reçut l'ordre afin de se conformer au mouvement de retraite générale.

Il n'est guère possible de donner ici autre chose qu'un aperçu sommaire de la bataille. Il en existe des récits nombreux et excellents et l'on en écrira encore beaucoup d'autres. Si l'on tient compte à la fois de son importance et de son intensité, du quantitatif et du qualitatif, on ne peut que considérer l'offensive « Michel » comme la plus grande offensive qu'ait jamais enregistrée l'histoire, sans exception aucune. De la Sensée à l'Oise, sur un front dépassant 60 kilomètres, les Allemands lancèrent simultanément 37 divisions d'infanterie appuyées par près de 6 000 canons. Ils avaient en outre près de 30 divisions en réserve immédiate. La ligne de bataille britannique correspondante comprenait

17 divisions et 2 500 canons, plus 5 divisions en soutien. Trois divisions allemandes exécutèrent en outre une attaque au sud de l'Oise contre une division britannique. En tout, les Allemands avaient rassemblé plus de 750 000 hommes pour les envoyer contre 300 000 Britanniques. Dans les deux secteurs d'une quinzaine de kilomètres chacun situés au nord et au sud du saillant où se trouvait la 9e division, la densité du dispositif ennemi avait permis de lancer une division à l'assaut sur chaque tronçon d'un kilomètre, ce qui leur donnait une supériorité de quatre contre un.

Les troupes britanniques engagées dans la bataille comprenaient la totalité de la 5e armée et près de la moitié de la 3e, placées sous les ordres des généraux Gough et Byng. Le système de défense comprenait une zone avancée destinée à retarder l'ennemi et à rompre ses formations d'attaque, puis une zone de bataille où devait avoir lieu la confrontation principale. Ce système défensif, d'une profondeur moyenne d'environ 6 kilomètres, était suivi d'une zone de réserve que l'on n'avait pu fortifier, faute de temps et de main-d'œuvre, sauf pour la défense des batteries mi-lourdes et lourdes. Par ailleurs, sur l'ensemble du front de la 5e armée, mais surtout dans le secteur d'occupation récente compris entre l'Omignon et Barisis, bon nombre d'endroits retranchés n'avaient que des défenses rudimentaires. Les positions arrière, par exemple, ne comprenaient qu'une seule ligne profonde de quelques dizaines de centimètres dans l'herbe, et elles manquaient encore de voies de communication, de bonnes routes et de chemins de fer à voie étroite. Le système défensif était constitué par un dispositif compliqué de petites postes, de nids de mitrailleuses, de redoutes s'appuyant les uns les autres et reliés quand il était nécessaire par des tranchées et des galeries ; le tout était couvert ou soutenu par des barrages d'artillerie soigneusement étudiés. Les Britanniques se trouvaient adossés aux déserts du champ de bataille de la Somme. Leur

gauche s'appuyait au butoir solide des hauteurs de Vimy, leur droite était en contact avec des forces françaises relativement faibles.

La surprise n'était pas due au moment ou à la direction générale de l'attaque, mais à son ampleur, à sa masse et à son intensité. Après un bombardement d'une violence incroyable qui dura tout au plus de deux à quatre heures, accompagné sur certains points par des émissions importantes de gaz toxiques, l'infanterie allemande se porta à l'attaque. Toute cette région avait été occupée par l'ennemi en 1915 et pendant la plus grande partie de 1916, et chaque unité comptait beaucoup d'officiers et d'hommes qui connaissaient chaque pouce de terrain. La méthode d'attaque adoptée était une extension de la méthode « d'infiltration » mise en œuvre pour la première fois au cours de la contre-offensive qui avait suivi la bataille de Cambrai. Du moins pendant la phase initiale de l'attaque, elle fut favorisée par un brouillard bas et dense par endroits. Le système de postes détachés sur lequel reposait toute la défensive britannique, et qui en raison de leur nombre relativement restreint se trouvaient particulièrement exposés, n'était efficace que si les mitrailleuses, et jusqu'à un certain point l'artillerie d'appui, avaient la vision nette du terrain. Le brouillard permit à l'infanterie allemande d'entrer facilement dans la zone avancée par petits détachements formés de troupes de choc transportant des mitrailleuses et des mortiers de tranchée. Ces groupes étaient suivis par des unités plus importantes qui dès midi avaient pénétré sur de nombreux points dans la zone de bataille. Les postes britanniques dépassés, démolis ou suffoqués par le bombardement ou par les gaz, désorientés et perturbés par le brouillard, isolés et souvent pris à revers, se défendirent obstinément avec des résultats variables. Un très grand nombre de combats sanglants se déroulaient sur l'ensemble d'un champ de bataille qui s'étendait approximativement sur 250 km^2. Mais les Allemands, grâce à leur excellente organisation, à leur connaissance du

terrain et à leur forte supériorité numérique, continuèrent pendant toute la journée à progresser dans la zone de bataille et à la percer même en certains points. À la nuit tombante, toutes les divisions britanniques, sauf celle qui se trouvait au sud de l'Oise, avaient dû abandonner leurs positions premières et se trouvaient mêlées à l'ennemi en de nombreux points de la zone de bataille.

La résistance opiniâtre des postes britanniques isolés a fait payer cher à l'ennemi l'avance réalisée et la part qu'ils ont prise au résultat final n'est pas négligeable. Les Allemands se rendirent compte, dès le début, qu'ils avaient affaire à des troupes qui se battraient aussi longtemps qu'elles auraient des munitions, sans s'inquiéter de ce qui se passait dans les autres secteurs du front, ni des espoirs de victoire ou des chances d'en réchapper qui leur restaient.

Les combats se poursuivaient sans arrêt. Les Allemands ne cessaient de jeter des troupes fraîches dans la bataille. Au soir du 22, la 5e armée britannique avait été entièrement délogée de sa zone de bataille et la moitié de l'armée se trouvait au-delà de sa dernière position défensive. La 3e armée britannique se battait encore dans la zone de bataille et dans ses environs. La percée des Allemands au sud de l'Oise avait fait de sérieux progrès. Les pertes britanniques en tués, blessés ou prisonniers dépassaient 100 000 hommes et l'on avait déjà perdu près de 500 canons. Les Allemands avaient également subi une énorme hécatombe. Ils payaient tout nouveau progrès par des pertes correspondantes, mais qui ne changeaient pas grand-chose en cette phase critique vu l'importance de leur force numérique. Ils disposaient de réserves impressionnantes à proximité. En revanche, les Britanniques n'avaient que 8 divisions en réserve générale, dont 5 disponibles immédiatement, et les Français se déplaçaient trop lentement ou se trouvaient trop éloignés pour pouvoir être d'une quelconque utilité avant

plusieurs jours. C'est pourquoi le 22 au soir Sir Hubert Gough donna l'ordre à la 5e armée de se replier derrière la Somme. Ses instructions prescrivaient de « défendre à tout prix le centre important de Péronne ainsi que la partie de la Somme qui se trouvait au sud ». Son repli sur cette ligne en menant un combat d'arrière-garde se justifiait pleinement. Mais après son commencement, il était très difficile d'arrêter le recul d'une ligne aussi ténue sur un front aussi étendu tant que la pression de l'ennemi continuait à s'exercer. Les conditions dans lesquelles se trouvaient les divers corps d'armée, ou les divisions, étaient si différentes que ceux qui faisaient front se trouvaient exposés à voir leurs flancs découverts par la retraite des voisins. On fit sauter une grande partie des ponts qui enjambaient la Somme, mais il en resta un nombre suffisant – et notamment les ponts les plus importants, confiés aux services du chemin de fer et non aux troupes – pour permettre aux Allemands de faire passer rapidement leur artillerie de l'autre côté de la rivière. Celle-ci pouvait en outre être facilement traversée à gué à cette époque de l'année.

La ligne de bataille britannique fut donc obligée de se replier en traversant l'affreux paysage de désolation des vieux champs de trous d'obus pendant cinq jours consécutifs. Le corps de la cavalerie occupait les brèches de la ligne, et l'aviation, qui concentrait tous ses moyens sur la zone des combats en volant à faible altitude, infligea de lourdes pertes aux interminables colonnes qui poursuivaient leur progression. Pendant ce temps, des réserves tirées de toutes les autres parties du front, ainsi que des unités improvisées formées dans les écoles et les établissements techniques, arrivaient continuellement sur le champ de bataille. Au même moment, chaque journée de progression affaiblissait la puissance et l'élan de la poussée allemande. Les combats véritables cédèrent la place aux douloureux efforts déployés par deux armées à bout de force qui faisaient route vers l'ouest, et quand les Britanniques eurent reçu des

renforts en nombre suffisant pour leur permettre de mettre fin à leur repli général, leurs poursuivants se trouvaient aussi épuisés qu'ils pouvaient l'être et fort éloignés de leur artillerie et de leur ravitaillement. Au soir du 27, la première période de crise de la grande bataille était terminée.

Tous les plans « Michel » avaient produit leur effet, mais où en était l'opération « Mars » ? La 6e armée allemande et la droite de la 17e devaient entrer en lice le 23 du côté d'Arras et de la crête de Vimy. Si elles n'ont pas attaqué avant le 28, ce fut pour de très bonnes raisons. Le général Byng avait replié secrètement ses troupes de la première position de Monchy pour leur faire occuper une position située à 6 kilomètres à l'arrière. Les Allemands bombardèrent les tranchées vides d'un front factice, et il leur fallut quatre jours et quatre nuits pour faire avancer leur artillerie et préparer l'assaut contre la nouvelle position. C'est ainsi que la deuxième grande vague ne coïncida pas avec la première à l'instant où elle déferlait dans toute sa force. Cette seconde grande bataille n'ajouta rien à la puissance de la première, car elle se produisit isolément, quand la période décisive était passée. Enfin, l'avance réalisée par les 2e et 17e armées allemandes au cours de la première attaque ne répondait pas aux résultats qu'en attendait Ludendorff. Il fut donc amené dans la matinée du 23, à 9 h 30, à renoncer à ses visées stratégique premières, qui reposaient sur l'espoir de la défaite complète et du rejet sur la côte des armées britanniques en France, et à se contenter, ce qui constituait un bel objectif, de chercher à couper les Britanniques des Français en s'emparant d'Amiens, vers lequel s'avançaient ses 18e et 2e armées. À midi, il donnait l'ordre suivant : « Une partie considérable de l'armée britannique vient d'être battue… Le but à poursuivre maintenant est de séparer les armées françaises et britanniques en progressant rapidement sur les deux rives de la

Somme. » Cet ordre indiquait déjà une réduction remarquable de ses ambitions antérieures.

L'attaque contre la position d'Arras (plan « Mars »), qui avait été retardée, commença le 28 au matin. Elle était menée sur un front de 30 kilomètres par 20 divisions allemandes face à 8 divisions britanniques. Les techniques de combat furent les mêmes de part et d'autre que le 21 mars. Mais la visibilité était bonne et les mitrailleuses et l'artillerie de la défense purent agir de concert avec le maximum d'efficacité. Les Allemands furent décimés et partout repoussés. Il fut même possible de conserver la zone avancée en de nombreux points du front. Nulle part la zone de bataille n'avait été sérieusement entamée. Les divisions qui tenaient ces positions n'eurent pas à faire appel aux réserves des autres secteurs. Les Allemands, qui s'avançaient avec la plus grande bravoure, furent fauchés par milliers[1]. Après huit jours de bataille, l'armée britannique, sans avoir pour ainsi dire reçu d'aide des Français, avait réussi à arrêter ou à briser la plus grande offensive jamais lancée.

Les Français étaient entrés en action à intervalles irréguliers et avec de maigres forces dans la partie sud du champ de bataille à partir du 23 au matin. Ce jour-là, une division (la 125^{e}) avait été mise en ligne à l'aube, et une division de cavalerie à pied l'avait rejointe dans la soirée. Les 9^{e}, 10^{e}, 62^{e} et 22^{e} divisions françaises entrèrent en lice dans l'après-midi du 24, bien que deux d'entre elles n'eussent pas d'artillerie, qu'elles fussent toutes dépourvues de leurs cuisines roulantes et qu'elles n'eussent pas plus de cinquante cartouches par homme. Le 25 au matin, le général Fayolle prenait le commandement de tout le secteur de la 5^{e} armée au sud de la Somme. Mais les troupes britanniques épuisées n'en continuèrent pas moins à supporter, même dans cette zone, la plus grosse part de la lutte. Avant la fin de la journée du 28, alors que les première et deuxième phases critiques de la bataille étaient passées, les

Français n'ont eu à aucun moment plus de 6 divisions au combat simultanément, et aucune n'a participé à un engagement sérieux. Jusqu'à son tournant du 28, la confrontation eut lieu entre les seuls Britanniques et les Allemands.

La bataille allait entrer dans sa dernière phase, et les Français, dont les forces commençaient à se concentrer sur les parties menacées du front, allaient y jouer un rôle égal à celui des Britanniques. La 18e armée allemande, balayant devant elle la faible résistance française, s'était emparée de Montdidier dans la journée du 27. Mais la progression allemande s'arrêta là. Voici ce que dit Ludendorff :

> Les troupes ennemies se faisaient désormais plus denses, elles prenaient même l'offensive en certains points, tandis que nos armées n'étaient plus suffisamment fortes pour les repousser sans être appuyées par d'autres éléments. Les munitions manquaient, et le ravitaillement devenait difficile. Il fallait consacrer trop de temps, en dépit des mesures prises à l'avance, à la remise en état des routes et des voies ferrées. La 18e armée prenait l'offensive le 30 mars entre Montdidier et Noyon après avoir refait le plein de munitions. Le 4 avril, la 2e armée, et la droite de la 18e attaquèrent à Albert, au sud de la Somme en direction d'Amiens. Ces opérations furent *indécises*[2]. Il était avéré que nous n'avions pas les moyens de venir à bout de la résistance ennemie… En avril, la bataille était finie.

Examinons le déroulement véritable des événements. À qui revient la victoire ? Je soutiens, contrairement au verdict généralement accepté, que si l'on tient compte du bilan difficilement contestable des gains et des pertes, les Allemands furent nettement battus. Ludendorff n'a réalisé

aucun de ses objectifs stratégiques. Dès la matinée du 23, il s'était vu contraint d'abandonner toute idée d'écraser et de rejeter à la mer la masse principale des armées britanniques, et avait dû se contenter de l'espoir de prendre Amiens et de séparer peut-être les Britanniques des Français. Il renonçait dès le 4 avril à obtenir ces deux résultats secondaires pour lui, mais fort importants en eux-mêmes. « Dans le domaine stratégique, écrit-il, nous n'avions pu réaliser ce que les événements du 23, du 24 et du 25 nous avaient permis d'espérer. Il était particulièrement décevant… que nous n'ayons pu non plus prendre Amiens. » Quels avaient donc été leurs gains ? Les Allemands avaient réoccupé leurs anciens champs de bataille et les régions qu'ils avaient si cruellement ravagées et dévastées l'année précédente. Ils avaient repris possession de ces lugubres trophées. Ils ne récupéraient ni provinces fertiles, ni cités prospères, ni la protection d'une rivière ou d'une barrière de montagnes, ni des ressources nouvelles et intactes, mais uniquement des champs de cratères d'obus qui s'étendaient lamentablement à perte de vue dans toutes les directions. Les vieilles tranchées, les vastes cimetières, les ossements, les arbres déchiquetés et les villages réduits en poussière – tels étaient, d'Arras à Montdidier et de Saint-Quentin à Villers-Bretonneux, les fruits dépourvus du moindre intérêt que récoltaient les plans d'offensive les plus grandioses et l'assaut le plus terrifiant que l'on ait jamais vus dans les annales de la guerre. L'opération leur avait coûté cher. Pour la première fois depuis le début de la guerre, ou tout au moins depuis la bataille d'Ypres en 1914, ils avaient perdu deux hommes tués pour un Britannique et trois officiers tués pour deux officiers britanniques. Ils avaient fait 60 000 prisonniers et capturé plus de 1 000 canons, ainsi que de grandes quantités de munitions et de matériel. Mais l'avantage dû au nombre de prisonniers était plus que compensé par leurs pertes plus élevées en blessés. Leur matériel inutilisable dépassait leurs prises. Si leurs pertes en hommes

étaient sérieuses, la perte de temps leur fut fatale. Ils avaient frappé un grand coup – mais en vain. L'armée allemande n'était plus concentrée mais dispersée, et elle avait exposé et engagé une grande partie de ses réserves. Cependant, la perception du péril avait forcé les Alliés à des efforts et à des sacrifices qui, comme nous le verrons par la suite, allaient plus que compenser leurs pertes.

Cette bataille a donné lieu à des polémiques qui ont laissé des traces durables dans l'histoire politique de la Grande-Bretagne. En avril, le général Maurice, directeur du service des opérations au War Office, indigné du renvoi de son chef Sir William Robertson et du fait que l'armée n'avait pas été renforcée suffisamment pendant l'hiver, accusa M. Lloyd George d'avoir dénaturé les faits et les chiffres devant la Chambre des communes. Les tensions et les doutes se firent jour non seulement au sein de l'opposition, mais également de la majorité gouvernementale, voire du Cabinet. Au cours du débat qui s'ensuivit, M. Asquith somma formellement le Premier ministre de s'expliquer et il parvint à convaincre la Chambre que ses déclarations reposaient sur les renseignements écrits fournis par l'adjoint du général Maurice lui-même. Cela produisit un effet décisif et la discussion n'entra guère dans le détail. M. Lloyd George considéra le vote qui suivit comme établissant la ligne de démarcation entre les libéraux qui le soutenaient et les partisans de M. Asquith. Et quand les élections législatives eurent lieu huit mois plus tard, tous ceux qui à ce moment-là avaient voté contre le Gouvernement furent combattus par la coalition triomphante et peu d'entre eux réussirent à se faire réélire. Les effets de cette querelle se font encore sentir à l'heure actuelle[3].

Efforçons-nous cependant de porter un jugement provisoire. Si Haig n'avait pas dissipé ses forces à Passchendaele, ou s'il s'était tout au moins contenté d'abandonner cette offensive en septembre, il aurait disposé (sans ajouter aux recrues envoyées de la métropole pendant

l'hiver) des réserves suffisantes pour lui permettre d'appuyer le front menacé le 21 mars. Sans l'horreur que Passchendaele inspirait au Premier ministre ainsi qu'au Cabinet de guerre, il aurait sans aucun doute reçu des renforts beaucoup plus conséquents. Il aurait donc à la fois économisé ses effectifs et bénéficié de davantage de troupes supplémentaires. Si, nonobstant Passchendaele, le Cabinet de guerre l'avait renforcé comme il aurait dû le faire, le front aurait encore pu être tenu le 21 mars. La responsabilité des causes qui ont amené l'insuffisance des effectifs britanniques est donc partagée entre le Grand Quartier général et le Cabinet de guerre. Selon la tradition constitutionnelle, la plus grande part de responsabilité revient indiscutablement au Cabinet de guerre, pour n'avoir pas su imposer son point de vue à son commandant en chef sur une question qui dépassait de beaucoup le domaine militaire ou technique, ni rendu pleinement justice à l'armée par suite de ses désaccords avec le commandant en chef. Cependant, étant donné l'importance de l'influence militaire en temps de guerre et les graves dangers liés à un conflit entre l'élément militaire et les hommes politiques, le Grand Quartier général britannique doit aussi porter sa lourde part.

Je fus retenu pendant toute la journée du 23 par mes occupations à l'école des armes chimiques située près de Saint-Omer et ne rentrai à Londres que le 24 à midi. Dans cette école, personne n'avait le moindre renseignement intéressant sur l'évolution de la bataille en cours. C'est pourquoi je me rendis immédiatement au War Office pour y apprendre les nouvelles du front. Sir Henry Wilson, le visage décomposé, me montra les télégrammes, ainsi que sa carte d'opérations personnelle. Nous nous rendîmes ensemble à pied à Downing Street, où le Premier ministre l'attendait. Il faisait un beau froid sec, et M. Lloyd George était assis dans le jardin en compagnie de Lord French. Croyant que

j'apportais des nouvelles de première main, il vint à ma rencontre. Je lui expliquai que je n'en savais pas davantage que ce qu'il avait pu lire dans ses dépêches, et que je n'avais vu que le début de la préparation d'artillerie dans un seul secteur du front. Après quelques minutes de conversation générale, il me prit à part et me posa la question suivante : « Si nous n'avons pas pu tenir les positions qui avaient été aménagées avec tant de soin, comment pourrons-nous tenir d'autres positions plus à l'arrière avec des troupes déjà battues ? » Je lui répondis que toute offensive perd de sa force au fur et à mesure de ses progrès. Tout se passe comme lorsque l'on jette un seau d'eau sur le sol. L'eau s'avance rapidement, elle imbibe le sol tout en avançant et finit par s'arrêter tant qu'on n'ajoute pas un autre seau d'eau. Au bout d'une cinquantaine ou d'une soixantaine de kilomètres, il y aurait certainement une longue pause qui permettrait de reconstituer le front si l'on y appliquait tous ses efforts. J'appris que le Premier ministre avait déjà envoyé Lord Milner en France. Le chef de l'état-major nous fit part de son intention de partir dans la nuit. Nous convînmes de dîner ensemble chez moi à Eccleston Square avant son départ. Ma femme seule assistait à ce dîner. Je n'ai pas souvenir, pendant tout le cours de la guerre, d'une soirée aussi angoissante. L'une des grandes forces de M. Lloyd George était son aptitude à faire abstraction du passé pour se concentrer tout entier sur les moyens de résoudre la situation du moment. On disposait en Angleterre de 200 000 hommes qui pouvaient être mis en route rapidement. Quels étaient les besoins en munitions et en matériel ? Wilson répondit : « Il faut s'attendre à perdre environ un millier de canons, ainsi que d'énormes quantités de munitions et des approvisionnements de toute espèce. » Je fus heureux de pouvoir déclarer qu'il n'y avait pas lieu de s'inquiéter à ce sujet. Tout pouvait être remplacé immédiatement grâce à nos excédents sans diminuer en rien les livraisons normales. Le chef de l'état-major nous quitta peu

après pour aller prendre son train et nous restâmes seuls. La fermeté du Premier ministre n'était pas ébranlée par la responsabilité véritablement écrasante qui pesait sur lui.

Pendant ce temps, il s'était produit un événement qui, bien que n'ayant pas influencé le cours de la bataille, n'en était pas moins d'importance capitale. Dans la nuit du 24, au moment où la situation était la plus inquiétante, le général Pétain, dont l'appui faible et tardif causait de graves soucis, avait eu une entrevue à Dury près d'Amiens avec Haig et son chef d'état-major. Bien que l'on eût déjà identifié 62 divisions allemandes au cours de la bataille, dont 48 provenaient toutes fraîches de la réserve générale, Pétain affirmait que l'assaut décisif n'avait pas encore été donné et qu'il porterait sur le front français de Champagne. Il prévenait Haig que si les Allemands continuaient à pousser en direction d'Amiens, la concentration des troupes françaises qui avait lieu dans la région de Montdidier serait reportée vers Beauvais, afin de couvrir Paris en exécution des ordres du Gouvernement. Il indiquait que l'on avait déjà pris des mesures en conséquence. Les ordres donnés personnellement à Haig par Lord Kitchener plus de deux ans auparavant consistaient, en résumé, à « rester uni avec l'armée française ». Mais dans ce moment de crise, il y avait là un abandon total du principe fondamental d'unité.

Dès qu'il apprit cette intention fatale, Sir Douglas Haig télégraphia au ministre de la Guerre ainsi qu'au chef de l'état-major impérial de venir immédiatement. Mais tous deux, comme nous l'avons vu, étaient déjà en route chacun de leur côté. Milner, qui déployait toute l'énergie voulue, après avoir vu à Saint-Omer le chef d'état-major de Haig, partit aussitôt en automobile pour Paris, où il alla prendre le président de la République, Clemenceau et Foch. Le 25, ils se rendirent tous ensemble à Compiègne, où ils sondèrent Pétain quant à ses intentions, l'emmenèrent avec eux et arrivèrent finalement le 26 à midi à Doullens pour y

rencontrer Haig et Sir Henry Wilson, qui s'y trouvaient déjà. La gravité du danger avait dissipé toutes les préventions et toutes les oppositions, tant personnelles que nationales. Un seul nom se présentait à tous les esprits. Foch, que l'on dépeignait comme « gaga » une semaine auparavant, était l'homme indispensable. Il était le seul à avoir l'envergure et l'énergie combative nécessaires pour empêcher la coupure entre les armées françaises et britanniques. Milner proposa de lui confier le commandement des troupes qui se trouvaient devant Amiens. Haig déclara que cette mesure était insuffisante et qu'il fallait en fait donner à Foch le commandement de l'ensemble des armées françaises et britanniques « depuis les Alpes jusqu'à la mer du Nord ». Un mois auparavant, au cours d'une conférence tenue à Londres, le vieux « Tigre » avait interrompu brusquement Foch qui exposait franchement ses inquiétudes : « Taisez-vous. C'est moi le représentant de la France. » C'était à Foch maintenant de parler : « C'est une lourde tâche que vous m'offrez là, une situation compromise, un front qui s'écroule, une bataille défavorable en plein déroulement. Cependant j'accepte. » C'est ainsi que fut instituée pour la première fois sur le front occidental cette unité de commandement vers laquelle M. Lloyd George s'acheminait depuis si longtemps par des voies prudentes, détournées, mais continues, et dont l'histoire reconnaîtra, quoi qu'on puisse objecter à son encontre (et il y aurait beaucoup à dire), les avantages inestimables qu'elle a procurés à la cause des Alliés.

Ces accords pris dans l'urgence furent confirmés et précisés quelques semaines plus tard par ce que l'on a appelé la « convention de Beauvais », qui donnait au commandant en chef de toute armée nationale le droit d'en appeler à son propre gouvernement s'il estimait qu'un ordre du généralissime compromettait la sécurité de ses troupes.

Le général Gough fut durement traité. La 5e armée avait cessé d'exister depuis le 28, et ses divisions épuisées se réorganisaient

péniblement à l'arrière. La brèche ainsi créée fut comblée par les troupes françaises qui arrivaient alors rapidement, par la cavalerie, par les unités improvisées créées à partir des écoles et par le général Rawlinson, qui commençait à constituer avec de maigres éléments divers une « 4e armée » pour renforcer un front vacillant et mouvant.

On ne confia plus jamais d'autre commandement actif au général Gough. Le Cabinet demanda qu'on l'écarte sous le prétexte, peut-être fondé, qu'il ne possédait plus la confiance de ses troupes. Cet officier, qui au début de la guerre commandait une brigade de cavalerie, avait progressé jusqu'au commandement d'une armée. On estimait qu'il s'était particulièrement distingué sur l'Ancre à la fin de 1916. Il avait, ainsi que Plumer, soutenu tout le poids de la lutte à Passchendaele, et il en avait porté seul le blâme lorsque la bataille s'était terminée. Il était le type même de l'officier de cavalerie, avec une forte personnalité et une gaieté juvénile pleine de charme. C'était un homme qui ne se ménageait pas plus qu'il ne ménageait ses troupes, auquel on recourait pour des attaques coûteuses et désespérées. La tragédie de Passchendaele lui avait attiré des ressentiments nombreux et vifs de la part de ses haut gradés et les troupes elles-mêmes en avaient eu les échos. Pendant plus d'un an, sa réputation fut telle que les troupes et les chefs répugnaient à faire partie de la 5e armée. On était convaincu que dans cette armée les ravitaillements étaient défectueux et que les attaques n'y étaient pas suffisamment préparées. Dans ces conditions, Gough n'était pas en situation de triompher de l'impression produite par un grand désastre. Les censeurs les plus sévères n'ont cependant rien pu trouver à critiquer dans la façon dont il avait dirigé la bataille du 21 mars. Il semble avoir pris, à la fois avant et pendant la bataille, toutes les mesures compatibles avec l'insuffisance criante de ses moyens que son expérience et son énergie pouvaient lui suggérer. Il semble que son calme ne l'ait jamais abandonné, que son activité soit restée inépuisable, que ses décisions

importantes aient été prudentes et fermes, et qu'aucun épisode de sa carrière ne soit plus digne d'estime que le désastre qui a provoqué sa chute.

J'avais le devoir de tenir la promesse que j'avais faite de remplacer immédiatement toutes les pertes en matériel, et pour atteindre ce but le conseil de l'armement, ses 70 directions et ses 2,5 millions d'hommes et de femmes, travaillèrent avec une volonté froide et inlassable. Les usines où l'on travaillait à plein depuis si longtemps refusèrent partout la période de répit de Pâques, pourtant indispensable à la santé de tous. Une seule pensée animait l'ensemble de ce gigantesque organisme, celle de remplacer le matériel perdu dans le délai d'un mois. On sortit de nos réserves soigneusement amassées les canons, les obus, les fusils, les munitions, les mitrailleuses, les fusils-mitrailleurs, les chars, les avions et des milliers d'engins auxiliaires. Les risques sont une notion relative, et je décidai, sans qu'il en résultât d'accidents par la suite, de faire en sorte que la livraison mensuelle de canons soit avancée en renonçant aux essais de tir habituels.

Avant la fin du mois de mars, j'étais à même d'annoncer au Cabinet de guerre et au Grand Quartier général que près de 2 000 canons neufs de tous calibres, avec leurs accessoires complets, seraient livrables à partir du 6 avril, à un rythme qui ne dépendait que de celui auquel les armées pouvaient les réceptionner. Dans les faits, toutefois, 1 200 suffirent aux besoins.

---

1. . « Il semble presque, dit un officier de l'état-major de Sir Douglas Haig, que l'augmentation du nombre des hommes qui partent à l'assaut devant une mitrailleuse bien placée dont la visibilité est bonne et qui a le temps de tirer n'ait d'autre résultat

que de lui fournir des cibles encore meilleures. » On ne peut que se rallier à cette conclusion. (WSC)

2. Les italiques sont de Churchill.

3. Les libéraux restèrent en effet divisés – les partisans d'Asquith et ceux de Lloyd George étant irréconciliables – tout au long des années 1920, et le parti ne s'en releva jamais par la suite.

CHAPITRE XX

LE POINT CULMINANT

Le mardi 9 avril commença le troisième grand effort offensif des Allemands contre les Britanniques. Afin d'arrêter la progression allemande en direction d'Amiens, Sir Douglas Haig s'était vu forcé de réduire la densité de ses lignes ailleurs. Au lieu de faire partout pareil, il avait opéré une judicieuse sélection. Le grand bastion central qui s'étendait d'Arras jusqu'au canal de la Bassée à Givenchy restait solidement tenu. Il comprenait l'importante région minière de Lens, facile à défendre, ainsi que les hauteurs où se trouvaient les positions vitales de Vimy et de Lorette. Plus au nord, il était inévitable que les lignes présentent une faiblesse dangereuse. Sur un total de 58 divisions britanniques, 46 avaient déjà été engagées sur la Somme. Les divisions de la 5e armée, qui étaient en cours de réorganisation, n'étaient pas encore utilisables. Haig ne disposait donc que de 6 divisions pour tenir le front de 36 kilomètres compris entre le canal de la Bassée et le canal d'Ypres. Il fallait donc étaler chacune de ces divisions sur 6 kilomètres, c'est-à-dire les étaler encore plus que celles de la 5e armée avant le 21 mars. Par ailleurs, la plupart des unités avaient subi des pertes extrêmement sévères au cours des combats livrés sur la Somme dans les

deux semaines précédentes. Du fait que même ce dispositif précaire ne pouvait être mis en place avant le déclenchement de l'attaque allemande à cause de la pression des événements, près de 9 kilomètres du front proche de Neuve-Chapelle étaient tenus par une division portugaise de quatre brigades.

C'est sur ce front dégarni, la veille du jour fixé pour la relève des Portugais par deux divisions britanniques, que Ludendorff allait frapper. La 6e armée allemande, qui avait été renforcée le 3 avril par 17 divisions, devait attaquer en direction d'Hazebrouck et des hauteurs situées au-delà de Kemmel. La 4e armée, renforcée à la même date par 4 divisions, devait l'appuyer et exploiter le succès. La ville d'Armentières, qui avait été asphyxiée sous un bombardement d'obus à gaz commencé dans la soirée du 7, constituait une zone infranchissable qui protégeait le flanc nord des 10 divisions d'assaut. Celles-ci s'avancèrent sur un front de 17 kilomètres pour se lancer contre la 2e division portugaise et les 40e et 55e divisions britanniques qui l'encadraient. Pas moins de 7 divisions allemandes fondirent sur les quatre brigades portugaises en les mettant hors combat sur-le-champ. La 40e division, dont le flanc avait été découvert par le désastre des Portugais, fut écrasée avec la même rapidité. Les nids des mitrailleuses britanniques disposés en profondeur en arrière des lignes étaient comme aveuglés par un brouillard épais. Deux heures après le début de l'assaut, le front était enfoncé sur une largeur d'une quinzaine de kilomètres et les masses allemandes s'engouffraient à travers cette brèche. Les 50e et 51e divisions, qui constituaient les réserves britanniques, étaient dès le début de la bataille allées rejoindre les positions qui leur avaient été assignées sur la deuxième ligne de défense, devant les franchissements de la Lys et de la Lawe, mais la rapidité sans précédent de la percée, l'impétuosité de la progression allemande, les flots de Portugais qui battaient en retraite et la confusion générale qui régnait les empêchèrent

d'aller occuper complètement les positions prévues. Elles se trouvèrent rapidement entraînées dans une bataille de mouvement, aux prises avec des effectifs très supérieurs. Après une journée de violents combats, les Allemands avaient atteint les alentours d'Estaires, à 5 kilomètres de leur base de départ, et les débris de 5 divisions britanniques se battaient contre 16 divisions allemandes engagées à fond pour tenter de reconstituer et de tenir un nouveau front autour de cette poche.

Le 10 au petit jour, la 4e armée allemande lança une deuxième vague d'assaut au nord d'Armentières sur un front de 6 kilomètres. Il avait été prévu que cette deuxième phase de l'offensive aurait lieu vingt-quatre heures après l'attaque principale, en partant de l'idée parfaitement juste que les réserves britanniques de ce secteur se trouveraient alors engagées dans la première bataille. On y avait en fait prélevé quatre brigades et tout le poids de 5 divisions allemandes retomba sur les cinq brigades des 19e et 25e divisions, qui ne disposaient comme réserve que de la seule brigade restante de la 29e division. L'assaut fut une réussite. Le front était percé. Le village de « Plugstreet », la plus grande partie de Messines et la crête de la colline de Wytschaete tombaient à midi entre les mains de l'ennemi. La 34e division courait le plus grand risque d'être coupée des autres autour d'Armentières. Au soir du 10, les Allemands étaient maîtres, en fait ou en puissance, de tout le dispositif défensif britannique depuis Wytschaete jusqu'à Givenchy. Lestrem et Estaires avaient été pris pendant la journée, et à la nuit les survivants des 8 divisions britanniques qui tenaient un front improvisé de 50 kilomètres se trouvaient engagés dans une lutte désespérée avec 27 divisions allemandes, dont 21 avaient été engagées dans la bataille. La 34e division parvint à se dégager d'Armentières pendant la nuit, et ce n'est que grâce à son adresse qu'elle parvint à échapper aux tenailles qui se refermaient rapidement sur elle.

Mais en dépit de cette énorme percée ainsi réalisée sur la plus grande partie du front d'attaque, les positions qui se trouvaient de part et d'autre étaient encore solidement tenues. Une division du Lancashire, la 55e, qui s'était parfaitement retranchée sur des défenses bien préparées à Festubert et à Givenchy, réussit pendant sept jours consécutifs à repousser toutes les attaques ennemies en perdant 3 000 hommes et en faisant 900 prisonniers. La 9e division écossaise, que nous avons vu se maintenir inébranlable sur ses positions de Nurlu dans la matinée du 21 mars, stationnait sur le flanc nord de la zone d'attaque. Après s'être particulièrement distinguée et avoir obtenu de nombreux succès au cours de cette grande bataille où elle avait perdu 5 000 hommes ou officiers, elle avait reçu de nouveaux effectifs, dépêchés à la hâte, pour être envoyée dans un secteur considéré comme calme afin d'y prendre un repos récupérateur. L'effondrement de toute la partie du front qui se trouvait au sud ayant découvert son flanc droit, sa brigade sud-africaine reconstituée avait attaqué les Allemands le 10 à 16 heures et leur avait repris la crête de Messines. Tous les efforts pour chasser cette division de la position sur laquelle elle s'était incrustée furent inutiles. Les deux contreforts se dressaient donc inébranlables, bien que le mur qui les séparait se fût partout écroulé. C'est de leur résistance que dépendaient indiscutablement la sécurité de l'ensemble du front britannique ainsi que le résultat définitif de la bataille.

Le contact ayant été établi entre les 6e et 4e armées allemandes, l'ennemi poursuivit le 11 ses percées dans toutes les directions, sauf sur les flancs, où il ne réussit pas à progresser. Les villages et les bourgades qui depuis plus de trois ans hébergeaient les armées britanniques ou dont les noms rappelaient des victoires chèrement acquises tombèrent entre ses mains. Merville, Nieppe et ce que nous tenions encore de Messines furent perdus. En élargissant son front, l'ennemi put y engager de nouvelles divisions et augmenter ainsi la puissance de ses attaques

pour distendre la ligne fluctuante et faiblement garnie de la défense. Pendant toutes les journées du 10 et du 11 avril, les 50e et 51e divisions menèrent un combat désespéré contre au moins 7 divisions allemandes sur un front d'une vingtaine de kilomètres qui oscillait, mais reculait.

En fin de journée, le front allemand formait à l'intérieur des anciennes positions britanniques un saillant d'une profondeur de 15 kilomètres et d'une largeur de plus de soixante. Pendant ce temps, des renforts se hâtaient vers le lieu du combat à pied, en autobus[1] ou en train. Le reste de la 29e division commençait à arriver dans la partie nord du front d'attaque et les 4e, 5e, 31e (y compris la 4e brigade des Gardes), 33e, 61e divisions, ainsi que la 1re division australienne, étaient en route vers le secteur sud. On défendait chaque mètre de terrain et au cours de ces combats rapprochés et acharnés qui se poursuivaient jour et nuit, les pertes des Allemands furent au moins le double, comme leurs effectifs, de celles des Britanniques. C'était bien là enfin la véritable bataille d'usure, si lourde de périls, si dure pour les nerfs et si mal identifiée qu'elle fût.

Les succès initiaux de la poussée allemande avaient dépassé les attentes de Ludendorff et pendant les deux premiers jours de la bataille il décida d'intensifier l'importance de l'offensive et d'utiliser toutes ses forces en vue de s'emparer des ports de la Manche. À partir du 12 avril, les réserves allemandes furent jetées à profusion dans la bataille et les deux commandants des armées intéressées, Quast et Sixt von Arnim, furent encouragés à puiser à volonté dans les réserves importantes qui se trouvaient concentrées dans le nord. La bataille de la Lys, qui à l'origine ne constituait qu'une diversion destinée à amener les réserves alliées à quitter le front d'Amiens, se transformait donc en une opération de première importance.

On peut admettre, tant au point de vue général qu'au point de vue britannique, que la journée du 12 avril constitue après la Marne le point culminant de la guerre. Il semblait que les Allemands se fussent décidés à jouer leur va-tout, quitte à risquer la supériorité numérique qu'ils venaient de regagner pour anéantir l'armée britannique en lui portant des coups mortels. Pendant vingt jours, ils avaient lancé dans trois grandes batailles près de 90 divisions sur une armée qui n'en comptait que 58, dont près de la moitié était immobilisée dans les secteurs du front non affectés. La réussite n'était pas loin, grâce à une supériorité de trois et parfois quatre contre un dans les zones d'attaque, grâce à leurs troupes de choc magnifiquement entraînées, grâce à leur savoir-faire et à leur esprit d'initiative extraordinaires lorsqu'ils se déployaient avec leurs mitrailleuses et leurs mortiers de tranchée, grâce à leur nouvelle technique d'infiltration, grâce à l'action corrosive de leur ypérite, grâce à la puissance terrifiante de leur artillerie, grâce enfin à leur science militaire achevée. Aux yeux du Grand Quartier général britannique, les Français étaient comme engourdis dans la passivité. Depuis l'échec de l'offensive Nivelle, ils s'efforçaient de mettre fin aux mutineries et ménageaient les ressources qui leur restaient. Si l'on excepte le « cas d'espèce » de la bataille de la Malmaison livrée au cours de l'hiver, ainsi que l'action tardive et limitée des divisions engagées au sud de la Somme dans les dernières phases de la bataille du 21 mars, ils n'avaient pris part qu'à des opérations ordinaires de guerre de tranchées depuis plus de neuf mois. Pendant ce temps, l'armée britannique, bien que très inférieure en nombre, s'était battue presque continuellement : à bon escient ou non, elle avait sacrifié pour la cause commune, sans tenir compte de la prolongation de l'offensive Arras-Messines de 1917, plus de 400 000 hommes dans la tragédie de Passchendaele et elle venait d'en perdre encore près de 300 000 à la suite des coups terribles que Ludendorff venait de lui porter. Toute la puissance massive d'une

Allemagne réduite au désespoir s'attaquait maintenant à cette armée que des pertes effrayantes avaient saignée à blanc, dont les officiers en poste dans les unités combattantes avaient été fauchés par dizaines de milliers, dont les batteries et les bataillons avaient été reconstitués à plusieurs reprises par de jeunes soldats jetés dans la bataille avant d'avoir pu connaître leurs officiers ou leurs camarades.

Par ailleurs, il n'était pas possible d'amortir le choc ou de gagner du temps en cédant du terrain. Sir Douglas Haig ne pouvait se permettre d'exécuter de vastes mouvements de repli analogues à la manœuvre *Alberich*. On pouvait abandonner quelques kilomètres ici ou là. On pouvait renoncer au terrain si chèrement acquis de Passchendaele et obtenir ainsi quelque soulagement. On pouvait lâcher le saillant d'Ypres en dernier ressort. Mais devant Amiens, devant Arras, devant Béthune, devant Hazebrouck, il fallait tenir ou périr. C'est pourquoi le commandant en chef, d'ordinaire si réservé et qui jusque-là s'était montré si froid, adressait à ses troupes dans la matinée du 12 l'ordre du jour suivant : « Nous n'avons pas d'autre choix que de combattre jusqu'au bout. Les positions doivent être tenues jusqu'au dernier homme. Il ne peut être question de se replier. Le dos au mur et conscient de la justice de notre cause, chacun de nous doit combattre jusqu'à la dernière extrémité. » Toutes les unités et tous les membres du corps expéditionnaire britannique, quel que soit leur grade, se préparèrent donc à vaincre ou à mourir.

La situation de crise se prolongeait. Les renforts comblaient les brèches créées heure après heure dans la ligne de combats. Des compagnies, des bataillons et même des brigades entières étaient anéantis sur place. Avec son goût du risque, Ludendorff, résolu, impitoyable, faisait monter les enjeux en jetant dans la fournaise un nombre toujours plus grand de réserves allemandes. Le grondement de la canonnade résonnait au-dessus des Flandres et se répercutait au-delà

de la Manche. Mais rien ne parvenait à ébranler la 55e division qui se trouvait à la droite, ni la 9e qui tenait la gauche. Les Australiens arrivaient et la 4e brigade des Gardes, s'il est permis de la distinguer parmi toutes ces troupes valeureuses, barrait la route d'Hazebrouck pendant toutes les journées du 12 et du 13. Les unités et les formations étaient si mélangées sur la ligne de feu que Freyberg, titulaire de la *Victoria Cross*, et qui quatre ans auparavant était encore sous-lieutenant, se retrouva à tenir un front de 4 kilomètres de part et d'autre de la route de Bailleul à Armentières avec des éléments appartenant à quatre divisions différentes, appuyés par les restes de deux artilleries divisionnaires qui s'étaient dispersées avec les lignes. On perdit Neuve-Église, ainsi que Bailleul et Méteren, et sous la poussée violente de l'ennemi, le front s'infléchit encore vers l'arrière. Mais il ne se brisa pas. Lorsque les attaques menées le 17 par 8 divisions allemandes, dont 7 divisions fraîches, sur le fameux mont Kemmel furent vigoureusement repoussées, cela marqua la fin de la période critique de la bataille de la Lys. Les ordres du commandant en chef avaient été strictement et fidèlement exécutés.

Sir Douglas Haig était convaincu, dès avant le début de la bataille de la Lys, que Ludendorff chercherait à en finir avec l'armée britannique et il avait en conséquence demandé de l'aide à Foch.

Il priait le généralissime de prendre sans tarder l'une des trois mesures suivantes :

1. – Déclencher dans les cinq ou six jours suivants une offensive des armées françaises d'envergure suffisante pour attirer les réserves ennemies, ou
2. – Assurer la relève des unités britanniques qui se trouvaient au sud de la Somme (au total 4 divisions), ou

3. – Disposer un groupe de 4 divisions françaises dans la région de Saint-Pol en réserve du front britannique.

Le 10, après le début de la bataille, il écrivit à nouveau que « l'ennemi continuerait sans aucun doute à harceler ses troupes jusqu'à ce qu'elles fussent épuisées. Il était indispensable que l'armée française se mît en mesure de relever immédiatement une partie du front britannique et de prendre une part active à la bataille ». Il renouvela ses demandes le 11 et le 14. Le 15, il écrivit finalement qu'à son avis « les mesures prises par le généralissime étaient insuffisantes pour faire face à la situation ».

En vue de faire appuyer plus instamment ses demandes tout en conservant de bons rapports avec le commandant suprême, Haig avait dès le 10 avril rappelé le général Du Cane qui commandait le 15e corps engagé dans la bataille de la Lys et l'avait envoyé au quartier général de Foch pour y remplir les fonctions de « grand intermédiaire » ou officier de liaison.

Ces demandes contrariaient gravement les plans de Foch, qui s'efforçait avant tout de rassembler et de ménager ses réserves. Il estimait que le premier rôle d'un chef en période défensive était d'en conserver le contrôle. On s'était déjà vu forcé de transformer 10 divisions britanniques en divisions à effectifs réduits, et d'en utiliser les survivants pour renforcer les autres unités. Il s'inquiétait du moment où ces divisions pourraient être reconstituées. Les Britanniques ne pourraient-ils pas, quand la période critique de la bataille serait terminée, organiser un roulement permettant d'envoyer leurs divisions fatiguées dans les secteurs calmes du front français ? Ces contre-propositions s'accordaient mal avec les conditions de la lutte désespérée dans laquelle se trouvaient engagés les Britanniques. Des différends pénibles se firent jour au cours de la conférence qui eut lieu le 14 à

Abbeville entre Foch et Haig, en présence de Lord Milner. Foch était d'avis que la « bataille du Nord », ainsi qu'il l'appelait, vivait ses dernières phases et que ses réserves étaient favorablement disposées pour intervenir soit dans la bataille des Flandres, soit dans la bataille d'Arras-Montdidier-Amiens, qu'il s'attendait à voir reprendre à tout moment. Sa façon de voir suscita le mécontentement des représentants britanniques et aucun accord ne fut trouvé. Il avait vu combattre le 1er corps d'armée à Ypres en 1914, et l'impression que les troupes britanniques résisteraient à toutes les épreuves si on le leur demandait avec résolution était restée indélébile.

Foch avait incontestablement le devoir de conserver jalousement ses réserves et d'exiger de toutes les armées alliées les efforts les plus grands. Mais en disant que « la bataille du Nord vivait ses dernières phases », il portait un jugement pour le moins prématuré et il n'était pas non plus en droit d'escompter une résistance indéfinie, qui ne lui a pas été refusée dans les faits, de la part des troupes britanniques accablées sous la pression de l'ennemi. La doctrine de Foch de ne jamais relever des troupes au cours même de la bataille convenait peut-être à une bataille de deux ou trois jours, mais ces règles ne s'appliquaient plus à des confrontations qui se prolongeaient pendant des semaines. Les divisions qui ne sont pas relevées au bout d'un certain temps disparaissent purement et simplement par suite de la tuerie et des fusions qui s'effectuent avec les unités envoyées pour les appuyer, tandis que les quelques survivants qui réchappent à tant de journées entières de danger, d'horreur et de choc en restent comme paralysés et sans vie, même s'ils n'ont pas été touchés.

Le gouvernement britannique, tout comme son Grand Quartier général, dont l'initiative avait porté Foch au commandement suprême, était déjà méfiant de l'utilisation qu'il pourrait faire de ses pouvoirs. Il faut cependant reconnaître que les événements lui ont donné raison, car

les armées britanniques ont traversé la tempête pratiquement seules et les Allemands ont progressivement ralenti leur élan.

Petit à petit et à contrecœur, Foch se vit forcé d'abandonner une petite partie de ses réserves et le 18 avril un détachement de l'armée française du Nord (D.A.N.) comprenant 5 divisions d'infanterie et 3 divisions de cavalerie fut mis sur pied pour tenir le front Bailleul-Wytschaete. Pourtant, même une fois arrivées sur le lieu du combat, ces troupes ne furent mises en ligne que progressivement. Ce détachement fut porté finalement à 9 divisions d'infanterie, mais la période critique de la bataille était déjà passée.

Toutefois, la continuation de la bataille, la puissance de l'ennemi et le péril évident qui menaçait notre armée obligeaient aux réflexions les plus sérieuses. Qu'adviendrait-il si les Allemands continuaient à nous prendre à la gorge, en y employant toutes leurs forces, s'ils brisaient complètement le ressort de notre armée, si le front tendu à l'extrême se rompait ou était balayé par un torrent irrésistible ? On pouvait quoi qu'il arrive compter sur les « lignes d'eau ». Après la ligne avancée il y avait en arrière de Dunkerque la deuxième position ou position principale. Celle-ci s'étendait le long de l'Aa, de Gravelines à Saint-Venant en passant par Saint-Omer, et l'on y avait exécuté des travaux importants. On l'avait surnommée « la ligne d'eau » en raison de l'importance que les inondations pouvaient jouer dans sa défense. Le repli sur cette ligne permettait de raccourcir le front et d'obtenir par le fait même un soulagement considérable, mais il impliquait l'abandon de Dunkerque et le bombardement continuel de Calais. Ces deux ports jouaient un rôle important dans la réception de nos ravitaillements et leur perte serait suivie de difficultés et de complications considérables.

Il y avait même lieu d'envisager des éventualités encore plus inquiétantes. Qu'arriverait-il si nous avions à choisir entre l'abandon des

ports de la Manche et la rupture avec la masse principale des armées françaises ? Dans le premier cas, nous perdrions nos lignes de communication les meilleures et les plus courtes et nous serions obligés de compter uniquement sur le port du Havre jusqu'au moment où l'on aurait organisé de nouvelles bases. Tous nos programmes de livraison s'évanouissaient d'un coup. J'étais absolument convaincu qu'il fallait examiner tous ces éléments dans le calme, sans attendre que la pression des événements nous y contraigne.

Cette question fut présentée à Foch à la réunion du Conseil suprême de guerre qui se tint à Abbeville les 1er et 2 mai. Wilson et Haig étaient d'avis qu'une décision du commandement suprême s'imposait afin de pouvoir prendre les mesures de précaution voulues. Le chef de l'état-major impérial persuada les représentants du gouvernement britannique de demander instamment qu'on leur donnât une réponse. Tout ce que l'on put faire admettre à Foch, c'est qu'il était plus important de maintenir le contact entre les deux armées que de conserver les ports de la Manche. Puis il en revint résolument à son argument principal : « J'ai l'intention de me battre pour les deux à la fois. La question ne se pose donc pas tant que je ne suis pas battu. Je n'abandonnerai *ni l'un ni l'autre*. *Cramponnez-vous partout*. » Il misait beaucoup sur la capacité de résistance de l'armée britannique. Or, il ne fut pas déçu.

Un événement malencontreux se produisit le 25. Les divisions françaises qui s'étaient déployées à l'arrière de nos lignes à partir du 18 avaient occupé une partie du front qu'elles tenaient fortement, le secteur de chaque division ne dépassant pas 3 000 mètres. La 28e division française, qui se trouvait dans cette zone, tenait les hauteurs très importantes de Scherpenberg et de Kemmel, défendues par un bataillon du 99e régiment d'infanterie. À l'aube, les Allemands déclenchèrent une concentration formidable d'obus explosifs et d'obus à gaz, lancés par les canons et les *minenwerfer* sur la colline et sur les tranchées qui étaient à

son pied. On a prétendu que les masques français n'offraient qu'une protection partielle contre les gaz. Quelles qu'en soient les raisons, les troupes françaises qui se trouvaient de part et d'autre de la colline cédèrent après avoir repoussé trois attaques d'infanterie et subi de lourdes pertes, et à 7 heures du matin elles refluaient vers l'arrière. Leur retraite amena l'encerclement des unités qui tenaient le sommet et qui comprenaient quelques-unes de nos batteries de mortiers de tranchée. La brigade britannique qui occupait les tranchées situées à la gauche française subit un sort analogue. Elle fut débordée sur tout son flanc, et tous ses membres se firent tuer ou furent faits prisonniers. Le désastre aurait pu avoir des conséquences encore plus graves si la brigade de *Highlanders* écossais qui se trouvait à leur gauche n'avait pas aussitôt redéployé sa droite et formé ainsi un crochet défensif.

Il est indubitable que les relations qui existaient entre les commandements français et britannique au cours de la période de combats qui suivit le 21 mars n'étaient pas empreintes d'une opinion élevée de la valeur militaire de chacun. L'état-major français estimait que les Britanniques, qui n'avaient pas tenu bon, avaient été à l'origine du grand désastre qui avait entamé le front commun et il déclarait ouvertement que la qualité des troupes britanniques était médiocre à cette époque. Les Britanniques pensaient de leur côté que l'aide qui leur avait été donnée alors qu'ils subissaient une pression terrifiante n'avait été que faible et tardive, et que l'entrée en ligne des divisions françaises était presque toujours suivie par un nouveau repli. Le colonel Boraston cite des exemples d'attaques combinées qui ont échoué parce que les divisions françaises ne recevaient pas l'ordre d'avancer alors que leurs camarades britanniques étaient déjà engagés.

Il cite également un incident curieux dont j'ai été moi-même témoin. Le 29 avril vers 10 heures, je prenais mon petit déjeuner avec Sir Douglas Haig, ainsi qu'avec son chef d'état-major, Sir Herbert

Lawrence, et deux ou trois officiers d'ordonnance. Le commandant en chef venait de s'asseoir pour prendre son café quand on lui remit le message suivant : « Le général commandant la 39e division française rend compte que l'ennemi tient certainement le Mont Rouge et le Mont Vidaigne. Les unités qui se trouvent à la droite de Scherpenberg sont sévèrement enfoncées… Selon certains rapports, l'ennemi progresse entre le Scherpenberg et le Mont Rouge. » On recevait au même instant une confirmation écrite de Plumer, qui demandait au chef d'état-major de se rendre immédiatement au quartier général de la 2e armée. On ne disposait d'aucune réserve de quelque nature que ce fût et si la nouvelle était exacte, elle pouvait avoir les conséquences les plus graves. La pièce se vida rapidement. Haig se retira dans son bureau en disant : « La situation n'est jamais aussi bonne ou aussi mauvaise que ne l'indiquent les premiers renseignements » et Lawrence disparut en automobile.

J'avais le désir d'aller voir personnellement ce qui se passait, et je me fis donc conduire dans la zone où se trouvait le corps d'armée de Sir Alexander Godley, qui se trouvait le plus rapproché de la brèche indiquée. L'air était agité par une violente canonnade, mais au quartier général du corps d'armée, les visages étaient rayonnants. Le général français avait téléphoné qu'il y avait erreur et qu'il ne s'était rien passé d'important. Des incidents de ce genre sont inévitables de temps à autre, mais cet exemple montre la tension qui régnait chez les chefs français et britanniques pendant ces journées difficiles.

Toutefois, le pire était passé pour le quartier général britannique, qui ne pouvait pas le savoir, et le reste de la guerre, en dépit de tout le carnage et de toutes les souffrances, ne devait plus lui apporter que des espérances et des triomphes. La prise du mont Kemmel marqua le dernier effort allemand de cette bataille et il est extraordinaire qu'ils n'aient pas utilisé des avantages de cette importance après les avoir acquis au prix de tant de sacrifices. C'est Ludendorff qui a pris la

décision. Le journal de marche et les archives de la 4e armée allemande pour la période comprise entre le 9 et le 30 avril, qui sont tombés entre les mains des Français, montrent que Ludendorff, loin d'inciter l'état-major de cette armée à pousser son avantage jusqu'à la victoire, lui suggéra de rester où elle était pour se préparer à faire face à une contre-offensive britannique. « En raison des répercussions à prévoir sur l'ensemble de la défense, précisait-il, il y a lieu d'examiner si l'attaque doit être interrompue ou poursuivie ». À quoi le chef d'état-major de la 4e armée, le général von Lossberg, répondit :

> Nos troupes se sont heurtées partout dans la zone d'attaque à une défense très solide, bien répartie en profondeur et particulièrement difficile à vaincre en raison du nombre considérable de nids de mitrailleuses… Avec les forces actuellement à notre disposition, l'opération n'offre aucune chance de succès. Mieux vaut l'interrompre.

Et Ludendorff approuva cette conclusion. La défense opiniâtre triomphait donc au moment même où elle souffrait le plus dans sa chair. C'est ainsi que se termina la confrontation la plus féroce et la plus acharnée qui ait jamais mis aux prises les Britanniques et les Allemands.

Pendant quarante jours, du 21 mars à la fin d'avril, la force principale de l'Allemagne avait été consacrée sans discontinuer à pilonner l'armée britannique pour la détruire. Cent vingt divisions allemandes avaient lancé des assauts répétés contre 58 divisions britanniques, percé leur front, obtenu de grands succès et capturé plus de 1 000 pièces d'artillerie et de 70 000 à 80 000 prisonniers. Pendant ces quarante jours, l'armée britannique avait perdu 2 161 officiers tués, avec 8 619 d'entre eux blessés et 4 023 disparus ou prisonniers, ainsi

que 25 967 hommes tués, 172 719 blessés et 89 380 disparus ou prisonniers : soit un total de 14 803 officiers et 288 066 hommes. Ce total dépassait le quart des effectifs combattants qui se trouvaient placés sous les ordres de Sir Douglas Haig le 21 mars. Mais ces pertes effrayantes, concentrées sur une période de temps aussi réduite, et sur un organisme militaire relativement faible, n'avaient pas anéanti son élan vital. Aucune position cruciale n'avait pu lui être arrachée. Les troupes et leurs chefs ne s'étaient pas laissé envahir par le découragement. La machine continuait à fonctionner et les hommes continuaient à se battre. Ils combattaient avec bravoure et bravade, sans douter un seul instant, quel que fût le sort qui les attendait, que la Grande-Bretagne sortirait victorieuse de la lutte comme toujours par le passé. C'est grâce à la résistance opiniâtre et judicieuse qu'ils ont offerte partout, c'est grâce aux innombrables petits groupes restés anonymes qui ont combattu jusqu'à ce qu'ils fussent submergés que les Britanniques ont infligé aux Allemands des pertes encore plus fortes que celles qu'ils ont subies – pertes qui, à cette époque de la guerre, étaient irréparables, qui annihilèrent dès le début l'effort suprême tenté par l'Allemagne en vue d'obtenir la victoire et qui sonnèrent comme un glas funèbre aux oreilles du peuple allemand épuisé. Les pertes subies par les Allemands sur le front britannique pendant ces quarante jours s'élèvent à 3 075 officiers tués, 9 305 blessés, 427 disparus ou prisonniers et 53 564 hommes tués, 242 881 blessés, 39 517 disparus ou prisonniers, soit au total 12 807 officiers et 335 962 hommes. Une armée qui progresse recueille toujours un nombre de prisonniers et de disparus très supérieur à celui de son adversaire qui se replie. Les unités ainsi coupées des autres constituent la lourde rançon de la retraite et une perte définitive pour le camp de la défense. Mais si, compte tenu de ces réserves, l'on retranche de part et d'autre le nombre de disparus et de prisonniers, il apparaît alors que les Britanniques ont tué ou blessé au

cours de ces batailles 308 825 Allemands contre 209 466, soit en gros trois Allemands pour deux Britanniques.

Le tour de notre alliée allait bientôt arriver. Cela allait être aux Français de traverser les affres que nous venions de connaître. Si nous avions su à l'avance les épreuves qui les attendaient, nous leur aurions été reconnaissants d'avoir ménagé et conservé ce qui leur restait de force afin de pouvoir y faire face.

1. Les Britanniques avaient envoyé en France près d'un millier d'autobus à impériale pour transporter leurs troupes entre les différents points de leur front.

CHAPITRE XXI

LA SURPRISE DU CHEMIN DES DAMES

À la fin d'avril, au moment où prenait fin la bataille du Nord, Ludendorff, trouvant qu'il avait une défense trop fournie en face de lui, alla voir ailleurs. « L'opération la plus favorable en soi, nous dit-il[1], était de continuer à attaquer l'armée anglaise à Ypres et à Bailleul… Mais avant de pouvoir reprendre l'offensive sur ces points, il était indispensable d'affaiblir l'ennemi et d'améliorer nos communications. » Il avait donc abandonné l'idée de s'emparer de tous les objectifs stratégiques capitaux que les armées allemandes s'efforçaient d'atteindre depuis le 21 mars. Il avait d'abord renoncé au grand débordement vers le nord des positions britanniques en partant de la région d'Arras en vue de l'anéantissement des armées anglaises en faveur d'un plan plus limité, mais d'importance cependant cruciale, qui consistait à prendre Amiens et à séparer les armées britanniques et françaises. N'ayant pu y réussir, il avait frappé plus au nord pour y attirer les réserves britanniques engagées dans la bataille d'Amiens. Mais la bataille de la Lys, qui n'était au début qu'une diversion, lui avait permis d'envisager la prise des ports de la Manche qui constituait un avantage d'importance

moindre, mais quand même énorme. Il se voyait maintenant forcé d'y renoncer, et ses visées stratégiques déjà réduites à trois reprises successives devaient désormais se limiter à des ambitions encore plus modestes. La quatrième offensive allemande de 1918 se proposait uniquement de remporter un succès local et n'était le fait qu'elle présentait l'avantage d'obliger les Alliés à retirer des troupes des fronts menacés, elle n'offrait pas directement de possibilités stratégiques mortelles pour eux.

Le maréchal Foch avait identifié d'un œil sûr l'importance relative des priorités, à la fois simples et primordiales. Sans se laisser distraire par la multitude des considérations lourdes de conséquences, mais néanmoins sans pertinence pour les questions essentielles, qu'elles obscurcissaient, il classait les nécessités stratégiques des armées alliées selon leur hiérarchie véritable. Celle qui passait avant tout autre, c'était de maintenir la liaison des armées britanniques et françaises ; la deuxième était la conservation des ports de la Manche et la troisième, qui relevait d'une catégorie moins impérative, était la défense de Paris. En revanche, Pétain avait montré à plusieurs reprises que ses priorités étaient différentes. Son attitude pendant la nuit du 24 mars, qui avait précipité la réunion de la conférence de Doullens, prouve que la perte de Paris constituait à ses yeux un malheur plus grand que la séparation des armées françaises et britanniques. Nous trouverons plus loin un exemple encore plus manifeste de cette erreur, qui chez un soldat aussi distingué ne peut être attribuée qu'à des questions de sentiment. Paris aurait pu être occupé en juin 1918 sans que cela empêche l'écroulement des Empires centraux en novembre. Mais la perte des ports de la Manche impliquait une année de guerre supplémentaire, car elle aurait réduit de moitié l'effort de guerre britannique, et la coupure entre les armées britanniques et françaises aurait facilement pu conduire à leur défaite totale et définitive. Le bon sens de Foch avait heureusement fait justice

de ces appréciations inexactes. Dès qu'il avait été investi du commandement suprême, il s'était efforcé, en complet accord avec les Britanniques, de se constituer des réserves afin de garantir la liaison entre les armées britanniques et françaises. Et pour l'appuyer, Clemenceau, avec une largeur de vue aussi grande, déclara quand il le fallut : « Je me battrai devant Paris, je me battrai dans Paris, je me battrai derrière Paris. » C'est ainsi que ces grands hommes élevaient leurs esprits au-dessus des sollicitations les plus chères de leurs cœurs, et c'est ainsi que nous trouvâmes la voie du salut guidés par les lumières de la vérité.

La décision prise par Foch de rassembler ses réserves dans les Flandres et dans la région comprise entre Compiègne et Amiens conduisait à accepter de dénuder dangereusement le front en d'autres endroits. Le transport vers le nord de tant de divisions françaises était observé avec une inquiétude profonde par Pétain et le Grand Quartier général français. Pétain fit même un effort énergique pour que l'on conservât le dispositif antérieur, mais Foch persévéra dans ses intentions. C'est grâce à ces mesures que Ludendorff constata l'impossibilité de reprendre la bataille d'Amiens au moment où la bataille de la Lys se termina dans l'impasse. Il lui fallait déjà tenir les deux grandes poches qu'il avait conquises en prélevant un très grand nombre d'unités sur les réserves importantes qu'il avait rassemblées en vue de l'offensive. Il ne pouvait y progresser en raison de l'importance des forces qui lui étaient opposées, et il ne pouvait se permettre de les évacuer sans faire s'effondrer la confiance de l'Allemagne, toujours éclatante, mais qu'il savait bien être déjà fragile.

Ces deux saillants présentaient chacun des inconvénients particuliers pour les troupes allemandes. Dans la région de la Somme, elles étaient condamnées à vivre dans la zone qu'elles avaient dévastée, et dont les

communications ne permettaient pas, bien qu'elles eussent été améliorées, de monter une offensive de grande envergure. Les conditions qui régnaient dans le saillant de Bailleul étaient encore bien pires, car ses dimensions moindres en rendaient l'occupation encore plus pénible. La totalité du terrain conquis était battue par les feux de l'artillerie britannique qui le bordait. Et cette artillerie, qui disposait d'un nombre illimité de munitions et de pièces neuves, ratissait et balayait nuit et jour de ses projectiles le saillant à partir de trois des quatre points cardinaux. Il fallait maintenir près de 20 divisions en permanence dans cette fournaise à un prix qui faisait rapidement fondre les réserves.

Cela dut être avec des doutes de plus en plus pesants que Ludendorff fit le choix de sa nouvelle zone d'attaque. En apparence, tout semblait se dérouler favorablement. En fait, tout avait échoué. Il n'en conservait pas moins l'espoir d'une vengeance éclatante, car il disposait encore de moyens énormes. Il était encore possible de remporter une victoire éclatante qui, bien que stérile, entretiendrait cependant l'illusion de succès toujours plus grands. Dès le 17 avril, le groupe d'armées du Kronprinz recevait l'ordre de monter d'urgence une offensive sur le Chemin des Dames, avec mission de percer entre Soissons et Reims. Les préparatifs nécessaires furent exécutés avec la science et la minutie habituelles et dans des conditions de secret sans précédent. Les 7e et 1re armées allemandes disposaient de 39 divisions et de pas moins de 1 158 batteries en vue de l'attaque fixée au 27 mai à 2 heures du matin.

Foch se rendait compte tout autant que Pétain des risques que le dispositif judicieux qu'il avait adopté faisait courir aux armées françaises et pendant tout le mois de mai les deux généraux n'avaient pas pu deviner le point sur lequel allait se porter l'offensive allemande. On en a attribué la responsabilité à l'état-major de la 6e armée française. Le tempérament coléreux du général Duchêne, qui la commandait, avait eu pour résultat de décourager et d'indisposer ses subordonnés et de

provoquer des frictions dans l'ensemble de l'organisation[2]. On aurait dû à cette époque s'efforcer avant tout, et sans tenir compte des pertes, de percer le rideau ennemi en effectuant des coups de main en des endroits variés afin de se procurer les renseignements indispensables. Mais aucune opération de ce genre n'avait été tentée avec succès, tant sur le front de la 6e armée que sur les autres parties du front français. Le Chemin des Dames était tenu par 4 divisions françaises appuyées par 4 autres divisions en réserve au sud de l'Aisne. Le 9e corps d'armée britannique, commandé par Sir Alexander Hamilton Gordon, se trouvait à leur droite. Il comprenait 3 divisions placées en première ligne (21e, 8e et 50e divisions) et une division en réserve (la 25e). Ces unités, qui avaient été décimées au cours de la bataille du Nord, avaient été, à la demande expresse de Foch, envoyées sur le secteur que les Français considéraient comme le plus tranquille afin d'y reconstituer leurs forces et d'y instruire leurs recrues. Aux avertissements formels donnés par le Grand Quartier général britannique, selon lequel une attaque ennemie se préparait sur le front de l'Aisne, l'état-major de la 6e armée française répondait dans la matinée du 25 : « Il n'existe à notre avis aucun indice qui permette d'affirmer que l'ennemi a fait des préparatifs lui permettant d'attaquer demain. »

La suite des événements est piquante. Le 26 à l'aube, les Français faisaient deux Allemands prisonniers, un homme de troupe et un aspirant appartenant à deux régiments de chasseurs différents. Conduits au poste de commandement de la division, ils entrèrent en conversation avec ceux qui les escortaient. L'homme déclara qu'une attaque allait avoir lieu, mais l'officier le contredit. Les prisonniers furent ensuite examinés séparément au centre de renseignements avancé du corps d'armée. L'officier, qui fut interrogé le premier, était très disert, assurant que les Allemands n'avait pas l'intention d'attaquer sur ce front. Le chasseur, dont l'interrogatoire suivit, déclara que la troupe croyait

qu'elle attaquerait cette nuit-là ou la nuit suivante, sans qu'il pût certifier le jour. Interrogé plus avant, il déclara que l'on avait déjà distribué les cartouches et les grenades, mais pas encore les rations de campagne. Il avait vu des soldats de la garde impériale le jour précédent aux environs de son cantonnement. Il n'en savait pas davantage. On rappela l'officier. On lui dit que les lois de la guerre ne l'obligeaient pas le moins du monde à parler, mais qu'il avait fait de sa propre initiative des déclarations dont il serait tenu responsable. Donner des renseignements faux était un acte d'espionnage. Ces paroles l'ébranlèrent visiblement et, poussé davantage, il finit par donner les détails les plus complets sur l'attaque imminente du lendemain. Cette scène se passait le 26 à 3 heures de l'après-midi. On alerta tout le monde, et les troupes disponibles se rendirent sur leurs emplacements de combat.

Pierrefeu nous a donné le récit des heures terribles vécues à partir de ce moment par Pétain et l'état-major du Grand Quartier général, qui se trouvaient loin de là, à Provins[3]. Ils étaient certains qu'une immense catastrophe était inévitable. Ils savaient que les renforts ne pourraient pas arriver dans la zone avant plusieurs jours, et qu'ensuite, pendant une période encore plus longue, ils ne pourraient être envoyés qu'à raison de deux divisions par jour. D'ici là, il n'était pas humainement possible de faire quoi que ce soit. Ils restèrent assis pendant toute la nuit dans leurs bureaux silencieux, écrasés sous le poids des événements qui se préparaient, souffrant sous une autre forme tous les tourments réservés aux troupes. Le lendemain, la préparation d'artillerie allemande se déclenchait à 1 heure du matin sur un front de 30 kilomètres, et trois heures après, 18 divisions allemandes se lançaient à l'attaque des 4 divisions françaises et des 3 divisions britanniques en cours de reconstitution. Bien que les troupes qui se trouvaient sur le terrain

fussent en alerte, la surprise stratégique s'affirmait complète et écrasante.

> Après une préparation d'artillerie et de mortiers de tranchée de trois heures et demie, *nous dit le Kronprinz*[4], les divisions s'élancèrent contre le Chemin des Dames… Le petit nombre d'unités qui tenait la position, six divisions françaises et trois divisions britanniques retranchées, fut débordé et le Chemin des Dames ainsi que le canal de la Marne à l'Aisne furent atteints dans la foulée. Dès l'après-midi, nos unités de tête se trouvaient de l'autre côté de l'Aisne, et le soir le centre de la 3e armée avait déjà atteint la Vesle de part et d'autre de Fismes. La percée avait été effectuée en un jour sur une profondeur de 20 kilomètres. L'aile gauche de la 7e armée avait également franchi le canal de l'Aisne à la Marne.

Les trois divisions britanniques qui tenaient le front, ainsi que la 25e division, qui fut engagée presque immédiatement, opposèrent à l'ennemi une résistance des plus obstinées. La 45e division franco-algérienne, déployée à leur droite et qui ne se trouvait pas attaquée, leur donna une aide énergique. Avec sa droite appuyée à cette division, la ligne britannique dut se replier devant l'attaque violente qui se produisait sur son avant, sa gauche se trouvant continuellement menacée d'être tournée. Heureusement, les Britanniques avaient sur leurs arrières la région accidentée et boisée qui s'étend à l'ouest de Reims, propice à la défense lors d'un mouvement de retraite. La 19e division britannique venait par bonheur de débarquer à Châlons afin d'y prendre un repos récupérateur, et elle vint renforcer la ligne britannique au quatrième jour de la bataille. À ce moment, la

21e division britannique était pratiquement anéantie, et le 1er juin l'effectif total des 5 divisions britanniques ne dépassait pas celui d'une division normale. Toutes les troupes se comportèrent comme un mois auparavant sur la Lys. Des bataillons entiers avaient été anéantis, et de nombreux artilleurs s'étaient fait tuer auprès de leurs canons en pleine bataille. Les villageois français, ignorants et terrorisés, manifestaient leur hostilité aux troupes qui battaient en retraite.

Pendant ce temps, les Allemands avaient complètement défoncé la gauche des Britanniques. L'état-major du général Duchêne avait trop tardé à ordonner la destruction des ponts de l'Aisne et la plupart tombèrent intacts entre les mains de l'ennemi. Le 2 juin, Soissons était pris et les troupes allemandes atteignaient la Marne à Château-Thierry.

Pierrefeu nous a dépeint dans un passage émouvant ce qui s'est passé ensuite. Les routes comprises entre Provins et le front qui menaient vers Meaux et Coulommiers se couvrirent subitement de flots interminables de soldats américains. Ce torrent en apparence intarissable de jeunes gens rayonnant de tout l'éclat de la santé et de l'énergie associées à la jeunesse produisit une impression prodigieuse sur les Français épuisés. Pas un soldat américain n'avait moins de vingt ans et peu d'entre eux en avaient plus de trente. À la vue de ces troupes brûlant du désir de se battre et qui, entassées dans leurs camions, menaient grand bruit le long des routes, en chantant de toutes leurs forces les refrains venus d'un nouveau monde, l'état-major français se sentit pénétré par l'élan d'une vie nouvelle. « Chacun, dit-il, avait l'impression qu'il assistait à quelque opération magique de transfusion sanguine. Des flots de vie venaient revivifier le corps mutilé de la France dont le sang s'échappait depuis quatre ans par d'innombrables blessures. » Ces réflexions correspondaient avec une singulière exactitude à la réalité des faits. Ces troupes à demi-entraînées, à demi-organisées, qui ne pouvaient compter que sur leur courage, leur nombre et leur magnifique jeunesse pour se

servir de leurs armes, allaient payer un prix amer pour acquérir leur expérience. Mais elles y étaient toutes disposées.

Le malheur du Chemin des Dames eut pour résultat marquant d'améliorer les rapports existants entre les armées britanniques et françaises. Après une surprise aussi évidente, suivie d'un repli de 20 kilomètres en un jour – le record pour toutes les batailles du front occidental –, les Français ne pouvaient plus se permettre d'afficher les airs de supériorité qu'ils n'avaient pu cacher aux Italiens après Caporetto, ni d'ailleurs aux Britanniques après le 21 mars. Tant qu'ils n'avaient pas mesuré à leur tour la puissance des offensives de Ludendorff, ils avaient laissé entendre avec autosatisfaction que l'armée française était la seule à pouvoir véritablement tenir un front dans une guerre moderne. Le marteau-pilon allemand avait dissipé ces illusions. L'importance des malheurs communs avait resserré plus étroitement les liens qui unissaient les Alliés. Le commandement français était en outre profondément attristé des pertes dévastatrices subies par les 5 divisions britanniques qui lui avaient été confiées le temps qu'elles se réorganisent. Il rendit hommage dans les termes les plus généreux et les plus martiaux à l'ardeur au combat de ces troupes. Les paroles du général Maistre, qui commandait le groupe d'armées intéressé, valent d'être reproduites ici :

> Avec une opiniâtreté, permettez-moi de le dire, toute britannique, submergés par les vagues ennemies, vous avez reconstitué sans défaillance de nouvelles unités afin de continuer la lutte, ce qui nous a permis de mettre enfin en place le barrage qui a arrêté le déluge. Jamais ces hauts faits ne pourront être oubliés par aucun Français qui en a été le témoin.

Le 2e régiment du Devon et la 5e batterie du 45e groupe d'artillerie de campagne se virent décerner la croix de guerre pour avoir combattu jusqu'au dernier.

L'avance réalisée par les Allemands jusqu'à Château-Thierry, à moins de 100 kilomètres de Paris, m'obligeait à envisager des problèmes d'une gravité presque égale et d'une urgence analogue à ceux qui s'étaient imposés à nous pendant la bataille de la Lys. J'étais responsable entre autres choses de toutes les livraisons d'avions et de matériel aéronautique de toute nature. Le ministère de l'Armement était un énorme magasin où le ministère de l'Air commandait tout ce qui lui était nécessaire. En raison de l'activité extraordinaire déployée par Sir William Weir, son secrétaire d'État d'alors, les besoins de l'aviation étaient énormes. Après m'être rendu compte que la capacité de production des Français dépassait largement leurs besoins, j'avais, d'accord avec Loucheur, ordonné à Sir Arthur Duckham de leur passer de très grosses commandes. Les usines françaises dont nous dépendions pour l'exécution d'une partie essentielle de notre programme de fabrication se trouvaient pour la plupart concentrées dans les environs de Paris. Le danger qui menaçait la capitale nous obligeait à la fois à établir des plans minutieux pour le déplacement vers le sud de ces établissements et à prendre une décision délicate quant à la date éventuelle où ces plans devraient être mis en œuvre. Si nous les déplacions sans raison valable, nous arrêtions la production en cours. Si nous différions trop longtemps, il ne nous était plus possible de démonter les machines pour les transporter. Paris était calme et même riant au cours de ces journées d'incertitude. La « Grosse Bertha », dont les projectiles tombaient toutes les demi-heures environ, avait provoqué le départ de presque tous ceux qui n'étaient ni trop occupés, ni trop pauvres. La ville, vide et agréable le jour, était presque toujours animée

la nuit par le divertissement d'une attaque aérienne. Les sentiments qui inspiraient Clemenceau régnaient dans toute la capitale : « Nous cédons actuellement du terrain, mais nous ne capitulerons jamais. Nous obtiendrons la victoire si les dirigeants se montrent à hauteur de leur tâche. »

Ludendorff venait de créer un troisième saillant dans le front allié, et les troupes allemandes qui occupaient ces trois poches s'y trouvaient dans des conditions difficiles. Leurs communications étaient des plus médiocres et leur situation stratégique générale des plus délicates. Il semblait probable qu'elles s'efforceraient de couper ou d'enfoncer le saillant du front français compris entre Montdidier et Château-Thierry jusqu'aux environs de Noyon. Il était peu vraisemblable que ce saillant fût attaqué sur son flanc est, car les alentours de Villers-Cotterêts étaient recouverts d'épaisses forêts et il n'y avait qu'une seule voie ferrée pour desservir la totalité des unités allemandes qui occupaient le saillant de Château-Thierry. La partie du front en face de Compiègne, de Montdidier jusqu'à Noyon, était certainement celle qui méritait le plus d'intérêt. M. Clemenceau m'avait autorisé et même incité à aller partout, à tout aller voir, et suivant son expression à « dire à Lloyd George ce que nous sommes en train de faire ». C'est pourquoi, quand les travaux de la Conférence interalliée sur l'armement qui avait lieu à ce moment-là me le permirent, je me rendis auprès des armées des généraux Humbert et Debeney, qui attendaient le choc prévu. Je les connaissais personnellement, et j'avais des relations encore plus étroites avec le général Fayolle, qui commandait le groupe d'armées. Il ne fallait pas trois heures pour se rendre de Paris au front, et j'observai avec la plus grande attention les méthodes défensives perfectionnées que les Français mettaient alors en œuvre. Elles consistaient à ne présenter aucun objectif important à la préparation d'artillerie allemande. On n'assurait le contact avec l'ennemi que par une forte ligne de postes isolés, pourvus

de mitrailleuses et soigneusement dissimulés. En arrière de ces troupes dont c'était la seule mission, et qui devaient s'attendre à être anéanties en cas d'attaque, s'étendait une zone de 2 500 à 3 500 mètres uniquement défendue par des centres de résistance tenus par des forces relativement faibles. La ligne de résistance principale où l'infanterie et l'artillerie conjuguaient leurs feux était établie à plus de 6 000 mètres des batteries ennemies. Quand on voyait tous ces travaux et tous ces moyens défensifs, les masses de batteries et de mitrailleuses qui hérissaient la position principale de résistance, et quand on savait que celle-ci ne pouvait être soumise à un bombardement d'artillerie violent qu'après l'extermination de la défense opiniâtre des postes avancés, il semblait difficile d'admettre qu'aucune troupe au monde fût capable d'enlever en un seul jour toute la profondeur de ces positions.

Le 8 juin au soir, je parcourais à pied le centre de la position française qui se trouvait en avant de Compiègne. Les bruits d'attaque se répandaient, l'alerte avait été donnée partout et chacun se trouvait à son poste. La journée avait été calme et pas un coup de canon ne venait troubler la douceur de cette soirée d'été. Les soldats français qui attendaient ce nouveau coup du sort étaient très calmes, très braves et même gais. Le lendemain soir, tout le terrain qu'ils m'avaient fait visiter était tombé entre les mains des Allemands et la plupart de ceux avec qui j'avais bavardé étaient morts ou prisonniers.

À l'aube du 9, leur 18e armée déclenchait ce que les Allemands ont appelé la bataille de Noyon, tandis que leur 7e armée attaquait au sud-ouest de Soissons. Le canon tonnait donc sur toute la totalité du front menacé. Cette attaque ne fut vraiment violente que pendant deux jours. Les Allemands progressèrent sur une profondeur de 15 kilomètres et prirent pied sur les hauteurs en avant de Compiègne. Mais les techniques défensives des Français firent payer cher cette avance et l'utilisation souple et judicieuse du terrain leur permit de réduire leurs

pertes. À partir du 11, Fayolle se mit à lancer des contre-attaques en force soigneusement préparées, particulièrement en direction de Méry. Elles se poursuivirent pendant toutes les journées du 12 et du 13, mais dès le 11, Ludendorff avait jugé que la tâche était au-dessus de ses forces.

> En raison de la forte concentration des troupes ennemies, *écrit-il dans ses Souvenirs de guerre*, le Grand Quartier général ordonna le 11 à la 18e armée de suspendre l'offensive afin d'éviter des pertes inutiles. Il était absolument évident que l'attaque entreprise par la 7e armée au sud-ouest de Soissons ne parviendrait pas à percer. Les opérations de la 18e armée n'avaient pas modifié la situation stratégique… et n'avaient amené aucune évolution des données tactiques.

Depuis le début de l'année, les Alliés n'avaient connu que la retraite. La puissance militaire de l'Allemagne se faisait durement sentir à tous. On ne pouvait chasser de son esprit le sentiment d'avoir à se mesurer avec un monstre apparemment doué de ressources inépuisables, d'une énergie inlassable et qui semblait invulnérable – puisque les plus grandes hécatombes ne l'avaient en rien ébranlé. Personne n'espérait plus un résultat rapide, mais on repoussait absolument, même dans les conversations privées, l'idée que la guerre pût se terminer autrement que par la défaite totale de l'Allemagne. Toutes les personnalités dirigeantes étaient résolues à poursuivre la lutte jusqu'à la victoire, et les soldats entretenaient la naïve conviction que c'était un fait acquis.

> Le fait que nos deux grandes offensives n'avaient pas amené la décision était sans aucun doute décourageant, *note Ludendorff*.

> Elles constituaient des victoires évidentes.… L'effet funeste causé par la désillusion était doublé par le fait que nous n'étions pas à même de la surmonter dans l'état d'esprit où nous étions à ce moment-là.

Cependant, ce n'étaient pas des victoires mais seulement des bulletins de victoire. Sur les cinq grandes batailles qui venaient de se livrer, les trois premières, menées contre les Britanniques, n'avaient donné aucun des résultats stratégiques d'importance toujours décroissante qu'elles s'étaient proposées. La quatrième, déclenchée contre les Français, n'avait été qu'une victoire locale à grand spectacle, mais sans conséquence stratégique. Enfin la dernière, la bataille de Noyon, s'était terminée par un coup d'arrêt bien net. L'offensive suprême restait enlisée. La journée du 11 juin avait été dans la zone française du front un tournant décisif, comme la journée du 12 avril l'avait été pour la zone britannique. Dans le camp allemand, en dépit de triomphes sensationnels, tout était « désillusion ». À l'arrière du front des Alliés, en dépit de leurs amères expériences, la confiance reposait sur des fondations solides.

Un changement complet dans l'équilibre stratégique venait en effet de se produire au cours de ces trois mois de combats incessants. Le gros des forces allemandes était maintenant fortement engagé. Le principe suprême de la surprise, indispensable à toute offensive d'envergure, dépendait de la possibilité d'avoir simultanément quatre ou cinq attaques de première importance prêtes sur différentes parties du front, et les Allemands avaient pu jusqu'au 21 mars jouer de cet élément d'incertitude. Mais la plupart avaient déjà eu lieu. Les possibilités qui s'ouvraient encore à Ludendorff étaient restreintes et dans une très large mesure étroitement circonscrites. Ses réservoirs s'épuisaient, et les nôtres étaient en train de se remplir à ras bord.

Le rapport de force s'était notablement transformé. Au cours de ces cinq semaines de combats, les Britanniques venaient de tuer, blesser et capturer près de 400 000 Allemands, tandis que leurs pertes en hommes et en matériel avaient été plus que compensées par les mesures prises par leur gouvernement. D'ailleurs, à la fin de juin, notre armée se trouvait en fait plus forte qu'à la veille du 21 mars. Des divisions étaient arrivées d'Italie, de Salonique et d'Égypte. Le War Office, surmontant enfin les craintes absurdes d'une invasion, venait d'envoyer de forts contingents issus de la métropole. Des divisions non mobiles destinées à tenir le front avaient été constituées à partir d'hommes âgés, mais elles prouvèrent le moment venu qu'elles étaient aussi capables d'avancer que de s'accrocher à leurs positions. Sir Douglas Haig sentait bien cet accroissement de force continuel et comme les événements allaient le prouver il était plus capable que quiconque de le mesurer.

Les ressources en hommes de la France, dépensées avec tant de prodigalité au début de la guerre et si jalousement ménagées pendant les dernières années, suffisaient pour fournir un effort final. Derrière eux enfin, les forces américaines arrivaient chaque jour par dizaines de milliers. À cette époque, près de 750 000 soldats américains avaient été transportés et escortés par la marine britannique, tant militaire que marchande, sans perdre un seul homme du fait de l'ennemi. Tous ces faits permettaient d'envisager la fin de l'année avec confiance, et d'avoir bon espoir que l'année suivante nous apporterait le succès définitif.

Cependant, la situation personnelle du maréchal Foch se trouvait être quelque peu ébranlée après le 27 mai. C'est sur lui que la France rejetait la plus grosse part de responsabilité pour avoir utilisé les réserves françaises à couvrir le point de jonction des armées britanniques et françaises. On n'avait pu aboutir à la nomination d'un généralissime qu'en surmontant de sérieuses résistances bien naturelles. Les premiers résultats du « commandement unique » et de la direction personnelle de

Foch s'étaient traduits par un désastre retentissant. Les griefs et les récriminations commençaient à courir en sous-main. Les Britanniques estimaient que l'on n'avait pas assez fait pour eux pendant leurs cruelles épreuves. Il existait en outre des motifs justifiés d'incertitude. Le maréchal Foch ne disposait pas comme Haig ou Pétain d'un état-major conséquent. Il agissait par l'intermédiaire de ce qu'il appelait plaisamment « ma famille militaire », un petit groupe d'officiers dévoués qui l'avaient suivi pendant toute la guerre à travers toutes les vicissitudes. Ils étaient dirigés par un certain général Weygand, jeune, alerte, discret et peu volubile, qui devait se faire un nom par la suite. Cet entourage extrêmement restreint serait-il à même tenir le chef au courant de la multitude de détails techniques qu'il fallait maîtriser avant d'avoir les éléments de comparaison entre les différents choix possibles qui permettent d'engager les opérations de grandes armées modernes ? Cette question restait sans réponse à cette époque, et elle suscitait bien des doutes. Néanmoins, le maréchal Foch, qui ne fondait ses décisions que sur le roc des vrais principes stratégiques, prenait son mal en patience et attendait son heure.

---

1. *Souvenirs de guerre (1914-1918)*. (WSC)

2. . « Une humeur de dogue, un grondement perpétuel, un orage de rebuffades, tout de suite les gros mots à la bouche, sans raison », Pierrefeu, *G.Q.G. secteur 1*, vol. II, p. 178. (WSC)

3. *Ibid.*, p. 187.

4. Wilhelm von Preußen (Kronprinz Wilhelm), *Meine Erinnerungen aus Deutschlands Heldenkampf*, Berlin, E. S. Mittler & Sohn, 1922. (WSC)

CHAPITRE XXII

LE VENT TOURNE

Pendant le mois qui suivit la bataille de Noyon, les dirigeants allemands se retrouvèrent face à un horizon sinistre, et les cœurs se mirent à ressentir de plus en plus le vent glacé de l'inévitable. On ne pouvait discerner la moindre fêlure ni le moindre symptôme de désagrégation dans le puissant bloc d'États qui réunissait la presque totalité du monde en armes, et qui par-dessus les lignes de bataille fixait impitoyablement l'Allemagne et ses alliés. La France de Clemenceau était solide comme le roc. On savait que l'armée britannique se remettait rapidement de ses pertes et tout l'empire guidé par Lloyd George faisait preuve d'une activité redoublée. Les Américains arrivaient en masse après avoir traversé les mers libérées. L'Italie, si près de succomber pendant l'hiver précédent, reprenait ses forces. Pendant ce temps, de sombres nouvelles affluaient de toute part vers le Grand Quartier général allemand. La Turquie était désespérée. Un silence lugubre planait sur la Bulgarie. L'Empire austro-hongrois était à la veille de se désintégrer. Des mutineries venaient d'éclater dans la flotte allemande, et des symptômes inquiétants apparaissaient au sein même de la vaillante armée allemande, qui constituait le fondement de l'existence de

toutes les puissances germaniques. La nation allemande commençait à s'abandonner au désespoir et cet état d'esprit n'échappait pas à la troupe. Des incidents regrettables se produisaient. Le nombre des déserteurs augmentait, et les permissionnaires répugnaient à repartir vers le front. Les prisonniers allemands qui se trouvaient en Russie, libérés par le traité de Brest-Litovsk, rapportaient avec eux le virus léniniste, et beaucoup se refusaient à retourner au front. Une campagne d'accusations imméritées se déchaînait contre le corps des officiers allemands. L'accomplissement sans défaut de leurs tâches quotidiennes, qui leur avait permis de faire payer sur tous les fronts la vie de chaque soldat allemand par celle de deux soldats alliés, ne les protégeait pas du reproche de ne pas partager les privations de la troupe. Le feu des Britanniques avait causé en 1918 des ravages cruels dans les rangs allemands, et pour la première fois depuis les tout débuts de la guerre, l'Allemagne se vidait de son sang à une cadence qu'elle avait coutume d'infliger à ses adversaires. L'autorité continuait cependant à tenir les leviers de cette majestueuse machine de guerre qui, avec ses milliers d'engrenages, continuait inexorablement à tout broyer en dépit des chocs et des vibrations qui se produisaient parfois.

On trouvait aussi en la personne de Ludendorff un joueur audacieux qui ne se déciderait pas à abandonner la partie aussi longtemps que demeureraient des enjeux importants. Qui pourra dire s'il eut tort ou raison à moment-là ? Il lui était difficile de deviner si l'adoption d'une politique défensive, avec de grands replis stratégiques permettant d'atteindre l'hiver afin de pouvoir entamer des négociations, ne donnerait pas le signal de l'effondrement qu'il craignait. Non, il valait mieux tout risquer en allant jusqu'au bout, quitte à tout perdre. Il avait rassemblé les moyens nécessaires pour tenter le sort une fois encore. Une nouvelle chance ne se présentait-elle pas ? Une victoire écrasante remportée sur les Français, suivie d'une marche sur Paris puis, au

moment où toutes les réserves alliées auraient été réunies pour assurer la défense de la capitale, frapper brusquement par sa droite en direction des Britanniques et des ports de la Manche. Telles étaient du moins ses intentions.

Les épreuves subies par l'empereur d'Allemagne pendant la grande bataille de Reims ont fait l'objet d'une œuvre d'imagination – qui n'en est pas moins profondément instructive – écrite par un écrivain allemand de qualité[1]. Le récit se borne à exposer d'heure en heure les faits et les gestes de l'empereur, au cours de la période de moins de dix jours pendant laquelle la bataille s'est livrée et décidée. Ce thème y est traité avec toute la minutie habituelle aux Allemands dans un volume de cinq cents pages en caractères serrés. La scène s'ouvre sur l'arrivée du train impérial dans une halte de chemin de fer en rase campagne et sur la rencontre du chef suprême avec ses généraux : Hindenburg, solennel, déférent et peu précis ; Ludendorff, le timonier, préoccupé, peu loquace et réservé. Tout le cérémonial impérial est progressivement mis à nu. Ces deux hommes sont aux prises avec un fatal destin et ils ne souhaitent pas qu'un tiers soit mis dans la confidence. L'empereur est cérémonieusement relégué dans une haute tour en bois édifiée à son usage à l'intérieur d'une forêt. Du haut de la plate-forme qui surplombe la cime des arbres, le Maître suprême sera le mieux placé pour suivre le cours des événements. Ainsi perché il devra, ainsi que son entourage immédiat, demeurer pendant six jours entiers, les yeux scellés à des télescopes où l'on ne distingue rien, si ce n'est des fumées, des formes indistinctes et des taches dans le lointain. Tandis que son trône chancelle et que se décide le sort de son peuple, il reste là, impuissant et inutile, en proie aux pires inquiétudes, mais du moins rendu inoffensif par l'éloignement.

Le plan de Ludendorff pour la bataille de Reims, conforme au schéma allemand habituel de la prise en tenaille, mettait en œuvre des moyens presque aussi importants que pour celle du 21 mars. Il comprenait deux attaques simultanées, séparées par une zone sans combats de 20 kilomètres, lancées de part et d'autre de Reims, afin de faire tomber la ville ainsi que la région difficile et accidentée qui l'entoure. La 7e armée allemande, franchissant la Marne, devait attaquer à l'ouest de Reims et les 3e et 1re armées à l'est. De chaque côté, la vague d'assaut comprenait 15 divisions. L'offensive, qui s'étendait sur une largeur totale de près de 70 kilomètres, y compris la zone centrale, convergeait ensuite vers Châlons-sur-Marne. Si tout se passait bien, Paris se trouverait de plus en plus menacé, ce qui attirerait les réserves des Alliés vers le sud afin de défendre la capitale. C'est alors, au moment opportun, que le prince héritier Rupprecht fondrait avec 31 divisions sur l'armée britannique des Flandres et reprendrait la bataille de la Lys, puis la poussée en direction des ports de la Manche. Cette conception était ambitieuse et les forces destinées à cet ensemble d'opérations se déployaient sur l'étendue la plus vaste jamais vue depuis l'invasion de 1914.

Le secret de ces desseins fut percé à jour par les Alliés, qui purent déterminer exactement les concentrations exécutées par l'ennemi. Les renseignements fournis par les déserteurs et par les prisonniers capturés au cours des coups de main exécutés dans ce but permirent aux états-majors français et britanniques d'avoir confirmation de tous les détails pendant qu'il était encore temps de s'organiser en conséquence. Haig se prépara à faire face à l'attaque de Rupprecht, et Pétain s'appliqua à consolider le front de Reims avec un soin minutieux. Les positions françaises étaient tenues à l'ouest de Reims par l'armée Berthelot, et à l'est par celle de Gouraud, toutes deux faisant partie du groupe d'armées

de Maistre. Ces mesures une fois prises, il appartenait à Foch de prendre la direction d'ensemble de cette bataille gigantesque.

L'intervention de cette autorité suprême fut décisive. Ni Haig ni Pétain, trop absorbés par le poids de leurs préoccupations personnelles, n'aurait pu avoir l'indispensable vue d'ensemble. Il est par ailleurs probable que ces deux chefs de rang égal, qui avaient chacun à faire face à des dangers égaux et à tenir des points cruciaux, n'auraient pu s'entendre sur la bonne stratégie. Entre la coopération, si loyale soit-elle, et l'unité d'action, il existe un fossé assez large pour transformer la victoire en défaite. Foch, confiant dans les renseignements dont il disposait, bien qu'ils ne fussent pas absolument certains, décida de laisser la bataille de Reims suivre son cours pour lancer une vigoureuse contre-offensive quand elle atteindrait son point culminant, sur le flanc droit des Allemands en pleine progression. Dans ce but, il concentra aussi secrètement que possible plus de 20 divisions et 350 petits chars français dans les forêts qui entourent Villers-Cotterêts. Ces unités avaient été prélevées sur les réserves que Pétain voulait garder pour assurer la couverture de Paris. Dans la journée du 12, Foch demanda également que 4 divisions britanniques fussent transférées dans la zone française : deux de part et d'autre de la Somme, et deux au sud de la rivière, afin d'assurer la liaison entre les armées françaises et britanniques dans la région d'Amiens et de lui permettre de déplacer 4 divisions françaises plus à l'est, à proximité immédiate de la bataille imminente. Le quartier général britannique accepta ces propositions et donna des ordres en conséquence. Le 13, Foch demandait que ces quatre divisions fussent mises à sa disposition immédiatement et sans restriction en vue de la bataille ; il demandait en outre que 4 nouvelles divisions britanniques fussent envoyées pour les remplacer.

C'étaient là des demandes d'importance. On savait en effet que dans le secteur qui faisait face à celui d'Hazebrouck, dangereusement voisin

de la côte, Rupprecht disposait de 8 divisions en première ligne et de 23 en réserve dont 21 divisions fraîches. Les Britanniques ne pouvaient opposer à cette offensive déjà montée que 15 divisions en y comprenant les réserves, dont deux n'avaient pas achevé leur entraînement et une troisième ne comprenait que des effectifs de deuxième ligne. Sir Douglas Haig n'en mit pas moins en route immédiatement les deux divisions supplémentaires destinées à remplacer celles qui se trouveraient sur les deux rives de la Somme, mais il fit valoir l'importance toujours croissante des préparatifs d'attaque allemande devant le front britannique, ainsi que l'incertitude quant à l'endroit où porterait l'assaut, pour déclarer qu'il s'opposait pour le moment à l'envoi d'autres unités en Champagne. Il demandait qu'aucune décision ne fût prise sur la question jusqu'à sa rencontre prévue avec Foch dans la journée du 15 à Mouchy.

Pendant ce temps, en Grande-Bretagne, les membres du Gouvernement s'alarmaient de l'affaiblissement des réserves britanniques au moment même où il était incontestable qu'une série d'attaques violentes pouvaient être déclenchées d'un instant à l'autre sur nos troupes déjà très éprouvées. Ils étaient également fort marris de voir que la presque totalité des troupes américaines qui venaient d'arriver avait été envoyée ailleurs que dans la zone britannique. Le Cabinet de guerre, réuni par le Premier ministre dans la soirée du 13, décida d'envoyer le général Smuts auprès de Haig pour l'informer qu'il serait appuyé par le Gouvernement britannique s'il estimait souhaitable d'invoquer les clauses de la « convention de Beauvais ». Les choses en étaient arrivées à ce point quand la bataille commença.

Il nous est loisible, au moment où le rideau se lève sur une scène nouvelle, d'observer les principaux acteurs tout à tour. L'empereur, dès avant l'aube du 15 juillet, se trouve sur son perchoir feuillu entouré par la cime des arbres. Ludendorff, sur des charbons ardents, est à Avesnes.

L'attention de Pétain est rivée sur son front menacé, comme la capitale qui n'en est éloignée que de 90 kilomètres, par la tempête qui se prépare. Haig et son chef d'état-major pensent que, tout bien considéré, le premier coup ne sera pas pour eux, mais ils ne doutent pas que le suivant ne leur soit destiné, et qu'il ne soit terrible. Ils estiment que la ligne française fléchira avant de se stabiliser, mais que la possibilité d'une contre-attaque française est trop belle pour être vraisemblable. À l'est de Reims, derrière les leurres d'un front factice soigneusement préparé, se trouve Gouraud, une âme fougueuse dans un corps meurtri par la guerre, habile, chevaleresque, parfaitement renseigné. Il connaît jusqu'à l'heure H de l'ennemi et, trois heures avant le début de la préparation d'artillerie allemande, toute son artillerie commence ses tirs de contre-préparation sur les batteries entassées et sur les tranchées où l'ennemi se rassemble avant de donner l'assaut. L'armée de contre-offensive de Foch est tapie dans les forêts de Villers-Cotterêts – 2 fortes divisions américaines et 18 de Français la rage au cœur. À leur tête, nous retrouvons l'impétueux Mangin. Il avait vécu des jours difficiles depuis qu'il avait repris le fort de Douaumont. Bouc émissaire du désastre de Nivelle, on lui avait retiré son commandement et enlevé en fait tout espoir de commandement ultérieur. Un ordre ministériel lui avait interdit de résider à moins de 50 kilomètres de Paris. Puis, tandis que la bataille faisait rage, on lui avait donné, situation horrible pour lui, un emploi subalterne. Soudain, Clemenceau, qui est au-dessus de ces fabrications de boucs émissaires, lui tend sa main forte et secourable. Foch, qui n'est alors que conseiller, propose de « donner un corps à Mangin ». Les résistances et les préventions sont balayées. Après une mise à l'essai de six mois en tant que commandant du 9^{e} corps d'armée, « Mangin le boucher » est replacé à la tête d'une armée. Et maintenant, tel un léopard affamé grimpé sur un arbre, il voit s'approcher une occasion unique qui va passer sous sa branche. Enfin, assis dans le

ravissant château de Bombon, où le soleil levant inonde les pelouses, et où les ondulations des eaux s'unissent au charme de l'été, le maréchal Foch avec Weygand à ses côtés, entouré par sa « famille militaire ». Il a des batailles à livrer à l'arrière aussi bien que sur le front.

Par-delà les parapets des tranchées allemandes, des cataractes de feu et d'acier viennent de se déverser. En avant les vétérans indomptables du « Vaterland » ! Il faut franchir la Marne. Des milliers de canons et de mitrailleuses soulèvent l'écume de ses eaux, mais les troupes de choc usées et endurcies par la guerre s'avancent, avec le cri de *« Nach Paris »* sur les lèvres. Lançant leurs pontons et leurs radeaux fragiles dans un enfer d'obus qui sifflent et mugissent avant d'éclater, ils traversent la rivière, gravissent la berge opposée, en viennent aux prises avec les Français, puis avec les Américains – nombreux, frais et utilisés avec sang-froid. Après avoir subi de lourdes pertes, les Allemands les obligent à se replier et ils s'incrustent solidement dans le terrain conquis. Ils jettent leurs ponts, y font passer canons et obus, et quand la nuit tombe sur cette scène de carnage, 50 000 Allemands se sont retranchés sur un large front qui pénètre à 6 kilomètres au sud de la Marne. C'est là qu'ils s'arrêtent afin de s'y renforcer après avoir accompli tout ce que des soldats ont jamais fait.

Mais il en allait autrement à l'est de Reims. La contre-préparation de Gouraud s'était abattue sur les 1re et 3e armées allemandes avant même que le signal d'attaque ne leur eût été donné. Le général avait dévoilé toutes ses batteries en misant sur ses renseignements. Les faits allaient-ils lui donner raison ? À Châlons, son chef d'état-major entre dans son bureau la montre à la main. « Ils n'ont pas encore commencé, dit-il. L'heure H est passée, les prisonniers nous ont trompés. » « Il reste encore deux minutes », répond Gouraud, qui regarde également sa montre, et les deux hommes attendent en retenant leur souffle le bruit de la nouvelle canonnade qui doit s'ajouter au tonnerre indistinct du

bombardement français. Au moment exact où la montre de Gouraud indique l'heure H, un grondement semblable à celui d'un train en marche passe au-dessus de leurs têtes, un énorme obus allemand éclate avec un bruit assourdissant sur le groupe électrogène voisin, plongeant le quartier général dans le noir complet. Les deux officiers français accueillent ce signal révélateur avec un profond sentiment de soulagement et de gratitude. Leurs batteries n'auront pas été dévoilées inutilement.

Les tirs de contre-préparation ont fait subir de très lourdes pertes aux Allemands qui se rassemblent pour l'attaque, et leur progression débute dans des conditions extrêmement difficiles. Le front factice des Français leur oppose une vive résistance qu'il n'est possible de surmonter qu'en exterminant laborieusement les défenseurs. Ensuite, les Allemands, désormais hors du rayon d'action de leur propre artillerie, se heurtent à la véritable ligne de front, impénétrable, d'où émane un feu nourri et d'où jaillissent des contre-attaques. Sur toute la longueur du front, sans aucune exception, la progression des 1re et 3e armées s'effrite devant la défense française sans avoir obtenu de résultats importants à l'issue d'une journée d'horrible massacre. Ce coup d'arrêt est décisif.

> Dès le 16 à midi, *indique Ludendorff*, le Grand Quartier général avait donné aux 1re et 3e armées l'ordre de suspendre l'offensive et de se mettre en position de défense en faisant reculer pour ce faire un certain nombre de divisions… Cette décision pénible de suspendre l'offensive menée par ces armées une fois prise, il était inutile d'essayer de pousser au-delà de la Marne ou de conserver des troupes sur la rive sud. Il fallait prendre les dispositions nécessaires pour la retraversée avant même que la retraite ne pût commencer.

La retraite fut fixée à la nuit du 20 au 21. Ludendorff espérait cependant pouvoir progresser encore en remontant la vallée de l'Ardre en direction de Reims.

Les décisions prises par Ludendorff n'étaient naturellement pas connues de Foch ni de Pétain, et le général Foch allait avoir à fournir de gros efforts pendant la journée du 15. Les premiers rapports reçus de l'armée Gouraud dans la matinée du 15 étaient si favorables que Foch se mit en route pour Mouchy, où il devait rencontrer Haig. Il n'y a guère de doute que le Grand Quartier général français envisageait sans grand enthousiasme la contre-offensive de Mangin. S'il y a au moins une certitude, c'est qu'il s'efforça de la retarder. Quelques années plus tard, on a rapporté l'argument que Pétain aurait avancé : « Il est encore trop tôt, laissons les Allemands s'avancer plus avant. Laissons-les engager toutes leurs réserves dans la bataille principale, et votre contre-offensive n'en sera que plus efficace. » On discutera longtemps afin de savoir si c'était là le motif réel, ou une explication fournie après coup, en vue de cacher l'importance exagérée que l'on accordait à Paris. Mais l'action personnelle du général Foch, elle, est indiscutable. En se rendant à Mouchy, il s'arrête à Noailles, au quartier général de Fayolle. Il y apprend que le Grand Quartier général vient d'envoyer l'ordre à toutes les réserves françaises de se tenir prêtes à être transportées vers Reims. Il annule immédiatement ces ordres, et ordonne d'accélérer les préparatifs de l'offensive Mangin, qui doit être déclenchée le plus tôt possible. Il désirait qu'elle eût lieu le 17 et n'accepta qu'à contrecœur qu'elle fût finalement fixée au 18.

Le Grand Quartier général français souleva d'autres objections sans que l'on puisse affirmer qu'elles émanaient directement de Pétain, mais Foch lui téléphona de Mouchy à 12 h 25 : « Il ne peut être question de ralentir, encore moins d'arrêter les préparatifs de Mangin. En cas de besoin urgent et vital, vous pourrez prendre les troupes absolument

indispensables sous réserve de m'en rendre compte immédiatement. » Cela fait, il entama ses discussions avec Haig. Le quartier général britannique estimait que le moral de l'armée française avait été fortement atteint par la défaite du 27 mai et il se montrait extrêmement sceptique quant à la possibilité et à l'intention des Français de déclencher une offensive d'envergure. Il craignait que l'on ne fît appel à ses réserves non pour déclencher une contre-offensive décisive au moment favorable, mais uniquement pour augmenter la masse des troupes interposées entre l'ennemi et Paris. La liaison entre les hauts commandements français et britannique était étroite, et Haig était parfaitement au courant des conceptions défensives de Pétain. Le généralissime n'avait à faire valoir que le désastre du 27 mai, et il n'avait d'autre structure à sa disposition que les quelques officiers de son état-major personnel au château de Bombon. Haig pouvait bien être sensible aux idées de Foch, mais serait-il possible de les traduire en actes ? Dans la tension de la bataille de Reims, où se jouait peut-être le sort de Paris, le point de vue bien connu de Pétain et la puissance de l'appareil de l'état-major français ne l'emporteraient-ils pas ? Quoi qu'il en soit, Haig n'en accepta pas moins de transférer la totalité de la deuxième série de 4 divisions britanniques pour qu'elle vienne en soutien des Français, et les deux premières de ces divisions reçurent l'ordre de compléter le 22^{e} corps d'armée au sud de la Somme.

Tard dans la soirée, le général Smuts, membre et émissaire du Cabinet de guerre, arrivait sur les lieux. Il fit part de sa mission au commandant en chef et lui offrit l'appui du Gouvernement britannique s'il jugeait qu'il faisait l'objet de pressions inacceptables. Haig répondit « qu'il en courait le risque, qu'il en acceptait la responsabilité et qu'il avait agi dans l'intérêt général de la cause alliée ». Il remit même à Smuts une note écrite dans laquelle il « acceptait les risques à courir, tout en se rendant parfaitement compte que si les dispositions prises

(par Foch) étaient erronées, il en supporterait seul le blâme, mais que si par contre elles se trouvaient justifiées, tout l'honneur en rejaillirait sur Foch ». « Cela, ajouta-t-il d'un air entendu, est de nature à satisfaire complètement le Gouvernement ! »

Une controverse des plus vives avait lieu au même moment à Provins. Après le renvoi du général Anthoine à la suite des événements du 27 mai, un nouveau personnage avait fait son apparition au Grand Quartier général. Le jeune et audacieux général Buat, choisi par Foch et par Clemenceau, avait été nommé major général des armées françaises et était devenu l'adjoint de Pétain, qui n'avait pas eu son mot à dire. Buat, comme l'escomptaient certainement ceux qui l'avaient choisi, pesa de tout son poids en faveur du déclenchement immédiat de la contre-offensive, et Pétain ainsi que l'état-major français finirent par consentir à obéir aux ordres du commandement suprême.

Pendant toute la journée du 16, la bataille fit rage sur la Marne, où les Français déclenchaient de vigoureuses contre-attaques. Dans la matinée du 17, Foch envoya le général Du Cane porter à Haig une lettre relative à l'attaque qui menaçait le front britannique et au dispositif préventif prévu en conséquence pour les réserves britanniques. Au moment où Du Cane montait en voiture, Weygand, qui l'avait accompagné jusqu'à la porte, lui dit : « Le général Foch vous autorise à informer Sir Douglas Haig que l'armée de Mangin attaquera demain matin à 8 heures avec vingt divisions. »

La dispersion de ses réserves inquiétait sérieusement l'état-major du quartier général britannique. Encouragé par la visite de Smuts, il avait soumis les objections les plus vives au commandant en chef dans la journée du 16. En arrivant, le général Du Cane se vit présenter un projet de lettre qui attendait la signature de Haig et qui demandait le retour immédiat au nord de la Somme des 4 divisions du 22^{e} corps. L'entretien en tête à tête qu'il eut avec le commandant en chef n'empêcha pas la

signature de cette lettre, ni son envoi. Mais Haig, persuadé que la grande contre-attaque était désormais certaine, y ajouta verbalement : « Les troupes britanniques pourront être utilisées bien entendu en cas de besoin pour exploiter le succès. » En fait, on ne lui en demandait pas plus.

Je me suis appesanti sur ces tractations, car elles marquent un tournant décisif dans la carrière de Foch en qualité de commandant suprême des armées alliées et exposent, en toute justice, tant les difficultés qu'il lui a fallu surmonter que le rôle prépondérant qu'il a joué dans l'obtention des victoires qui allaient ensuite être partagées par tous. Elles montrent également l'importance de l'aide que lui ont apportée Sir Douglas Haig et l'armée britannique dans un moment de crise d'une terrible incertitude.

*
* *

Traversons les lignes quelques instants.

Dans la nuit du 17 au 18, *écrit Ludendorff*, je me rendis personnellement au quartier général du groupe d'armées du prince Rupprecht, afin de me rendre compte une fois de plus du degré d'avancement des préparatifs. L'offensive prévue devait être la suite de celle qui avait été suspendue à la fin d'avril. Elle devait être menée au nord de la Lys par les 4e et 6e armées, et elle avait pour but de s'emparer des hauteurs qui dominent Poperinghe et Bailleul ainsi que des collines qui entourent Hazebrouck. Le 18 au matin, au cours de la conférence qui avait lieu au groupe d'armées du prince Rupprecht, j'appris la nouvelle que les Français, grâce à une attaque par surprise menée avec des chars, venaient de percer le front au sud-ouest de Soissons… Je

mis fin à la réunion (naturellement dans un état de forte tension nerveuse) et je retournai à Avesnes.

L'armée de Mangin s'était élancée à l'heure fixée. La bataille était calquée sur celle de Cambrai. Il n'y avait pas eu de préparation d'artillerie. Trois cent trente petits chars Renault avaient débouché des bois et s'étaient frayé un chemin à travers les lignes allemandes. Derrière eux, l'infanterie française s'était lancée en avant, très supérieure en nombre, en submergeant l'ennemi sur un vaste front. À l'arrière, les troupes allemandes étaient tranquillement occupées à faire les moissons, fort abondantes. Elles jetèrent leurs faucilles pour se battre là où elles se trouvaient. L'action de leurs mitrailleuses, à l'exception de celles montées sur des trépieds spéciaux, était gênée par la hauteur des blés et les petits chars poursuivirent leurs ravages meurtriers pour briser la résistance ennemie. À la nuit, l'armée de Mangin avait progressé d'une profondeur moyenne de 5 kilomètres sur un front large de 45. Cette action ne constituait pas encore le coup décisif sur le front occidental, mais depuis ce moment jusqu'à la fin de la guerre – sans exception aucune – les Alliés ne cessèrent d'avancer et les Allemands de reculer.

Au cours de ces journées tragiques, les représentants des ministères de l'Armement britannique, français, américain et italien avaient pris part à Paris à des réunions continuelles. Le grondement lointain de la canonnade et le bruit sourd des obus de la « Grosse Bertha » qui éclataient toutes les demi-heures nous rappelaient que la campagne de 1918 n'était pas terminée. Mais tous nos travaux portaient sur 1919. Les questions concernant la production et la répartition de l'acier, du charbon, des nitrates, ainsi que la fabrication du matériel d'artillerie, des obus, des mitrailleuses, des chars, des avions, des gaz de combat, sur la plus grande échelle et dans les conditions les plus rationnelles possibles,

nous obligeaient, comme le très nombreux personnel technique que nous dirigions, à siéger tous les jours et pendant toute la durée de la journée à la table de la conférence. Et bien sûr, tandis que se décidait le sort de la bataille, je me tenais prêt à faire exécuter, s'il fallait en arriver là, le vaste plan prévu pour l'évacuation et la remise en route des usines parisiennes qui travaillaient pour nous. Pendant la dernière semaine de juillet, nous fûmes invités à prendre une journée de congé pour aller visiter les lieux de la victoire. Après avoir traversé Château-Thierry et longé la zone du front, totalement rasée, nous nous rendîmes au quartier général de Mangin à Versigny. Une longue allée bordée par les canons et les mortiers de tranchée enlevés aux Allemands nous conduisit à la demeure du général. Mangin nous reçut avec cordialité. Son attitude modeste dissimulait mal sa joie. Me trouvant seul avec lui après le déjeuner, et connaissant les hauts et les bas de sa carrière, je lui adressai quelques mots d'admiration au sujet de la remarquable bataille qu'il venait de remporter. Voici textuellement ce qu'il me répondit : « Le maréchal Foch l'a conçue, le général Gouraud l'a rendue possible. Moi, je l'ai faite. » Quelques années plus tard, je répétai ces paroles au général Gouraud, qui, après y avoir réfléchi pendant quelque temps, me dit : « C'est parfaitement exact. » Je crois en effet que cette phrase résume parfaitement cet événement mémorable.

Même si cela restait imperceptible, le vent venait de tourner. Ludendorff persévérait malgré tout, tandis que le Kronprinz et son état-major parvenaient à endiguer la percée française qui s'était produite sur leur flanc. Les divisions primitivement destinées à appuyer la poussée en direction de Paris furent employées à reconstituer rapidement le front du côté de la contre-offensive française, et le premier moment de surprise une fois passé, on ne put enlever que quelques kilomètres à l'ennemi qui combattait avec acharnement. Après quinze jours de combats violents, les Allemands parvinrent adroitement à dégager leurs

grandes quantités de troupes et de matériel du dangereux saillant de la Marne. Mais le marteau-pilon de Rupprecht, prêt à retomber depuis les Flandres, resta figé en position haute. Il ne s'agissait au début que d'un retard d'une ou de deux semaines, afin de permettre la réorganisation de la position allemande dans le saillant de la Marne. Puis on lui retira dans ce but quelques divisions, puis quelques autres, puis l'attaque fut reportée à la semaine suivante. C'est ainsi que Rupprecht attendit le signal pendant vingt jours. Mais ce signal ne lui fut jamais donné. Les plateaux de la balance qui indiquait les forces relatives des armées combattantes ainsi que celles des nations qui étaient derrière elles venaient de pencher du côté des Alliés. Ce mouvement resta invisible aux yeux du public, mais les têtes pensantes du quartier général allemand, elles, ne manquèrent pas de le remarquer. Cependant, un événement de nature à dissiper tous les doutes était à la veille de se produire.

> Le 8 août, *estime Ludendorff*, fut le jour noir de la guerre pour l'armée allemande… La journée du 8 août ouvrit les yeux des états-majors des deux camps, et les miens les premiers… L'empereur me dit par la suite qu'il sut après l'échec de l'offensive de juillet et la journée du 8 août que la guerre ne pouvait plus être gagnée.

Le 24 juillet eut lieu à Bombon la seule conférence jamais organisée entre les commandants des armées alliées. Foch y remit à Haig, à Pershing[2] et à Pétain un document qui exposait les grandes lignes de ses projets pour le reste de l'année. Ses intentions peuvent se résumer ainsi : premièrement – réduire les trois grands saillants du front ennemi, Amiens, Château-Thierry et Saint-Mihiel, afin d'améliorer le réseau

latéral de voies ferrées s'étendant sur tout le front depuis les Vosges jusqu'à la mer en vue de la campagne de 1919, puis par une action secondaire libérer le bassin minier de Bruay, tout en effectuant quelques autres opérations de moindre importance. Deuxièmement – en cas de succès, exécuter une offensive générale avec toutes les troupes dont on disposerait. Foch aurait, dit-on, fait part à son entourage dès cette époque de son espoir de remporter définitivement la victoire en 1918. Il répétait volontiers à ce moment-là : « L'édifice commence à craquer. Tout le monde à la bataille ! » D'un autre côté, son document faisait dépendre les perspectives de succès substantiels « avant l'arrivée de l'hiver » de la réussite des opérations en cours et de leur exploitation. Tous ses projets visaient l'été de 1919, et quand on lui demandait en août quand se terminerait la guerre, sa réponse officielle était : « Vers l'automne prochain – dans douze mois » ; et encore à la mi-octobre, à la même question, son état-major répondait : « Au printemps. »

Le Grand Quartier général britannique avait été agréablement surpris par le succès de la contre-offensive de Mangin. Le scepticisme qui y régnait fut cependant renforcé par l'échec des Français, qui, en dépit des succès de leur surprise initiale du 18 juillet, ne parvenaient pas réellement à progresser dans le saillant de Château-Thierry, ni à empêcher le Kronprinz de dégager ses troupes de cette situation difficile. Haig n'en était pas moins résolu à attaquer, et il était pleinement d'accord avec le généralissime sur les dispositions pratiques à prendre immédiatement. Dès le 13 juillet, il avait ordonné à Rawlinson de mettre au point une offensive de la 4^{e} armée contre le saillant allemand qui faisait face à Amiens, et les préparatifs de Rawlinson se trouvaient donc très avancés. La logique l'avait convaincu qu'il faudrait que ce soit une bataille entièrement fondée sur les chars. Il disposait au total de plus de 600 chars qui comprenaient, sans compter les appareils mis en réserve, 96 chars de ravitaillement, 22 canons autoportés, et 420 chars d'assaut,

dont 324 du tout dernier modèle, doté d'une vitesse et d'une manœuvrabilité excellentes, qui pesait plus de 30 tonnes. Tout était subordonné à la surprise causée par l'attaque des chars. On avait rassemblé 120 bataillons d'artilleurs britanniques de toute nature, mais tous les tirs de pilonnage préliminaire étaient strictement interdits, de même que les tirs de réglage. Les chars devaient aller de l'avant en toute indépendance, sans règle établie au préalable, en même temps que l'infanterie et à environ 200 mètres en arrière du barrage roulant. Leur marche d'approche était couverte par des bruits intentionnels destinés à couvrir le ronflement des moteurs, par le brouillard matinal et par des émissions de fumée. L'artillerie lourde et mi-lourde avait pour tâche principale de répliquer à l'artillerie ennemie de même calibre. L'infanterie, suivie au plus près par de nombreuses batteries de campagne, avec à ses côtés de substantielles unités de cavalerie, avait pour mission d'exploiter le succès des chars. La surprise constituait l'essence même du plan d'opérations. L'armée de Rawlinson, qui ne disposait que d'une base de départ très réduite, se trouverait exposée à de sérieux dangers si la contre-préparation d'artillerie ennemie venait à se déclencher au moment où les troupes prenaient leurs formations d'attaque. C'est la raison pour laquelle Rawlinson ne souhaitait pas mener le combat en liaison avec les Français qui se trouvaient à sa droite. Il craignait que le secret ne soit éventé en cas d'opération conjuguée. En outre, l'armée française de Debeney n'avait que peu de chars et ne pouvait pas attaquer sans préparation d'artillerie. En vue d'assurer une liaison plus complète, Foch plaça toutes les unités britanniques et françaises sous les ordres de Sir Douglas Haig. Afin d'éviter que la préparation d'artillerie française n'élimine la surprise, il fut décidé que l'attaque de l'infanterie française n'aurait lieu que trois quarts d'heure après celle des Britanniques. Ainsi il n'y aurait pas un seul tir avant l'heure H. Le reste de l'armée Debeney ainsi que l'armée

Humbert devaient intervenir successivement dans la bataille au cours des deuxième et troisième jours.

Le 8 août, à 4 h 20, dans la semi-obscurité du brouillard matinal, les chars britanniques s'avancèrent dans le no man's land tandis que les artilleries alliées ouvraient le feu. Quatre divisions canadiennes, 4 divisions australiennes et 2 divisions britanniques, suivies par 3 autres divisions en réserve et par le corps d'armée de la cavalerie se portèrent en avant du côté des Britanniques, 8 divisions françaises coopérant plus tard à l'attaque en *échelon refusé* sur leur droite. Le succès s'affirma immédiatement sur toute la ligne, en particulier au centre, où se trouvaient les Canadiens et les Australiens. Ludendorff avait pris des mesures spéciales pour renforcer la position allemande. « Dans la zone où portait cet assaut, nous dit-il, les divisions tenaient des fronts étroits, l'artillerie était bien fournie et le système de défense organisé en profondeur. On avait mis en pratique tous les enseignements tirés de la bataille du 18 juillet. » Toutes ces mesures furent inutiles et les Allemands ne purent résister aux chars. « Six divisions bien entraînées » – ce sont là les termes de Ludendorff – lâchèrent pied presque immédiatement devant des forces à peine supérieures. En moins de deux heures, les Britanniques avaient fait 16 000 prisonniers et capturé 200 canons, et à midi, les chars et les autos blindées suivis par la cavalerie nettoyaient la région située à 14 kilomètres en arrière des positions allemandes. La progression des Français, qui ne disposaient pas de chars, fut moitié moindre. Mais l'avance réalisée par les Britanniques mit le nœud ferroviaire de Chaulnes à portée de canon, ce qui permit de couper toutes les communications dont dépendaient les Allemands pour leurs positions qui s'étendaient de Montdidier à Lassigny. Ce fut décisif. Le surlendemain, quand l'armée Humbert entra en lice, les hauteurs proches de Lassigny furent découvertes

abandonnées. La progression des Alliés était générale sur un front de 120 kilomètres.

Je passai les journées du 9 et du 10 sur le lieu même de la bataille. J'étais au Cabinet de guerre le jour précédent, au moment où Sir Henry Wilson lui faisait part du lancement de l'attaque, et quand on reçut dans l'après-midi les premières nouvelles annonçant une grande victoire des chars je décidai de prendre mon aéroplane pour m'accorder deux jours de vacances. Le quartier général de Rawlinson se trouvait à Flixicourt, près d'Amiens. Sur place, avant d'y arriver, je fus beaucoup retardé par d'énormes colonnes de prisonniers allemands qui s'écoulaient à perte de vue le long des routes poussiéreuses. Quiconque a subi le même sort ne peut rester indifférent à la condition du soldat que les hasards de la guerre ont condamné à ce triste destin. La mine accablée des officiers contrastait singulièrement avec l'attitude presque joyeuse des hommes de troupe. Ils étaient tous passés par de cruelles épreuves : le fracas des tirs d'artillerie, puis la ruée irrésistible des chars crachant des balles de mitrailleuses de tout côté, l'humiliation de la reddition, la longue marche depuis le champ de bataille, leurs besoins passant après tous les autres, puis la nuit sur le terrain dans les enclos de prisonniers – et maintenant, depuis l'aube, une nouvelle et longue étape. *« À la guerre comme à la guerre ! »*

Le général me reçut avec sa bonne humeur habituelle, et pendant le déjeuner, tandis que résonnait le piétinement de nouvelles colonnes de prisonniers, témoignage de sa victoire, il me raconta comment il l'avait remportée. C'était bien sa victoire à lui, ainsi que celle de la 4e armée qu'il commandait. Il avait oublié toutes les conceptions démodées et utilisé les armes nouvelles comme elles doivent l'être, et il en avait été rapidement et richement récompensé. Le moment est peut-être venu d'esquisser un portrait rapide de Sir Henry Rawlinson. Je le connaissais

depuis Omdurman [Soudan, 1898], où il était l'un des principaux officiers de l'état-major de Kitchener. Les hasards les plus divers nous avaient réunis au cours de la Grande Guerre. D'abord sur l'Aisne, en septembre 1914, alors qu'il n'avait pas encore de commandement et que, couchés sur une meule de foin inachevée, nous regardions tomber les obus sur la route de Soissons. Ensuite à Anvers, où il arrivait pour prendre le commandement au moment où l'on pouvait douter de l'utilité de prolonger la résistance. Nous nous étions retrouvés plus tard dans mon bureau de l'Amirauté, alors que la 7e division qu'il commandait venait de se faire pratiquement anéantir au cours de la première bataille d'Ypres, et que nombreux étaient ceux qui voulaient en attribuer la responsabilité à sa tactique. En avril 1918, je me trouvais avec lui à Dury dans la période la plus critique qui suivit le 21 mars, au moment où il couvrait et retardait, avec quelques cavaliers, quelques mitrailleuses et des éléments venus des unités d'instruction la retraite de la 5e armée en pleine débandade. Je le retrouvais maintenant à l'apogée de sa carrière, à l'heure où, grâce à l'importance de sa contribution personnelle, il venait de remporter une bataille que nous considérons désormais comme un des épisodes décisifs de la guerre.

Au cours de ces vicissitudes il restait toujours le même. Dans la bonne fortune comme dans la mauvaise, dans les circonstances les plus difficiles et les plus désespérées comme dans les situations les meilleures, il restait toujours un homme affable, d'une parfaite éducation, dur au mal et grand sportif. Il accueillait ses amis de la même façon, qu'ils fussent ou non haut placés, et il portait sur les événements, sous quelque forme qu'ils se présentent, un regard à la fois aigu, pragmatique et résolu. Les lecteurs de l'*Assyrie*[3] de Rawlinson et de l'*Histoire d'Hérodote*[4] d'un autre Rawlinson y retrouveront à coup sûr l'origine héréditaire de ses capacités si fortement marquées.

La bataille se poursuivait dans toute sa violence et je demandai quelle était la meilleure façon de la voir. Il existe, me répondit-on, une route bien connue de l'aviation, qui s'étend vers l'est en droite ligne pendant 50 kilomètres d'Amiens à Vermand. « Elle est bombardée, mais peu encombrée, et vous pouvez la prendre sur la distance qu'il vous plaira. » Nous nous engageâmes donc sur cette fameuse route, en commençant par traverser Amiens désert, dévasté, semblable à une ville fantôme, puis Villers-Bretonneux, qui n'était plus qu'un amas de décombres fumants, pour enfin nous faufiler dans les intervalles d'un convoi interminable qui se déplaçait lentement entre les points pilonnés par les obus. Le champ de bataille était parlant. On y trouvait partout des cadavres allemands, mais éparpillés par groupes allant de deux à six sur une très vaste zone. Les corps blêmes et flasques des fidèles légionnaires du Kaiser qui s'étaient efforcés d'empêcher la déroute de « six divisions bien entraînées » gisaient à leurs postes dans les nids de mitrailleuses. Au-dessus de nos têtes une saucisse britannique disparaissait dans une nappe de flammes, tandis que s'en échappaient de petites silhouettes noires qui avaient sauté en parachute. La cavalerie galopait sur le terrain reconquis aussi gaiement que si elle avait elle-même remporté la victoire. Près d'un petit bois, sept ou huit chars entourés de cadavres allemands étaient restés là où ils avaient été détruits par une batterie cachée, déformés et calcinés dans la fournaise lorsque l'essence de leurs réservoirs avait pris feu. « Les équipages ont presque tous été brûlés vifs, me dit l'officier qui dirigeait les corvées de fossoyeurs. Les plus à plaindre sont les survivants. »

Après avoir fini par atteindre la zone où les balles hachaient le feuillage, et où des blessés de fraîche date refluaient de la ligne de feu, nous reçûmes ce témoignage d'un soldat australien : « Cela n'a jamais mieux marché. Cela a été très dur pendant toute la journée d'hier mais

on nous a relevés ce matin et *une brigade impériale* (l'expression est à noter) est en train d'attaquer. »

---

1. Rosner, Karl, *Der König : Weg und Wende*, Stuttgart, Cotta, 1921, (WSC). *Der Koenig : Au quartier général du Kaiser pendant la seconde bataille de la Marne*, traduit de l'allemand par H. Massoul et J. Massoul, Paris, Plon-Nourrit & Cie, 1923.

2. Général John J. Pershing (1860-1948), commandant en chef du corps expéditionnaire des États-Unis, grand critique de la guerre de tranchées et chaud partisan de l'offensive quel qu'en soit le prix en pertes humaines.

3. *A Commentary on the Cuneiform Inscriptions of Babylonia and Assyria*, By Sir Henry Rawlinson, Londres, John W. Parker, 1850.

4. *The History of Herodotus*, Edited by George Rawlinson, assisted by Sir Henry Rawlinson, 4 vol., Londres, John Murray, 1858-1860.

CHAPITRE XXIII

L'ÉCROULEMENT DES PUISSANCES GERMANIQUES

Avant la guerre, il aurait paru invraisemblable que de telles atrocités et de tels massacres, même s'il en survenait, pussent se poursuivre au-delà de quelques mois. Mais après les deux premières années de la guerre, il était difficile de voir comment ils pourraient prendre fin un jour. Il semblait qu'un gouffre immense nous séparait de la vie d'avant. L'esprit d'adaptation de l'homme l'avait pour ainsi dire accoutumé aux horreurs de la situation présente. Loin, très loin, il y avait bien la pâle lueur d'une étoile, l'étoile du foyer et de la paix – mais sur place la tempête continuait de se déchaîner avec une fureur qui redoublait au lieu de s'apaiser. Chaque année qui s'écoulait faisait taire les voix optimistes et ruinait les espérances les plus modestes, si bien que la nation britannique s'était résignée à poursuivre obstinément sa tâche sans se soucier de l'heure où arriverait la fin. Dans les sphères gouvernementales, où l'on était obligé de formuler de nombreux plans un an et plus à l'avance, nos pensées étaient inconsciemment guidées

par cet état d'esprit. On estimait certaine la victoire finale. Mais comment elle adviendrait, et si elle adviendrait en 1919 ou en 1920, voire plus tard, semblaient être des questions trop hasardeuses pour qu'elles pussent être posées au milieu de difficultés quotidiennes à résoudre en priorité. Personne, à plus forte raison, n'osait espérer voir la paix en 1918. Néanmoins, quand l'esprit s'arrêtait de temps à autre sur cette énigme, une question se faisait immédiatement jour. L'Allemagne allait-elle s'effondrer brusquement comme au lendemain d'Iéna, ou se résoudrait-elle à combattre jusqu'à la dernière extrémité à l'exemple des Français sous les ordres de Napoléon ou des Confédérés emmenés par Lee ? La Grande Guerre avait éclaté au moment où les deux partis croyaient à la victoire. Se prolongerait-elle quand l'un des deux camps serait certain de ne plus avoir d'espoir de succès ? Était-il dans la nature allemande, si brave, mais également si logique, de poursuivre le combat avec l'énergie d'un désespoir vengeur ? Nous verrions-nous contraints de nous battre pendant un an sur le Rhin, de marcher sur Berlin, d'anéantir les armées en rase campagne et de subjuguer la population – ou bien fallait-il croire que ses nerfs lâcheraient brutalement, avec une acceptation irrésistible et presque générale de la défaite et de tout ce que la défaite impliquait ? Nous avions toujours rêvé d'une issue à la Iéna, mais tous nos projets étaient établis en vue d'une lutte de longue durée.

Il est certain que les intérêts supérieurs de l'Allemagne lui commandaient, quand toute perspective de victoire s'évanouirait, de replier en bon ordre la plus grosse partie de ses armées sur la position Anvers-Meuse, et de là sur la frontière allemande. Qu'il faille y parvenir à tout prix s'imposait après la bataille du 8 août et les dirigeants allemands y voyaient le premier devoir des chefs militaires et des hommes d'État, ainsi que celui de tous les partis et de toutes les classes sociales. Un repli de ce genre était encore tout à fait possible, à condition de prendre la décision immédiatement. Les Allemands, en dehors des

méthodes tactiques et stratégiques qui permettent de retarder la poursuite, disposaient à ce moment-là d'un procédé mécanique très simple dont la pleine exploitation leur aurait permis de reprendre leur souffle en attendant le printemps de 1919. Ils avaient mis au point des détonateurs permettant de faire exploser les mines et les obus à retardement, avec un réglage qui en autorisait le déclenchement non seulement après des jours et des semaines, mais même après plusieurs mois. Il leur était donc possible de se replier tout en semant des mines sous les routes et les voies ferrées et en enterrant des obus susceptibles de les endommager d'une manière continue et quotidienne, en des points et à des moments inconnus de leurs poursuivants. Ceux-ci n'auraient eu d'autre ressource que de construire une voie ferrée nouvelle à côté de l'ancienne ligne ainsi minée, en récupérant tous les matériaux utilisables. Les armées alliées n'auraient donc pu s'avancer jusqu'à la frontière allemande aussi longtemps qu'elles n'auraient pas reconstruit tout le système ferroviaire de la zone intermédiaire. Ces travaux n'auraient évidemment pu se terminer avant la fin de l'année, et le transfert vers l'avant de l'énorme quantité de matériel lourd indispensable à la préparation d'une offensive d'envergure n'aurait pu être entrepris avant cette date.

Dans ces conditions, l'Allemagne aurait peut-être gagné six mois avant que la pleine puissance des armées alliées n'ait pu se faire sentir sur ses frontières en l'exposant pour de bon à une invasion. Ce délai lui permettait de choisir et d'établir des positions solides, et de mobiliser toutes les ressources restantes de la nation pour la défense de son territoire. Mais il y avait plus important, et de loin, que ces avantages d'ordre militaire : l'effet produit sur la cohésion et la résolution des Alliés en voyant l'Allemagne se résigner à la défaite et évacuer la totalité de la France et de la Belgique. La libération du sol national était la raison première qui poussait le peuple français à continuer la guerre. La

délivrance de la Belgique restait le cri de ralliement principal des Britanniques dans leur volonté de poursuivre les hostilités. Si l'Allemagne avait fait disparaître ces deux mobiles d'action, si elle s'était tenue les armes à la main derrière ses frontières, prête à reconnaître sa défaite, à signer la paix, à céder des territoires, à accepter les réparations nécessaires, tout en demeurant par ailleurs résolue, si toute négociation s'avérait impossible, à se défendre jusqu'au bout en faisant subir à l'envahisseur des pertes pouvant atteindre deux millions d'hommes, il semblait alors – et il semble encore aujourd'hui – presque certain qu'elle couperait à cette épreuve de force. Le désir de revanche était grand et les Alliés étaient animés d'un âpre ressentiment, mais face à des propositions de paix sincères la volonté de châtiment, si légitime qu'elle fût, n'aurait pas constitué un mobile suffisant pour amener de grandes nations lasses de la guerre à poursuivre une année de plus ce gaspillage de ressources et cette hécatombe humaine effroyables. Une paix de compromis était inévitable pendant l'accalmie et les froids de l'hiver si l'orgueilleux ennemi, ayant déjà abandonné toutes ses conquêtes, sollicitait l'ouverture de négociations. Même au cours de cette dernière phase de la guerre, l'Allemagne ne se serait pas placée dans la situation terrifiante d'avoir à s'en remettre à la bonne volonté de ceux à qui elle avait infligé les pires blessures que peut dicter la haine.

Il est certain que ceux qui dirigeaient encore l'Allemagne se trouvaient soumis à des considérations et à des influences nombreuses et simultanées. Mais il est probable qu'ils laissèrent échapper la dernière occasion favorable pour des raisons difficilement défendables. Le Grand Quartier général allemand ne pouvait se résoudre à envisager les conséquences d'une retraite rapide et immédiate. On rapporte que Foch aurait dit à la fin d'août en montrant la carte des opérations : « Cet homme (l'Allemand) pourrait encore s'en tirer s'il consentait à abandonner ses bagages. » Les quantités énormes de munitions et de

matériel en tout genre que les Allemands avaient accumulées pendant quatre ans en France et en Belgique constituaient un fardeau qui leur fut fatal. L'état-major allemand ne put se décider à les sacrifier et le réseau ferroviaire allemand ne tarda pas à se trouver paralysé sous cette montagne d'impedimenta. Pendant ce temps, la politique suprême de l'État s'en trouva paralysée et le front fortement tendu commença à se fissurer, à vaciller et à se rompre.

On ne peut, dans les pages qui suivent, que mentionner succinctement les séries de grandes batailles sanglantes et les autres événements qui ont amené les armées allemandes à être chassées de France et de Belgique, puis l'effondrement de l'Empire allemand, la capitulation sans condition et la révolution intérieure. La victoire du 8 août s'achevait à peine que Foch et Haig cherchaient à poursuivre l'offensive. Mais ils n'étaient pas tout à fait d'accord quant à la méthode à employer et à la direction de leurs attaques. La directive de Foch du 10 août prescrivait l'avance immédiate de la 4e armée britannique de Rawlinson et de la 1re armée française de Debeney vers la Somme en direction de Ham. La 3e armée française reçut l'ordre de prolonger l'attaque en profitant de la progression réalisée par la 1re, et Haig fut invité à déclencher au plus tôt l'offensive de la 3e armée britannique (du général Byng, qui se trouvait au nord de la 4e) en direction de Bapaume et de Péronne. Le commandant en chef britannique avait d'autres idées. Il estimait qu'une poursuite de l'avance de la 4e armée britannique et de la 1re armée française en direction de la Somme n'était pas réalisable dans l'immédiat. Le feu de l'artillerie adverse, disait-il, avait fortement augmenté, et l'ennemi s'était retranché dans ses anciennes positions de 1914-1915, encore en bon état et bien protégées par des barbelés. Le terrain était défoncé et impraticable aux chars. Ce secteur du front était tenu par au moins 16 divisions allemandes. Dans ces conditions, et après

avoir reconnu personnellement le terrain, Haig donna l'ordre de repousser l'attaque en attendant l'arrivée de l'artillerie lourde qui ferait barrage contre celle de l'ennemi. En revanche, il donnait pleinement son aval à l'attaque envisagée pour la 3e armée britannique et avait en fait déjà donné de sa propre initiative les ordres voulus au général Byng avant même d'avoir reçu la directive du 10 août. Il projetait maintenant d'employer aussi la droite de la 1re armée britannique du général Horne.

Le 14 août, Foch réitérait ses instructions. Il ne voyait pas la nécessité de subordonner la date de l'offensive Rawlinson-Debeney à la participation de Byng. Il n'avait pas examiné la possibilité d'utiliser Horne. Haig continua à refuser de passer à l'attaque avant que son artillerie ne fût prête. « Rien, déclarait-il, n'était venu le persuader de modifier sa manière de voir… Il se refusait à changer les ordres donnés aux armées intéressées. » Pendant ce temps, il transférait rapidement et secrètement ses réserves à l'armée de Byng (3e), tout en donnant à Horne (1re) l'appui du puissant corps canadien, formé de troupes fraîches. En résumé, Foch appelait à la poursuite de l'offensive frontale au sud de la Somme tandis que Haig insistait pour entreprendre une bataille nouvelle au nord sur un front plus large (de Monchy-le-Preux à Miraumont). La divergence d'opinions était fondamentale. Au cours de la réunion qui se tint le 15 à Sarcus, Haig campa sur ses positions et, tout en conservant « le ton le plus amical », il fit cependant valoir « qu'il était seul responsable vis-à-vis de son gouvernement et de ses concitoyens de la direction des opérations des troupes britanniques ». Foch comprit qu'il était inutile d'insister et il céda. Dans la directive qu'il rédigea à l'issue de cette conférence, il acceptait les arguments et le plan d'opérations britanniques, mais il enlevait immédiatement la 1re armée française à Sir Douglas Haig, pour la replacer sous les ordres du général Pétain à partir du 16 à midi.

Il se peut que Haig ait surestimé la puissance de la résistance allemande au sud de la Somme (sur le front Roye-Chaulnes) ; mais ses raisons étaient aussi sérieuses que son refus avait été ferme, et les résultats obtenus furent des plus heureux. Le 21 août, la 3e armée britannique lançait l'importante bataille de Bapaume. Le général Byng, qui disposait de cent chars, et qui attaquait en direction du sud-sud-est dans une région qui, à l'inverse des champs de trous d'obus de la Somme, était favorable à l'action de ces engins d'importance vitale, força la ligne allemande à reculer. La 17e armée allemande, sur qui tomba tout le poids de cette attaque, s'était déployée à 4 kilomètres en arrière d'un front factice analogue à celui utilisé par le général Gouraud en Champagne. Le 22, cette armée contre-attaquait sur tout le front, mais les Britanniques, qui avaient eu la prudence de n'engager au début qu'une partie de leurs forces, renforçaient leurs troupes d'assaut, repoussaient les contre-attaques ennemies et continuaient à progresser. Albert fut repris le 22 et le 23, Haig pouvait ordonner une avance générale sur un front de 50 kilomètres. L'ennemi disputait le terrain pied à pied, mais sans pouvoir arrêter l'avance des Britanniques. Le 26, la droite de la 1re armée britannique attaquait en partant d'Arras, et augmentait de 10 kilomètres la largeur du front d'attaque, qui devenait ainsi la ligne de front continue la plus étendue jamais atteinte au cours des offensives de la guerre à l'ouest. De son côté, la 4e armée venait elle aussi de reprendre sa progression.

Ce même jour, cédant à la pression exercée au nord, les Allemands évacuaient Roye et se repliaient sur la ligne de la Somme. Ainsi, l'objectif immédiat que le maréchal Foch avait voulu enlever par une attaque frontale de la 4e armée britannique tomba automatiquement, grâce à l'attaque de la 3e. Le 29, les ruines de Bapaume étaient reprises. Les Allemands tenaient bon sur la ligne de Péronne à Noyon, mais dans la nuit du 30 au 31 août, la 2e division australienne s'emparait du mont

Saint-Quentin, la clef de Péronne, et ce remarquable fait d'armes compromettait l'ensemble de la position allemande établie sur la rivière. Le 1er septembre, Péronne changeait de mains encore une fois. Le 2, la gauche de la 1re armée britannique entrait en lice, et après un sanglant combat mené par le corps canadien et la 4e division britannique, rompait au nord le solide système de tranchées connu sous le nom de « bretelle de Drocourt-Quéant ». Dès lors, les Allemands abandonnaient toute la ligne de la Somme et se repliaient sur la position Hindenburg depuis l'Oise jusqu'à la Sensée.

Cette grande poussée britannique peut être considérée comme ayant pris fin le 3 septembre, date à laquelle les trois armées britanniques, et tout particulièrement la 3e armée, avaient progressé en moyenne de trente kilomètres sur toute la largeur de leur front, en s'emparant de 53 000 prisonniers et de 470 canons. La manœuvre exécutée par l'armée allemande au cours de cette bataille et jusqu'à la fin de la guerre ressemble à celle d'un peloton de soldats qui cherchent à s'aligner sur leur droite et qui n'y parviennent pas parce que l'homme de droite est rejeté violemment en arrière par l'offensive britannique chaque fois qu'ils s'efforcent de reprendre leur alignement.

Entre-temps, la 10e armée de Mangin, après avoir traversé Soissons, avait continuellement accru sa pression sur le nord-est, et bien que ses opérations n'aient eu ni l'ampleur ni le résultat de celles des Britanniques, ce double mouvement fut suivi par la retraite générale du centre allemand. C'est pourquoi le reste de la 4e armée britannique et les 1re et 3e armées françaises qui se trouvaient à sa droite purent s'avancer côte à côte sans subir de pertes sérieuses. Le 3 septembre le front allié atteignait une ligne sensiblement nord-sud, du sud de Douai aux portes de La Fère. Les résultats acquis par les offensives des Britanniques dépassaient les objectifs que Foch leur avait imposés et il leur fit part de sa satisfaction sans bornes avec une grandeur d'âme qui n'est pas

toujours l'apanage des grands chefs. Il dépêcha le général Du Cane auprès de Sir Douglas Haig pour lui dire que « les opérations de l'armée britannique en août et au début de septembre resteraient éternellement un modèle à suivre ». Mais ces opérations étaient loin d'être terminées.

Le Grand Quartier général britannique, conscient à bon droit de la part prédominante que nos armées commençaient à prendre dans ces importants succès, prenait ombrage de voir son propre gouvernement et l'opinion publique en attribuer tout le crédit au maréchal Foch. Le rôle joué par le Premier ministre dans la réalisation de l'unité de commandement le conduisait sans qu'il s'en rende compte à mettre l'accent sur les conceptions brillantes du généralissime, et à ne pas mettre en lumière la puissante poussée réalisée par l'armée britannique, sans laquelle les résultats obtenus n'eussent été que médiocres. La presse et le public de la métropole suivaient la voie qui leur était ainsi indiquée, et l'opinion dominante à cette époque – jamais véritablement rectifiée depuis – était qu'après bien des désastres et bien des exemples d'incompétence, un génie extraordinaire avait enfin obtenu le commandement suprême et transformé presque instantanément la défaite en victoire. On a pris soin, au cours de ce récit, de relater quelques-unes des remarquables décisions qui ont fondé la réputation du maréchal Foch, mais cela ne diminue en rien les services rendus par le commandant en chef britannique au cours de cette campagne. Ses armées, qui avaient déjà supporté le choc de l'offensive allemande, se sont taillé la part du lion lors de cette progression victorieuse. Foch voyait les choses de plus haut en raison même de son rôle. Il était du devoir de Haig de les envisager d'un point de vue plus limité : « Remplis bien ton rôle, c'est en cela que consiste l'honneur[1] ».

Et cependant, ainsi qu'on l'a montré et qu'on le montrera encore, l'insistance vigoureuse de Haig a fait dévier les plans du commandant

suprême en plus d'une occasion cruciale dans une direction qui a mené à une issue glorieuse. Et ses divisions usées par la guerre, cinq fois décimées au cours de l'année, n'ont jamais cessé de pousser de l'avant avec la même discipline, le même dévouement et un élan toujours plus grand.

Le Grand Quartier général britannique a été amené, par réaction contre les opinions à la mode dans la métropole, à déprécier quelque peu le rôle joué par les Français au cours de la progression finale. Il était là tout autant dans l'erreur, mais dans le sens inverse, que son propre gouvernement. Au cours de la phase victorieuse comprise entre le 1er juillet et le 11 novembre, les Français n'ont pas perdu moins de 531 000 hommes, en infligeant à l'ennemi des pertes s'élevant à 414 000 hommes. Un effort aussi magnifique fourni à la fin des opérations par une armée et une nation dont toutes les forces avaient été jetées dans la bataille dès le début de la guerre, et qui avaient perdu 700 000 hommes pendant les premières semaines et près de trois millions au cours des trois premières années, leur vaudront éternellement l'admiration et la reconnaissance de leur alliée.

Aucun des dirigeants britanniques militaires ou civils qui se trouvaient dans la métropole ou en France ne fut amené à la suite de ces victoires remarquables à prédire la fin prochaine de la guerre. Le Grand Quartier général, Sir Henry Wilson, le Cabinet de guerre impérial, le Premier ministre – tous partaient absolument du principe qu'une autre très dure campagne serait nécessaire en 1919. Le ministère de l'Armement continuait à faire dans ce but les préparatifs les plus considérables. Le Cabinet de guerre craignait que Haig ne se laissât entraîner par le succès pour entreprendre des opérations dépassant les possibilités de ses troupes déjà si cruellement éprouvées. Il redoutait à juste titre une répétition sur la position Hindenburg des scènes vécues à Passchendaele. Bien que l'on eût déjà appelé des hommes de cinquante

ans sous les drapeaux, et diminué très sensiblement les aptitudes physiques requises, il allait s'avérer extrêmement difficile de pouvoir conserver une armée de 60 divisions en 1919 pour des questions d'effectifs. Une nouvelle perte de 300 000 à 400 000 hommes entraînerait la réduction à contrecœur du nombre des divisions disponibles en 1919 qui, il ne paraissait pas déraisonnable de l'espérer, serait l'année décisive et finale de la guerre. Aussi le Cabinet envoya-t-il une note au commandant en chef à la fin août pour l'avertir des graves conséquences qu'entraînerait une nouvelle saignée. L'« officier d'état-major » (le colonel Boraston) a écrit à ce sujet quelques phrases désagréables sur cette ingérence malvenue dans les prérogatives du haut commandement, et sur la pitoyable incapacité des hommes politiques à envisager les pertes d'un cœur léger.

L'intervention du Cabinet n'était dictée que par la prudence et le sens du devoir. Mais il est certain que Haig avait à cette époque une vision plus précise de l'usure allemande et du ressort de ses troupes. Sa doctrine militaire était la même que celle de Foch. Ces deux illustres soldats avaient dirigé pendant des années, avec obstination, sérénité et confiance, des offensives qui, nous le savons maintenant, étaient aussi inutiles que désastreuses. Mais les conditions venaient de se modifier. Tous deux disposaient alors d'engins offensifs que ni l'un ni l'autre n'aurait pu concevoir, quelle que soit leur science militaire. Les pertes subies par les Allemands pendant les offensives de Ludendorff avaient eu des répercussions tant quantitatives que qualitatives chez l'ennemi. L'arrivée rapide et continuelle des contingents américains assurait aux Alliés une supériorité numérique très nette. On disposait enfin d'une artillerie suffisante pour monter des attaques extrêmement puissantes sur presque tous les points de la ligne ennemie. La déesse Surprise avait fini par revenir à nos côtés. Ainsi les événements donnèrent finalement raison à Haig et à Foch. Ils étaient toujours restés fidèles à leurs théories

militaires, et quand les faits se mirent pour la première fois à leur être conformes au cours de la cinquième campagne de la guerre, ils en recueillirent une juste récompense.

J'eus l'occasion à cette époque de me rendre si fréquemment sur le front et d'y entretenir des rapports si agréables avec les états-majors britannique et français qu'il me fut possible dans une certaine mesure de percevoir ce climat nouveau. Sir Douglas Haig était absolument convaincu que les armées britanniques continueraient à bouter les Allemands hors de leurs positions successives. Au moment où la bataille de Bapaume se terminait, il me montra dans son train, à Frévent, les ordres d'offensive simultanée qu'il venait de donner à trois armées britanniques et, me désignant les positions allemandes, Siegfried, Wotan, Brünnhilde, Hindenburg, etc., tracées sur sa carte, il me dit : « Vous allez voir ce que valent toutes ces fortifications quand les troupes qui les tiennent ne seront plus résolues à les défendre. »

À la fin de septembre, le général Birch, commandant de l'artillerie, me fit voir un document capturé chez les Allemands qui me donna beaucoup à réfléchir. J'attirai l'attention du Cabinet de guerre sur sa teneur dans une note du 26 septembre consacrée aux munitions dont je donne ci-dessous un extrait :

> Rien ne permet de dire que les conditions de guerre semi-ouverte qui prévalent actuellement en France et l'abandon des pilonnages prolongés avant les assauts nous donneront un quelconque soulagement dans la consommation d'obus. Au contraire, depuis la dernière discussion de la question en conseil restreint, les tirs d'artillerie les plus nourris encore jamais vus ont eu lieu en France, et ce, alors que la guerre de tranchées y est terminée. Pendant quinze jours de suite la consommation a dépassé

10 000 tonnes par jour. Ces batailles sur une zone très large, livrées simultanément sur le front de deux ou trois armées britanniques, et dans lesquelles sont mis en action presque tous les canons qui sont en France, exigent plus, et non pas moins, de munitions que les combats très intenses mais localisés de Messines, Passchendaele, etc. D'un autre côté, cette forte consommation de munitions est suivie de résultats remarquables. On a capturé un ordre récent de Ludendorff qui montre qu'en un mois plus de 13 % de l'artillerie allemande du front occidental a été détruite par nos batteries. Comme cette méthode est relativement peu utilisée par les Français, le principal crédit de ce remarquable exploit revient à l'artillerie britannique. Une artillerie supérieure dotée d'amples quantités de munitions et travaillant en combinaison avec des forces aéronautiques supérieures et très bien entraînées produit donc d'immenses effets non seulement en détruisant le pouvoir de résistance de l'ennemi, mais en réduisant nos propres pertes. Si la destruction de l'artillerie allemande pouvait être poursuivie au rythme indiqué par le général Ludendorff, il deviendrait nécessaire de remplacer toute l'artillerie allemande presque deux fois par an, sans parler de l'usure des canons. Ce serait chose absolument impossible. Là non plus nous ne sommes donc peut-être pas loin de résultats décisifs et définitifs. Il serait désastreux que pour une raison ou pour une autre nous nous voyions forcés de restreindre la consommation en munitions de nos batteries au moment même où arrive à portée de la main le résultat de tous les immenses efforts faits pour accroître la puissance et perfectionner la coordination de notre artillerie et de notre aviation. Il faudrait au contraire que nous nous tenions prêts à faire les plus gros sacrifices dans tous les domaines.

Je ne veux pas accabler le lecteur en lui donnant tous les arguments en faveur de l'accroissement de la production d'acier et de matériel dont cet extrait ne donne qu'une première idée. Dans mon esprit, tout cela marquait indubitablement le commencement de la fin, qu'on allait connaître plus tôt qu'on n'avait osé l'espérer.

1. Nouvelle citation de l'*Essai sur l'homme* de Pope.

CHAPITRE XXIV

LA VICTOIRE

La dernière phase de la guerre venait de débuter et c'est pendant cette année 1918 que l'effort fourni par la Grande-Bretagne et par l'Empire britannique atteignit son point culminant. Les armées impériales qui combattaient sur les divers théâtres d'opérations comprenaient 4,5 millions d'hommes et près de 6 millions d'hommes étaient sous les drapeaux. La puissance de la Grande Flotte en unités de toute nature parvenait à son maximum, et les Allemands n'étaient même plus en situation de sortir en mer. On avait triomphé de la guerre sous-marine, tenue en échec par l'action de près de 4 000 bâtiments battant le pavillon de la marine de guerre britannique. Sous leur protection, il avait été possible de faire traverser l'Atlantique à plus de 2 millions de soldats américains, dont plus de la moitié avaient été transportés sur des navires britanniques, et de les débarquer en France pendant le courant de l'année sans perdre un seul homme du fait de l'ennemi. Les 20 000 navires de la marine marchande britannique assuraient le ravitaillement de toutes les armées britanniques, et transportaient sans obstacle appréciable toutes les denrées et toutes les matières premières nécessaires à la vie des îles Britanniques, à leurs industries de guerre et à

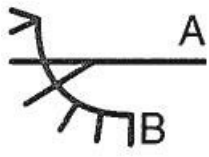
cette partie du négoce qui n'était pas indispensable à la production de matériel militaire. La maîtrise des mers était absolue dans toutes les régions du globe, grâce à la mobilisation de plus de 1 200 000 hommes dans les flottes et les flottilles combattantes, dans la marine marchande, dans les arsenaux et chantiers de la marine royale ainsi que dans les chantiers de construction navale. Les usines d'armement britanniques, qui employaient près de 2,5 millions d'ouvriers, fournissaient tous les obus et toute l'artillerie nécessaires aux armées britanniques, et assuraient leurs autres besoins en quantités abondantes et toujours croissantes. La Grande-Bretagne fournissait en outre à la France et à l'Italie l'acier, le charbon et autres produits nécessaires à la guerre en quantités énormes. Elle se préparait, sans tenir compte d'autres servitudes, à fournir aux États-Unis pour les opérations de 1919 toute l'artillerie de campagne mi-lourde correspondant à une armée de 80 divisions. On avait fait tous les préparatifs voulus pour doter les armées britanniques en 1919 d'un matériel technique en tout genre très supérieur comme qualité et comme nouveauté à toutes les livraisons antérieures, et l'on en avait même déjà fabriqué une quantité importante. Un total de près de 8 millions d'hommes et de 750 000 femmes se trouvaient employés à cette époque au service de la Couronne dans les armées, sur les navires, dans les usines de guerre, sans compter le personnel utilisé dans les charbonnages, dans l'agriculture ou pour la satisfaction des besoins civils. Les moyens financiers nécessaires à cet effort prodigieux se montaient, pour 1918 seulement, à plus de 3 milliards de livres sterling, dont un provenait des impôts versés par les 45 millions d'habitants des îles Britanniques, qui avaient également prêté 1,6 milliard à l'État, les 400 millions restants ayant été empruntés à l'étranger, principalement aux États-Unis, avec la garantie du gouvernement britannique.

Mais le présent chapitre se propose avant tout d'exposer l'effort final fourni par l'armée britannique. À compter du 21 mars, jour où commence la campagne de 1918, jusqu'à l'armistice du 11 novembre, les armées britanniques ont perdu 830 000 hommes en France et ont fait subir à l'ennemi des pertes comparables se montant à 805 000 tués, blessés et prisonniers. Pendant la même période les Français (et les Belges) supportaient des pertes s'élevant à 964 000 et en infligeaient 666 000 à l'ennemi. De janvier à juillet 1918, mois où le vent commença véritablement à tourner, les armées britanniques avaient perdu plus de 400 000 hommes en subissant tout le choc de l'offensive allemande. Malgré ces pertes, elles participèrent presque sans relâche à tous les combats à partir de cette date, et en s'emparant d'au moins autant de prisonniers et de canons que l'ensemble des autres forces alliées du front occidental. Pendant ce temps, la Grande-Bretagne entretenait une armée dans les Balkans, la deuxième par les effectifs, et elle brisait définitivement la résistance ennemie en Afrique orientale allemande. Enfin, la Grande-Bretagne et l'Inde supportaient seules tout le poids de la guerre contre l'Empire ottoman, et parvenaient, grâce à une armée de plus de 400 000 hommes en Mésopotamie et de près de 300 000 en Palestine, à disperser et à détruire les trois quarts de ce qui restait de forces turques, tout en s'emparant de la totalité des territoires et des provinces où les opérations avaient eu lieu. Tel était le couronnement de l'effort militaire fourni par un État qui, avant le début de la campagne de 1918, était en guerre depuis trois ans et demi, après avoir perdu plus de 1 750 000 hommes, plus de 6,5 millions de tonnes de navires de commerce et dépensé six milliards de livres. Ces faits et chiffres ne pourront que susciter l'admiration des générations à venir.

La première phase de l'avance générale des armées alliées peut être considérée comme s'étant terminée le 3 septembre. Mais une fois la

victoire complète acquise lors de la bataille de Bapaume, de nouvelles possibilités d'offensives communes encore plus vastes s'ouvraient devant le maréchal Foch. Des trois projets primitifs qui visaient à la réduction des saillants ennemis d'Amiens, de Château-Thierry et de Saint-Mihiel, ainsi qu'au dégagement des importantes voies ferrées qui longeaient le front derrière les secteurs allemands, les deux premiers, les plus ambitieux, avaient déjà été menés à bien, et la troisième attaque, celle de Saint-Mihiel, confiée aux Américains et désormais prête, était imminente. Alors qu'il avait initialement semblé que ces trois grandes opérations localisées seraient les dernières de l'année, il était dorénavant possible de les faire suivre par une entreprise soigneusement préparée, commune à toutes les armées alliées, en vue de rompre le front des Allemands et de bouter leurs armées hors de France avant l'hiver.

Il est utile ici de porter un dernier regard sur la configuration du réseau ferré dont avaient dépendu les armées allemandes en France au cours de ces quatre années de guerre. L'artère principale de tous leurs approvisionnements était constituée par le grand couloir ferroviaire (A) qui reliait leurs usines d'armement de la Ruhr à Maubeuge en passant par Cologne, Liège et Namur. À partir de Maubeuge, la grande voie de rocade (B) s'étendait en forme de croissant :



Constituant l'ossature de tout le front allemand, cette ligne qui partait d'Allemagne reliait Metz, Mézières, Hirson, Maubeuge, Mons, Gand et Bruges. C'est sur cette rocade que se branchaient en direction sud et ouest toutes les lignes qui jointes à d'autres voies latérales secondaires desservaient les armées allemandes déployées en éventail vers Calais, Amiens et Paris. En arrière de la partie sud de cette ligne s'étendait la région accidentée et boisée des Ardennes qui, dotée d'un réseau ferroviaire et routier presque inexistant, constituait un obstacle infranchissable pour la retraite en bon ordre d'une immense armée moderne. Du point de vue stratégique, les armées allemandes qui étaient en France formaient donc très largement un « flanc défensif » le long de leur principale voie de rocade. Le gros de leurs forces ne pourrait donc plus se dégager si cette voie était détruite ou s'ils étaient contraints de se replier au-delà.

Près des trois quarts de la puissance allemande provenaient en outre des communications qui rayonnaient à partir de l'arc latéral Mézières-Hirson-Aulnoye-Mons. Les nœuds ferroviaires de Mézières et d'Aulnoye (à proximité de la place forte et de la plaque tournante de Maubeuge) constituaient donc pour l'ennemi des points d'importance cruciale. Si l'on parvenait à s'en emparer, ou à les paralyser, on coupait ainsi l'énorme masse des armées ennemies d'un ravitaillement qui dépendait de ces embranchements ou de la voie de rocade qui les reliait. Ces questions n'avaient pas été jusque-là un sujet d'inquiétude stratégique de la part des Allemands, car leur front, avec ses positions de défense successives, se trouvait partout à 80 kilomètres en avant de cette rocade, sauf dans la région de Verdun. Mais ce front commençait à s'infléchir et à se replier rapidement et leur marge de sécurité se rétrécissait de jour en jour.

Il faut enfin se rappeler que tous les trains provenant des fronts des Flandres, d'Arras, de la Somme et de l'Aisne, ainsi que la majorité de

ceux de l'Argonne, passaient obligatoirement par Liège. C'était là un goulet d'étranglement qui interdisait d'assurer le transport des monceaux de matériel et de munitions ramenés à l'arrière en même temps que celui des approvisionnements indispensables aux armées engagées constamment dans d'importantes batailles de mouvement.

Les objectifs des Alliés étaient dictés par ces considérations. Il était évident qu'à part Verdun, exclu à cause de la médiocrité de ses communications, le point le plus proche où l'on pouvait porter un coup mortel à l'ennemi était le nœud d'Aulnoye, près de Maubeuge. Si elle réussissait, une progression des Britanniques sur le front Cambrai-Saint-Quentin en direction de Maubeuge obligerait la totalité des armées ennemies déployées entre Maubeuge et Verdun et adossées aux Ardennes à battre rapidement en retraite avec une situation extrêmement compromise. Ce fut donc, pour Sir Douglas Haig, le but visé dès que ces possibilités apparurent comme réalisables. De son côté, le maréchal Foch, avec sa vue globale des événements, partageait bien entendu cette idée et c'était à lui qu'il revenait de coordonner l'ensemble de cette immense opération. Pour satisfaire les désirs du général Pershing, il avait cependant accepté à contrecœur que, si l'opération de Saint-Mihiel était un succès, les Américains pousseraient en direction de Metz et dans la vallée de la Sarre. Cette entreprise, menée dans une direction divergente, se trouvait être sans rapport avec l'ensemble des opérations. Si l'on confiait à l'armée britannique la difficile mission de battre en brèche la ligne Hindenburg pour s'avancer sur Maubeuge, il était indispensable que toutes les autres offensives fussent dirigées sur ce point crucial afin de contribuer au résultat décisif. C'est pourquoi à la fin du mois d'août Haig demanda à Foch de modifier les plans d'offensive américains pour que leur attaque fût axée non pas vers l'est, suivant la direction divergente de Metz, mais vers le nord-ouest dans la direction convergente de Mézières. Foch accepta volontiers et après en

avoir encore délibéré avec Pershing, il reçut son consentement à ce changement de plans.

La directive donnée le 3 septembre par le maréchal Foch prescrivait que (1) tandis que les armées britanniques, appuyées par la gauche des armées françaises, poursuivraient leur offensive en direction générale de Cambrai-Saint-Quentin et que (2) le centre des armées françaises continuerait à s'efforcer de repousser l'ennemi au-delà de l'Aisne et de l'Ailette, (3) l'armée américaine, après avoir exécuté au plus tard le 10 septembre son attaque sur la poche de Saint-Mihiel, préparerait « une offensive aussi puissante et aussi violente que possible en direction générale de Mézières. Elle serait couverte à l'est par la Meuse et appuyée sur sa gauche par l'attaque de la 4e armée française (Gouraud) ».

Foch prévoyait en outre par une note en date du 8 septembre qu'une troisième offensive serait déclenchée en Belgique en direction générale de Gand. On allait constituer dans ce but un nouveau groupe d'armées composé de la 2e armée britannique (commandée à nouveau par Plumer), de l'armée belge, et d'un contingent français, soit un total de 16 divisions d'infanterie et 7 divisions de cavalerie. Ces unités étaient placées sous les ordres du roi des Belges, disposant comme chef d'état-major du général français Degoutte. L'attaque devait en principe s'effectuer sous la forme d'un débordement par la gauche, en pivotant autour des troupes britanniques qui tenaient la Lys aux environs d'Armentières.

La gigantesque triple offensive des Alliés comprenait donc une attaque en direction de Mézières, exécutée par les Français et les Américains, une autre en direction de Maubeuge confiée aux Britanniques, enfin une attaque sur Gand menée par les Belges, les Britanniques et un contingent français. La date de cette offensive était fixée à la fin de septembre. D'ici là, les armées alliées se porteraient en avant pour atteindre leurs nouveaux fronts d'attaque, ce qui impliquait

d'importantes opérations préliminaires. La première et la plus célèbre fut l'attaque dirigée par la 1re armée américaine sur le saillant de Saint-Mihiel. Le 11 septembre au matin, 9 divisions américaines (disposant chacune d'une infanterie deux fois et demie supérieure à celle d'une division britannique ou française) et 3 divisions françaises pénétraient dans la poche de Saint-Mihiel. Les défenseurs allemands et autrichiens, qui avaient déjà reçu l'ordre de se replier, furent surpris au moment où ils entamaient leur retraite. L'attaque lancée par les Américains avec la plus grande ardeur en partant de l'est les fit avancer dès le premier choc sur une profondeur de 10 kilomètres et sur un front de 17. Le 12, la liaison était établie avec les troupes qui avaient attaqué à l'ouest et le 14, le dernier jour de l'opération, les Américains s'étaient emparés de près de 16 000 prisonniers et de 450 canons. Le 18 septembre, les 4e et 3e armées britanniques prenaient l'offensive sur un front de 25 kilomètres de part et d'autre d'Épéhy en vue d'amener le gros de leurs forces à portée d'attaque de la ligne Hindenburg. Cette bataille préliminaire fut extrêmement dure. Les Britanniques progressèrent d'environ 5 kilomètres en capturant 12 000 prisonniers et 100 canons, mais en subissant de lourdes pertes. Pendant ce temps, les armées françaises, obliquant derrière la droite britannique, avaient pris un passage du canal Crozat par surprise dans la nuit du 8 et, combattant sans répit, intensifiaient le recul allemand en l'exploitant.

« L'officier d'état-major » (le colonel Boraston) fait œuvre utile quand il expose l'importance respective des forces qui se trouvaient sur les trois différents fronts d'attaque. Ce qui suit a été établi à partir de ses données, après vérification. En vue de la bataille du sud, on avait concentré 31 divisions françaises et 13 divisions américaines, ces dernières étant équivalentes en effectifs à au moins 30 divisions françaises ; l'ensemble représentait donc plus de 60 divisions alliées. Face à elles, l'ennemi alignait une division autrichienne et 19 divisions

allemandes dont 6 constituées par des troupes de premier ordre. Au nord, les Alliés avaient réuni 8 divisions d'infanterie belges, 5 britanniques et 3 françaises ainsi que 7 divisions de cavalerie (1 belge, 3 britanniques et 3 françaises). Les troupes allemandes qui leur faisaient face comprenaient 12 divisions, dont 4 de qualité. Mais dans la zone de la bataille du centre, les Allemands étaient supérieurs en nombre aux Britanniques. Pas moins de 57 divisions, dont 18 divisions d'assaut, avaient été concentrées derrière les célèbres défenses de la ligne Hindenburg. Pour enlever ces positions et battre les masses allemandes qui les occupaient, Sir Douglas Haig ne pouvait compter que sur 40 divisions britanniques ainsi que sur le 2e corps d'armée américain. Par ailleurs, les obstacles formés par le canal du Nord et le canal de l'Escaut interdisaient presque totalement aux Britanniques d'avoir l'appui de leurs chars. Chacune de ces batailles pourrait faire l'objet d'un exposé passionnant, mais je dois ici me borner à indiquer en quelques phrases quelles en ont été les conséquences les plus marquantes.

Les armées Pershing et Gouraud se lancèrent côte à côte le 26 au lever du jour, les Américains étant déployés sur un front de 30 kilomètres et les Français sur un front de 40. Les troupes américaines, sans tenir compte des pertes sévères qu'elles subissaient, prirent d'assaut la première position allemande sur la presque totalité du front d'attaque et s'avancèrent sur certains points jusqu'à une dizaine de kilomètres de leur base de départ. L'armée Gouraud progressa également de 2 à 3 kilomètres, mais les attaques ultérieures des deux armées n'amenèrent pas de résultats sensibles. Le système de ravitaillement américain fut atteint par la paralysie, les routes se trouvant bloquées sur des dizaines de kilomètres par l'immobilisation de leurs véhicules. L'arrivée, au prix des plus grandes difficultés, de vivres, de munitions et de renforts sur les premières lignes américaines resta sporadique. Les contre-attaques lancées par les Allemands leur permirent de récupérer

une partie du terrain perdu et en certains endroits d'encercler ou de détruire les unités américaines qui s'étaient avancées le plus loin. Le terrain présentait d'immenses difficultés, et la progression en fut complètement arrêtée pendant plusieurs semaines. Pendant ce temps, toutefois, les Français et les Américains s'emparèrent de 39 000 prisonniers et de 300 canons, tout en accrochant vigoureusement les unités allemandes inférieures en nombre qui se trouvaient en face d'eux.

La bataille du nord fut victorieuse. Les Allemands, qui se trouvaient en présence de forces supérieures, reculèrent devant l'assaut. Les divisions britanniques et belges se frayèrent un chemin dans le terrain affreusement dévasté du champ de bataille d'Ypres-Passchendaele. Trois jours plus tard, elles atteignaient la route de Menin à Roulers, à 15 kilomètres de leur base de départ, après avoir capturé près de 11 000 prisonniers et 300 bouches à feu sans subir de pertes notables. Le contingent français n'avait pas encore été engagé au cours de cette première phase.

La bataille du centre avait commencé le 27, jour où la droite de la 1re armée (Horne) et la gauche de la 3e (Byng) enlevaient le canal du Nord, obstacle peu commun dont la profondeur atteint fréquemment 20 mètres. L'avance de 6 kilomètres ainsi réalisée sur un front de 20 kilomètres de large avait amené la capture de 10 000 prisonniers et de 200 canons. Ce succès permit à la 3e armée et à la 4e (Rawlinson) de s'engager plus au sud. En l'absence d'un nombre suffisant de chars, Rawlinson avait cette fois soumis la ligne Hindenburg à un violent bombardement classique de quarante-huit heures. Néanmoins, lorsque son armée passa à l'attaque dans la journée du 29, elle se heurta à une résistance acharnée. Le corps américain, qui formait le centre de l'attaque, était suivi par les Australiens, prévus pour ensuite les dépasser, comme à saute-mouton. Il existait une noble émulation – qui

chez les Américains se traduisait par un mépris absolu des pertes – entre ces fiers soldats de même souche et de même langue, mais réunis sur le champ de bataille par les méandres de l'histoire à partir de contrées fort éloignées du globe. Il n'avait pas été possible de réduire la veille comme on l'escomptait les solides positions qui se trouvaient en avant de la ligne allemande, et en outre les deux divisions américaines partaient de 900 mètres en arrière de leur barrage roulant. Sur certains points du front, leurs morts fauchés par les mitrailleuses se trouvaient alignés dans la formation même où ils avaient attaqué. Partout ailleurs, entraînés par leur ardeur peu commune, les Américains avaient pénétré profondément à l'intérieur des positions ennemies. Ils y furent pris à revers, encerclés et exterminés par de forts contingents allemands débouchant du grand tunnel sous lequel passait le canal, ainsi que des abris aménagés de longue date sur ces positions. Mais tous se battirent avec l'énergie du désespoir, sans songer à reculer. Les Australiens aguerris se portèrent à leur secours et après de sanglants combats rapprochés ils parvinrent à s'accrocher au terrain conquis et à le conserver.

Cet engagement tragique et glorieux ne constitue qu'un épisode de la bataille menée par la 4e armée, et les trois armées britanniques étaient toutes au combat en permanence. Dans la nuit du 30, la ligne Hindenburg était battue en brèche sur une largeur de 30 kilomètres et sur une profondeur de 10, et l'on pouvait rendre compte à Sir Douglas Haig de la capture de 36 500 prisonniers et de 380 canons. Le total des pertes britanniques en France, depuis le début du mois de septembre jusqu'au 9 octobre, s'élevait à plus de 200 000 hommes. Sur ce nombre, 6 500 officiers et 133 700 hommes étaient tombés dans la série de batailles livrées pour s'emparer de la ligne Hindenburg, également appelée position Cambrai-Saint-Quentin. Il faut y ajouter 6 000 Américains, soit le cinquième de l'infanterie du 2e corps d'armée américain. La bataille et la progression se poursuivirent du 8 au

10 octobre, date à laquelle on avait avancé de vingt kilomètres sur tout le front compris entre Cambrai et Saint-Quentin, et capturé 12 000 nouveaux prisonniers ainsi que 230 canons. Sous l'effet de cette énorme poussée centrale et des batailles menées au nord et au sud, les Allemands évacuèrent tous les secteurs intermédiaires du front. Les troupes alliées les suivirent en gardant le contact le plus étroit.

Pourtant, le coup décisif porté à la puissance de résistance allemande n'est dû qu'indirectement aux effroyables confrontations qui se poursuivaient sur le front occidental. C'était sur le théâtre d'opérations où depuis l'été de 1915 la guerre languissait, à la fois futile et coûteuse, sur le théâtre où tout effort était unanimement condamné par les plus hautes autorités militaires alliées, que le coup décisif était destiné à se produire. La résistance d'une chaîne, si forte soit-elle, est celle de son maillon le plus faible. Le maillon bulgare était sur le point de céder, brisant par là même la cohésion de toute la coalition ennemie. Cet événement n'était cependant pas dû aux circonstances locales. Il résultait de la consternation consécutive à la défaite des armées allemandes en France. Le 15 septembre, conformément au mouvement général de progression alliée sur tous les fronts, l'armée dite de Salonique déclenchait une offensive contre la Bulgarie avec pour objectif central la ville importante et le nœud ferroviaire d'Uskub. C'était à vrai dire une armée fort hétéroclite qui partait au combat sous les ordres de Franchet d'Espèrey, le dernier successeur de Sarrail. Elle comprenait 8 divisions françaises, 7 divisions britanniques, 6 divisions grecques (du parti de Venizélos), 6 divisions serbes, et 4 divisions italiennes, toutes à effectifs réduits, avec une artillerie limitée et décimées par les fièvres, qui se mirent en route en direction des frontières montagneuses de la Bulgarie. Cette région difficile était tenue par 17 divisions bulgares et 2 divisions turques, encadrées par quelques bataillons et batteries

d'Allemands et par le prestige de Mackensen, ce qui était plus que suffisant pour en assurer efficacement la défense. Mais les Bulgares n'étaient plus décidés à se battre. La Bulgarie abandonna la lutte avec la même humeur morose, la même insensibilité et la même détermination qu'elle avait mises à y prendre part. L'avènement dans la dernière semaine de juin du fort tiède Cabinet Malinoff[1] avait causé de l'inquiétude à Berlin et offert à la diplomatie alliée une occasion fertile en résultats. L'influence des États-Unis, qui n'avaient pas déclaré la guerre à la Bulgarie, et dont le représentant se trouvait encore à Sofia, s'y exerça en particulier avec une habileté consommée.

Les troupes bulgares, après avoir opposé une faible résistance qui montra néanmoins tous les avantages qui s'offraient à la défense, se replièrent, cessèrent de combattre et affirmèrent leur intention de rejoindre leurs foyers pour y faire la moisson. Ces solides paysans étaient sourds aux exhortations allemandes. Ils conservaient une attitude amicale vis-à-vis des quelques unités allemandes qui s'avançaient méthodiquement pour renforcer le front. Les bataillons en retraite allaient même jusqu'à prendre le temps de dégager les canons allemands qui s'enfonçaient dans les ornières. Mais quant à faire front ou à combattre, ils ne voulaient plus jamais en entendre parler !

Un officier de l'état-major bulgare brandissant un drapeau blanc arrivait dans la nuit du 26 septembre au quartier général du général Milne, et sollicitait au nom de son commandant en chef un armistice de quarante-huit heures, qui serait suivi de l'arrivée d'une délégation chargée de négocier la paix. Le 28, la Bulgarie acceptait sans condition de démobiliser son armée, de restituer tous les territoires envahis, de livrer tous ses moyens de transport, de cesser les hostilités, et de mettre ses voies ferrées et son territoire à la disposition des armées alliées en vue de leurs opérations ultérieures.

Je me trouvais à Paris avec Loucheur quand ces nouvelles arrivèrent, et l'on se rendit compte immédiatement que c'était la fin. Une conférence réunie à Spa le 29 septembre, à l'initiative de Ludendorff, décidait de se mettre en rapport avec le président Wilson, dont « les nobles idéaux » encourageaient les espérances, et de lui proposer un armistice au nom de l'Allemagne. Hindenburg, inquiet de la tournure prise par la triple bataille en cours, demandait le 1er octobre que cette proposition d'armistice fût transmise dès le lendemain matin. Le 4 octobre, le roi Ferdinand abdiquait la couronne de Bulgarie et se réfugiait à Vienne. Ce personnage extraordinaire, chez qui la ruse, l'acharnement, l'énergie et les erreurs d'appréciation étaient portées à l'extrême, disparut alors de la scène. Il lui avait été donné à deux reprises de réaliser une grande partie des ambitions exagérées de son pays, dont il s'était fait l'ardent champion. Il aurait pu tant en 1912, après la première guerre balkanique contre la Turquie, qu'en 1915, avant l'entrée en guerre de la Bulgarie aux côtés des Puissances centrales, hisser son pays au premier rang d'une confédération des États balkaniques s'il avait suivi des voies différentes et moins tortueuses. Mais les calculs erronés sur lesquels se fondaient la puissance et la logique de son esprit, à l'exclusion complète de tout facteur moral, l'avaient amené, tout en s'exposant personnellement à des risques et à des fatigues immenses, à précipiter par deux fois son pays dans le désastre absolu.

Ceux qui choisissent leur moment pour déclencher les guerres ne sont pas toujours à même de fixer le moment où elles se termineront. Demander un armistice, c'est une chose – mais l'obtenir, c'en est une autre. Le nouveau chancelier, le prince Max de Bade, adressa sa note au président Wilson dans la journée du 5, en prenant comme base les fameux « quatorze points », qu'il acceptait au nom de l'Allemagne. Le président répondit le 8, en posant un certain nombre de questions et en

exigeant comme garantie l'évacuation par l'Allemagne des territoires qu'elle occupait. Le 12, l'Allemagne et l'Autriche se déclaraient prêtes à le faire comme mesure préliminaire à un armistice. Le 14, le président indiquait qu'il ne pouvait être question d'entamer des négociations avec l'empereur. Quant aux conditions de l'armistice, c'était aux commandants en chef sur le terrain qu'il appartenait de les fixer, mais elles devaient offrir des garanties complètes pour le maintien « de la suprématie militaire actuelle des armées des États-Unis et des puissances alliées ». Pendant que s'échangeaient ces pourparlers, que M. Wilson était tout désigné pour conduire, et qui promettaient d'être longs, les armées alliées continuaient à progresser sur tout le front de l'Ouest, en attaquant continuellement avec une puissance sans cesse croissante. La rocade ferroviaire vitale pour les Allemands était encore utilisable au pied des Ardennes. Mais Pershing et Gouraud s'en rapprochaient de plus en plus par le sud, et la plaque tournante d'Aulnoye se trouvait déjà soumise au feu continu de l'artillerie lourde de Haig. Sur le flanc nord, l'armée du roi Albert s'avançait sur Courtrai. Les unités allemandes qui tenaient les larges secteurs du front compris entre ces attaques principales se repliaient continuellement face aux gains des Alliés. Ludendorff n'avait plus de réserves. Il était désormais impossible de compter sur l'ardeur au combat d'une forte proportion de ses divisions, qui se trouvaient toutes réduites au tiers ou au cinquième de leurs effectifs normaux. La ligne Siegfried cédait en de nombreux points. On s'efforçait fébrilement de fortifier les positions Anvers-Meuse, et Ludendorff poussé par un instinct judicieux, mais trop tardif, se décidait à faire étudier l'établissement d'une ligne de défense le long de la frontière allemande. Des consultations agitées et désespérées se tenaient entre les chefs militaires et les nouvelles figures politiques qui venaient d'être appelées au pouvoir. Le 20, le gouvernement allemand renonçait à la guerre sous-marine. Pendant ce temps, l'ensemble de l'armée

italienne, ainsi que les contingents alliés qui l'appuyaient – l'armée britannique de Lord Cavan à l'avant-garde – franchissaient la Piave, fondaient sur les forces de l'Empire austro-hongrois en pleine liquéfaction, et les mettaient définitivement hors de combat au cours de la dernière semaine d'octobre. Le Vatican tendit une main secourable. Les hostilités se terminèrent sur ce théâtre d'opérations le 4 novembre par la signature d'un armistice qui enlevait à l'empire des Habsbourg tous ses moyens de résistance et mettait ses territoires à la disposition des Alliés en vue de leurs opérations ultérieures.

Les armées britanniques venaient de franchir la Selle, en s'emparant de 21 000 prisonniers et de 450 canons, et elles avançaient rapidement sur Valenciennes, Mons et Maubeuge, en refoulant l'ennemi devant elles. Les troupes faisaient preuve d'une ardeur sans bornes. Le sentiment que le terrible ennemi qu'elles avaient si longuement combattu s'effondrait sous leurs coups de boutoir, joint aux manifestations de bonheur et de liesse des populations libérées, les incitait à faire encore plus volontiers le sacrifice de leur vie pendant ces derniers jours qu'au cours des périodes les plus sombres de la guerre. Chaque homme avait conscience d'être à la fois un conquérant et un libérateur. Le même élan enflammait les Américains. Quant aux Français, hagards et mutilés, oubliant les pertes qui dans ces derniers mois (juillet à novembre) dépassèrent le demi-million, comment décrire l'émotion avec laquelle ils portaient tous les jours des coups nouveaux à leur ennemi séculaire tout en libérant le sol sacré de la France ?

L'armistice, qu'avaient soutenu Hindenburg et Ludendorff, prenait dès lors la forme d'une capitulation sans condition. C'est pourquoi Ludendorff voulait maintenant continuer la lutte, déclarant avec raison que rien ne pourrait aggraver les conditions qui seraient imposées à l'Allemagne. Le 27, le gouvernement allemand se résolut à capituler et poussa l'empereur à le renvoyer. Hindenburg demeura à son poste, « sa

noble chute accompagnant la chute de l'État ». C'est à lui, avec les mitrailleurs allemands, que revient l'honneur d'avoir tenu jusqu'au bout dans cette agonie finale.

Quand les grands organismes de ce monde sont soumis à des forces qui dépassent leur capacité de résistance, il arrive souvent que leur structure cède soudain de toutes parts. On ne peut plus s'appuyer sur rien pour fonder une politique, aussi judicieuse soit-elle, le mérite et la valeur ne trouvent plus leur place, et aucun génie salvateur ne peut entraîner les foules par son autorité. L'imposant édifice de la puissance impériale allemande, qui, quelques jours auparavant, jetait encore son ombre gigantesque sur les nations, venait soudain de se désagréger en un millier de fragments impalpables. Tous les alliés qu'elle avait si longtemps assistés s'écroulaient, brisés et ruinés, en implorant chacun une paix séparée. Ses fidèles armées étaient battues sur le champ de bataille et démoralisées par l'arrière. La fière et excellente flotte se mutinait. La révolution éclatait dans le plus discipliné et le plus docile des États. Le chef suprême des armées prenait la fuite. L'humanité est saisie d'effroi devant de semblables spectacles et les vainqueurs, même à l'heure de leur triomphe, entendirent comme un glas résonner à leurs oreilles.

Le Parlement était enclin à la méfiance vis-à-vis des conditions de l'armistice tant qu'il ne les connaissait pas. Mais après la lecture du document lui-même tous les cœurs débordèrent d'une gratitude sans bornes. Il ne pouvait venir à l'esprit de quiconque d'y ajouter des exigences supplémentaires : évacuation immédiate des territoires occupés ; rapatriement de toutes leurs populations ; livraison de matériel en bon état comprenant 5 000 canons, 30 000 mitrailleuses, 3 000 mortiers de tranchées, 2 000 avions ; évacuation de la rive gauche

du Rhin ; cession de trois têtes de pont sur la rive droite du Rhin ; livraison de 5 000 locomotives, 150 000 wagons et 5 000 camions en état de marche (avec leurs pièces de rechange) ; indication de l'emplacement de toutes les mines et charges explosives à retardement, et coopération à leur découverte et à leur destruction ; libération sans réciprocité de tous les prisonniers de guerre ; annulation des traités de Bucarest et de Brest-Litovsk ; remise de 6 croiseurs de bataille, des 10 cuirassés les plus puissants, de 8 croiseurs légers, de 50 des meilleurs contre-torpilleurs et de tous les sous-marins ; droit pour les Alliés de dénoncer l'armistice dans les quarante-huit heures en cas de non-exécution de ces clauses. C'est ainsi que l'Allemagne se livra pieds et poings liés à la merci d'ennemis désormais victorieux qu'elle avait fait souffrir si longtemps !

C'était quelques minutes avant la onzième heure du onzième jour du onzième mois de l'année 1918. Je me tenais à la fenêtre de mon bureau qui s'ouvrait sur Northumberland Avenue, dans la direction de Trafalgar Square, en attendant que Big Ben nous annonce la fin de la guerre. Mon esprit vagabond se reportait par-delà ces années de souffrances à la nuit de tension à l'Amirauté où j'attendais le même carillon pour donner le signal des hostilités aux flottes et aux escadres répandues sur le monde. Et maintenant, tout était fini ! Ce peuple insulaire sans armes et sans instruction militaire, ne disposant comme unique moyen de défense que de sa marine, avait fait face sans hésiter à la plus grande manifestation de puissance militaire que l'histoire ait jamais connue, et il avait accompli sa tâche. Notre pays sortait de l'épreuve sain et sauf, ses immenses possessions intactes, son effort militaire en plein développement, ses institutions inébranlables, sa population et l'empire plus unis que jamais. Après une période de périls et de douleurs, la victoire était venue, complète et illimitée. Les rois et les empereurs qui

nous avaient combattus étaient tous en fuite ou en exil. Leurs armées et leurs flottes étaient toutes anéanties ou réduites à l'impuissance. Ces résultats étaient dus en grande partie à la Grande-Bretagne, qui avait accompli tout ce qu'il lui était possible de faire du début jusqu'à la fin.

Les minutes passaient. Je me sentais plus abattu que transporté. Tous les buts matériels auxquels j'avais consacré toute mon activité, tous les modes de pensée sur lesquels j'avais vécu s'évanouissaient en fumée. Toute cette immense organisation du ravitaillement, ces livraisons croissantes, ces réserves soigneusement accumulées, ces plans secrets élaborés pour l'avenir, qui hier encore constituaient le fondement même de l'existence – tout cela disparaissait d'un coup comme un cauchemar en ne laissant derrière que le vide. Machinalement, je ne pouvais m'empêcher de réfléchir aux problèmes de la démobilisation. Qu'allaient devenir nos trois millions d'ouvriers des usines d'armement ? Comment transformer ces usines en pleine activité ? Comment en réalité forger des socs de charrue à partir des épées[2] ? Quel serait le temps nécessaire au rapatriement des troupes ? Et que leur donnerait-on à faire quand elles seraient de retour ? Le ministère de l'Armement possédait bien entendu un plan de démobilisation. Il avait été soigneusement établi, mais n'avait joué qu'un rôle secondaire dans nos préoccupations. Il s'agissait maintenant de le mettre en œuvre. Il fallait actionner les leviers. *En arrière, toute !* Il fallait réunir le conseil de l'armement au plus tôt.

Et puis soudain le premier coup de cloche. Je regardai à nouveau la large avenue qui se trouvait au-dessous de moi. Elle était déserte. La frêle silhouette d'une secrétaire qui gesticulait follement jaillit hors du porche d'un des grands hôtels réquisitionnés pour les services de l'État, tandis que résonnait un autre coup. Puis de tous côtés des hommes et des femmes se précipitaient dans la rue. Des foules se déversaient de tous les bâtiments. Les cloches de Londres tournaient à la cacophonie. Northumberland Avenue grouillait maintenant de monde, et des

centaines et des milliers de gens couraient frénétiquement en tous sens en poussant des acclamations et des cris de joie. J'apercevais Trafalgar Square, déjà noir de monde. Tout autour de moi, dans nos bureaux mêmes, à l'hôtel Métropole, l'agitation se déchaînait. Les portes claquaient et les bruits de pas résonnaient dans les couloirs. Tout le monde se levait, quittait son bureau en rejetant porte-plume et papiers. Il n'y avait plus de limites. Le tumulte grandissait. Il grandissait comme une tempête, mais une tempête qui venait de partout en même temps. La rue était devenue une masse humaine en ébullition. Les drapeaux surgissaient comme par magie. Des flots d'hommes et de femmes qui débouchaient des quais de la Tamise se mêlaient aux torrents venus du Strand qui s'en allaient acclamer le roi. La dernière note de carillon résonnait encore que les rues de Londres, où la guerre avait imposé des restrictions très strictes à la circulation, s'étaient tout à coup transformées en un pandémonium triomphant. En tout cas, il était évident que personne ne travaillerait plus ce jour-là. Oui, les chaînes qui assuraient la cohésion du monde venaient de se rompre. Les liens des nécessités impérieuses, les liens de la discipline, les liens de la brutalité, les liens de l'abnégation, les liens de la terreur et les liens de l'honneur qui avaient maintenu la cohésion non seulement de notre nation, mais de la plus grande partie de l'humanité face à des tâches écrasantes et à une cause irrésistible – tous ces liens s'étaient rompus dès que Big Ben avait commencé à sonner. C'était, après cinquante-deux mois de sinistre aberration, la sécurité, la liberté, la paix, le foyer, le retour des êtres chers au coin du feu, c'était tout cela que l'on retrouvait. Cela faisait cinquante-deux mois que l'on accumulait des fardeaux d'un poids accablant sur le dos des hommes, et d'un seul coup, on pouvait enfin se délester de tous ces fardeaux. C'est du moins ce que l'on croyait à ce moment-là.

Ma femme vint me rejoindre, et nous décidâmes d'aller présenter nos félicitations au Premier ministre, qui avait été l'âme de la résistance britannique en cette heure de gloire pour lui. Mais nous étions à peine montés dans notre automobile que vingt personnes s'y accrochaient, et c'est perdus dans une multitude qui poussait des cris de joie délirants que nous parcourûmes Whitehall au pas. C'est ce même trajet que nous avions tous deux fait, mais en sens inverse, l'après-midi de l'ultimatum. À l'époque, la foule y était aussi dense et elle manifestait un enthousiasme presque aussi grand. C'était avec une émotion que les mots sont impuissants à décrire que j'écoutais les acclamations de ce peuple courageux, qui était passé par tant d'épreuves, qui avait tout donné, qui n'avait jamais hésité un instant, qui n'avait jamais perdu confiance dans son pays et dans son destin et qui, à l'heure de la délivrance, savait être indulgent vis-à-vis des fautes de ses dirigeants.

Ce ne sera certes pas à la génération présente qu'il appartiendra de porter un jugement définitif sur la Grande Guerre. Le peuple allemand mérite des explications qui ne se bornent pas à lui faire croire que le pays a été miné par la propagande ennemie. Si elle a eu de l'effet, c'est qu'elle a trouvé un écho dans les cœurs allemands, et qu'elle a attisé des doutes qui s'y trouvaient dès le début. C'est ainsi qu'au moment où quatre années de blocus et de guerre contre un ennemi supérieur en nombre et en moyens avaient sapé la vitalité du peuple allemand, les germes de révolte des consciences se sont mués en proclamation approuvée par des millions d'hommes.

Et cependant, dans le domaine de la force, l'histoire de l'humanité n'offre rien de comparable à l'éruption du volcan allemand. Pendant quatre ans, l'Allemagne a combattu et défié les cinq continents sur terre, sur mer et dans les airs. Les armées allemandes ont soutenu leurs alliés chancelants, elles sont intervenues avec succès sur tous les théâtres

d'opérations, elles ont partout résisté sur les territoires conquis, en infligeant à leurs adversaires des pertes en vies humaines plus que doubles des leurs. Pour venir à bout de leur puissance et de leur technique, et triompher de leur fureur, il fallut faire entrer en lice toutes les plus grandes nations du monde. Des populations très supérieures, des ressources illimitées, des sacrifices incommensurables, le blocus maritime, avaient été mis en échec pendant cinquante mois. Des petits États avaient été foulés aux pieds, un empire puissant s'était désagrégé en débris méconnaissables et près de vingt millions d'hommes avaient péri ou versé leur sang avant qu'il fût possible d'arracher le glaive à cette main terrifiante. Oui, Allemands, cela suffit à l'histoire !

Le rideau retombe sur toute la longueur du front de France et des Flandres. Les mains réparatrices du temps et de la nature ainsi que le labeur pacifique qui n'a pas tardé à se mettre à l'œuvre ont déjà presque fait disparaître les champs de trous d'obus et les lignes de tranchées qui s'étendaient en une large ceinture depuis les Vosges jusqu'à la mer, et qui hier encore souillaient les champs souriants de la France. On relève les ruines, on remplace les arbres déchiquetés par des plants nouveaux. Seuls les cimetières, les monuments aux morts et les clochers décapités, ou encore çà et là les décombres d'une tranchée en ruine ou un énorme cratère de mine rempli d'eau forcent le voyageur à se souvenir que 25 millions d'hommes ont combattu en ces lieux il n'y a pas encore dix ans, et que 12 millions d'entre eux y ont versé leur sang ou ont trouvé la mort au cours du plus important conflit humain jamais vu. La clémence de l'oubli tire ses rideaux, les mutilés disparaissent dans le lointain en boitant, le souvenir des êtres chers se réfugie dans le triste crépuscule de la mémoire de ceux qui les pleurent. Une nouvelle jeunesse est là, qui revendique ses droits, et le fleuve éternel continue de s'écouler, en

recouvrant même les champs de bataille comme si tout ce récit n'était qu'un rêve.

En avons-nous fini ? Ou n'est-ce là qu'un chapitre d'une histoire insensée et cruelle ? Faudra-t-il immoler encore une autre génération pour redresser l'équilibre des sombres comptes du Germain et du Gaulois ? Nos enfants seront-ils condamnés à verser leur sang et à agoniser sur des terres dévastées ? Ou les feux mêmes des combats conduiront-ils à cette réconciliation des trois grands adversaires qui leur permettrait d'unir leur génie pour assurer à chacun, dans la liberté et la sécurité, sa part dans la restauration de la gloire de l'Europe ?

---

1. Aleksandar Pavlov Malinov (1867-1938), homme politique bulgare. Premier ministre depuis le 21 juin 1918.

2. Citation d'Isaïe, II, 4 : « De leurs épées, ils forgeront des socs, et de leurs lances, des faucilles. »

CHRONOLOGIE DES FONCTIONS OFFICIELLES DE WINSTON CHURCHILL

pour la période couverte dans ce volume

Député libéral de Dundee (Écosse) : 8 mai 1909-15 novembre 1922
Premier lord de l'Amirauté : 23 octobre 1911-25 mai 1915
Chancelier du duché de Lancastre (ministre sans portefeuille) : 25 mai 1915-12 novembre 1915
Colonel sur le front des Flandres : 19 novembre 1915-7 mai 1916
Simple député : 9 mai 1916-16 juillet 1917
Ministre de l'Armement : 17 juillet 1917-10 janvier 1919

INDEX DES PRINCIPAUX PERSONNAGES MENTIONNÉS

Amiraux
Marine allemande
Scheer, amiral 242-243, 254-255, 260, 270, 273-274, 276, 278-285, 288-291, 353, 444, 447, 455
von Hipper, amiral 239, 248-250, 254-255, 267-270, 275, 277, 279
von Holtzendorf, amiral 352-353, 356
von Tirpitz, grand amiral 242, 350-355, 444
von Usedom, amiral 46-47, 115
Marine française
Lacaze, amiral 120,
Royal Navy
Bacon, Sir Reginald 455, 457
Beatty, Lord 239, 242, 244-250, 253, 255-256, 261-262, 265-271, 274, 278-279, 289, 297
Evan-Thomas, vice-amiral 247, 254, 256,
Fisher, Lord 23, 29, 48-49, 63, 141, 235, 238, 292, 406
Goodenough, contre-amiral 255, 261, 265,
Hood, Sir Horace 261-262, 267-268, 271, 274-276,
Jackson, amiral d'escadre 104
Jellicoe, Lord 23, 178, 233-236, 238-240, 243-245, 255, 258-261, 265-266, 269-279, 281-286, 289-292, 296-297, 457
Keyes, contre-amiral 75, 114, 116-118, 120-121, 126, 129, 297, 457-458,
Robeck, amiral d'escadre de 29, 35, 75, 103-104, 116-117, 120, 126, 130, 438
Sturdee, amiral d'escadre 238
Tyrwhitt, contre-amiral 290-291, 297
Wemyss, contre-amiral 114, 116, 120-121, 126, 128-129, 131, 457
Wilson, Sir Arthur 23, 238-239,

Autres ministres et chefs de parti
Balfour, Arthur (Premier lord de l'Amirauté, 1915-1916) 28, 36, 92, 97, 103-104, 119, 342, 351-352, 442
Bonar Law, Andrew (leader du Parti conservateur, 1911-1923) 18, 28, 97, 119, 342, 410

Carson, Sir Edward (leader de la *Irish Unionist Alliance* puis du *Ulster Unionist Party*, 1910-1921. Premier lord de l'Amirauté de décembre 1916 à juillet 1917) 109, 341-342, 409, 452,
Crewe, Lord (secrétaire d'État aux Affaires indiennes) 28
Curzon, Lord (futur ministre des Affaires étrangères) 28, 338-339,
Jonesco, Také (ou Demetriu Ionescu, militant pro-Alliés de Roumanie) 87, 187
Lansdowne, Lord (secrétaire d'État aux Affaires étrangères, 1900-1905) 28
Loucheur, Louis (ministre de l'Armement de septembre 1917 à novembre 1918) 430, 527, 580
McKenna, Reginald (secrétaire à l'Intérieur, 1911-1915. Chancelier de l'Échiquier, 1915-1916) 17
Millerand, Alexandre (ministre de la Guerre) 174-175,
Milner, Lord (secrétaire d'État à la Guerre à partir d'avril 1918) 477, 499, 511
Selborne, Lord (ministre de l'Agriculture) 28, 338

Chefs de gouvernement
Asquith, H. H. (Premier ministre du Royaume-Uni jusqu'en décembre 1916) 17, 28, 92, 178, 219, 318, 339-342, 496,
Bratiano, Jean J.-C. (ou Ion I. C. Bratianu, président du Conseil de Roumanie) 184, 187, 327-328,
Briand, Aristide (président du Conseil de 1915 à 1917) 175-176, 178, 190-191, 218-219, 378-380, 396-398,
Clemenceau, Georges (président du Conseil de 1917 à 1920) 191, 379, 468, 475, 499, 520, 528, 535, 541, 545
Lloyd George, David (Premier ministre du Royaume-Uni à partir de décembre 1916) 14, 17, 28, 119, 190-191, 219, 317, 334, 338-339, 341-345, 380, 387-389, 405-407, 409-410, 413, 415, 419, 465, 468-470, 496-498, 500, 528, 535
Painlevé, Paul (président du Conseil, septembre-novembre 1917) 178, 397-398, 400-401, 403, 406,
Ribot, Alexandre (président du Conseil, mars-septembre 1917) 387, 397, 402, 406
Stamboulisky, Alexandre (ou Stambolijski, futur Premier ministre de Bulgarie) 87
Venizélos, Elefthérios (Premier ministre de Grèce) 87, 90, 101, 103, 135, 187, 579
von Bethmann-Hollweg, Theobald (chancelier d'Allemagne) 352, 356, 480

Généraux et maréchaux
Armée des États-Unis
Pershing, général 549, 573-574, 576, 582
Armée française
Castelnau 170, 177, 210, 212-213, 217, 377, 379, 382

Coutanceau 201-202, 214
Fayolle 428, 494, 528, 530, 543
Foch 153, 158, 220, 379, 382, 426, 469, 476, 499, 510-513, 520-522, 532, 538-540, 543-546, 548-549, 551, 560-561, 563-564, 566, 571, 573-574,
Franchet d'Espèrey 401, 579
Gallieni 169-170, 172, 175-176, 208-209, 217-218, 378, 402
Gouraud 44, 97, 538, 540, 542-543, 548, 562, 574, 576, 582
Joffre 21, 92-93, 95-96, 98-100, 107, 146, 157-158, 162, 169-178, 191, 208-212, 217-219, 221, 306, 330-331, 376-377, 379-383, 385-386, 391, 393, 397, 402, 404, 420
Lanrezac 171,
Mangin 373-377, 379, 382-383, 399, 541, 543-548, 550, 563
Messimy 402,
Michel 169-170, 402
Micheler 384, 399, 401, 403
Nivelle 151, 153, 162-163, 178, 373-375, 377, 379, 381-386, 388-393, 395-401, 403-405, 408, 417-418, 428, 508, 541
Pétain 212-213, 373-374, 377, 379, 382, 397-401, 404, 406, 408, 485, 499, 520-522, 524, 532, 538, 540, 543-545, 549, 562
Sarrail 96, 98, 107, 141, 189, 330-331, 333-334, 379, 579
Weygand 532, 541, 545
Armée italienne
Cadorna, maréchal Luigi 178, 219, 427
Armée russe
Alexeieff (Alekseïev) 219, 334, 360
Broussiloff (Broussilov) 199, 224-225, 299, 323, 328-329, 354, 361
Istomine 32
Nicolas, grand-duc 41, 88
Armées de l'Allemagne et de ses alliés
Djemal 418, 421,
Kemal, Mustapha 68, 73, 78,
Kluck 327,
Kronprinz 201, 205-207, 374, 394-395, 524, 548, 550
Liman von Sanders 43, 65, 67, 71, 77, 79-80, 128
Ludendorff, Erich 39-40, 136, 147, 152-154, 161-162, 164, 179, 195, 197, 202, 207, 215, 224, 227, 316, 319, 325-327, 336, 355-357, 360, 374, 383, 390, 423-424, 429-430, 434, 478, 480-482, 487, 492, 494-495, 504, 507-510, 515-516, 519, 521-522, 526, 528, 530-531, 536-537, 540, 543, 546, 548-549, 551-552, 566, 568, 580, 582-583,

Rupprecht, prince 395, 416, 481-483, 538-539, 546, 548,
von Below, Fritz 427
von Falkenhayn, Erich 40, 148, 176, 179, 182-183, 192-193, 195, 199-200, 202-205, 207, 215, 217, 221, 225-227, 323, 325, 328, 333, 335-336, 352-354, 358, 382, 421
von Hindenburg, Paul 39-40, 88, 179, 195, 224, 227, 325-327, 355-356, 359, 374, 390-392, 480-481, 483, 537, 563, 566-567, 574-578, 580, 583,
von Hötzendorf, Conrad 40-41, 225
von Mackensen, August 41, 87, 101, 109, 334-336, 579
von Moltke, Helmuth 40, 179
Empire britannique
Allenby, Lord 220, 418, 421-423, 437, 464
Birch, général 484
Birdwood, général de corps d'armée William 60, 62-63, 68, 114, 119, 129, 131,
Byng, général 81, 119, 432, 489, 492, 561-562, 577
Du Cane, général 510, 545, 564
French, Lord 20, 25, 95, 99, 105, 171, 178, 299-301, 416, 425, 431, 497
Gough, Sir Hubert de la Poer 312, 489, 491, 500-501,
Haig, Lord 105, 162, 212, 221, 300-303, 306, 312, 319-321, 383, 386-390, 405-406, 408, 415-417, 419, 425-426, 434, 465, 467-471, 476, 483, 496, 499-500, 503, 508, 510-511, 513-516, 532, 538-540, 543-546, 549-551, 560-562, 564-567, 573-574, 576, 578, 582
Hamilton, Sir Ian 25, 28-32, 34-35, 42, 44, 49, 55-56, 59, 63, 76, 80-81, 96, 102, 111-112, 140
Horne, général 561, 577
Kitchener, Lord 18, 26-28, 30, 35-36, 41, 54-57, 72, 80, 92-94, 97-98, 111, 114-115, 119-121, 126-127, 137-139, 176, 178, 191, 219, 300, 317, 322, 339-340, 470, 499, 553
Lipsett, général 472
Maxwell, Sir John 55-56, 119
Milne, baron 330-331, 580
Monro, Sir Charles 112-115, 119, 126-127, 131
Plumer, Sir Herbert 428, 470, 477, 501, 515, 574
Rawlinson, Sir Henry 220, 500, 550-554, 561, 577,
Robertson, Sir William 139, 330, 388-389, 406, 416-419, 425-426, 465, 468, 470-471, 474, 496
Smuts, Jan 409, 420-421, 540, 544-545,

Stopford, Sir Frederick 60, 71, 74-76,
Tudor, général 485-488,
Wilson, Sir Henry 425, 470-471, 474-477, 497, 499, 552, 565

Ministres des affaires étrangères, diplomates et émissaires
Czernin, comte (ministre des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie) 185-186, 188
Delcassé, Théophile (ministre des Affaires étrangères en 1915) 109
Grey, Sir Edward (ministre des Affaires étrangères) 91, 119, 186
Metternich, comte (ambassadeur d'Allemagne à Constantinople) 128

Souverains et chefs d'État
Carol Ier (roi de Roumanie) 185-188,
Constantin Ier (roi des Hellènes) 86, 101-103, 135, 190
Ferdinand Ier (tsar des Bulgares) 86-87, 91, 101, 580
Guillaume II (empereur d'Allemagne), « le Kaiser » 353, 378, 554
Nicolas II (empereur de Russie), « le Tsar » 361, 367
Wilson, Woodrow (président des États-Unis) 368-370, 460, 581,

WINSTON CHURCHILL CHEZ TALLANDIER

Mes jeunes années, coll. « Texto », 2007.
Réflexions et aventures, coll. « Texto », 2008.
Discours de guerre, coll. « Texto », 2009.
Mon voyage en Afrique, coll. « Texto », 2010.
Journal politique, coll. « Texto », 2010.
Mémoires de guerre, 1919-1941, tome I, 2009 ; coll. « Texto », 2013.
Mémoires de guerre, 1941-1945, tome II, 2010 ; coll. « Texto », 2013.
Winston et Clementine Churchill, Conversations intimes. 1908-1964, 2013.
Mémoires de la Grande Guerre, 1911-1915, tome I, 2014.

Retrouvez tous nos ouvrages
sur www.tallandier.com

Table des Matières

Couverture	1
Titre	3
Copyright	5
AVANT-PROPOS	7
PRÉFACE	10
Chapitre I - L'EFFORT DU NOUVEAU GOUVERNEMENT	15
Chapitre II - LA SCÈNE S'ASSOMBRIT	40
Chapitre III - LA BATAILLE DE LA BAIE DE SOUVLA	61
Chapitre IV - LE DÉSASTRE DES BALKANS	88
Chapitre V - L'ABANDON DES DARDANELLES	119
Chapitre VI - LES CONSÉQUENCES DE 1915	135
Chapitre VII - L'ÉPREUVE DU SANG	155
Chapitre VIII - LE CHOIX DE FALKENHAYN	195
Chapitre IX - VERDUN	219
Chapitre X - LA BATAILLE DU JUTLAND : PRÉLIMINAIRES	250
Chapitre XI - LA BATAILLE DU JUTLAND : LA CONFRONTATION	281
Chapitre XII - LA BATAILLE DE LA SOMME	326
Chapitre XIII - LE DÉSASTRE ROUMAIN	354

Chapitre XIV - L'INTERVENTION DES ÉTATS-UNIS 381
Chapitre XV - L'EXPÉRIENCE NIVELLE 410
Chapitre XVI - AU MINISTÈRE DE L'ARMEMENT 450
Chapitre XVII - LA GRANDE-BRETAGNE TRIOMPHE DES SOUS-MARINS 480
Chapitre XVIII - LA CONCENTRATION ALLEMANDE SUR LE FRONT OCCIDENTAL 508
Chapitre XIX - LE 21 MARS 526
Chapitre XX - LE POINT CULMINANT 553
Chapitre XXI - LA SURPRISE DU CHEMIN DES DAMES 570
Chapitre XXII - LE VENT TOURNE 587
Chapitre XXIII - L'ÉCROULEMENT DES PUISSANCES GERMANIQUES 610
Chapitre XXIV - LA VICTOIRE 624
CHRONOLOGIE DES FONCTIONS OFFICIELLES DE WINSTON CHURCHILL - pour la période couverte dans ce volume 647
INDEX DES PRINCIPAUX PERSONNAGES MENTIONNÉS 648
WINSTON CHURCHILL CHEZ TALLANDIER 653